MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

Août 2020

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 1

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2019-2020, indiquer :

a) **la liste des employé(e)s et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et elles occupent et leur rémunération;**

b) **la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;**

c) **leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Cette question sera répondue par le BAPE, RECYC-QUÉBEC et le Conseil de gestion du Fonds vert.

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2019-2020. Indiquer :

a) le lieu;
b) le coût;
c) la ou les dates de participation ;
d) le nombre de participants;
e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
f) le nom de la formation ou de l'activité.

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
102e Congrès canadien de chimie et exposition (CCCE)	Société canadienne de chimie (SCC)	6	3 668,15 $
112th Annual Conferance & Exhibition	Air & Waste Management Association (AWMA)	3	0,00 $
14e Colloque Santé et sécurité du travail de l'Estrie 2019	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	1	60,00 $
20th Workshop on River Ice	Committee on River Ice Processes ans the Environment (CRIPE)	2	0,00 $
40e Québec Mines + Énergie	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	5	300,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
46th Congress - Groundwater management and governance	Association internationale des hydrogéologues -Can	5	1 190,00 $
7e Congrès annuel de la maintenance industrielle	Maintenance Québec	3	1 367,10 $
9e Journée d'information sur l'eau	Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec	2	182,38 $
9th International Symposium on Flame Retardants	Université du Québec à Montréal (UQAM)	3	1 000,00 $
Accord des verbes et des participes passés	Accent formation	1	585,00 $
Accord libéralisation des marchés publics	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $
Accueil ministériel des nouveaux employés du MELCC	MELCC	82	0,00 $
Adaptation Canada 2020	Conseil du Bassin de Fraser	5	2 015,00 $
Addenda no 6 au Guide sur le recyclage des matières résiduelles fertilisantes - parties 1 et 3	MELCC	6	0,00 $
Administration Windows Server avec Power Shell	Cégep de Ste-Foy	1	270,90 $
Administrer Microsoft System Center Configuration Manager (20703-1)	AFI Expertises	3	4 850,00 $
Agent de changement	MELCC	9	0,00 $
Agile & Kanban 101	MELCC	80	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Agile & Scrum 101	MELCC	92	0,00 $
Agir avec civilité pour milieu de travail sain et performant	MELCC	16	0,00 $
Amélioration des connaissances sur la contamination bactérienne des tributaires du lac Saint-Pierre	MELCC	26	0,00 $
Améliorer son français écrit	Accent formation	1	375,00 $
Analyse des écoulements interstitiels et de la stabilité des pentes pour les barrages en remblai	Hydro-Québec	6	0,00 $
Analyse d'une demande d'autorisation de prélèvement d'eau de surface et d'eau souterraine	MELCC	12	0,00 $
Animer avec aisance un atelier visant à convenir d'une charte d'équipe	Regroupement de Réseaux Santé Personnes au Travail	1	295,00 $
Aperçu de la Loi sur l'évaluation d'impact	Gouvernement du Canada	8	0,00 $
API Advanced Training	Teledyne API	2	0,00 $
Appréciation et atténuation des risques liés aux inondations	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	4	0,00 $
Approches et enjeux de l'intégration des services écologiques par les entreprises québécoises	Ministère de l'économie de et l'innovation (MEI)	2	0,00 $
Approches intégrées de la protection des ressources culturelles et naturelles en droit national et international	Université Laval	1	100,00 $
Aspects juridiques et Registre foncier	MELCC	5	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Assemblée des conseillers en relation du travail	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $
Assistance d'intervention d'urgence du Canada - Équipe d'intervention impliquant du gaz de pétrole liquéfié	Emergency Response Assistance Canada	2	0,00 $
Assurance-qualité	MELCC	2	0,00 $
Atelier de rédaction Web	Technologia	2	1 810,00 $
Atelier de réflexion sur la carrière en gestion	MELCC	7	0,00 $
Atelier sur le traitement des eaux milieux nordiques	Institut national de la recherche scientifique (INRS)	2	0,00 $
Atelier sur l'échantillonnage de sols contaminés et COV	MELCC	34	0,00 $
Atelier sur l'écofiscalité	HEC Montréal	2	0,00 $
Atelier sur les outils modernes d'analyse de la liquéfaction des sols	Société canadienne de géotechnique	1	440,00 $
Atelier TRIMA	MELCC	43	0,00 $
Atelier-terrain sur l'identification des milieux humides et hydriques en contexte nordique	MELCC	17	0,00 $
Atlas géomatique	MELCC	23	0,00 $
Atlas géomatique en lien avec le programme de contrôle H8 - Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	MELCC	13	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Audiences du BAPE	Transfert Environnement et Société inc.	20	9 225,00 $
Audit interne des processus - Laboratoire	Accademia Qualitas	11	4 875,00 $
Auditeur principal des systèmes de gestion ISO 9001:2015 (TPECS)	British Standards Institution	1	1 845,00 $
Avancement d'échelon	MELCC	3	0,00 $
Avis scientifiques	MELCC	34	0,00 $
Bilan et perspectives de l'évolution du droit de l'environnment en Afrique	Université Laval	1	0,00 $
Biologie et chaîne alimentaire	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	5	0,00 $
Biologie urbaine, un travail d'équipe, un enjeu de société	Association des biologistes du Québec	1	386,40 $
Bonne pratique de la profession	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	1	80,00 $
C2Atom - Gestion et expérience simplifiées	C2 Entreprise	2	0,00 $
Cadre légal et normatif - Emploi étudiant, stage et processus de qualification particulier	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	4	0,00 $
Canadian Ecotoxicity Workshop CEW 2019	Canadian Ecotoxicity Workshop	5	2 155,00 $
Carrefour forêts 2019	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	3	270,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Cercle de la haute fonction publique : Enjeux touchant la fonction publique	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	0,00 $
Certificat en composition et rédaction française	Université du Québec à Montréal (UQAM)	1	569,34 $
Chaire de recherche industrielle CRSNG-UQAT sur la restauration des sites miniers	Université du Québec Abitibi Témiscamingue (UQAT)	1	0,00 $
Changement climatique et gouvernance fédérative	Secrétariat aux relations canadiennes	1	0,00 $
Changements climatiques : subir passivement ou réinventer nos sociétés?	Institut de l'énergie Trottier	1	0,00 $
Changements climatiques et phytoprotection	Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA)	1	0,00 $
Changements climatiques et santé: prévenir, soigner et s'adapter	Institut national de santé publique - Portail Québec (INSPQ)	1	0,00 $
Chantier réglementaire de la modernisation du régime d'autorisation environnementale	MELCC	2	0,00 $
Chef d'équipe - Volet 1	MELCC	66	0,00 $
Cinq rôles du gestionnaire pour assurer un climat de travail sain	MELCC	25	0,00 $
Codéveloppement professionnel	Centre leadership développement compétences (CLDC)	3	500,00 $
Codéveloppement sur la gestion des conflits	MELCC	6	0,00 $
Collaboratif Grands-Lacs - Saint-Laurent - Phase II: Saint-Laurent	Stratégies Saint-Laurent	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Colloque Air, Changements climatiques et Énergie	Réseau Environnement	2	356,42 $
Colloque Chapitre du St-Laurent 2019	Chapitre du St-Laurent	9	2 790,00 $
Colloque Santé des sols	Ministère de Agriculture, Pêcheries, Alimentation (MAPAQ)	7	760,00 $
Colloque Sols et eaux souterraines - Drummondville	Réseau Environnement	7	0,00 $
Colloque sur la gestion de matière résiduelle	Réseau Environnement	8	980,00 $
Colloque sur la sécurité civile 2019	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	1	380,00 $
Comité Environnement	Association minière du Québec - AMQ	1	0,00 $
Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégrée	Ville de Montréal	2	0,00 $
Comités Nord et Sud - Plan particulier d'intervention - eau potable	MELCC	2	0,00 $
Comment parler du climat?	Copticom	1	0,00 $
Comprendre le fonctionnement de l'État	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	5	2 300,00 $
Comprendre les comportements difficiles au travail pour mieux intervenir	MELCC	33	0,00 $
Comptabilité de base	Contrôleur des finances	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Comptes publics du gouvernement du Québec	Contrôleur des finances	2	0,00 $
Conduite d'embarcation de plaisance	Institut national de sécurité nautique (INSN-QC)	1	279,95 $
Conduite d'un VTT	Fédération québécoise des clubs quads	13	2 200,48 $
Conduite sécuritaire de motoneige	École de foresterie et de technologie du bois (Duchesnay)	3	0,00 $
Conférence canadienne du génie parasimique	Canadian Association for Earthquake Engineering	3	2 250,00 $
Conférence des utilisateurs 2019 d'Esri Canada : Les SIG - dessiner le futur	ESRI Canada limitée	2	250,00 $
Conférence internationale de l'UNESCO sur l'Eau	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	1	0,00 $
Congrès annuel de l'Association québécoise de l'industrie de la pêche	Association québécoise de l'industrie de la pêche (AQIP)	2	400,00 $
Congrès annuel de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	6	1 005,00 $
Congrès annuel de l'Ordre des agronomes du Québec	Ordre des agronomes du Québec	2	400,00 $
Congrès de la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec - COMBEQ	MELCC	4	0,00 $
Congrès INFRA 2019	Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines - CERIU	2	709,00 $
Congrès Nautisme Québec	Alliance de l'industrie nautique du Québec	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Connaissance scientifique et politiques publiques	Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	2	130,00 $
Contrainte thermique - le froid	Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière (CISSS)	22	0,00 $
Cordiste - Niveau 1 - Society of Professionnel Rope Access Technicians (SPRAT)	Horizon Vertical	1	1 600,00 $
Coup de chaleur, piqûres d'insectes à venin et ultraviolets	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	2	0,00 $
Cours universitaire : baccalauréat - Techniques d'animation et d'intervention	Télé-Université du Québec - TÉLUQ	1	379,89 $
Cours universitaire : baccalauréat en droit	Université Laval	1	657,90 $
Cours universitaire : Développement durable et gestion des organisations	Université Laval	1	300,00 $
Cours universitaire : Gestion stratégique des ressources humaines	Université Laval	1	300,00 $
Cours universitaire : nanoprogramme sur la caractérisation des milieux humides	Université Laval	10	1 000,00 $
Création, mise à jour et disposition des biens	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	0,00 $
Cultures intercalaires dans le maïs et le soya: résultats d'essais, tour d'horizon des espèces et équipements	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	9	0,00 $
CyA NApp: Cyanobacteria Assessment - Network Mobile Application	U.S. Environmental Protection Agency	1	0,00 $
Cycle budgétaire et budget de dépenses (notions de crédits)	Contrôleur des finances	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Dans l'action climatique par l'adaptation	Union des municipalités du Québec (UMQ)	2	0,00 $
Découvrez les objectifs de développement durable des Nations Unies	MELCC	4	0,00 $
Déjeuner-conférence sur la biométhanisation	Réseau Environnement	5	134,80 $
Délimitation de la ligne des hautes eaux (LHE)	MELCC	20	500,00 $
Démarche pour établir les normes de rejet (NR) des effluents domestiques de 20m3/d et moins	MELCC	2	0,00 $
Démarrages et utilisation des autoclaves	MELCC	1	0,00 $
Démystifier la loi M-31	Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	3	0,00 $
Démystifier la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES)	MELCC	1	0,00 $
Détermination et définition des valeurs d'équipe	MELCC	16	0,00 $
Développer son esprit de synthèse (et rédiger avec concision)	Accent formation	1	375,00 $
Diversité de l'expertise, force de l'ACRIgéo	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	3	255,00 $
Dosage HAP-alkylés	MELCC	1	0,00 $
Eau potable: THM et conservation solutions d'hypochlorite de sodium	MELCC	6	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Échantillonnage	MELCC	3	0,00 $
Échantillonnage - Atelier pratique	Ordre des comptables agréés du Québec	1	0,00 $
Économie circulaire: une transition incontournable	Université de Montréal	1	75,00 $
Écriture stratégique	Acti-Com	78	5 796,84 $
EndNote X9	Université Laval	10	3 000,00 $
Enregistrement manuel d'un bien et production de rapports	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	0,00 $
Environnements fluviatiles	Université Laval	1	245,55 $
État du Québec et son fonctionnement	Contrôleur des finances	24	0,00 $
Éthique et système de management au CEAEQ	MELCC	53	0,00 $
Être une équipe du tonnerre	MELCC	149	0,00 $
Évaluation - Atelier sur examens oraux	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $
Évaluation des emplois de cadre	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 $
Évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement - Énoncé du problème	Environnement Canada	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Évaluation des semis	Coordination services-conseils	2	80,00 $
Fermeture mensuelle des opérations financières	Contrôleur des finances	13	0,00 $
FME World Tour 2019 - Québec (Logiciel)	Consortech inc	1	75,00 $
Fondements conceptuels et objectifs des états financiers	Contrôleur des finances	1	0,00 $
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Forum des jeunes fonction publique québécoise	7	1 330,00 $
Forum des secrétaires de comités de sélection	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	5	0,00 $
Forum innovation sur la bioéconomie au Québec	Consortium recherche innovations en bioprocédés industriels au Québec - CRIBIQ	1	295,00 $
Forum québécois en sciences de la mer	Technopole maritime du Québec	1	275,00 $
Forum régional Plan régional des milieux humides et hydriques de la Chaudière-Appalaches	Ouranos	1	25,00 $
Forum Science Environnement - Chantier réglementaire de la modernisation du régime d'autorisation environnementale	MELCC	283	0,00 $
Forum Science environnement - Le BAPE 40 ans de collaboration avec vous!	MELCC	177	0,00 $
Forum Science Environnement - Projet de Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement	MELCC	11	0,00 $
Forum Science Environnement - Une gestion des risques liés aux incidents maritimes pour mieux préserver l'environnement	MELCC	116	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Forum sur la réfrigération	Corporation des entreprises de traitement de l'air et du froid (CETAF)	1	175,00 $
Forum sur l'agriculture urbaine	Québec Vert	2	343,00 $
Français sans erreur	Télé-Université du Québec - TÉLUQ	1	57,00 $
Futur Via (plate-forme visioconférence)	SVIe Solutions inc.	1	0,00 $
Gamma monitoring - GMON (CS725)	Institut de recherche d'Hydro-Québec	2	0,00 $
Gérer votre temps et vos priorités	Formation Qualitemps	1	314,00 $
Gestion 101 - Notions de base en gestion des ressources humaines	MELCC	11	0,00 $
Gestion de débris après sinistre	Réseau Environnement	2	49,00 $
Gestion de projets en génie: contrôle et suivi	Université de Sherbrooke	14	415,54 $
Gestion des opérations - Intervention en cas de déversement en milieu marin	Pêche et Océans Canada	1	0,00 $
Gestion des risques en santé sécurité	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 $
Gestion du rendement	MELCC	9	0,00 $
Gestion du stress	Technologia	1	850,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Gestion du stress et prévention du trouble de stress post-traumatique	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	2	0,00 $
Gestion du temps	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	8	2 512,00 $
Gestion du temps et des priorités	Université Laval	1	450,00 $
Grand Forum des communautés résilientes	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)	2	450,00 $
Grandes cultures et conservation des sols	Ministère de Agriculture, Pêcheries, Alimentation (MAPAQ)	1	70,00 $
Groupe interministériel de codéveloppement	CSPQ-DGSAGIR	3	450,00 $
Grues mobiles avancées	Kraning Inc. - Formations tech. grues et gréage	17	11 400,00 $
Grues mobiles de base	Kraning Inc. - Formations tech. grues et gréage	11	4 925,00 $
Guide de formation sur les sols	Association des biologistes du Québec	2	412,00 $
Guide de la pratique des relations internationales du Québec	Ministère des relations internationales et de la francophonie	1	0,00 $
Guide de prévention en santé et sécurité du travail - Interventions terrain régulières	MELCC	1	0,00 $
Guide d'échantillonnage à des fins d'analyse environnementale - Cahier 4	MELCC	1	0,00 $
Guide des bonnes pratiques sur les comités de suivis	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Guide pour l'établissement des normes de rejet à une station d'épuration	MELCC	71	0,00 $
Habiletés professionnelles	Académie de Trans-Formation	1	545,00 $
Hydrologie - Volet analytique	MELCC	3	0,00 $
Identification de ravageurs des semis	Ministère de Agriculture, Pêcheries, Alimentation (MAPAQ)	1	80,48 $
Identification des milieux humides et hydriques	MELCC	13	0,00 $
Immobilisations	Contrôleur des finances	11	0,00 $
Impact des changements climatiques sur les infrastructures urbaines	Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines - CERIU	1	840,00 $
Information relative aux apparentés	Contrôleur des finances	10	0,00 $
Ingénieur: un titre réservé et reconnu	Ordre des ingénieurs du Québec	1	0,00 $
Initiation pour les membres de comité de santé et sécurité au travail	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	6	0,00 $
Inspection des lieux et enquête d'accident	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 $
Inspirer confiance: le vrai pouvoir d'influence	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	4	0,00 $
Intégration des approches 'omiques dans des systèmes biologiques	Chapitre du St-Laurent	3	300,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Intégration des essais de bioactivité aux outils de suivi de performance et d'optimisation des procédés du traitement eaux usées	Université McGill	21	0,00 $
Intégration des nouveaux inspecteurs	MELCC	5	0,00 $
Intervention d'urgence lors de déversements de produits pétroliers	MELCC	36	0,00 $
Intervention secteur sols contaminés	MELCC	42	0,00 $
Intro to Post-Tensioned Anchors for Dams	Association of State Dam Safety officials	9	348,86 $
Introduction à la recherche juridique	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	1	0,00 $
Introduction à l'identification des milieux humides sur le terrain (Ville de Saguenay)	Canards Illimités Canada	7	0,00 $
Introduction aux changements climatiques	MELCC	23	0,00 $
Introduction aux urgences environnementales	MELCC	35	0,00 $
introduction, analyse de données et visualisation avec Python	Université Laval	3	1 050,00 $
Inventaires des émissions de gaz à effet serre (GES): quantification de projet de réduction de GES	Enviro-accès Inc.	2	0,00 $
Journée ACRIgéo	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	8	680,00 $
Journée de sensibilisation aux réalités autochtones	Secrétariat aux affaires autochtones du Québec	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Journée des coordonnateurs - Assurance qualité - Évaluations et autorisations environnementales	MELCC	1	0,00 $
Journée d'information sur le lac St-Pierre	Union des producteurs agricoles du Québec (UPA)	3	0,00 $
Journée d'innovation sur l'horticulture maraichère, l'agroforesterie et la relève agricole	Université Laval	4	0,00 $
Journée du bruit environnemental	Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS)	5	0,00 $
Journée exclusive de tournée de pommes de terre	Syngenta	1	0,00 $
Journée phytoprotection 2019	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	1	115,00 $
Journée Santé et sécurité au travail de la Direction générale des barrages	MELCC	124	0,00 $
Journée thématique 2019 - Présentation du fonctionnement du Comité de santé et sécurité	MELCC	6	0,00 $
Journée transfert de connaissances - Risques et changements climatiques - 2e édition	Ministère des Transports (MTQ)	1	0,00 $
La télédétection et l'eau	Association québécoise de télédétection	9	2 540,00 $
Langage de requête structuré - Structured Query Language (SQL)	Doussou Formation	1	760,00 $
L'Autorité des marchés publics - version appliquée	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	4	0,00 $
Le pouvoir fédéral de dépenser : outil de centralisation et d'uniformisation	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Lean Six Sigma (ceinture blanche)	MELCC	28	0,00 $
Lean Six Sigma (ceinture verte)	Mouvement québécois de la qualité	1	2 780,00 $
Lean Six Sigma (introduction)	MELCC	37	0,00 $
L'eau dans tous ses états - Soyons prêts	Association des gestionnaires de cours d'eau	1	85,00 $
Les relations intergouvernementales canadiennes : défis actuels et à venir	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	4	0,00 $
Libre-service acquisitions - LSA-01	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 $
Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte	MELCC	64	0,00 $
Lisez plus vite et lisez mieux	Qualitemps	3	994,50 $
Living with perfluorinated alkyl subtances (PFAS) - Managing the Investigation, Waste, and Remediation Challenges	Air & Waste Management Association (AWMA)	1	131,92 $
Logiciel : ArcGIS Enterprise: configurer un déploiement de base	ESRI Canada limitée	4	3 570,00 $
Logiciel : ArcGIS Enterprise: flux de travaux d'administration	ESRI Canada limitée	5	6 693,75 $
Logiciel : ArcGIS Online pour administrateurs	ESRI Canada limitée	1	525,00 $
Logiciel : McAfee - protection des données	McAfee	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Logiciel Access 2010/2013 : Débutant	Versalys	2	435,00 $
Logiciel Access 2010/2013/2016: concepteur - Requête et automisation	AFI Expertises	1	280,00 $
Logiciel Adobe Acrobat : Création de documents PDF	AFI Expertises	1	450,00 $
Logiciel Autocad 2018: Débutant	Tuto.com	1	0,00 $
Logiciel de APGC-MSMS (Waters)	MELCC	1	0,00 $
Logiciel Excel 2010/2013/2016: Avancé - Graphiques et macrocommandes	AFI Expertises	1	430,00 $
Logiciel Excel 2013/2016: Avancé (VBA) EX-030	Versalys	3	1 275,00 $
Logiciel MS Excel : graphiques et tableaux croisés dynamiques	Technologia	1	297,00 $
Logiciel Ms-Excel 2007/2010/2013/2016: Avancé	Versalys	1	425,00 $
Logiciel Ms-Excel 2013/2016: Débutant	Versalys	4	725,00 $
Logiciel Ms-Excel 2013/2016: Intermédiaire	Versalys	7	1 341,25 $
Logiciel Ms-Excel 2013: Avancé	Versalys	1	425,00 $
Logiciel Ms-Excel 2013: Tableau de bord	Versalys	1	515,50 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Logiciel Ms-Excel 2016: Intermédiaire	Versalys	1	255,00 $
Logiciel Ms-Word 2013/2016 - Avancé	Versalys	1	246,50 $
Logiciel Python	Doussou Formation	3	2 394,00 $
Logiciel: ArcGIS Pro (Migration entre ArcMap et ArcGIS Pro)	Cégep Limoilou	10	8 350,00 $
Loi sur la conservation du patrimoine naturel	MELCC	2	0,00 $
Loi sur la qualité de l'environnement	MELCC	3	0,00 $
Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	MELCC	46	0,00 $
Loi sur les contrats des organismes publics	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $
Lois et intervenants en matière de gestion financière	Contrôleur des finances	2	0,00 $
Maîtriser son temps, ses activités et ses priorités	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	1	314,00 $
Maîtriser son temps, ses activités et ses priorités	Formation Qualitemps	1	390,00 $
Maîtriser votre temps et vos courriels avec Outlook	Formation Qualitemps	1	230,00 $
Managing GW and SW as a Single Resource : Merging Science and Policies	National Ground Water Association	1	790,48 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Manuel de l'enquêteur	MELCC	2	0,00 $
Manutention	MELCC	7	0,00 $
Maximiser son influence personnelle	Groupe MP-Plus	1	430,00 $
Mesurer l'empreinte de carbone de son organisation	Association canadienne de normalisation	1	1 339,00 $
Méthode d'analyse en laboratoire	MELCC	129	0,00 $
Méthodes et techniques en gestion de projet	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	620,00 $
Milieux humides	MELCC	3	0,00 $
Mise à jour de la jurisprudence rendue en matière de harcèlement psychologique juin 2017 à aujourd'hui	Regroupement de Réseaux Santé Personnes au Travail	1	295,00 $
Mobilisation d'équipe et leadership	Groupe conseil CFC - Conseil Formation et Coaching	2	841,50 $
Mobilité intelligente est électrique	Mobilité électrique Canada	1	0,00 $
Modalité de traitement des manquements en matière de sols contaminés	MELCC	3	0,00 $
Modèle d'application- Analyse financière et de la performance	Ordre des comptables agréés du Québec	1	0,00 $
Modèle de présentation des états financiers	Contrôleur des finances	3	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Modélisation avancée à l'aide du logiciel Hec-Ras	Université de Sherbrooke	10	4 984,90 $
Modélisation de la qualité de l'eau et bilan des nutriments azote et phosphore dans le bassin versant de la rivière des hurons	Institut national de la recherche scientifique (INRS)	1	0,00 $
Modernisation du régime d'autorisation environnementale: autopsie d'un projet de pipeline	MELCC	3	0,00 $
Modifications réglementaires dans le secteur des sols contaminés	MELCC	9	0,00 $
Multiplicateurs Phd6 (détecteurs de gaz)	MELCC	7	0,00 $
Multi-Source Remote Sensing for Assessment and Management of Surface waters	U.S. Environmental Protection Agency	1	0,00 $
Négociation efficace	Groupe MP-Plus	1	429,99 $
Norme ISO 14064-1,2 et 3	Enviro-accès Inc.	5	909,08 $
Normes comptables du secteur public - Revue des concepts fondamentaux	Ordre des comptables agréés du Québec	2	0,00 $
Normes et critères de qualité de l'atmosphère	MELCC	1	0,00 $
Notions de microbiologie de l'environnement et analyses au laboratoire de microbiologie	MELCC	2	0,00 $
Nouveaux inspecteurs- Bloc II	MELCC	65	0,00 $
Nouvel accord Canada-États-Unis-Mexique - Une perspective québécoise	Association des économistes québécois	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Nouvelle norme de contrôle de Vavilov. Dunsmuir et 13 ans de jurisprudence mis à l'écart?	Barreau du Québec	1	0,00 $
Nucléaire et radioactivité	MELCC	14	0,00 $
Objectifs de développement durable des Nations Unies	MELCC	1	0,00 $
Objectifs environnementaux de rejet	MELCC	6	0,00 $
Obligation d'accommodement en matière de handicap	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $
Obligations du CPA en matière de secret professionnel	Ordre des comptables agréés du Québec	1	0,00 $
Opération d'installations de compostage	Conseil canadien du compostage	2	1 640,00 $
Opérations de restructuration	Contrôleur des finances	4	0,00 $
Optimisation des projets de valorisation des matières organiques résiduelles: Quelles stratégies?	Réseau Environnement	1	200,00 $
Optimisation du processus et formation continue	MELCC	49	0,00 $
Optimisation du processus de demande d'information	MELCC	20	0,00 $
Organisation d'événement écoresponsable	MELCC	1	0,00 $
Orientations du projet de Règlement sur les matières résiduelles fertilisantes	MELCC	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Où les géosciences convergent	Association internationale des hydrogéologues -Can	6	1 550,00 $
Outil de calcul des délais réglementaires du Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN)	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	1	0,00 $
Outils d'intenvention pour les substances nocives et potentiellement dangereuses (SNDP)	TRIOX - Urgences environnementales	1	0,00 $
Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU)	MELCC	50	0,00 $
Oxygénothérapie	Ambulance Saint-Jean	9	600,00 $
Paiements de transfert	Contrôleur des finances	11	0,00 $
Panel des représentants du Québec en Asie	Ministère des relations internationales et de la francophonie	2	0,00 $
Para-secouriste	Formation prévention secours inc.	1	0,00 $
Passif au titre des sites contaminés	Contrôleur des finances	2	0,00 $
Performez avec Excel	Institut formation du Québec Inc.	2	795,00 $
Personnes-ressources en adaptation de poste de travail (Base- Module I)	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	4	0,00 $
Personnes-ressources en adaptation de poste de travail (complémentaire - Module II)	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	2	0,00 $
Pesticides - Justification agronomique et Registre d'application	MELCC	2	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Pilotes de drones - Opérations avancées	Exo Drone	8	10 800,00 $
Plan de mesures d'urgence	Société québécoise des infrastructures (SQI)	36	0,00 $
Planification d'urgence et lutte contre les pollutions en milieu maritime	Cedre	1	0,00 $
Plomb dans l'eau potable	MELCC	2	0,00 $
Pollution de l'air et santé: connaître, surveiller, mais aussi agir!	Institut national de santé publique - Portail Québec (INSPQ)	6	1 189,86 $
Portail des connaissances sur l'eau	MELCC	1	0,00 $
Pourquoi le cerveau humain sous-estime et nie les changements climatiques	Ministère des relations internationales et de la francophonie	3	0,00 $
Pouvoir fédéral de dépenser : outil de centralisation et d'uniformisation	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	1	0,00 $
Pratiques d'échantillonnage	MELCC	2	0,00 $
Préparation à la retraite	Retraite Québec	16	4 544,93 $
Préparation des milieux de culture et solutions microbiologie	MELCC	1	0,00 $
Présentation générale et remise des insignes	MELCC	2	0,00 $
Présentations visuelles réussies	Acti-Com	15	2 750,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Prévenir la corruption	Unité permanente anticorruption (UPAC)	9	0,00 $
Prévention des chutes et utilisation du harnais	SPI santé sécurité	13	1 780,00 $
Prévention des manifestations de violence dans les rapports avec la clientèle externe	MELCC	80	0,00 $
Préventionniste en milieu riverain	SIFA inc (Service d'intervention formation aquatique)	2	210,00 $
Problématiques de santé mentale au travail: particularités et enjeux de gestion	Regroupement de Réseaux Santé Personnes au Travail	1	225,00 $
Procédure d'évaluation d'impact du Canada	MELCC	1	0,00 $
Procédure interne de traitement des dossiers dans le domaine des terrains contaminés	MELCC	33	0,00 $
Processus de dotation	MELCC	1	0,00 $
Processus de la délivrance des attestations d'assainissement municipales (AAM)	MELCC	14	0,00 $
Processus de qualification - Cadres , classe 2	Alliance des cadres de l'État	1	115,00 $
Processus de qualification - Cadres , classe 3	Alliance des cadres de l'État	1	115,00 $
Processus de qualification - Cadres, classe 4	Alliance des cadres de l'État	1	130,03 $
Processus Lean - Jalon DI : La recevabilité vs la demande et suivi d'information, prolongation de délai et lettre de rappel	MELCC	85	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Production de rapports	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 $
Professionnal Services training on Waters Xevo TQ-XS	Waters	1	0,00 $
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - adjointes et adjoints exécutifs (PAP-AE)	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3	1 950,00 $
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe - PAP-CE	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	15	10 200,00 $
Programme de biosécurité	MELCC	21	0,00 $
Programme de protection respiratoire et utilisation d'appareils de protection respiratoire	MELCC	43	0,00 $
Programme Environnement - Plage 2019	MELCC	16	0,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique - PGAGL	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	10	4 325,00 $
Programme I-5 Halocarbures 2019	MELCC	13	0,00 $
Programme M-14 Piscines et autres bassins artificiels 2019	MELCC	16	0,00 $
Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable	Ordre des agronomes du Québec	5	100,00 $
Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	Réseau québécois sur les eaux souterraines (RQES)	1	0,00 $
Projet de Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement	MELCC	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Projet mobilisateur en électrification des transports	Ministère de l'Économie et de l'Innovation - MEI	1	0,00 $
Protéger les sources municipales d'eau potable et de surface et répondre aux exigences du RPEP	Université du Québec (Trois-Rivières)	2	0,00 $
Protéger les sources municipales d'eau potable souterraine et répondre aux exigences du RPEP	Réseau québécois sur les eaux souterraines (RQES)	3	0,00 $
Publication dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO)	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	6	0,00 $
Québec économique 8	Association des économistes québécois	2	0,00 $
Québec, entre l'État et la nation	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	3	0,00 $
Quelles actions en justice pour l'environnement et pour le climat?	Université Laval	7	560,00 $
Recherche et innovation à l'Institut national d'agriculture biologique (INAB) - Journée terrain	Ministère de Agriculture, Pêcheries, Alimentation (MAPAQ)	2	0,00 $
Récolte et transformation des algues marines	Ordre des agronomes du Québec	2	45,00 $
Rédaction de rapports et de notes stratégiques	Accent formation	2	990,00 $
Rédaction du Rapport d'infraction général (RIG)	MELCC	1	0,00 $
Rédaction stratégique	Télé-Université du Québec - TÉLUQ	1	115,00 $
Reddition de comptes en gestion contractuelle	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Réduction des pesticides, tout en maintenant de bons rendements	MELCC	2	0,00 $
Réduction du risque relié aux inondations dans la Ville de Saint-Raymond	MELCC	5	0,00 $
Réduire l'impact de son organisation sur l'environnement	Association canadienne de normalisation	2	2 678,00 $
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable du gouvernement	Contrôleur des finances	9	0,00 $
Réflexion sur la mise en valeur des minéraux critiques et stratégiques	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	1	0,00 $
Réforme de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel	MELCC	1	0,00 $
Régime d'autorisation des prélèvements d'eau	MELCC	11	0,00 $
Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées	Fédération québécoise des municipalités	1	0,00 $
Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP)	Corporation des officiers municipaux bâtiment environnement (COMBEQ)	4	0,00 $
Règlement sur les carrières et sablières	MELCC	76	0,00 $
Rencontre de la haute fonction publique	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	0,00 $
Rencontre du Réseau des responsablesdes Unités de relations canadiennes	Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	1	0,00 $
Repensons notre territoire	Union des municipalités du Québec (UMQ)	2	500,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Résilience Verte: synergies entre atténuation et adaptation du changement climatique	Ouranos	1	0,00 $
Respect et mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur droits des peuples autochtones: responsabilité État québécois	Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	3	0,00 $
Responsabilité environnementale des entreprises	Barreau du Québec	3	31,50 $
Retour sur la COP25: vers ou s'en vont les négociations internationales sur le climat?	Cercle québécois des affaires internationales	1	0,00 $
RH-05 Structure d'organisation administrative	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 $
RH-12 Mode DateTrack	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	3	0,00 $
RH-12 Mode DateTrack et RH-13 Utilisation Web ADI	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	3	0,00 $
RH-12 Mode DateTrack et RH-13 Utilisation Web ADI et RH-22 - Dossiers des personnes - Volet responsable des dossiers	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	0,00 $
RH-20 - Temps, gains et absences - volet responsable de l'assiduité	CSPQ-DGSAGIR	3	0,00 $
RH-22 Dossiers des personnes - volet responsable des dossiers	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	7	0,00 $
SAGO et Atlas géomatique	MELCC	2	0,00 $
Salesforce : Mettre en place une stratégie d'interaction omnicanal moderne avec les citoyens et vos partenaires	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	0,00 $
Salon de l'horticulture et du paysage	Québec Vert	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Sanitary Survey	Environmental Protection Agency	1	0,00 $
Santé et sécurité - formation générale	MELCC	16	0,00 $
Santé mentale en milieu de travail	IGF - Québec	1	72,00 $
Sauvetage sur glace	SIFA inc (Service d'intervention formation aquatique)	1	0,00 $
Se comporter en diplomate	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	2	0,00 $
Secourisme en milieu de travail	Formation Éric Langevin inc.	14	763,00 $
Secourisme en milieu de travail	Secouriste Pierre Séguin	10	615,00 $
Secourisme en milieu de travail	Formation Urgence-Vie inc.	29	1 417,00 $
Secourisme en milieu de travail	Formation prévention secours inc.	13	654,00 $
Secourisme en milieu de travail	Santinel	7	109,00 $
Secourisme en milieu de travail	Ambulance Saint Jean	2	109,00 $
Secourisme en milieu de travail	Visa Vie Inc	6	327,00 $
Secourisme en milieu de travail	Formation secours GPAM	1	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Secourisme en milieu isolé	Formation prévention secours inc.	7	815,00 $
Sécurité aérienne	Centre québécois de formation aéronautique	9	1 358,67 $
Sécurité de base et sécurité au laboratoire	MELCC	9	0,00 $
Sécurité des barrages - Journées d'accueil	MELCC	9	0,00 $
Sécurité des machines: analyse et réduction du risque	Association sectorielle fabrication d'équipement de transport et de machines (ASFETM)	9	295,00 $
Sécurité sur les chantiers de construction	Centre de formation Portneuf	1	220,00 $
Séminaire sur le traitement de l'eau de refroidissement	Suezwater Technologies & Solutions	2	170,00 $
Sensibilisation aux milieux humides et hydriques - Formation Terrain en lien avec le Programme de contrôle H8	MELCC	14	0,00 $
Sensibilisation en matière d'incivilité, de conflit et de harcèlement psychologique	MELCC	9	0,00 $
Sensibilisation sur le Règlement sur les urgences environnementales (2019)	Environnement Canada	1	0,00 $
Séquestration du carbone dans les sols agricoles	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	4	0,00 $
Sharing decades of monitoring experience: What your SOPs don't tell you	National Water Quality Monitoring Coucil NWQMC	1	0,00 $
Sols niveau 2: inventaire des composantes abiotiques d'un écosystème - Valcourt	Association des biologistes du Québec	5	1 132,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Solution de dotation en ligne - Analyse de l'admissibilité	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 $
Solution de dotation en ligne - Introduction à la Solution de dotation en ligne	CSPQ-DGSAGIR	2	0,00 $
Solution dotation en ligne - Demandes de personnel, repérage et nomination	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1	0,00 $
Solutions de supervision, d'acquisition et d'analyse de données.	Cadence automisation	1	25,00 $
Sommet agroenvironnemental - Agriculture, nature et communauté	Union des producteurs agricoles du Québec (UPA)	5	704,56 $
Stormwater Financing Solutions for Nutrient Reduction	U.S. Environmental Protection Agency	1	0,00 $
Stratégies de gestion des parties prenantes	CSPQ-DGSAGIR	1	555,00 $
Suivi des activités de développement (SADE)	MELCC	6	0,00 $
Surveillance du climat et services climatiques au Québec	MELCC	25	0,00 $
Survie en forêt	École de foresterie et de technologie du bois (Duchesnay)	6	1 944,00 $
Survie en forêt	Commission scolaire de la Capitale	3	0,00 $
Survie en forêt boréale	Centre québécois formation aéronautique (CQFA)	1	0,00 $
Symposium sur la gestion de l'eau 2019	Réseau Environnement	24	1 402,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail - SIMDUT	MELCC	41	0,00 $
Table ronde sur le texte anglais des lois québécoises	Université Laval	1	0,00 $
Technique d'intervention lors d'urgences environnementales	MELCC	4	0,00 $
Témoignage à la cour	Ministère de la Justice	9	0,00 $
Témoignage devant les tribunaux	MELCC	10	0,00 $
Tendances en matière de gestion des conflits	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	1	0,00 $
Tenue d'un processus de qualification et banque de personnes qualifiées	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	2	0,00 $
Traitement des eaux usées industrielles	Association pour le développement et l'innovation en chimie du Québec	2	120,00 $
Transport de matières dangereuses	Groupe ACCISST inc.	6	0,00 $
Transport de matières dangereuses	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 $
Travail de l'inspecteur et directive sur le traitement des manquements	MELCC	3	0,00 $
Travail du sol et opérations culturales: comment limiter le risque de dégradation	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	4	0,00 $
Travail en hauteur - Inspecteur compétent	SPI santé sécurité	2	295,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Travail et gestion d'équipe	Ordre des ingénieurs du Québec	2	598,00 $
Travail sécuritaire en espace clos	Association sectorielle fabrication d'équipement de transport et de machines (ASFETM)	7	175,00 $
Travailler avec le registre des entreprises du Québec	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	3	585,00 $
Travailler dans ses forces pour maximiser sa contribution et sa satisfaction au travail	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	1	0,00 $
Urgence Environnement - Hydrogéologie	MELCC	20	0,00 $
Using HRMS for PFAS Analysis	Colorado School of Mines	3	0,00 $
Utilisation d'appareil de protection respiratoire	MELCC	4	0,00 $
Utilisation des autoclaves et des lave-vaiselles	MELCC	5	0,00 $
Utilisation du radiamètre RadEye PRD-ER et gestion des alarmes	MELCC	5	0,00 $
Utilisation sécuritaire du véhicule tout terrain	École de foresterie et de technologie du bois (Duchesnay)	2	1 375,00 $
Vecteur 2019	Technopole maritime du Québec	1	295,00 $
VisionCogo	Géo-Plus	6	1 954,56 $
Visite industrielle (abattoir) chez Olymel	MELCC	10	0,00 $

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Visite industrielle (transformateur) chez Ocean Spray	MELCC	5	0,00 $
Visite industrielle chez Julien Beaudoin Ltée	MELCC	5	0,00 $
Visite pratique d'une drague hydraulique en opération à la Garde côtière - Groupe Océan	Garde côtière canadienne	1	0,00 $
Water Quality ans Technology Conference	American Water Works Association - AWWA	2	880,89 $
Winds of change - Environment, Energy& Health	Air and Waste Management Association	4	2 132,00 $

Sommes dépensées en 2019-2020 (et prévisions pour 2020-2021) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Catégories	Sommes dépensées 2019-2020 (Prévision) (MELCC)
Entretien et support des logiciels	882 438 $
Matériel (achats logiciels et matériel)	3 809 887 $
Services professionnels – Interne (Rémunération)	6 442 779 $
Services professionnels - Externe	4 768 219 $
Services professionnels - CSPQ	1 339 746 $
TOTAL	**17 243 067 $**

Catégories	Sommes dépensées 2019-2020 (Prévision) (FPEDHE*)
Entretien et support des logiciels	128 902 $
Matériel (achats logiciels et matériel)	69 226 $
Services professionnels – Interne (Rémunération)	589 642 $
Services professionnels - Externe	523 525 $
Services professionnels - CSPQ	209 759 $
TOTAL	**1 521 053 $**

Catégories	Sommes dépensées 2019-2020 (Prévision) (Fonds vert)
Entretien et support des logiciels	296 412 $
Matériel (achats logiciels et matériel)	166 412 $
Services professionnels – Interne (Rémunération)	608 626 $
Services professionnels - Externe	1 280 521 $
Services professionnels - CSPQ	519 628 $
TOTAL	**2 871 598 $**

*Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'état

Données en date du 31 mars 2020

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;

e) les résultats atteints.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 28 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2019-2020 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur

	An. bud. 19-20	
	Nombre	%
Unités relevant du sous-ministre	7	2%
Direction générale des barrages	25	8%
SMA l'expertise et aux politiques de l'eau et de l'air	64	20%
Centre d'expertise en analyse environnementale	35	11%
SMA aux évaluations et aux autorisations environnementales	71	23%
SMA au développement durable et à la qualité de l'environnement	37	12%
SMA à la lutte contre les changements climatiques	6	2%
SMA aux services à la gestion	13	4%
SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	57	18%
Total	**315**	**100%**

Nombre et pourcentage d'employés devenus permanents par secteur

	An. bud. 19-20	
	Nombre	%
Unités relevant du sous-ministre	5	3%
Direction générale des barrages	11	8%
SMA l'expertise et aux politiques de l'eau et de l'air	13	9%
Centre d'expertise en analyse environnementale	5	3%
SMA aux évaluations et aux autorisations environnementales	32	22%
SMA au développement durable et à la qualité de l'environnement	15	10%
SMA à la lutte contre les changements climatiques	6	4%
SMA aux services à la gestion	29	20%
SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	28	19%
Total	**144**	**100%**

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 6

Demande d'optimisation faite au ministère par le Conseil du Trésor pour l'année 2019-2020.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 39 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 7

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2019-2020, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 64 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 8

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2019-2020 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées[1].

Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2019-2020 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes budgétaires du gouvernement, nous vous référons aux mandats listés à la question P.64 du ministère de la Justice qui fournit cette information.

[1] Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2019-2020 dans le cadre de l'Étude des crédits.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Contrats de traduction 2019-2020

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, les dépenses pour les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère s'élèvent à **48 939,79 $**.

Document traduit	Nom de la firme ou du professionnel retenu	Coût
Modification CA	10395153 Canada inc.	**2 942,68 $**
Sampling Guide for Environmental Analysis	10395153 Canada inc.	**19 767,16 $**
Séance d'information sur la planification et l'élaboration de projets conjoints d'aires marines protégées dans l'Estuaire et le golfe du Saint-Laurent.	Alpha traduction et interprétation inc.	**3 272,40 $**
Science Strategy	Ève Renaud inc.	**1 423,00 $**
Programme de coopération climatique internationale_1 Programme de coopération climatique internationale_2	Paul Raymond Côté	**2 215,00 $**
Allocutions : 1. Événement Québec CalstartNY 2. evenement-CFNA 24 sept.2019 3. Rencontre Under2coalition	Paul Raymond Côté	**1 126,80 $**
Allocutions : 1. ChiliEnergyDay_declaration 2. Alliance VZE 3. Financement ONU PCCI 4. Dialogue tarif carbon transition 5. Reception ExportQC 6. Fondaction Powerpoint PCCI	Paul Raymond Côté	**1 773,00 $**
Compte-rendu LSP, Résumé intégration Web	Rod Willmot	**1 899,11 $**
14 fiches en lien avec la grotte de St-Elzéar	Rod Willmot	**1 032,01 $**
Permis formulaire 2019	Rod Willmot	**1 289,61 $**
CR_SGT-24-10-2019 allégé CR_TBNN30_23-10-2019 Proposition détaillée du processus de désignation du mécanisme de 30 Schéma mécanisme 23 octobre 2019 Schéma mécanisme Tableau résumé des commentaires octobre 2019	Rod Willmot	**4 964,09 $**
Stratégie québécoise sur les aires protégées	Rod Willmot	**1 671,18**
Paysage humanisé projeté de l'Île Bizard	Traductions Terrance Hughes inc.	**1 951,75**
Guide CITSS vol.7	Traductions Global Expressions	**1 012,00 $**
• Demande de Visa pour don de terrain ou de servitude ayant une valeur écologique • Les réserves naturelles : Guide et critères pour formuler une demande de reconnaissance de réserve naturelle	Traduction Terrance Hughes inc.	**2 599,50 $**

Document traduit	Nom de la firme ou du professionnel retenu	Coût
Total		48 939,79$

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures, par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

En 2019-2020, le MELCC a donné 52 mandats à la Société québécoise des infrastructures pour un total de 134 000,17 $

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020:

a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage n'a été réalisé en 2019-2020.

http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/index.htm

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020:

a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation n'a été réalisée pour l'année 2019-2020.

http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/index.htm

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
c) le montant qui leur a été accordé.
Fournir également la liste des projets qiu ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

Données au 31 mars 2020
Ministère
Nom du programme
Nom du bénéficiaire

Étiquettes de lignes	Total
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	
Aide à la conservation du lac St-Pierre	
Fondation de la Faune du Québec	1 950 000
Université du Québec à Trois-Rivières	665 000
Total Aide à la conservation du lac St-Pierre	**2 615 000**
Améliorer la gestion des matières résiduelles	
Administration régionale Kativik	925 000
Municipalité de l'Île d'Anticosti	250 000
Municipalité les Îles-de-la-Madeleine	925 000
Recyc-Québec	3 750 000
Total Améliorer la gestion des matières résiduelles	**5 850 000**
Assainissement de l'air	
Communauté Métropolitaine de Montréal	3 300 000
Total Assainissement de l'air	**3 300 000**
Autres activités transfert - Eau	
Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'environnement	15 000
Conférence des géosciences Québec 2019	5 000
Council of Great Lakes Governors	35 367
Municipalité de Deschambault-Grondines	15 000
Municipalité de Girardville	15 000
Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse	15 000
Municipalité de Rivière-Ouelle	15 000
Municipalité de Saint-Boniface	15 000
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	815 414
Village de Tadoussac	15 000
Ville de Rouyn-Noranda	(21 750)
Ville de Saint-Césaire	18 263
Total Autres activités transfert - Eau	**957 293**
Autres crédits de transfert	
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	5 000
Secrétariat Intern. Francophone pour l'Évaluation Environnementale	10 000
Total Autres crédits de transfert	**15 000**
Autres crédits de transfert - Développement durable	
Attention fragiles	50 000
Réseau Environnement inc.	180 000
Total Autres crédits de transfert - Développement durable	**230 000**
Autres crédits de transfert - Relations intergouvernementales	
Secrétariat de l'Est du Canada	17 400
Total Autres crédits de transfert - Relations intergouvernementales	**17 400**
Autres crédits de transfert - URSM	

Ministère / Nom du programme / Nom du bénéficiaire	
Club social La Clef-380	2 000
Total Autres crédits de transfert - URSM	**2 000**
Chapeau les filles	
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	6 000
Total Chapeau les filles	**6 000**
ClimatSol	
Municipalité de Crabtree	13 291
Municipalité de Saint-Calixte	36 498
Municipalité de Sayabec	55 059
Ville d'Amos	15 135
Ville de Charlemagne	34 875
Ville de Coteau-du-Lac	32 744
Ville de Drummondville	101 068
Ville de Laval	15 097
Ville de Longueuil	23 114
Ville de Mont-Laurier	13 479
Ville de Montréal	514 807
Ville de Québec	608 634
Ville de Saguenay	19 677
Ville de Sainte-Thérèse	93 828
Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	162 116
Ville de Shawinigan	128 550
Ville de Sherbrooke	50 616
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	23 657
Ville de Trois-Rivières	220 440
Ville de Waterloo	1 000
Total ClimatSol	**2 163 686**
Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	57 750
Total Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	**57 750**
Comité consultatif sur l'environnement Kativik (CCEK)	
Comité consultatif de l'environnement Kativik	160 000
Total Comité consultatif sur l'environnement Kativik (CCEK)	**160 000**
Comité sur la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	
Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	220 000
Total Comité sur la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	**220 000**
Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME)	
Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME)	236 964
Total Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME)	**236 964**
Corporation des officiers municipaux en bâtiment	
Corporation Officiers municipaux en bâtiment & environnement du Québec	50 000
Total Corporation des officiers municipaux en bâtiment	**50 000**
Entente avec l'Administration régionale CRIE pour le financement des activités de secrétariat des comités nordiques	
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	87 750
Total Entente avec l'Administration régionale CRIE pour le financement des activités de secrétariat des comités nordiques	**87 750**
Entente Canada-Québec pour le financement du secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik	
Comité consultatif de l'environnement Kativik	160 000
Total Entente Canada-Québec pour le financement du secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik	**160 000**
Programme ClimatSol - Plus	
Municipalité de Chelsea	80 089
Municipalité de Lambton	17 112
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	15 609
Ville de Sherbrooke	70 899
Total Programme ClimatSol - Plus	**183 709**
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux	
Canton de Stanstead	2 425
Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	74 619
Municipalité de Labrecque	15 348

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Municipalité de Saint-Côme	3 720
Municipalité de Saint-Damien	30 947
Municipalité de Saint-Donat	773 330
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carre	4 651
Municipalité de Val-des-Lacs	238 989
Municipalité d'Entrelacs	119 307
Ville de Bromont	127 082
Ville de Cookshire-Eaton	30 000
Ville de Mont-Tremblant	12 213
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	436 668
Total Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux	**1 869 301**
Programme d'amélioration de la protection des sources d'eau potable	
Canton de Ham-Nord	20 625
Canton de Potton	9 000
Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury	53 375
Municipalité d'Adstock	12 075
Municipalité d'Armagh	20 175
Municipalité d'Ayer's Cliff	3 197
Municipalité de Batiscan	5 625
Municipalité de Begin	2 884
Municipalité de Berthier-sur-Mer	18 750
Municipalité de Caplan	19 219
Municipalité de Chambord	2 663
Municipalité de Champlain	3 750
Municipalité de Charette	5 625
Municipalité de Chelsea	6 973
Municipalité de Crabtree	2 365
Municipalité de Ferme-Neuve	6 510
Municipalité de Frampton	3 750
Municipalité de Grande-Vallée	5 625
Municipalité de Grenville-sur-La-Rouge	18 373
Municipalité de Hébertville	5 625
Municipalité de La Conception	5 625
Municipalité de la paroisse de la Doré	5 625
Municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables	17 561
Municipalité de la paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur	5 625
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins	18 750
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	3 750
Municipalité de la paroisse de Parisville	18 750
Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	20 625
Municipalité de la paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière	10 050
Municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite	18 238
Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien	15 750
Municipalité de la paroisse de Saint-Hilarion	20 100
Municipalité de la paroisse de Saint-Joachim	18 750
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	20 625
Municipalité de la paroisse de Saint-Liguori	18 388
Municipalité de la paroisse de Saint-Malachie	18 425
Municipalité de la paroisse de Saint-Martin	12 685
Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage	18 750
Municipalité de la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	20 625
Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	5 625
Municipalité de la paroisse de Saint-Siméon	18 050
Municipalité de Labrecque	5 625
Municipalité de Laurierville	14 676
Municipalité de les Méchins	15 525
Municipalité de l'Islet	15 750
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	20 625
Municipalité de Lotbinière	5 625
Municipalité de Maria	3 625
Municipalité de Mont-Carmel	13 500
Municipalité de Montebello	6 287

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Municipalité de Napierville	3 213
Municipalité de Nominingue	20 625
Municipalité de Normétal	5 081
Municipalité de Plaisance	7 250
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	5 363
Municipalité de Portneuf-Sur-Mer	2 943
Municipalité de Roxton Pond	18 750
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	26 250
Municipalité de Saint-Anselme	4 960
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	18 750
Municipalité de Saint-Apollinaire	32 325
Municipalité de Saint-Bernard	18 750
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	3 750
Municipalité de Saint-Casimir	3 307
Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	2 425
Municipalité de Saint-Chrysostome	5 550
Municipalité de Saint-Côme-Linière	15 000
Municipalité de Saint-Cuthbert	5 284
Municipalité de Saint-Cyprien	5 072
Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	18 750
Municipalité de Saint-Damase	7 883
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici	5 518
Municipalité de Sainte-Aurélie	5 025
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	2 660
Municipalité de Sainte-Eulalie	20 625
Municipalité de Sainte-Félicité	17 550
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	20 625
Municipalité de Sainte-Perpétue	5 625
Municipalité de Saint-Épiphane	17 925
Municipalité de Sainte-Sophie	23 960
Municipalité de Saint-Esprit	2 155
Municipalité de Sainte-Thècle	3 859
Municipalité de Sainte-Thècle	15 000
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	3 250
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	3 750
Municipalité de Saint-François-de-Sales	4 913
Municipalité de Saint-Fulgence	3 338
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	20 451
Municipalité de Saint-Gervais	17 070
Municipalité de Saint-Guillaume	17 363
Municipalité de Saint-Henri	4 960
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	16 418
Municipalité de Saint-Isidore	20 000
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	5 138
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	5 625
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	18 750
Municipalité de Saint-Michel-du-Squatec	4 125
Municipalité de Saint-Nazaire	3 154
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	3 675
Municipalité de Saint-Siméon	16 875
Municipalité de Saint-Stanislas	37 325
Municipalité de Saint-Théophile	5 625
Municipalité de Saint-Victor	20 625
Municipalité de Saint-Wenceslas	18 750
Municipalité de Scott	14 675
Municipalité de Taschereau	20 625
Municipalité de Thurso	4 043
Municipalité de Tourville	20 625
Municipalité de Val-Brillant	5 625
Municipalité de Vallée-Jonction	33 953
Municipalité de Verchères	24 000
Municipalité de Wotton	5 625

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Municipalité de-Sainte-Brigide-d'Iberville	2 131
Municipalité du Canton de Landrienne	3 242
Municipalité du village de Pointe-des-Cascades	3 115
Municipalité du village de Sainte-Jeanne-d'Arc	5 901
Municipalité du village de Val-David	4 815
Municipalité d'Upton	18 242
Municipalité les Îles-de-la-Madeleine	82 500
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	20 625
Régie d'aqueduc de Grand Pré	30 000
Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins	18 000
Régie intermunicipale d'alimentation en eau potable du Bas-Saint-François	8 820
Régie intermunicipale d'alimentation en eau potable Henryville-Venise	3 437
Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	18 000
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu	5 432
Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph et Saint-Roch	50 625
SECTEAU Chambly-Marieville-Richelieu	15 750
Village de Tadoussac	8 610
Ville Beauceville	13 699
Ville d'Acton Vale	9 762
Ville d'Alma	2 450
Ville d'Amqui	4 688
Ville d'Asbestos	16 453
Ville de Beaupré	11 296
Ville de Bécancour	33 750
Ville de Bromont	6 863
Ville de Brownsburg-Chatham	8 243
Ville de Cap-Chat	20 213
Ville de Chandler	8 123
Ville de Château-Richer	4 796
Ville de Cowansville	17 381
Ville de Daveluyville	6 010
Ville de Donnacona	12 600
Ville de Drummondville	18 000
Ville de Farnham	7 261
Ville de Forestville	5 625
Ville de Gaspé	8 008
Ville de Gatineau	118 125
Ville de Joliette	10 840
Ville de Kingsey Falls	18 750
Ville de La Pocatière	23 625
Ville de la Prairie	19 250
Ville de La Sarre	20 625
Ville de Lac-Delage	18 750
Ville de Lachute	3 621
Ville de l'Assomption	4 900
Ville de Laval	101 250
Ville de l'Épiphanie	2 092
Ville de Lévis	66 000
Ville de Longueuil	46 414
Ville de Magog	22 500
Ville de Maniwaki	5 438
Ville de Matagami	15 750
Ville de Mirabel	110 910
Ville de Mont-Joli	4 350
Ville de Mont-Laurier	20 606
Ville de Montmagny	50 625
Ville de New Richmond	19 997
Ville de Plessisville	13 125
Ville de Pohénégamook	15 000
Ville de Pont-Rouge	64 675
Ville de Princeville	18 675
Ville de Richmond	20 625

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Ville de Rigaud	3 738
Ville de Rimouski	30 000
Ville de Rivière-du-Loup	33 000
Ville de Rivière-Rouge	8 286
Ville de Rosemère	11 004
Ville de Rouyn-Noranda	63 750
Ville de Saint-Basile	3 650
Ville de Saint-Colomban	6 800
Ville de Sainte-Adèle	11 250
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	15 750
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	835
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	14 150
Ville de Sainte-Marie	17 600
Ville de Sainte-Thérèse	18 000
Ville de Saint-Eustache	11 879
Ville de Saint-Gabriel	3 675
Ville de Saint-Georges	18 000
Ville de Saint-Hyacinthe	9 063
Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	18 926
Ville de Saint-Lazare	7 463
Ville de Saint-Pascal	6 261
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	10 558
Ville de Senneterre	2 351
Ville de Sept-Îles	6 806
Ville de Sherbrooke	22 500
Ville de Sorel-Tracy	50 625
Ville de Stanstead	61 875
Ville de Sutton	26 250
Ville de Témiscaming	1 094
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	5 224
Ville de Trois-Rivières	18 000
Ville de Val-d'Or	18 750
Ville de Vaudreuil-Dorion	48 000
Ville de Victoriaville	40 038
Ville de Ville-Marie	20 625
Ville de Warwick	18 750
Ville de Windsor	5 000
Ville Dégelis	18 000
Total Programme d'amélioration de la protection des sources d'eau potable	**3 430 450**
Programme de partenariat pour les milieux naturels	
Fondation de la Faune du Québec	625 000
Gouvernement de la Nation Crie	150 000
Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka	250 000
Société Canadienne pour la Conservation de la nature, La	4 375 000
Total Programme de partenariat pour les milieux naturels	**5 400 000**
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Autres	
Ville de Laval	84 809
Ville de Repentigny	89 988
Ville de Saint-Lambert	79 839
Ville de Shawinigan	335 353
Ville de Sorel-Tracy	108 166
Ville de Thetford-Mines	77 638
Ville de Trois-Rivières	365 520
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Autres	**1 141 314**
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Montréal	
Ville de Montréal	2 075 448
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Montréal	**2 075 448**
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Québec	
Ville de Québec	126 477
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Québec	**126 477**
Programme d'interactions communautaires	
Association forestière des Deux-Rives	16 913

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] de Gaspésie	11 230
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] de Jacques - Cartier	12 424
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] de la Côte-Nord du Golfe	3 600
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] de la Rive-Nord de l'Estuaire	2 628
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] des Seigneuries	19 370
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] du Lac Saint-Pierre	6 500
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] du Sud-de-l'Estuaire	40 581
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] les Deux Rives	17 000
Conservation de la nature Canada	50 000
Fondation Québécoise pour la Protection Patrimoine Naturel	5 296
Groupe d'éducation et d'écosurveillance de l'eau [G3E]	10 301
Groupe environnemental Uni-Vert région Matane	7 800
Nature-Action Québec inc.	2 500
Organisme de bassin versant de la rivière du Nord	3 000
Parc de la Rivière Mitis	17 500
Regroupement Québecoiseaux	23 393
Société Canadienne pour la Conservation de la nature, La	15 281
Stratégies Saint-Laurent	49 813
Total Programme d'interactions communautaires	**315 130**
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeur de l'eau	
Agiro	69 598
Ass. protection de l'env. du Lac à l'Anguille inc. "A.P.E.L.A."	5 967
Association de la gestion intégrée de la Rivière Maskinongé	10 210
Association des propriétaires de chalets du Lac Quinn inc.	4 074
Association des propriétaires du lac Sept-Îles inc.	8 396
Association du Mont Rougemont	17 483
Bassin Versant Saint-Maurice [BVSM]	14 675
Centre d'interprétation de l'eau de Laval	95 330
Comité de bassin de la rivière Chaudière (Cobaric)	70 000
Comité Zone d'Intervention prioritaire [ZIP] du Saguenay-Charlevoix	3 560
Conseil de Bassin de la Rivière Etchemin [CBE]	31 811
Conseil des bassins versants des Mille-Îles	31 122
Conseil gouver. l'eau bassins versants Riv. St-François [COGESAF]	7 292
Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec	6 797
Corporation du Bassin de la Jacques-Cartier	11 065
Culture Saint-Casimir	13 020
Memphrémagog conservation inc.	9 680
Organisme des bassins versants de la Capitale	12 119
Organisme des bassins versants du Témiscamingue	17 035
Regroupement des gestionnaires de zecs de la Côte-Nord	3 965
Renaissance Lac Brome	17 884
Ville de Shawinigan	42 500
Total Programme pour la mise en oeuvre de plans directeur de l'eau	**503 583**
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes	
Fondation de la Faune du Québec	1 250 000
Total Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes	**1 250 000**
Soutien à la mission des organismes environnementaux	
Ass. québ. pour la promo. édu. relative à l'environ.[A.Q.P.E.R.E.]	55 555
Craque-Bitume	55 555
Enjeu et environnement jeunesse inc.	55 555
Front Commun Québécois pour une Gestion Écologique des Déchets (FCQGED)	55 555
Groupe Écocitoyen [GÉCO]	55 555
Québec'ERE	55 555
Réseau de milieux naturels protégés	55 555
Réseau québécois des femmes en environnement	55 555
Total Soutien à la mission des organismes environnementaux	**444 440**
Soutien au financement des CRE et du RNCREQ	
Conseil régional de l'environnement - région de la Capitale Nationale	200 000
Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches [CRECA]	200 000
Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord	200 000
Conseil régional de l'environnement de la Gaspésie et des Îles	200 000
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	200 000

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (C.R.E.A.T.)	200 000
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	200 000
Conseil régional de l'environnement de Laval	200 000
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie inc.	200 000
Conseil régional de l'environnement de l'Outaouais	200 000
Conseil régional de l'environnement de Mauricie (Cre 04)	200 000
Conseil régional de l'environnement de Montréal	200 000
Conseil régional de l'environnement des Laurentides [CRELA]	200 000
Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent	200 000
Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec	200 000
Conseil régional de l'environnement du Saguenay-Lac-St-Jean	200 000
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec	350 000
Total Soutien au financement des CRE et du RNCREQ	**3 550 000**
Soutien aux MRC à la protection des milieux humides et hydriques	
Municipalité les Îles-de-la-Madeleine	83 300
Municipalité régionale de comté Antoine-Labelle	83 300
Municipalité régionale de comté Avignon	83 300
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	83 300
Municipalité régionale de comté d'Autray	83 300
Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan	83 300
Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry	83 300
Municipalité régionale de comté de Bécancour	83 300
Municipalité régionale de comté de Bellechasse	83 300
Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi	83 300
Municipalité régionale de comté de Charlevoix	83 300
Municipalité régionale de comté de Charlevoix Est	83 300
Municipalité régionale de comté de Coaticook	83 300
Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes	83 300
Municipalité régionale de comté de Île d'Orléans	83 300
Municipalité régionale de comté de Kamouraska	83 300
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	83 300
Municipalité régionale de comté de la Haute-Yamaska	83 300
Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier	83 300
Municipalité régionale de comté de La Matanie	83 300
Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce	83 300
Municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord	83 300
Municipalité régionale de comté de la Vallée-du-Richelieu	83 300
Municipalité régionale de comté de Lac Saint-Jean-Est	83 300
Municipalité régionale de comté de L'Assomption	83 300
Municipalité régionale de comté de l'Islet	83 300
Municipalité régionale de comté de Lotbinière	83 300
Municipalité régionale de comté de Manicouagan	83 300
Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville	83 300
Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine	83 300
Municipalité régionale de comté de Maskinongé	83 300
Municipalité régionale de comté de Mékinac	83 300
Municipalité régionale de comté de Memphrémagog	83 300
Municipalité régionale de comté de Montcalm	83 300
Municipalité régionale de comté de Montmagny	83 300
Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska	83 300
Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette	83 300
Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup	83 300
Municipalité régionale de comté de Robert-Cliche	83 300
Municipalité régionale de comté de Roussillon	83 300
Municipalité régionale de comté de Témiscouata	83 300
Municipalité régionale de comté de Thérèse-de-Blainville	83 300
Municipalité régionale de comté des Appalaches	83 300
Municipalité régionale de comté des Chenaux	83 300
Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais	83 300
Municipalité régionale de comté des Jardins-de-Napierville	83 300
Municipalité régionale de comté des Laurentides	83 300
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	83 300

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Municipalité régionale de comté des Sources	83 300
Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay	83 300
Municipalité régionale de comté du Granit	83 300
Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu	83 300
Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François	83 300
Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François	83 300
Municipalité régionale de comté le Domaine-du-Roy	83 300
Municipalité régionale de comté les Basques	83 300
Municipalité régionale de comté les Etchemins	83 300
Municipalité régionale de comté Les Moulins	83 300
Ville de La Tuque	83 300
Ville de Laval	83 300
Ville de Lévis	83 300
Ville de Rouyn-Noranda	83 300
Ville de Saguenay	83 300
Ville de Shawinigan	83 300
Ville de Sherbrooke	83 300
Ville de Trois-Rivières	83 300
Total Soutien aux MRC à la protection des milieux humides et hydriques	**5 497 800**
Subventions discrétionnaires - Cabinet	
Académie Knowlton (CS Eastern Townships)	1 000
Accueil d'Amos, L'	500
Action Saint-François	500
Amis de la Bibliothèque de Montréal	500
Amis de la R.N.F. du Lac Saint-François	1 000
Amis de la réserve nationale de faune du Lac-Saint-François, Les	1 000
Amis de Samuel, Les	1 000
Apprentis [Centre d'apprentissage pour déficience-intellect.], Les	2 000
Arts et Culture de Lac-Des-Seize-Îles	1 000
Ass. des chercheurs/euses étudiants/es en biologie de l'Univers. Laval (ACCÉBUL)	500
Ass. pour la protect. de l'env. du Lac St-Charles et Marais du Nord	1 000
Ass. québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique [AQLPA]	9 500
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	2 000
Association de protection du lac à la truite d'Irlande	1 000
Association des propriétaires du lac Sept-Îles inc.	1 500
Association du mont Rougemont	2 000
Association québécoise du commerce équitable	500
Assomption en transition, L'	2 500
Ateliers je suis capable	1 000
Banques alimentaires du Québec, Les	2 000
Bouffe additionnelle, La	1 000
Carrefour inter. Bas-Laurentien pour l'engagement social [CIBLES]	1 000
Carrefour parenfants	1 000
Centre communautaire Pro-Santé inc.	500
Centre d'art Tirelou	500
Centre d'interprétation de l'eau de Laval	5 000
CFER Polyvalente Deux-Montagnes	1 500
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	1 000
Chambre de commerce des Îles	500
Chambre de commerce Memphrémagog	1 000
Châteaux de Sable des Îles, Les	2 500
Chez Philo, Coopérative de solidarité d'alimentation	1 000
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Victoriaville	1 000
Collège d'Enseignement Général et Professionnel François-Xavier Garneau	500
Comité d'aide alimentaire des patriotes	1 000
Comptonales, Les	2 000
Conseil de l'industrie forestière du Québec	5 000
Conseil des bassins versants des Mille-Îles	2 000
Coop Mobile	2 000
Corporation de développement économique de Victoriaville et sa région	1 000
Corporation de gestion Rivière Saint-Jean-Saguenay inc.	1 000
Corporation de l'exposition agricole du centre du Québec	2 000

Ministère Nom du programme Nom du bénéficiaire	
Cuisine Collective de la région de Matane, La	1 000
Développement expertise et solidarité internationale [DESI]	1 000
Développement Ornithologique Argenteuil	1 000
École Coeur-Immaculée-de-Marie (CS de Montréal)	500
École de l'Envolée (CS de la Seigneurie-des-Milles-Îles)	500
École de technologie supérieure	1 000
École du Bois-Joli (CS de Laval)	500
École Henri-Bourassa et Soleil-de-l'Aube (CS des Affluents)	3 000
École la Jeunesse (CS de la Riveraine)	1 500
École polyvalente des Monts (CS des Laurentides)	1 000
École Saint-Léon (CS du Lac-Saint-Jean)	1 000
École Saint-Pierre (CS du Lac-Saint-Jean)	1 000
École secondaire Jean-Jacques-Rousseau (CS de la Seigneurie-des-Milles-Îles)	500
École secondaire Saint-Marc (CS de Portneuf)	1 000
Exploramer	500
Fabrique de la paroisse de Saint-Eustache, La	500
Festival le Riverain	500
Foire gourmande de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-Est Ontarien	500
Fondation "Willie Deraspe" pour le Centre d'Interprétation du Phoque	1 500
Fondation des parlementaires québécois	500
Fondation Fabienne Colas	1 000
Fondation Jeunesse de Richelieu	500
Fondation Monique-Fitz-Back	3 000
Garde-Manger pour tous, Le	1 000
Grenier populaire des Basses-Laurentides	3 000
Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement (GRAME)	2 500
Groupe Écosphère	4 000
Groupe Plein Air Terrebonne	5 000
GUEPE, Groupe Uni des Éducateurs-Naturalistes et Profession. en Environnement	1 000
Incroyables comestibles Saint-Adelphe, Les	1 000
Jeunes du Coin d'Ascot, Les	300
Jonquière en musique inc.	500
Ludothèque Ludomino Trois-Rivières	500
Lutin Marmiton s.e.n.c., Le	750
Maison Nationale des Patriotes	500
Moisson Laurentides	5 000
Mouvement Personne d'Abord de Saint-Eustache	2 000
Municipalité de Saint-Justin	500
Musée des lilas, Le	1 000
Oeuvre Léger, L'	500
Orchestre Symphonique de l'Agora	2 500
Organisme de bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon	5 000
Parade des jouets inc., La	500
Parc de la rivière des Mille-Iles	1 000
Parc nature de Pointe-aux-Outardes	1 000
Peuplier, Le	500
Pivot, Le	1 000
Popote Roulante de Salaberry-de-Valleyfield, La	500
Projet Harmonie, Le	1 000
P'tite école de Lac-Édouard, La	250
Québec'ERE	500
Rues principales St-Romuald inc.	500
Saguenay en neige inc.	1 000
Salon du Livre de Trois-Rivières [Région 04] inc.	1 200
Société d'agriculture de Richelieu	1 000
Société de développement et d'animation de Mascouche	2 000
Société d'Entomologie du Québec	500
Société d'horticulture et d'écologie de Portneuf	1 000
Société d'horticulture et d'écologie de Roberval	2 000
Société Mer et Monde	500
Société pour les Arts en milieux de santé	500
Société Provancher d'histoire naturelle du Canada	1 000

Ministère / Nom du programme / Nom du bénéficiaire	
SOS Miss Dolittle	500
Sourire sans Fin	1 000
Superbe Culture Rive Nord	500
Table de concertation sur la faim et le dév. social de l'Outaouais	500
Université Laval	1 000
Vues d'Afrique	2 000
Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur	1 500
Total Subventions discrétionnaires - Cabinet	**150 000**
Total Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	**42 066 495**
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	
Programme d'aide aux municipalités dévitalisées	
Bande Indienne des Montagnais de la Romaine	679
Bande Indienne des Montagnais de Pakua Shipi	679
Conseil de la Nation Innu de Nutashkuan, Le	3 923
Conseil des Innus de Pakua Shipi	4 602
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	679
Municipalité de Boileau	1 796
Municipalité de Denholm	679
Municipalité de Duhamel	1 371
Municipalité de Grande-Vallée	3 396
Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	1 358
Municipalité de Rivière-à-Pierre	679
Municipalité de Saint-Augustin	664
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	340
Municipalité du village de Godbout	679
Municipalité du village de Marsoui	679
Municipalité du village de Saint-Noël	679
Ville de Grande-Rivière	679
Ville de Louiseville	1 384
Ville Dégelis	3 396
Total Programme d'aide aux municipalités dévitalisées	**28 341**
Soutien aux comités nordiques	
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	175 500
Total Soutien aux comités nordiques	**175 500**
Total Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	**203 841**
Total général	**42 270 336**

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

a) **le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
b) **le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
c) **le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.**
d) **Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
e) **Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

Le Ministère comptait, au 31 mars 2020, 30 employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques.

Montant dépensé par la direction :
Le montant dépensé par la direction des communications en date du 31 mars 2020 est de 131 566,48 $

Rencontres tenues
Indéterminé.

Montants dépensés en veille médiatique au sein de la direction des communications :

Abonnement à Eureka (veille) :	
(CEDROM SNI) :	7 338,28 $
Revue de presse électronique :	
I.C.I. Influence Communication inc.) :	88 768,82 $
Revue de presse écrite :	
I.C.I. Influence Communication inc.) :	35 459,38 $

Montants dépensés en veille médiatique au sein du cabinet du ministre :
Aucune dépense en veille médiatique au sein du cabinet du ministre.

http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/index.htm

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS AUTONOMES DU MINISTERE

VENTILATION DES COMPTES CLIENT

	Au 31 mars 2020
Form. parten.-Sécrét. comités nordiques (CFD)	87 750 $
Entente St-Laurent - Transfert fédéral (CFD)	581 614 $
GRAND TOTAL	**669 364 $**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS AUTONOMES DU MINISTERE

ÂGE DES COMPTES CLIENT

	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2019-2020	669 364 $	- $	- $	- $	669 364 $

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES REVENUS AUTONOMES DU MINISTERE RECOUVREMENT		
Activités du processus de recouvrement	**Détail**	**Livrables**
Comptes à fin déterminée CFD	Une facture est produite et le client paye dans les 30 à 60 jours suivants	

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT

VENTILATION DES COMPTES CLIENT

	Au 31 mars 2020
Droits et permis	
Autorisations environnementales	624,46
Attestations d'assainissement (PRRI)	7 433 029,98
Régimes des eaux	89 086,57
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	315 615,16
Sécurité des Barrages	144 310,73
Droits relatifs à la protection de l'environnement (Pesticides)	4 557,00
Terrains et bâtisses [A]	206 762,53
Locations et concessions	112 395,97
Formulaire, documentation et information	2 764,30
Analyses et matériaux de référence CEAEQ	732 220,41
Entente avec la Société du Plan Nord	993 000,00
Location du domaine hydrique - fins aquicoles	18 115,16
Gestion des barrages publics	243 574,36
Total droits et permis	**10 296 056,63**
Intérêts, recouvrement et amendes	
Intérêts	495 717,78
Amendes, SAP, Art 115.0.1 & BIA	6 759 591,23
Total intérêts, recouvrement et amendes	**7 255 309,01**
Transfert du gouvernement fédéral	
Revenu reporté Barrages fédéraux	66 783,66
Pâtes et papiers et SENV	3,96
Total transfert du gouvernement fédéral	**66 787,62**
Autres revenus	
Autres revenus	9 331,64
Taxe sur les produits et services	13 337,11
Taxe de vente du Québec	2 046,75
Autres revenus	**24 715,50**
TOTAL	**17 642 868,76**

A - Il s'agit de ventes de lots de grève, selon l'article 35 du Règlement sur le domaine hydrique de l'État.

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT

ÂGE DES COMPTES CLIENT

	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2019-2020	2 454 231 $	850 013 $	788 935 $	13 549 690 $	17 642 869 $

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT

RECOUVREMENT

Activités du processus de recouvrement	Détail	Livrables
Revenus provenant de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)		
Avis de réclamation ou facture	Envoi d'un avis de réclamation ou facture. Le débiteur dispose de 30 jours pour payer sa créance.	Avis de réclamation
États de compte	Envoi mensuel d'état de compte.	État de compte
Émission du certificat de recouvrement	Le débiteur est considéré en défaut de paiement 30 jours après l'envoi de la facture, de l'avis de réclamation, de la décision rendue par le Bureau de réexamen des sanctions administratives pécuniaires ou de la décision rendue par le Tribunal administratif du Québec. Un certificat de recouvrement est émis.	Certificat de recouvrement
Compensation Revenu Québec	Après un délai de 30 jours de l'émission du certificat de recouvrement, la créance est transmise à Revenu Québec afin que tout remboursement dû au débiteur par le ministre du Revenu puisse faire l'objet d'une retenue aux fins du paiement du montant visé par le certificat de recouvrement.	
Dépôt du certificat de recouvrement au greffe	Dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal par la Direction des affaires juridiques. Ceci dans le but de prolonger de délais de prescription à 10 ans.	Certificat de recouvrement
Procédures d'exécution	Saisie, vente en justice, etc.	
Revenus provenant hors de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)		
États de compte	Envoi mensuel d'état de compte.	État de compte
Lettre 1er avis :	Après un délai de 60 jours, une lettre personnalisée est transmise au créancier. Cette lettre insiste fortement sur un règlement rapide pour les sommes dues.	Lettre 1er avis
Lettre 2e avis :	Après un délai de 90 jours, une lettre personnalisée est transmise au créancier. Cette lettre insiste fortement sur un règlement rapide pour les sommes dues.	Lettre 2e avis
Lettre 3e avis :	Après un délai de 120 jours, une lettre de dénonciation d'intention de transmettre le dossier à la Direction des affaires juridiques est transmise. Cette lettre est transmise par courrier recommandé.	Lettre 3e avis
Transfert du dossier à la Direction des affaires juridiques et transmission d'une mise en demeure	Après le 3e avis, si la créance est de plus de 800$, le dossier est transmis à la Direction des affaires juridiques pour l'envoi d'une mise en demeure au créancier.	Mise en demeure
Transfert du dossier au contentieux du MJQ pour recours légaux	Après le délai de la mise en demeure, le dossier est éventuellement transmis au Contentieux du Ministère de la Justice pour recours légaux (si créance de plus de 800$). Des actions appropriées sont alors intentées (ex : cours du Québec).	

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

ÂGE DES COMPTES CLIENT

	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2019-2020	2 999 029 $	8 471 676 $	10 347 605 $	87 814 081 $	109 632 392 $

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES FONDS VERT RECOUVREMENT		
Activités du processus de recouvrement	**Détail**	**Livrables**
Avis de réclamation ou facture	Envoi d'un avis de réclamation ou facture. Le débiteur dispose de 30 jours pour payer sa créance, pour le secteur de changement climatiques il y a un délai de 60 jours.	Avis de réclamation Facture
États de compte	Envoi mensuel d'état de compte.	État de compte
Émission du certificat de recouvrement	Le débiteur est considéré en défaut de paiement 30 jours après l'envoi de la facture, de l'avis de réclamation, ou de la décision rendue par le Tribunal. Un certificat de recouvrement est émis.	Certificat de recouvrement
Compensation Revenu Québec	Après un délai de 30 jours de l'émission du certificat de recouvrement, la créance est transmise à Revenu Québec afin que tout remboursement dû au débiteur par le ministre du Revenu puisse faire l'objet d'une retenue aux fins du paiement du montant visé par le certificat de recouvrement.	
Dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal	Dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal par la Direction des affaires juridiques. Ceci dans le but de prolonger de délais de prescription à 10 ans.	Certificat de recouvrement
Procédures d'exécution	Saisie, vente en justice, etc.	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 16

Pour l'année 2019-2020, les délais moyens et médians annuels pour la délivrance des certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Différents délais en jours concernant la délivrance des autorisations ministérielles par la **Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales** en vertu de l'article 22 de la LQE*

	Délai moyen du ministère**	Délai total moyen	Délai moyen attribuable au requérant	Délai total médian
2019-2020	154	262	108	169

Différents délais en jours concernant la délivrance des autorisations ministérielles par la **Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique** en vertu de l'article 22 de la LQE*

	Délai moyen du ministère**	Délai total moyen	Délai moyen attribuable au requérant	Délai total médian
2019-2020	85	144	59	58

* La LQE entrée en vigueur le 23 mars 2018 introduit l'autorisation unique. Le nouvel article 22 rapatrie ainsi plusieurs autres types de documents légaux qui se trouvaient à d'autres articles de la LQE. En conséquence, le nouvel article 22 comprend maintenant, non seulement, les certificats d'autorisation mais également, les autorisations, permis et permissions sous un même vocable, soit l'autorisation ministérielle.

Le nouveau régime d'autorisation de la LQE introduit également l'autorisation évolutive. Celle-ci se traduit par une autorisation ministérielle qui évolue au gré des changements qui sont apportés au projet. L'autorisation ministérielle et ses modifications ultérieures sont toujours délivrées en vertu de l'article 22. Les données depuis 2018-2019 reflètent cette réalité.

** Le délai du ministère correspond au nombre de jours de travail à l'interne du Ministère. Le nombre de jours que le requérant prend pour répondre aux demandes d'information en provenance du ministère n'est pas comptabilisé dans ce délai.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 17

Liste des formations internationales en environnement effectuées par les employés du MDDELCC en 2019-2020.

a. la liste des missions;
b. le nombre de participants pour chacune des missions;
c. les mandats pour chacune des missions;
d. la liste des stages;
e. les revenus et/ou frais encourus pour chacune des missions/formations/stages.

À Mexico (Mexique), dans le cadre de l'Entente de collaboration Québec-Mexique-Californie sur les marchés du carbone et les changements climatiques, ainsi que dans le cadre de la participation du Québec à l'International Carbon Action Partnership (ICAP), un employé du Ministère a été invité à participer à titre de conférencier à un atelier de 3 jours sur les marchés du carbone. Cet atelier de formation a permis d'échanger avec les employés du gouvernement mexicain œuvrant au développement de leur système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES sur les éléments de design du SPEDE québécois. Après remboursement partiel par la Banque mondiale des dépenses encourues pour cette activité, les frais totalisent 2 431 $.

À Bogota (Colombie), dans le cadre d'une formation sur les marchés du carbone pour les pays d'Amérique latine, organisée par l'International Carbon Action Partnership (ICAP), deux employés du Ministère ont été invités à participer à titre de représentants du Québec et conférenciers. La participation à cet événement découlait également de l'entente de collaboration signée avec le Mexique et de la participation du Québec à la Carbon Pricing Initiative of the Americas. Après remboursement partiel par la Banque mondiale des dépenses encourues pour cette activité, les frais totalisent 3 394 $.

Dans le cadre d'un atelier organisé par le Partnership for Market Readiness (PMR), une branche de la Banque mondiale, un employé du ministère a donné une formation sur les marchés du carbone à Santiago, au Chili, les 27 et 29 août 2018, aux frais de la Banque mondiale et du gouvernement chilien.

Participation d'un employé du Bureau de coordination du développement durable à l'Édition 2019 du Rapport de la Francophonie sur les bonnes pratiques et innovations majeures en matière de développement durable afin de formuler des recommandations au titre de la contribution francophone au Forum de haut niveau pour le développement durable (FPHN) de l'ONU dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Les frais de déplacement et de séjour furent payés entièrement par l'Institut de la Francophonie du développement durable.
Endroit : Dakar, Sénégal
Dates : 30 juin au 4 juillet 2019

Un protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et la région de Bruxelles-Capitale en Belgique relatif à la poursuite du programme de coopération portant sur la réhabilitation des terrains contaminés a été signé le 20 décembre 2017. Précédemment, deux protocoles ont été signés pour les périodes 2009-2010 et 2011-2013.

Ce protocole était d'une durée de 2 ans et s'échelonnait d'octobre 2017 à décembre 2019. Une professionnelle de la Direction générale des politiques en milieu terrestre du MELCC a participé à une mission en Belgique du 2 au 8 juin 2019.

Le Programme de coopération visait à favoriser les échanges d'expériences, de « bonnes pratiques » et d'informations entre les parties ainsi qu'avec d'autres partenaires confrontés à des problèmes similaires en vue de contribuer à dégager des solutions durables en matière de gestion des sols contaminés. Les domaines d'intérêt suivants ont notamment été abordés :

1. La réutilisation (options de valorisation) et la traçabilité des sols contaminées;

2. La méthodologie d'inventorisation et de cartographie des sites potentiellement contaminés (liste d'activités commerciales et industrielles jugées à risques);

3. Les mesures de prévention de la contamination du sol (mazout résidentiel, stations-services (réservoirs à risque élevés));

4. Les techniques d'assainissement et de technologies vertes;

5. La méthodologie d'assainissement en fonction d'une évaluation tenant compte d'un volet économique, plus particulièrement pour la notion de contamination enlevée versus coût (seuil au-delà duquel il est impraticable économiquement);

6. Les mécanismes de financement de décontamination/réhabilitation :
   a) modèles de financement « ClimatSol-Plus » mis en place au Québec afin d'évaluer ses conditions potentielles de transposition dans le contexte bruxellois;
   b) modèles de financement sectoriels ainsi que d'autres modèles existants et discussions de la problématique des nettoyeurs à sec afin d'évaluer leurs conditions potentielles de transposition dans le contexte québécois.

Les activités comprenaient des rencontres et des visites de terrains en cours de réhabilitation dans différentes villes de la Région wallonne et de la Flandre. Des présentations ont été faites à l'Assemblée de Brownfield Academy à la Louvière sur le programme ClimatSol-Plus du MELCC.

Les frais d'hébergement et de repas ont été payés par le MELCC au montant de 1 848 $ et les frais de transport (aérien et terrestre) ont été payés par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie au montant de 1 578 $.

Un employé a participé à la Conférence internationale de l'UNESCO sur l'eau, du 10 au 19 septembre 2019 à Paris (France), afin de prendre connaissance des initiatives en gestion intégrée de l'eau. Les dépenses encourues sont de 3 631 $. Cette participation s'inscrit dans la mesure 7.2.3 de la Stratégie québécoise de l'eau « Intensifier la participation du Québec au sein des forums internationaux (...) et soutenir la coopération internationale en gestion de l'eau».

Un employé a participé au « Forum on Managing Groundwater and Surface Water as a Single Resource : Merging Science and Policies» du 13 au 16 mai 2019 à Salt Lake City (États-Unis), afin de prendre connaissance des plus récents développements en matière de gestion des eaux souterraines et de surface. Les dépenses encourues sont de 2 760 $. Ce déplacement contribue à l'atteinte de deux mesures inscrites au plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau, soit : 1.2.4 « Poursuivre l'amélioration de la qualité de l'eau potable par les municipalités du Québec» et 7.2.3 «Intensifier la participation du Québec au sein des forums internationaux, suivre les travaux des organisations multilatérales et soutenir la coopération internationale en matière de gestion durable de l'eau».

Un employé a participé au «46th IAH Congress: Groundwater Management and Governance-Coping with Water Scarcity» du 21 au 27 septembre 2019 à Malaga (Espagne), afin de prendre connaissance des plus récents développements scientifiques en matière de gestion des eaux souterraines. Les dépenses encourues sont de 4 440 $. Ce déplacement contribuera à l'atteinte des mesures 6.1.1 et 7.2.3 du plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau, soit « Bonifier les connaissances générales sur l'eau des lacs et des rivières et sur les eaux souterraines » et « Intensifier la participation du Québec au sein des forums internationaux, suivre les travaux des organisations multilatérales et soutenir la coopération internationale en matière de gestion durable de l'eau».

Un employé a participé à la Water Quality Technology Conference 2019 du 3 au 7 novembre 2019 à Dallas (États-Unis). Cette conférence est reconnue comme l'événement le plus pertinent dans le domaine de la qualité de l'eau potable en Amérique du Nord et permet un accès à des expériences nouvelles et des experts qu'on ne trouve pas au Québec. Les dépenses encourues sont de 3 545 $. Cette participation contribue à identifier de nouvelles approches permettant la mise en œuvre de la mesure 1.2.4 du Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau soit « poursuivre l'amélioration de la qualité de l'eau potable par les municipalités du Québec ». Le déplacement contribuera également à l'atteinte de la mesure 7.2.3 du plan d'action de la Stratégie québécoise de l'eau, soit « Intensifier la participation du Québec au sein des forums internationaux, suivre les travaux des organisations multilatérales et soutenir la coopération internationale en matière de gestion durable de l'eau ».

Un employé a suivi une formation avancée sur l'entretien, la vérification, le dépannage et l'étalonnage des appareils Télédyne. Cette formation était offerte à San Diego (États-Unis) du 8 au 15 septembre 2019. Les dépenses encourues sont de 4 004 $. Le Centre d'expertises en analyse environnementale du Québec (CEAEQ) possède de nombreux analyseurs de gaz Télédyne dans ses laboratoires mobiles (environ une dizaine). Cette formation technique permet de rendre le technicien plus automne quant à la maintenance et aux réparations mineures de ces appareils, diminuant ainsi le nombre de cas nécessitant de faire appel à la compagnie Télédyne.

Participation de deux employés du Ministère afin d'acquérir de nouvelles connaissances au sujet des incidents ferroviaires impliquant des matières dangereuses en participant à la formation (Tank car specialist) offerte par le Canadian National (CN) sur le site Security and Emergency Response Training Center. Le coût pour les deux employés fut de 3 820 $. Une partie des frais ont été assumés par le CN. Les connaissances acquises servent de base pour le développement d'une formation donnée à tous les intervenants et coordonnateurs d'Urgence-Environnement.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18

Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, le Ministère comptait 297 inspecteurs en environnement en lien d'emploi actif.

Pour 2019-2020, le nombre d'étudiant(e)s embauché(e)s pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques. Fournir également le nombre d'interventions effectuées par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCESB.

Nombre d'étudiant(e)s en 2019-2020

Nombre d'étudiants embauchés
84

Nombre d'interventions effectuées par des étudiants en 2019-2020

Terrain	Hors site	Total
3 530	866	4 396

Nombre d'interventions effectuées par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Programmes où des interventions étudiantes ont été réalisées	Terrain	Hors site	Total
Contrôle de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	436	4	440
Contrôle des entreprises et activités non visées par le PRRI	234	37	271
Contrôle des exploitations agricole	0	1	1
Contrôle des pesticides	1 018	34	1 052
Contrôle des sols contaminés	595	19	614
Contrôle des systèmes de distribution d'eau destinée à des fins d'hygiène personnelle : Installations se prévalant de l'affichage de pictogrammes eau non potable (PENP)	240	28	268
Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAE)	42	5	47
Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	184	181	365
Environnement - Plage	531	0	531
Interventions visant l'équilibre de phosphore	0	480	480
Programmes régionaux	3	16	19
Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	247	0	247
Suivi du dépôt des déclarations des grossistes en pesticides	0	61	61
Total	**3 530**	**866**	**4 396**

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20

Nombre d'inspections effectuées en 2019-2020 par des inspecteurs en environnement à la suite de l'intervention d'un(e) étudiant(e). Ventilé par activité ou programme de contrôle.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, environ 257 inspections ont été effectuées par des inspecteurs à la suite d'une intervention d'un étudiant.

Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2019-2020, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle national.

Nombre d'inspections (terrain et hors site) réalisées du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Inspections reliées à des plaintes	3 454
Inspections reliées à des programmes nationaux	17 125
Inspections régionales	846
Inspections de conformité	1 966
Inspections pour suivi de manquement	2 750
Inspections pour suivi d'urgence	448
Interventions d'urgence-environnement (terrain)	564
Surveillance aérienne	827
TOTAL	27 980

Inspections réalisées par le CCEQ dans le cadre d'un programme provincial du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Inspections réalisées par le CCEQ dans le cadre d'un programme provincial	Inspections réalisées au 31 mars 2020	Inspections terrain réalisées au 31 mars 2020	Inspection hors site réalisées au 31 mars 2020
Secteur hydrique et naturel			
H-3 : Activités de contrôle des piscicultures	59	18	41
H-7 : Surveillance des aires protégées	144	132	12
H-8: Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	248	248	0
Secteur municipal			
M1 : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles	816	180	636
M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés	89	50	39
M-2 : Contrôle de certains lieux de valorisation de matières résiduelles	226	119	107
M-3A : Contrôle des fréquences et des résultats d'analyse de l'eau potable	947	2	945
M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable ou destinée à des fins d'hygiène personnelle	869	484	385
M-3F : Contrôle hors-site des systèmes de distribution d'eau potable présentant des problématiques de non-respect des normes de qualité et contrôle hors site équivalent à une inspection terrain	467	3	464
M-5 : Environnement-Plage	531	531	0
M-6 : Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAE)	835	154	681
M-8 : Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres par jour	169	103	66
M-14: Programme de contrôle et de sensibilisation sur le règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels (RQEPABA)	528	498	30
G-3 : Contrôle des déclarations de prélèvement d'eau et d'utilisation de l'eau à des fins de redevances	565	240	325
Secteur agricole			
A-2 : Programme de contrôle des exploitations agricoles	788	694	94
A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore	593	63	530
A-5 : Contrôle aléatoire des épandages de déjections animales sur le terrain	167	162	5

Secteur pesticides			
P-1 : Contrôle des pesticides	1 152	1 043	109
P-2 : Contrôle des titulaires de permis d'utilisation de pesticides – spécifiquement les firmes d'extermination	29	24	5
P-3 : Contrôle des pulvérisations agricoles de pesticides	54	53	1
P3-REA : Contrôle spécifique aux pesticides jumelé au programme A-2, A-5 et plaintes agricoles	438	416	22
P-5 : Suivi des déclarations annuelles des titulaires de permis A "Permis de vente en gros" et des titulaires de "Permis de vente au détail"	127	1	126
Secteur industriel			
I-3 : Contrôle des sols contaminés	1 299	1 070	229
I-4 : Établissements industriels visés par le PRRI	1 492	241	1 251
I-5 : Entreprises et activités non visées par le PRRI	4 446	1 296	3 150
I-7 : Contrôle des hydrocarbures	47	27	20
TOTAL	**17 125**	**7 852**	**9 273**

La programmation pour l'inspection en 2020-2021, ventilée par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle national.

Planification annuelle de Centre de contrôle environnemental du Québec 2020-2021

	Terrain	Hors site
I - Activités à réaliser dans toutes les régions		
Traitement des plaintes	2436	640
Intervention d'urgence-environnement	500	N/A
Suivi de manquement	1 938	992
Suivi d'urgence-environnement	167	135
Suivi de conformité	1 169	635
Surveillance aérienne (autre que H-7)	650	N/A
Total activités provinciales	**6 860**	**2 402**
II - Programmes à réaliser dans toutes les régions concernées		
Agricole	**Terrain**	**Hors site**
A-2 Contrôle des exploitations agricoles	774	60
A-3 Atteinte de l'équilibre en phosphore	103	585
A-5 Contrôle aléatoire des épandages de déjections animales	191	8
Total Programmes Agricole	**1068**	**645**
Hydrique et naturel	**Terrain**	**Hors site**
H-3 Inventaire des piscicultures et étangs de pêche	29	17
H-7 Surveillance des aires protégées (inspections)	96	3
H-7 Surveillance des aires protégées (surveillance aérienne)	37	N/A
H-8 Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	372	0
Total Programmes Hydrique et naturel	**534**	**20**
Industriel	**Terrain**	**Hors site**
I-3 Contrôle des sols contaminés	960	265
I-4 Programme des établissements industriels visés par le PRRI	235	945
I-5 Contrôle des entreprises et activités non visés par le PRRI	1283	1985
I-10 Contrôle lié à la responsabilité élargie des producteurs	46	17
Total Programmes Industriel	**2 524**	**3 212**
Municipal	**Terrain**	**Hors site**
M-1 Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles	258	501
M-1F Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés	42	30
M-2 Contrôle de certains lieux de valorisation de MR	103	72
M-2 CRD Contrôle lié aux matériaux de construction, rénovation et démolition	116	44
M–3A Contrôle des résultats d'analyse de l'eau potable	N/A	1 000
M–3C Inspections de réseaux de distribution d'eau potable	411	234
M–3F Contrôle alternatif des systèmes de distribution d'eau potable	0	975
M-5 Programme Plage	552	0
M-6 Contrôle environnemental des OMAE	208	1 158
M-8 Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres	119	68
M-14 Contrôle de la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	674	175

	Terrain	Hors site
Total Programmes Municipal	**2 483**	**4 257**
Pesticides	**Terrain**	**Hors site**
P-1 Contrôle des pesticides	1 142	94
P-2 Contrôle des titulaires de permis d'utilisation des pesticides	65	0
P-3 Contrôle des pulvérisations agricoles de pesticides	67	0
P-3-REA Contrôle pesticides simultané aux inspections agricoles	618	0
P-5 Suivi du dépôt déclaration des Grossistes pesticides - A	17	47
Total Programmes Pesticides	**1 909**	**141**
Général	**Terrain**	**Hors site**
G-3 Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	203	315
G-4 DC Contrôle des déclarations de conformité	231	163
Total Programmes Généraux	**434**	**478**
III - Programmes régionaux et activités régionales	**Terrain**	**Hors site**
Hydrique et naturel	73	3
Municipal	44	51
Agricole	10	12
Pesticides	4	0
Industriel	51	15
Total activités régionales	**182**	**81**
Total des activités de contrôle planifiées par catégorie	**15 994**	**11 236**
Total des activités de contrôle planifiées	**27 230**	

Cette planification a été préparée en mars 2020 avant la mise en place des mesures de confinement en lien avec la COVID 19.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 23

Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basées sur le risque en 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

La prise en compte du concept de risque permet au CCEQ d'être plus efficient en favorisant les inspections dans des secteurs à plus forte probabilité de non-conformité et d'agir dans les secteurs où les impacts environnementaux sont les plus importants.

L'approche de risque est utilisée dans plusieurs programmes, aussi bien en ce qui concerne la sélection des cibles qu'en ce qui a trait au choix des fréquences d'inspection.

Pour 2019-2020, le CCEQ a mis en œuvre 12 programmes de contrôle intégrant les notions de risque sur un ou l'autre de ces aspects.

- M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés.
- M-1 : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles.
- M-2 : Contrôle de certains lieux de valorisation de matières résiduelles.
- M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable ou destinée à des fins d'hygiène personnelle.
- M-8 : Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres par jour.
- M-14 : Contrôle de la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels.
- A-2 : Programme de contrôle des exploitations agricoles.
- A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore.
- I-3 : Contrôle des sols contaminés.
- I-4 : Contrôle des établissements industriels visés par le PRRI.
- I-5 : Contrôle des entreprises et activités non visées par le PRRI.
- H-8 : Sensibilisation aux milieux humides et hydriques et documentation de leurs états.

En 2019-2020, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction :

---

a. **Nombre d'inspections effectuées**
Voir la réponse fournie à la QP 21.

b. **Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec**

En 2019-2020
Nombre : 5 128

c. **Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé)**

L'article 115.23 de la LQE couvre principalement les manquements de nature administrative comme, par exemple : le refus de fournir des informations ou une étude, le défaut de tenir un registre, etc.

En 2019-2020	
Nombre : 0	Montant total imposé : 0 $

d. **Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé)**

En 2019-2020	
Nombre : 77	Montant total imposé : 186 500 $

e. **Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé)**

En 2019-2020	
Nombre : 170	Montant total imposé : 706 000 $

f. **Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé)**

En 2019-2020	
Nombre : 37	Montant total imposé : 338 000 $

BILAN TOTAL DES SAP

En 2019-2020 – Bilan total	**Nb de SAP imposées**	**Montants imposés**
Loi sur la qualité de l'environnement	284	1 230 500 $
Règlements découlant de la LQE	229	1 099 750 $
Total	**513**	**2 330 250 $**

g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée

En 2019-2020*
Nombre : 71

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2019-2020*	
Aucune amende imposée en vertu de l'article 115.29 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 0 $
Aucune amende imposée en vertu des anciens articles (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 $

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2019-2020*		
25 amendes imposées en vertu de l'article 115.30 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 187 500 $	187 500 $
0 amende imposée en vertu de l'article 123.1 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2019-2020*		Total
52 amendes imposées en vertu de l'article 115.31 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 707 300 $	707 300 $
0 amende imposée en vertu des articles 22, 33, 48 et 66 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2019-2020*		Total
8 amendes imposées en vertu de l'article 115.32 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 280 000 $	280 000 $
0 amende imposée en vertu de l'article 20 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

BILAN TOTAL SANCTIONS PÉNALES

En 2019-2020*		
Sanctions pénales imposées suite à une infraction perpétrée en vertu de la LQE depuis la Loi 89	Montant total imposé: 1 174 800 $	1 174 800 $
Sanctions pénales suite à une infraction perpétrée en vertu de la LQE avant la Loi 89	Montant total imposé : 0,00 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse*

I. Total des amendes imposées (jugements 2019-2020 au 31 mars 2020)

En 2019-2020		**Montant total imposé**
Loi sur la qualité de l'environnement	1 174 800 $	1 781 576 $
Règlements découlant de la LQE	597 776 $	
Loi sur les pesticides et ses règlements	500 $	
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	1 000 $	
Loi sur la sécurité des barrages	7 500 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse*

QUESTION PARTICULIÈRE N°25

Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2019-2020. Préciser aussi la personne physique ou morale visée :

Ordonnances

a. Article 114
b. Article 115.2
c. Article 115.3

Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations

d. Article 115,5
e. Article 115.7
f. Article 115.10

Année 2019-2020* :

Ordonnances		**Personne physique ou morale visée**
Article 114	7	• Centre de tri Pontiac – 9231-6082 Québec Inc. • CNOR inc. • M. Carmand Normand • Projet d'habitation Marcel Loyer inc.- M. Marcel Loyer • Énergie de la Rivière S.E.C » - Services Énergie Brookfield Inc. • G & R Recyclage S.E.N.C. (2 ordonnances)
Article 115.2	0	----
Article 115.3	0	----
Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations		**Personne physique ou morale visée**
Articles 115.5	0	----
Article 115.7	0	----
Article 115.10	1	• Projet d'habitation Marcel Loyer inc. - M. Marcel Loyer

**Pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020*

Le registre des ordonnances émises par le MELCC peut être consulté à l'adresse suivante :

http://www.registres.environnement.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm

Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2019-2020. Ventiler selon le règlement.

Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement :

En 2019-2020		
Règlements	Nombre	Montants imposés
Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement	8	28 000 $
Règlement sur la circulation de véhicules motorisés dans certains milieux fragiles	1	250 $
Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau	1	2 500 $
Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère	3	6 500 $
Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains	2	10 000 $
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	14	52 000 $
Règlement sur la qualité de l'eau potable	46	192 500 $
Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau	1	2 500 $
Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère	16	92 000 $
Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection	6	24 500 $
Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés	8	77 500 $
Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés	8	56 000 $
Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles	13	47 500 $
Règlement sur l'entreposage des pneus hors d'usage	1	7 500 $
Règlement sur les carrières et sablières	5	42 500 $
Règlement sur les exploitations agricoles	70	359 750 $
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	4	26 000 $
Règlement sur les halocarbures	2	3 000 $
Règlement sur les matières dangereuses	17	57 250 $
Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	2	2 000 $
Règlement sur les usines de béton bitumineux	1	10 000 $
TOTAL	**229**	**1 099 750 $**

Total des SAP imposées

En 2019-2020 – Bilan total	**Nombre de SAP imposées**	**Montants imposés**
Loi sur la qualité de l'environnement	284	1 230 500 $
Règlements découlant de la LQE	229	1 099 750 $
Total	**513**	**2 330 250 $**

Sanctions pénales imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la LQE

En 2019-2020*		
Règlements	Nombre	Montants imposé
Règlement sur les exploitations agricoles	6	89 000 $
Règlement sur les matières dangereuses	15	245 500 $
Règlement sur la qualité de l'eau potable	8	16 000 $
Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère	1	30 000 $
Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles	2	15 000 $
Règlement sur les carrières et sablières	2	96 876 $
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	5	76 500 $
Règlement sur les normes applicables aux véhicules lourds	6	8 400 $
Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection	1	500 $
Règlement sur le captage des eaux souterraines	1	20 000 $
TOTAL	**47**	**597 776 $**

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

Total des amendes pénales imposées

En 2019-2020*		**Montant total imposé**
Loi sur la qualité de l'environnement	1 174 800 $	1 781 576 $
Règlements découlant de la LQE	597 776 $	
Loi sur les pesticides	500 $	
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	1 000 $	
Loi sur la sécurité des barrages	7 500 $	

** En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.*

QUESTION PARTICULIÈRE N° 27

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2019-2020.

Exercice 2019-2020 Direction générale / région	Dépenses au 31 mars 2020 (en k$)
Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ)	
Bureau du SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	1 063,7
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	2 376,3
Saguenay/Lac-St-Jean	1 940,9
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	5 399,5
Mauricie et Centre-du-Québec	5 345,0
Estrie et Montérégie	11 162,9
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	4 015,4
Outaouais	1 411,4
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 855,2
Côte-Nord	1 051,5
Total Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ)	**35 621,8**
Évaluations et autorisations environnementales	
Bureau de la SMA aux évaluations et autorisations environnementales	941,1
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	2 167,1
Saguenay/Lac-St-Jean	1 286,5
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	4 896,6
Mauricie et Centre-du-Québec	2 905,2
Estrie et Montérégie	6 121,9
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	4 702,8
Outaouais	819,7
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	2 011,7
Côte-Nord	1 375,3
Total Évaluations et autorisations environnementales	**27 227,9**
Total général	**62 849,7**

Liste de tous les comités interministériels, comités de direction, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2019-2020. Indiquer, pour chacun :

a. **le(s) mandats(s);**
b. **la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
c. **les rencontres tenues en 2019-2020;**
d. **les résultats détaillés des rencontres tenues en 2019-2020;**
e. **les rencontres prévues en 2020-2021 avec l'objet et l'échéancier.**

Comités	Mandats	Liste des membres
Comité interministériel – fonderie Horne	Assurer le suivi et superviser la mise en œuvre du plan d'action de la Fonderie Horne et Assurer des communications transparentes avec la population. Comité mis en place le 1er novembre 2019 suite à la divulgation des résultats de l'étude de biosurveillance menée par la direction régionale de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue. 5 rencontres ont eu lieu en 2019 depuis la mise en place du comité. 2 rencontres ont eu lieu en janvier 2020. Des rencontres sont à venir mais aucune date n'est encore statuée. Les rencontres ont pour but d'évaluer le plan d'action présentée par la fonderie Horne pour réduire les émissions d'arsenic. Le comité est en train de rédiger un rapport et remettra ses recommandations au ministre Charette au courant du printemps 2020.	MELCC, MEI, MSSS, MAMH
Comité de coordination des experts	Assurer la coordination de l'élaboration du rapport synthèse annuel sur la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Le résultat des travaux 2019-2020, soit le troisième rapport synthèse annuel n'a pas encore été publié par le gouvernement fédéral. Quatre rencontres ont eu lieu en 2019-2020. Quelques rencontres sont aussi à prévoir en 2020-2021, la première aura lieu au courant de l'été.	Présidé par le gouvernement fédéral (ECCC), ministères de l'environnement des provinces et territoires canadiens (sous-ministres adjoints)
Comité de gestion du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Veiller au bon fonctionnement du Programme de subvention, proposer les critères applicables au calcul des subventions, décider des réclamations litigieuses quant à l'admissibilité aux subventions et quant au respect des conditions de versement des subventions, approuver, sur la base des critères du Programme, le quantum des subventions du Programme et voir au suivi et à l'évaluation de celui-ci. Deux rencontres ont eu lieu, le 17 septembre et le 20 novembre 2019. Ces rencontres ont permis de recommander les critères applicables aux versements des aides financières en décembre 2019. En 2020-2021, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, FQM, UMQ, CMM, MAMH (observateur)

Comité technique du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Soutient, par ses travaux, le Comité de gestion du programme de subvention. Une rencontre a eu lieu, le 16 septembre 2019. Cette rencontre a permis de recommander les critères applicables aux versements des aides financières en décembre 2019. En 2020-2021, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, FQM, UMQ, CMM, MAMH (observateur)
Comité de gestion des ententes Canada-Québec concernant les projets de biométhanisation financés dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte	Assurer le suivi des ententes de financement Canada-Québec dans le cadre du Programme de traitement des matières résiduelles par biométhanisation et compostage (PTMOBC). Deux rencontres ont eu lieu, le 12 juin et le 10 décembre 2019. Ces rencontres ont permis de partager l'état de la situation des projets de biométhanisation financés conjointement par le gouvernement fédéral et le Québec. En 2020-2021, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, Infrastructure Canada
Comité de suivi concernant les cibles de distribution du gaz naturel renouvelable	Le Comité met en commun la connaissance des participants et élabore des moyens d'action afin de répondre à l'atteinte des cibles présentées dans le règlement concernant la quantité de gaz naturel renouvelable (GNR) devant être livrée par un distributeur ainsi que d'assurer une complète intégration du GNR au gaz naturel distribué au Québec. Deux rencontres ont eu lieu, soit le 30 avril 2019 et le 17 décembre 2019. En 2020-2021, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, MERN, MAPAQ, TEQ, MAMH, Énergir, Gazifère, AQPER, CIFQ, Coop fédérée, UPA, MEI, Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG)
Comité de liaison du Plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles	Le comité de liaison a notamment le mandat d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 2019-2024, de réaffecter, si nécessaire, le budget attribué pour les actions et d'établir les orientations. La fréquence des rencontres est convenue entre les représentants des parties, minimalement deux rencontres par année. Cinq rencontres ont eu lieu, soit le 2 octobre 2019, le 8 octobre 2019, le 21 octobre 2019, le 17 décembre 2019 et le 5 février 2020. Une première rencontre en avril 2020 est prévue et les autres seront déterminées ultérieurement.	MELCC, RECYC-QUÉBEC

Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles au Nunavik	Le groupe de travail a pour mandat de faciliter les échanges entre les différentes parties prenantes interpellées par la gestion des matières résiduelles sur le territoire du Nunavik. Le groupe de travail se réunit au moins quatre fois par an. Des rencontres supplémentaires pourraient être prévues pour des besoins ou questions spécifiques. La dernière rencontre fut le 27 février 2020. Les autres rencontres eurent lieu les 27 septembre, 16 avril et 17 janvier 2019.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, ARK, CCEK, SPN, PENM, DÉEPNM, DPQA, MAMH
Comité inter-ministériel sur la stratégie gouvernementale pour la réduction et la gestion écoresponsable des plastiques	Comité interministériel établi en 2019 pour contribuer au développement de la Stratégie québécoise pour la réduction et la gestion écoresponsable des plastiques	MELCC, MEI, MF, MAPAQ, MFFP, MAMH
Comité miroir sur l'économie circulaire MC/ISO/TC 323	Ce comité miroir suit le développement d'une norme ISO sur l'économie circulaire, tient des discussions et fait ses commentaires auprès d'Environnement et Changements climatiques Canada qui siège sur le comité de suivi pour le développement de cette norme internationale	MELCC, RECYC-QUÉBEC, ECCC, quelques autres provinces canadiennes
Comité technique sur le Plan québécois sur les minéraux critiques et stratégiques (Orientation 3) du MERN	Contribuer à l'élaboration des mesures et aux réflexions en lien avec l'orientation 3 de ce plan, soit "Contribuer à la transition vers une économie durable" pour les métaux critiques et stratégiques	MERN, MELCC,et autres M/O
Comité de vigilance - Société de gestion des huiles usagées (SOGHU)	Dans le cadre de la mise en oeuvre du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, participer à la rencontre annuelle du comité de vigilance de l'organisme de gestion reconnu pour gérer le programme collectif SOGHU	MELCC, RECYC-QUÉBEC, municipalités, fournisseurs de services, groupes environnementaux.
Comité de vigilance conjoint – 4 organismes de REP	Dans le cadre de la mise en oeuvre du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, participer à la rencontre annuelle du comité de vigilance conjoint pour les 4 organismes reconnus pour les programmes collectifs pour: produits électroniques (ARPE-Québec), lampes au mercure (AGRP – RecycFluo), piles et batteries (Appel-à-Recycler) et résidus de peintures et leurs contenants (Éco-Peinture).	MELCC, RECYC-QUÉBEC, municipalités, fournisseurs de services, groupes environnementaux et de consommateurs.

Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) - Comité sur la réduction, la récupération et la valorisation des matières résiduelles	Ce comité pancanadien a pour mandat de développer et de coordonner diverses démarches et outils en lien avec la gestion des matières résiduelles. En 2019-2020, ses travaux se sont concentrés sur la Sratégie pan canadienne pour l'atteinte du zéro déchets plastiques, dont l'élaboration du Plan d'action Phase 1 et l'amorce de sa mise en oeuvre et d'élaboration du Plan d'action Phase 2. Dans le rôle de co-président en 2019-2020, plusieurs déplacements ont eu lieu. En plus des travaux du grand comité, le MELCC co-dirige le groupe de travail sur les plastiques à usage unique et de courte vie et est membre du groupe de travail sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les plastiques.	Représentants de tous les ministères de l'Environnement du fédéral, des 10 provinces et 3 territoires
Comité de travail sur les travaux législatifs et règlementaires relevant de la Loi sur la protection du consommateur (LPC) pour intégrer les principes de durabilité et de réparabilité pour certains produits de consommation (obsolescence planifiée	L'Office de la protection des consommateurs a demandé la collaboration du MELCC dans le cadre e la révision de sa loi afin d'y introduire des éléments visant à favoriser une meilleure écoconception de certains produits. La Direction des matières résiduelles et le Bureau de coordination du développement durable contribuent à ces travaux.	OPC, MELCC
Comité aviseur sur une étude de la grappe Propulsion-Québec sur la responsabilité élergie des producteurs (REP) appliquée aux batteries de véhicules électriques	Cette étude vient compléter le portrait de l'évolution des véhicules électriques, la composition des batteries, le potentiel et les modes de recyclages et les débouchés. Elle s'inscrit notamment dans les travaux de révision du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises et la désignation de nouveaux produits.	MELCC, MERN, MEI, Grappe Propulsion-Québec, RECYC-QUÉBEC, Lithion
Comité aviseur du Groupe d'action pour les plastiques circulaires (GAPC)	Ce comité suit et commente les travaux d'une initiative de certaines entreprises dans le secteur des contenants et emballages alimentaires qui vise à développer de nouvelles façons de faire pour améliorer la circularité de ces produits post-consommation.	MELCC,RECYC-QUÉBEC, ÉEQ, Institut EDDEC, Réseau-ENvironnement, CPEQ, CTTEI, CETEQ, MRC Roussillon, Innovation logistique
Comité de travail sur le renouvellement des attestations d'assainissement du secteur de l'aluminium	Comité de travail afin de définir les orientations à suivre pour la deuxième attestation d'assainissement pour le secteur des alumineries.	MELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC)
Comité conjoint MELCC – Association canadienne des carburants (ACCarburants)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2019-2020, une rencontre a été tenue le 22 octobre 2019. Rencontre prévue en 2019-2020 : À déterminer.	Différentes compagnies membres de ACCarburants MELCC, MERN

Comité conjoint MELCC – Association canadienne du ciment (ACC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2019-2020, une rencontre a été tenue le 10 mai 2019. Rencontre prévue en 2020-2021 : À déterminer	Différentes compagnies membres de l'ACC MELCC
Comité conjoint MELCC – Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2019-2020, aucune rencontre n'a été tenue. Rencontre prévue en 2020-2021 : À déterminer.	CETEQ, MELCC, MEI, RECYC-QUÉBEC
Comité conjoint MELCC – Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2019-2020, une rencontre a été tenue le 29 mai 2019. Rencontre prévue en 2020-2021 : À déterminer.	3R MCDQ, MELCC, RECYC-QUÉBEC, MERN, MFFPQ
Comité multipartite sur les matières résiduelles fertilisantes	Action 3 de la Table de concertation sur le recyclage des matières organiques – « Poursuivre les discussions et les démarches sur les problématiques et les pistes de solution (aspects agronomiques/professionnels et aspects administratifs) par rapport à l'émission des certificats d'autorisation et appuyer l'allègement des mesures administratives en cours pour le recyclage des matières résiduelles fertilisantes par épandage agricole et en sites dégradés (incluant le stockage) ». Aucune rencontre tenue en 2018-2019. Rencontre prévue en 2019-2020 : À déterminer.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, Réseau Environnement, MAPAQ, Ordre des agronomes du Québec
Comité de travail pour la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Mise en œuvre de l'action 22 : « Étude sur le potentiel de valorisation des extrants de la production d'aluminium ».	MEI, MELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC), CRIQ
Comité de liaison air santé (CLAS)	Comité conjoint MSSS-MELCC-INSPQ visant l'échange d'information sur la qualité de l'air, les émissions atmosphériques, le réseau de surveillance de la qualité de l'air et les études en cours en lien avec la qualité de l'air. Le comité se rencontre deux fois par année.	MELCC, MSSS, INSPQ

Comité de travail fédéral, provincial et territorial (FPT) sur la nouvelle norme fédérale sur les « combustibles propres » à faible teneur en carbone (Depuis janvier 2017)	Le gouvernement fédéral consulte les provinces et les territoires, ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, pour élaborer une norme sur les « combustibles propres » à faible teneur en carbone. La Colombie-Britannique copréside le comité FPT.	Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC), MERN, MELCC Provinces et territoires
Comité-conseil sur les changements climatiques	Conseiller le ministre sur les orientations et sur les actions les plus porteuses en matière de lutte contre les changements climatiques. (Référer aussi à la question QG_46J qui concerne les ententes de confidentialité).	Équiterre, Conseil patronal de l'environnement du Québec, Association du transport urbain du Québec, Cascades, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, Dunsky Expertise en énergie, Écotech Québec, Fondation David Suzuki, Union des municipalités du Québec, Centre hospitalier de l'Université de Montréal, Vivre en ville, HEC Montréal, Énergir , Université de Sherbrooke, MELCC
Comité de travail sur les piscines et autres bassins artificiels	Créé au printemps 2014 dans la foulée du Rapport sur l'opportunité de mettre à jour le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, ce comité est chargé du développement d'outils de gestion et d'actions de promotion de la qualité de l'eau. Une rencontre en 2019-2020.	MELCC, MSSS, MAMH, INSPQ Société de sauvetage, Association des responsables aquatiques du Québec, Ville de Montréal, Ville de Québec
Commission de planification de la régularisation de la rivière des Outaouais - CPRRO	Assurer la régularisation intégrée des principaux réservoirs du bassin versant de la rivière des Outaouais afin de protéger contre les inondations, les riverains de la rivière des Outaouais, de ses affluents et de la région de Montréal.	MELCC, HQ, OPG, SPAC, MPO, ECCC, MNRF-Ontario

Comité interministériel de concertation Baie Missisquoi du Lac Champlain	Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la réduction des charges de phosphore dans le bassin versant de la Baie Missisquoi (lac Champlain) dans le cadre de l'Entente Vermont/Québec. Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC, MERN, MAMH, MAPAQ, MSP, MTQ, MSSS, MFQ
Groupe consultatif de l'étude sur le Memphrémagog (GCEM) de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Le GCEM fournira une orientation et des conseils à un groupe de travail technique. Ce groupe de travail est chargé d'examiner les mesures et les programmes actuels visant à remédier aux niveaux élevés de nutriments et à la prolifération d'algues dans le lac Memphrémagog, de même que de formuler des recommandations pour intensifier ces efforts. Terminé en mars 2020. Sept rencontres en 2019-2020. Aucune rencontre en 2020-21.	MELCC, MAPAQ, COGESAG, MRC, ECCC, VTDEC, NVDA, MWA, VLT
Groupe consultatif de l'étude sur le lac Champlain (GCEC) de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Le GCEC fournira une orientation et des conseils à un groupe de travail technique. Ce groupe de travail est chargé d'examiner les mesures et les programmes actuels visant à remédier aux niveaux élevés de nutriments et à la prolifération d'algues dans le lac Champlain, de même que de formuler des recommandations pour intensifier ces efforts. Terminé en mars 2020. Quatre rencontres en 2019-2020. Aucune rencontre en 2020-21.	MELCC, MRC, OBVBM, IRDA, CCDH, VAA, NYSDEC, VDEC, EPA, UVermont
Comité interministériel - Nouvelles technologies environnementales	Mise à jour des programmes et des projets de nouvelles technologies environnementales afin d'avoir une vue d'ensemble du financement dans ce secteur.	MELCC, MFQ, MAPAQ, MERN, MTQ
Comité interministériel sur les mesures pour minimiser les impacts des inondations rivière Richelieu et lac Champlain	Évaluer les propositions de la CMI sur les mesures proposées et accompagner les groupes techniques de la CMI.	MELCC, MERN, MAMH, MAPAQ, MSP, MTQ, MSSS, MFQ
Conseil de gestion de l'Approche de coopération en réseau pour l'information l'Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIgéo)	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique et du Comité stratégique de la géomatique.	MERN, MDFFP, MTQ, MAMH, MELCC, MAPAQ, MDG, MSP, MELS, DGEQ
Table gouvernementale de coopération en information géographique	Partage d'une vision commune de l'information géographique entre tous les acteurs gouvernementaux. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques.	MERN, MFFP, MTQ, SQ, MSP, MAMH, MELCC, FADQ, CPTAQ, MAPAQ, DGEQ, ISQ, MÉES, MTESS, MSSS, MF, MT, MSG, CSPQ, Service Québec, Commission de toponymie, SHQ, etc.

Comité directeur GRHQ	Assurer la gestion du projet de production d'une nouvelle Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ) haute résolution à partir du Lidar	MELCC, MERN, MFFP
Comité interministériel sur l'hydrographie	Groupe de travail afin de définir les méthodologies de production de la nouvelle Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ) haute résolution à partir du Lidar	MELCC, MERN, MFFP
Centre de données du patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) - Comité de coordination et de direction du CDPNQ - Présidence	Favoriser la concertation et les échanges entre les différents partenaires du CDPNQ. 2017-2018 : Six rencontres (trois du Comité de direction et trois du Comité de coordination). Prévisions 2018-2019 : À déterminer.	MELCC, MFFP, Environnement Canada (EC)
Groupe de travail interministériel sur les Objectifs d'Aichi - Présidence	Faire un portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi, établir les mesures à mettre en place en vue de doter le Québec de cibles spécifiques, faire rapport au Comité directeur sur la diversité biologique, partager son expérience et son expertise au sein du Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité. 2019-2020 : Trois rencontres ont eu lieu (septembre, décembre et février). Un nouvel exercice de reddition de compte pour la période 2016-2020 a été lancé en juillet auprès de 25 ministères et organismes du gouvernement du Québec et l'analyse des 500 mesures répertoriées entre 2011 et 2020 est en cours. Prévisions 2020-2021 : Au moins trois rencontres sont prévues pour ce comité afin de produire un rapport de mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations-Unies et alimenter la réflexion sur la réponse du Québec au prochain Cadre mondial sur la biodiversité qui sera adoptée par la CDB en 2020.	MELCC, MAMH, MAPAQ, MÉES, MRIF, MFFP, MERN, MEI

Groupe de travail interministériel sur la préparation du Québec au post-2020 - Présidence	Informer les ministères et organismes de la teneur des discussions internationales en vue de positionner le gouvernement du Québec en tant que province au sein du Canada et en tant que gouvernement infranational au sein de la CDB; échanger en vue de déterminer les meilleures options de restructuration et de reformulation des Objectifs d'Aichi actuels pour le Québec; faciliter l'établissement d'une position gouvernementale dans le cadre des négociations internationales, tant sur la place qui sera donnée aux gouvernements infranationaux dans le prochain cadre mondial de la biodiversité, qu'en ce qui concerne la position canadienne et les engagements du gouvernement fédéral; discuter de la vision des M/O pour la mise en œuvre d'un outil de planification stratégique au Québec en matière de biodiversité. 2019-2020 : Trois rencontres ont eu lieu (septembre, décembre et février). Six documents de positionnement ont été travaillés en collaboration suite à diverses demandes du fédéral. Prévisions 2020-2021 : Au moins trois rencontres sont prévues pour ce comité afin d'alimenter la réflexion sur la réponse du Québec au prochain Cadre mondial sur la biodiversité qui sera adoptée par la Convention sur la diversité biologique en 2020.	MELCC, MAMH, MAPAQ, MRIF, MFFP, MERN, MEI, MCE - SAA
Groupe bilatéral sur les aires marines protégées – Québec (Présidence-SMA)	Préparer des positions québécoises dans le dossier des aires marines protégées.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MCE (SQRC, SAA), Secrétariat de la stratégie maritime
Groupe de travail interministériel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) – Présidence	Faciliter le partage des informations sur l'APA; traiter à une même table des actions des différents ministères et organismes concernés; élaborer la position du Québec eu égard à un éventuel cadre de référence canadien et aux négociations canadiennes et internationales sur l'APA. 2019-2020 : Aucune activité. Prévisions 2020-2021 : Au moins une rencontre est prévue pour finaliser les deux rapports du groupe de travail qui seront ensuite présentés au Comité directeur sur la diversité biologique. Ce dernier déterminera la suite du mandat pour ce groupe de travail.	MELCC, MAPAQ, MERN, MCE (SAA, SQRC), MRIF, MFQ

Comité interministériel sur les organismes génétiquement modifiés – Co-présidence	Faciliter le partage de l'information sur les OGM, la consultation sur des positions et des actions à prendre, élaborer des avis et des positionnements québécois sur les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques associés aux OGM. 2019-2020 : Aucune activité. Prévisions 2020-2021 : Aucune activité.	MELCC, MAPAQ, MERN, MRIF, MFQ, MCE (SQRC), MSSS, CEST, MFFP
Groupe de travail interministériel sur les espèces exotiques envahissantes – Présidence	Favoriser la concertation et le maillage au sein du gouvernement du Québec en matière de lutte contre les EEE qui représentent une menace pour la biodiversité. 2019-2020 : Relance des activités du groupe de travail, remaniement du mandat et son approbation par le Comité directeur sur la diversité biologique. Deux rencontres ont eu lieu (décembre, février). Prévisions 2020-2021 : Au moins une à deux rencontres sont prévues afin de convenir d'un plan de travauk qui sera présenté au Comité directeur et le mettre en application.	MELCC, MAPAQ, MERN, MFFP, MEI, MRIF, MTQ, MAMH (à confirmer)
Northeast Aquatic Nuisance Species Panel	À l'échelle de la Nouvelle-Angleterre, faciliter la collaboration et l'échange d'information sur les espèces aquatiques envahissantes floristiques et fauniques, marines et d'eau douce. Développe des outils communs de communication, de détection et de contrôle des EEE. Le Québec est représenté par le MELCC et le MFFP. Une concertation est faite avec le MAPAQ et Pêches et Océans Canada en ce qui a trait aux espèces marines. 2019-2020 : Communications par courriel uniquement. Prévisions 2020-2021 : Communications par courriel uniquement.	États de la Nouvelle-Angleterre, le Québec et les provinces canadiennes des Maritimes.
Comité national (fédéral-provincial-territorial) sur les espèces exotiques envahissantes	Renforcer les cadres de politiques pour le dossier des EEE; coordonner des études et des analyses nationales; encourager la collaboration et les partenariats. 2019-2020 : Huit conférences téléphoniques. Prévisions 2020-2021 : Huit conférences téléphoniques et possiblement une rencontre.	Ministères de l'environnement des provinces et territoires canadiens (professionnels) et ECCC
Groupe de travail sur les espèces aquatiques envahissantes du Conseil des gouverneurs et des premiers ministères des États et des provinces des Grands Lacs (AIS Task Force on Aquatic nuisance species of the Council of the Great Lakes Governors)	Mise en œuvre des engagements pris par les gouverneurs et les premiers ministres pour lutter contre les EAE, mise en œuvre de l'entente d'aide mutuelle. 2019-2020 : Une conférence téléphonique. Prévisions 2020-2021 : Maintien des activités.	Professionnels des provinces et États des Grands Lacs, environnement et faune : Québec (MELCC et MFFP), Illinois, Indiana, Michigan, Minnesota, New York, Ohio, Ontario, Pennsylvanie, Wisconsin.

Comité national sur les espèces aquatiques envahissantes	Favoriser l'échange d'informations, améliorer la coopération et la coordination des activités nationales et intergouvernementales sur les espèces aquatiques envahissantes. 2019-2020 : Onze conférences téléphoniques et une rencontre en février 2020 (à distance). Prévisions 2020-2021 : Maintien des activités.	Professionnels des provinces et territoires, environnement et faune, MPO. Pour le Québec, MELCC, MFFP et MAPAQ participent.
Groupe directeur sur la conservation, la faune et la biodiversité (SMA)	Structure intergouvernementale sous la co-présidence d'ECCC et d'une province ou territoire qui traite des dossiers transversaux sur la biodiversité, notamment les espèces en péril, les espèces exotiques envahissantes, les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité et les dossiers fauniques. 2019-2020 : Neuf rencontres en ligne. Prévisions 2020-2021 : Dix rencontres en ligne.	MELCC, MFFP, ECC, autres provinces et territoires
Groupe fédéral-provincial-territorial sur la biodiversité	Structure intergouvernementale sous la co-présidence d'ECCC et d'une province ou territoire qui traite des dossiers transversaux sur la biodiversité, notamment les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité. 2019-2020 : Neuf rencontres en ligne. Prévisions 2020-2021 : Une rencontre en ligne par mois.	Professionnels du MELCC, ECC, autres provinces et territoires, et autres ministères fédéraux (MPO, AAC, RNC, Parcs Canada, etc.)
Comité directeur (SMA) et groupe de travail (professionnels) sur l'avenir de la Biosphère	Favoriser les échanges concernant l'avenir de la Biosphère 2019-2020 : Deux ateliers (juin et août) ont eu lieu en personne, ainsi que cinq rencontres en ligne. Prévisions 2020-2021 : Au moins deux rencontres en ligne.	SMA, directeurs et professionnels du MELCC, ECC, Ville de Montréal, Société du Parc Jean-Drapeau
Groupe de travail de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) sur la connectivité écologique	Sous la co-présidence de l'État du Vermont et du MFFP, ce groupe de travail vise la collaboration des organismes gouvernementaux de chaque côté des frontières dans les efforts de planification territoriale et de protection qui contribuent à la connectivité écologique ainsi qu'à la gestion durable des terres privées et publiques et des systèmes aquatiques. Le MFFP préside le Comité interministériel qui soutient les travaux du Groupe de travail.	MFFP, MTQ, MRIF, MELCC, Gouvernements des Maritimes et États de la Nouvelle-Angleterre et du Vermont

Comité directeur interministériel sur la diversité biologique(SMA) – Présidence	Le mandat du CDDB vise à mettre en œuvre les orientations gouvernementales, à partager les actions ministérielles en lien avec la diversité biologique et à faire le portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en vue de conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour être au rendez-vous de 2020. 2018-2019 : Aucune activité. Prévisions 2019-2020 : Deux rencontres, notamment pour relancer les travaux du Comité en vue de la préparation de la réponse du Québec au prochain cadre mondial sur la biodiversité post-2020. 2020-2021 : Aucune activité. Prévisions 2020-2021 : Deux rencontres, notamment pour relancer les travaux du Comité en vue de la préparation de la réponse du Québec au prochain cadre mondial sur la biodiversité post-2020.	MELCC, MERN, MCC, MFFP, MAMH, MAPAQ, MRIF, MCE – SAA, MÉES, MEI
Espèces menacées ou vulnérables - Comités de gestion (DG) et de coordination (professionnels) Canada-Québec – Loi sur les espèces en péril - Coprésidence	Assurer une mise en œuvre efficace de l'Entente de collaboration Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec par l'établissement, notamment, de programmations communes annuelles. 2018-2019 : Trois rencontres (deux du Comité de gestion et cinq du Comité de coordination). Prévisions 2019-2020 : Mêmes activités.	MELCC, MFFP, MAPAQ, ECCC, MPO et Agence Parcs Canada
Espèces menacées ou vulnérables - Comité directeur de l'Entente MELCC-MFFP, espèces menacées ou vulnérables (DG) - Coprésidence	Approbation du plan d'action annuel élaboré par les comités et les sous-comités de l'entente et des mesures de protection à mettre en œuvre sur le territoire forestier public à l'égard de certaines espèces menacées ou vulnérables. 2018-2019 : Une rencontre. Prévisions 2019-2020 : Une rencontre.	MELCC, MFFP
Espèces menacées ou vulnérables – Comité de coordination et sous-comité flore de l'Entente MELCC-MFFP (professionnels) - Coprésidence	Assurer le bon fonctionnement de l'entente administrative en établissant et en mettant en œuvre un plan d'action annuel. 2018-2019 : Huit rencontres (Quatre du comité de coordination et quatre du sous-comité flore). Prévisions 2019-2020 : Mêmes activités.	MELCC, MFFP
Comité de travail interministériel sur la certification de terrains industriels	Sous la présidence du MEI, voir à développer les critères et modalités d'un programme de certification de terrains industriels.	MEI, MELCC, MERN, MAMH, MTQ, MFFP

Groupe de travail pour la planification des aires protégées au Nunavik - Présidence	Identifier les opportunités de conservation et de développement économique, ainsi que les contraintes et les solutions à la mise en place de mesures de conservation au Nunavik.	MELCC, MERN, MFFP, Administration régionale Kativik
Sous-comité technique Cris-Québec sur les aires protégées	Mettre en œuvre l'article 25 de l'Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses en établissant une équipe de travail conjointe « ayant pour objectif d'identifier dans le territoire de la CBJNQ d'autres aires d'importance spéciale écologique, environnemental ou culturelle pour les Cris, [...] afin d'identifier des aires de protection additionnelles dans le Territoire de la CBJNQ et ce, dans le contexte des orientations du Québec sur les aires protégées, y compris le Plan Nord ».	MELCC, Gouvernement de la nation crie
Groupe de travail technique sur la mise en œuvre de l'annexe C de l'Entente Baril-Moses	Documenter les enjeux et les potentiels dans le secteur de l'annexe C et de l'article 24 de l'Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses et élaborer une proposition gouvernementale d'aire protégée en réponse à l'annexe C et aux préoccupations de la communauté de Waswanipi. Les travaux du groupe de travail ont démontré que ce secteur avait un très fort intérêt de conservation, mais également possiblement un potentiel minier intéressant. Afin de documenter ce potentiel minier, une campagne d'acquisition de connaissance géologique a été organisée à l'été 2019 par Géologie Québec. L'analyse des résultats est toujours en cours.	MELCC, MFFP, MERN, SAA
Groupe bilatéral (Canada –Québec) sur les aires marines protégées Canada–Québec - Coprésidence	Favoriser l'établissement d'aires marines protégées dans le milieu marin québécois. Un projet d'entente cadre est entré en vigueur à cette fin le 19 mars 2018 ainsi qu'un projet d'accord intergouvernemental pour la désignation d'une aire marine protégée conjointe au Banc-des-Américains, en Gaspésie début mars 2019.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MPO, PC, ECCC
Groupe de travail estuaire (professionnels) - Coordination	Comité créé par le Groupe bilatéral sur les aires marines protégées Canada–Québec pour le développement d'un projet d'aire marine protégée dans l'estuaire.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, Secrétariat de la stratégie maritime, MPO, PC, ECCC
Groupe de mise en œuvre des aires protégées en lien avec le rétablissement du caribou forestier - Coordination	Deux rapports ont été produits; un portant sur la création d'aires protégées en forêt aménagée, et l'autre sur la création d'une ou deux aires protégées, principalement au nord de la limite nordique des forêts attribuables. Mandat en cours : réalisation de l'analyse de connectivité et identification de secteurs prioritaires pour le maintien de la connectivité.	MELCC, MERN, MFFP, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Grand Conseil des Cris, Nature Québec, Première Nation innue de Mashteuiatsh, SNAP Québec

Comité connaissance sur le territoire nordique québécois – Présidé par le MERN	Assurer la coordination des activités de connaissance et d'acquisition et de diffusion des données géographiques à référence.	MERN, MELCC, MTESS, MCC, MTQ, MFFP, MAPAQ, MAMH, MTO, MÉES
Comité directeur sur les aires protégées – Présidé par le MELCC	Concerter le MELCC, le MERN et le MFFP dans la réalisation des orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées pour atteindre les cibles gouvernementales.	MELCC, MFFP, MERN, SÉPAQ
Comité directeur pour la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité du bilan de phosphore	Assurer la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité applicables au respect des dispositions du bilan de phosphore dans le respect du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) dans les programmes de la FADQ et du MAPAQ.	MELCC, MAPAQ, FADQ
Comité interministériel pour l'inscription d'Anticosti au patrimoine mondial	Assurer la coordination des actions gouvernementales visant à soutenir la préparation du dossier de proposition d'inscription de l'île d'Anticosti, d'ici novembre 2020 et effectuer les représentations nécessaires auprès du gouvernement canadien afin que le dossier soit déposé, en priorité, auprès de l'UNESCO en vue de son évaluation et de son inscription à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.	MELCC, MRIF, MAMH, MCC, MT, MFFP, MERN, SAA et SÉPAQ
Table UNESCO Anticosti	Favoriser par la concertation des acteurs de l'île d'Anticosti, le développement d'une vision commune du bien et un sentiment de responsabilité partagée pour sa préservation future et la mise en valeur. La Table vise à : • Mettre en place un réseau d'échange et d'information entre les parties prenantes; • Discuter, analyser et faire des recommandations quant à la désignation du bien, sa protection, sa gestion et sa gouvernance; Diffuser l'information relative au contenu et à état d'avancement du projet au sein des organisations respectives.	Promoteurs de la candidature : • Maire de la municipalité de l'Île-d'Anticosti • Responsable scientifique • Nature Québec Premières nations : • Ekuanitshit • Nutashkuan Ministères : MRIF, MELCC, MFFP, MERN, MAMH, MCC, MTO, SAA Autres : • MRC Minganie • Tourisme Côte-Nord • Pourvoyeurs • SÉPAQ Représentant des résidents

Groupe de travail sur la simplification administrative de l'écoconditionnalité	Examiner, de concert avec l'industrie agricole, la possibilité de simplifier la gestion administrative de l'écoconditionnalité relative à l'exigence de déposer chaque année un bilan de phosphore, selon les enjeux soulevés lors de la consultation des milieux d'affaires que le Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif a tenue en 2015. Plus spécifiquement, le groupe de travail a pour mandat de : • Documenter la problématique liée à la gestion administrative du bilan de phosphore; • Consulter l'industrie agricole afin d'identifier des pistes de simplification potentielles; • Proposer des mesures de simplification administrative en ce qui a trait à l'obligation pour les exploitants agricoles de produire et de déposer chaque année un bilan de phosphore; • Évaluer la faisabilité des mesures proposées, et le cas échéant, envisager différents scénarios; • Élaborer un plan de travail général décrivant les grandes phases des travaux à réaliser et les échéanciers retenus; • Produire un rapport synthèse des recommandations. Ce mandat découle de la mesure 9 du Plan d'action gouvernemental 2016-2018 en matière d'allègement réglementaire et administratif – Bâtir l'environnement d'affaires de demain. Des recommandations portant sur des pistes de simplification possibles ont été déposées par le groupe de travail interministériel sur la simplification de l'écoconditionnalité. Une fois le rapport de recommandations déposé, le groupe de travail sur la simplification est devenu le comité directeur interministériel, afin d'assurer la mise en œuvre de ces recommandations. Le comité directeur interministériel a tenu 2 rencontres téléphoniques au cours de l'année 2019-2020. Une analyse approfondie des recommandations de la part des MO concernées est faite, afin de voir à leur mise en œuvre.	MELCC, MAPAQ, MEI, FADQ

<table>
<tr>
<td>Comité interministériel du développement durable (CIDD) – Présidé par le MELCC</td>
<td>Concerter les intervenants (ministères et organismes) visés par la Loi sur le développement durable (LDD).
Collaborer à l'établissement des orientations gouvernementales sur le sujet.
Participer à la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des rapports requis par la LDD.</td>
<td>Tous les MO suivants :
<table>
<tr><td>Ministères (20)</td><td colspan="2">Organismes (34)</td></tr>
<tr><td>MELCC
MCC
MFA
MJQ
MSSS
MSP
MAPAQ
MEI
MÉES
MTESS
MERN
MIFI
MAMH
MFQ
MFFP
MRIF
MTQ
MCE
MTOU
SCTMAMH</td><td>BANQ
BAPE
CRIQ
CSPQ
CCQ
CNESST
CPTAQ
CDPDJ
CCQF
FADQ
FRQ (3)
HydroQc
Invest-Qc
ISQ
INESSS
Loto-Qc
Régie Énergie</td><td>OPC
OPHQ
RAMQ
RBQ
Revenu-Qc
Recyc-Qc
Retraite-Qc
SAAQ
SAQ
SÉPAQ
STQ
SHQ
SCCQ
SPN
SQI
SQDC
TEQ</td></tr>
</table>
</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité de pilotage STRADDAQ – Comité sous la responsabilité du MAPAQ</td>
<td>Assurer le suivi de la Stratégie québécoise de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec (STRADDAQ) et de la réalisation ainsi que de la conformité des travaux par les piscicultures participantes.
Aucune rencontre en 2019-2020 entre les trois partenaires.
Des échanges sont prévus en 2020-2021 (finalisation et dépôt du Bilan l'Entente de la STRADDAQ 2004-2016).</td>
<td>MAPAQ, MELCC, AAQ</td>
</tr>
</table>

Groupe d'experts interministériel en bruit environnemental (GEIBE)	Partager les connaissances, accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé, la sécurité et la qualité de vie. Environ une fois/mois en 2018-2019.	MSSS, MELCC, MTQ, MAMH, MERN, INSPQ, DSP-Montréal
Table d'accompagnement conseil des entreprises pour le développement durable (TACEDD) Co-présidé par le MELCC	Concerter, développer l'expertise des ministères et organismes et les outils nécessaires afin d'aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.	MEI – présidence, MELCC, MFQ, RQ, IQ, RECYC-QUÉBEC, CCQ, SHQ, MCC, MTO, SPN, MFFP, CRIQ, FADQ, MFA, MTESS, CNESST, MAPAQ, MTESS – Emploi Québec, MERN, Loto-QC, MRIF, MTO
Table d'accompagnement conseil des organismes municipaux (TACOM) Co-présidé par le MELCC	Favoriser l'adoption par les organismes municipaux de démarches intégrées de développement durable. Rencontres 2019-2020 : 6 février 2020. Rencontres prévues 2020-2021 : 8 avril 2020.	MAMH - présidence, MELCC-collaborateur, ADGMQ - Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, ADGMRCQ - Association des directeurs généraux des MRC du Québec ADMQ - Association des directeurs municipaux du Québec, COMAQ - Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, FQM - Fédération québécoise des municipalités, UMQ - Union des municipalités du Québec, Ville de Montréal, Ville de Québec

Table d'accompagnement conseil du réseau de l'éducation (TASCO) Co-présidé par le MELCC	Faciliter l'émergence de solutions novatrices aux problèmes soulevés par le développement durable dans le milieu scolaire, et permet la mise en place de nouvelles initiatives qui viennent à appuyer celles déjà en cours dans le réseau de l'éducation, en matière de pratiques de gestion et de pédagogie. Rencontre 2018-2019 : 19 février 2019. Rencontres 2019-2020 : 18 juin 2019, 26 novembre 2019, 17 mars 2020.	MÉES – présidence, MELCC, Membres 2019-11-26 ACCPQ Association des conseillères et des conseillers pédagogiques du Québec ACSAQ Association des commissions scolaires anglophones du Québec ADIGECS (Association des directions générales des commissions scolaires), ADGCSAQ (Association des directions générales des commissions scolaires anglophones du Québec), AMDES Association montréalaise des directions d'établissement scolaire AQCS Association québécoise des cadres scolaires du Québec AQPDE Association québécoise du personnel de direction des écoles (FCSQ) Fédération des commissions scolaires du Québec FQDE Fédération québécoise des directions d'établissement FEEP (Fédération des établissements d'enseignement privés), Participation occasionnelle de certain MO identifiés selon les besoins, parteniares du milieu, experts du milieu universitaire.

Conseil régional des ressources en eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent	Assurer la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Deux rencontres en juin et décembre 2019 et une dizaine de rencontres téléphoniques de suivi. Une rencontre du comité scientifique de l'Entente a eu lieu en septembre 2019.	Les Parties signataires de l'Entente, c'est-à-dire les huit États américains (Minnesota, Wisconsin, Illinois, Indiana, Ohio, Michigan, Pennsylvania, New York), l'Ontario et le Québec
Groupe d'accompagnement conseil du réseau de la santé et des services sociaux (GACRSS) – Co-présidé par le MELCC	Soutenir l'adoption de démarches en développement durable dans ce réseau. Le mandat du GACRSSS se décline en deux volets : • Appuyer le ministère de la Santé et des Services sociaux dans l'offre de soutien concret aux établissements du réseau en ce qui a trait au développement durable; • Faciliter le suivi des exigences gouvernementales en lien avec le développement durable au sein du réseau. Le GACRSS a également pour but de clarifier les demandes ne provenant pas du MSSS et qui concernent les opérations et installations des établissements du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS). Rencontre 2018-2019 : 22 janvier 2019. Rencontres 2019-2020 : 20 novembre 2019, 6 février 2020.	MSSS – présidence, MELCC, Membres permanents CIUSSS de l'Ouest-de-l'île-de-Montréal, CHU Ste-Justine, CISSS de la Côte-Nord, Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)* CHU de Québec – Université Laval Membres consultatifs MAMH, TÉQ, CSPQ*, RECYC-QUÉBEC, MAPAQ, MÉES, SQI* Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec (GACEQ)*
Conseil international du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent	Assurer le suivi de la gestion opérationnelle du lac Ontario afin de s'assurer du respect du Plan 2014 portant sur la régularisation du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Contribuer à la réalisation de mandats spécifiques du Conseil. Siéger sur des sous-comités techniques. Participer aux rencontres régulières du Conseil (4 par année).	MELCC, CMI, ECCC, OPG, HQ, NYPA, USACE, Voie Maritime.
Comité de gestion adaptative des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent	Planifier, suivre et réaliser l'évaluation environnementale du plan 2014. Contribuer à la réalisation de mandats spécifiques du Comité. Siéger sur des sous-comités techniques. Évaluer à long terme l'efficacité du plan de gestion 2014. Participer aux rencontres régulières du Conseil (4 par année).	MELCC, MRNF-Ontario, CMI, ECCC, MPO, OPG, HQ, NYPA, USACE, NOAA, EPA, DEC-NY

Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 / Plan d'action Saint-Laurent (PASL) Comité directeur de l'Entente (CDE)	Assurer la mise en œuvre et la gestion de l'entente. Deux rencontres ont eu lieu (juin et décembre 2019). Deux rencontres en 2020-2021. Aucune dépense prévue.	MELCC, MAMH, MERN, MAPAQ, MTQ, MSSS, MTO, MSP, ECCC, MPO (Pêches et Océans Canada), AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada), ACÉE (Agence canadienne d'évaluation environnementale), PC (Parcs Canada), ASPC (Agence de la santé publique du Canada), SC (Santé Canada), TC (Transports Canada), SPAC (Services publics et Approvisionnement Canada)
Comité exécutif de l'Entente (PASL)	Rendre opérationnel les décisions prises par le CDE et de régler les questions administratives. Il assure un suivi des actions déterminées par le CDE et effectue un suivi de la planification annuelle des produits et activités de communication. Quatre rencontres régulières ont eu lieu (mai, septembre et novembre 2019) et deux rencontres spéciales (juin et septembre 2019).	Les coprésidents de l'Entente (un pour le Québec et un pour le gouvernement fédéral), deux secrétaires et deux représentants du Secrétariat responsables de la coordination de l'Entente (l'un provenant d'ECCC et l'autre du MELCC)
Secrétariat de l'Entente (PASL)	Assure la coordination du PASL. Il appuie le CDE et le CE dans leurs responsabilités et offre un soutien logistique aux comités de suivi et aux groupes de travail. Il fait le suivi en continu de l'avancement des actions conjointes prévues aux annexes du PASL. Trois rencontres ont été tenues (mai, septembre et octobre 2019).	Membres provenant du bureau de coordination du PASL d'ECCC et du MELCC : deux co-secrétaires, deux responsables de la coordination de l'Entente (un fédéral et un provincial), les coordonnateurs des comités de suivi et des groupes de travail et deux conseillers en communication.

Comité de suivi Amélioration de la qualité de l'eau (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu amélioration de la qualité de l'eau et effectuer la reddition de compte auprès du Comité directeur de l'Entente (CDE). Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, MFFP MERN, MAPAQ, MSP, MSSS, ECCC, MPO, SC, ASPC, APC, AAC
Comité de suivi Conservation de la biodiversité (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu biodiversité et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, MFFP, MERN, MAPAQ, ECCC, MPO, APC, AAC
Comité de suivi Pérennité des usages (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu usages et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, MERN, MTQ, MTO, MAMH, MSP, ECCC, MPO, TC, ASC, TPSGC, ACÉE, APC
Groupe de travail Suivi de l'état du Saint-Laurent (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail SÉSL et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, MFFP, ECCC, MPO, APC, Stratégies Saint-Laurent
Comité de coordination du projet PASL sur le suivi de la biodiversité dans les aires protégées le long du fleuve Saint-Laurent	Assurer la mise en œuvre du projet et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. 2019-2020 : Trois rencontres. Prévisions 2020-2021 : Au moins trois rencontres.	MELCC, MFFP, ECCC
Groupe de travail Prévision numérique environnementale (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, ECCC, MFFP, MPO
Comité de concertation sur les changements climatiques (PASL) co-présidence	Identifier les principaux enjeux et les besoins en matière de recherche relatifs aux impacts des changements climatiques, aux vulnérabilités et aux options d'adaptation et favoriser le partage d'expertise dans ce domaine.	MELCC, ECCC

Comité de concertation sur la navigation (CNN) (PASL)	Le CCN a pour but de poursuivre et d'accroitre l'efficacité et la qualité de la concertation entre les intervenants touchés par les questions de navigation sur le fleuve Saint-Laurent en adéquation avec les principes de développement durable. Entre trois et cinq rencontres par année.	MTQ et TC (coprésidence) MELCC, MFFP, MTO, ECCC, MPO, Fédération de la voile du Québec, Escadrilles canadiennes de plaisance, Association maritime du Québec, Fédération maritime du Canada, Stratégie Saint-Laurent, Société du développement économique du Saint-Laurent, Alliance Verte, Administration portuaire de Montréal, Armateurs du Saint-Laurent, Corporation des pilotes du Bas-Saint-Laurent, Corporation des pilotes du Saint-Laurent central, Administration de pilotage des Laurentides, Réseau d'observation des mammifères marins, Nature Québec, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Comité sur la gestion intégrée du dragage et des sédiments (CGIDS) (PASL)	Le CGIDS se préoccupe de la gestion intégrée du dragage des sédiments, l'un des enjeux majeurs de la Stratégie de navigation durable issue du Comité de concertation navigation du PASL. Le CGIDS a ainsi pour mandat d'améliorer la gestion des activités de dragage au Québec afin d'assurer une protection adéquate des écosystèmes et de la santé publique, tout en permettant le développement de la navigation sur le Saint-Laurent. Deux à quatre réunions par année.	MELCC-présidence, MFFP, ECCC, MPO, TC, SPAC, ONG & SSL Administration portuaire de Montréal (APM)
• Comité sur les technologies de traitement d'eaux usées • Comité sur les technologies de traitement en eau potable • Comité directeur sur les technologies de traitement de l'eau (Note : ces trois comités contribuent au même mandat avec les mêmes entités)	Valider la performance des nouvelles technologies de traitement des eaux afin de s'assurer que les installations de traitement autorisées par le MELCC sont en mesure de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable ou les exigences relatives aux rejets pour les ouvrages d'assainissement et, pour le MAMH, de s'assurer de la pérennité des installations de traitement subventionnées. Le MAMH ne siège plus aux comités directeur et techniques. Plusieurs rencontres tenues en 2019-2020.	MELCC, BNQ

Comité de mise en œuvre de l'Entente de collaboration concernant les infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées	Préciser les mécanismes d'échanges et de collaboration entre les deux ministères relativement à l'entente administrative. Ce comité vise à assurer la collaboration entre le MELCC et le MAMH sur les dossiers traitant des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées. Deux rencontres ont été tenues en 2019-2020. Aucune rencontre prévue en 2020-2021.	MELCC, MAMH
Comité directeur interministériel de la Stratégie québécoise sur l'eau	Assurer la coordination interministérielle dans le cadre de l'élaboration de la mise en œuvre, du suivi et de la reddition de compte de la Stratégie québécoise de l'eau. Deux rencontres tenues en 2019 (mai et septembre).	MELCC, MAMH, MFFP, MEI, SAM, MSP, MAPAQ, MRI MERN, MSSS, MTQ
Comité de liaison MELCC – MAMH - Emploi-Québec – Formation et certification des opérateurs en eaux usées	Assurer le développement du programme de certification concernant la compétence des opérateurs de stations d'épuration municipale selon les nouvelles exigences du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et voir à l'ajustement des programmes de formation. Aucune rencontre tenue en 2019-2020.	MELCC, MAMH Emploi-Québec
Comité de suivi MELCC - MAMH sur la mise aux normes des installations municipales d'eau potable (Opération 200 et 90)	Faire le suivi des opérations 90 et 200 (Mise aux normes des installations d'eau potable).	MELCC, MAMH
Comité interministériel/Groupe de travail sur les solutions alternatives	Le mandat du groupe de travail consiste à discuter de solutions alternatives, permanentes ou temporaires, pour assurer un approvisionnement adéquat en eau potable dans un contexte de petits réseaux de distribution pour lesquels les solutions usuelles ne sont pas financièrement viables. Deux rencontres en 2019-2020.	MELCC, MAMH, MSSS
Comité de liaison eau santé	Information, concertation et coordination concernant : • Les problématiques de qualités des eaux potables, souterraines et récréatives (en plans d'eau naturels ou en bassins artificiels); • La réalisation de projets en découlant Une rencontre en 2019-2020.	MELCC MSSS-INSPQ
Comité interministériel MERN - MELCC sur la coordination des actions dans le domaine minier	Coordonner les actions des deux ministères dans le domaine minier et échanger sur la progression des dossiers d'intérêt commun. Convenir, au besoin, de moyens et d'échéanciers permettant de favoriser la progression des actions et de ces dossiers pour répondre aux besoins d'une ou des deux parties.	MERN, MELCC

Comité directeur de SAgE pesticides	Assurer la mise en œuvre de l'Entente de partenariat 2018-2023 relative à SAgE pesticides, à la base de données sur les caractéristiques des pesticides d'usage agricole, à l'indicateur de risque des pesticides du Québec-IRPeQ et à l'IRPeQ express. Une rencontre a eu lieu en mai 2019.	MELCC, MAPAQ INSPQ (MSSS)
Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA)	Amener les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à se concerter afin de renforcer la cohésion entre les organisations dont l'intervention auprès de la population québécoise contribue à la promotion, à l'adoption et au maintien d'une saine alimentation; contribuer à l'identification de mesures structurantes ainsi qu'à la planification et à la mise en œuvre de projets conjoints prometteurs en matière de saine alimentation. En 2018-2019, des rencontres de la Table se sont tenues le 24 mai 2018, le 20 septembre 2018 et le 15 novembre 2018 ainsi que le 14 février 2019. En 2019-2020, des rencontres sont prévues le 23 mai 2019, le 19 septembre 2019 et le 19 novembre 2019.	MSSS, MELCC, MAMH, MAPAQ, MEES, MTESS, MFA, MCEMAMH
Comité interministériel MERN-MELCC sur les projets d'exploitation de tourbe	Établir un mécanisme de concertation interministérielle pour le traitement des dossiers d'exploitation de la tourbe. Produire un formulaire spécifique aux demandes d'autorisation pour des projets d'exploitation de tourbe.	MERN, MELCC, APTHQ
Comité expert sur la rivière Chaudière – sous la responsabilité du MELCC	Proposer un plan de gestion de la contamination résiduelle par les hydrocarbures pétroliers dans la rivière Chaudière à la suite de l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic et coordonner sa mise en œuvre. Comité en veilleuse jusqu'à la reprise du suivi environnemental de la rivière Chaudière en 2022. Aucune réunion en 2019-2020 et 2020-2021.	MELCC, MFFP
Comité interministériel du Plan d'action 2020-2025 de la Stratégie Québec maritime	Coordonné par le Secrétariat à la stratégie maritime du ministère des Transports du Québec, le mandat du comité est d'assurer le suivi du développement de la nouvelle vision maritime du Québec et du Plan d'action 2020-2025, ainsi que la cohérence des actions et mesures proposées. En 2019-2020, le comité s'est rencontré à cinq reprises.	MTQ, MCC, MERN, MELCC, MAMH, MAPAQ, MTESS, MCE, MEI, MÉES, MRIF, MFQ, MFFP, MSP, MTO, Société du Plan Nord

Comité externe - Table de travail pour favoriser la valorisation des résidus miniers	Objectif : Favoriser la valorisation de résidus miniers dans l'optique de réduire l'empreinte environnementale des activités industrielles des établissements miniers. Résultats atteints : Le document *Guide explicatif – Droits annuels exigibles des titulaires d'attestation d'assainissement en milieu industriel* a été modifié en janvier 2016.	MELCC, AMQ, MERN, IRME-UQAT
Comité sur l'Environnement de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Le comité sur l'environnement supervise tous les travaux du Comité directeur sur les changements climatiques, du Groupe de travail sur la connectivité des habitats et de celui sur l'adaptation aux changements climatiques. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020.	MELCC, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur sur les changements climatiques de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Sous la responsabilité du Comité sur l'environnement, assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional contre les changements climatiques et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les changements climatiques. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020 pour le suivi de la mise en œuvre du plan régional sur le transport et qualité de l'air	MELCC, MERN, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur sur le transport et la qualité de l'air de la CGNA-PMEC	Assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional sur le transport et la qualité de l'air et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les transports et la qualité de l'air. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020 pour le suivi de la mise en œuvre du plan régional sur le transport et qualité de l'air	MELCC, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur de la Coalition Under2/The Climate Group - secrétariat	Proposer des initiatives pour favoriser des échanges de meilleures pratiques en matière de changements climatiques et développer des initiatives de la Coalition à l'international dont le Fonds pour l'avenir de la Coalition.	MELCC, MRIF, 240 États fédérés et villes
RegionsAdapt (nrg4sd) –Groupes de travail sur l'adaptation aux changements climatiques dans les thèmes : biodiversité, eau, impacts économiques, résilience et gestion des risques, ressources en eau	Participer à la promotion, la coopération et le partage des meilleures pratiques et expériences en adaptation aux changements climatiques.	MELCC, INSPQ, MFFP, MAPAQ, MEI, Ouranos, Autres États

Comité directeur de l'International Carbon Action Partnership (ICAP)	Le Partenariat International d'Action sur le Carbone (ICAP) est un forum international pour les gouvernements et les pouvoirs publics ayant mis en œuvre ou envisageant des systèmes d'échange de quotas d'émission (ETS) pour les émissions de gaz à effet de serre. Les membres ont la possibilité de discuter en profondeur des questions relatives au développement et à la mise en œuvre d'un ETS et de questions de compatibilité entre ETS, ainsi que de partager les meilleures pratiques, en vue de créer un marché mondial du carbone efficace. Le partenariat compte des autorités nationales, infranationales et supranationales des quatre continents. Le Québec est co-président de cet organisme.	MELCC (pour le Québec), Autres gouvernements participants
Conseil d'administration du consortium Ouranos	Gestion des activités courantes prévisionnelles du Consortium Ouranos	MELCC, MTQ, MSP, MSSS, Hydro-Québec, Universités (3), Environnement et changement climatique Canada (ECCC), 2 partenaires externes
Comité directeur MELCC-Ouranos dans le cadre de l'entente concernant le financement de projets en adaptation en soutien à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques	Évaluer et approuver pour financement les projets jugés pertinents et prioritaires pour le gouvernement du Québec, dans le cadre du PACC 2013-2020 et de la Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020. Veiller à ce que les sommes versées par le MELCC soient utilisées aux fins prévues.	MELCC, Ouranos
Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures	L'unité de vigilance s'assure pour l'ensemble des projets d'infrastructures de transport de pétrole et de gaz au Québec : • Du maintien des relations avec les communautés concernées en effectuant un suivi régulier des opérations; • Que toute l'information relative à la sécurité et à la protection de l'environnement est transmise aux acteurs directement concernés; • Que la formation donnée aux intervenants d'urgence est adaptée aux besoins; • Que des mesures de protection des plans d'eau appropriées sont appliquées; • Que les entreprises disposent de plans d'urgence et environnementaux complets et adéquats.	MERN, MELCC, MAPAQ, MFQ, MAMH, MSP, RBQ, Compagnies pétrolières lorsque requis, Canadien National si requis, Armateur si requis

Groupe d'étude international du Lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Mettre en œuvre un plan de travail pour atténuer les impacts des inondations du lac Champlain et de la rivière Richelieu et en encadrer la réalisation.	MELCC, ECCC, US- NWS, USGS, LCBP, CMI, Vermont-DEC, NY State-DEC
Table nationale des administrateurs de réseau hydrométrique	Fournir une orientation aux activités du Programme hydrométrique au Canada en se concentrant sur les questions d'intérêt commun.	MELCC, ECCC, Provinces et territoires canadiens
Comité des coordonnateurs du programme national de relevés hydrométriques	Assurer la mise en œuvre du Programme national d'hydrométrie pour lequel le Québec entretien une entente de collaboration avec Environnement Canada concernant la surveillance hydrométrique sur le territoire québécois.	MELCC, ECCC, Provinces et territoires canadiens
Comités de programme d'Ouranos	L'objectif de ces comités de programme est de favoriser le développement des connaissances et de solutions d'adaptation dans ces domaines, en concertations avec les acteurs impliqués et le milieu.	Ouranos (responsable), MELCC , Plusieurs dizaines de MO et partenaires externes
Comité intersectoriel sur la contamination environnementale dans l'arrondissement Limoilou	Réduire à la source les émissions de contaminants dans l'air ambiant provenant de l'arrondissement La Cité-Limoilou. Mettre en place des mesures de mitigation appropriées et réalistes qui permettront de réduire la contamination dans l'air ambiant.	MELCC, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale (CRE), MTQ,Papier White Birch, Ville de Québec, AIM, Arrimage Saint-Laurent (ASL), Administration portuaire de Québec
Comité directeur du Plan de conservation des habitats de l'Est (PCHE)	Assurer la planification et la vision du PCHE en établissant les objectifs et priorités de conservation des habitats de la sauvagine et en coordonnant l'élaboration de programmes de conservation. Le comité soutient aussi la démarche de propositions des partenaires en lien avec le financement disponible au Conseil du PCHE (États-Unis).	MELCC, MFFP, SCF, Canards Illimités Canada, Fondation de la Faune, Conservation de la Nature Canada
Comité consultatif de l'environnement Kativik	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au Nunavik.	Québec Canada Administration régional Kativik

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au territoire de la Baie-James. Conseiller les gouvernements concernant l'élaboration de politiques, de lois et de règlements pouvant affecter l'environnement ou les communautés sur les territoires de la Baie-James.	Québec, Canada Gouvernement de la nation crie
Négociation territoriale globale avec les Attikameks	Rédiger une entente de principe avec les trois communautés attikameks et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MELCC, MFFP, MERN, SQRC), Canada Attikamek
Négociation territoriale globale avec les Innus	Rédiger un traité avec trois communautés innues et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MELCC, MFFP, MERN, SQRC) ; Canada ; Innus (Essipit, Mashteuiatsh, Natsahquan)
Groupe interministériel de soutien à la consultation autochtone	Conseiller les ministères sur la consultation des communautés autochtones. Établir les balises et les documents d'orientation.	SAA, MELCC, MFFP, MERN, MCC, MAMH, MTQ
Comité sur les relations avec les Autochtones – aires protégées et biodiversité	Échanger de l'information sur les relations autochtones en lien avec les mandats des équipes concernées. 2017-2018 : Quatre réunions tenues. 2018-2019 : Quatre à six réunions à prévoir.	MELCC, MFFP-Parcs
Comité directeur de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQGRH)	Coordonner les approches relatives à la cartographie du réseau hydrographique du Québec et à la mise en œuvre de l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ. Une rencontre par année.	MERN, MELCC
Comité de pilotage de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ)	Assurer la production, le maintien et la mise à jour des données telles que convenu dans l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ. 2017-2018 : Trois rencontres. 2018-2019 : Trois rencontres à prévoir.	MELCC
Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC)	Évaluer la situation des espèces sauvages menacées de disparition au Canada en vue de leur désignation comme espèces en péril au Canada en vertu de la Loi sur les espèces en péril (LEP). 2018-2019 : Deux rencontres. Prévisions 2019-2020 : Deux rencontres.	Québec (MELCC, MFFP), ECCC, MPO, Parcs Canada, Musée canadien de la Nature, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, experts sur les groupes d'espèces, ONG

Équipe de rétablissement des espèces canadiennes en péril (RESCAPÉ)	Veiller au rétablissement des espèces en péril au Canada. 2018-2019 : Deux rencontres en personne et sept conférences téléphoniques. Prévisions 2019-2020 : Deux rencontres en personne et cinq conférences téléphoniques.	Québec (MELCC, MFFP), MPO, Parcs Canada, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, Conseils de gestion de la faune, ONG
Groupe de mise en œuvre pour le rétablissement du ginseng à cinq folioles	Réaliser le rétablissement du ginseng à cinq folioles, une espèce menacée au Québec. 2018-2019 : 1 rencontre Prévisions 2019-2020 : Deux rencontres.	MELCC, ECCC, Biodôme, ONG
Groupe de mise en œuvre pour le rétablissement de la polémoine de van Brunt	Élaborer, coordonner et réaliser diverses activités afin de contribuer au rétablissement de la polémoine de Van Brunt au Québec. 2018-2019 : 1 conférence téléphonique Prévisions 2019-2020 : Même activité.	MELCC, ONG
Équipe de rétablissement de la flore menacée de l'estuaire d'eau douce du Saint-Laurent	Favoriser le rétablissement des plantes en situation précaire de l'écosystème de l'estuaire d'eau douce du Saint-Laurent, notamment de la gentiane de Victorin et de la cicutaire de Victorin. 2018-2019 : 1 rencontre Prévisions 2019-2020 : Deux rencontres.	MELCC, ECCC, experts, ONG
Groupe de travail sur la protection des espèces menacées ou vulnérables en forêt privée	Améliorer la protection des espèces menacées ou vulnérables (EMV) dans le contexte des aménagements forestiers en forêt privée. Mandat de courte durée : fin mai 2020.	MELCC, MFFP

Comité de liaison MELCC - Fédération des producteurs forestiers du Québec - Groupements Forestiers Québec	Faciliter la collaboration et la concertation entre les ministères et les organismes représentant les propriétaires de boisés privés autour d'enjeux communs. Examiner les problématiques spécifiques aux propriétaires de boisés privés en lien avec les enjeux environnementaux et le cadre réglementaire en vigueur. Échanger et alimenter la réflexion sur les orientations gouvernementales futures. En 2019-2020, deux rencontres ont eu lieu, soit le 5 septembre 2019 et le 23 janvier 2020. Ces rencontres ont permis de mettre en place le comité et d'amorcer la formation de groupes de travail sur des enjeux touchant la forêt privée. En 2020-2021, une rencontre est prévue en juin 2020 et une seconde à déterminer en 2021.	MELCC, MFFP, Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ), Groupements Forestiers Québec (GFQ)
Comité technique sur le suivi de conformité et d'efficacité de mesures de protection pour les EMV fauniques et floristiques prévues dans le cadre d'activités d'aménagement forestier	Évaluer l'atteinte des objectifs visés par les mesures de protection ciblées et ajuster au besoin les mesures de protection actuelles (amélioration continue).	MELCC, MFFP
Comité de travail sur le plan d'action intégré pour les espèces en péril sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Élaborer et réaliser un plan d'action intégré visant la conservation des habitats essentiels des espèces fauniques et floristiques en péril sur le territoire de la CMM	ECCC, MELCC, MFFP, CMM, consultante externe
Comité interministériel sur la création d'un parc régional aux Îles-de-la-Madeleine	Ce comité interministériel a pour mandat d'enclencher le processus d'analyse et de discussion avec la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine en vue de la création d'un parc régional éclaté sur les terres publiques de l'archipel madelinot et d'élaborer un plan de travail pour l'année 2020-2021.	MAMH, MELCC, MERN, MTQ, MAPAQ, MCC et CMIM (Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine)
Groupe de travail sur la situation générale des espèces sauvages au Canada	Le groupe de travail détermine les rangs de priorité de l'ensemble des espèces sauvages au Canada. Il est responsable devant le Comité des directeurs canadiens de la faune et, en définitive, devant le Conseil canadien, pour la conservation des espèces en péril, qui regroupe tous les ministres de la faune au Canada. Les rencontres ont généralement lieu par conférences téléphoniques ou sont associés aux rencontres du COSEPAC.	Québec (MELCC, MFFP), ECCC, MPO, Parcs Canada, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, représentants des centres de données sur la conservation.

Comité aviseur sur la flore menacée ou vulnérable	Évaluer la situation des espèces floristiques en vue de l'attribution d'un statut légal de protection en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables au Québec (LEMV). 2017-2018 : Une rencontre. Prévisions 2018-2019 : Deux rencontres.	MELCC, Agriculture Canada, IRBV, Parc Canada, Jardin Botanique
Comité d'accréditation des laboratoires d'analyse et Comité d'accréditation d'échantillonnage environnemental	Évaluer les dossiers des laboratoires et des entreprises concernant les demandes d'accréditation, d'extension de la portée et de maintien de l'accréditation. Le Comité transmet ses recommandations au ministre pour décision. Aucune rencontre physique en 2019-2020, mais consultations régulières par voie électronique	MELCC, Ordre des chimistes du Québec, Association des microbiologistes du Québec, Association des consultants et des laboratoires experts, Ordre des agronomes du Québec, UPA, MAPAQ, IRSST
Comité d'accréditation du programme d'accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds	Le Comité est consulté sur les questions relatives aux modifications des orientations du Programme. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC , Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier du Québec (Camo-Route), CAA-Québec, Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Montréal

Comité permanent de liaison Environnement / Municipalités (COPLEM)	Le COPLEM est un mécanisme d'échange d'information, de consultation et de concertation à l'égard des dossiers environnementaux touchant l'ensemble des municipalités. Co-présidé par le MELCC, le COPLEM d'orientation est de niveau sous-ministres et directeurs généraux. Relevant de ce COPLEM, le COPLEM technique, sous la responsabilité du MELCC, approfondit les dossiers sous l'angle technique et administratif. COPLEM d'orientation : une rencontre en mai 2019 et une rencontre en janvier 2020. COPLEM technique : une rencontre en avril 2019 et une rencontre en octobre 2019. COPLEM spécial : Plusieurs rencontres thématiques se sont tenues en 2019-2020.	MELCC, MAMH, FQM, UMQ, Ville de Québec, Ville de Montréal
Groupe d'action ministériel en matière d'aménagement du territoire (GAMA)	Élaborer le plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations. Ce groupe d'action est constitué de ministres.	MAMH, MERN, MELCC, Ministre responsable de la région de Montréal

Comité municipal du Groupe d'action ministériel en matière d'aménagement du territoire (GAMA)	Le comité municipal est un sous-comité du groupe d'action ministériel en matière d'aménagement du territoire (GAMA). C'est un comité consultatif dont le mandat est de produire des recommandations en vue de l'élaboration du plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations. Dates des rencontres : 4 septembre 2019 (Québec) 23 septembre 2019 (Québec) 30 octobre 2019 (Québec) 20 novembre 2019 (Québec) 11 décembre 2019 (Montréal) Note : - Le comité étant piloté par le MAMH, le MELCC ne sait pas s'il a un budget de fonctionnement.	MAMH, MERN, MELCC Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ) Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) Association des gestionnaires régionaux des cours d'eau du Québec (AGRCQ) Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ) Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) Fédération québécoise des municipalités (FQM) Union des municipalités du Québec (UMQ) Ville de Gatineau

Comité scientifique du Groupe d'action ministériel en matière d'aménagement du territoire (GAMA)	Le comité scientifique est un sous-comité du Groupe d'action ministériel en matière d'aménagement du territoire (GAMA). C'est un comité consultatif dont le mandat est de produire des recommandations en vue de l'élaboration du plan d'action gouvernemental en aménagement du territoire relatif aux inondations. Ce comité est sous la présidence du MERN, et le MELCC y siège en tant que membre. Note : Le MELCC ne sait pas s'il a un budget de fonctionnement. Dates des rencontres : 4 septembre 2019 (Québec) 11 octobre (Drummondville) 25 octobre (Québec) 27 novembre (Montréal)	Association des ingénieurs municipaux du Québec Institut national de la recherche scientifique Centre Eau Terre Environnement Hydro-Québec Ordre des urbanistes du Québec Ouranos Regroupement des organismes de bassins versants du Québec Rio Tinto Union des producteurs agricoles Université Concordia Université Laval Université de Montréal Université du Québec à Montréal Université du Québec en Outaouais Vivre en ville

Comité consultatif sur l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en zones inondables	Ce comité est un sous-comité du Groupe d'action ministériel sur les inondations, et est composé de cinq membres issus du comité municipal et cinq membres issus du comité scientifique. Il est mis en place afin de soutenir le gouvernement dans le cadre des travaux visant l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en zones inondables. Ce comité est sous la présidence du MELCC. 1ère rencontre : 10 mars 2020	Union des municipalités du Québec Fédération québécoise des municipalités Communauté métropolitaine de Montréal Communauté métropolitaine de Québec Ville de Gatineau Université du Québec en Outaouais Ouranos Université de Montréal Université Laval Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
Comité conjoint MELCC/ACRGTQ	L'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGTQ) regroupe les principaux entrepreneurs dans le domaine de la construction de routes et d'ouvrages civils ainsi que des exploitants de carrières et sablières. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, ACRGTQ
Comité conjoint MELCC/AMQ	L'Association minière du Québec (AMQ) regroupe des entreprises productrices de métaux, minéraux et métallurgiques. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, AMQ

Comité conjoint MELCC/CIFQ	Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) regroupe des entreprises dans les secteurs du bois de sciage ainsi que dans la production de panneaux, de pâtes, de papier et de carton. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, CIFQ
Comité conjoint avec l'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'ACIC regroupe des représentants de l'industrie de la chimie organique et inorganique au Québec.	MELCC, ACIC
Comité conjoint avec l'Association de l'aluminium du Canada (AAC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'AAC regroupe les trois compagnies productrices d'aluminium au Québec : Alcoa Canada, Aluminerie Alouette et Rio Tinto Alcan. Ces trois compagnies exploitent huit alumineries distinctes et différentes usines connexes ou en support à la production d'aluminium.	MELCC, AAC et des représentants de chacune des compagnies productrices d'aluminium au Québec
Comité conjoint avec l'Industrie de la métallurgie du Québec (IMQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'IMQ regroupe des représentants de l'industrie de la métallurgie au Québec. Une rencontre s'est tenue en 2018-2019.	MELCC, IMQ, Regroupement des représentants de certaines industries de la métallurgie
Comité conjoint avec le Regroupement de l'industrie des composites du Québec (RICQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. Une rencontre s'est tenue en 2018-2019.	MELCC, RICQ (regroupement de l'industrie des composites)
Conseil d'administration et comité directeur de l'organisme Western Climate Initiative (WCI Inc.)	L'organisme WCI Inc. a pour mandat d'offrir des services techniques et administratifs afin de supporter la mise en œuvre conjointe des Systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES de ses membres, notamment : registre de détention des droits d'émission de GES, plateforme de vente aux enchères, services financiers relatifs à la tenue de ventes aux enchères, service à la clientèle, surveillance du marché, etc.	MELCC, California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA), MOECC, Climate Action Secretariat de la Colombie-Britannique, WCI Inc.

Groupes de travail WCI, inc. • Tracking system Working Group • Monitoring Working Group • Auction Monitoring Working Group	Groupes de travail dont le mandat est d'assurer la coordination des opérations techniques en support à la mise en œuvre du marché du carbone (notamment pour ce qui concerne les ventes aux enchères).	MELCC, California Air Resources Board (CARB) et California Environmental, Protection Agency (Cal-EPA), MOECC, WCI Inc., Autres fournisseurs de service au besoin (ex. : CSRA)
Comité conjoint MELCC-Hydro-Québec	Suivi des dossiers réglementaires ou des politiques en cours et autres grands dossiers d'intérêt pour HQ. Des problématiques techniques particulières peuvent être abordées à ce comité, à l'occasion.	MELCC, Hydro-Québec
Comité de travail sur la gestion parasitaire	Proposer et réaliser des actions afin d'assurer la protection de la santé de la population et des travailleurs en matière d'utilisation de pesticides à des fins de gestion parasitaire en haussant le niveau de professionnalisme des entreprises de gestion parasitaire et des titulaires de certificats de sous-catégorie CD5 « Application pour extermination ».	CNESST, MSSS, MELCC, MEES, Association québécoise de la gestion parasitaire (AQGP), Commission scolaire des Premières Seigneuries (CSPS), Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Office de la protection du consommateur (OPC), Programme de conformité des pesticides de Santé Canada, Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD), Ville de Montréal

Comité fédéral, provincial et territorial sur la lutte antiparasitaire et les pesticides (Comité FPT et sous-comité)	Ce comité rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Le comité FPT conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les pesticides, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Des progrès sont réalisés pour améliorer les pratiques de lutte antiparasitaire durable au Canada et harmoniser, partout où c'est possible, les programmes et les politiques touchant aux pesticides, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Rencontre comité tenue en octobre 2019. Rencontre sous-comité tenue en juin 2019.	MELCC, MAPAQ, Santé Canada, Représentants des provinces canadiennes et des territoires
Comité opérationnel Hydro-Québec – MELCC (PEI-DMDP-DPRRILC)	Assurer le suivi et la mise en œuvre du plan d'action Hydro-Québec MELCC concernant les matières dangereuses et les lieux contaminés.	MELCC (Pôle d'expertise industriel, BEC, Direction des matières dangereuses et des pesticides, Direction du Programme de réduction des rejets industriels et des lieux contaminés), Hydro-Québec
Comité opérationnel Hydro-Québec - PEHN	Suivi et mise en œuvre du plan d'action d'Hydro-Québec concernant les travaux en milieux hydrique et naturel. Toutes les rencontres ont eu lieu en visioconférence.	MELCC (PEHN et CCEQ), Hydro-Québec
Comité de travail sur la recommandation agronomique de pesticides (MELCC/MAPAQ/Ordre des agronomes du Québec)	Proposer des orientations techniques concernant la mise en place de la recommandation agronomique pour l'utilisation des pesticides (Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018).	MELCC, MAPAQ, OAQ
Comité de suivi de la mise en œuvre des exigences règlementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques	Prendre connaissance et analyser les données des partenaires relatives à la mise en œuvre de la justification et de la prescription agronomiques, permettant notamment de documenter l'indépendance professionnelle des agronomes. Un rencontre en mai 2019, septembre 2019 et février 2020.	MELCC, Ordre des agronomes du Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Union des producteurs agricoles, Équiterre, Fédération des apiculteurs du Québec, Fondation David Suzuki.

Comité consultatif pour la mise en œuvre des exigences règlementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques	Le comité consultatif, coordonné par le MELCC, a pour principal mandat de diffuser auprès des partenaires les résultats des travaux issus du comité de suivi de la mise en œuvre des exigences règlementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques. Une rencontre s'est tenue le 23 mai 2019.	MAPAQ; MELCC; OAQ; UPA; Office des professions du Québec; Association des conseillers en agroenvironnement du Québec ; Association des marchands de semences; Association des producteurs de fraises et framboises du Québec; Association des producteurs maraîchers du Québec; Association professionnelle en nutrition des cultures; Conseil des vins du Québec; CropLife Canada; Équiterre; Fédération des apiculteurs du Québec ; Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec; Fondation David Suzuki; La Coop fédérée; Ordre des technologues professionnels du Québec; Pôle d'excellence en lutte intégrée; Producteurs de grains du Québec; Synagri Pôle d'expertise en services-conseils agricoles

Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement	Dans le cadre du Plan Nord, le 8 avril 2015, le gouvernement du Québec a confirmé son engagement à mettre 50 % du territoire situé au nord du 49e parallèle à l'abri d'activités industrielles d'ici 2035. Pour ce faire, il vise à ce que 20 % de ce territoire soit constitué d'aires protégées d'ici 2020 et s'est engagé à mettre en place un mécanisme d'affectation prioritaire du 30 % résiduel du territoire qui sera voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (Gouvernement du Québec, 2015). Le mandat du groupe de travail est de proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en œuvre en 2020.	Co-présidence : Société du Plan Nord et MELCC Membres : MERN, MFFP, MCE (SAA) Institut nordique du Québec ARK, Société Makivik Gouvernement de la nation crie Nation Naskapi, Communauté innues GREIBJ, AEMQ, AMQ, CIFQ, FEDECP Hydro-Québec
Groupe de travail ECCC/MELCC/MFFP sur la protection des espèces en péril et de leurs habitats au Québec	Identifier des pistes de solutions et mettre en place des façons de faire à court terme et à moyen termes pour éviter les situations qui pourraient requérir l'utilisation des différents décrets prévus par la LEP (articles 34, 61 et 80) pour protéger les espèces terrestres en péril au Québec sur les terres non domaniales fédérales. 2018-2019 : aucune activité; travaux complétés en 2016.	ECCC, MELCC, MFFP
Comité sur la Conservation des espèces en péril dans les Basses-terres du Saint-Laurent	Comité formé pour développer une approche intégrée de conservation des espèces en péril et de leurs habitats sur le territoire des Basses-Terres-du-Saint-Laurent dans le cadre du programme du Fonds de la nature du Canada. 2018-2019 : Sept rencontres téléphoniques et une rencontre en personne. 2019-2020 : Mêmes activités et deux-trois rencontres en personne.	ECCC, MELCC, MFFP

Comité de planification de l'Atlas des territoires d'intérêt pour la conservation des Basses-Terres du Saint-Laurent	L'objectif principal de ce comité est de coordonner la réalisation de l'Atlas des territoires d'intérêt pour la conservation des Basses-Terres du Saint-Laurent. Ce comité veille également à favoriser la diffusion de cet Atlas auprès de public-cibles incluant notamment les municipalités, les MRC, les organismes de conservation ainsi que les ministères concernées. Basés sur les données les plus récentes et visant 5 grandes cibles de conservation (massifs forestiers, milieux humides, milieux ouverts, écosystèmes aquatiques et tronçons fluvial), cet atlas se veut comme un important outil d'aide à l'aménagement du territoire. Quatre réunions ont été tenues en 2018-2019. Les résultats pour l'ensemble des Basses-Terres du Saint-Laurent à l'exception de l'Outaouais ont été diffusés cette année accompagnés d'un rapport méthodologique.	MELCC • Direction des aires protégées • Direction de la connaissance écologique • Direction de la protection des espèces et des milieux naturels MFFP Environnement et changements climatiques Canada
Comité de coordination du réseau québécois de suivi de la biodiversité	Coordonner la mise en œuvre du projet de réseau de suivi de la biodiversité dans un contexte de changements climatiques (PACC 2013-2020) 2019-2020 : huit rencontres en personne et une dizaine de rencontres en ligne. Prévisions 2020-2021 : une rencontre en personne par mois.	MELCC, MFFP, Centre de la science de la biodiversité du Québec (ad hoc)
Comité élargi sur la révision de la gouvernance des barrages publics	Un Comité élargi a été créé à la demande du sous-ministre du MELCC afin de proposer au gouvernement un projet de révision de la gouvernance des barrages publics. Les ministères et organismes susceptibles d'être affectés par une révision de la gouvernance des barrages publics sont présents sur le comité.	MELCC, MTQ, MAMH, MERN, Hydro-Québec, Revenu Québec, expert externe (ancien haut gestionnaire du SCT)
Forum de coopération environnementale Québec-Ontario	Superviser la mise en œuvre de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement (2016) et les travaux des comités sectoriels conjoints qui relèvent de l'Entente. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario

Comité sectoriel conjoint d'échange d'information et de ressources entre laboratoires	Comité découlant de l'Entente gouvernementale Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement (2016). Comité ayant pour mandat de partager des connaissances, expertises et des pratiques en matière d'échantillonnages, d'analyses, de contrôles de la qualité, de permis et d'accréditations ainsi que de déploiement de laboratoires mobiles. Il a également pour mandat d'explorer la possibilité que chaque partie serve de laboratoire d'appoint pour l'autre partie pour assurer le maintien des activités en situation d'urgence. Deux conférences téléphoniques ont eu lieu en 2019-2020.	MELCC Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario
Comité conjoint Ontario-Québec sur la gestion de l'eau	Promouvoir et faciliter la coopération entre les Parties; • Permettre l'établissement d'un forum de discussion sur les politiques et les programmes de chacun des ministères; • Rechercher des solutions communes pour la gestion des bassins versants partagés par les Parties ou pour tout autre enjeu d'intérêt commun dans le domaine de l'eau. Depuis 2016, ce comité relève de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement. Aucune rencontre en 2019.	MELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
Comité conjoint Québec-Ontario sur les urgences environnementales	Coopérer en matière de prévention et d'intervention en cas d'urgence environnementale transfrontalière. Mettre en place et faire le suivi d'une procédure de déclaration des événements environnementaux transfrontaliers. Partager les connaissances et les meilleures pratiques.	MELCC
Comité de gestion de l'eau (CGE) du CCME	Le CGE a pour mandat de coordonner les démarches intergouvernementales dans le domaine de l'eau au Canada. Il recommande des priorités de collaboration sur des enjeux existants et émergents dans le domaine de l'eau et coordonne l'exécution des activités prévues dans le cadre de la vision stratégique du CCME pour l'eau. Une rencontre en personne en décembre 2018 et sept conférences téléphoniques en 2018-2019.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC

Sous-comité du CGE (CCME) sur les débits environnementaux (EFN)	Sous-comité ayant pour objet d'améliorer la capacité des autorités compétentes à évaluer les impacts cumulatifs de l'allocation et des prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine. Le mandat du comité a pris fin en-2019.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Comité ad hoc sur l'analyse de sols en laboratoire	Étudier et valider la préparation et la granulométrie des échantillons de sols pour l'analyse Mehlich 3 en vue d'une recommandation à la Commission chimie et fertilité des sols et en vue d'un suivi auprès de la direction responsable de l'accréditation des laboratoires au MELCC. Aucune rencontre en 2019-2020.	CRAAQ, MELCC, IRDA MAPAQ, Université Laval et de nombreux laboratoires du milieu agricole
Comité conjoint MELCC-ROBVQ	Ce comité vise à partager de l'information sur les travaux du MELCC et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ). Deux rencontres se sont tenues (septembre 2019 et février 2020).	MELCC, ROBVQ
Comité de suivi et de concertation ainsi que de mise en œuvre de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021	Le Comité de suivi et de concertation supervise l'ensemble de la démarche de mise en œuvre de la SPQA et s'assure de l'atteinte des résultats et cibles visés. Le MAPAQ en assume la coordination. Comité de mise en œuvre : mettre en œuvre les orientation et objectifs fixés par le Comité de suivi et de concertation selon le calendrier établi.	MAPAQ, MELCC, UPA, MSSS, INSPQ, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Financière agricole, Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, Fédération des producteurs de pommes du Québec, Fédération des producteurs maraîchers du Québec, Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation, Conseil québécois de l'horticulture, CropLife Canada

Comité provincial pour la protection de l'eau souterraine	Comité découlant de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 Le comité a pour mandats de : • Dresser un portrait de la contamination des eaux souterraines par les pesticides; • Établir des critères de vulnérabilité des eaux souterraines, tels que la vulnérabilité des nappes et la localisation des aires d'alimentation et de protection autour d'un puits; • Promouvoir un choix de pratiques agricoles souhaitables pour protéger l'eau souterraine de la contamination par les pesticides; • Réévaluer les exigences du Code de gestion des pesticides concernant les distances d'éloignement à respecter par rapport aux puits et aux installations de captage d'eau souterraine; • Assurer la diffusion d'outils de sensibilisation, de promotion et de formation pour les producteurs agricoles et les conseillers, en ce qui a trait aux impacts de l'usage des pesticides sur les nappes d'eau souterraine, et en développer de nouveaux au besoin. • Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC, UPA, INSPQ, MAPAQ
Comité interministériel chargé d'étudier les situations conflictuelles entre les producteurs agricoles et la protection des sources d'eau potable	Comité établi en 2014 à la demande du MAPAQ en lien avec l'adoption du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Le comité fournirait des avis sur d'éventuels conflits entre des municipalités et des producteurs agricoles dans le cadre des mesures de protection des captages d'eau potable. Résultat : Les membres de ce comité, auquel se sont joints pour l'occasion des représentants de l'UPA et de la FQM, ont contribué à la mise à jour du *Guide sur les principes d'indemnisation des producteurs agricoles relativement aux puits municipaux* publié en 2006. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC, MAPAQ, MAMH

Comité de coordination de l'Entente administrative relative aux modalités d'application des dispositions réglementaires en matière de qualification des opérateurs chargés du fonctionnement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable	Le mandat de ce comité est de donner suite à l'entente signée entre les deux ministères en 2005 et de traiter les situations qui requièrent des décisions conjointes. Le Programme de qualification des opérateurs en eau potable a été mis sur pied par Emploi-Québec pour assurer la qualification des opérateurs d'installations d'eau potable qui doivent se conformer à l'article 44 du Règlement sur la qualité de l'eau potable. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC, Emploi-Québec
Comité interministériel sur la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	Comité de soutien au MAMH dans la mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable lancée en 2011. Mandats : • Commenter les documents techniques produits dans le cadre de la Stratégie; • Faire le suivi de l'atteinte des objectifs et proposer, si requis, des ajustements au plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie; • Diffuser les meilleures pratiques au sein de chaque organisation; • Partager les expériences acquises; • Commenter et diffuser les outils disponibles; • Valider les modèles de tarification adéquate proposés; • Valider et diffuser les rapports périodiques.	MAMH, MELCC, RBQ, MEI, MSSS, MEES, SQI
CCME-Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Le Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols (GTRQS) met ses connaissances techniques sur les lieux contaminés au service des initiatives du CCME dans les domaines du développement de critères de qualité des sols et de la caractérisation, et la gestion des terrains contaminés.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC, DPRRILC, CCME Voyage du 24-27 septembre 2018 à Saskatoon

Programme de coopération Québec- Bruxelles-Capitale portant sur la réhabilitation des terrains contaminés (2017-2019)	Assurer la coopération et les échanges prévus au protocole d'entente entre le Gouvernement du Québec et la région Bruxelles-Capitale relatif à la poursuite de programme de coopération portant sur la réhabilitation des terrains contaminés : • Participation à des réunions d'experts incluant des présentations de programmes de financement pour la réhabilitation de terrains contaminés, méthode de caractérisation et de traitement de sols contaminés et visites de sites en réhabilitation. Deux rencontres de travail ont été tenues soit une en juin 2019 à Bruxelles (coût de voyage ci-indiqué) et une visite de Bruxelles Environnement en novembre 2019 à Québec.	
CCME – Groupe de travail sur les urgences environnementales	Améliorer la planification, la préparation ainsi que l'intervention lors d'urgences environnementales : • Rôles et responsabilités des organismes d'intervention et de gestion des ressources; • Glossaire des urgences environnementales; • Entente interministérielle pour la prestation d'aide mutuelle; • Mise en commun des possibilités de formation; • Système de commandement des incidents; • Conseils pour les premiers intervenants.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC (BCU), CCME

Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) - Groupe de travail sur les effets cumulatifs	Le Groupe de travail sur les effets cumulatifs (GTEC) a pour mandat d'élaborer des orientations et des outils à l'intention des gouvernements pour les aider à évaluer, à surveiller et à gérer les effets cumulatifs. En 2014, le GTEC a développé un ensemble de définitions et de principes pancanadiens pour les effets cumulatifs. Les travaux de 2017-2018 du GTEC consistaient à déterminer, en se basant sur ces définitions et principes, les éléments clés d'un bon régime de surveillance des effets cumulatifs, puis d'utiliser ces éléments pour élaborer des orientations du CCME sur des indicateurs des effets cumulatifs et des paramètres de mesure de la santé des écosystèmes normalisés. Les travaux à venir du GTEC concernent le développement de guide et d'outils pour assister les juridictions canadiennes dans l'évaluation et la gestion des effects cumulatifs.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC (Direction générale des évaluations environnementales et stratégiques) CCME
Comité directeur de la stratégie québécoise de gestion des sels de voirie	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de gestion des sels de voirie. Le résultat attendu de ce comité est l'élaboration du bilan de la Stratégie. En 2018-2019, une rencontre a été tenue le 30 octobre 2018. En 2019-2020, des rencontres sont à déterminer.	MTQ, MAMH, MELCC, UMQ, FQM
Comité de vigilance de la Société de gestion des huiles usagées (SOGHU)	Comité de consultation de la SOGHU, l'organisme de gestion reconnu (OGR) pour les huiles usées constitué dans le cadre de l'application du Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises. En 2019-2020, une rencontre a été tenue le 14 mai 2019. En 2020-2021, la date de la rencontre est prévue pour le 12 mai 2020	FCQGED, SOGHU, RECYC-QUÉBEC, UMQ CQCD, MELCC, CAA-Québec Campor Environnement Inc. Solva-Rec Environnement Inc.

Comité de vigilance conjoint (CVC) des autres organismes de la responsabilité élargie des producteurs (reconnus par RECYC_QUÉBEC)	Le CVC est investi d'un pouvoir de consultation et de recommandation auprès des organismes (OGR). De ce fait, il ne peut prendre de décisions exécutoires qui lieraient les OGR. Les membres du CVC partagent leurs connaissances afin de permettre aux OGR de relever les défis et les enjeux de l'application de la réglementation et de faire évoluer les programmes en termes de performance. Les membres ont pour rôle de participer activement, de partager leurs connaissances et leurs compétences quant aux défis soulevés par les OGR. Le CVC est en soi un forum où l'échange des points de vue se fait, selon les règles déterminées entre l'ensemble des intervenants désignés dans la Règlementation. Les membres du CVC suivent l'état d'avancement de la mise en oeuvre des programmes des OGR, plus précisément en ce qui concerne : la collecte, le transport et la gestion en fin de vie utile des matières visées et ce, dans le respect de la hiérarchie des 3R-VE. En 2018-2019, une rencontre a été tenue le 30 octobre 2018. En 2019-2020, la date de la rencontre n'est pas encore déterminée.	Organismes : Éco-Peinture, ARPE-Québec, Appel à Recycler, RecycFluo Membres : Ville de Montréal, Réseau Québécois des CFER, GEEP CPEQ, AOMGMR, FQM Option Consommateurs Membres observateurs : MELCC RECYC-QUÉBEC

Comité sur la réduction et la récupération de matières résiduelles du Conseil canadien des de l'environnement (CCME)	Le Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles est responsable des travaux du CCME sur la gestion des matières résiduelles. Les priorités actuelles sont : • Développer une stratégie et un plan d'action pancanadiens visant l'atteinte du zéro déchet plastique, selon une approche visant à favoriser l'économie circulaire; • Élaborer des outils et des bonnes pratiques pour réduire considérablement les matières résiduelles acheminées à l'élimination, tant dans le secteur résidentiel que dans les secteurs institutionnel, commercial et industriel (ICI) et dans le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD), afin d'atteindre l'objectif pancanadien ambitieux adopté en 2018; identifier des indicateurs et explorer des options pour évaluer les progrès accomplis dans l'amélioration du bilan du Canada en matière de réduction et de recyclage des matières résiduelles et développer un mécanisme de communication des résultats obtenus au fil du temps; • Collaborer avec ses partenaires issus du monde des affaires, du gouvernement des municipalités et des collectivités; • Continuer à progresser dans la mise en œuvre du Plan d'action pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs (PAPREP), notamment en travaillant avec les intervenants pour accroître la cohérence des principaux éléments des programmes de REP. Pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le Québec agit comme co-président de ce comité, ce qui implique une participation accrue dans les divers travaux et rencontres. En 2018-2019 : Des rencontres ont été tenues en 2018 le 10 octobre (Calgary) et le 23 novembre (Ottawa) et en 2019, le 5 février (Paris) et le 18 février (Toronto). En 2019-2020 : Les dates de tenue de rencontre sont à déterminer.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire

Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles en milieu nordique au Nunavik	• Favoriser les échanges entre les différentes parties prenantes interpellées par la gestion des matières résiduelles sur le territoire du Nunavik. • Examiner les possibilités d'amélioration à apporter dans la gestion des matières résiduelles (MR) pour les villages nordiques. Lors des rencontres tenues en 2018-2019, le groupe de travail s'est notamment doté d'un mandat et d'un mode de fonctionnement. Les principaux enjeux en GMR au Nunavik ont été présentés et discutés. Les dernières rencontres se sont déroulées les 16 avril 2018, 24 avril 2018 et 17 janvier 2019. La prochaine rencontre est prévue le 16 avril 2019.	MELCC (DMR, DPQA, PENM, DÉEPNM) Société du Plan Nord Administration régionale Kativik RECYC-QUÉBEC, MAMH, CCEK
Comité sur la valorisation énergétique des matières résiduelles à Kuujjuaq	Projet pilote pour l'évaluation et l'implantation d'un incinérateur à Kuujjuaq, pouvant libérer de l'énergie pour le chauffage. La dernière rencontre du groupe de travail s'est déroulée le 28 mai 2018. La réglementation applicable au projet a été présentée à la SPN et une étude de préfaisabilité est actuellement en cours.	Société du Plan Nord MELCC Village nordique de Kuujjuaq Administration régionale Kativik Corporation foncière Nayumivik SOGHU, RECYC-QUÉBEC Éco Entreprises Québec
Comité sur les politiques d'adaptation du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail favorise la concertation en matière d'adaptation aux impacts des changements climatiques. Les priorités actuelles sont : • Les indicateurs en adaptation; • Les analyses de risques; • Les infrastructures naturelles.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Communauté de pratique pancanadienne pour le leadership climatique du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail vise à favoriser l'échange de bonnes pratiques en matière d'exemplarité de l'État.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire

Groupe de travail sur les projections d'émissions de GES du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail vise à favoriser l'échange d'expertise et de bonnes pratiques en matière de modélisation de projections d'émissions de GES.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Groupe de travail du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) sur le développement d'indicateurs pour aider à mesurer les résultats du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques	Ce groupe de travail vise à améliorer le suivi et la reddition de comptes du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques au moyen d'indicateurs.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Équipe de rétablissement du caribou forestier au Québec	Élaboration et mise à jour des plans de rétablissement du caribou forestiers au Québec; mise en œuvre et suivi des actions identifiées pour favoriser le maintien et le rétablissement de cet écotype vulnérable.	MELCC, MERN, MFFP, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Grand Conseil des Cris, Nature Québec, Première Nation innue, SNAP Québec, U. Laval, etc.
Groupe de travail sur la communication des changements climatiques du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Mandat préliminaire (travaux débutés en janvier 2019). Le projet présentera des recommandations pour mieux communiquer les changements climatiques aux Canadiens.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Comité conseil des nations du Nunavik (co-présidence)	Faire en sorte que les nations du Nunavik (Inuits, Cris, Naskapis) puissent travailler en collaboration avec l'Administration régionale Kativik et le MELCC à la planification des aires protégées au Nunavik.	MELCC, ARK, Cris, Naskapis, Inuits
Table Cris-Québec sur l'environnement et les aires protégées (présidence)	Échanger au sujet de la planification des aires protégées à la Baie-James, de même que sur d'autres sujets environnementaux d'actualité.	MELCC Gouvernement de la nation crie
Table de discussion spécifique (Waswanipi)	Échanger sur les enjeux spécifiques relatifs à la proposition d'aire protégée nommée « Mishigamish », située en Eeyou Istchee Baie-James.	MELCC Gouvernement de la nation crie Communauté de Waswanipi
Conseil canadien des aires écologiques	Représenter le Québec sur ce comité portant sur les bonnes pratiques en matière de création et de gestion des aires protégées à l'échelle canadienne.	MELCC (pour le gouvernement du Québec Autres provinces et territoires du Québec Fédéral Experts

Comité canadien de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)	Le MELCC est devenu membre de ce comité au cours de l'année 2019. L'objectif du Comité canadien de l'UICN consiste à orienter le soutien fourni à l'UICN par les organisations canadiennes membres. À cette fin, il : • assure la communication et la coordination les plus complètes possible entre les membres canadiens de l'UICN, ainsi que la communication entre l'UICN et le Canada, et vice-versa; • mobilise les compétences scientifiques et professionnelles, ainsi que l'expérience pratique et les données des organismes canadiens officiels et bénévoles nécessaires pour appuyer les démarches ci-dessus; • stimule et favorise la conservation et les recherches nécessaires à cette fin; • agit à titre de centre d'échange en vue de la diffusion d'information provenant de l'UICN; publie et diffuse l'information pertinente afin de contribuer à établir les points de vue canadiens sur les questions soulevées par l'UICN, et ce, sans porter préjudice au droit des organisations individuelles d'exprimer un point de vue indépendant ni à celui des organismes gouvernementaux canadiens d'exprimer le point de vue scientifique et professionnel officiel en matière de conservation; • appuie les activités nationales et internationales de conservation.	Ministères de l'Environnement de différentes provinces canadiennes Fédéral Experts Universitaires ONG de conservation Premières nations
Table de coordination des ressources financières – Fonds vert – Plan d'action sur les changements climatiques	Table de coordination des directeurs de ressources financières pour assurer une coordination des dossiers financiers et budgétaires reliés à la gestion du volet PACC 2013-2020 du Fonds vert.	MELCC Tous les ministères et organismes partenaires au Plan d'action sur les changements climatiques

Comité régional Chalk River Outaouais	Produire et mettre à jour un plan des mesures d'urgence nucléaire externe (PMUNE-LCR) afin de répondre efficacement à toute situation d'urgence nucléaire susceptible d'avoir une incidence en dehors des limites du site des LCR-LNC à Chalk River, sur le territoire québécois. Ce plan constitue, en cas de situation d'urgence, la base d'une intervention coordonnée entre les organisations nationales, provinciales, régionales et locales concernées par la réponse au sinistre. Le PMUNE-LCR s'inscrit en complémentarité du Plan national de sécurité civile (PNSC).	CCSN, LNC (Chalk River) Santé Canada, EMO Ontario MSP, DSP, CISSSO, MAMH MAPAQ, MELCC, MTQ MFFP, Service Québec SQ, ville de Gatineau MRC Pontiac
Comité interministériel sur la mérule pleureuse	À la suite de la médiatisation de quelques cas de mérule pleureuse (*Serpula lacrymans*) qui ont affecté l'habitation de citoyens et constatant le peu d'informations disponibles sur l'ampleur du phénomène, les mesures de prévention, le diagnostic et les techniques de décontamination, la Société d'habitation du Québec a annoncé, le 8 juillet 2016, la mise sur pied d'un comité interministériel chargé d'analyser les problématiques engendrées par la mérule pleureuse. Son mandat consiste principalement à documenter la situation des bâtiments contaminés par la mérule pleureuse et à émettre des recommandations au gouvernement. Les principales actions de ce comité doivent permettre de produire : • Un portrait des politiques publiques des cas de mérule au Québec, au Canada et à l'échelle internationale; • Une évaluation des impacts du champignon sur la santé et l'environnement; • Une précision des rôles et des responsabilités des différents intervenants; • Une identification des approches préconisées pour l'éradication et l'élimination des matériaux contaminés par la mérule; • Une définition des bonnes pratiques de construction et de rénovation; • La détermination et la mise en place d'un mécanisme de suivi de la situation.	SHQ, INSPQ, MAMH, MELCC, MSSS, PSP, RBQ

Groupe de travail FPT sur les secteurs industriels à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux	Étudier les pratiques exemplaires pour répondre aux risques potentiels liés à la compétitivité et aux fuites de carbone pour des secteurs à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux (FIEEEC) résultant de l'application de la tarification du carbone. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC (co-président) Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC, co-président) Ministère des Finances du Canada Ministères de l'Environnement de différentes provinces canadiennes
Groupe de travail du CCME portant sur la reconnaissance des Résultats d'atténuations transférés au niveau international (RATI)	Représenter les intérêts du Québec, notamment à titre de co-président, au groupe de travail interprovincial portant sur la reconnaissance des RATI et leurs implications dans les règles de fonctionnement du marché du carbone Québec-Californie.	MELCC -co-président, ECCC, Autres provinces participantes
Comité directeur de l'Alliance internationale sur les véhicules zéro émission	Partager des informations avec les autres membres de l'Alliance en matière de politiques publiques sur l'électrification des transports, commenter les études, rapports produits et planifier des événements publics pour faire valoir les bénéfices de l'électrification des transports comme moyen de lutte contre les changements climatiques.	MELCC, MTQ, MERN, TEQ, MRIF, MEI, Autres gouvernements participants – 15 gouvernements nationaux et infranationaux
Comité directeur de l'initiative Instruments collaboratifs pour une action climatique ambitieuse (Nations Unies)	Faire la promotion de mécanismes de tarification carbone (marchés du carbone, taxe carbone, etc.) auprès de gouvernements d'économies émergentes et de pays en développement.	MELCC, MRIF
Comité directeur de Regions4 (anciennement NRG4SD)	Assurer la concertation des gouvernements d'États fédérés et des régions et la promotion de leur rôle ainsi que de leurs actions dans les domaines de la lutte contre les changements climatiques, du développement durable et de la protection de la biodiversité.	MELCC, MRIF Autres gouvernements participants

Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité	Voix officielle des gouvernements infranationaux auprès de la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations-Unies – S'assurer de la prise en compte et de la reconnaissance des gouvernements infranationaux dans la mise en œuvre des objectifs et des cibles de la CDB 2019-2020 : quatre rencontres en ligne et une rencontre en personne à Montréal lors de la 24e rencontre de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la CDB Prévisions 2020-2021 : au moins deux rencontres en personne, dont une lors de la 15e Conférence des Parties à la CDB en octobre 2020, et trois rencontres en ligne.	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants
Groupe des gouvernements infranationaux leaders dans l'atteinte des Objectifs d'Aichi	S'assure de la prise en compte et de la reconnaissance des gouvernements infranationaux dans la mise en œuvre des objectifs et des cibles de la CDB 2019-2020 : quatre rencontres en ligne. Prévisions 2020-2021 : au moins deux rencontres en ligne et une rencontre en personne lors de la 15e Conférence des Parties à la CDB en octobre 2020	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants
Plateforme d'apprentissage des gouvernements infranationaux pour la biodiversité	Favoriser les échanges concernant les bonnes pratiques et les défis rencontrés par les gouvernements infranationaux en matière de politiques et d'actions en biodiversité 2019-2020 : quatre rencontres en ligne Prévisions 2020-2021 : sept rencontres en ligne	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants
Comité de l'Alliance sur l'acidification des océans	Établir et contribuer à la mise en œuvre du plan de travail de l'Alliance pour la prochaine année.	MELCC, MRIF (collaboration) Autres États membres
Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	Principal forum permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de mener une action concertée face à des dossiers environnementaux d'intérêt pancanadien et international. Privilégiant une approche par consensus, chaque gouvernement demeure responsable de mettre en œuvre les critères, les standards, les stratégies et les objectifs environnementaux développés conjointement et mutuellement convenus au CCME dans le respect de ses compétences. La prochaine rencontre aura lieu en juillet 2020.	MELCC Ministres de l'Environnement de toutes les provinces et territoires et du gouvernement fédéral.

Comité des sous-ministres du CCME	Le Comité des sous-ministres est le conseil d'administration officiel du CCME. Il précise les orientations stratégiques en fonction des priorités identifiées par les ministres. Trois téléconférences en 2019-2020. Trois téléconférences sont à prévoir en 2020-2021.	MELCC Sous-ministres des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
Comité de planification et de protection de l'environnement (CPPE) du CCME	Sous la direction stratégique du Comité des sous-ministres, le CPPE élabore des plans d'action, des stratégies et des approches pour résoudre des questions et des problèmes environnementaux d'intérêt pancanadien, conformément aux priorités identifiées par les ministres. Le comité élabore et recommande des lignes directrices, des objectifs et des guides sur les meilleures pratiques dans les domaines prioritaires préalablement déterminés. Une rencontre en personne à Toronto en mars 2019. Cinq téléconférences en 2019-2020. Une rencontre en personne (à confirmer) et cinq à six téléconférences sont à prévoir en 2020-2021.	MELCC Sous-ministres adjoints/ Directeurs généraux des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
Comité sur les changements climatiques (CCC) du CCME	Le CCC a comme mandat de : • Favoriser une coopération fédérale-provinciale-territoriale pour soutenir la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques; • Réaliser des études et des analyses à la demande des comités supérieurs du CCME en vue de formuler des recommandations et de proposer des initiatives; • Promouvoir une action complémentaire, harmonisée et, s'il y a lieu, collective de la part de certains ou de l'ensemble des gouvernements pour atteindre les objectifs en matière de changements climatiques.	MELCC Représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral

Groupe de travail sur les sources mobiles (GTSM)	Vise à améliorer la collaboration dans le développement et l'implantation de mesures de réduction des émissions provenant des sources mobiles. Il a été mis sur pied par le CCME et est un sous-groupe lié au Comité de gestion de l'air (CGA) qui supervise des démarches intergouvernementales sur des questions de qualité de l'air au Canada. Le GTSM a pour but de partager de l'information et identifier les axes d'intérêts entre les provinces afin de partager des initiatives permettant la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre.Les priorités actuelles sont l'étude de stratégies afin de réduire les émissions des véhicules lourds de transport (marchandise, autobus urbains et scolaires), et celles des équipements et véhicules hors routes (commercial et résidentiels). Fréquence des rencontres : Quatre par année.	MELCC, MTQ Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC) Ministère des transports de l'Ontario Ressources naturelles Canada Santé Canada Transport Canada Ministères de l'environnement des provinces et territoires, Metro Vancouver
Partnership for market readiness - Banque mondiale	Partenariat mondial, le PMR rassemble les principaux acteurs - pays, organisations et experts - pour susciter des approches novatrices en matière d'atténuation des GES en utilisant les marchés et la tarification du carbone.	MELCC et 8 autres partenaires techniques 13 participants contributeurs 19 pays participants (en phase d'implantation)
Groupes de travail de la Carbon Pricing Leadership Coalition - Banque mondiale	La Coalition réunit des dirigeants de l'ensemble du gouvernement, du secteur privé et de la société civile afin de partager leur expérience en matière de tarification du carbone et d'élargir les bases factuelles des systèmes et politiques de tarification du carbone les plus efficaces.	MELCC MRIF 31 autres États fédérés >130 entreprises
Groupe de travail Québec-Mexique relatif au renforcement de la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques.	Le Groupe de travail met en œuvre le plan d'action conjoint avec le Mexique visant à renforcer la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques afin d'opérationnaliser l'Entente sur le même sujet (octobre 2015).	MELCC Secrétariat Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles des États-Unis mexicains Californie
Conseil d'orientation du Programme de coopération climatique internationale (PCCI)	Le conseil d'orientation a pour mandat de soutenir et de conseiller le gouvernement pour tout ce qui touche l'élaboration et la mise en œuvre du PCCI, notamment les objectifs, les grandes orientations, les modalités, le choix des thématiques sectorielles et les lignes directrices. (juin 2018).	MELCC, MRIF, MEI Henriette Dumont, Jean Lemire, Jean-Paul David, Jimmy Royer, Nathalie Noel

Comité interministériel pour l'analyse des conclusions du BAPE sur la filière uranifère	Examiner les recommandations du BAPE dans le but de proposer des orientations au Gouvernement du Québec.	MELCC, MERN, MFFP, MEI MSP, MSSS, MAMH, MTQ SAA, Société du Plan Nord Société de développement de la Baie-James
Comité de vigilance des activités portuaires (CVAP)	Proposer des recommandations quant aux améliorations à apporter aux activités portuaires et sur les mesures pour en atténuer les impacts négatifs.	Administration portuaire de Québec CIUSSS de la Capitale-Nationale Ville de Québec Conseil régional de l'Environnement et du Développement durable de la Capitale-Nationale MELCC Arrondissement de La Cité-Limoilou Conseil de quartier de Maizerets Conseil de quartier de Lairet Conseil de quartier du Vieux-Limoilou Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste Conseil de quartier du Vieux-Québec–Cap-Blanc–Colline parlementaire Conseil de quartier de Saint-Roch
Comité de vigilance environnementale - Sanimax aci inc.	Améliorer la qualité de l'air ambiant dans le secteur et diminuer les effets négatifs de l'entreprise sur la qualité de vie des résidents. Aucune rencontre en 2019-2020.	Sanimax, MELCC, MAPAQ Ville de Lévis Député de Chutes-de-la-chaudière à l'assemblée nationale (ou son représentant) Représentants des citoyens

Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planification gouvernementale en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile (PNSC) lorsqu'une situation le requiert. Coordination par le MSP.	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCE, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFQ, MFA, MIDI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MTO, MTQ, MTESS, MFFP, RBQ, REVENU QUÉBEC, SAA, SCT, SHQ, SQ
Sous-comité de l'OSCQ sur la préparation au Sommet du G7	En vue de la tenue du G7, ce sous-comité de l'OSCQ, coordonné par le MSP verra à planifier la réponse gouvernementale québécoise et les divers soutiens possibles au déroulement des opérations de l'événement et à préparer l'appareil gouvernemental québécois à intervenir advenant une situation nécessitant d'autres mesures de la structure de sécurité civile en marge du Sommet.	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MFA, MCE, MELCC, MEES, MFQ, MIDI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MTESS, MTQ, SQ
Table des responsables de mission (TRM)	Échange et la concertation entre les responsables de mission du plan national de sécurité civile (PNSC). Ce comité assure la planification de la réponse gouvernementale en adoptant une approche tout risque. De plus, elle développe, maintient à jour et révise le PNSC, les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet en lien avec le PNSC et la sécurité civile, à la demande de l'OSCQ. Coordination par le MSP.	MAMH, MAPAQ, MELCC, MERN, MEI, MSP, MSSS, MTESS, MTQ, HQ, SHQ, SCT, CSPQ, SQ
Sous-comité sur le plan d'action national de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le plan d'action national et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes (MO), en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures. Coordination par le MSP.	MAMH, MAPAQ, MCE, MELCC, MTESS, MRIF, MERN, MSSS, MSP, MTQ, SQ, HQ, MEIE, SCT
Comité conjoint Québec-Nouveau-Brunswick sur les événements environnementaux transfrontaliers	Établir, dans le respect des lois, règlements et procédures du Québec et du Nouveau-Brunswick, des mécanismes d'échanges, de coopération et de concertation en matière de répercussions environnementales transfrontalières entre le Québec et le Nouveau-Brunswick. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC (DR01-11) Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux du Nouveau-Brunswick

Comité maritime – comité d'experts internes	Étudier et émettre des avis sur les enjeux environnementaux liés aux risques de déversements d'hydrocarbures et autres matières dangereux en milieu marin. Comité convoqué lorsqu'un enjeu particulier est soulevé.	MELCC
Comité Garde côtière canadienne – MSP – MELCC	Définir clairement le rôle et les responsabilités de chacune des organisations gouvernementales impliquées lors d'incidents maritimes afin que les actions entreprises soient pleinement efficaces, et ce dans les intérêts de la population, de l'environnement et de l'économie. De trois à quatre rencontres par année.	MELCC, MSP, MPO
Centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	Dans le cadre de la Stratégie maritime, mettre en place un centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes aux Iles-de-la-Madeleine, ayant comme mandat principal de fournir un support-conseil de pointe pour permettre au gouvernement du Québec et aux municipalités locales d'assurer la sécurité de la population et des biens ainsi que de préserver l'écosystème fragile du Saint-Laurent en agissant dans les champs de compétence propres au Québec et en complémentarité avec le système de réglementation fédéral.	MELCC, MSP, MAMH, MAPAQ, MERN, MFFP, MTQ
Comité Cadre de référence intervention pipelines (CRIP)	Fournir un cadre de référence afin que les actions entourant la gestion des mesures d'urgence suite à un incident impliquant un pipeline sur le territoire québécois soient rapides, concertées et basées sur un partage clair des rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués et ce, jusqu'au rétablissement de la situation. Quatre rencontres par année.	MELCC, MSP, SPC, ONÉ, MERN, RBQ, Ville de Terrebonne
Comité intersectoriel d'experts pour la gestion des risques associés au transport ferroviaire des hydrocarbures	Consolider l'état de préparation des différents partenaires, dont le CN et les autorités municipales, à faire face à un sinistre majeur impliquant des wagons-citernes transportant des hydrocarbures.	MELCC, MSP, INSPQ, MSSS DSP (régions 01, 05, 06, 16) MTQ, Ville de Longueuil, Ville de Rimouski
Comité interministériel MAPAQ-MELCC-MEI sur le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation et le	Comité en lien avec la modernisation de la LQE. Ce comité a pour mandat d'opérationnaliser le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation afin d'en assurer le traitement dans des délais optimaux.	MAPAQ, MEI, MELCC, TEQ, RECYC-QUÉBEC

Comité directeur pour le programme de mise en valeur du saumon Atlantique sur la Côte-Nord – Présidé par le MELCC-DÉEPHI	Dans le cadre du projet d'aménagement hydroélectrique du complexe la Romaine, Hydro-Québec s'est engagé, notamment, a déboursé un montant pour la mise en place d'un programme pour la valorisation du saumon atlantique sur la Côte-Nord comme mesure d'atténuation. Le comité directeur évalue les projets déposés par différents promoteurs qui désirent obtenir une subvention pour faire un aménagement faunique pour le saumon atlantique ou encore un programme de recherche. Le comité directeur se rencontre environ deux fois par année et une visite de terrain est prévue aux deux ans environ. Pour des décisions mineures, les communications courriels sont privilégiées.	MELCC, MFFP, Hydro-Québec, FQSA
Groupe de travail de l'Évaluation stratégique des changements climatiques	Ce groupe de travail a pour principal objectif de fournir une vue d'ensemble et permettre une discussion sur l'Évaluation stratégique des changements climatiques (ÉSCC) et ses composantes en cours d'évaluation par Environnement et changement climatique Canada.	MELCC, ECCC, Représentants des autres gouvernements provinciaux Représentants de l'industrie
Comité interministériel sur la modernisation de la Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PEEIE) et sur l'optimisation des délais associés à celle-ci – Présidé par le MELCC	Examiner comment la PÉEIE pourrait être davantage optimisée, notamment afin de réduire de manière significative les délais de la procédure et d'identifier des options de réduction des délais de traitement afin que les délais gouvernementaux d'analyse des dossiers ne dépassent pas dix mois. Les conclusions du Comité permettront au MELCC de déterminer si des mesures d'optimisation supplémentaires doivent être mises en place et si des ajustements doivent être apportés au règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement. Une rencontre de suivi a eu lieu en novembre 2018.	MELCC, MERN, MFFP, MEI, MFQ, SAA, MSSS, MTQ
Comité interministériel central de l'Entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	• Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative et produire un rapport annuel à ce sujet; • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente; • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MTQ, MFFP

Comité directeur sur le Règlement sur l'aménagement durable des forêts	• Réviser l'entente administrative RNI en lien avec l'entrée en vigueur du RADF; • Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative; • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente; • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MFFP
Comité directeur de l'entente de guichet unique avec le MFFP	• Réviser l'entente administrative en lien avec la modernisation de la LQE; • Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative; • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente; • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MFFP
Comité interministériel de Route Verte	• Assurer l'harmonisation des différents programmes gouvernementaux afin de faciliter la réalisation du projet de la Route verte; • Analyser et accepter les tracés et les ajouts proposés par les régions; • Recommander au gouvernement du Québec les mesures ou les programmes de même que les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation du projet de la Route verte, sa promotion et sa mise en marché.	MTQ, MELCC, MTO, MEES, MAMH, Vélo Québec, MAPAQ, MERN, MEIE, MCE, MFFP
Table de coordination interministérielle de l'affectation des terres publiques	Suivi et mise en œuvre des Plans d'affectation des terres publiques au Québec (PATP).	MERN, MTQ, MFFP,MSP, Hydro-Québec, MAMH, MAPAQ, MCC, MÉSI
Comité de suivi : Projet climatique et hydrologique en région Eeyou Istchee Baie-James et Nunavik	Développer des scénarios climatiques et hydrologiques futurs dans les régions d'Eeyou Istchee Baie-James (EIBJ) et du Nunavik (pour certains extrêmes) en soutien à l'adaptation aux changements climatiques.	MTQ Administration régionale Kativik COMEX, MAMH Gouvernement de la nation crie CCEBJ, Ouranos

Comité d'orientation de la Chaire de recherche CRSNG-UQAT sur la biodiversité nordique	Suivi des projets de recherche visant à comprendre et à diminuer l'empreinte écologique reliée à l'activité minière.	UQAT, MFFP, MELCC Représentants de l'Industrie minière Abitibiwinni, Ouranos Gouvernement de la nation crie
Comité sur le Programme volontaire d'autogestion	Assurer le suivi annuel du programme volontaire d'autogestion des terrains contaminés sous la responsabilité de la compagnie Irving Oil Limited.	MELCC, Irving Oil Limited
Dans le cadre de l'Entente de coopération pour la gestion du lac Champlain Comité directeur Comité technique Comité exécutif	Mettre en œuvre un l'entente et le plan d'action du lac Champlain. Douze rencontres de prévues en 2018-2019.	MELCC (regional) LCBP, Vermont-DEC NY State-DEC
Comité directeur de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog et Comité technique de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog	Découlent de l'entente de collaboration entre le Québec et l'état du Vermont sur les enjeux touchant le lac Memphrémagog et son bassin hydrographique. Le comité technique se penche davantage sur les aspects scientifiques. L'enjeu québécois est qu'il s'agit de la source d'eau potable d'environ 200 000 citoyens. Une rencontre en 2019-2020. Une rencontre en 2020-2021.	MELCC, VTDEC, VTFWS, VTAAFM, MAPAQ, USDA, CMI Office of US Senator Patrick Leahy, Villes limitrophes et Ville de Sherbrooke, MRC Memphrémagog, Groupes environnementaux

Comité de suivi du site d'enfouissement de Coventry à Newport au Vermont	Assurer le suivi des activités d'exploitation du lieu d'enfouissement technique (LET) de Coventry et la minimisation des impacts de l'exploitation sur la qualité de l'eau du lac Memphrémagog. Partage de connaissances avec les différents partenaires, principalement américains, sur la gestion des matières résiduelles et la protection de l'environnement.	MELCC New England Waste Services of Vermont Inc. Waite-Heindel Environmental Management Sanborn Head Vermont Agency of Natural Resources MRC Memphrémagog Ville de Sherbrooke, Memphremagog Watershed Association Gravel and Shea, Act 250 Land Use District Commission
Comité interministérielle sur le parc récréotouristique de la ville d'Asbestos (Mine Jeffrey)	Mise en valeur du site minier, mine Jeffrey à Asbestos, en coordination avec les autres intervenants.	MELCC, MÉSI, MAMH, MSSS, MSP, MERN, Ville d'Asbestos

Comité consultatif pancanadien « Initiative de recherche à partenaires multiples en cas de déversement d'hydrocarbures du plan de protection des océans (PPO) »	Établir un programme de recherche intégrée qui permettra de faire progresser la recherche sur les déversements de pétrole au Canada et améliorer le niveau de préparation et la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures au Canada. Première rencontre en janvier 2018 pour présenter les besoins et priorités de recherche en matière d'hydrocarbures pour le MELCC. Échanges et priorités de recherche établis pour les méthodes alternatives d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Deuxième rencontre en janvier 2019 : état d'avancement des projets initiés au cours de l'année financière. (frais 2019 : 780 $).	MELCC Pêche et Océan Canada Ministère de l'Environnement de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Nunavut, de Terre-Neuve-et-Labrador Congress of Aboriginal People Inuit Tapiriit Kanatami Women of Metis Nation University of Alberta, Queens University Memorial University SIMEC, Point Tupper Marine Services, Atlantic Emergency Response Team, Western Canada Marine Response, United States Environmental Protection Agency National Oceanic and Atmospheric Administration SINTEF Ocean Triox
Comité fédéral, provincial et territorial de gestion de l'air (AMC)	Le mandat de l'AMC est de gérer les approches intergouvernementales en matière de qualité de l'air notamment l'implantation du système pancanadien de gestion de qualité de l'air incluant la gestion par zones et bassins atmosphériques, le développement des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant et l'implantation des exigences de base relatives aux émissions industrielles (EBEI). Fréquence des rencontres : Cinq à sept rencontres par année.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Ville de Montréal Metro Vancouver Provinces et territoires

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur l'élaboration et l'examen des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant (CDRWG)	Les provinces et les territoires (FPT) avec le gouvernement fédéral collaborent, ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, à l'élaboration des normes canadiennes de qualité d'air ambiant. Fréquence des rencontres : Cinq à sept rencontres par année.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Metro Vancouver Provinces et territoires New Brunswick Lung Association Clean Air Partnership (by-phone) Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Fuels Association David Suzuki Foundation Canadian Public Health Association Prairie Acid Rain Coalition Rio Tinto Canadian Electricity Association Maritime Aboriginal Peoples Council Cement Association of Canada Forest Products Association of Canada

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial consultatif des intervenants (SAG)	Le SAG a pour mandat de consulter les secteurs industriels et les organismes à but non lucratif concernées par le SGQA. Le SAG révise la documentation produite à l'AMC et agit à titre de conseiller à l'application du SGQA concernant l'implantation des CAAQS, la publication du State of the Air reports. Fréquence des rencontres : Trois rencontres par année.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Metro Vancouver Provinces et territoires Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Electricity Association Canadian Fuels Association Cement Association of Canada Chemistry Industry Association of Canada Forest Products Association of Canada Clean Air Hamilton Clean Air Partnership Wapole Island First Nation New Brunswick Lung Association Prairie Acid Rain Coalition
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les émissions (EWG)	Le mandat du EWG est de s'assurer que les inventaires d'émissions de GES soient disponibles pour le système pancanadien de gestion de qualité de l'air ,de partager les meilleures pratiques et de travailler en collaboration sur des projets permettant de perfectionner l'inventaire des contaminants. Fréquence des rencontres : Quatre rencontres par année.	Santé Canada, ECCC, MELCC, Provinces et territoires
Groupe de travail MELCC-ECCC sur l'harmonisation de la réglementation pour le secteur industriel	Le Québec et le fédéral collabore à la signature d'une entente d'équivalence visant à éviter les dédoublements réglementaires entre le Règlement multisectoriel des polluants atmosphériques (RMSPA) et le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA).	ECCC, MELCC

Comité de la qualité de l'air Canada-États-Unis	Le Canada et les États-Unis ont signé l'Accord Canada - États-Unis sur la qualité de l'air en vue de lutter contre la pollution atmosphérique transfrontalière Les deux pays échange de l'information et participe à la rencontre annuelle du Comité de la qualité de l'air de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air. Fréquence des rencontres : Une rencontre par année.	ECCC, Quelques Provinces et territoires US EPA
Comité de suivi de l'entente de 1981 entre la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), anciennement la Communauté urbaine de Montréal, et le gouvernement du Québec portant sur la gestion de la qualité de l'air sur le territoire de l'île de Montréal	Le comité de suivi de l'entente définit les modalités de mise en œuvre de l'entente et formule des recommandations en ce qui a trait à l'amélioration de l'efficacité de celle-ci. Actuellement, le comité œuvre à la réalisation d'un exercice de comparaison réglementaire et à la modernisation des modalités de reddition de compte.	CMM, MELCC
Comité de gestion interministériel en bruit environnemental (CGIBE)	• Approuver le plan de travail et les échéanciers proposés par le Groupe d'experts interministériel en bruit environnemental (GEIBE); • Définir les enjeux, orientations stratégiques et priorités liés à la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE; • Assurer l'encadrement de la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE. Il y a de trois à quatre rencontres annuelles.	MSSS, MELCC, MTQ, MAMH, MERN, INSPQ, DSP-Montréal
Comité fédéral-provincial-territorial sur l'eau potable	Ce comité regroupe des représentants de toutes les provinces et de tous les territoires ainsi que des représentants de Santé Canada et d'autres ministères fédéraux concernés par la production d'une eau potable sécuritaire. Les rencontres de travail permettent d'élaborer et de proposer des recommandations relativement à la qualité de l'eau potable au Canada. Les recommandations produites sont utilisées par le Québec comme base scientifique afin de mettre à jour les normes et exigences de contrôle de la qualité édictées par son Règlement sur la qualité de l'eau potable. Deux réunions par année.	MELCC, Santé Canada, Représentants des provinces canadiennes et des territoires

Groupe de travail « Eau souterraine » du Comité de gestion de l'eau du Conseil canadien des ministres de l'environnement	Ce groupe de travail rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Il conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les eaux souterraines, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC Environnement et Changement climatique Canada Représentants des provinces canadiennes et des territoires
Comité interministériel sur la gestion des matières résiduelles aux Îles-de-la-Madeleine	Ce comité de travail a été constitué à la demande de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (CMIM) qui fait face à une importante problématique de gestion des matières résiduelles principalement liée au caractère insulaire de ce territoire; l'impact financier est très importants pour la CMIM. L'objectif de la CMIM est de trouver des solutions réalistes, financièrement acceptables, qui permettront d'envisager des solutions durables.	Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, MELCC, MAMH, RECYC-QUÉBEC
Comité interministériel sur l'opérationnalisation du traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation (article 29 LQE) afin d'en assurer le traitement approprié	Dans la foulée de la publication du projet de RAMDCME les objectifs sont : • Cerner la portée de l'objectif recherché par l'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation et échanger des données factuelles sur le traitement des dossiers d'autorisation pour ce type de projets; • Exposer les problématiques vécues par les initiateurs de projets ainsi que leurs enjeux et attentes face aux travaux du comité; • Faire des propositions de mesures d'optimisation supplémentaires d'ordre règlementaire et/ou administratif qui pourraient être mises de l'avant. Ces mesures doivent respecter et être conséquentes avec les dispositions de la LMLQE déjà adoptée; • Émettre des recommandations au MELCC sur les actions à mener afin d'améliorer et de baliser le traitement des demande d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation.	MELCC, MEI, MAPAQ Se sont joints en cours de travaux :TEQ, RECYC-QUÉBEC

Six Tables de concertation régionale (TCR) pour les zones de gestion intégrée du Saint Laurent (GISL) suivantes : • Haut-Saint-Laurent et Grand-Montréal • lac Saint-Pierre • l'Estuaire fluvial • Québec • Sud de l'estuaire moyen • Îles-de-la-Madeleine	Les tables de concertation régionale (TCR) ont pour mandats : • De favoriser la concertation des personnes et des organisations concernées par les enjeux liés à leur zone de gestion intégrée du Saint-Laurent afin de dégager une vision commune et d'harmoniser leurs actions; • D'informer, de mobiliser et de sensibiliser la population en faisant la promotion de la GISL; • De contribuer à l'élaboration, à l'adoption, à la mise en œuvre et au suivi d'un document directeur — le plan de gestion intégrée régional (PGIR) — reflétant les préoccupations et la volonté d'action du milieu.	Acteurs de l'eau de la zone de la GISL concernée dont le MELCC (à titre d'observateur)

Quarante tables de concertation des organismes de bassins versant pour les zones de gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV) suivantes : • Abitibi-Jamésie • Manicouagan • Baie-Missisquoi • Batiscan-Champlain • Bayonne • Bécancour • Côte-du-Sud • Châteauguay • Chaudière • Duplessis • Haute-Côte-Nord • Chêne, du • Lièvre, du • Loup-Yamachiche • Nord, du • Etchemin • Gaspésie-Nord • Gaspésie-Sud • Sept, des • Jacques-Cartier, de la • Kamouraska-L'Islet-du-Loup • L'Assomption • Lac Saint-Jean • Maskinongé • Matapédia-Restigouche • Mille-Îles • Charlevoix-Montmorency • Nicolet • Richelieu • Nord-Est du Bas Saint-Laurent • Rouge-Petite Nation-Saumon • Saguenay	Les OBV sont mandatées pour la coordination de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV) et doivent à ce titre: • De favoriser la concertation des personnes et des organisations concernées par les enjeux liés à leur zone de (GIEBV) afin de dégager une vision commune et d'harmoniser leurs actions; • D'informer, de mobiliser et de sensibiliser la population en faisant la promotion de la GISL; • De contribuer à l'élaboration, à l'adoption, à la mise en œuvre et au suivi d'un document directeur — le plan directeur de l'eau (PDE) — reflétant les préoccupations et la volonté d'action du milieu.	Acteurs de l'eau de la zone de la GIEBV concernée dont le MELCC (à titre d'observateur)

• Capitale, de la • Saint-François • Saint-Jean, Fleuve • Saint-Maurice • Sainte-Anne • Témiscamingue • Vaudreuil-Soulanges • Yamaska		
Table de travail interministérielle régionale pour la gestion des résidus miniers	Cette table de travail a pour objectif de chercher des solutions régionales à la problématique des résidus miniers contenant des fibres d'amiante et notamment pour leur gestion lorsqu'excavés.	MELCC (direction régionale), MEI, CNESST, DSP (MSSS)
Comité de liaison avec la communauté de Valero	Ce comité est un véhicule pour permettre un échange et une collaboration entre Énergie Valero et la communauté. Plus précisément, les mandats des membres du comité sont : • Faire part de leurs attentes sur les mesures de sécurité et de contrôle; • Partager les préoccupations et plaintes des citoyens; • Transmettre les renseignements obtenus par Valero aux citoyens et aux représentants d'organismes du milieu; • Échanger sur les meilleurs moyens de transmettre l'information.	Énergie Valero Transfert Environnement MDDELCC (direction régionale) Ville de Lévis Chambre de commerce de Lévis Conseil bassin rivière Etchemin CRECA GIRAM Nature Québecç UPA Kennedy Amis Boisés Auberivière CISSS Chaudière-Appalaches Port de Québec Représentants de citoyens
Comité interministériel central de l'Entente MTQ-MFFP-MELCC	Suivi de l'Entente MTQ-MFFP-MELCC. Rencontre annuelle tenue en visioconférence.	MELCC, MFFP, MTQ

Comité de vérification et d'évaluation de programme (CVEP)	Les objectifs du CVEP sont : • D'aider le sous-ministre à s'acquitter de ses responsabilités en matière de vérification interne et d'évaluation de programme; • De favoriser l'indépendance des fonctions de vérification interne et d'évaluation de programme; • D'assurer la crédibilité et la qualité des travaux de vérification et d'évaluation; • De contribuer à renforcer le système de contrôle interne au Ministère. Le comité ne s'est pas réuni en 2019-2020.	MELCC Membres externes : Serge Hamel (retraité, spécialiste en évaluation de programme) Sylvie Laflamme (retraitée, spécialiste en vérification) – Fin de contrat : mai 2019
Forum des responsables en vérification interne (FRVI)	Le FRVI vise à favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Il vise également à renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle. De plus, il soumet aux organismes centraux du gouvernement, particulièrement lors de consultations, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.	Gestionnaires responsables de la vérification interne du MELCC et de différents autres ministères et organismes.

Comité technique –Méthodes d'essais en géotechnique CAN/BNQ 2501	La gestion des travaux du comité de normalisation sur les méthodes d'essais en géotechnique relève de l'autorité de la direction du BNQ. Le mandat du comité de normalisation est d'élaborer et de maintenir à jour les normes de la série 2501 portant sur des méthodes d'essai des sols utilisées dans le domaine de la géotechnique. Le comité de normalisation est chargé d'élaborer le contenu technique des normes. Une fois les normes publiées, le comité est également chargé de contribuer au maintien à jour du contenu technique des normes.	Membres catégorie «concepteurs de projets» : • Stantec experts-conseils • MTQ, • Hydro-Québec Membres catégorie «laboratoires d'essais» : • MTQ • Ville de Montréal • SNC-Lavalin, Englobe Corp. Membres catégorie «experts» : • École Polytechnique de Montréal • MELCC – Direction générale des barrages Ministère des Ressources naturelles du Canada – Commission géologique du Canada
Projet de recherche d'Ouranos visant l'adaptation au changement climatique de la conception et l'entretien de barrages	Fournir des orientations concernant l'influence des changements climatiques sur la détermination des valeurs des crues de récurrence de 1000 ans et 10 000 ans utilisées comme paramètre de conception pour la construction et la mise aux normes des barrages et digues.	MELCC, Ouranos, Hydro-Québec Rio Tinto, Manitoba-Hydro, Ontario-Power Generation (OPG)

Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Ce comité a notamment pour mandat de : • Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises; • D'identifier les problèmes et les besoins des entreprises en ce qui a trait au fardeau imposé par la réglementation et les formalités administratives; • Suggérer des domaines réglementaires et administratifs à traiter en priorité; • Effectuer le suivi et la mise en œuvre des recommandations et des mesures des plans d'action, des stratégies ou des rapports adoptés par le gouvernement et matière d'allègement réglementaire et administratif des entreprises; • Proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier à la communauté des affaires, en ce qui a trait à la réduction du fardeau imposé aux entreprises par la réglementation et les formalités administratives qui s'y rattachent; • Faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement des travaux du Comité-conseil.	MEI, MCE, MELCC, MTESS, Revenu Québec, SCT, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Conseil du patronat du Québec Conseil québécois du commerce de détail Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Fédération des chambres de commerce du Québec Manufacturiers et Exportateurs du Québec
Comité interministériel de l'examen de la norme du nickel du Règlement de l'assainissement de l'atmosphère (RAA)	Mandater des experts indépendants pour réaliser une analyse comparative de l'encadrement règlementaire de l'industrie du nickel et proposer des modifications au RAA, le cas échéant.	MEI et MELCC coprésidents, MSSS, MERN, Secrétariat aux affaires autochtones, Société du Plan Nord
Mon environnement, ma santé – Volet Qualité de l'air extérieur	Analyser l'impact de la qualité de l'air ambiant sur la santé respiratoire et cardiaque de la population de Limoilou, de Vanier et la Basse-Ville de Québec par l'implication des parties prenantes à un Comité conseil et du soutien d'un Comité scientifique. En 2019-2020, trois rencontres ont eu lieu.	DSP Capitale-Nationale Ville de Québec MELCC Membres du CICEL désignés Représentants de conseils de quartiers Organismes communautaires et environnementaux Représentants du secteur industriel

Sous-comité sur la qualité des eaux à usage récréatif du Comité fédéral-provincial-territorial sur la santé et l'environnement	Groupe de travail ayant pour objet de réviser les recommandations canadiennes sur la qualité des eaux récréatives de 2012. Conférences téléphoniques sporadiques : Une en 2018-2019. Prévue en 2019-2020 : Une.	Santé Canada et un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Comité interministériel régional des mollusques du Québec	Comité fédéral qui gère et coordonne la prestation régionale du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques pour la région du Québec. Le représentant du MELCC est présent à titre de collaborateur externe. Deux rencontres en 2018-2019. Rencontres prévues en 2019-2020 : Deux.	Environnement Canada (EC), Pêches et Océans Canada (MPO), Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) Pour le Québec : MELCC et MAPAQ
Sous-comité du Comité de gestion de l'eau (CGE) du CCME sur les recommandations pour la qualité de l'eau	Équipe de travail ayant pour l'objet d'élaborer les recommandations pour la qualité de l'eau (nommés critères de la qualité de l'eau de surface au Québec). 2019-2020 : deux-trois conférences téléphoniques et une rencontre informelle à Québec dans le cadre d'un colloque. Rencontre hors Québec non prévue.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Réseau de référence en radioprotection intégré du Québec (R^3IQ)	Réseau interministériel et regroupant différentes associations professionnelles ayant pour objet d'assurer une radioprotection rigoureuse, efficiente et cohérente pour l'ensemble des citoyens du Québec au sein des milieux clinique, du travail, populationnel et environnemental. Piloté par le MSSS. 2018-2019 : Une rencontre en personne (entre une et deux par an).	MSSS, INSPQ, CNESST, MSP, MERN, MAPAQ, OIQ, Ass. québécoise des physiciens médicaux (AQPMC), Ass. des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec (APIBQ), Ass. Des technologues en génie biomédical (ATGBM), Ass. Des radiologistes du Québec (ARQ), Association des radio-oncologues du Québec (AROQ) Pour le MELCC : Un représentant

Comité de normalisation pour l'élaboration de la norme BNQ 0413-500 Amendements organiques - Digestats de biométhanisation	Élaboration d'une norme consensuelle sur la qualité environnementale des digestats issus de la biométhanisation de résidus organiques. Plusieurs rencontres ont eu lieu en 2019-2020 afin d'établir les exigences et les critères de qualité pour le projet de norme.	MELCC, Ordre des agronomes du Québec, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), MAPAQ, RECYC-QUÉBEC, Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), Solinov inc., Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER), Ville de Gatineau, Ville de Saint-Hyacinthe, Ville de Québec, Union des producteurs agricoles (UPA), Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA), Producteurs de grains du Québec (PGQ), Conseil canadien du compost (CCC), BiogasWorld Media, Englobe, Bureau de normalisation du Québec
Comité sur les travaux intersessions de la convention de Minamata	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la convention. Rencontres tenues les 7 novembre 2018 et 22 janvier 2019. Le MELCC y a fait connaître les pratiques du Québec en matière de gestion du mercure. Rencontres prévues en 2019-2020 : À déterminer.	Environnement et changements climatiques Canada (ECCC), MELCC et autres provinces et territoires du Canada
Comité interministériel sur la gestion des enrobés amiantés	Établir des critères de valorisation du fraisât amianté stabilisé dans les emprises routières gérées par le MTQ. Rencontres tenues les 29 janvier, 26 février et 14 mars 2019. Les travaux ont permis d'identifier les modifications à apporter aux Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte issus des travaux de construction et de démolition et des résidus du secteur de la pierre de taille. Rencontres prévues en 2019-2020 : À déterminer.	MSSS, MTQ, MELCC

Comité multipartite sur le régime de compensation pour la collecte sélective municipale	Forum de discussions et d'échanges techniques entre les différentes parties prenantes liées au régime de compensation concernant la réalisation d'études. La dernière rencontre du comité a eu lieu le 27 février 2019 et avait pour but d'informer les différentes parties prenantes des résultats des études de caractérisation complétées et en cours : • Étude de caractérisation résidentielle; • Étude de caractérisation à destination; • Étude de caractérisation à l'élimination; • Étude de caractérisation à la sortie des centres de tri. Aucune rencontre tenue en 2019-2020. Rencontres prévues en 2020-2021 : À déterminer.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, MAMH, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal, CMM, CMQ, RecycleMédias, ÉEQ, MEI, AOMGMR
Groupe interministériel sur l'économie circulaire (GIEC)	Ce groupe de travail interministériel vise à rendre plus efficientes et intégrées les actions et initiatives gouvernementales liées à l'économie circulaire. Il vise notamment à développer une compréhension commune de ce qu'est l'économie circulaire, des rôles que les ministères et organismes peuvent jouer pour favoriser son émergence, à renforcer l'expertise gouvernementale et assurer la mise en commun et le partage des connaissances. Il travaille à l'élaboration d'une feuille de route québécoise d'économie circulaire. De plus, il contribue aux travaux du Pôle québécoise de concertation sur l'économie circulaire et la tenue, en décembre 2018, des premières Assises québécoises sur l'économie circulaire. En 2019-2020, trois rencontres ont été tenues. Rencontres prévues en 2020-202 : Minimalement trois rencontres.	Co-présidé par le MELCC et RECYC-QUÉBEC MEI, RECYC-QUÉBEC, MELCC, CRIQ, MFFP, ISQ, MERN, MAPAQ, MAMH, SPN, TEQ, MTQ
Pôle de concertation en économie circulaire	Mobiliser et fédérer les acteurs du Québec, tout en créant les conditions favorables à une transition vers l'économie circulaire.	MEI, RECYC-QUEBEC, CTTEI, Fondaction CSN, FAQDD, UMQ, CPEQ,MELCC, Institut EDDEC, MERN, EEQ, RNCREQ, autres

Groupe de travail : Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGTQ) / MELCC	Suivi de l'étude de stockage des résidus d'asphalte en milieu contrôlé. En 2018-2019, des rencontres se sont tenues le 15 janvier, le 19 février et le 8 mars 2019. En 2019-2020, plusieurs rencontres sont à prévoir (une rencontre est prévue le 8 avril 2019).	MELCC, ACRGTQ
Groupe de travail interministériel visant à identifier et à proposer des mesures d'accompagnement de l'industrie pour l'appuyer dans sa transition énergétique	Proposer des mesures d'accompagnement pour les établissements assujettis au SPEDE dans le but de maximiser leur réduction de GES et maintenir leur compétitivité dans le contexte du SPEDE.	MEI, MELCC, MFQ, TEQ, SPN, MFFP, MERN, CGFV
Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émission de GES	Déterminer les règles d'allocation gratuite de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.	MFQ, MELCC, MERN, MEI, CGFV, MFFP, SPN, TEQ
Comité directeur sur les mesures d'accompagnement du secteur industriel et la modulation des allocations gratuites de droits d'émission de GES	Formuler des orientations sur les règles d'allocation gratuite de droits d'émission de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030. Formuler des orientations sur les mesures d'accompagnement des grandes entreprises industrielles dans la réduction des émissions de GES.	MFQ, MELCC, MERN, MEI, CGFV, MFFP, SPN, TEQ
Comité de direction – Chantier sur le financement de la mobilité	Pérenniser les sources de financement, et ce, pour chacun des acteurs de la mobilité durable et dans le respect des réalités régionales. Ce comité est une initiative de la Politique de mobilité durable – 2030.	MTQ, MAMH, MELCC, TEQ, CGFV

Comité mixte municipal-industriel (CMMI) de Varennes	Mandat : • Connaître les risques inhérents au milieu; • Créer et maintenir des liens avec les partenaires et les générateurs de risques; • Informer les membres des CMMI de leurs responsabilités en vertu de la législation que fait appliquer le Ministère; • Informer les membres des CMMI du rôle et des responsabilités d'Urgence-Environnement; • Améliorer sa réponse dans le cadre d'une urgence environnementale. Rencontres tenues en 2019-2020 : Cinq rencontres, soit 2 avril 2019, 3 avril 2019, 14 mai 2019, 12 juin 2019, 20 janvier 2020.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Environnement et Changements climatiques Canada (ECCC) CISSS de la Montérégie-Est Ministère de la Sécurité publique (MSP) Direction de la santé publique (DSP) Ministère des Transports (MTQ) Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent (RIPRSL) Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM) Industries (Dow Chemical, Pétromont, Praxair, Kronos, etc.) Ville de Varennes

CMMI de l'Agglomération de Longueuil	Mandat : ▪ Connaître les risques inhérents au milieu; ▪ Créer et maintenir des liens avec les partenaires et les générateurs de risques; ▪ Informer les membres des CMMI de leurs responsabilités en vertu de la législation que fait appliquer le Ministère; ▪ Informer les membres des CMMI du rôle et des responsabilités d'Urgence-Environnement; ▪ Améliorer sa réponse dans le cadre d'une urgence environnementale. Rencontres tenues en 2019-2020 : six rencontres, soit 25 mars 2019, 29 mai 2019, 12 juin 2019, 4 sept 2019, 18 sept 2019, 7 nov. 2019.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Ministère de la Sécurité publique (MSP) Sûreté du Québec (SQ) Direction de la santé publique (DSP) Transports Canada (TC) CISSS de la Montérégie-Ouest Industries (Agropur, Olymel, Bridor, Aryzta, Congebec) Villes de Boucherville, de Brossard, de Longueuil, de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert
Groupe de travail – Comité *ad hoc* dossier Aryzta	Mandat : • Mise en commun de l'information avec les divers partenaires qui seraient impliqués lors d'une fuite d'ammoniac chez l'entreprise Aryzta; • Présentation de l'avis juridique obtenu par la DSP; pouvoirs en découlant; • La DSP est dans l'obligation de s'assurer que la population est bien informée sur les risques et les mesures de protection à mettre en place et doit s'assurer de diminuer les effets de cette menace à la santé de la population; • Menace appréhendée d'une fuite d'ammoniac provenant d'un réservoir de plus de quatre tonnes pouvant impacté un quartier résidentiel situé à proximité; • Déterminer les paramètres à mettre de l'avant pour réduire les conséquences sur la population environnante. Rencontres tenues en 2019-2020 : 29 mai 2019.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Environnement et Changements climatiques Canada (ECCC) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Direction de la santé publique (DSP) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Ville de Longueuil

Comité de liaison Pipeline St-Laurent / Valéro Montérégie Est	Mandat : • Comme pour les comités de liaison en phase construction, Énergie Valero désire maintenir des communications et des relations harmonieuses avec les communautés touchées par Pipeline Saint-Laurent. Mécanisme d'information et d'échanges avec les populations concernées; • Meilleure compréhension mutuelle, cette approche vise à faciliter la communication sur les risques inhérents aux activités reliées à l'exploitation du pipeline, sur les mesures de prévention et d'urgence; • En améliorant aussi la diffusion de l'information de nature environnementale et en la rendant accessible, l'entreprise veut continuer à démontrer son grand intérêt à établir avec la communauté des liens sociaux, basés sur le respect et la confiance. Rencontres tenues en 2019-2020 : 11 février 2020.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Union des producteurs agricoles (UPA) MRC de Marguerite-d'Youville Ville de Saint-Mathieu-de-Beloeil Énergie Valero Représentants du bureau du député des Patriotes-Verchères et du bureau du député de Borduas
Comité sur les habitats de poisson	Mandat : Coordonner les actions dans les dossiers communs touchants les travaux en littoral et dans l'habitat du poisson. Rencontres tenues en 2018-2019 : Trois rencontres se sont tenues en 2018-2019 par visioconférence. Résultats : dossiers réglés en grande partie. Rencontres prévues en 2019-2020 : Les rencontres sont fixées selon les besoins.	MELCC MFFP – Direction de la protection de la faune MFFP – Direction générale de la faune – Analyse
Comité de surveillance Écoservices Tria	Mandat : Comité de surveillance mis sur pied selon les exigences du décret 638-96 (condition 20) et de la réglementation (REIMR) régissant le lieu d'enfouissement d'Écoservices Tria inc. Rencontres tenues en 2018-2019 : Une rencontre tenue le 14 juin 2018. Résultats : Le Ministère a informé les autorités municipales des vérifications et des constats faits, afin que la population des deux municipalités soit tenue au courant. Rencontres prévues en 2019-2020 : Selon le besoin.	MELCC Direction de la santé publique (DSP) Conseil régionale de l'environnement de la Montérégie (CREM) Villes de Candiac et de La Prairie Écoservices Tria

Comité 2M Ressources	Mandat : Comité mis sur pied par la DSP pour assurer la mise en commun des informations et des moyens d'action concernant les des plaintes à caractère environnemental provenant du quartier St-Gérard à St-Jean-sur-Richelieu. Rencontres tenues en 2018-2019 : 28 septembre, 16 novembre et 13 décembre 2018 (avec 2M), 11 janvier (avec les représentants des citoyens) et 14 février 2019 (2M et RECYC-Québec). Résultats : Un plan d'action conjoint (DSP-Ville-MELCC) a été produit. La DSP a effectué un sondage auprès des citoyens du secteur pour mesurer l'impact psychosocial des nuisances. Les résultats du sondage ont été présentés à 2M et aux représentants des citoyens. Un état de situation a aussi été présenté à RECYC-QUÉBEC afin d'identifier les leviers à leur disposition pour mettre en place des solutions. Suivi du plan d'action de 2M. Rencontres prévues en 2019-2020 : Selon le besoin.	MELCC Direction de la santé publique (DSP) CISSS-Montérégie Ouest Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2M Ressources Citoyens et RECYC-QUÉBEC à l'occasion
Comité Minéraux Mart	Mandat : Comité de suivi auprès des citoyens de Sainte-Victoire-de-Sorel, concernant la présence de poussières contenant du manganèse dans le sol et l'air. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 juin et 29 août 2018. Résultats : Le Ministère a rappelé à l'entreprise les correctifs à mettre en place et l'échéancier afin de se conformer aux recommandations de la DSP. Rencontres prévues en 2019-2020 : Une ou deux rencontres selon le besoin, pour le suivi de la qualité de l'air ambiant et la mise en œuvre du plan correcteur.	MELCC Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel Citoyens Minéraux Mart

Comité de suivi – Lagunes de Mercier et UTES 2	Mandat : Suivre l'évolution des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement des Lagunes de Mercier. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 décembre 2018. Résultats des rencontres tenues en 2018-2019 : Le suivi de la qualité de l'eau souterraine de la région et l'état d'avancement des étapes prévues en 2018 ont été présentés (revue de littérature sur les technologies disponibles, les travaux préparatoires au plan de caractérisation et la structuration de l'effort de recherche. Pour répondre à la volonté des villes, le Ministère a mis en ligne sur son site Internet cette documentation et les a informées dès que la page WEB a été disponible soit en février 2019. Aucune rencontre tenue en 2019-2020.	MELCC – DR, DEPES, DEPE Villes de Mercier et de Châteauguay Représentant du cabinet du ministre
Comité de suivi élargi – Lagunes de Mercier et UTES 2	Mandat : Suivre l'évolution des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement des Lagunes de Mercier. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 décembre 2018. Résultats des rencontres tenues en 2018-2019 : Le suivi de la qualité de l'eau souterraine de la région et l'état d'avancement des étapes prévues en 2018 ont été présentés (revue de littérature sur les technologies disponibles, les travaux préparatoires au plan de caractérisation et la structuration de l'effort de recherche. Pour répondre à la volonté des villes, le Ministère a mis en ligne sur son site Internet cette documentation et les a informées dès que la page WEB a été disponible soit en février 2019. Rencontres prévues en 2019-2020 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC – DR, DEPES, DEPE Villes de Sainte-Martine, Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier Représentant du cabinet du ministre

Comité directeur sur le passif environnemental	Afin de répondre aux recommandations formulées au gouvernement par le VGQ dans son rapport du 13 juin 2018 quant à la coordination gouvernementale du passif environnemental de l'État, le Conseil des ministres a approuvé, le 20 juin 2018, la mise en place d'un Comité directeur pour la coordination, la planification, la priorisation et le suivi des travaux effectués dans le cadre des terrains inscrit à l'inventaire du passif environnemental de l'État. Le comité directeur est composé des sous-ministres des principaux ministères concernés. Ce comité s'est rencontré à quatre reprises au courant de l'année 2018-2019. Trois rencontres ont eu lieu en 2019-2020. Ces rencontres ont permis la transmission des mandats aux sous-comités ainsi que d'approuver les documents produits par ces derniers en réponse au rapport du VGQ. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux et les approbations nécessaires.	MELCC, MERN, MFQ, MEI, MEES, MTQ, SCT
Sous-comité technique sur le passif environnemental	Le Sous-comité technique a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le MELCC, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats du sous-comité sont l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et l'émission de recommandations quant au maintien ou à l'adoption d'un nouvel objectif gouvernemental concernant la gestion du passif environnemental de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Quatre rencontres ont eu lieu entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020. Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan d'action, un plan de travail détaillé, ainsi qu'une recommandation de nouvel objectif gouvernemental. Tous ces documents ont été approuvés par le Comité directeur et ont été acheminés pour commentaires auprès du VGQ, lequel s'est montré favorable aux documents présentés. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MEES, CSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ

Sous-comité administratif sur le passif environnemental	Le Sous-comité administratif a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le Contrôleur des Finances du MFQ, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats de ce sous-comité sont de collaborer à l'élaboration d'un plan de travail détaillé ainsi que d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et de transmettre une reddition de compte au Secrétariat du Conseil du trésor concernant les sommes investies à la réhabilitation des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Deux rencontres ont eu lieu entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020. Ces rencontres ont permis de collaborer à l'élaboration d'un plan d'action, d'un plan de travail détaillé et de la recommandation d'un nouvel objectif gouvernemental au nom du Comité directeur. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MEES, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ
Comité consultatif – Élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État	Ce comité a été formé pour l'élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés de l'État. Il sera appuyé dans ses travaux par un prestataire de services externe. Il a comme principale responsabilité de s'assurer que les documents produits par le prestataire de services répondent aux réalités des ministères et organismes impliqués. Une rencontre s'est tenue en 2019-2020. Cette rencontre a permis d'expliquer les mandats du comité et d'élaborer une méthode de travail pour les rencontres futures. Une rencontre devrait se tenir mensuellement en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon la progression des travaux.	MELCC (DEPE), MEI, MEES, CSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ
Comité consultatif pour le guide d'aménagement du territoire axé sur le risque d'inondations	Dans le cadre de la série : Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables, Ressources naturelles Canada (RNCan), en collaboration avec Sécurité publique Canada (SP), élabore actuellement le Guide d'aménagement du territoire des terres axé sur le risque, qui met l'accent sur les risques d'inondations au Canada. Pour appuyer ce projet, RNCan recherche des planificateurs pour le comité consultatif qui souhaitent fournir des conseils et commentaires sur l'élaboration d'un document provisoire.	RN Canada, MAMH, MSP, MELCC, représentants des gouvernements provinciaux d'ailleurs au Canada, mandataire, Ouranos

Table gouvernementale aux affaires territoriales	La Table gouvernementale aux affaires territoriales pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires. La Table s'est réuni 4 fois en 2019-2020 : 3 juillet 2019, 30 octobre 2019, 5 décembre 2019, 27 février 2020	Tous les M/O présidée par le MAMH
Table gouvernementale aux affaires territoriales – Stratégie occupation et vitalité du territoire	Soutenir les ambitions des régions du Québec. Aussi, le premier objectif de la Stratégie, et son objectif central, est d'exiger de l'administration gouvernementale qu'elle réponde aux priorités des régions et qu'elle travaille à faire avancer les dossiers prioritaires de chaque région. Le rôle principal des M/O est de produire un plan d'action répondant aux priorités régionales identifiées.	Tous les M/O
Comité sur la prévention de sinistres naturels – Groupe de travail inondation - MSP	Analyser les propositions de projets à subventionner (CPS et PACC 2013-2020). Une rencontre a eu lieu en 2018-2019.	MAMH, MELCC, MSP et MTQ
Comité sur la prévention de sinistre naturels – Groupe de travail érosion - MSP	Analyser les propositions de projets à subventionner (CPS et PACC 2013-2020).	MAMH, MELCC, MSP, MTQ
Comités de liaison sur l'actualisation de la cartographie de zones inondables - MAMH	S'assurer de l'avancement des travaux dans le cadre de l'actualisation de la cartographie des zones inondables de huit communautés qui ont reçu une aide financière du MAMH (CMM, CMQ excluant la ville de Québec, Gatineau, Vaudreuil-Soulange, Estrie, Beauce, Maskinongé et Bonaventure). Les rencontres sont organisées de façon ponctuelle.	MAMH, MELCC, CMM, CMQ, Gatineau, Vaudreuil-Soulange, Estrie, Beauce, Maskinongé et Bonaventure
Comité directeur Ouranos – Convention d'aide financière en soutien au projet INFO-Crue	Veiller à la mise en œuvre et assurer le suivi efficace et diligent des budgets et de l'état d'avancement. Quatre rencontres ont eu lieu en 2019-2020.	MELCC
Groupe de travail interministériel spécifique au développement de normes et d'exigences provinciales en matière de production de cannabis par l'industrie du Québec	Comité responsable de discuter des enjeux associés à la production de cannabis non médical au Québec et de fournir des recommandations pour l'élaboration d'un règlement à cet effet. 2018-2019 : Quatre rencontres.	MDDELCC, MSSS, MAPAQ, MAMH, MERN, MSP.
Groupe de travail MELCC-MAPAQ-TEQ-UPA	Ce groupe de travail examine les défis liés à la réduction des émissions de GES et à l'adaptation aux impacts des changements climatiques dans le secteur agricole et des programmes dans ce secteur.	MELCC, MAPAQ, TEQ, UPA

Comité de suivi de l'Entente Canada-Québec pour le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone	Mandat : • Élaborer et approuver le mandat du Comité; • se réunir au moins deux fois par année; • veiller au suivi administratif de la mise en œuvre de la présente Entente par rapport à ses modalités; • produire une version consolidée de la présente Entente si les Parties font une modification conformément au sous-article 20.13; • tenir lieu de tribune pour résoudre les problèmes éventuels et examiner les préoccupations; • examiner et, au besoin, recommander aux Parties des modifications à l'Entente; • surveiller la mise en œuvre de l'annexe C; • approuver les plans de vérification et s'assurer qu'ils sont mis en application conformément à l'Entente; • créer des sous-comités nécessaires à l'exécution de la présente Entente; • s'assurer que toutes les recommandations et décisions du Comité sont consignées par écrit; • remplir toute autre fonction requise par l'Entente, y compris le suivi de tous enjeux éventuels associés aux composantes du Portefeuille.	Membres réguliers : • MELCC • Environnement Canada Membres partenaires : • TEQ • MFFP • MEI • MAPAQ
Comité de coordination de l'Entente concernant la mise en œuvre de l'Entente de financement pour le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone	Le comité de de coordination a pour mandat de préciser les mécanismes de collaboration prévus à l'Entente et de faciliter les suivis nécessaires au respect des obligations de l'Entente FEFEC, notamment en ce qui a trait à la reddition de comptes. Il établit ses règles de fonctionnement et la fréquence de ses rencontres. Le comité de coordination peut également remplir toute autre fonction requise par l'Entente ou convenue mutuellement par les Parties.	MELCC, TEQ, MFFP, MEI, MAPAQ
Comité sur l'adaptation aux changements climatiques du Nunavik	Appuie le processus d'examen des propositions de projets au programme Se préparer aux changements climatiques dans le Nord d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC). Une rencontre par année.	Société Makivik; Administration régionale Kativik; Association des chasseurs, des pêcheurs et des trappeurs du Nunavik; MELCC, Ouranos, AANC

Comité scientifique sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques	Le mandat du Comité scientifique sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques de l'Institut national de santé publique (INSPQ) est de fournir une expertise au niveau des méthodes d'analyse, de surveillance et de recherche en plus d'effectuer une évaluation des risques. Il est le lieu d'expertise-conseil de recherche et de communication dans le domaine des zoonoses liées au climat, en collaboration avec d'autres comités et instances. 2 rencontres statutaires par année (avril-octobre 2019), ainsi que des rencontres opérationnelles ponctuelles. Prochaine rencontre le 21 avril 2020. Observatoire multipartite québécois sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MSSS, INSPQ, Ouranos, Université de Montréal, CHU Ste-Justine, Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal
Comité de pilotage de l'élaboration du Plan pour une économie verte 2030 (PECC)	Afin d'assurer la supervision des travaux d'élaboration du PECC, un comité de pilotage a été mis en place. Ce comité est composé de neuf ministères et organismes. porteurs de pans importants du Plan d'électrification et de changements climatiques (PECC), que ce soit par l'entremise de politiques/stratégies sectorielles, de programmes et d'interventions clés ou du financement. Ce comité est présidé par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC). Le Comité s'est réuni à trois reprises : en septembre, octobre et décembre.	MELCC, MERN, MFFP, HQ, MEI, MTQ, MAMH, MFQ, TEQ
Comité de coordination interministériel de l'élaboration du Plan pour une économie verte 2030 (PECC)	Un comité de coordination interministériel composé des MO concernés par la transition climatique et présidé par le MELCC est mis en place afin d'assurer la coordination des travaux interministériels d'élaboration du PECC. Une vingtaine de ministères et organismes y participaient. Le Comité s'est réuni à trois reprises : en septembre, octobre et décembre.	MAPAQ, MAMH, MESS, MERN, MEI, MFFP, MFQ, MRIF, MSSS, MSP MTQ, Ministère du Tourisme, MTESS, RBQ, TEQ, IQ, Recyc-Québec, SQI, SAJ, SCT, SPN

Groupes de travail thématiques de la société civile sur l'élaboration du Plan pour une économie verte 2030 (PECC)	Dans le cadre de l'élaboration de ce PECC, le gouvernement a fait appel à des groupes de travail composés d'acteurs de la société civile. Cinq groupes de travail ont été créés, réunissant une dizaine de membres, notamment des experts, des jeunes et des représentants de la société civile. La représentation des groupes a été établie de façon à mettre à contribution des experts de plusieurs domaines clés qui ont été abordés dans le PECC, ainsi que des représentants d'organismes qui ont apporté un éclairage sur des enjeux de mise en œuvre, sur les mesures à privilégier et sur la réceptivité du milieu par rapport aux mesures envisagées. Thématiques des groupes de travail : électrification, aménagement du territoire, bioénergie, jeunesse, financement. Chacun des groupes de travail a produit un rapport de mi-parcours et un rapport final, comprenant leurs propositions de mesures structurantes. Les groupes de travail ont été coordonnés par Copticom, une firme qui offre des services-conseils en stratégies et relations publiques. La présidence des groupes a été octroyée par contrat à des organisations possédant une expertise dans les thématiques visées (Copticom, Dunsky, Switch, Environnement JEUnesse, Vivre en ville, MCE Conseils, Ouranos)	MELCC
Sous-comité de gestion Canada-Québec pour l'entente bilatérale intégrée (EBI) relative au programme d'infrastructure investir dans le canada (PIIC)- sous-volet atténuation des changements climatiques et du sous-volet adaptation, résilience et atténuation des catastrophes du volet infrastructure verte	Sous-comité de gestion Canada-Québec pour l'entente bilatérale intégrée (EBI) relative au programme d'infrastructure investir dans le canada (PIIC)- sous-volet atténuation des changements climatiques et du sous-volet adaptation, résilience et atténuation des catastrophes du volet infrastructure verte	MELCC, Infrastructure Canada

Comité interministériel sur le transport du Plan d'électrification et de changements climatiques (PECC)	Les ministères et organismes disposant d'une expertise ou dont la mission est en lien avec les thématiques des transports ont été sollicités afin de contribuer aux travaux d'élaboration du PECC. Ont été réalisées : une rencontre de groupe (transport en général - collectif, individuel, véhicules lourds, légers et autres formes de transport terrestre), puis deux rencontres supplémentaires chacune avec les intervenants séparés en deux sous-groupes (transport des personnes et transport des marchandises). La contribution des participants fut demandée pour l'élaboration d'une fiche diagnostic en transports et sur des propositions de mesures structurantes.	MELCC, MTQ (et CGER), MAMH, MEI, MERN, TEQ, MAPAQ, Hydro-Québec
Comité interministériel sur la coopération climatique internationale du Plan d'électrification et de changements climatiques	Le groupe de travail sur la coopération climatique internationale est un groupe de travail transversal à l'atténuation et à l'adaptation. Il s'attarde à des initiatives destinées aux pays les plus vulnérables aux changements climatiques. À l'automne 2019, le groupe a eu pour mandat la production d'une fiche diagnostic et d'une fiche mesure.	MELCC, MRIF, MEI, MAPAQ, MSP, MAMH
Comité de suivi de la Norme véhicules zéro émission (VZE)	Ce comité vise à suivre l'évolution de la Norme VZE, notamment les résultats observés sur le terrain. Il est souhaité, notamment : d'étudier les résultats de sa mise en œuvre, de soulever de possibles enjeux dans son fonctionnement et de proposer des moyens de faciliter sa mise en œuvre. C'est un lieu d'échange pour les différents membres du comité afin de partager leurs activités respectives.	MELCC, Coalition zéro-émission Québec (CZEQ), Corporation des concessionnaires automobiles du Québec (CCAQ), Équiterre.
Groupe de travail sur le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées	Ce groupe de travail a pour mandat d'identifier les enjeux concernant l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, et d'échanger sur les pistes de solutions. En 2019-2020 : Deux rencontres ont eu lieu.	MELCC, MAMH UMQ, FQM Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ) Ville de Québec, Ville de Rouyn-Noranda

Groupe de travail sur l'entretien des systèmes certifiés	Ce groupe de travail avait pour mandat d'identifier des solutions pour alléger le fardeau des citoyens concernés par les exigences relatives à l'entretien des systèmes de traitement du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées. En 2019-2020 : Quatre rencontres ont eu lieu. Ce mandat se poursuit au sein du Groupe de travail sur le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées.	MELCC, MAMH, UMQ, FQM, Ville de Rouyn-Noranda
Comité d'orientation du regroupement EcotoQ (Regroupement des écotoxicologues du Québec)	Fournir au comité de direction d'EcotoQ des avis sur sa programmation scientifique, ses axes de recherche, ses priorités budgétaires, ses stratégies de formation de personnel hautement qualifié, ses activités de communication et son rayonnement local et international; Fournir des conseils sur la participation des organismes d'appui et sur le transfert technologique et scientifique vers les utilisateurs privés et gouvernementaux	MELCC, INRS-ÉTÉ, Université Laval, IRSTEA (France)
Comité Stratégique en agroenvironnement et en aquaculture	Il s'agit d'un lieu d'échange et de collaboration mis en place dans le contexte de la Politique bioalimentaire 2018-2025, *Alimenter notre monde*. Ce comité permettra aux deux ministères de coordonner leurs actions (ex. programmes vs demandes d'autorisation) et de trouver des avenues de solution sur des dossiers communs. En 2019-2020, deux rencontres ont eu lieu.	MAPAQ-MELCC

Comité de normalisation pour la révision de la norme CAN/BNQ 3680-600 Systèmes de traitement autonome des eaux usées résidentielles	Élaboration d'une norme consensuelle qui fixe les exigences quant au rendement des systèmes de traitement autonomes des eaux usées provenant des résidences isolées. En 2019-2020 : Quatre rencontres (13 juin 2019, 8-9 octobre 2019, 12-15 novembre 2019, 24-26 février 2020). Une rencontre est prévue en octobre 2020.	Bureau de normalisation du Québec, Alberta Wilbert Sales, DBO Expert, Premier Tech, Technologies Bionest, Waterloo Biofilter Systems. AGAT Laboratoires, Université de Dalhousie (Centre for Water Resources Studies), Université de Guelph (Ontario Rural Wastewater Centre), Ontario Onsite Wastewater Association, Western Canada Onsite Wastewater Management Association. Représentants des gouvernements des provinces canadiennes suivantes : Alberta, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan, Terre-Neuve et Labrador, Québec.
Groupe de travail sur l'allégement et standardisation du processus d'octroi des forces hydrauliques du domaine de l'État	Clarifier les conditions de location de la force hydraulique et des terres du domaine de l'État incluant le domaine hydrique et de préciser les responsabilités des parties impliquées pour les renouvellements des contrats, et ce, afin d'alléger et de standardiser le processus et diminuer les délais.	MERN, MELCC

Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	Le mandat du comité interministériel est de participer, en collaboration avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier et à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives au regard du soutien apporté aux organismes communautaires. Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe les ministères et les organismes gouvernementaux qui soutiennent les organismes communautaires pour la mise en œuvre de la politique. Rencontres du CIAC élargi : 3 avril 2019, 20 juin 2019 et 12 décembre 2019 Rencontre du CIAC : 2 mai 2019, 19 septembre 2019, 7 novembre 2019	MTESS, MEI, MEES, MIFI, MCC, MFA, MFFP, MJQ, MSSS, MSP, MAMH, MRIF, MCE, MELCC, MTESS, OPC, OPHQ, Secrétariat à la condition féminine, SCT, SHQ, SAAQ
Groupe de travail sur la gestion documentaire en mode infonuagique	Groupe de travail pour réfléchir aux nouvelles pratiques à mettre en place et à l'impact qu'à l'implantation de Microsoft 365 dans les différents M/O. Première rencontre prévue en juin 2020. Rythme prévue : une rencontre par mois.	RAMQ, MRI, MEI, Élections Québec, MTESS, Société des traversiers, CNESST, Caisse de dépôt et placement.
Table interministérielle en amélioration continue	Il s'agit d'une communauté de pratique dans le domaine qui rassemble les coordonnateurs et conseillers en amélioration continue des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Le groupe se rencontre environ 4 fois par année.	94 membres répartis dans les ministères et organismes qui ont une démarche d'amélioration continue

Réseau du Mouvement québécois de la qualité	Il s'agit de communautés de pratique qui rassemblent les dirigeants et coordonnateurs d'organisations publiques et parapubliques. Les groupes se rencontrent 5 fois par année. Nous sommes membres de deux réseaux, un à Québec et un à Montréal.	Groupe Québec Ville de Québec Université Laval (sciences infirmières) Retraite Québec MSP Directeur des poursuites criminelles et pénales MTESS Société d'habitation du Québec Financière agricole Centre de gestion de l'équipement roulant SAAQ MERN CRIQ
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)	Le GRAEP a pour mandat de favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec. L'assemblée générale annuelle et le colloque sont l'occasion de suivre l'évolution de ses activités et de contribuer au renforcement des capacités de ses membres.	Tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec.
Conseil canadien des sciences de l'atmosphère	Ce comité fédéral, provincial, territorial a pour mandat le partage des normes, des pratiques exemplaires et la collaboration interrégionale dans le but d'améliorer la communication entre les organisations de surveillance de la météo et du climat. Ce comité se veut un lieu de partage des enjeux et des leçons apprises concernant la surveillance des conditions atmosphériques de surface et du climat au Canada. Une première rencontre a eu lieu en 2019-20. Deux rencontres par année sont prévues.	MELCC, ECCC et représentants des provinces et territoires canadiens

Commission mixte internationale, groupe de travail sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	Le conseil de la qualité de l'eau des Grands Lacs (CQEGL) conseille la Commission mixte internationale qui, elle-même, doit fournir des avis aux deux gouvernements fédéraux canadien et américain au sujet de la mise en œuvre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs modifié par protocole en 2012. Le territoire du Québec n'est pas inclus dans l'Accord et le Québec a un statut d'observateur au CQEGL qui est chargé de la mise en œuvre de l'Accord.	11 représentants canadiens (MELCC, ministère de l'environnement de l'Ontario et représentants de la communauté et 11 américains – états limitrophes et communauté
Comité directeur interministériel, accompagné d'un groupe de travail, sur les plans régionaux des milieux humides et hydriques – Présidence	Le comité directeur a pour mandats : • d'échanger sur les enjeux et préoccupations des ministères en regard de la mise en œuvre des PRMHH; • d'approuver les rôles et les responsabilités des ministères dans le processus de consultation des projets de PRMHH; • d'approuver un mode de fonctionnement pendant la consultation des projets de PRMHH afin de faciliter les échanges entre les ministères. 2019-2020 : la rencontre de démarrage du comité directeur a eu lieu le 30 janvier 2020. La proposition de mandat du comité a été approuvée ce qui lance les travaux du groupe de travail. Prévisions 2020-2021 : la première rencontre du groupe de travail a lieu le 13 mars 2020. Un plan de travail sera discuté et approuvé. L'objectif est de rendre opérationnel un mode de consultation des Plan régionaux par les ministères d'ici la fin 2020.	MELCC, MAPAQ, MERN, MFFP, MAMH, MFFP
Comité exécutif des sous-ministres adjoints et associés sur le lac Saint-Pierre	Le comité exécutif suit et oriente les travaux associés à la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre. Il mandate le comité directeur sur le lac Saint-Pierre et oriente le comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Ce comité s'est rencontré à 3 reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi et de la mise en œuvre de la mesure budgétaire de 14 M$ pour la conservation du lac Saint-Pierre annoncée au Plan économique 2017-2018 et de donner au comité directeur des orientations stratégiques dans ses travaux. Une fréquence de rencontre similaire est prévue pour 2019-2020.	MELCC, MAPAQ, MFFP

Comité directeur sur le lac Saint-Pierre	Le comité directeur a pour mandat la préparation, la mise en œuvre et le suivi d'un plan d'action interministériel et des différentes mesures budgétaires associées. Il est coordonné par le MELCC et relève du comité exécutif des sous-ministres adjoints et associés sur le lac Saint-Pierre. Ce comité s'est rencontré à six reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi et la mise en œuvre concertée de la mesure d'aide à la conservation du lac Saint-Pierre de 14 M$, soit le Programme pour la conservation du lac Saint-Pierre et le Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Les rencontres ont également permis le développement d'un plan de communication interministériel. Il est prévu que le comité se rencontre à une fréquence similaire en 2020-2021 afin de poursuivre le suivi et la mise en œuvre des différents volets de la mesure budgétaire.	MELCC, MAPAQ, MFFP

Comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	Le comité directeur du Pôle voit au respect et au suivi de l'Entente encadrant le Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre ainsi que des projets qui lui sont directement associés. Coordonné par le MAPAQ, son mandat consiste à : • veiller à ce que les sommes versées soient utilisées conformément aux fins prévues ; • approuver les plans d'utilisation de l'aide financière ; • suivre l'évolution des travaux de recherche et des projets réalisés dans le respect des objectifs visés par la mise en place du Pôle ; • approuver la programmation annuelle des travaux proposés par le comité de coordination scientifique (trois chercheurs de l'UQTR, l'U. McGill et l'U. Laval). Ce comité s'est rencontré à cinq reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi de l'entente, notamment prendre connaissance de l'état d'avancement de la programmation de recherche réalisée en mi-année, et approuver les principaux livrables tels que, le rapport annuel 2019-2020 et la programmation de recherche 2020-2021. Elles ont également permis d'organiser de manière concertée des rencontres de la Table des partenaires du Pôle. Deux rencontres annuelles sont prévues en vertu de l'entente. Des rencontres supplémentaires sont susceptibles d'être organisées au besoin en 2020-2021.	MAPAQ, MELCC, MFFP, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université McGill

Table des partenaires du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	La Table des partenaires soutient le Comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Composée des intervenants régionaux et gouvernementaux, la Table vise à : • Consulter les membres à propos de leurs attentes et préoccupations. • Informer les intervenants de la progression des travaux du Pôle et de ses orientations stratégiques. • Favoriser la collaboration des ressources régionales et nationales en matière de d'agriculture et d'environnement dans le secteur du lac Saint-Pierre. • Fournir une rétroaction sur la programmation de recherche du Pôle. La Table des partenaires s'est réunie une fois en 2019-2020 afin de présenter la programmation de recherche 2019-2022, l'état d'avancement des travaux, les outils de diffusion des informations et de prendre connaissance des projets des membres de la Table. Il est visé que la Table des partenaires se réunisse deux fois en 2020-2021.	MAPAQ, MELCC, MFFP, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université McGill, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre, les organismes de bassins versant du territoire, Financière agricole du Québec, l'Union des producteurs agricoles (confédérations et 4 fédérations régionales), MRC de D'Autray, MRC de Maskinongé, MRC de Nicolet-Yamaska, MRC de Pierre-De Saurel, ville de Trois-Rivières, Grand conseil de la Nation Waban-Aki, Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre, Canards Illimités Canada, Comité ZIP du lac Saint-Pierre, les conseils régionaux de l'environnement du territoire, Conservation de la nature Canada, Fondation de la faune du Québec
Comité consultatif du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	Le comité scientifique conseille le comité de coordination scientifique du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Il est composé de professionnels de trois ministères (MELCC, MAPAQ, MFFP) et de l'Ordre des agronomes du Québec. Ce comité consultatif soutient la mise en place des activités de recherche scientifique du Pôle. Ce comité s'est rencontré à 3 reprises en 2019-2020 et ont permis aux membres de s'informer mutuellement sur leurs projets et démarches dans le littoral du lac Saint-Pierre, d'apporter des recommandations et commentaires aux chercheurs du Pôle sur les projets de recherche et les protocoles.	Université du Québec à Trois-Rivières, MELCC, MAPAQ, MFFP, Ordre des agronomes du Québec

Comité directeur du projet « Cohabitation agriculture-faune en zone littorale du lac Saint-Pierre »	Le comité directeur assure le suivi de ce projet de l'Union des producteurs agricoles et de traiter toute situation problématique. Il est appuyé par une équipe de travail constituée de professionnels. Trois rencontres annuelles sont prévues.	Union des producteurs agricoles (confédération et 4 fédérations régionales), MAPAQ, MELCC, MFFP, Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du lac Saint-Pierre
Sous-groupe de travail 30 % (SGT30)	Ce comité a pour mandat de fournir une recommandation au gouvernement quant au mécanisme à privilégier et de s'assurer que le développement du mécanisme s'insère dans une optique de développement durable et équilibré du territoire du Plan Nord en prenant en compte le développement communautaire et le potentiel économique de cette région.	MELCC, SPN, MERN, MFFP, Association minière du Québec (AMQ), Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ), Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), Hydro-Québec, Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs (FEDECP), Administration régionale Baie-James (ARBJ), Centre d'études nordiques, Nation Crie (observateur), Société Makivik (absent), Administation régionale Kativik (participant) et Nation Innue (observateur)
Chantier sur la lutte au gaspillage alimentaire	• Proposer un état de la situation du Québec • Proposer un plan de coordination concertée des initiatives des acteurs impliqués, tant gouvernementaux que sectoriels; • Proposer une cible mesurable et réaliste de réduction du gaspillage alimentaire au Québec; • Identifier des initiatives nouvelles permettant d'accélérer le progrès; Produire un bilan des efforts de l'ensemble des acteurs et des progrès pour atteindre la cible convenue.	Co-présidé : MELCC, MAPAQ, RECYC-QUÉBEC

Comité de modernisation de l'industrie de la récupération et du recyclage	Le comité a été mis sur pied afin de définir un nouveau partage des rôles et des responsabilités entre les différents acteurs de la chaîne de valeur, notamment les administrations municipales et l'industrie. Il travaille également à déterminer des mesures qui permettront d'accroître la performance actuelle du système afin d'apporter des solutions concrètes à l'enjeu global du recyclage. Huit rencontres se sont tenues entre mai et octobre 2019. Une feuille de route a été remise en octobre 2019 au gouvernement visant à proposer des améliorations importantes au système actuel de collecte sélective québécois. Des rencontres sont prévues en 2020-2021 afin de mettre en œuvre certaines des actions prioritaires identifiées dans la feuille de route et à la suite de l'annonce le 11 février 2020 de la modernisation du système de collecte sélective fondée sur le principe de la responsabilité élargie des producteurs.	RECYC-QUÉBEC, AOMGMR, CETEQ, ÉEQ, UMQ, FQM, Fondation David Suzuki, RNCREQ, Sani-Éco, MELCC
Comité R&D et innovation de Propulsion Québec (Grappe des transports électriques et intelligents)	Participation au comité et suivi de l'étude KPMG sur le recyclage des batteries ion-lithium au Québec	RECYC-QUÉBEC, MEI
Mobilité durable des employé(e)s de l'administration publique – pôles de déplacement prioritaire	Les pôles ont pour objectif de faciliter les échanges entre les organisations sur leurs réalités, enjeux et défis respectifs en matière de mobilité durable pour les employé(e)s. d'évaluer des mesures potentielles par organisation, par édifice et par pôle selon la pertinence et la faisabilité et d'établir une proposition de plan de mise en œuvre de mesures spécifiques (accompagnées de cibles/clientèles visées et d'échanges).	Pôle 301 : MELCC, INESS, Hydro-Québec, MACM, Loto-Québec, STAT, CNESST, MSSS, RAMQ, OQLF, MTESS, MCC, RECYC-QUÉBEC
Groupe de travail sur les achats publics locaux et écoresponsables	Caractériser le marché sur la base des achats actuels et des différentes options pouvant répondre aux besoins (fournisseurs, caractéristiques éco, aspects locaux, résultats et volume), de déterminer les politiques publiques qui peuvent s'appliquer et de recommander des cibles.	MCC, MELCC, MFFP, MSSS, MEES, RBQ, RECYC-QUÉBEC, SAQ, SCT, SQI, TEQ, ANQ, BAPE, CSPQ, MFA, MRIF, MTESS, RBQ, MEI, MAPAQ, Hydro-Québec, MERN, MTQ, SAAQ, SQ, AMF, CALQ, FRQ, IQ, MAMH, MEES, MRIF, OPHQ, Revenu Québec, RMAAQ, SEPAQ, SPCM

Groupe de travail des ODD sur les principes de développement durable	L'objectif est de renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.	CSPQ, CALQ, MELCC, MAPAQ, Revenu Québec, MERN, BAPE, MSP, SAQ, MEI, SPN, MCE, SQI, RECYC-QUÉBEC
Comité interministériel sur l'économie sociale	Ce comité a pour mission de coordonner l'action des organismes gouvernementaux en économie sociale. Plus spécifiquement, il travaille actuellement à la mise à jour du PAGES (Plan d'Action Gouvernemental en Économie Sociale), et sur la base des recommandations des participants a mis de l'avant des mesures proposées pour le budget 2020-2021 du gouvernement.	RECYC-QUÉBEC, ISQ, MAPAQ, MCC, MEI, MEES, MELCC, MF, MSSS, MAMH, Finances, MFFP, MRIF, Tourisme, MTESS, Secrétariat à la jeunesse, secrétariat aux affaires autochtones, SCT, Immigration Québec, MTQ, MCE, Société d'habitation.
Groupe de travail sur la problématique de la gestion des textiles résiduels	Partager un état de situation du secteur des textiles et planifier l'arrimage d'éventuels programmes d'aide et de soutien pour cette industrie qui montre des signes d'essoufflement (surplus de vêtements usagés invendus, resserrement des critères par les pays importateurs, débouchés de recyclage en déclin, etc.)	RECYC-QUÉBEC, MEI, MELCC
Chaire de recherche en écologie industrielle et territoriale (CREIT) du CTTEI	Effectuer le suivi des activités de la Chaire. Trois rencontres en 2019-2020 et 4 prévues en 2020-2021.	RECYC-QUÉBEC, Hydro-Québec, RTCMI, RTFT, Synergie Québec, Cégep Sorel-Tracy, Groupe Gagnon, Gersol, Desjardins, CTTEI, CREDDO, Arcelor Mittal

Comité des partenaires du projet du TIESS (territoires innovants en économie sociale et solidaire) : Économie sociale et économie circulaire : potentiels de synergie et modèles d'affaires porteurs	Le comité des partenaires se réunira deux fois l'an. Il est formé des partenaires qui souhaitent bénéficier rapidement des apprentissages faits en cours de projet et pouvant agir à titre de tête de réseau en lien avec une éventuelle stratégie de transfert des connaissances. Ce comité a pour fonction : - d'agir à titre consultatif lors d'étapes clés du projet ; - de favoriser la diffusion des connaissances, la consultation sur les besoins présents sur le terrain et le recrutement d'initiatives ou d'organisations en lien avec le projet ; - d'alimenter la réflexion sur la stratégie de transfert devant être mise en place pour que les connaissances issues du projet (modèles d'affaires porteurs, filières, stratégies structurantes pour le développement d'activités d'économie circulaire en économie sociale) puissent rejoindre et être utilisées par les publics cibles. Rencontre en 2019-2020 : janvier 2020.	RECYC-QUÉBEC, CERMIM, Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec, économie circulaire Érable-Arthabaska, Architecture sans frontière, CQCM (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité), Énergir, RECYC-QUÉBEC
ISO/MC/TC 323 Circular Economy (Comité miroir canadien TC 323)	Représenter les intérêts du Canada dans le cadre de l'établissement de la nouvelle norme technique internationale sur l'économie circulaire (ISO TC 323). Quatre rencontres en 2019-2020.	RECYC-QUÉBEC, Ville de Vancouver, Canadian Tire Corp., Ville de Toronto, Canadian Stewardship Services Alliance, Strandberg Consulting, RECYC-QUÉBEC, CSA Group, Raw Materials Company Inc., Public Interest, CTTÉI, Senior Environmental Soil Scientist/CEO (Industry), CSA Group, M.S. Grover & Associates, BC Government, President (Industry), COPOLCO, REfficient, Salvation Army, Corposate Policy Group, The Victoria Hailey Group Corporation, ECD Technoplogy Ltd

Laboratoire d'accélération québécois sur les plastiques et économie circulaire	En alliant la science et la pratique, le laboratoire Plastiques et économie circulaire a pour objectifs de développer, d'expérimenter et de diffuser des solutions innovantes (modèles d'affaires, outils, connaissances, technologies, etc.) permettant de : 1. Repenser la conception, l'approvisionnement, la production et la fin de cycle des produits et emballages en plastique dans une perspective d'économie circulaire, notamment pour réduire la consommation de plastiques vierges et à usage unique; 2. Optimiser l'utilisation des plastiques qui circulent déjà sur le territoire québécois en privilégiant, dans l'ordre, les stratégies de circularité permettant de : a. Intensifier l'utilisation des produits qui en contiennent b. Prolonger la durée de vie de ces produits, c. Donner une nouvelle vie aux plastiques contenus dans ces produits. 2019-2020 : Une rencontre.	RECYC-QUÉBEC, ÉEQ, MELCC, Polytechnique Montréal, Centre de technologie minérale et de plasturgie, Arrondissement de Lachine
Forum d'échanges interministériel sur la transformation du milieu de travail	Les participant(e)s seront invité(e)s à échanger avec les représentant(e)s du gouvernement sur différents thèmes (gestion du changement, technologies, gestion numérique de l'information, financement, santé et bien-être des personnes, espaces, etc.	SCT, SQI, BanQ, MELCC, BAPE, RAMQ, MTESS, MSP, UPAC, TEQ, MFA, MIDI, Revenu Québec, RACJ, Transport, MRI, AssNat, MERN, SAAQ, curateur, CSPQ, MCE
Groupe interministériel sur la participation publique	Les travaux du Groupe de travail ont porté notamment sur l'élaboration du présent Guide. Le projet de guide de planification a été soumis à un exercice de co-construction entre les membres du groupe.	MELCC, MCE, MSSS,MCC,MERN, MAPAQ, MAMH,TEQ, MEES, BAPE
Table des conseillers en architecture d'entreprise (TCAE)	La TCAE regroupe les organisations gouvernementales intéressées par l'architecture d'entreprise. Ses membres remplissent généralement la fonction de conseillers en architecture d'entreprise, mais ils peuvent exercer dans d'autres secteurs de l'organisation. L'objectif de ce groupe est de fournir un lieu d'échange exclusif à ses membres pour partager leurs expériences et leurs documents. Environ 4 rencontres par années	Ouvert à tous les ministères et organismes
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Ce comité est présidé par la dirigeante principale de l'information. L'objectif de ce comité est de transmettre aux dirigeants de l'information et leurs entourages, les orientations gouvernementales et les différentes directives en lien avec la reddition de compte publique.	Tous les ministères

Comité client des services d'infrastructures technologiques	Comité des clients utilisant les services d'infrastructures technologiques du Centre des services partagés du Québec.	Tous les ministères utilisateurs
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Le Forum des gestionnaires en technologies de l'information est une table de concertation et de consultation qui regroupe les directeurs des technologies de l'information du gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes
Table des Responsables organisationnels de la sécurité de l'information (ROSI)	Cette table a comme objectif le partage d'information en lien avec la sécurité de l'information. En vertu de l'article 8 a) de la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale, le sous-ministre ou le dirigeant d'un organisme public désigne un responsable organisationnel de la sécurité de l'information pour le représenter en matière de sécurité de l'information auprès de son organisation et auprès du dirigeant principal de l'information.	Tous les ministères et organismes

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

a. L'objet des consultations
b. Le moyen utilisé
c. Les dates de rencontre
d. Les communautés et les personnes consultées
e. Les résultats des consultations
f. Les montants afférents
g. Les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2020-2021

Note : Il y a obligation de la Couronne de consulter et d'accommoder les Autochtones à la suite des arrêts Haïda et Taku River rendus par la Cour suprême du Canada. Ces consultations ont été effectuées selon le Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

Ces consultations ont été menées par la Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique du MELCC :

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	**MOYEN UTILISÉ**	**DATES DE RENCONTRE**	**COMMUNAUTÉS CONSULTÉES**	**RÉSULTATS DES CONSULTATIONS**	**MONTANTS AFFÉRANTS**	**RENCONTRES 2020-2021**
Agrandissement du parc de réservoirs de CEPSA Chimie à Bécancour (Cepsa Chimie Bécancour inc.)	Correspondances	Aucune	Abénaquis de Wôlinak (via le GCNWA)	Courriel au Grand conseil de la nation Waban-Aki (GCNWA) pour signifier le dépôt de RQC1. Réponse du GCMWA. Aucune préoccupation additionnelle. Le GCNWA est satisfait des réponses de l'initiateur.	0 $	

Atténuation des risques à la sécurité publique liés aux munitions explosives non explosées (UXO) au lac Saint-Pierre (Ministère de la Défense nationale)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	Lettre de rétroaction avec tableau de rétroaction aux questions et commentaires sur l'étude d'impact signée et envoyée au GCNWA. Difficile prise en compte des préoccupations des Abénaquis par l'initiateur.	0 $	
Complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay - Projet Énergie Saguenay (GNL Québec Inc.)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	4 avril 2019 - Appel-conférence avec Mashteuiatsh et Essipit	Mashteuiatsh, Essipit	Annonce de la recevabilité de l'étude d'impact et de la reprise des travaux du BAPE suite au retrait du mandat en raison de la COVID-19. Participation active des communautés autochtones à la consultation.	0 $	
Construction d'un tramway sur le territoire de la Ville de Québec dans le cadre du projet de RSTC (Ville de Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Huron-Wendat	Participation active des Hurons-Wendats qui ont transmis leurs observations sur les enjeux du projet (lettre du 18 avril 2019) et leurs commentaires sur l'étude d'impact (lettre du 19 février 2020). Les Hurons-Wendats souhaitent, entre autres, participer à l'évaluation des impacts du projet sur leurs activités coutumières et être impliquée dans les travaux et fouilles archéologiques. On a demandé la production d'un addenda aux QC2 avec deux questions concernant les HW.	0 $	
Construction et exploitation d'un lieu d'enfouissement technique sur le territoire de la municipalité de Dolbeau-Mistassini (Excavation Dolbeau inc.)	Correspondances	Aucune	Mashteuiatsh	Amorce de consultation auprès de la communauté de Mashteuiatsh. Dans une lettre datée du 30 septembre 2019, Mashteuiatsh informe le MELCC qu'elle ne déposera pas d'observation sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. Poursuivre la consultation suite au dépôt de l'étude d'impact.	0 $	
Desserte en gaz naturel de la zone industrialo-portuaire de Saguenay (Énergir, s.e.c.)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Mashteuiatsh, Essipit	Rétroaction suite à la publication du décret du 1er avril 2020 autorisant le projet.	0 $	

Dragage des canaux de la municipalité de Saint-Zotique (Municipalité de Saint-Zotique)	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Akwesasne	Participation active d'Akwesasne au début de la consultation. Une rencontre a eu lieu avec l'initiateur à la demande d'Akwesasne. Aucun commentaire suite au dépôt des RQC1 (lettre du 20 décembre 2019).	0 $	
Lieux d'enfouissement de sols contaminés à Bécancour (Gestion 3LB)	Correspondances	Aucune	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	Décret 404-2020 du 1er avril 2020 autorisant le projet. Faire rétroaction finale.	0 $	
Ligne à 735 kV Micoua-Saguenay (Hydro-Québec)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	3 octobre 2018 - Rencontre avec les trois communautés et l'initiateur 10 décembre 2018 - Rencontre avec Pessamit 11 juin 2019 - Rencontre avec Pessamit 12 juin 2019 - Appel-conférence avec Essipit et Mashteuiatsh	Mashteuiatsh, Essipit, Pessamit	Rétroaction réalisée suite au décret 935-2019 du 4 septembre 2019 autorisant le projet. Le suivi d'un engagement de HQ a été effectué par le MELCC (rencontres du comité de suivi).	0 $	
Ligne d'interconnexion des Appalaches-Maine (Hydro-Québec)	Correspondances	Aucune	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	Amorce de consultation de type «information» suite à la réception de l'étude d'impact. Participation active des Abénaquis à l'étape de la recevabilité de l'étude d'impact. Intérêt pour l'archéologie. Poursuivre la consultation à l'étape de l'acceptabilité.	0 $	

Mine de fer du lac Bloom - Augmentation de la capacité d'entreposage des résidus et stériles miniers (Minerai de fer Québec)	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Matimekush–Lac-John, Uashat-Maliotenam, Naskapis, Pessamit, Essipit, Nutashkuan	Consultation amorcée le 5 février 2014 auprès de Matimekush–Lac-John et Uashat-Maliotenam. L'initiateur du projet ayant fait faillite, un nouveau propriétaire a repris les activités de la mine en 2018 et déposé une mise à jour de l'étude d'impact. Aucune réponse de Matimekush–Lac-John et Uashat-Maliotenam malgré de nombreux rappel. Cependant, le projet de programme de compensation de l'habitat du poisson a eu pour effet de lever quatre consultations complémentaires, de type information, auprès des Naskapis et des Innus de Pessamit, Essipit et Nutashkuan. Ces communautés participent activement à la consultation.	0 $	
Mise en production du gisement Galt Sud-Ouest (Cuda Pétrole et Gaz inc.)	Correspondances	Aucune	Micmacs (via le Secrétariat Mig'mawei Mawiomi)	Consultation réalisée conformément à l'entente de consultation avec les Micmacs. Réception le 11 février 2018 d'une lettre du Secrétariat Mig'mawei Mawiomi sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. Poursuivre la consultation suivant le dépôt de l'étude d'impact.	0 $	
Parc éolien Des Cultures (Énergie renouvelable Des Cultures S.E.C.)	Correspondances	Aucune	Kahnawake	Les préoccupations de Kahnawake ont été prises en compte dès l'étape de la recevabilité. Le conseil de bande est satisfait des réponses fournies et réaffirme son appui au projet. Faire rétroaction finale suite à l'adoption du décret.	0 $	
Poste d'Argenteuil à 315-120-25 kV et ligne d'alimentation (Hydro-Québec)	Correspondances	Aucune	Kanesatake	Amorce d'une consultation de type «information». Aucun retour de la communauté à la date limite du 17 mars 2020. Aucune rétroaction requise.	0 $	

Programme décennal de dragage aux installations portuaires de Port-Cartier (ArcelorMittal Infrastructure Canada)	Correspondances	Aucune	Uashat-Maliotenam	Amorce de consultation de type «information» auprès de Uashat-Maliotenam. Réponse de la communauté, en date du 10 janvier 2020, qui se dit favorable au projet. Aucune rétroaction requise.	0 $	
Projet Authier (Sayona Québec inc.)	Correspondances	Aucune	Pikogan	Consultation amorcée le 13 juin 2019. Aucune observation sur les enjeux que l'étude d'impact devait aborder. Une seconde lettre de consultation a été envoyée suite au dépôt de l'étude d'impact. Aucun retour de la part de la communauté.	0 $	
Projet de Mine aurifère Wasamac (Corporation aurifère Monarques)	Correspondances	Aucune	Pikogan	Réception des observations de Pikogan sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. Relancer la consultation au dépôt de l'ÉI.	0 $	
Projet Gazoduq (Gazoduq inc.)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	16 septembre 2019 - Participation à une réunion de la Société Mamo Aki pour présenter la PÉEIE	Pikogan, Timiskaming, Lac-Simon, Wemotaci, Obedjiwan, Manawan, Mashteuiatsh, Essipit (en information)	Consultation amorcée le 10 décembre 2018 auprès de 8 communautés. Jusqu'à présent, seul quatre d'entre elles ont manifesté leur intérêt à prendre part à la consultation du MELCC dont trois - Essipit, Mashteuiatsh et Wemotaci - ont transmis des observations sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. Poursuivre la consultation à la réception de l'étude d'impact. Bien que certaines communautés consultées se soient regroupées au sein de la «Société Mamo Aki», le MELCC maintient un canal de consultation distinct auprès de celles-ci.	0 $	

Projet Horne 5 : projet d'exploitation d'un gisement d'or polymétallique (Ressources Falco Ltée)	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Pikogan	Transmission des réponses de l'initiateur au QC au chef de la communauté de Pikogan. Accusé de réception du répondant autochtone qui confirme que les réponses de l'initiateur sont suffisantes et que Pikogan n'a pas d'autres commentaires sur le projet. L'initiateur a invité la communauté à faire partie du comité de suivi du projet.	0 $	
Projet minier Matawinie (Nouveau Monde Graphite)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	25 juillet 2019 - Rencontre avec le Grand Chef Awashish (Conseil de la nation atikamekw) et le Chef Ottawa (Manawan)	Manawan	Consultation amorcée le 21 février 2018. Faible participation de la communauté. Le MELCC est toujours dans l'attente d'information sur les effets préjudiciables potentiels du projet sur les droits revendiqués par Manawan, malgré de nombreux rappels.	0 $	En planification
Raccordement du complexe Énergie Saguenay au réseau de transport d'Hydro-Québec (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Mashteuiatsh, Essipit	Amorce de consultation auprès de Mashteuiatsh et Essipit (en information). Les deux communautés ont soumis leurs observations sur les enjeux que devrait aborder l'étude d'impact. Poursuivre la consultation à réception de l'étude d'impact.	0 $	
Réhabilitation du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré (Corporation de développement du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Wendake	Tableau de rétroaction finale complété. Envoi du plan préliminaire du projet de compensation pour l'habitat du poisson. Réception des commentaires des Hurons-Wendats à prendre en compte.	0 $	
Renforcement des réseaux de transport à 315 kV et à 120 kV de l'Abitibi-Témiscamingue (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Pikogan	Aucune observation sur les enjeux que devrait aborder l'étude d'impact. Relancer la consultation au moment de la réception de l'étude d'impact.	0 $	

Stabilisation de berges de la baie Saint-François (Ville de Salaberry-de-Valleyfield)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	Aucune	Akwesasne, Kahnawake	Les préoccupations d'Akwesasne ont été prises en compte par l'initiateur très tôt dans le processus, mais la consultation de l'initiateur auprès de Kahnawake demeurait incomplète. Des démarches sont en cours afin de s'assurer que l'initiateur présente son projet à Kahnawake et que leurs préoccupations soient prises en compte le cas échéant.	0 $	7 avril 2020 - Appel-conférence avec Kahnawake concernant la recevabilité de l'étude d'impact
Usine de transformation de concentré de fer en fonte brute et en ferro-vanadium à la Ville de Saguenay (Métaux BlackRock inc.)	Correspondance, échanges téléphoniques et rencontres	25 octobre 2018 - Rencontre avec Mashteuiatsh sur les inventaires fauniques et les plans de compensation 22 mars 2019 - Rencontre bilan de la consultation avec les représentants de Mashteuiatsh, Essipit et Pessamit	Mashteuiatsh, Essipit	Rétroaction suite à la publication du décret du 3 avril 2019 autorisant le projet. Contestation de Pessamit qui aurait souhaité être consultée.	0 $	

CONSULTATIONS – MODIFICATION DE DÉCRET						
OBJET DES CONSULTATION	**MOYEN UTILISÉ**	**DATES DE RENCONTRE**	**COMMUNAUTÉS CONSULTÉES**	**RÉSULTATS DES CONSULTATIONS**	**MONTANTS AFFÉRANTS**	**RENCONTRES 2020-2021**
Report de la mise en eau du réservoir de la Romaine 4 (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	La Romaine (Unamen Shipu), Mingan (Ekuanitshit), Pakuashipi	Amorce de consultation. Retour de Pakuashipi qui souhaite un délai supplémentaire. Aucun commentaire. Faire rétroaction finale suite au décret.	0 $	

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	**MOYEN UTILISÉ**	**DATES DE RENCONTRE**	**COMMUNAUTÉS CONSULTÉES**	**RÉSULTATS DES CONSULTATIONS**	**MONTANTS AFFÉRANTS**	**RENCONTRES 2020-2021**
Projet de stabilisation d'urgence de talus à Alma (Ville d'Alma) – Demande d'autorisation ministérielle (DR Saguenay)	Lettre de consultation	Aucune	Innus de Mashteuiatsh	Consultation amorcée en septembre 2019, puis finaliser avec une rétroaction sur la décision ministérielle prise le 26 février 2020. Préoccupations essentiellement sur le patrimoine archéologique.	0 $	
Exploitation de la fosse 134, halde à stérile mixte et prélèvement d'eau (Site Casa Berardi), Eeyou-Istchee Baie-James (DR Abitibi-Témiscamingue)	Lettre de consultation (7 août 2019)	Rencontre à Québec le 27 février 2020 Rencontre avec le promoteur (Hecla Québec) le 11 février 2020 et le 12 mars 2020	Pikogan (en vertu de l'entente sur la consultation et l'accommodement de 2017)	La communauté a participé de façon active à la consultation. Plusieurs échanges de correspondances et rencontres et deux demandes de délais supplémentaires ont été acceptés. Les autorisations ont été délivrées le 27 mai 2020. Une lettre de rétroaction est présentement en rédaction en collaboration avec le MERN pour aviser la communauté de la délivrance des autorisations.	1 000 $	
Modification du plan de réhabilitation du terrain de la Pointe Opémican (plage), Témiscaming (DR Abitibi-Témiscamingue)	Lettre de consultation (24 février 2020)	Aucune	Kebaowek, Wolf Lake	Discussion avec Kebaowek, qui souhaite être impliqué dans les travaux. Échange avec Direction des parcs nationaux et SÉPAQ en vue de planifier une rencontre.	0 $	Possibilité d'une rencontre organisée par la SÉPAQ

Réfection du barrage du lac St-Thomas, Stoneham-et-Tewkesbury (DR Capitale-Nationale)	Lettre de consultation (6 juin 2019)	Aucune	Wendake, Mashteuiatsh	Demande de prolongation de délai (6/6/19) (accordé le 17/7/19) par les HW. Préoccupations concernant le potentiel archéologique du secteur des travaux. Réponse appropriée par le MELCC tenant compte des préoccupations de la nation. Dossier terminé	0 $	
Remplacement du pont P-06125 situé sur le chemin du Tour-du-Lac Sud, au-dessus de la décharge du lac Sergent (DR Capitale-Nationale)	Lettre de consultation (26 juin 2019)	Aucune	Wendake, Mashteuiatsh et Essipit	Aucune préoccupation résiduelle. Dossier terminé.	0 $	
Projet de camping – Parc national de la Jacques-Cartier – Établissement d'une Installation de traitement des eaux usées (DR Capitale-Nationale)	Lettre de consultation	Aucune	Hurons-Wendat	Préoccupations sur le volet archéologique. Les HW et la SEPAQ ont collaboré en amont du dépôt de la demande d'autorisation. Pas de préoccupation supplémentaire concernant le projet. Dossier terminé.	0 $	
Mise à niveau de l'usine d'épuration des eaux usées de Beauharnois et Maple Grove (secteur Centre) (DR Montérégie)	Lettre d'information (11 septembre 2019)	La DR a rencontré la communauté le 10 mars 2020	Kahnawake	Préoccupations concernant la contamination potentielle de l'activité. La DR a établi le lien entre la municipalité de Beauharnois et la communauté. Le processus de consultation se déroule normalement.	0 $	
Intervention en milieux humides pour le développement d'un parc industriel, à Delson (DR Montérégie)	Lettre de consultation (10 février 2020)	Aucune	Kahnawake	Consultation en cours.	0 $	Appel-conférence en planification
Construction d'un pont dans la rivière Saint-Régis à Saint-Constant (DR Montérégie)	Lettre de consultation (21 février 2020)	Aucune	Kahnawake	Une rencontre entre la ville et la communauté a eu lieu le 11 mai 2020. La communauté s'est déclarée satisfaite de la consultation.	0 $	

Barrage Lajeunesse à La Tuque (DR Mauricie)	Lettre d'information	Aucune	Wemotaci	Wemotaci a donné son accord pour la réalisation des travaux de réfection du barrage dans un courriel daté du 8 avril 2020.	0 $	
Stabilisation d'un segment de berge de la rivière Nipissis au point militaire 39 du chemin de fer QNS&L (DR Côte-Nord)	Lettre de consultation (21 janvier 2020)	Aucune	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam Communauté de Maliotenam	Consultation terminée le 21 février 2020. Aucun commentaire reçu.	0 $	
Campement de travailleurs associé à la construction de la Ligne Micoua/Saguenay (DR Côte-Nord)	Lettre d'information (21 février 2020)	Aucune	Pessamit	Aucun commentaire reçu à l'échéance du 21 mars 2020. L'analyse se poursuit.	0 $	
Sablière dans la municipalité de Franquelin (DR Côte-Nord)	Lettre d'information (10 mars 2020)	Aucune	Pessamit	Aucun commentaire reçu à l'échéance du 14 avril 2020. L'analyse se poursuit.	0 $	

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 30

Liste des investissements, montants et bénéficiaires en 2019-2020 des programmes suivants et prévisions pour 2020-2021 :

a) **accréditation d'échantillonnage environnemental;**
b) **accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds;**
c) **aide aux municipalités dévitalisées;**
d) **programme d'accréditation des laboratoires d'analyse;**
e) **acquisition de connaissance sur les eaux souterraines du Québec;**
f) **aide à la réhabilitation de terrains contaminés (programme Climatsol);**
g) **climat municipalités;**
h) **concours « chapeau, les filles! » et son volet scientifique « excelle science»;**
i) **conseils régionaux de l'environnement et regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec;**
j) **environnement-plage;**
k) **inspection et entretien des véhicules automobiles lourds;**
l) **partenaires pour la nature;**
m) **programme d'aide à la recherche et au développement en environnement (PARDE);**
n) **programme d'initiatives locales en environnement (pile) nouveau;**
o) **programme interactions communautaires (plan Saint-Laurent);**
p) **recherche sur la connaissance des eaux souterraines et leur développement durable ainsi que la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination;**
q) **réduction des rejets industriels;**
r) **soutien à la mission des organismes nationaux.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux et à la réponse de la question 13 des renseignements particuliers.

QUESTION PARTICULIÈRE N°31

État de situation au 31 mars 2020 de l'intégration d'orientations spécifiques en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans la révision et la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement.

Le chantier du renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire relève des responsabilités du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celui-ci discute présentement avec les unions municipales (Union des municipalités du Québec et Fédération québécoise des municipalités) pour la suite des travaux.

QUESTION PARTICULIÈRE N°32

Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2019-2020 aux efforts visant à protéger la ressource eau et prévisions pour 2020-2021.

En plus des ressources internes du MELCC, les sommes suivantes ont été consacrées à des efforts visant à protéger la ressource eau par le biais de contrats, ententes ou programmes :

	ventilation des sommes (M$)	Remarques
Financement d'activités régulières des 40 organismes de bassin versant et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	10 (2018-2019) 10 (2019-2020) 10 (2020-2021)	Total de 30 M$ pour 2018-2021, versé en une fois en 2018-2019
Mesure 10.6.2 du Plan d'action économique 2017-2018 visant à bonifier les connaissances sur les eaux souterraines	2,00 (2019-2020)	Projets d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines
Financement des activités régulières des Tables de concertation régionales (TCR)	0,75 (2019-2020)	Financement de 6 Tables de concertation régionales pour un total de 750 000 $ (125 000 $ chacune)
Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	0,89 (2019-2020)	• Contrats dans le cadre de l'action 30.3.2 « Adaptation et consolidation du réseau de suivi des eaux souterraines du Québec » : 806 250 $ • Contrats dans le cadre de l'action 30.3.3. : 92 419$
Plan d'action Saint-Laurent – Programme interactions communautaires (PIC)	0,30	20 projets financés
Programme de suivi permettant l'évaluation de la qualité de l'eau pour les petits bassins versants agricoles	0,07	Échantillonnage d'eau et aux analyse des échantillons dans le cadre de 5 projets portant sur des nouvelles pratiques agricoles réalisés en collaboration avec le MAPAQ.
Programme de soutien agricole (PSMA)	0,06	Recherche visant à favoriser une gestion environnementale des exploitations agricoles par l'utilisation de mesures innovatrices permettant de réduire la pollution en milieu agricole.
contrats octroyés afin de documenter diverses problématiques en lien avec la protection de la ressource eau	0,04	Rédaction d'un nouveau chapitre qui s'ajoutera au Guide pour l'analyse des technologies conventionnelles de
Activités de gestion des connaissances de l'eau	0,24	
Programme de soutien aux enjeux régionaux de l'eau (PSREE)	0,53	22 projets financés
Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable	3,02 M$	Plus de 230 municipalités financées
Contrat pour la réalisation d'un guide pour la gestion des débordements d'eaux usées	0,034 M$ (2019-2020) 0,035 M$ (2020-2021)	Contrat dans le cadre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
Contrat concernant les modèles d'encadrement du traitement et de l'évacuation des eaux usées des résidences isolées	0,043 M$ (2019-2020) 0,043 M$ (2020-2021)	Contrat dans le cadre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030

	ventilation des sommes (M$)	Remarques
Contrat pour la révision du Guide pour l'étude des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique	0,068 M$ (2019-2020) 0,094 M$ (2020-2021)	Contrat dans le cadre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
Contrat pour la modélisation du bilan de phosphore des lacs de la région de l'Abitibi-Témiscamingue	0,016 M$ (2019-2020)	Contrat dans le cadre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
Contrat pour le développement d'outils pour soutenir les municipalités dans l'adoption de pratiques favorables à une gestion durable des eaux pluviales	0,025 M$ (2019-2020) 0,047 M$ (2020-2021)	Contrat dans le cadre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030
TOTAL pour 2019-2020	**18,086 M$**	

Concernant la Stratégie québécoise de l'eau (SQE), fournir :

a) les sommes allouées pour chacune des orientations proposées dans la Stratégie;

b) un état de situation quant à la mise en place de chacune des orientations;

c) depuis le 1er mars 2019, la liste des actions suspendues ou mises en place afin de combler les objectifs de la stratégie.

---

a) les sommes allouées pour chacune des orientations proposées dans la Stratégie

Voici les sommes qui ont été allouées dans le Plan d'action 2018-2023 de la SQE pour chacune des sept orientations :

- Orientation 1 – Assurer une eau de qualité pour la population : 124 106 300 $
- Orientation 2 – Protéger et restaurer les milieux aquatiques : 105 219 800 $
- Orientation 3 – Mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau : 108 483 000 $
- Orientation 4 – Miser sur le potentiel économique de l'eau : 128 099 862 $
- Orientation 5 – Promouvoir une utilisation durable de l'eau : 4 845 000 $
- Orientation 6 – Acquérir et partager les meilleures connaissances sur l'eau : 31 406 710 $
- Orientation 7 – Assurer et renforcer la gestion intégrée des ressources en eau : 44 865 090 $

Un budget de 5 M$ était également prévu pour la mise en œuvre, le suivi et la reddition de comptes.

b) un état de situation quant à la mise en place de chacune des orientations

Comme prévu, la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 de la SQE s'est amorcée à l'été 2018, à la suite du lancement de la SQE, le 27 juin 2018.

Dès la première année de la SQE (juin 2018 au 31 mars 2019), le Ministère et ses partenaires ont débuté la mise œuvre de plusieurs mesures permettant ainsi d'atteindre un taux d'avancement global de 24 % au 31 mars 2019 (sur l'ensemble des livrables prévus[1]). L'état d'avancement au 31 mars 2019 du plan d'action a été publié en novembre 2019. Voici le détail pour chacune des sept orientations :

- Orientation 1 – Assurer une eau de qualité pour la population : 25 %
- Orientation 2 – Protéger et restaurer les milieux aquatiques : 25 %
- Orientation 3 – Mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau : 25 %
- Orientation 4 – Miser sur le potentiel économique de l'eau : 34 %
- Orientation 5 – Promouvoir une utilisation durable de l'eau : 18 %
- Orientation 6 – Acquérir et partager les meilleures connaissances sur l'eau : 24 %
- Orientation 7 – Assurer et renforcer la gestion intégrée des ressources en eau : 17 %

Taux d'avancement global (sur l'ensemble des livrables prévus[1]) 24 %

[1] Pour établir le taux de réalisation des livrables, une cote variant de 0 à 1 a été attribuée à chacun des livrables (0 pour ceux non réalisés; 0,2 réalisés en continu, 0,5 en cours de réalisation et 1 pour ceux qui sont complétés). La sommation de ces livrables a ensuite été divisée par le total des livrables identifiés pour l'atteinte de l'objectif.

c) depuis le 1er mars 2019, la liste des actions suspendues ou mises en place afin de combler les objectifs de la Stratégie

Les mesures 4.2.1, Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), et 4.2.2, Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de GES par le développement du transport intermodal, de la SQE sont financés par le Fonds vert et font partie du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. En novembre 2018, le Conseil de gestion du Fonds vert publiait les Recommandations sur les ajustements budgétaires à apporter au Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, dont une des recommandations était en lien avec ces deux programmes. Ces programmes ont été suspendus. Toutefois, ils sont de nouveau en vigueur depuis le 9 avril 2019.

Par ailleurs, aucune action n'a été ajoutée à la SQE.

La deuxième année de mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 vient d'être complétée et un suivi de la mise en œuvre sera effectué au cours de l'été 2020. Le deuxième rapport de suivi sera disponible à l'automne 2020.

Gestion intégrée des ressources en eau

Liste de tous les Plans directeurs de l'eau (PDE) déposés et approuvés par le MELCC au 31 mars 2020. Fournir l'échéancier pour 2020-2021.

En date du 31 mars 2020, l'ensemble des 40 organismes de bassin versant (OBV) ont reçu l'approbation de leur Plan directeur de l'eau (PDE). La liste des PDE déposés et approuvés se retrouve au tableau suivant :

Zone de gestion	PDE déposé	Date de dépôt	Date d'approbation du PDE
Abitibi-Jamésie	X	2014-04-02	2016-12-13
Baie-Missisquoi	X	2014-05-01	2015-11-25
Batiscan-Champlain	X	2014-03-31	2016-04-26
Bayonne	X	2013-07-09	2017-01-19
Bécancour	X	2014-03-31	2016-04-26
Capitale	X	2014-03-28	2016-08-26
Charlevoix-Montmorency	X	2013-07-04	2015-01-21
Châteauguay	X	2014-03-31	2016-01-25
Chaudière	X	2014-03-31	2016-01-25
Chêne, du	X	2014-03-31	2015-11-25
Côte-du-Sud	X	2013-10-17	2014-10-22
Duplessis	X	2014-03-31	2015-08-14
Etchemin	X	2014-09-04	2016-02-11
Gaspésie-Nord	X	2014-06-30	2016-08-26
Gaspésie-Sud	X	2014-04-03	2017-12-06
Haute-Côte-Nord	X	2014-03-03	2015-03-12
Jacques-Cartier	X	2013-04-11	2014-10-22
Kamouraska-L'Islet-du-Loup	X	2013-09-05	2014-10-17
L'Assomption	X	2014-10-02	2016-04-26
Lac Saint-Jean	X	2013-03-31	2014-08-19
Lièvre-du	X	2013-04-26	2014-08-19
Loup-Yamachiche	X	2013-04-22	2014-08-14
Manicouagan	X	2013-04-02	2014-07-25
Maskinongé	X	2014-03-27	2016-04-26
Matapédia-Restigouche	X	2014-04-03	2017-06-08
Mille-Îles	X	2014-03-24	2015-11-24
Nicolet	X	2014-04-03	2015-11-11
Nord, du	X	2013-05-21	2015-08-11
Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	X	2014-03-31	2016-04-26
Richelieu	X	2014-03-31	2016-02-11
Rouge-Petite Nation-Saumon	X	2013-05-02	2014-11-19
Saguenay	X	2014-03-31	2016-01-25
Sainte-Anne	X	2014-04-07	2016-04-26
Saint-François	X	2014-03-31	2016-01-25
Saint-Jean, Fleuve	X	2014-04-02	2016-08-22
Saint-Maurice	X	2013-04-10	2014-11-13
Sept, des	X	2013-04-02	2014-10-22
Témiscamingue	X	2014-01-13	2015-08-11
Vaudreuil-Soulanges	X	2014-03-31	2016-01-25
Yamaska	X	2014-07-16	2016-04-26
Total	**40**	-	-

QUESTION PARTICULIÈRE N°35

Ventilation des sommes allouées en 2019-2020 par le Ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV), le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques soutient financièrement les 40 organismes de bassins versants (OBV) reconnus au Québec ainsi que le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ).

Ainsi, dans le cadre des conventions d'aide financière 2018-2021 entre le Ministère et chacun de ces organismes, le gouvernement subventionne la GIEBV à raison de 30 M$ sur trois ans, dont 28,95 M$ pour les OBV. Cela correspond à un montant moyen de 241 250 $ par OBV par année. Le ROBVQ quant à lui bénéficie d'une subvention de 1,05 M$ sur trois années, soit 350 000 $ par année en moyenne.

Pour les OBV, ce financement vise à fournir les ressources nécessaires pour :

- Favoriser la concertation des acteurs de l'eau régionaux concernés par les enjeux de l'eau sur leur territoire respectif;
- Informer, mobiliser, consulter et sensibiliser la population ainsi que promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau sur leur territoire;
- Élaborer un plan directeur de l'eau (PDE) représentatif des préoccupations et de la vision d'avenir du milieu, le mettre à jour et assurer le suivi de sa mise en œuvre.

Pour le ROBVQ, ce financement statutaire sert à :

- Soutenir les organismes de bassins versants;
- Participer à l'élaboration d'outils pour les OBV;
- Représenter les organismes de bassins versants auprès du Ministère;
- Promouvoir les grands principes de la gouvernance et de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant et des écosystèmes aquatiques;
- Réaliser toute autre activité convenue avec le Ministère.

De plus, en 2019-2020, le Ministère a octroyé au ROBVQ une aide financière de :

- 225 000 $ pour déployer une campagne d'information et de sensibilisation dans le cadre du « Mois de l'eau ». Cette aide permet de répondre à la mesure 5.1.1 du Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau (SQE) visant à « Favoriser et mettre en œuvre des mesures de sensibilisation dans le cadre du Mois de l'eau (juin) »;

- 400 000 $ pour l'année financière 2019-2020 pour le développement et la mise en œuvre d'une campagne nationale de sensibilisation sur l'eau et ce, en collaboration avec Réseau Environnement et le Centre d'interprétation de l'eau. Cette aide permet de concrétiser la mesure 5.1.4 du Plan d'action 2018-2023 de la SQE visant à « Sensibiliser la population à la protection et à l'utilisation durable de l'eau »;

- 90 000 $ pour le développement d'un système de gestion des données portant sur le suivi des PDE et des plans de gestion intégrée régionaux (PGIR). Cette aide découle de la mesure 7.1.1 du plan d'action de la SQE qui vise à « Améliorer le soutien aux organismes de bassins versants et le suivi de la gestion intégrée des ressources en eau »;

- 100 414 $ pour la mise en œuvre et la coordination d'un projet, de portée nationale, visant la gestion intégrée des ressources en eau de la section fluviale du bassin versant de la rivière des Outaouais situé sur le territoire québécois. Cette initiative découle de la mesure 7.2.4 « Favoriser les partenariats structurants » issue de la SQE et vise à développer un partenariat actif entre les sept organismes de bassins versants (OBV) du territoire et la Table de concertation régionale (TCR) du Haut-Saint-Laurent – Grand Montréal. Il vise

ultimement à élaborer un plan régional de gestion intégrée pour le bassin de la rivière des Outaouais.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL), le MELCC soutient les Tables de concertation régionale (TCR) qui ont des mandats très similaires à ceux énoncés plus haut pour les OBV, mais pour les zones de gestion intégrée du Saint-Laurent. Au lieu d'un PDE, chaque TCR doit produire un PGIR représentatif des préoccupations et des enjeux des acteurs de la zone de gestion intégrée du Saint-Laurent.

- En 2019-2020, le Ministère a soutenu financièrement les six TCR en place pour un montant total de 750 000 $, à raison de 125 000 $ par TCR.

Enfin, en 2019-2020, le Ministère a déployé le Programme de soutien régional aux enjeux de l'eau. Doté d'un budget de 1 M$ par année, ce programme vise à favoriser une meilleure gestion des ressources en eau et à mieux protéger les milieux hydriques et les écosystèmes aquatiques en soutenant la réalisation d'actions inscrites dans les PDE et PGIR. La mise en œuvre de ce programme découle de la mesure 7.3.1 du Plan d'action 2018-2023 de la SQE qui vise à « Mettre en place un programme de soutien régional aux enjeux de l'eau (PDE-PGIR) ».

- En 2019-2020, 22 projets ont pu être financés, pour un montant maximal de 530 000 $.

Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau en 2019-2020. Ventiler par code SCIAN et indiquer :

a) la description du code SCIAN;
b) le volume, en m^3, prélevé;
c) le taux de redevance;
d) le montant perçu par code SCIAN;
e) le montant total perçu.

Les réponses aux questions se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Les données fournies dans le tableau proviennent de la déclaration annuelle de prélèvement d'eau de 2019 qui couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2019. Cette information est saisie par les préleveurs d'eau qui sont assujettis au Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau et au Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau. Toutefois, dans le contexte entourant la COVID-19 le Ministère exerce une tolérance à l'égard de la transmission de la déclaration des prélèvements d'eau et le paiement de la redevance pour l'année 2019, normalement attendue au 31 mars 2020. Ainsi certains préleveurs n'ont pas encore produit leur déclaration annuelle de prélèvement d'eau et donc les données de la déclaration de 2019 ne sont pas completes.

Note: Données préliminaires de 2019 extraites le 28 mai 2020.

2019

CODE_SCIAN	DESCRIPTION CODE SCIAN	VOLUME M3	TAUX REDEVANCE	MONTANT REDEVANCE
2122	Extraction de minerais métalliques	79 112 678	0,0025	$ 197 781,73
2123	Extraction de minerais non métalliques	51 616 036	0,0025	$ 129 040,21
2131	Act. soutien à extraction minière, pétrole, gaz	218 751	0,0025	$ 546,88
3112	Mouture de céréales & graines élagineuses	1 573 376	0,0025	$ 3 933,45
3113	Fab. de sucre & de confiseries	142 996	0,0025	$ 357,49
3114	Préservation & congélation de fruits & légumes	1 104 840	0,0025	$ 2 762,10
3115	Fab. de produits laitiers	16 725 692	0,0025	$ 41 814,26
3116	Fab. de produits de viande	11 443 117	0,0025	$ 28 607,84
3117	Préparation & cond. de poissons & fruits de mer	2 980 115	0,0025	$ 7 450,31
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	533 554	0,0025	$ 1 333,90
3119	Fab. d'autres aliments	6 914 413	0,0025	$ 17 286,04
3121	Fab. de boissons	6 891 576	0,07	$ 482 410,30
3122	Fab. du tabac	70 000	0,0025	$ 175,01
3131	Usines de fibres, de filés et de fils	136 759	0,0025	$ 341,90
3132	Usines de tissus	228 615	0,0025	$ 571,54
3133	Finissage de textiles, tissus & revêt. Tissus	643 667	0,0025	$ 1 609,17
3141	Usines de textiles domestiques	20 225	0,0025	$ 50,56
3149	Usines d'autres produits textiles	199 402	0,0025	$ 498,51
3211	Scieries & préservation du bois	1 265 717	0,0025	$ 3 164,31
3212	Fab. de placage, contrepl. & produits bois reconst.	1 906 590	0,0025	$ 4 766,49
3219	Fab. d'autres produits en bois	359 620	0,0025	$ 899,05
3221	Usines de pâte à papier, de papier & de carton	361 719 907	0,0025	$ 904 299,83
3222	Fab. de produits en papier transformé	298 776	0,0025	$ 746,95
3241	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	10 061 309	0,0025	$ 25 153,27
3251	Fabrication de produits chimiques de base	46 298 766	0,0025	$ 115 746,94
3251	Fabrication de produits chimiques de base	4 795 429	0,07	$ 335 680,06
3252	Fab. Caoutchouc, fibres & filam. synthe. & résine	2 227 538	0,0025	$ 5 568,86
3254	Fab. de produits pharmaceutiques & médicaments	1 565 331	0,0025	$ 3 913,34
3255	Fab. de peintures, de revêtements & d'adhésifs	803 382	0,0025	$ 2 008,46
3256	Fab. de savon, détachant & produits de toilette	182 041	0,0025	$ 455,11
3259	Fab. d'autres produits chimiques	6 296 172	0,0025	$ 15 740,44
3261	Fab. de produits en plastique	327 766	0,0025	$ 819,42
3262	Fabrication de produits de caoutchouc	4 933 364	0,0025	$ 12 333,41
3271	Fabrication de produits en argile et produits réfractaires	39 723	0,07	$ 2 780,61
3272	Fab. de verre	131 763	0,0025	$ 329,41
3273	Fab. de ciment	3 111 017	0,0025	$ 7 777,54
3273	Fab. de ciment & de produits en béton	654 101	0,07	$ 45 787,04
3274	Fab. de chaux & de produits en gypse	252 139	0,07	$ 17 649,73
3279	Fab. d'autres produits minéraux non métalliques	10 444 804	0,0025	$ 26 112,01
3311	Sidérurgie	72 902 540	0,0025	$ 182 256,36
3312	Fab. de produits en acier à partir d'acier acheté	428 581	0,0025	$ 1 071,46
3313	Production & transformation d'alumine & d'Al	6 190 528	0,0025	$ 15 476,33
3314	Production & transf. métaux non ferreux (sauf Al)	59 935 536	0,0025	$ 149 838,84
3315	Fonderies	10 396 047	0,0025	$ 25 990,13
3321	Forgeage et estampage	2 736 120	0,0025	$ 6 840,30
3322	Fab. de coutellerie & d'outils à main	135 136	0,0025	$ 337,84
3327	Ateliers d'usinage, fabrication de produits tournés, de vis, d'écrous et de boulons	77 093	0,0025	$ 192,73
3328	Revêt., gravure, trait. therm. & act. Analogues	215 241	0,0025	$ 538,11
3329	Fab. d'autres produits métalliques	386 199	0,0025	$ 965,50
3332	Fabrication de machines industrielles	36 354	0,0025	$ 90,89
3333	Fabrication de machines pour le commerce et les industries de services	68 998	0,0025	$ 172,50
3344	Fab. semi-conducteurs & autres comp. électron.	523 706	0,0025	$ 1 309,27
3353	Fab. de matériel électrique	62 047	0,0025	$ 155,12
3361	Fab. de camions lourds	69 883	0,0025	$ 174,71
3363	Fab. de pièces pour véhicules automobiles	24 059	0,0025	$ 60,15
3364	Fab. de produits aérospatiaux & de leurs pièces	1 706 496	0,0025	$ 4 266,26
3366	Construction & réparation de navires	162 313	0,0025	$ 405,78
3369	Fab. d'autres types de matériel de transport	142 075	0,0025	$ 355,19
3372	Fab. Vitrine d'Exposition, cloisons, rayonnages	42 716	0,0025	$ 106,79
3391	Fab. de fournitures & de matériel médicaux	15 820	0,0025	$ 39,55
3399	Autres activités diverses de fab.	5 147 671	0,0025	$ 12 869,18
4132	Grossistes-marchands de boissons	59 409	0,07	$ 4 158,65
	Total	**799 695 638**		**$ 2 855 975,12**

QUESTION PARTICULIÈRE N°37

Indiquer les démarches effectuées depuis le 1er mars 2019 par le Ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau

---

Aucune démarche n'a été effectuée depuis le 1er mars 2019 par le Ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

QUESTION PARTICULIÈRE N°38

Indiquer les quantités de litres d'eau douce prélevées par les industries québécoises depuis le 1er mars 2019. Indiquer également les montants de redevances sur l'eau perçues par le Ministère depuis le 1er mars 2019.

Le Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau (RDPE), s'adresse à tous les premiers préleveurs de 75 000 litres par jour et plus, des secteurs visés par la RDPE, et ce, pour l'ensemble du Québec ainsi qu'aux autres premiers préleveurs qui ont une capacité de prélèvement égale ou supérieure à 379 000 litres par jour qui se situent sur le territoire de l'Entente sur les ressources en eaux durables des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. La liste des préleveurs assujettis comprend les municipalités, les entreprises agricoles et piscicoles, les industries et toute autre activité couverte par règlement.

En date du 28 mai 2020, la quantité d'eau prélevée entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 par les industries québécoises assujetties au RDPE est de 1 299,07 millions de litres. Les montants de la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau perçus par le Ministère pour la même période sont 2 855 975,12 $.

L'obligation de déclarer les quantités d'eau prélevées se fait tous les 31 mars de l'année qui suit l'année civile (1er janvier au 31 décembre) qui fait l'objet de la déclaration. Exceptionnellement cette année, à cause de la COVID-19, le Ministère exerce une tolérance à l'égard de la transmission de la déclaration des prélèvements d'eau et le paiement de la redevance sur l'utilisation de l'eau pour l'année 2019, normalement attendue au 31 mars 2020. Par conséquent, les données de la déclaration annuelle de prélèvement d'eau pour 2019 ne sont pas complètes à ce jour.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 39

État de situation au 31 mars 2020 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.

La pollution par le plastique est un enjeu planétaire auquel le gouvernement du Québec est sensible. À cet effet, le Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 prévoit s'attaquer à ce problème. En effet, l'orientation 5 du Plan d'action, soit de promouvoir une utilisation durable de l'eau, fixe trois objectifs, dont celui de promouvoir la réduction de l'utilisation et le rejet de plastique à usage unique. Pour ce faire, deux mesures sont prévues :

- Favoriser l'utilisation des fontaines d'eau;
- Déployer un programme de mobilisation à la réduction de la pollution de l'eau par le plastique, incluant un volet jeunesse et un volet de mobilisation citoyenne.

Pour déployer ces mesures, RECYC-QUÉBEC a lancé en février 2020 *Retour à la source* - un Appel de propositions visant la promotion de la réduction de l'utilisation et du rejet de plastique à usage unique. Doté d'une enveloppe totale de 800 000 $, le financement de ce programme administré par RECYC-QUÉBEC, provient des sommes prévues dans le cadre du Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030, administré par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. La date limite pour le dépôt de projets est 15 juin 2020.

De plus, le 21 mars 2019 dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020, le gouvernement a annoncé une enveloppe globale de 100 M$ sur cinq ans dédiée à l'amélioration de la gestion des matières résiduelles au Québec. De cette somme, un investissement de 20 M$ est alloué à la lutte contre la pollution par les plastiques. À moyen terme, cette somme permettra de travailler à responsabiliser les producteurs de plastiques, encourager les comportements plus respectueux de l'environnement et diminuer le recours aux produits jetables.

À terme, nous sommes confiants que ces mesures permettront de réduire les impacts environnementaux de la consommation de l'eau embouteillée et, ultimement, la pollution par le plastique.

En parallèle, notre gouvernement a annoncé le 30 janvier 2020 la modernisation de la consigne selon une approche de responsabilité élargie des producteurs. Cette modernisation inclut l'élargissement de la consigne à tous les contenants prêts à boire de 100ml à 2L, dont les bouteilles d'eau. La mise en œuvre du nouveau système est prévue d'ici la fin 2022.

QUESTION PARTICULIÈRE N°40

Fournir la liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2020, dans le but d'en intégrer les obligations au Schéma d'aménagement, au Plan d'urbanisme et aux règlements municipaux.

Aucune liste regroupant l'ensemble des municipalités locales qui sont non conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) n'est disponible.

En février 2013, le Commissaire au développement durable a indiqué dans son rapport sur la gouvernance de l'eau que « *La Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables n'était pas entièrement mise en œuvre après plus de 25 ans* ». Il signalait que le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) ignorent dans quelle mesure les municipalités remplissent cette obligation. Le commissaire recommandait que le MELCC et le MAMH mettent en place les mécanismes nécessaires pour s'assurer de l'intégration de la PPRLPI par les municipalités régionales de comité (MRC) et les municipalités.

En mai 2015, le MELCC a entrepris un exercice de suivi de la conformité des réglementations municipales à la PPRLPI. La première phase de cet exercice a été complétée à l'hiver 2016. Selon les résultats, environ 400 sur 1 163 municipalités (incluant certains territoires non organisés administrés par les MRC) n'ont pas intégré les dispositions de la PPRLPI (version 2005 ou plus récente). Aucune donnée plus récente n'est disponible.

Conformité de la réglementation municipale à la PPRLPI

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Capitale-Nationale (03)	La Jacques-Cartier	Lac-Delage	X
		TNO du Lac-Croche	X
	Charlevoix	Saint-Urbain	X
		Saint-Hilarion	X
		TNO Lac-Pikauba	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Mauricie (04)	Maskinongé	Louiseville	X
		Maskinongé	X
		Saint-Alexis-des-Monts	X
		Saint-Étienne-des-Grès	X
		Saint-Paulin	X
		Saint-Sévère	X
		Saint-Angèle-de-Prémont	X
	Mékinac	Notre-Dame-de-Montauban	X
		Saint-Roch-de-Mékinac	X
		Saint-Séverin	X
		Sainte-Thècle	X
		Trois-Rives	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Estrie (05)	Memphrémagog	Eastman	X
		Hatley	X
		North Hatley	X
		Orford	X
		Potton	X
		Sainte-Catherine-de-Hatley	X
		Stantead Village	X
		Stantead Canton	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	Gracefield	X
		Lac-Sainte-Marie	X
		Maniwaki	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Abitibi-Témiscamingue (08)	Abitibi-Ouest	Authier	X
		Authier-Nord	X
		Chazel	X
		Clermont	X
		Clerval	X
		Duparquet	X
		Dupuy	X
		La Reine	X
		La Sarre	X
		Normétal	X
		Palmarolle	X
		Poularies	X
		Rapide-Danseur	X
		Roquemaure	X
		Saint-Lambert	X
		Sainte-Germaine-Boulé	X
		Sainte-Hélène-de-Mancebourg	X
		Taschereau	X
		Val-Saint-Gilles	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Côte-Nord (09)	Minganie	Aguanish	X
		Baie-Johan-Beetz	X
		Havre-Saint-Pierre	X
		L'Île d'Anticosti	X
		Longue-Pointe-de-Mingan	X
		Natashquan	X
		Rivière-au-Tonnerre	X
		Rivière-Saint-Jean	X
	Caniapiscau	Fermont	X
		Sherfferville	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Nord-du-Québec (10)	Eeyon Istchee Baie-James	Chapais	X
		Lebel-sur-Quévillon	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	la Haute-Gaspésie	Cap-Chat	X
		Sainte-Anne-des-Monts	X
		La Martre	X
		Marsoui	X
		Rivière-à-Claude	X
		Mont-Saint-Pierre	X
		Saint-Maxime-du-Mont-Louis	X
		Sainte-Madeleine-de-la-rivière-Madeleine	X
		TNO Mont-Albert	X
		TNO Coulée-des-Adolphe	X
	Le Rocher-Percé	Port-Daniel-Gascons	X
		Chandler	X
		Grande-Rivière	X
		Sainte-Thérèse-de-Gaspé	X
	Avignon	Escumimac	X
		L'Ascension-de-Patapédia	X
		Nouvelle	X
		Matapédia	X
		Pointe-à-la-Croix	X
		Ristigouche-Partie-Sud-est	X
		Saint-Alexis-de-Matapédia	X
		Saint-André-de-Restigouche	X
		Saint-François-d'Assise	X
		TNO Rivière-Nouvelle	X
		TNO Ruisseau-Ferguson	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Lanaudière (14)	Joliette	Notre-Dame-de-Lourdes	X
		Sainte-Mélanie	X
		Saint-Paul	X
		Saint-Pierre	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
Laurentides (15)	Rivière-du-Nord	Prévost	X
		Sainte-Sophie	X
		Saint-Hippolyte	X
		Saint-Jérôme	X

Région	MRC	Municipalités	Non-conformité
	Les Maskoutains	Saint-Bernard-de-Michaudville	X
		Saint-Louis	X

94 sur 107 sont non-conformes à la PPRLPI (version 2005).

Réalisé par la Direction de l'agroenvironnement et du milieu hydrique, 8 novembre 2017

QUESTION PARTICULIÈRE N°41

État de situation de la nouvelle cartographie sur les zones à risque d'inondations au Québec.

À la suite des inondations de 2017, le gouvernement a investi une somme de 27,6 M$ sur cinq ans pour mettre en œuvre le projet INFO-Crue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). À cette somme s'ajoute un montant de 6,9 M$ accordé à Ouranos (consortium en climatologie régionale) pour exécuter des travaux de recherche sur les zones inondables. Cet organisme aura notamment le mandat de réaliser des études des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques sur ce phénomène.

Le projet INFO-Crue est une mesure de la Stratégie québécoise de l'eau. Il est également mentionné dans les mesures du Plan sur la protection du territoire face aux inondations rendu public au début d'avril 2020. INFO-Crue permettra de mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau. Il vise à ce que les municipalités québécoises soient mieux outillées pour déterminer leurs vulnérabilités et soient préparées à faire face aux inondations. Il permettra de mettre à jour la cartographie des zones inondables aux fins d'aménagement du territoire, d'inclure la problématique des changements climatiques et d'instaurer un système de prévisions soutenant la prise de décision lors de crues d'envergure.

Ainsi, la création d'un système de prévision des zones inondées permettra de mieux anticiper les interventions de sécurité civile et environnementales nécessaires avant et pendant une crue. Ce système se mettra en place graduellement au cours des prochaines années, en collaboration avec divers partenaires (ministères, universités, etc.).

La mise en œuvre du projet se fera notamment par :

- La densification du réseau hydrométrique pour lequel on compte déjà près de 230 stations hydrométriques;
- Le développement de modèles hydrauliques pour la grande majorité du territoire québécois méridional;
- Une production cartographique qui couvrira 50 bassins versants;
- La consultation des utilisateurs. Il est essentiel que les produits cartographiques soient adaptés aux usagers et qu'ils répondent à leurs besoins. Cette action fait partie du mandat octroyé à Ouranos pour soutenir le projet INFO-Crue.

L'ensemble des outils produits dans le cadre d'INFO-Crue sera disponible sur le site Web Vigilance du ministère de la Sécurité publique et d'autres plateformes gouvernementales tel que le prévoit le Plan de protection du territoire. À cet égard, plusieurs actions sont en cours afin de s'assurer que l'information diffusée soit le plus claire possible pour le citoyen.

De plus, comme prévu à la mesure 3.1.1 du plan d'action de la Stratégie québécoise sur l'eau et dans le Plan de protection du territoire face aux inondations, le MELCC modernisera la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Cette révision en profondeur touchera la gestion des zones inondables ainsi que l'ensemble des dispositions concernant les rives et le littoral. Il est envisagé d'y intégrer une approche de gestion des risques et des impacts sur l'environnement ainsi que des normes plus modernes pour protéger les divers milieux visés et pour prendre en compte l'effet des changements climatiques.

Par ailleurs, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a investi 20,5 M$ pour actualiser la cartographie des zones inondables en collaboration avec huit municipalités, municipalités régionales de comté et communautés (MRC), lesquelles représentent environ 75 % de la population du Québec. Cet investissement est réparti de la façon suivante :

Aide financière aux MRC et aux municipalités

	Montant (en M$)
Communauté métropolitaine de Montréal	**5,5**
Communauté métropolitaine de Québec	3,5
Ville de Gatineau	**2,8**
MRC de Maskinongé	1,5
Ville de Sherbrooke et municipalités régionales de comté (MRC) du Haut-Saint-François et de Coaticook	**2,7**
MRC de Robert-Cliche, de La Nouvelle-Beauce et de Beauce-Sartigan	2
MRC d'Argenteuil, de Deux-Montagnes et de Vaudreuil-Soulanges	**1,5**
MRC de Bonaventure	1
TOTAL	**20,5**

Afin de coordonner l'ensemble des travaux d'actualisation des cartes de zones inondables, le MAMH a mis sur pied des comités de liaison sur lesquels siège le MELCC.

En 2019-2020, les efforts mis en place par le MELCC pour la prise en compte des changements climatiques sur les risques d'inondations. Fournir les dates de mise en place pour chacun des efforts.

Depuis le début des années 2000, et particulièrement grâce à la mise sur pied du Plan d'action sur les changements climatiques, le Québec s'est doté d'un certain nombre de moyens lui permettant d'estimer l'impact attendu des changements climatiques et la planification de mesures d'adaptation s'y rapportant.

Consortium Ouranos
Le consortium Ouranos est un organisme à but non lucratif qui développe des projets collaboratifs impliquant un réseau de 450 chercheurs, experts, praticiens et décideurs issus de différentes disciplines et organisations. Il contribue par sa mission à acquérir et développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que sur les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales, régionales et locales.

Atlas hydroclimatique du Québec méridional
L'Atlas hydroclimatique, une mesure du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, présente une synthèse des conséquences des changements climatiques sur le régime hydrique du Québec méridional, dont celui du régime des crues. L'Atlas hydroclimatique 2018 offre des projections du régime hydrique pour environ 1 500 tronçons de rivière du Québec méridional, et ce, pour les horizons 2030, 2050 et 2080. L'édition 2018 comporte de plus une cartographie interactive présentant les résultats sur le site web du Ministère et un document d'accompagnement.

À partir des informations produites dans l'Atlas, il est possible aux professionnels du domaine de planifier leurs interventions en tenant compte de l'évolution possible du régime des crues, associée aux tendances climatiques projetées.

Programme INFO-Crue
Débuté en avril 2018, le projet INFO-Crue est une initiative de cartographie des zones inondables du MELCC qui vise deux grands objectifs :

- Délimiter les zones inondables nécessaires pour l'aménagement du territoire tout en prenant en compte les changements climatiques;
- Mettre en place un système de prévision qui fournira une cartographie prévisionnelle des secteurs qui pourraient être inondés sur un horizon de quelques jours.

INFO-Crue produira donc des cartographies de zones inondables utiles à l'aménagement du territoire, ainsi qu'à la visualisation des zones potentiellement inondées lors des prochains jours pour une grande partie du Québec méridional.

La mise en place d'INFO-Crue a été évaluée à 27,6 M$ de dollars. À cette somme s'ajoute une enveloppe de 6,9 M$ attribués en aide financière à Ouranos et serviront notamment à la réalisation de simulations de scénarios et d'analyses climatiques. Par ailleurs, le gouvernement a aussi annoncé une aide financière de 20,5 M$ à plusieurs MRC pour qu'elles mettent à jour la connaissance qu'elles ont de leurs zones inondables. Ces initiatives d'aide financière annoncées pour les MRC sont complémentaires au projet INFO-Crue.

Mesure 2.6 du Plan d'action sur les changements climatiques (PACC)
Dans le cadre de la mesure 2.6 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le gouvernement a prévu une somme de 8 M$ afin de développer les connaissances sur la vulnérabilité des communautés riveraines du Saint-Laurent notamment en lien avec l'influence des changements climatiques. Pour le secteur maritime du Saint-Laurent, cet engagement s'est notamment traduit par un mandat de recherche de 5,4 M$ à l'Université du Québec à Rimouski.

QUESTION PARTICULIÈRE N°43

Détailler le budget de fonctionnement du comité d'experts(es) indépendants(es) ayant été mis sur pied afin de gérer les risques d'inondations de la rivière Chaudière. Fournir également un état de l'avancement des travaux du comité.

À la suite des inondations majeures observées dans plusieurs régions du Québec aux printemps 2017 et 2019, trois ministères, soit le ministère de la Sécurité publique, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique (MELCC), se sont engagés dans l'élaboration d'un plan d'action d'atténuation des risques d'inondation sur la rivière Chaudière. Dans ce plan, le MELCC est notamment responsable de la formation d'un comité d'experts pour la formulation de recommandations sur les interventions à privilégier.

Ce comité s'inscrit comme une mesure phare parmi les outils proposés aux élus locaux lors d'une rencontre avec ceux-ci tenue en décembre 2019. Trois experts ont été retenus pour faire partie du comité :

1. Mme Pascale Biron, professeure titulaire au département de géographie à l'Université Concordia à Montréal. Mme Biron est une spécialise reconnue de la géomorphologie des cours d'eau ainsi que de la gestion de l'eau au Québec.
2. M. Wael Taha, ingénieur et associé au sein de la firme Lasalle | NHC. Ses mandats l'amenant régulièrement à travailler sur des questions d'hydraulique hivernale, il est reconnu comme un ingénieur expert dans ce domaine.
3. M. Étienne Boucher, professeur titulaire au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal. M. Boucher se spécialise notamment sur les enjeux associés au risques hydrique et glaciel.

Le ministère a octroyé un contrat à ces experts d'une enveloppe globale d'environ 75 000 $ pour réaliser leur mandat.

En plus de son expertise individuelle, l'équipe d'experts devait être ouverte à une approche collaborative avec des personnes-ressources du milieu ayant acquis au fil des années une expérience terrain pointue. À cet effet, une visite terrain avec des représentants des municipalités a eu lieu en février 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N°44

Fournir l'état du réseau des stations hydrométriques du MELCC.

Le réseau hydrométrique québécois est actuellement composé de 235 stations hydrométriques, soit 179 stations de mesures des débits et 56 stations de mesure des niveaux d'eau, qui sont réparties sur l'ensemble du territoire de la province de Québec. Environ 35 % de ces stations sont liées à la gestion des barrages publics.

Le réseau de stations hydrométriques couvre toutes les régions du Québec, incluant le Grand Nord. Certains partenaires, comme Hydro-Québec, Rio Tinto, Environnement et Changement climatique Canada et Pêches et Océans Canada, exploitent eux aussi des stations hydrométriques qui viennent élargir le territoire couvert. En outre, au fil des années le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a amélioré son niveau de service sur une centaine de stations en y ajoutant de la prévision hydrologique, service qui n'était pas offert auparavant.

De 2006 à 2012, le Plan d'action sur les changements climatiques (PACC) a permis d'investir 4 300 000 $ dans le réseau de surveillance hydrologique. Les principales réalisations qui ont découlé du PACC sont :

- la réouverture de 10 stations dans les régions de la Baie d'Ungava, de la Baie d'Hudson et de la Baie James;
- l'ajout de 10 stations, notamment sur certains des bassins versants identifiés « prioritaires » par la Politique nationale de l'eau (2002) qui ne possédaient que très peu d'information à caractère hydrologique;
- la diffusion des données instantanées sur la page Web suivante : https://www.cehq.gouv.qc.ca/hydrometrie/reseau/index.htm#diffusion;
- la modernisation des instruments de 125 stations hydrométriques.

Depuis 2012, le programme de modernisation des stations hydrométriques s'est poursuivi progressivement, ce qui a permis de compléter la modernisation de toutes les stations hydrométriques du réseau en 2018-2019. En 2019-2020, 8 nouvelles stations hydrométriques ont été installées. Les investissements continueront au cours des prochaines années pour conserver un réseau moderne et fiable.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 45

Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MELCC en 2019-2020 afin de permettre la construction en zone inondable. Fournir une ventilation mensuelle.

Les autorisations du MELCC sont délivrées en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). La LQE ne prévoit pas de processus de dérogation. Par conséquent le Ministère n'octroie pas de dérogation.

Quant à elles, les municipalités régionales de comté (MRC) et les municipalités locales doivent intégrer les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leur schéma d'aménagement et de développement (SAD) et dans leurs règlements d'urbanismes respectivement. Les MRC peuvent adopter des dérogations dans leur SAD conformément aux mécanismes prévus dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et selon les constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation énumérés dans la PPRLPI. Par conformité, les municipalités locales doivent intégrer ces dérogations à leurs règlements d'urbanisme. Le MELCC n'est toutefois pas détenteur de cette information. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) est responsable de l'approbation des modifications de SAD en vertu de la LAU.

Du 1er avril 2020 au 31 mars 2020, le Ministère a délivré 515 autorisations ministérielles en vertu de l'article 22 LQE pour des dossiers avec impacts sur des milieux hydriques ou humides. Le suivi administratif du Ministère ne permet toutefois pas de faire la distinction entre les dossiers délivrés par type de milieu (rive, littoral, plaine inondable ou milieu humide).

État de situation au 31 mars 2020 sur la mise en place du Portail des connaissances sur l'eau. Indiquer :

a. **Le calendrier révisé des étapes de mise en place;**
b. **Les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement et sommes réservées en 2019-2020;**
c. **Les ETC consacrés pour l'année 2019-2020;**
d. **La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.**

---

a. Le calendrier révisé des étapes de mise en place

La première phase du projet du Portail des connaissances sur l'eau (PCE) a été autorisée le 20 septembre 2011 (montant de 2 496 403 $). Cette phase consistait à réaliser les travaux de conception permettant la mise en place d'une plateforme collaborative et d'un système de gestion de l'information géographique. La première phase du projet PCE a été divisée en deux étapes distinctes :

- Une première étape d'analyse préliminaire, complétée en 2011 par la transmission d'un dossier de présentation stratégique au CT et décrivant l'ensemble du projet;
- Une seconde étape d'analyse et d'architecture, finalisée en juin 2015 par la livraison de l'architecture détaillée de la plateforme collaborative du PCE et de l'analyse préliminaire du système de gestion de l'information géographique.

Cette première phase du projet s'est terminée le 1er octobre 2015, pour une dépense totale de 1,38 M$. Cette phase a donc été complétée pour un montant inférieur de 1,12 M$ par rapport à ce qui avait été autorisé.

En avril 2016, un repositionnement du projet a permis de confirmer sa poursuite en utilisant des solutions technologiques déjà en place au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), soit la plateforme collaborative et l'Atlas géomatique, permettant ainsi la diminution des coûts et l'accélération de la mise en opération du Portail.

- La plateforme collaborative du PCE inclut des espaces intranet et extranet uniquement (sites privés, semi-publics, publics), un site commun et la possibilité de créer des sites de collaboration;
- Le système de gestion de l'information géographique retenu est l'Atlas géomatique du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Cet atlas permet une intégration efficace des données à référence spatiale provenant de différentes sources. Il permet également une visualisation et une analyse des données nécessaires à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) sur un territoire donné. L'Atlas géomatique du MELCC est opérationnel depuis mars 2012.

Le 1er novembre 2016, le CT autorisait la seconde phase des travaux du projet PCE au montant de 899 466 $. Cette phase consistait à effectuer la réalisation technique, l'implantation et le déploiement du PCE, selon la nouvelle portée d'affaires. Les travaux de cette seconde phase sont terminés et le projet a été livré, tel que prévu, avec la mise en ligne du Portail en mai 2018.

Le 13 aout 2018, le PCE a été officiellement mis en ligne permettant ainsi son déploiement. Cette troisième phase du projet s'articule autour de trois principaux axes, à savoir :

- Soutien technique auprès de la clientèle par le Pilote du Portail
- Promotion auprès des organisations par l'équipe Portail
- Gestion du changement par l'équipe Portail et les ambassadeurs

Au 31 mars 2020, le PCE comprend plus de 1 500 abonnés et plus de 150 sites de collaboration sont actifs rassemblant quelques dizaines à plusieurs centaines d'abonnés. Le PCE héberge 45 500 documents. Ces chiffres vont au-delà des prévisions initiales et sont en constante augmentation.

b. Les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement et sommes réservées en 2019-2020

En 2019-2020, un montant de 446 535 $ a été alloué au projet dans le cadre du projet prévu.

c. Les ETC consacrés pour l'année 2019-2020

- Pour le volet Affaires : 2,25 ETC
- Pour le volet DGTI : 1,46 ETC

d. La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe

Aucun contrat n'a été conclu à l'externe en 2019-2020.

- En 2019-2020, aucun contrat n'a été conclu à l'externe pour des fins d'amélioration du système. Toutefois, il y a une dépense d'entretien s'élevant à 35 995 $.

- La liste des prestataires de service : COFOMO

- ANNEXE - Synthèse des principales étapes du projet

Année financière	Étapes du projet
2010-2011	• Analyse préliminaire du projet; • Dossier d'affaires pour autorisation.
2011-2012	• Organisation du projet pour la phase d'architecture détaillée du Portail et analyse préliminaire du système de gestion de l'information géographique; • Soutien à la cartographie des connaissances sur l'eau; • Approbation du projet le 20 septembre 2011).
2012-2013	• Préparation et lancement de l'appel d'offres; • Travaux de démarrage de l'architecture détaillée du Portail.
2013 -2014	• Architecture détaillée du Portail qui comprend : o Étude de positionnement sur le volet Internet du Portail; o Architecture informationnelle; o Architecture de sécurité; o Organisation du travail et politiques du Portail; o Gestion du changement; o Architecture technologique; o Assurance qualité. • Travaux de démarrage de l'analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau.
2014-2015	• Architecture détaillée du Portail (poursuite des travaux); • Analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau (poursuite des travaux).
2015-2016	• Architecture détaillée du Portail (finalisation des travaux); • Analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau (finalisation des travaux); • Bilan et recommandations au SCT.
2016-2017	• Repositionnement du projet (avril 2016); • Dépôt du dossier d'affaires (juillet 2016); • Approbation de la phase « Réalisation et déploiement » le 1er novembre 2016; • Début des travaux de la phase « Réalisation, implantation et déploiement ».
2017-2018	• Poursuite des travaux de la phase « Réalisation, implantation et déploiement »; • Livraison de la première portion de la solution en juillet auprès des clientèles prioritaires afin de faire des essais à l'été; • Deuxième portion de la solution mise en production en mars 2018 pour débuter l'édition du contenu; • Mise en ligne de la solution prévue en mai 2018.
2018-2019	• Mise en ligne de la solution en mai 2018.
2019-2020	• Appui au déploiement du PCE (soutien technique, promotion, gestion du changement).

Ventilation des sommes octroyées en 2019-2020 par le plan d'action du Ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES. Fournir le nom des projets et des partenaires associés. Sommes réservées pour 2020-2021.

Le Ministère a signé, en février et mars 2018, six contrats de gré à gré avec des établissements de recherche universitaire pour l'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines dans des territoires du Québec méridional non couverts antérieurement :

Territoire couvert	Établissement	Montant total du contrat	Montant versé en 2019-2020	Montant réservé en 2020-2021
Laurentides	Université du Québec à Montréal	1,495 M$	262,5 k$	380 k$
Estrie	Centre Eau Terre Environnement de l'Institut national de la recherche scientifique	1,495 M$	262,5 k$	380 k$
Lanaudière, Nord-est de la Mauricie et Haute-Côte-Nord	Université du Québec à Chicoutimi	1,495 M$	262,5 k$	380 k$
Sud-ouest du Bas-Saint-Laurent, vallée de la Matapédia et pourtour de la Gaspésie	Université du Québec à Rimouski	1,195 M$	262,5 k$	380 k$
Îles-de-la-Madeleine	Université Laval	1,0 M$	250 k$	250 k$
Territoire cri (projet-pilote)	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	1,0 M$	250 k$	250 k$

QUESTION PARTICULIÈRE N°48

État de situation au 31 mars 2020, incluant les sommes injectées en 2019-2020, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2020-2021.

Le gouvernement du Québec a annoncé la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 en juin 2018. L'orientation 1 de cette stratégie est d'assurer une eau de qualité pour la population, et le premier objectif de l'orientation 1 est de protéger les sources d'eau potable des communautés.

Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection, adopté en juillet 2014, prévoit des mesures minimales de protection des sources servant à l'alimentation en eau potable. Il exige également que les prises d'eau municipales qui alimentent plus de 500 personnes fassent l'objet d'une analyse de leur vulnérabilité. Les municipalités visées doivent compléter leur rapport d'analyse de vulnérabilité et le transmettre au Ministère au plus tard le 1er avril 2021.

En 2019-2020, en soutien à la protection des sources d'eau potable, le Ministère a réalisé les activités suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP), faisant suite à son lancement le 13 août 2018. Ce programme offre un soutien financier aux municipalités (3,02 M$ de financement octroyé aux municipalités en 2019-2020);
- Financement d'une formation offerte par l'Ordre des agronomes du Québec, portant sur les exigences du volet 2 du PPASEP. Cette formation permettra aux agronomes et autres professionnels de mieux identifier les conséquences et contraintes liées à la présence d'une installation de production d'eau potable, en plus de bien évaluer les pertes de revenus des producteurs agricoles admissibles à une compensation, découlant de nouvelles mesures de protection prévues à la réglementation (7 000 $ versés en 2019-2020);
- Financement d'ateliers de formation sur l'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable offerts par l'Université du Québec à Trois-Rivières et destinés notamment aux représentants des municipalités visées par l'obligation de réaliser un rapport d'analyse de vulnérabilité (132 k$ versés en 2019-2020);
- Réalisation de travaux de modélisation des temps de parcours de l'eau dans les lacs et les rivières du Québec servant de source d'approvisionnement en eau potable (73 k$ versés en 2019-2020);
- Réalisation de présentations lors de congrès et colloques pour fournir de la formation aux municipalités et à divers organismes à cet égard;
- Mise en ligne de deux présentations interactives, une résumant les obligations des municipalités en ce qui a trait à l'analyse de vulnérabilité, et l'autre résumant la démarche pour appliquer au PPASEP;
- Travaux d'intégration des impacts des changements climatiques aux analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec (150 k$ versés en 2019-2020).

En 2020-2021, les municipalités visées finaliseront leurs travaux d'analyse de vulnérabilité et le Ministère, par l'entremise du PPASEP, continuera d'offrir un soutien financier aux municipalités qui en formuleront la demande. Des webinaires de formation sur l'analyse de vulnérabilité seront également offerts pour les municipalités n'ayant pu participer aux ateliers donnés dans les différentes régions du Québec.

Ventiler les sommes dépensées pour améliorer la protection des sources d'eau potable, et ce, par type de priorités mentionnées dans le budget :

a) **réalisation d'analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable par les municipalités (indiquer le nombre de municipalités ayant reçu du financement en ce sens);**

b) **compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP);**

c) **mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable;**

d) **nombre estimé de municipalités concernées. Fournir les critères spécifiques que les municipalités doivent rencontrer afin de bénéficier des mesures du budget;**

e) **le nombre estimé d'agriculteurs concernés.**

---

a) **Sommes dépensées pour la réalisation des analyses de vulnérabilité;**

Le Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (Programme) a été lancé le 13 août 2018. Ce Programme comporte deux volets :

- Soutien aux municipalités pour la réalisation des analyses de vulnérabilité;
- Soutien aux municipalités pour la compensation des pertes financières subies par les producteurs agricoles affectées par les restrictions établies par le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection ou par le Code de gestion des pesticides.

Dans le cadre du volet 1, 283 municipalités ont reçu, au 31 mars 2020, une confirmation du ministre. Les sommes versées en 2019-2020 s'élèvent à 3,02 M$.

b) **Compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection ;**

Dans le cadre du volet 2 du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable, en 2019-2020, quatre municipalités ont officiellement transmis une demande d'aide financière. Une demande était non admissible et trois étaient incomplètes; aucune aide financière n'a été versée.

c) **Mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable;**

La mise en place de mesures de protection devra s'appuyer sur le rapport d'analyse de vulnérabilité dont l'échéance réglementaire est fixée au 1er avril 2021. Un 3e volet au Programme devra être mis en œuvre à cette fin.

Afin de soutenir les acteurs locaux et régionaux dans l'élaboration de ces plans, le gouvernement entend appuyer les mesures de protection des sources d'eau potable prises par les municipalités et accompagner celles-ci dans leurs responsabilités. Dans son budget 2020-2021, le gouvernement a annoncé qu'il soutiendra donc les municipalités à hauteur de 25,0 millions de dollars sur cinq ans afin d'améliorer la protection des sources d'eau potable.

d) **Nombre estimé de municipalités concernées. Fournir les critères spécifiques que les municipalités doivent rencontrer afin de bénéficier des mesures du budget;**

D'après les données disponibles, 506 municipalités sont visées par l'obligation de transmettre un rapport d'analyse de vulnérabilité d'ici le 1er avril 2021. Toutes ces municipalités sont

admissibles à une aide financière dans le cadre du volet 1 du Programme puisqu'elles desservent plus de 500 personnes et au moins une résidence. Les organismes peuvent faire une demande d'aide financière, en tout temps, jusqu'au 31 décembre 2020. Pour être considéré comme recevable, le formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé doit être accompagné d'une résolution municipale.
Les municipalités qui peuvent être admissibles au soutien financier pour le volet 2 (indemnisation des producteurs agricoles affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues dans la réglementation) sont celles qui sont visées par des obligations réglementaires et qui, peu importe le nombre de personnes desservies, incluent au moins une résidence. Le nombre de municipalités susceptibles d'être concernées a été estimé comme suit:

- environ 200 municipalités alimentant entre 21 et 500 personnes;
- environ 500 municipalités alimentant de 500 personnes et plus.

e) Nombre estimé d'agriculteurs concernés.

Aucune estimation du nombre d'agriculteurs concernés n'a été produite. Les municipalités doivent mandater un professionnel qui se chargera d'établir, à partir des aires de protection délimitées pour les prélèvements d'eau de la municipalité, chacun des agriculteurs touchés et la nature des pertes de rendement subies.

QUESTION PARTICULIÈRE N°50

Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrés à la formation pour l'année 2019-2020 dans le cadre du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP).

En 2019-2020, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a offert 8 formations et présentations sur le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection, tant à l'intention du personnel du MELCC qu'à celle de clientèles externes. Les durées de formation ont varié de 30 minutes à 6 heures selon les cas.

De plus, le MELCC a financé les activités de formation suivantes :

- Formation offerte par l'Ordre des agronomes du Québec sur l'identification des conséquences et contraintes liées à la présence d'une installation de prélèvement d'eau potable (7 000 $ versés en 2019-2020).
- Ateliers et webinaires de formation sur la protection des sources d'eau potable et un atelier de co-design sur les plans de protection et de mesures d'urgences. Ces ateliers et webinaires ont été offerts par l'Université du Québec à Trois-Rivières et sont destiné notamment aux représentants des municipalités visées par l'obligation de réaliser un rapport d'analyse de vulnérabilité (132 000 $ versés en 2019-2020).
- Développement d'une formation portant sur l'aménagement des installations de prélèvement d'eau souterraine offerte par le Cégep de Thetford et destinée aux foreurs et puisatiers (12 000 $ en 2019-2020).
- Formation pour les officiers municipaux afin qu'ils assument les responsabilités leur incombant en vertu du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection et le Règlement sur le traitement et l'évacuation des eaux usées des résidences isolées (50 000 $ versés en 2019-2020).

QUESTION PARTICULIÈRE N°51

Indiquer le nombre de municipalités concernées par la transmission d'analyses de vulnérabilité d'ici avril 2021. Indiquer le nombre de municipalités ayant complété le processus au 31 mars 2020.

D'après les données disponibles, 506 municipalités sont visées par l'obligation de transmettre un rapport d'analyse de vulnérabilité d'ici le 1er avril 2021. Au 31 mars 2020, 11 municipalités ont transmis au Ministère un rapport d'analyse de vulnérabilité.

Le Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable a été lancé le 13 août 2018. Le volet 1 du Programme vise à offrir un soutien financier pour aider ces municipalités à réaliser leur rapport de vulnérabilité.

QUESTION PARTICULIÈRE N°52

État d'avancement des actions menées par le MELCC au sein de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable du MAMH au 31 mars 2020. Sommes engagées en 2019-2020.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a collaboré à l'atteinte des différents objectifs de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2011-2017, et poursuit sa collaboration dans le cadre de la nouvelle stratégie lancée en 2019. Voici les principales actions menées dans le domaine :

- Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection, adopté le 16 juillet 2014, a permis de mettre en œuvre un nouveau régime d'autorisation des prélèvements d'eau qui leur confère un caractère renouvelable. Il a aussi introduit l'obligation pour les municipalités de réaliser une analyse de vulnérabilité de leurs prises d'eau potable, tant au point de vue de la quantité d'eau prélevée que de la qualité. Ce nouveau régime d'autorisation a été intégré dans la *Loi sur la qualité de l'environnement* lors des modifications apportées à cette loi et adoptées en 2018.

- Dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, signée en 2005, le MELCC a publié, en septembre 2013, un programme de conservation et d'utilisation efficace de l'eau pour les volets municipaux, industriels et agricoles. Ce programme, dont le Ministère poursuit la mise en œuvre, prévoit plusieurs mesures dans le but de conserver l'eau, de l'utiliser efficacement et de diminuer le gaspillage dans plusieurs secteurs d'activité.

- Le MELCC participe au comité interministériel sur la mise en œuvre de la stratégie coordonné par le MAMH.

Aucune somme n'a été octroyée par le MELCC en 2019-2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N°53

La liste des déversements d'eaux usées autorisés par le ministère depuis le 1er mars 2019. Fournir le volume d'eau déversé pour chacun des déversements autorisés.

Saint-Jean-sur-Richelieu

- Date de l'autorisation : 2019-03-12
- Ouvrage : TP Entrée - Déversement par 4 points de rejet à la rivière Richelieu
- Volume prévu du déversement : Estimé à 181 944 m^3

Sainte-Eulalie

- Date de l'autorisation : 2019-06-26
- Ouvrage : Station d'épuration
- Volume prévu du déversement : S/O (Traitement partiel avec 2 étangs non aérés au lieu de 3 durant la construction du nouvel OMAEU)

Saint-Jean-sur-Richelieu

- Date de l'autorisation : 2019-08-13
- Ouvrages :
  - PP1 (secteur Saint-Luc)
  - PP14 (secteur Saint-Luc)
  - PP-Industriel (secteur Saint-Jean)
  - PP2 (secteur Saint-Luc)
  - Champlain (secteur Saint-Jean)
  - PP6 (secteur Saint-Luc)
  - PP7 (île Sainte-Thérèse)
  - PP3 (secteur Saint-Luc)
- Volume prévu du déversement : Estimé à 181 944 m^3 (Même volume que travaux autorisés le 2019-03-12 au TP Entrée, car travaux effectués en même temps)

QUESTION PARTICULIÈRE N° 54

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2019-2020, étaient en non-conformité avec l'obligation d'installation d'enregistreurs de débordement inscrite au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 9).

Entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020, 9 exploitants d'OMAEU ont reçus un avis de non-conformité en lien avec l'obligation d'installation d'équipement enregistreur de débordement d'eaux usées.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 55

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2019-2020, étaient en non-conformité avec l'obligation de transmission d'un rapport annuel dans les délais prescrits par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 13).

Selon le ROMAEU, le rapport annuel de l'année 2018 devait être transmis, par voie électronique, au plus tard le 1er avril 2019. Au 1er avril 2019, le MELCC avait reçu 755 rapports annuels 2018 sur un total de 929 (81 %).

Il est à noter qu'en date du 31 mars 2020, 138 OMAEU de plus ont soumis leur rapport annuel de 2018. Ceci porte à 893 le nombre de rapports annuels 2018 reçus sur un total de 929 (96 %).

QUESTION PARTICULIÈRE N°56

Fournir la liste des attestations d'assainissement municipales délivrées en 2019-2020 en application du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées

---

Aucune attestation d'assainissement municipale n'a été délivrée en **2019-2020**.

Préciser, pour 2019-2020, le nombre d'inspections réalisées annuellement par le CCEQ des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, en précisant le nombre de vérifications des avis de déversement et le nombre d'inspections effectuées à la suite de plaintes. Fournir une ventilation mensuelle des inspections.

Le Ministère effectue un suivi des exigences du ROMAEU et planifie le contrôle et les inspections en ce sens.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 945 interventions de contrôle ont été réalisées pour le programme de contrôle *« M-6 - Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU). »* De ce nombre, 269 interventions de contrôle concernent les avis au Ministre.

Activités de contrôle réalisées dans le secteur des eaux municipales		
1er avril 2019 au 31 mars 2020	**Inspections terrain**	**Inspections hors site**
Avril 2019	7	89
Mai 2019	11	134
Juin 2019	30	90
Juillet 2019	35	45
Août 2019	9	16
Septembre 2019	8	65
Octobre 2019	11	46
Novembre 2019	5	35
Décembre 2019	5	36
Janvier 2020	14	60
Février 2020	21	91
Mars 2020	18	64
Total 2019-2020	**174**	**771**
	945	

M-6 volet Avis de déversement		
1er avril 2019 au 31 mars 2020	**Inspections terrain**	**Inspections hors site**
Avril 2019	3	30
Mai 2019	7	18
Juin 2019	3	23
Juillet 2019	5	11
Août 2019	0	10
Septembre 2019	2	26
Octobre 2019	1	14
Novembre 2019	1	25
Décembre 2019	1	19
Janvier 2020	2	20
Février 2020	1	26
Mars 2020	4	17
Total	**30**	**239**
	269	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 58

État de situation et échéanciers des travaux prévus pour les réseaux d'aqueducs, ciblés pour 2019-2020 par le ministère et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à la question 58 apparaît dans le tableau en annexe.

OPÉRATION 90

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
RÉGION :		**Bas-Saint-Laurent (01)**
1	AQUEDUC DESCHENE (RIVIÈRE OUELLE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
2	AQUEDUC DU VILLAGE (RIVIÈRE OUELLE)	
3	AQUEDUC PARADIS-LACHANCE (RIVIÈRE OUELLE)	
4	SAINT-MOISE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
5	SAINT-SIMON	Travaux réalisés. Dossier réglé.
6	SAINT-ADELME	Travaux réalisés. Dossier réglé.
7	SAINT-VIANNEY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
8	SAINT-GODARD-DE-LEJEUNE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
9	LES MÉCHINS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
10	ÉCOLE LA TRINITÉ (PRIM. & SEC.)	Plus de distribution d'eau potable. École désaffectée. Dossier clos.
11	ÉCOLE LA COLOMBE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
12	ÉCOLE SAINT-JUSTE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)**
13	HÉBERTVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
14	SAINT-DAVID-DE-FALARDEAU	Travaux réalisés. Dossier réglé.
15	CANTON TREMBLAY (Ville de Saguenay)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
16	DESBIENS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
17	ST-PRIME (Aq. Municipal)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
18	ST-PRIME (Aq. Dufour)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
19	SAINT-EUGÈNE D'ARGENTENAY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
20	SAINT-HENRI-DE-TAILLON	Travaux réalisés. Dossier réglé.
21	L'ANSE-SAINT-JEAN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
22	CHAMBORD (Aq DES SABLES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
23	ST-ANDRÉ-DU LAC-ST-JEAN (AQ RGS 3 ET 4	Travaux réalisés. Dossier réglé.
24	ALBANEL (SECT. RG 6 ET 7 NORD)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Capitale Nationale (03)**
25	SAINT-URBAIN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
26	LES ÉBOULEMENTS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
27	AQ. RIVIÈRE-BLANCHE (ST-ALBAN)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
28	AQ. RIV. LA MARE À LA TRUTE (BAIE-ST-PAUL)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
29	AQ DOM. CHAMPÊTRES (CHATEAU-RICHER)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
30	AQ DU QUAI (ST-JOSEPH-DE LA RIVE)	Travaux réalisés (remplacé par le réseau municipal). Dossier réglé.
31	LA MALBAIE (SOURCES JOYEUSES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
32	LA MALBAIE (POINTE-AU-PIC)	Travaux réalisés. Dossier réglé.

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
33	LA MALBAIE (SOURCE PAQUET)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
34	BAIE-ST-PAUL (AQ DOM. DE LA MONTAGNE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Mauricie (04)**
35	PARENT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION:		**Estrie (05)**
36	VILLAGE STANHOPE (COATICOOK-DIXVILLE)	Le réseau a été abandonné au profit de puits individuels. Dossier réglé.
37	VILLAGE DE HATLEY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
38	SAINTE-EDWIDGE-DE-CLIFTON	Dossier réglé.
39	MARTINVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
40	LA PATRIE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
41	SAWYERVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
42	BURY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
43	SCOTSTOWN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
44	FONTAINEBLEAU	Travaux réalisés. Dossier réglé.
45	SAINT-ROMAIN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
46	AUDET	Travaux réalisés. Dossier réglé.
47	ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-TOUTE-AIDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Montréal (06)**
48	SENNEVILLE (AQUEDUC PHILLIPS)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Abitibi-Témiscamingue (08)**
49	LATULIPE ET GABOURY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Côte-Nord (09)**
50	RIVIÈRE-PENTECÔTE	La Ville a opté pour la solution avec eau de surface. Elle a réitéré sa demande au PRIMEAU 1 (dédié aux mises aux normes), mais avec la venue du nouveau programme du MAMH, le FIMEAU, elle veut présenter son projet en infrastructures d'eau à Rivière-Pentecôte pour ses eaux usées et eau potable. Le rapport préliminaire de conception final pour la mise aux normes eau potable a été reçu Le 7 octobre 2019 par le MELCC et MAMH et accepté comme tel par le MELCC. Le dépôt de l'autorisation est prévu en juin 2020 et la fin des travaux de construction en 2022.
51	AYLMER-SOUND	Dossier réglé.
52	HARRINGTON-HARBOUR	Travaux réalisés. Dossier réglé.
53	VIEUX-FORT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
54	RIVIÈRE-SAINT-PAUL	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)**
55	MARSOUI	Travaux réalisés. Dossier réglé.
56	LA MARTRE (SECTEUR OUEST)	Un avis sur l'acceptation de la proposition préliminaire retenue a été envoyé au MAMH le 17 août 2017. Un second avis concernant l'acceptation de la proposition a été envoyé à la municipalité le 23 novembre 2018. Réception d'une lettre en novembre 2019 concernant l'accord du MAMH sur le devis d'appel d'offres pour plans et devis.
57	LA MARTRE (SECTEUR EST)	Voir « LA MARTRE (SECTEUR OUEST) »
58	SAINT-ALPHONSE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
59	ASS. D'AQUEDUC DE MONT-SAINT-PIERRE	Travaux réalisés. Dossier réglé.

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
60	ENTRY ISLAND INTERMEDIATE SCHOOL	Travaux réalisés. Dossier réglé.
61	SHIGAWAKE/PORT-DANIEL SCHOOL	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION:	**Chaudière-Appalaches (12)**	
62	AQUEDUC PHILIPPE LABRECQUE	Le réseau a été abandonné au profit de puits individuels. Dossier réglé.
63	AQUEDUC BON EAU ENR. (N.-D. DES PINS)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
64	SAINT-FRANCOIS-DE-LA-RIVIÈRE-DU-SUD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
65	SAINT-MAGLOIRE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
66	BERTHIER-SUR-MER (RÉSEAU DE L'ANSE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
67	SAINT-PAUL-DE-MONTMINY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
68	BEAUMONT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
69	SAINT-ADRIEN-D'IRLANDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
70	BEAULAC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
71	SAINT-LUC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
72	SAINT-FRÉDÉRIC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
73	AQUEDUC POULIN (N.-D. DES PINS)	Autorisation de la cessation d'exploitation du réseau d'aqueduc. Dossier réglé.
	AQUEDUC RANG ST-FRANCOIS (LOTBINIÈRE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
75	AQUEDUC COTÉ-NORD (STE-CLOTILDE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
76	TECEAUSOL INC. (RES. ST-GEORGES EST)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
77	EAST BROUGHTON NORD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
78	SAINT-CÔME-LINIÈRE (DUMAS-POULIN)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
79	ÉCOLE SAINTE-CLOTILDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Lanaudière (14)**	
80	SAINT-MICHEL-DES-SAINTS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Laurentides (15)**	
81	SAINT-HIPPOLYTE (DOMAINE CABANAC-Privé)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
82	L'ASCENSION	Travaux réalisés. Dossier réglé.
83	AMHERST	Travaux réalisés. Dossier réglé.
84	KIAMIKA	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Montérégie (16)**	
85	PORT DE VALLEYFIELD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
86	AQUEDUC LAUZON (LES CÈDRES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
87	CAMPING DU VIEUX FOYER	Travaux réalisés. Dossier réglé.
88	CAMPING GRAND AIR (SAINT-PIE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Centre-du-Québec (17)**	
89	COOP. DU CORDEAU (SAINTE-MONIQUE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
90	NOTRE-DAME-DE-HAM	Travaux réalisés. Dossier réglé.

QUESTION PARTICULIÈRE N°59

Copies des études, notes, avis, correspondances ou autre qui ont été faits, commandés, transmis ou autre sur la fluoration de l'eau en 2019-2020

La question de la fluoration de l'eau potable s'inscrit dans le cadre de la Loi sur la santé publique qui est administrée par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

La décision d'utiliser l'eau potable comme véhicule d'un additif chimique susceptible d'améliorer la santé dentaire relève des élus municipaux. Lorsqu'une municipalité décide d'installer des équipements de fluoration, elle peut faire une demande d'aide financière au MSSS.

En 2019-2020, aucune évaluation n'a été produite par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques concernant un projet de fluoration de l'eau potable soumis par le MSSS.

QUESTION PARTICULIÈRE N°60

Fournir le plus récent bilan du nombre de débordements d'eaux usées répertoriés pour chaque ouvrage d'assainissement des eaux usées.

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019, un total de 56 955 débordements d'eaux usées non traitées se sont produits aux ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées visés par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

Ces débordements concernent 584 ouvrages d'assainissement des eaux usées municipales.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 61

Fournir la liste des avis de non-conformité et des avis de réclamation d'une sanction administrative pécuniaire pour un ouvrage d'assainissement des eaux usées, en 2019-2020. Préciser :

a. l'exploitant d'ouvrage municipal visé;
b. le type de document;
c. l'objet du document;
d. la référence légale;
e. le montant de la sanction administration pécuniaire;
f. le libellé;
g. le montant de la sanction pénale, le cas échéant.

- Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 3 sanctions administratives pécuniaires (SAP) ont été émises. (voir annexe I)

- Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 175 avis de non-conformité ont été émis. (voir annexe II)

- Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, il n'y a eu aucune condamnation pénale ayant menée à une amende.

ANNEXE I : Nombre d'avis de réclamation (SAP) émis du 2019-04-01 au 2020-03-31

Exploitant	Loi	Art. Loi	Règlement	Art. Règ.	Libellé	Montant
Ville de Trois-Rivières	Q-2 : Loi sur la qualité de l'environnement	115.26 al. 1 (2) et 20 al.2 partie 2			A enfreint la prohibition prévue au deuxième alinéa de l'article 20 relativement au rejet d'un contaminant, soit des eaux usées domestiques dans le ruisseau Robert-Lefebvre à l'aide d'une pompe située au coin des rues Lefebvre et Saint-Alexis, dont la présence dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement, aux écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens.	10 000 $
Ville de Québec	Q-2 : Loi sur la qualité de l'environnement		r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1) et 15 al.2	A fait défaut de transmettre un avis dans le délai prescrit et de fournir toute information ou tout plan ou rapport, à savoir de ne pas avoir indiqué l'ensemble des mesures ou travaux requis pour atténuer ou éliminer les effets de l'évènement, soit la sécurisation des lieux et le ramassage/nettoyage du terrain à l'endroit des souillures (papiers, lingettes, excréments) laissées par l'écoulement des eaux usées à la suite du débordement survenu au Parc Armand-Grenier, du 19 au 21 avril 2019, conformément à l'article 15 al.2.	1 000 $
Ville de Blainville	Q-2 : Loi sur la qualité de l'environnement		r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1) et 15 al.2	A fait défaut de transmettre un avis ou de fournir toute information ou tout plan ou rapport ou ne respecte pas les délais ou les conditions fixées pour leur production conformément à l'article 15 al.2.	1 000 $
					Total	12 000 $

ANNEXE II : Nombre d'avis de non-conformité émis du 2019-04-01 au 2020-03-31

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
1	Canton de Cloridorme	Exploitation d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées (no 03010-1) - Canton de Cloridrome	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
2	Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	Non-conformité dans l'opération de l'ouvrage d'assainissement des eaux usées de la localité de Val-Paradis	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	11, partie 1	Ne pas avoir porté sur soi le certificat de qualification requis lors de l'opération d'une station d'épuration ou du suivi de son fonctionnement.
						15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'une défaillance d'équipement ayant un impact sur la qualité des rejets ou sur la fréquence ou le volume des débordements.
						6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						11, partie 2	Ne pas avoir exhibé sur demande le certificat de qualification requis lors de l'opération d'une station d'épuration ou du suivi de son fonctionnement.
						4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la valeur réelle.
						4 al. 2 partie 1	Ne pas avoir maintenu l'appareil de mesure de débit journalier en bon état de fonctionnement en tout temps.
						6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.
3	La municipalité de Saint-François-de-Sales	Transmission hors-délais d'un avis au ministre pour des travaux planifiés	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
4	Municipalité d'Albertville	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées d'Albertville	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
5	Municipalité de Bégin	Ne pas avoir transmis le rapport annuel 2018 dans SOMAEU- Municipalité de Bégin	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
6	Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Contrôle environnemental de l'OMAEU Cap-St-Ignace - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
7	Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Vérification du rapport annuel 2018 - OMAEU Cap-Saint-Ignace	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
8	Municipalité de Champlain	Débordements en temps secs à l'OMAEU Champlain, rue Jacob et omission de transmettre un avis au ministre pour ces débordements	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
						8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
9	Municipalité de Charette	Non respect de la fréquence de visite hebdomadaire des répères visuelles de débordement	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
10	Municipalité de Franklin	Rapport annuel 2018 non transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Franklin	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
11	Municipalité de Frelighsburg	Mauvais fonctionnement et non-respect de normes de rejet à l'effluent de l'OMAEU	LQE		Règlement relatif à l'application de la LQE	12, partie 1	Avoir utilisé ou installé un équipement visé qui n'est pas en bon état de fonctionnement, à savoir
				2 al. 1			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant dans

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							l'environnement au-delà de la quantité ou de la concentration déterminée conformément à la présente loi, soit le rejet de [indiquer la nature du rejet et la quantité/concentration], dans [précisez le point de rejet],qui est au-delà de la [quantité/concentration de XX mg/L ou kg/j] prévue dans l'autorisation délivrée le [date de l'acte statutaire].
12	Municipalité de Girardville	Ne pas avoir transmis le rapport annuel 2018 dans SOMAEU- Municipalité de Girardville	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
13	Municipalité de Howick	Rapport annuel 2018 non transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées d'Howick	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
14	Municipalité de Kipawa	Avis au ministre # 2875 - Kipawa (secteur Tee lake) - Déversement d'eaux usées non traitées, non transmis sans délai.	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
15	Municipalité de Lacolle	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
16	Municipalité de la paroisse de La Doré	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées - Vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 4	Ne pas avoir respecté, dans les meilleurs délais, les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
						6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
17	Municipalité de la paroisse de La Doré	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
					d'assainissement des eaux usées		
18	Municipalité de la paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	M-6 Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU) - Respect des exigences	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
19	Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	Contrôle environnemental de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
20	Municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-d'Issoudun	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées - Rapport annuel 2018 Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
21	Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Non-respect du délai de production de l'avis au ministre #2878 pour des travaux planifiés	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
22	Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas	Non-respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
23	Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas	Non-respect des exigences du Règlement sur les ouvrage municipaux d'assainissement des eaux usées - OMAEU Saint-Cléophas	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
24	Municipalité de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	Carte d'opérateur d'eaux usées non valide	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
25	Municipalité de la paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées - Saint-Apolline-de-Patton, rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
26	Municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine	Vérification du rapport annuel 2017 - OMAEU Ste-Sabine	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
27	Municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine	Contrôle environnemental de l'OMAEU de Sainte-Sabine - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
28	Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Fabien	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l' ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
29	Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand	Avis au ministre non transmis pour débordement survenu en contexte urgence à l'ouvrage de surverse no.1 (Principal) de l'OMAEU St-Léon-Le-Grand	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
30	Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	Non-respect de fréquence de prise de mesure de pH à l'effluent de la station et non-respect de la fréquence de suivi des ouvrages de surverse	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l' ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
31	Municipalité de La Patrie	Transmission rapports annuel 2018 dans SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
32	Municipalité de Laverlochère-Angliers	Rapport annuel 2018 non transmis pour l'ouvrage municipal d'assainissement des	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		eaux usées de Laverlochère.			d'assainissement des eaux usées		
33	Municipalité de Leclercville	Contrôle environnemental de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Leclercville - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
34	Municipalité de Leclercville	Contrôle environnemental de l'OMAE de Leclercville - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
35	Municipalité de Les Méchins	Non-respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
36	Municipalité de Manseau	Suivi de l'ANC 2019-01-09 pour ne pas avois installé des EED aux 3 surverses de l'OMAEU de Manseau	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
37	Municipalité de McMasterville	Rapport annuel 2018 non-transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de McMasterville	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
38	Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	Transmission rapports annuels 2017 et 2018 dans SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
39	Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	émission de contaminant, système d'épuration pas en bon état de fonctionné, non-respect des normes rejet, et non conformité au rapport annuel 2018 du SOMAEU	LQE		Règlement relatif à l'application de la LQE	12, partie 1	Avoir utilisé ou installé un équipement visé qui n'est pas en bon état de fonctionnement, à savoir
					Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
				2 al. 1			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant dans l'environnement au-delà de la quantité ou de la concentration déterminée conformément à la présente loi, soit le rejet de [indiquer la nature du rejet et la quantité/concentration], dans [précisez le point de

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							rejet],qui est au-delà de la [quantité/concentration de XX mg/L ou kg/j] prévue dans l'autorisation délivrée le [date de l'acte statutaire].
				2 al. 2 partie 2			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant, soit [nature du contaminant], dont la présence dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement, aux écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens.
40	Municipalité de Palmarolle	Réception du rapport annuel 2018 - Palmarolle	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
41	Municipalité de Piopolis	Non-respect de la LQE pour avoir permis le rejet d'un contaminant dans l'environnement à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Piopolis, sur le lot 5 206417, à Piopolis.	LQE	2 al. 1			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant dans l'environnement au-delà de la quantité ou de la concentration déterminée conformément à la présente loi, soit le rejet de [indiquer la nature du rejet et la quantité/concentration], dans [précisez le point de rejet],qui est au-delà de la [quantité/concentration de XX mg/L ou kg/j] prévue dans l'autorisation délivrée le [date de l'acte statutaire].
42	Municipalité de Racine	Transmission du rapport annuel 2018 dans SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
43	Municipalité de Rivière-Beaudette	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'aissainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
44	Municipalité de Rivière-Bleue	Non-respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
45	Municipalité de Saint-Agapit	Absence d'enregistreur électronique de débordement aux ouvrage de surverse - ouvrage municipal d'assainissement des eaux	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		usées de Saint-Agapit			eaux usées		les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
46	Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	OMAE Saint-Alphose-Rodriguez - Vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
47	Municipalité de Saint-Augustin	Non-conformité à la réglementation - Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Augustin	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
48	Municipalité de Saint-Calixte	Avis au ministre transmis hors délai	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
49	Municipalité de Saint-Casimir	Dépassement de la norme de rejet pour le paramètre des matières en suspension (MES - 29,4 mg/l) à votre station d¿épuration en 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
50	Municipalité de Saint-Célestin	Débordements d'eau partiellement traitée et défaillances d'équipements à l'OMAEU de Saint-Célestin	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'une défaillance d'équipement ayant un impact sur la qualité des rejets ou sur la fréquence ou le volume des débordements.
						8 al. 1 (2)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des dérivations d'eaux usées non traitées ou partiellement traitées à une station d'épuration en temps sec.
51	Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	Rejet non-conforme à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Charles-sur-Richelieu	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
52	Municipalité de Saint-Chrysostome	Manquements au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées à l'endroit de la municipalité de Saint-Chrysostome	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production,

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.
						15 al. 3	Ne pas avoir transmis au ministre, par voie électronique et dans les meilleurs délais, une copie écrite de l'avis verbal.
						15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
53	Municipalité de Saint-Clet	Rapport annuel 2018 non-transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
54	Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	Rapport annuel 2018 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
55	Municipalité de Saint-Anne-de-la-Pérade	Qualification de l'opérateur pour l'exploitation de l'OMAEU Ste-Anne-de-la-Pérade et retard de délai de transmission de l'avis au ministre 2866	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1 al. 2	Ne pas avoir fait exécuter le prélèvement d'échantillons par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide ou à l'emploi d'un laboratoire accrédité.
						15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
56	Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	Transmission du rapport annuel 2018 dans SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
57	Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, pour l'OMAEU de la municipalité	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		de Sainte-Catherine-de-Hatley, lot 4 248 294			eaux usées		valeur réelle.
58	Municipalité de Sainte-Eulalie	Avis au ministre no.2799 pour travaux planifiés - Dérivation de l'étang 1	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
59	Municipalité de Sainte-Justine	Exploitation non conforme de l'ouvrage de surverse - Installation règlementaire d'un enregistreur électronique de débordement (EED) pour le poste Regard R-86	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
60	Municipalité de Sainte-Martine	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, acticle 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
61	Municipalité de Sainte-Mélanie	Transmission du rapport annuel 2018 de l'OMAEU Sainte-Mélanie	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
62	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	Exploitation d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées (no 02180-1) - Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
63	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	Exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Sainte-Thérèse-de-Gaspé (no 02180-1)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
						14 al. 2	Ne pas avoir fourni au ministre, sur demande, toute information contenue au registre.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
64	Municipalité de Sainte-Ursule	Enregistreur électronique de débordement de l'ouvrage de surverse RD-28 non maintenu en bon état de fonctionnement durant l'année 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
65	Municipalité de Sainte-	Sainte-Victoire-de-Sorel, OMAEU, rapports	LQE		Règlement sur les	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
	Victoire-de-Sorel	annuels SOMAEU 2017 et 2018			ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées		mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
66	Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	Gestion de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de St-Germain-de-Grantham	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	14 al. 1	Ne pas avoir constitué, conservé et tenu à jour un registre relativement à l'exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
						15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'une dérivation ou un débordement d'eaux usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
				123.1			Étant titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la présente loi le [date de délivrance] pour [objet de l'autorisation], ne pas avoir respecté les normes, les conditions, les restrictions et les interdictions qui y sont prévues à savoir [identifier les normes, conditions, restrictions et interdictions].
67	Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	suivi de l'ANC transmis le 8 octobre 2019, pour l'exploitation de l'OMAEU de St-Germain-de-Grantham	LQE	123.1			Étant titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la présente loi le [date de délivrance] pour [objet de l'autorisation], ne pas avoir respecté les normes, les conditions, les restrictions et les interdictions qui y sont prévues à savoir [identifier les normes, conditions, restrictions et interdictions].
68	Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	Transmission du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
69	Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	M-6 Vérification des installations de l'OMAEU incluant la présence des EED sur le terrain	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux	1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		(2019)			d'assainissement des eaux usées		personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
						9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la valeur réelle.
						14 al. 1	Ne pas avoir constitué, conservé et tenu à jour un registre relativement à l'exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
						6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
70	Municipalité de Saint-Marcel	Inspection de l'ouvrage d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	14 al. 1	Ne pas avoir constitué, conservé et tenu à jour un registre relativement à l'exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
71	Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	Rendement de l'OMAEU de Saint-Mathias-sur-Richelieu	LQE	123.1			Étant titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la présente loi le [date de délivrance] pour [objet de l'autorisation], ne pas avoir respecté les normes, les conditions, les restrictions et les interdictions qui y sont prévues à savoir [identifier les normes, conditions, restrictions et interdictions].
72	Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	Omission de mesurer le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil et dépassement de la norme des matières en	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		suspension.			eaux usées		traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la valeur réelle.
73	Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées Saint-Michel-de-Bellechasse - Vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
74	Municipalité de Saint-Michel-du-Squatec	Non-transmission d'avis au Ministre concernant les débordement d'eaux usées survenus en 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
75	Municipalité de Saint-Siméon	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
76	Municipalité de Saint-Stanislas	Non conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
77	Municipalité de Saint-Stanislas	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
78	Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
79	Municipalité de Stoke	Non-respect de la LQE pour avoirejeté ou permis le rejet d'un contaminant dans l'environnement au-delà de la quantité ou de la concentration déterminée conformément à la présente loi à L'OMAEU de Stoke, sur le lot 6 263 731, à Stoke	LQE	2 al. 1			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant dans l'environnement au-delà de la quantité ou de la concentration déterminée conformément à la présente loi, soit le rejet de [indiquer la nature du rejet et la quantité/concentration], dans [précisez le point de rejet],qui est au-delà de la [quantité/concentration de XX mg/L ou kg/j] prévue dans l'autorisation délivrée le [date de l'acte statutaire].

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
80	Municipalité de Val-Brillant	Non-respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
81	Municipalité de Val-Brillant	Suivi de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées Vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
						6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
82	Municipalité de Verchères	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
83	Municipalité d'Henryville	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
84	Municipalité d'Inverness	Transmission du rapport annuel 2018 pour l'OMAEU d'Inverness	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
85	Municipalité d'Inverness	Exploitation non-conforme de l'OMAEU d'Inverness	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.
						6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
						14 al. 1	Ne pas avoir constitué, conservé et tenu à jour un registre relativement à l'exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
						6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
86	Municipalité d'Ormstown	Rapport annuel 2018 non-transmis	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
87	Municipalité du village de Kingsbury	Vérification transmission rapports annuels 2017 et 2018 dans SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
88	Municipalité du village de La Guadeloupe	Exploitation non conforme des ouvrages de surverse - Installation réglementaire d'un enregistreur électronique de débordement (EED) pour les postes: C-2, Réseau D-2 et Principal des ouvrages d'assainissement des eaux usées de la municipalité de La Guadeloupe	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
89	Municipalité du village de Pointe-des-Cascades	Rapport annuel 2018 non-transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Pointe-des-Cascades	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
90	Municipalité Les Cèdres	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d¿assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
91	Municipalité Les Éboulements	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel 2018 dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
92	Régie d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu	Exploitation non-conforme à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usée	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
					eaux usées		défaillance d'équipement ayant un impact sur la qualité des rejets ou sur la fréquence ou le volume des débordements.
						15 al. 3	Ne pas avoir transmis au ministre, par voie électronique et dans les meilleurs délais, une copie écrite de l'avis verbal.
						7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure prescrites.
				123.1			Étant titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la présente loi le [date de délivrance] pour [objet de l'autorisation], ne pas avoir respecté les normes, les conditions, les restrictions et les interdictions qui y sont prévues à savoir [identifier les normes, conditions, restrictions et interdictions].
93	Régie intermunicipale d'assainissement des eaux usées de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Basile-le-Grand	exploitation non-conforme	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
94	Village d'Abercorn	non-respect d'une autoristation, pompe doseuse (back-up) manquante	LQE	123.1			Étant titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la présente loi le [date de délivrance] pour [objet de l'autorisation], ne pas avoir respecté les normes, les conditions, les restrictions et les interdictions qui y sont prévues à savoir [identifier les normes, conditions, restrictions et interdictions].
95	Ville de Baie-Saint-Paul	Non-conformité pour des travaux planifiés au poste de pompage SP1 le 11 juillet 2019	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
96	Ville de Bécancour	Réception du rapport annuel 2018 hors-délai pour l'OMAEU de Bécancour (Gentilly)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
97	Ville de Bécancour	Réception du rapport annuel 2018 hors délai pour l'OMAEU de Bécancour (Précieux-Sang)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
98	Ville de Bécancour	Réception du rapport annuel 2018 hors délai pour l'OMAEU de Bécancour (Ste-Gertrude)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
99	Ville de Bécancour	Réception du rapport annuel 2018 hors délai pour l'OMAEU de Bécancour (Secteur Ouest)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
100	Ville de Blainville	Non-Conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assaisnissement des eaux usées pour l'ouvrage de surverse Seigneurie Ouest, situé au 300 Boulevard de la Seigneurie, lot 4 365 022	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
101	Ville de Bromont	Présence de MR dans un lieu non autorisé	LQE	66 al. 2			Étant propriétaire d'un lieu où des matières dangereuses résiduelles ont été déposées ou rejetées, à savoir [identifier les matières dangereuses résiduelles], ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour que ces matières soient stockées, traitées ou éliminées dans un lieu autorisé.
102	Ville de Bromont	SOMAEU Avis 5368-5367-5348-5347-5345 débordement urgence -Bromont non respect des délais des avis et les mesures d'atténuation suite à l'avis	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
103	Ville de Cap-Santé	Non respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Cap-Santé	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
						11, partie 1	Ne pas avoir porté sur soi le certificat de qualification requis lors de l'opération d'une station d'épuration ou du suivi de son fonctionnement.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
104	Ville de Carleton-sur-Mer	Exploitation d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées (no 04480-1) - Ville de Carleton-sur-Mer	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
105	Ville de Chandler	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées - Avis au ministre no 5727 concernant des débordements en temps sec aux ouvrages de surverses nos 1BP (Giroux) et 5P (ruisseau Garret), à Chandler	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
106	Ville de Cowansville	ne pas avoir avisé sans délai le ministère et mesure d'atténuation manquante	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
107	Ville de Desbiens	Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1 al. 2	Ne pas avoir fait exécuter le prélèvement d'échantillons par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide ou à l'emploi d'un laboratoire accrédité.
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
108	Ville de Disraeli	Inspection de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées à Disraeli	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
109	Ville de L'Assomption	Non transmission des rapports annuels X2005846 OMAE L'Assomption X2168276 poste de pompage Godfrind X2168278 poste	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		de pompage Thouin			eaux usées		les conditions fixés pour leur production.
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
110	Ville de La Tuque	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
111	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU Lévis (Val-des-Bois) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
112	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU Lévis (St-Jean) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
113	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (Breakeyville) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
114	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU Lévis (parc de l'Érablière) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
115	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU St-Étienne - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
116	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU Lévis (station Desjardins) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
117	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU St-Romuald - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
118	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (St-Nicolas) - Rapport annuel 2017	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
					d'assainissement des eaux usées		
119	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (Val-des-Bois) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
120	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (St-Jean) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
121	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (Breakeyville) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
122	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE St-Étienne - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
123	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAEU Lévis (parc de l'Érablière) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
124	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (station Desjardins) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
125	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE Lévis (St-Nicolas) - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
126	Ville de Lévis	Contrôle environnemental de l'OMAE St-Romuald - Rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
127	Ville de Longueil	Avis au ministre transmis hors délai à l'ouvrage municiapl d'assainissement des eaux usées de Longueuil	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
					eaux usées		débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
128	Ville de Longueil	Exploitation non-conforme à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Longueuil	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure prescrites.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
129	Ville de Louiseville	Non respect de norme de rejet à l'effluent de l'OMAEU Louiseville, rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
						6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
130	Ville de Macamic	Réception du rapport annuel 2018 - Macamic	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
131	Ville de Montréal	Débordements en temps sec à l¿ouvrage de surverse 801-05D de l¿ouvrage municipal d¿assainissement des eaux usées Île Notre-Dame	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
132	Ville de Neuville	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
133	Ville de Normandin	Ne pas avoir transmis le rapport annuel 2018 dans SOMAEU- Municipalité de Normandin	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
134	Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
135	Ville de Percé	Rapport annuel 2018 de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Percé	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
		(Cap-d'Espoir) - Station # 02005-1 (48,428260000° N, -64,327790000° O)			d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
136	Ville de Percé	Exploitation d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées - Station de Percé (centre-ville) no 02150-1 (48,529344093 N, -64,2142300415 O)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
137	Ville de Pont-Rouge	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées au courant de l'année 2018 à l'endroit d'un ouvrage de surverse	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
138	Ville de Portneuf	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel 2018 dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
139	Ville de Princeville	Manquements constatés à la vérification du rapport annuel 2018 de l'OMAEU Princeville	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
						1 al. 2	Ne pas avoir fait exécuter le prélèvement d'échantillons par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide ou à l'emploi d'un laboratoire accrédité.
						7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure prescrites.
						6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir
						1 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.
140	Ville de Québec	Non-conformités au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des Eaux usées au cours de l'année 2017 à l'endroit de deux ouvrages de surverse	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
141	Ville de Québec	Non-conformité à la LQE suite au rejet d'eaux usées non traitées sur le terrain du Parc Armand-Grenier	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
142	Ville de Québec	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel 2018 dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
143	Ville de Québec	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel 2018 dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
144	Ville de Québec	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées lors d'un débordement d'eaux usées en période de temps sec au poste de pompage U339 (UTE Québec)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
145	Ville de Rigaud	Rapport annuel 2018 non-transmis à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Rigaud	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
146	Ville de Saguenay	Travaux de réparation du poste de pompage Bacon, arrondissement de Chicoutimi - avis au ministre	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
147	Ville de Saguenay	Ouvrage de surverse 22-SR8 (Boul. Grande-Baie)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 3	Ne pas avoir transmis au ministre, par voie électronique et dans les meilleurs délais, une copie écrite de l'avis verbal.
148	6780458 Canada inc.	Programme de contrôle estival des systèmes de distribution d'eau destinée à des fins d'hygiène personnelle – R. V. Camping	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 3	Ne pas avoir mis et maintenu en place, aux robinets auxquels ont accès les utilisateurs, des pictogrammes pour aviser ces derniers que ces eaux ne sont pas potables, à savoir les robinets d'alimentation en eau des saisonniers du R. V. Camping.
149	Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	Non-conformités au Règlement sur les ouvrages municipaux d¿assainissement des eaux usées (ROMAEU) au cours de l¿année 2018 à l¿endroit de deux ouvrages de surverse	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
						8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
150	Ville de Sainte-Anne-des-Monts	Exploitation d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées (no 04040-1) - Ville de Sainte-Anne-des-Monts	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
151	Ville de Sainte-Anne-des-Monts	Exploitation de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Sainte-Anne-des-Monts (no 04040-1)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
152	Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel 2018 dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
153	Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
154	Ville de Sainte-Julie	Inventaire des débordements non-conforme à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Sainte-Julie	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir
155	Ville de Saint-Félicien	Ne pas avoir transmis le rapport annuel 2018 dans SOMAEU- Municipalité de ST-Félicien (St-Méthode)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
156	Ville de Saint-Félicien	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.
157	Ville de Saint-Gabriel	Non-respect de la fréquence d'échantillonnage de la DBO5 en 2018 à l'OMAE de Saint-Gabriel	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
158	Ville de Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe-OMAEU, rapports annuels 2017 et 2018 non transmis	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
159	Ville de Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe, OMAEU, Vérification du rapport annuel 2018	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	7 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir
						7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure prescrites.
						8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
						12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons,

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.
						15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
						15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'une dérivation ou un débordement d'eaux usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
160	Ville de Saint-Marc-des-Carrières	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées concernant la transmission du rapport annuel dans le système SOMAEU	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.
161	Ville de Saint-Pamphile	Exploitation non-conforme d'un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de la municipalité de Saint-Pamphile - l'installation règlementaire d'un enregistreur électronique de débordement (EED) pour le poste Rang Simple situé au 602, Elgin Sud, municipalité de Saint-Pamphile	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.
162	Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2 et 3	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
163	Ville de Schefferville	Rejet à l'environnement d'eaux usées municipales sans traitement - Lac Pearce, Schefferville	LQE	2 al. 2 partie 2			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant, soit [nature du contaminant], dont la présence dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement, aux

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
							écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens.
164	Ville de Shawinigan	Débordement en urgence survenu à l'ouvrage de surverse # 13 GME-17--RÉG NO 6 de l'OMAEU Shawinigan (Grand-Mère).	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
165	Ville de Shawinigan	Non-respect du délai de transmission prescrit d'avis au ministre pour des travaux planifiés générant des débordements au poste de pompe fonderie et poste de pompage Wilson de Shawinigan	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
166	Ville de Shawinigan	Non-respect du délai de transmission prescrit d'avis au ministre pour des travaux planifiés causant des débordements au poste de pompage No 4 et au régulateur No 4 de Shawinigan-Sud	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
167	Ville de Shawinigan	Non-respect de délai transmission de l'avis au ministre pour les travaux planfié générant un débordement à l'ouvrage de surverse RÉG No 5	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, 3 semaines avant l'évènement, l'avis contenant les mesures planifiées pour atténuer ou éliminer les effets lors d'une dérivation ou d'un débordement d'eau usées requis pour permettre des travaux visant la modification, la réparation ou l'entretien de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées.
168	Ville de Shawinigan	Non-respect de fréquence de mesure du paramètre pH pour l'effluent de l'OMAEU Shawinigan	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 3	Ne pas avoir transmis au ministre, par voie électronique et dans les meilleurs délais, une copie écrite de l'avis verbal.
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir
169	Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Témiscouata-sur-le-Lac (Cabano)	LQE		Règlement relatif à l'application de la LQE	12, partie 2	Avoir utilisé, pendant les heures de production, un équipement visé, alors qu'il ne fonctionne pas de façon optimale, à savoir
					Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir

	Exploitant	Objet du document	Nom de la loi	Article de la loi	Nom du règlement	Article du règlement	Description du libellé
170	Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Témiscouata-sur-le-Lac (Notre-Dame-du-Lac)	LQE		Règlement relatif à l'application de la LQE	12, partie 2	Avoir utilisé, pendant les heures de production, un équipement visé, alors qu'il ne fonctionne pas de façon optimale, à savoir
171	Ville de Thetford-Mines	Vérification du rapport annuel 2018 - Thetford Mines (Black Lake)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.
172	Ville de Trois-Rivières	Rejet d'eaux usées dans les ruisseaux Robert-Lefebvre et Martin en provenance du réseau d'égout de la rue Saint-Alexis à Trois-Rivières (secteur Saint-Louis-de-France).	LQE	2 al. 2 partie 2			Avoir rejeté ou permis le rejet d'un contaminant, soit [nature du contaminant], dont la présence dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité de l'environnement, aux écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens.
173	Ville de Trois-Rivières	Débordements en temps sec les 5 et 6 mars 2018 à l'ouvrage de surverse PP Hayes de l'OMAEU Trois-Rivières (Sainte-Marthe)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.
174	Ville de Trois-Rivières	Non-respect du délai de transmission de l'avis au ministre 2259 pour le débordement en contexte urgence survenu du 3 au 7 mai 2018 à l'ouvrage de surverse Red Mills de l'OMAEU Trois-Rivières (Red Mills)	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni, sans délai après la constatation de l'évènement, l'avis contenant les mesures prises et planifiées pour atténuer ou éliminer les effets d'un débordement d'eau usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.
175	Ville de Vaudreuil-Dorion	Non-conformité au règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, article 9, alinéa 2	LQE		Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.
						9 al. 3	Ne pas avoir maintenu en bon état de fonctionnement en tout temps l'appareil permettant d'enregistrer les débordements des eaux usées.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 62

Fournir la liste des stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon :

a. les stations d'épuration à risque élevé;
b. les stations d'épuration à risque moyen;
c. les stations d'épuration à risque faible;

Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.

---

a. Les stations d'épuration à risque élevé :

   Nombre : 0

   Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2020

b. Les stations d'épuration à risque moyen :

   Nombre : 14

   Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2030

c. Les stations d'épuration à risque faible :

   Nombre : 48

   Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2040

Fournir la liste des réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et de stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.

La mise à niveau est requise au plus tard le 31 décembre 2020.

Liste des municipalités avec réseaux d'égouts municipaux sans traitement ou avec dégrilleur seulement

Municipalité	Code géo	Région	Secteur	Dégrilleur
Biencourt	13055	1		
Les Méchins	08005	1		OUI
Saint-Adelme	08030	1		
Sainte-Françoise	11030	1		
Saint-François-Xavier-de-Viger	12025	1		
L'Anse-Saint-Jean	94210	2	Village (bassins 2 à 5)	OUI
			Route 170 (bassin 1)	
Labrecque	93055	2		
MRC Maria-Chapdeleine (TNO Passes-Dangereuses)	92902	2	Collectivité de Sainte-Élizabeth-de-Proulx	
Notre-Dame-de-Lorette	92060	2		
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	91010	2		
Saint-Charles-de-Bourget	94085	2		OUI
Saint-Edmond-les-Plaines	92050	2		
Saint-Fulgence	94035	2		OUI
Sainte-Monique	93075	2		
Sainte-Rose-du-Nord	94230	2		
Saint-Eugène-d'Argentenay	92065	2		
Saint-Ludger-de-Milot	93080	2		
Baie-Sainte-Catherine	15065	3	Secteur ouest de la Rivière-aux-Canards	
			Secteur est de la Rivière-aux-Canards	
La Malbaie	15013	3	Saint-Fidèle	
Les Éboulements	16048	3	St-Joseph-de-la-Rive	OUI
Saint-Irénée	15005	3		OUI
La Tuque	90012	4	Parent et Base Radar	
			La Croche	
Authier	87050	8		
Angliers	85080	8		OUI
Belcourt	89050	8		
Belleterre	85065	8		
Champneuf	88005	8		
Chazel	87095	8		
Fugèreville	85055	8		
Gallichan	87020	8		
Guérin	85095	8		
La Reine	87080	8		
Latulipe-et-Gaboury	85060	8		
Nédélec	85100	8		
Normétal	87115	8		
Poularies	87035	8		
Rochebaucourt	88010	8		
Roquemaure	87015	8		
Sainte-Germaine-Boulé	87030	8		
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	87070	8		
Baie-Johan-Beetz	98035	9		OUI
Baie-Trinité	96005	9		

Blanc-Sablon	98005	9	Blanc-Sablon	OUI
	98005-2		Lourdes	OUI
Bonne-Espérance	98010-2	9	Riv. St-Paul	OUI
	98010-1		Vieux-Fort	OUI
Chute-aux-Outardes	96035	9		
Colombier	95050	9		
Franquelin	96015	9		
Havre-Saint-Pierre	98040	9		OUI
Les Bergeronnes	95018	9		
Les Escoumins	95025	9		OUI
L'Île-d'Anticosti	98020	9	Port Menier	OUI
Pointe-Lebel	96025	9	Parc Langlois/Parc Murray	
Port-Cartier	97022	9	Rivière Pentecôte	
Ragueneau	96040	9		
Sept-Îles	97005	9	Moisie-Maliotenam	OUI
Tadoussac	95005	9		OUI
Chapais	99020	10		
Cap-Chat	04047	11		
Caplan	05060	11		OUI
Chandler	02040	11	Newport	OUI
Gaspé	03005	11	Rivière au Renard	OUI
Grande-Vallée	03020	11		OUI
Murdochville	03025	11		
Lac-Frontière	18010	12		
Saint-Adrien-d'Irlande	31095	12		
Saint-Antoine-de-Tilly	33095	12	Village	OUI
	33095	12	Les Fonds	
Saint-Benjamin	28025	12	Morrissette-Station	
Sainte-Croix	33102	12		OUI
Saint-Fréderic	27065	12	Village Marie	
Saint-Fortunat	31030	12		
Saint-Michel-de-Bellechasse	19110	12		OUI
Saint-Omer	17005	12		
La Visitation-de-Yamaska	50085	17		
Pierreville	50113	17	Notre-Dame-de-Pierreville	
Sainte-Cécile-de-Lévrard	38060	17		
Sainte-Clotilde-de-Horton	39117	17		
Sainte-Marie-de-Blandford	38015	17		
Sainte-Monique	50057	17		
Sainte-Sophie-de-Lévrard	38040	17		
Sainte-Sophie-d'Halifax	32023	17		
Saint-Pierre-les-Becquets	38065	17		
Saint-Zéphirin-de-Courval	50090	17		

Fournir les obligations financières additionnelles générées par l'application du ROMEAU et la mise en œuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d'assainissement au cours de l'année 2019-2020, ainsi que pour 2020-2021. Ventiler par :

a. **Coût de mise aux normes des rejets;**
b. **Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.**

Application et mise en œuvre du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) — Année 2019-2020

Coût additionnel[1] pour les municipalités pour le suivi des rejets de l'ensemble des stations d'épuration (art. 7 du Q-2, r.34.1)

Les stations d'épuration devront effectuer au total 912 échantillons et tests de toxicité.
Il s'agit d'une dépense de 487 k$ par an pour l'ensemble des stations d'épuration au Québec.

Catégorie de l'ouvrage	Nombre d'ouvrages	Échantillonnage		Coût toxicité aiguë	Coût total
		Fréquence	Coût ($)	($)	
Très petite taille	389	—	—	—	—
Petite taille	237	—	—	—	—
Moyenne taille	158	4	87 220	250 270	**337 490**
Grande taille	28	4	15 460	44 350	**59 810**
Très grande taille	14	12	23 180	66 530	**89 710**
Total	**826**	**20**	**125 860**	**361 150**	**487 010**

Coût additionnel[1] pour les municipalités pour la production d'un rapport annuel (art. 13 du Q-2, r.34.1)

Le coût relié à la production du rapport annuel représente environ 180 k$ par année pour l'ensemble des exploitants du Québec. Le système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées a rendu la production des rapports annuels moins coûteuse pour les municipalités.

Catégorie de l'ouvrage	Nombre d'ouvrages	Nombre d'heures requises	Total des frais par OMAEU ($)	Total pour l'ensemble des OMAEU* ($)
Réseau d'égout dont les eaux sont traitées par un autre OMAEU	71	1	27	**1 920**
Très petite taille	389	4	108	**42 010**
Petite taille	237	5	135	**32 000**
Moyenne taille	158	12	324	**51 190**
Grande taille	28	35	945	**26 460**
Très grande taille	14	70	1 890	**26 460**
Total	**879**			**180 040**

***OMAEU : Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées**

[1] Tous les coûts additionnels sont calculés par rapport à l'absence de la règlementation

Coût additionnel pour les municipalités pour l'étalonnage de l'appareil mesurant le débit journalier des eaux usées traitées par la station d'épuration (art. 4 du Q-2, r.34.1)

Le coût relié à l'étalonnage représente environ 950 k$ pour l'ensemble des stations pour l'année 2019-2020.

Nombre de stations	Coût d'un étalonnage ($)	Total pour l'ensemble des OMAE ($)
826	**1 150**	**949 900**

De plus, pour l'année 2019-2020, les municipalités ont également dû défrayer les coûts pour la formation des opérateurs des stations tel que requis par l'article 10 du ROMAEU, soit environ 288 k$ pour l'ensemble des municipalités.

Coût additionnel total pour l'année 2019-2020

Le coût additionnel total pour l'ensemble des municipalités du Québec s'élève donc à 1,905 M$

Application et mise en œuvre du ROMAEU – Année 2020-2021

Les coûts pour le suivi des rejets et pour la production du rapport annuel seraient similaires à ceux de l'année 2019-2020.

Les coûts concernant la formation des opérateurs seront à la baisse pour 2020-2021, puisque les opérateurs déjà à l'emploi d'une municipalité ont suivi la formation. Seuls les nouveaux opérateurs et ceux dont la station change de catégorie à la hausse devront désormais suivre une formation. Les coûts sont estimés à 150 k$ pour 2020-2021.

Les premières attestations municipales seront délivrées en 2020-2021. Elles pourraient entraîner des coûts supplémentaires si des travaux correcteurs sont requis pour se conformer aux obligations fixées dans ces dernières. Le cas échéant, des délais pouvant atteindre jusqu'à cinq ans seront convenus avec les municipalités.

Par conséquent, le coût additionnel total pour l'ensemble des municipalités du Québec est estimé à environ 1,8 M$.

Mise en œuvre du ROMAEU – coût pour la mise aux normes et la réalisation des plans de gestion des débordements d'eaux usées

a. **Coût de mise aux normes des rejets**

Selon les estimations[2], plus de 3,2 G$ sont requis pour la période 2015 à 2040 pour réaliser la mise aux normes des rejets.

	2015 à 2020	2021 à 2030	2031 à 2040	Total
	M$	M$	M$	M$
Mise aux normes des rejets	1 297,8[1]	1 838,3	80,5	**3 216,6**

[1] Montant estimés par le ministère dans l'analyse d'impact réglementaire lors de l'édiction du ROMAEU en 2014.

b. **Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées**

- La réduction des débordements des eaux usées n'est pas une obligation règlementaire.
- La réduction des débordements découle de la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales.
- La première attestation d'assainissement délivrée aux municipalités contiendra une exigence permettant d'éviter l'augmentation de leurs débordements en temps de pluie et de fonte. Aucune dépense additionnelle n'est associée à cette exigence.

[2] Source : Étude d'impact économique portant sur le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/eaux-usees/ouvrages-municipaux/etude-econo20131126.pdf), MDDELCC, 26 novembre 2013.

Les coûts pour la préparation et la réalisation des plans de réduction des débordements avaient été estimés, en 2013, dans la foulée de l'adoption de la Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales, à près de 6,2 G$ pour la période de 2015 à 2040. Les coûts estimés en 2013 devront être mis à jour lorsque ce chantier sera lancé.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 65

Fournir la ventilation des sommes allouées aux organismes de bassins versants et à leur regroupement (ROBVQ) pour 2019-2020 afin de lutter contre les algues bleu-vert. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Le plan d'intervention sur les algues bleu-vert s'étant terminé le 31 mars 2017, aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour ce plan.

Toutefois, le montant alloué aux organismes de bassin versant et à leur regroupement (ROBVQ) pour réaliser leur mandat général est passé de 5,2 millions de dollars par an en 2017-2018 à 10 millions de dollars par an pour les années 2018-2019 à 2020-2021.

État de situation sur la mise en place de la gestion par bassins versants. Indiquer :

A) Les montants qui ont été accordés à chaque organisme de bassin versant;
B) La liste des bassins versants actuellement couverts par les comités;
C) La liste des nouveaux bassins versants projetés.

En 2019-2020, aucun nouvel organisme de bassin versant (OBV) n'a été créé. Depuis 2009, la gestion intégrée des ressources en eau au Québec est possible grâce au travail effectué par les OBV qui couvrent les 40 zones de gestion intégrée de l'eau (ZGIE) couvrant tous les tributaires du fleuve Saint-Laurent.

A) Les montants qui ont été accordés à chaque organisme de bassin versant

Un montant de 28,95 M$ a été octroyé en un seul versement aux OBV en 2017-2018 afin de financer les activités sur les 3 années que couvrent la convention d'aide financière, 2018-2021. Aucune nouvelle somme ne leur a donc été versée en 2018-2019 ni en 2019-2020 pour le soutien à la mission.

B) La liste des bassins versants

Les montants accordés à chaque OBV et la liste des ZGIE actuellement couverts par les OBV sont indiqués dans le tableau suivant :

Zone de gestion intégrée de l'eau (ZGIE)	Bénéficiaire	Aide financière annuelle moyenne	Aide financière totale couvrant 2018-2021
Abitibi-Jamésie	Organisme de bassin versant Abitibi-Jamésie	242 250 $	726 750 $
Baie-Missisquoi	Organisme de bassin versant de la Baie Missisquoi	239 250 $	717 750 $
Batiscan-Champlain	Société d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan (SAMBBA)	239 250 $	717 750 $
Bayonne	Organisme de bassin versant de la rivière Bayonne (OBVRB)	239 250 $	717 750 $
Bécancour	Groupe de concertation des bassins versants de la zone Bécancour (GROBEC)	239 250 $	717 750 $
Capitale	Organisme des bassins versants de la Capitale	246 000 $	738 000 $
Charlevoix-Montmorency	Organisme de bassins versants Charlevoix-Montmorency	239 250 $	717 750 $
Châteauguay	Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay Inc.	242 250 $	726 750 $
Chaudière	Comité de bassin de la rivière Chaudière	241 250 $	723 750 $
Chêne, du	Organisme de bassins versants de la zone Du Chêne	239 250 $	717 750 $
Côte-du-Sud	Organisme de bassin versant de la Côte-du-Sud	239 250 $	717 750 $
Duplessis	Organisme de bassins versants Duplessis	246 000 $	738 000 $
Etchemin	Conseil de bassin de la rivière Etchemin (CBE)	239 250 $	717 750 $
Gaspésie-Nord	Conseil de l'Eau du Nord de la Gaspésie	239 250 $	717 750 $
Gaspésie-Sud	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	239 250 $	717 750 $
Haute-Côte-Nord	Organisme des bassins versants de la Haute-Côte-Nord	242 250 $	726 750 $

Zone de gestion intégrée de l'eau (ZGIE)	Bénéficiaire	Aide financière annuelle moyenne	Aide financière totale couvrant 2018-2021
Jacques-Cartier	Corporation du bassin de la Jacques-Cartier	239 250 $	717 750 $
Kamouraska-L'Islet-du-Loup	Organisme de bassins versants de Kamouraska, L'Islet et Rivière-du-Loup	239 250 $	717 750 $
L'Assomption	Corporation de l'aménagement de la rivière L'Assomption	242 250 $	726 750 $
Lac-Saint-Jean	Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean	246 000 $	738 000 $
Lièvre, du	Comité du bassin versant de la rivière du Lièvre	239 250 $	717 750 $
Loup-Yamachiche	Organisme de bassins versants des rivières du Loup et des Yamachiche (OBVRLY)	239 250 $	717 750 $
Manicouagan	Conseil de bassins versants Manicouagan (OBVM)	246 000 $	738 000 $
Maskinongé	Association de la gestion intégrée de la rivière Maskinongé	239 250 $	717 750 $
Matapédia-Restigouche	Organisme de bassin versant Matapédia-Restigouche	239 250 $	717 750 $
Mille-Îles	Conseil des bassins versants des Mille-Îles (COBAMIL)	246 000 $	738 000 $
Nicolet	Corporation pour la promotion de l'environnement de la rivière Nicolet	239 250 $	717 750 $
Nord, du	Organisme de bassin versant de la rivière du Nord	242 250 $	726 750 $
Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	Organisme des bassins versants du Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	239 250 $	717 750 $
Richelieu	Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR)	246 000 $	738 000 $
Rouge-Petite Nation-Saumon	Organisme de bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon	239 250 $	717 750 $
Saguenay	Organisme de bassin versant Saguenay	239 250 $	717 750 $
Sainte-Anne	Organisme des bassins versants des rivières Sainte-Anne, Portneuf, La Chevrotière (CAPSA)	239 250 $	717 750 $
Saint-François	Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)	241 250 $	723 750 $
Saint-Jean, fleuve	Conseil du bassin versant du Fleuve Saint-Jean inc.	239 250 $	717 750 $
Saint-Maurice	Bassin versant Saint-Maurice (BVSM)	242 250 $	726 750 $
Sept, des	Agence de bassin versant des Sept	242 250 $	726 750 $
Témiscamingue	Organisme de bassin versant du Témiscamingue	242 250 $	726 750 $
Vaudreuil-Soulanges	Conseil du bassin versant de la région de Vaudreuil-Soulanges	246 000 $	738 000 $
Yamaska	Organisme de bassin versant de la Yamaska	244 000 $	732 000 $
Total		**9 650 000 $**	**28 950 000 $**

C) La liste des nouveaux bassins versants projetés

L'ensemble des bassins versants couvrant le Québec méridional étant sous la responsabilité d'un OBV, aucune nouvelle zone ne sera créée.

Toutefois, dans le cadre de la gestion intégrée du Saint-Laurent, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques travaille à la poursuite de l'implantation graduelle des Tables de concertation régionales afin de couvrir l'ensemble des zones de gestion intégrée du Saint-Laurent. Six d'entre elles sont actuellement en place et reçoivent chacune 125 000 $ annuellement:

Zone de gestion intégrée du Saint-Laurent	Organisme désigné pour la coordination de la TCR	Date de désignation par le ministre
Haut-Saint-Laurent/ Grand Montréal	Comité ZIP Jacques-Cartier	3 juin 2014
Lac Saint-Pierre	Comité ZIP du lac Saint-Pierre	8 février 2013
Estuaire fluvial	Comité ZIP Les Deux Rives	14 août 2015
Québec	Communauté métropolitaine de Québec	20 novembre 2012
Sud de l'estuaire moyen	Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire	11 avril 2013
Îles-de-la-Madeleine	Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	24 février 2014

QUESTION PARTICULIÈRE N°67

Fournir un état de situation sur la mise en place de la phase 2 pour l'implantation de solutions de rechange concernant les installations septiques des résidences isolées

---

Le 6 mai 2020, un projet de règlement modifiant le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Règlement) a été prépublié. La consultation publique de 45 jours s'est terminée le 20 juin. Les principales modifications proposées par le Règlement ont pour objectif de :

- faciliter l'application du Règlement par les municipalités;
- ouvrir le marché de l'entretien des systèmes de traitement certifiés en offrant aux propriétaires plus d'options pour l'entretien de leur système;
- offrir plus de latitude aux municipalités pour la vidange des fosses septiques;
- ajouter de nouvelles solutions de traitement des eaux usées par infiltration;
- offrir une alternative à l'installation d'une fosse de rétention pour les terrains riverains.

Ce règlement permettra ainsi d'alléger le fardeau des citoyens et de leur offrir davantage d'options pour s'y conformer, tout en continuant à protéger la santé publique et l'environnement.

Depuis l'adoption du Règlement en 1981, les municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue affirment que les solutions prévues pour le traitement par infiltration dans le sol ne peuvent être utilisées. La prépondérance de sol argileux dans cette région est une caractéristique qui le rend peu propice à l'infiltration. Les eaux usées doivent donc y être rejetées en surface. Toutefois, lorsque des eaux usées sont rejetées en surface, des exigences additionnelles sont requises afin de protéger la santé publique et l'environnement. Les systèmes de traitement des eaux usées permettant de respecter ces exigences peuvent cependant être plus dispendieux, notamment afin de désinfecter les eaux usées ou d'enlever le phosphore.

La modification précédente du Règlement avait eu lieu en 29 mars 2017. Cette modification visait à offrir des solutions aux propriétaires de résidences isolées existantes qui sont contraints d'installer un système permettant d'enlever le phosphore.

Le projet de modification en cours propose quelques options pour les systèmes installés dans les types de sols plus argileux. Des travaux visant à identifier des solutions additionnelles seront effectués dans le cadre de la refonte à venir du Règlement.

QUESTION PARTICULIÈRE N°68

Fournir le nombre estimé de résidences isolées au Québec et le nombre de ces résidences qui ne sont pas conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées au 31 mars 2020.

Il n'y a pas d'inventaire des résidences isolées à l'échelle du Québec. Par contre, le Ministère estime que :

- il y aurait entre 700 000 et 1 000 000 résidences isolées au Québec;
- 8 % des résidences isolées rejetteraient des eaux non traitées qui constituent une source de nuisance ou de contamination directe des eaux de surface ou à la surface du sol et nécessiteraient une mise aux normes (56 000 à 80 000);
- 40 % des résidences isolées rejetteraient des eaux usées insuffisamment traitées qui peuvent constituer une source de contamination indirecte des eaux de surface ou souterraines et pour laquelle la municipalité locale pourrait exiger une mise aux normes (280 000 à 400 000). Cette situation se produit lorsque le système de traitement est défaillant, mal conçu ou mal installé.

Fournir le coût moyen estimé des dépenses requises pour la réfection des installations septiques des résidences isolées

---

Le tableau ci-dessous fournit les coûts moyens d'achat et d'installation des différentes installations possibles pour une résidence isolée de 3 chambres à coucher.

Les systèmes de traitement conventionnels peuvent atteindre 12 000 $. Le coût des systèmes de traitement plus complexes, par exemple les systèmes certifiés permettant de désinfecter les eaux usées et d'enlever le phosphore, peuvent quant à eux s'élever à 28 000 $.

Les propriétaires d'une habitation résidentielle peuvent bénéficier du crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles. Une entente avec un entrepreneur qualifié doit toutefois être conclue avant le 1er avril 2022. La valeur du crédit d'impôt remboursable correspondra à 20 % des dépenses admissibles d'un particulier qui excéderont 2 500 $, jusqu'à un maximum de 5 500 $. Selon les données les plus récentes du Ministère des Finances, 2 325 bénéficiaires se sont prévalus de ce crédit d'impôt en 2017, pour des dépenses liées au crédit d'impôt estimées à 4,6 M$. La projection des dépenses était de 6 M$ en 2018 et de 14,3 M$ en 2019, et elle est estimée à 14,6 M$ en 2020.

Les solutions de traitement qui seront proposées en 2020 pour la modification du Règlement sur l'évacuation et le traitement des résidences isolées seront également admissibles à ce crédit d'impôt si ces solutions sont appliquées à la mise aux normes d'une installation septique d'une résidence habitable à l'année et généralement occupée par le propriétaire.

Installation	Coût maximal avant taxe ($)[1]
Remplacement d'une fosse septique (raccordée à un dispositif existant)	5 000
Fosse de rétention à vidange périodique (comportant un dispositif de flotte avec alarme)	6 000
Ouvrage conventionnel (fosse septique avec élément épurateur)	12 000
Système de traitement certifié – niveau secondaire (fosse septique et élément épurateur)	12 500
Système de traitement certifié – niveau secondaire avancé (avec fosse septique et champ de polissage)	18 500
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec désinfection (chaîne de traitement complète)	24 000
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec déphosphatation (chaîne de traitement complète)	25 000
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec désinfection et déphosphatation (chaîne de traitement complète)	28 000

(1) Coûts selon les informations disponibles. Ces coûts peuvent varier en fonction des caractéristiques du système et du terrain. Ils comprennent l'achat des équipements et leur installation. Ils excluent les frais d'entretien, l'achat et l'installation d'un poste de pompage et les travaux de plomberie, de raccordement électrique et de ventilation de la résidence isolée.

La liste complète des barrages sous la responsabilité du Ministère. Également, pour 2019-2020 :

a) **Le nombre de dossiers reçus relativement à l'évaluation de la sécurité des barrages et le nom de chaque barrage dont le dossier a été reçu**

b) **Les critères visant à déterminer le caractère essentiel des barrages et l'évaluation de ces critères pour chaque barrage**

c) **Le nombre d'activités de surveillance pour chaque barrage et la date de chaque surveillance effectuée**

d) **Le nombre d'interventions d'entretien effectuées**

e) **Le nombre de plan de mesure d'urgence déposé et le nom de chaque barrage, dont le plan a été reçu**

f) **La reddition de comptes complète sur l'application de la Loi sur la sécurité des barrages**

La liste complète des barrages sous la responsabilité du MELCC est présentée à l'annexe 1.

Le parc de barrages sous la responsabilité du MELCC comprend 753 barrages, soit :

- 320 barrages à forte contenance;
- 202 barrages à faible contenance;
- 231 petits barrages.

Ces barrages servent notamment au contrôle des inondations, à assurer l'alimentation en eau potable ainsi qu'à des fins fauniques, de villégiature ou municipales.

Les barrages sous la responsabilité du MELCC sont répartis partout sur le territoire du Québec de la façon suivante :

- Abitibi-Témiscamingue (41 barrages);
- Bas-Saint-Laurent (42 barrages);
- Capitale-Nationale (153 barrages);
- Centre-du-Québec (1 barrage);
- Chaudière-Appalaches (14 barrages);
- Côte-Nord (45 barrages);
- Estrie (14 barrages);
- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (7 barrages);
- Lanaudière (52 barrages);
- Laurentides (57 barrages);
- Laval (1 barrage);
- Mauricie (136 barrages);
- Montérégie (6 barrages);
- Nord-du-Québec (1 barrage);
- Outaouais (35 barrages);
- Saguenay–Lac-Saint-Jean (148 barrages).

Depuis l'automne 2019, le MELCC agit comme mandataire pour le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) pour la gestion de 64 barrages sous la responsabilité de ce ministère. Les procédures de transfert de ces actifs du MERN au MELCC sont en cours. La majorité de ces barrages sont situés en Haute Mauricie et sur la Cote-Nord.

a) **Le nombre de dossiers reçus relativement à l'évaluation de la sécurité des barrages et le nom de chaque barrage dont le dossier a été reçu.**

Cette information est disponible sur Internet :
http://www.cehq.gouv.qc.ca/barrages/avertissement-liste.htm

b) **Les critères visant à déterminer le caractère essentiel des barrages et l'évaluation de ces critères pour chaque barrage.**

Que ce soit dans la décision gouvernementale de 2005 sur la gestion des barrages ou la recommandation du Vérificateur général du Québec en 2015, on entend par « caractère essentiel d'un barrage » sa fonction au regard de la mission de l'État. Bien que toujours pertinent, un processus de discrimination de tous les barrages publics apparaît inutile aujourd'hui pour deux raisons :

1. Comment disposer des barrages publics non essentiels à la mission de l'État?
2. Il est maintenant difficile de démolir les barrages jugés non essentiels en raison de nouveaux cadres législatifs.

En effet, il devient inutile de procéder à la détermination du caractère essentiel de l'ensemble des barrages publics s'il n'est pas possible d'en transférer la propriété à un tiers, de l'abandonner ou de le démolir. Et c'est maintenant souvent le cas, au point où le MELCC est en voie de reconstruire des barrages jugés non essentiels à la mission de l'État, notamment en raison de la valeur des compensations qui seraient exigées en vertu de la Loi sur les pêches.

En 2005, une décision gouvernementale prévoyait :

- Que les barrages à *forte contenance* (non essentiels à la mission de l'État) devraient être démolis en échelonnant les travaux sur une période de 8 ans;
- Que l'entretien des autres barrages (plus petits) non essentiels à la mission de l'État devrait être abandonné afin de permettre le retour graduel du cours d'eau à l'état naturel (en prenant les mesures nécessaires pour en assurer la sécurité).

En 2015, le rapport de vérification du commissaire au développement durable faisait le constat que « Les critères visant à déterminer le caractère essentiel des barrages à la mission de l'État ne sont pas établi. Pour plus de la moitié des barrages sous la responsabilité du Ministère, la démonstration du caractère essentiel n'est pas faite; pourtant, ils occasionnent des frais liés à leur surveillance et à leur entretien. »

L'objectif de ce processus de discrimination des barrages en fonction de leurs fonctions était d'éviter de consacrer des ressources à des infrastructures inutiles pour l'État.

Cependant, le cadre législatif a évolué depuis quelques années faisant en sorte que les critères utilisés par le passé pour déterminer si un barrage devait être géré par l'État sont maintenant insuffisants. De plus, il est impossible de réaliser un tel exercice global de discrimination sans déterminer, souvent par discussion-négociation, si la démolition serait autorisée et la valeur des compensations exigées.

Aujourd'hui, il est aussi requis d'évaluer les aspects économiques des compensations à verser, d'évaluer l'impact d'un arasement sur la protection des milieux humides et hydriques, les dommages aux poissons et aux autres espèces fauniques, etc. Dans certains cas, il s'avère plus bénéfique de reconstruire un ouvrage « non essentiel » que de l'araser.

Voici quelques lois qui doivent être considérées dans les projets de démolition de barrages :

- En vertu de la Loi sur les pêches, il est interdit d'exploiter un ouvrage ou une entreprise ou d'exercer une activité entraînant des dommages sérieux à tout poisson visé par une pêche commerciale, récréative ou autochtone, ou à tout poisson dont dépend une telle pêche. Des compensations importantes sont généralement exigées (monétaires ou création de nouveaux habitats) en raison de la perte d'habitat du poisson lors de la démolition d'un barrage.
- La Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques et le règlement afférent représentent aussi de nouvelles contraintes qui rendent la démolition ou l'abandon d'un barrage plus complexe. En effet, lors de l'analyse d'un projet qui affecte un milieu humide et hydrique, le MELCC met de l'avant la séquence d'atténuation « éviter-minimiser-compenser ». Cette séquence, à la base de la nouvelle section V.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement, a pour objet d'inciter les initiateurs à éviter les pertes. Lorsqu'il n'y a pas d'autres avenues, l'initiateur doit compenser les pertes résiduelles de milieux humides et hydriques de manière à ne répondre à l'objectif d'aucune perte nette.
- La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune précise aussi que « Nul ne peut, dans un habitat faunique, faire une activité susceptible de modifier un élément biologique, physique ou chimique propre à l'habitat de l'animal ou du poisson visé par cet habitat. »

Chaque cas devant être amplement étudié avant une intervention du MELCC, il n'est pas envisageable que ce dernier puisse réduire significativement et à court terme le nombre de

barrages sous sa responsabilité par l'abandon massif de barrages et par la démolition rapide d'un grand nombre de ceux-ci.

C'est pourquoi le comité de révision de la gouvernance des barrages publics recommande que chaque barrage soit pris en charge par le MELCC jusqu'à sa démolition ou son transfert à des bénéficiaires ou des utilisateurs.

c) Le nombre d'activités de surveillance pour chaque barrage et la date de chaque surveillance effectuée

Pour la période 2019-2020, 696 activités de surveillance ont été réalisées sur les barrages sous la responsabilité du MELCC. Le détail de ces activités de surveillance se trouve à l'annexe 3.

d) Le nombre d'interventions d'entretien effectués

En 2019-2020, la Direction générale des barrages a réalisé 395 interventions d'entretien correctif.

e) Le nombre de plan de mesures d'urgence déposé et le nom de chaque barrage, dont le plan a été reçu

Voici la liste des barrages pour l'année 2019-2020 dont l'envoi du sommaire du Plan de mesures d'urgence a été notifié à la Direction de la sécurité des barrages :

- X0005657 Barrage Choinière
- X0005757 Digue Choinière (inclus dans la SPMU du barrage Choinière)
- X0002991 Barrage Tee
- X2086704 Digue Tee (inclus dans la SPMU du barrage Tee)
- X0002730 Barrage Stukely
- X0002572 Barrage Aylmer

f) La reddition de comptes complète sur l'application de la Loi sur la sécurité des barrages

Se référer à la QP3-68.

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
1	X0002983	Achigan, Barrage de l'	Outaouais (07)	Forte contenance
2	X0003087	Adair-1, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
3	X0001988	Aigles, Barrage des	Mauricie (04)	Forte contenance
4	X0002404	Albani, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
5	X0001469	Aleu, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
6	X0001848	Alexandre, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
7	X0007193	Alliés, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
8	X0001281	Allioux, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
9	X0003021	Allouez, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
10	X0007176	Américains, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
11	X0002417	Andrew, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
12	X0002002	Anhinga, Barrage de l'	Mauricie (04)	Faible contenance
13	X0003106	Anse-à-l'Eau-1, Barrage de l'	Côte-Nord (09)	Faible contenance
14	X0007373	Anse-à-l'Eau-2, Barrage de l'	Côte-Nord (09)	Faible contenance
15	X0003105	Anse-à-l'Eau-3, Barrage de l'	Côte-Nord (09)	Forte contenance
16	X0003037	Antoine, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
17	X0000849	Apica, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
18	X0001404	Aqueduc, Barrage de l'	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
19	X0001577	Ariane, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
20	X0002415	Arm, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
21	X0002339	Armand, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
22	X0002421	Armand, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
23	X2125965	Armand, Digue *	Mauricie (04)	Forte contenance - Parent
24	X0001280	Arthabaska, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
25	X0003199	Arthur, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
26	X0000689	Asselin, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
27	X0000699	Auclair, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
28	X0002321	Auger, Barrage à	Mauricie (04)	Faible contenance
29	X0007845	Aval, Barrage en	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
30	X0002572	Aylmer, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
31	X0002372	Ayotte, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
32	X2004101	Bacagnole-1, Barrage du	Côte-Nord (09)	Petit barrage
33	X0002015	Baie, Barrage de la	Mauricie (04)	Forte contenance
34	X0003163	Baie-Trinité, Barrage de	Côte-Nord (09)	Forte contenance
35	X0007140	Balsamine, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
36	X0007189	Banville, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
37	X0001382	Banville-A, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
38	X0002459	Baptiste, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
39	X0003926	Barbue, Barrage de la	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
40	X0001269	Barley, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
41	X0003894	Bartley, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
42	X0000631	Bas, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
43	X0007414	Bâton, Barrage au	Lanaudière (14)	Petit barrage
44	X0002206	Beaudet, Barrage	Centre-du-Québec (17)	Forte contenance
45	X0004498	Beaulieu, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
46	X0004329	Beaulne, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
47	X0001428	Beauséjour-Sud, Digue	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
48	X0001895	Becs-Croisés, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
49	X0001846	Bédard, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
50	X0001868	Bella, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
51	X0007856	Belley, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
52	X0007161	Bernard, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
53	X0007519	Bernard, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
54	X0002343	Bessonne, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
55	X0002966	Big-Joe, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
56	X0001859	Blanc, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
57	X0002412	Blanche, Barrage de la	Mauricie (04)	Faible contenance
58	X0002807	Blanche, Barrage la	Outaouais (07)	Forte contenance
59	X0003033	Bleu, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
60	X0002004	Bocage, Barrage du	Mauricie (04)	Faible contenance
61	X0005338	Boileau, Barrage	Laurentides (15)	Petit barrage
62	X0000857	Boilleau, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
63	X0000895	Bois-Joli, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
64	X0007411	Boisvert, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
65	X0003075	Bolduc, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
66	X0004465	Bolée, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
67	X0002597	Bombardier, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
68	X2013146	Bon-Air, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
69	X0001468	Bondy, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
70	X0000763	Bonhomme, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
71	X0002351	Bonhomme, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
72	X0007152	Bonhomme, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
73	X0007160	Bonne-Entente, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
74	X0002357	Bostonnais, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
75	X0003136	Boucher, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
76	X0001050	Bouleau, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
77	X0007462	Bourassa, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
78	X0007170	Bourbeau, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
79	X0007408	Bourgeois, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
80	X0001575	Bouteille, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
81	X0002359	Bouteille, Barrage de la	Mauricie (04)	Petit barrage
82	X2009502	Bouteroue, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
83	X0002458	Bow, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
84	X0001012	Boyle, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
85	X0007514	Bras-Hector, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
86	X0003193	Brisson, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
87	X0002456	Brodie, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
88	X0005502	Brodrick, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
89	X0003140	Brûlé, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
90	X0005226	Brûlé, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
91	X2010310	Brûlé, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Petit barrage
92	X0002021	Bureau, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
93	X0002369	Bureau, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
94	X0001003	Bureau, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
95	X0007879	Butch, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
96	X0002910	Butor, Barrage du	Outaouais (07)	Petit barrage
97	X0001887	Cabane-d'Automne, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
98	X0004494	Cabot, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
99	X2075287	Caché, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
100	X0001987	Calau, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
101	X0003096	Camatose-1, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
102	X0003097	Camatose-2, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
103	X0005425	Campion, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
104	X0001017	Canard, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
105	X0003892	Canard, Barrage du	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
106	X0000494	Canards, Barrage aux	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
107	X0000848	Canots-Verts, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
108	X0002000	Cantara, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
109	X0002390	Cap, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
110	X0000665	Caribou, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
111	X0001761	Caribou, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
112	X0001009	Caribou, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
113	X0002345	Caribou, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
114	X0004496	Caribou, Digue du	Lanaudière (14)	Forte contenance
115	X0001272	Carré, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
116	X0002314	Carufel, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
117	X0000478	Casault, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
118	X0000960	Cascouia, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
119	X0000694	Castor, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
120	X0001882	Cauchon, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
121	X0005426	Cauchon-A, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
122	X0007428	Cauchon-B, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance - Parent
123	X0000630	Centre, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
124	X0002771	Centre-d'Art, Barrage du	Estrie (05)	Faible contenance
125	X0001412	Champlain, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
126	X0002312	Chantiers, Barrage aux	Mauricie (04)	Petit barrage
127	X0005410	Chapleau, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
128	X0002341	Charité, Barrage la	Mauricie (04)	Petit barrage
129	X0004479	Charland, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
130	X0001027	Chat, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
131	X0005875	Châteauguay-2, Barrage de la	Montérégie (16)	Faible contenance
132	X0003133	Chatignies, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
133	X0007535	Chats, Barrage aux	Outaouais (07)	Faible contenance
134	X0000726	Chaudière, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
135	X0004438	Chaudière-Rouge, Barrage de la	Lanaudière (14)	Faible contenance
136	X0002017	Chaussées, Barrage des	Mauricie (04)	Petit barrage
137	X0001467	Chauveau, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
138	X0007149	Chevreuil, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
139	X0001845	Chicot, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
140	X0002024	Chienne, Barrage à la	Mauricie (04)	Forte contenance
141	X0002929	Choate, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
142	X0003070	Chochocouane, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
143	X0005756	Choinière, Barrage	Montérégie (16)	Forte contenance
144	X0005757	Choinière, Digue	Montérégie (16)	Forte contenance
145	X0003071	Chouart, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
146	X0002973	Cillart, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
147	X0003895	Cinq-Castors, Barrage des	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
148	X0005509	Cinq-Doigts, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
149	X0005508	Clabo, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
150	X0001002	Clair, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
151	X0001994	Clelan, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
152	X0002457	Clova, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
153	X0001878	Coin, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
154	X0007489	Coin, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
155	X0000748	Commissaires, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
156	X0005522	Como, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
157	X0007157	Constant, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
158	X0001268	Coq, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
159	X0002909	Corbeau, Barrage du	Outaouais (07)	Petit barrage
160	X0000994	Cormier, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
161	X0007128	Corne, Barrage à la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
162	X0005255	Cornu, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
163	X0001874	Coucou, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
164	X0003173	Couillard, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
165	X0000932	Coulée-Gagnon, Digue de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
166	X0002363	Coulombe, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
167	X0004473	Cousineau, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
168	X0007143	Crampe, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
169	X0000933	Creek-Outlet-1, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
170	X0000934	Creek-Outlet-2, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
171	X0000935	Creek-Outlet-3, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
172	X2124066	Creek-Outlet-4, Digue *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance - Parent
173	X0001879	Cristal, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
174	X0002023	Croche, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
175	X0003153	Croche, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
176	X0007205	Croche, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
177	X0007806	Croix (déversoir secondaire), Barrage en *	Mauricie (04)	Forte contenance
178	X0002123	Croix, Barrage en	Mauricie (04)	Forte contenance
179	X0001837	Croupe, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
180	X0002022	Crow, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
181	X0005450	Curières, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
182	X0007527	Custeau, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
183	X0007357	Cuvette, Barrage de la	Estrie (05)	Faible contenance
184	X0004481	Cyprès, Barrage des	Lanaudière (14)	Forte contenance
185	X0001862	Dagon, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
186	X0001777	Damas, Barrage à	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
187	X0000785	Damase, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
188	X0003890	Dame, Barrage de la *	Chaudière-Appalaches (12)	Faible contenance
189	X0007166	David (Grand Lac), Barrage *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
190	X0002911	David, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
191	X0001163	David, Barrage à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
192	X0008006	David, Barrage à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
193	X0008016	David, Digue à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance - Parent
194	X0001377	Day, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
195	X0005491	Decantre-1, Barrage	Laurentides (15)	Faible contenance
196	X0005493	Decantre-2, Barrage	Laurentides (15)	Petit barrage
197	X2014043	Décharge, Barrage de la	Estrie (05)	Forte contenance
198	X0001844	Delaney, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
199	X0000990	Demaux, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
200	X0007802	Demers, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
201	X2011335	Desbiens, Barrage à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
202	X0001883	Desliettes, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
203	X0001015	Desmeules, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
204	X0007211	Deux-Baies, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
205	X0001153	Deuxième-Lac-des-Marais, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
206	X0007167	Deuxième-Lac-Price, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
207	X0004462	Devenyns, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
208	X0002337	Devenys, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
209	X0002378	Deverick, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
210	X2175892	Digue Lusignan *	Lanaudière (14)	Forte contenance
211	X0000784	Dîner, Barrage à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
212	X0003024	Dixon, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
213	X0003030	Dixon, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
214	X0001008	Donnely, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
215	X0005458	Doré, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
216	X0002424	Downs, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
217	X0002461	Dozois, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
218	X0001872	Drôle, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
219	X0002440	Drury, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
220	X0003059	Duchat, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
221	X0001439	Duchesnay, Barrage de	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
222	X0004570	Duffy, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
223	X0002941	Dumont, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
224	X0001991	Dunbar, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
225	X0007383	Dupuis, Barrage à	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
226	X0001896	Dussault, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
227	X0000541	Eaux-Mortes, Barrage des	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
228	X0001273	Eaux-Mortes, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
229	X0002835	Écho, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
230	X0001262	Écluse, Barrage à l'	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
231	X0002416	Écorce, Barrage de l'	Mauricie (04)	Faible contenance
232	X0004463	Écorces, Barrage aux	Lanaudière (14)	Faible contenance
233	X0007136	Edmond, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
234	X0002386	Édouard, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
235	X0001013	Edwards, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
236	X0007513	Elbow, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
237	X0005774	Émileville, Barrage d'	Montérégie (16)	Forte contenance
238	X2115819	Émilie, Barrage *	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
239	X0003151	Éphrem, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
240	X0002356	Épinette, Barrage de l'	Mauricie (04)	Faible contenance
241	X0001266	Équerre, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
242	X0002003	Équerre, Barrage à l'	Mauricie (04)	Petit barrage
243	X0001149	Érables, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
244	X0000767	Erik, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
245	X0005517	Escalier, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
246	X0002392	Escoumins, Barrage des	Mauricie (04)	Petit barrage
247	X0000515	Étang-à-la-Truite, Barrage de l'	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
248	X0005325	Étang-à-l'Ours, Barrage de l'	Laurentides (15)	Forte contenance
249	X0002770	Étang-aux-Cerises, Barrage de l'	Estrie (05)	Forte contenance
250	X0002773	Étang-de-l'Auberge-Jouvence, Barrage de l'	Estrie (05)	Faible contenance
251	X0000746	Étang-de-l'Écluse, Barrage de l'	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
252	X0001381	Étang-des-Aréthuses, Barrage de l'	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
253	X0000692	Étang-du-Camp, Barrage de l'	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
254	X0001277	Étang-Malbaie, Barrage de l'	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
255	X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	Lanaudière (14)	Forte contenance
256	X0001159	Étangs-des-Îlots, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
257	X0000783	Étienniche, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
258	X0001891	Étoile, Barrage de l'	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
259	X0002928	Ève, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
260	X0002010	Éveline, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
261	X0003850	Fées, Barrage des	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
262	X0005326	Femmes-1, Barrage des	Laurentides (15)	Petit barrage
263	X0005363	Femmes-2, Barrage des	Laurentides (15)	Faible contenance
264	X0001858	Fénelon, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
265	X0002972	Ferme, Barrage la	Outaouais (07)	Petit barrage
266	X2004025	Fèves, Barrage des	Côte-Nord (09)	Faible contenance
267	X0002460	Fife, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
268	X0003025	Fildegrand, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
269	X0003023	Fils, Barrage du	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
270	X0002374	Flamand, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
271	X0002365	Fogh, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
272	X0002454	Fortin, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
273	X2137411	Foster (déversoir secondaire), Barrage *	Laurentides (15)	Forte contenance
274	X0005520	Foster, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
275	X0001980	Fou, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
276	X0001020	Fourches, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
277	X0002409	Fox, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
278	X0007236	François, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
279	X0002403	Frémont, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
280	X0003158	Fries, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
281	X0004482	Froid, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
282	X0002408	Furrois, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
283	X0007512	Gagnon, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
284	X0002335	Garrot, Barrage du	Mauricie (04)	Faible contenance
285	X0007509	Gaudreault, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
286	X0002307	Gauthier, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
287	X0007370	Gauvin, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
288	X0007516	Geai-Bleu, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
289	X0007198	Genest, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
290	X0007212	Genetot, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
291	X0002334	Georges, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
292	X0007203	Georgiana, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
293	X0001374	Germain, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
294	X0002370	Gervais, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
295	X0007219	Gibouin, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
296	X0001265	Gilbert, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
297	X2010312	Gillis, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Petit barrage
298	X0007880	Girardo, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
299	X0003162	Godfrey, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
300	X0003138	Gorgotton, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
301	X0001471	Gouat, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
302	X0002331	Grace-3, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
303	X0002332	Grace-4, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
304	X0002333	Grace-5, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
305	X0002397	Graisse, Barrage de la	Mauricie (04)	Faible contenance
306	X0001956	Grandes-Piles, Barrage de	Mauricie (04)	Faible contenance
307	X2115820	Grandes-Pointes, Barrage aux *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
308	X0000792	Grand-Jourdain, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
309	X0003156	Grand-Lac, Barrage du	Côte-Nord (09)	Faible contenance
310	X0000664	Grand-Lac-Benedict, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
311	X0007855	Grand-Lac-Bonhomme, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
312	X0001025	Grand-Lac-Croche, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
313	X0004477	Grand-Lac-des-Îles, Barrage du	Lanaudière (14)	Forte contenance
314	X0000539	Grand-Lac-Neigette, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
315	X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	Laval (13)	Forte contenance
316	X0001839	Gravel, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
317	X0002901	Grénord, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
318	X0003147	Griffiths, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
319	X0001923	Groseille, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
320	X0000727	Grosse-Truite, Barrage de la	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
321	X0004360	Guénard, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
322	X0002967	Guillary, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
323	X0001864	Guisy, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
324	X0000893	Ha! Ha!-1, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
325	X0000892	Ha! Ha!-2, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
326	X0000891	Ha! Ha!-3, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
327	X0000864	Ha! Ha!-4, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
328	X0000863	Ha! Ha!-5, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
329	X0008009	Hangar, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
330	X0007216	Hausseau, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
331	X0000629	Haut, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
332	X0007195	Hauteur, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
333	X0002007	Hébert, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
334	X0007214	Hélène, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
335	X0007151	Hochet, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
336	X0001417	Honorine, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
337	X0002388	Houle, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
338	X0001989	Howe, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
339	X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
340	X0007139	Hublot, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
341	X0001021	Huit-Chutes-1, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
342	X0001043	Huit-Chutes-2, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
343	X0004491	Hull, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
344	X0002382	Huot, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
345	X0003165	Île, Barrage à l'	Côte-Nord (09)	Faible contenance
346	X0003891	Île, Barrage de l'	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
347	X0001959	Îles, Barrage des	Mauricie (04)	Petit barrage
348	X0007180	Intermittent, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
349	X0003635	Isidore, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
350	X0001152	Jacob, Barrage à	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
351	X0003159	Jacques, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
352	X2007200	Jardin-Zoologique-du-Québec-1, Barrage du *	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
353	X0001627	Jardin-Zoologique-du-Québec-2, Barrage du *	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
354	X0001626	Jardin-Zoologique-du-Québec-3, Barrage du *	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
355	X2007199	Jardin-Zoologique-du-Québec-4, Barrage du *	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
356	X0004495	Jaune, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
357	X0002420	Jean, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
358	X0001760	Jean-Noël-Côté, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
359	X0001863	Jelly, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
360	X0007369	Joannès, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
361	X2100727	Joe, Barrage *	Lanaudière (14)	Faible contenance
362	X0002984	John-Bull, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
363	X0005518	Joinville, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
364	X0003925	Jules-Allard, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
365	X0001842	Jumeau, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
366	X0004394	Kaël, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
367	X0005460	Kiamika, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
368	X0005461	Kiamika-2, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
369	X0005462	Kiamika-5, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance - Parent
370	X0003017	Kikwissi, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
371	X0004207	Kildare, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
372	X0002992	Kipawa, Barrage de	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
373	X0007171	Kirkpatrick, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
374	X0002373	La Roche, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
375	X0001873	La Salle, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
376	X2105266	Lac aux Cailloux, Barrage du *	Lanaudière (14)	Faible contenance
377	X0007862	Lac les Petits Étangs, Barrage du *	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
378	X0001276	Lac-à-Jack, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
379	X0001414	Lac-à-l'Épaule, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
380	X0002965	Lac-Antoine, Barrage du	Outaouais (07)	Forte contenance
381	X0001155	Lac-au-Plongeon, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
382	X0001158	Lac-aux-Îlots, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
383	X0007534	Lac-Beauchêne, Barrage du	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
384	X0000516	Lac-Bonjour, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
385	X0004891	Lac-Carillon, Barrage du *	Laurentides (15)	Forte contenance
386	X0007162	Lac-Claude, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
387	X0005397	Lac-de-la-Mine-de-Grenat, Barrage du	Laurentides (15)	Petit barrage
388	X0000602	Lac-des-Baies, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
389	X0001143	Lac-des-Joncs, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
390	X0001004	Lac-de-Tête-1, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
391	X0001005	Lac-de-Tête-2, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
392	X0000760	Lac-du-Caribou, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
393	X0000483	Lac-du-Nord, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
394	X0000518	Lac-Duvivier, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
395	X0004470	Lac-Laroche, Barrage du	Lanaudière (14)	Petit barrage
396	X0002394	Lac-Long, Barrage du	Mauricie (04)	Faible contenance
397	X0004499	Lac-Long, Barrage du	Lanaudière (14)	Forte contenance
398	X0007182	Lac-Long, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
399	X0000517	Lac-Matane, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
400	X0004488	Lac-Provost, Barrage du	Lanaudière (14)	Forte contenance
401	X0000600	Lac-Rimouski, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
402	X0004466	Lactance, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
403	X0003161	Ladoga, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
404	X0004469	Lafleur, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
405	X0002426	Lajeunesse, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
406	X0000691	Lajoie, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
407	X0003571	Lamb, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Petit barrage
408	X0001881	Landry, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
409	X0002429	Landry, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
410	X0003027	Laniel, Barrage de	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
411	X0003143	Lapointe, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
412	X0003570	Laroche, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Forte contenance
413	X0007144	Laroche, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
414	X0004490	L'Assomption-1, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
415	X0004492	L'Assomption-2, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
416	X0001418	Launière, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
417	X0002434	Laval, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
418	X0002311	Lavergne, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
419	X0004483	Lavigne, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
420	X0002422	Lavoie, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
421	X0001007	Le Marié, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
422	X0007363	Lecointre, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
423	X0004474	Légaré, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
424	X0001018	Léger, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
425	X0003083	Léger, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
426	X0007210	Leneuf, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
427	X0003095	Lester, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
428	X0007515	Limite, Digue de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
429	X0003197	Limite-1, Barrage de la	Côte-Nord (09)	Faible contenance
430	X0003196	Limite-2, Barrage de la	Côte-Nord (09)	Faible contenance
431	X0003195	Limite-3, Barrage de la	Côte-Nord (09)	Petit barrage
432	X0005497	Line, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
433	X0001997	Livernois, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
434	X0001576	Lombric, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
435	X0003893	Long, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Petit barrage
436	X0003168	Longchamp, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
437	X0001871	Lorenzo, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
438	X2000841	Lou, Barrage *	Outaouais (07)	Forte contenance
439	X0001026	Louise, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
440	X0002013	Louis-Gill, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
441	X0007367	Loutre, Barrage à la	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
442	X0005202	Ludger, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
443	X0005203	Ludger, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance - Parent
444	X0000562	Lunettes, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
445	X0007413	Lusignan, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
446	X0002008	Lynx, Barrage du	Mauricie (04)	Faible contenance
447	X0007310	Lyster, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
448	X0003132	Maclure, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
449	X2009723	Madeleine, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
450	X0007881	Maggie, Barrage *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
451	X0001019	Mandan, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
452	X0005241	Manitou, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
453	X0005494	Marcelle, Barrage	Laurentides (15)	Faible contenance
454	X0001420	Mare-du-Sault, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
455	X0002005	Maringouins, Barrage des	Mauricie (04)	Faible contenance
456	X0003146	Marot, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
457	X0002989	Marsac, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
458	X0002406	Marteau-3, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
459	X0001928	Masketsi, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
460	X0004973	Masson, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
461	X0004471	Mastigouche-Nord, Barrage de la	Lanaudière (14)	Petit barrage
462	X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
463	X0001028	Maurice, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
464	X0000999	McCaghey, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
465	X0003031	McCracken, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
466	X0001049	McCullough, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
467	X0002340	McGee, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
468	X0002934	McGregor, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
469	X0000995	McKnight, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
470	X0007511	McNab, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
471	X0002489	Mégantic, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
472	X0005465	Meilleur, Barrage	Laurentides (15)	Faible contenance
473	X0002383	Mercier, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
474	X0001394	Métascouac, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
475	X0007197	Mialet, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
476	X0003160	Mitchell, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
477	X0005500	Mitchi-Menjo, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
478	X0005503	Mitchinamecus, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
479	X0005501	Mitchi-Réal, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
480	X0001164	Molène, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
481	X0000898	Moncouche, Digue de	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
482	X0005511	Monroe, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
483	X0002566	Montagne, Barrage de la	Estrie (05)	Faible contenance
484	X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	Laurentides (15)	Forte contenance
485	X0005512	Montjoie, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
486	X0005513	Montjoie-A, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
487	X0003600	Mont-Louis, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Forte contenance
488	X0001857	Montre, Barrage à la	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
489	X0007882	Moquermock, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
490	X0005463	Morier, Digue	Laurentides (15)	Forte contenance
491	X0000730	Morin, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
492	X0000731	Morin, Digue	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance - Parent
493	X0007517	Morin, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
494	X0004485	Morissette, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
495	X0002466	Morold, Barrage	Estrie (05)	Faible contenance
496	X0004638	Moulins, Barrage des	Lanaudière (14)	Forte contenance
497	X0005506	Mûres, Barrage des	Laurentides (15)	Petit barrage
498	X0001001	Muscade, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
499	X0000996	Mustakis, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
500	X0007890	Nancy, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
501	X0002361	Nastapolk, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
502	X0002018	Nature, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
503	X0002918	Needle, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
504	X0001423	Neiges, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
505	X0007135	Nelson, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
506	X0000781	Noir, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
507	X0001838	Nomade, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
508	X0001047	Nymphes, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
509	X0000992	Orignal, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
510	X0002389	Oriskany, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
511	X0000765	Otter, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
512	X0000754	Ouellet 1, Barrage *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
513	X0000753	Ouellet 2, Barrage *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
514	X0002353	Ouest, Barrage de l'	Mauricie (04)	Forte contenance
515	X2117548	Ouiqui (point bas #15), Digue *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance - Parent
516	X0000962	Ouiqui, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
517	X0001984	Ours, Barrage à l'	Mauricie (04)	Forte contenance
518	X2010308	Pabos, Barrage	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Petit barrage
519	X2004001	Paien, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
520	X0002395	Pakwecikan, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
521	X0005201	Papineau, Barrage	Laurentides (15)	Faible contenance
522	X0001885	Parke, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
523	X0000743	Parke, Barrage de	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
524	X0007204	Partage, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
525	X0001849	Pas-de-Poisson, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
526	X0007134	Patate, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
527	X0002930	Patricia, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
528	X2016359	Pélissier, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
529	X0007120	Pépinière Sainte-Luce, Barrage de la *	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
530	X0007156	Perdreaux, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
531	X0003211	Perreault, Barrage	Côte-Nord (09)	Faible contenance
532	X0004457	Petit Collin, Barrage *	Lanaudière (14)	Forte contenance
533	X0003889	Petit-Castor, Barrage du	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
534	X0007524	Petite-Chute, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
535	X0000766	Petite-Rivière-Trenche-Ouest, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
536	X0001466	Petites-Mares, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
537	X0004371	Petite-Swaggin, Barrage de la	Lanaudière (14)	Faible contenance
538	X0001168	Petit-Lac-à-Bergeron, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
539	X0001415	Petit-Lac-à-l'Épaule, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
540	X0007209	Petit-Lac-Alexandre, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
541	X0002352	Petit-Lac-Arthur, Barrage du	Mauricie (04)	Faible contenance
542	X0007213	Petit-Lac-Balère, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
543	X0002975	Petit-Lac-Croche, Barrage du	Outaouais (07)	Faible contenance
544	X0002027	Petit-Lac-des-Aigles, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
545	X0002907	Petit-Lac-du-Corbeau-1, Barrage du	Outaouais (07)	Petit barrage
546	X0002908	Petit-Lac-du-Corbeau-2, Barrage du	Outaouais (07)	Petit barrage
547	X0001573	Petit-Lac-Jacques-Cartier, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
548	X0000693	Petit-Lac-Lajoie, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
549	X0001264	Petit-Lac-Malbaie, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
550	X0001929	Petit-Lac-Masketsi, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
551	X2013839	Petit-Lac-Mécampec, Barrage du	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11)	Petit barrage
552	X0000540	Petit-Lac-Neigette, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
553	X0002360	Petit-Lac-Tourouvre, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
554	X0001963	Petit-Lac-Vlimeux, Barrage du	Mauricie (04)	Petit barrage
555	X0001384	Petit-Lac-Warren, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
556	X0004472	Petit-Lac-Wiliam, Barrage du	Lanaudière (14)	Petit barrage
557	X0007804	Petit-Ohat, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
558	X0001016	Petits-Pins, Barrage des	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
559	X2133166	Pibrac (point bas #1), Digue *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance - Parent
560	X0000937	Pibrac-Est, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
561	X0000936	Pibrac-Est, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
562	X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
563	X0000938	Pibrac-Ouest, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
564	X0001278	Pikauba-1, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
565	X0001279	Pikauba-2, Digue	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
566	X0000991	Pikauba-3, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
567	X0001261	Pikauba-5, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
568	X0001398	Pikauba-6, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
569	X0001373	Pikauba-7, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
570	X0003141	Piliers, Barrage des	Côte-Nord (09)	Forte contenance
571	X2095620	Pimbina, Barrage *	Mauricie (04)	Forte contenance
572	X0005422	Pimbina, Barrage du *	Laurentides (15)	Forte contenance
573	X0003137	Pipe, Barrage à la	Côte-Nord (09)	Forte contenance
574	X0005243	Pisciculture, Barrage de la	Laurentides (15)	Petit barrage
575	X0007532	Pisciculture, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
576	X0007150	Pistol, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
577	X0003206	Pistuacanis, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
578	X0004468	Plouf, Barrage	Lanaudière (14)	Faible contenance
579	X0004461	Poche, Barrage de la	Mauricie (04)	Faible contenance
580	X0007889	Pointe, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
581	X0002977	Poiret, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
582	X0007145	Pôle-Nord, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
583	X0001154	Poléon, Barrage à	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
584	X0002009	Polette, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
585	X0003155	Polette, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
586	X2100732	Portage en bas, Barrage *	Lanaudière (14)	Faible contenance
587	X0007518	Portage, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
588	X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
589	X0001861	Poses, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
590	X0001779	Premier-Lac-Bertrand, Barrage du	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
591	X2004099	Premier-Lac-de-la-Rivière-Rocheuse, Barrage du	Côte-Nord (09)	Faible contenance
592	X0001022	Premier-Lac-Gauthier, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
593	X0007168	Premier-Lac-Price, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
594	X0000597	Prime, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
595	X0001930	Profond, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
596	X0002996	Quinze, Barrage des	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
597	X0002997	Quinze, Digue des *	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
598	X0007169	Racicot, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
599	X0002336	Racine, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
600	X0007130	Radeau, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
601	X0003198	Rambois, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
602	X0000998	Ramier, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
603	X0005459	Rang-Nord-Ouest, Barrage du	Laurentides (15)	Faible contenance
604	X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	Laurentides (15)	Forte contenance
605	X0003164	Raquette, Barrage à la	Côte-Nord (09)	Forte contenance
606	X0003142	Régis, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
607	X0000761	Renard, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
608	X0002439	René, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
609	X0005466	Reno, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
610	X0000616	Renouf, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
611	X0001850	Renversi, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
612	X0001371	Retenue, Barrage la	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
613	X0000997	Ricken, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
614	X0002915	Riga, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
615	X0007864	Rivière Fourchue, Barrage de la *	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
616	X0001884	Rivière-Desliettes, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance

Nombre de barrages	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
MELCC	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
617	X0002425	Rivière-Huot, Barrage de la	Mauricie (04)	Faible contenance
618	X0001103	Rivière-Jacob, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
619	X0007147	Rivière-Trenche, Barrage de la	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
620	X0002001	Robert, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
621	X0002366	Robitaille, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
622	X0003200	Robot, Barrage du	Côte-Nord (09)	Petit barrage
623	X0007177	Roches, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
624	X2076313	Roches, Barrage des *	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
625	X0005328	Rossignol, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
626	X0003099	Rotem, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
627	X0008017	Rotule, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
628	X2000845	Rotule, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance - Parent
629	X0001866	Rougon, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
630	X0001425	Ruban, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
631	X2123668	Ruban, digue *	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
632	X0000989	Ruel, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
633	X0002969	Ruisseau-Duval, Barrage du	Outaouais (07)	Petit barrage
634	X0000690	Ruisseau-Lajoie, Barrage du	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
635	X0002985	Ruisseaux, Barrage des	Outaouais (07)	Faible contenance
636	X0002993	Sables, Barrage aux	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
637	X0002025	Sables, Barrage des	Mauricie (04)	Forte contenance
638	X0005204	Sables, Barrage des	Laurentides (15)	Forte contenance
639	X0001023	Sables-2, Barrage aux	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
640	X0004480	Sac-à-Commis, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
641	X0004493	Saint-Amour, Barrage	Lanaudière (14)	Petit barrage
642	X0004063	Saint-Didace, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
643	X0001574	Sainte-Anne, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
644	X0001503	Saint-Édouard, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
645	X0003001	Saint-Eugène-de-Guigues, Barrage de	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
646	X0000870	Saint-Germains, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
647	X0001894	Saint-Malo, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
648	X0001048	Saint-Martin, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
649	X0005771	Saint-Pie, Barrage de	Montérégie (16)	Forte contenance
650	X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
651	X0002396	Salkeld, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
652	X0002381	Sam, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
653	X2100729	Sanglier en bas, Barrage *	Lanaudière (14)	Faible contenance
654	X0003036	Sangsues, Barrage aux	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
655	X0007861	Santerre, Écluse	Bas-Saint-Laurent (01)	Faible contenance
656	X0005492	Saratoga, Barrage	Laurentides (15)	Petit barrage
657	X0004486	Sarrazin, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
658	X0003912	Sartigan, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
659	X0001431	Sautauriski, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
660	X0005510	Savane, Barrage de la	Laurentides (15)	Forte contenance
661	X0002978	Schyan, Barrage	Outaouais (07)	Forte contenance
662	X0001889	Scott, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
663	X0002437	Sélassié-en-Bas, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
664	X0002436	Sélassié-en-Haut, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
665	X2057464	Shackleton, Barrage *	Côte-Nord (09)	Forte contenance
666	X2134473	Shackleton, Digue *	Côte-Nord (09)	Forte contenance - Parent
667	X0002338	Shiragoo, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance
668	X0007234	Shitagoo, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
669	X2143751	Shitagoo, Digue *	Mauricie (04)	Forte contenance - Parent
670	X0001011	Silver, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
671	X0007186	Simard, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
672	X0002084	Sincennes, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
673	X0007208	Sirois, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
674	X0002344	Six-Caribous, Barrage des	Mauricie (04)	Petit barrage
675	X0003035	Six-Milles, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
676	X0000993	Smith, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
677	X0001780	Soixante-Arpents, Barrage des	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
678	X0002313	Sorcier, Barrage au	Mauricie (04)	Forte contenance
679	X0007374	Springer, Barrage	Nord-du-Québec (10)	Faible contenance
680	X0002398	Standish, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
681	X0002906	Sten, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
682	X0002730	Stukely, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
683	X0001985	Suève-2, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
684	X0007129	Suzanne, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
685	X0003079	Suzie, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
686	X0100844	Taché, Barrage *	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
687	X0001867	Talayarde-Nord, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
688	X0001470	Talayarde-Sud, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
689	X0001284	Talbot, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
690	X0002364	Tallulat, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
691	X0003086	Tamarac, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
692	X0002991	Tee, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
693	X2086704	Tee, Digue *	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
694	X0004489	Tellier, Barrage	Lanaudière (14)	Forte contenance
695	X2013145	Termites, Barrage des	Mauricie (04)	Faible contenance
696	X0001924	Terrien, Barrage	Mauricie (04)	Forte contenance
697	X0007507	Tessier, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
698	X0001776	Tête-de-Jument-2, Barrage de la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
699	X0003032	Tête-d'Orignal, Barrage de la	Abitibi-Témiscamingue (08)	Forte contenance
700	X0004974	Théodore, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
701	X0001430	Thérèse, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
702	X0003194	Thérèse, Barrage	Côte-Nord (09)	Petit barrage
703	X0003627	Therrien, Barrage	Chaudière-Appalaches (12)	Forte contenance
704	X0001979	Thom, Barrage	Mauricie (04)	Faible contenance

Nombre de barrages MELCC	Numéro barrage	Nom du barrage	Region administrative	Catégorie administrative
	IDENTIFICAION		LOCALISATION	CARACTÉRISTIQUE
705	X0000764	Thomas-Soucy, Écluse à	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
706	X0001010	Tibériade, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
707	X0002399	Tie, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
708	X0002905	Tomasine, Barrage	Outaouais (07)	Faible contenance
709	X0003082	Tomney, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Faible contenance
710	X0002355	Tour, Barrage de la	Mauricie (04)	Petit barrage
711	X0002393	Tour, Barrage de la	Mauricie (04)	Petit barrage
712	X0000603	Touradi, Barrage	Bas-Saint-Laurent (01)	Forte contenance
713	X0001283	Tourangeau, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
714	X0001847	Touzin, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
715	X0007453	Travers en bas, Barrage *	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
716	X0007165	Travers, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
717	X0001890	Travers, Barrage de	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
718	X0001042	Travers, Barrage du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Petit barrage
719	X2053989	Travers, Digue de *	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance - Parent
720	X0005507	Trego, Barrage	Laurentides (15)	Forte contenance
721	X2004017	Tremblay, Barrage	Côte-Nord (09)	Faible contenance
722	X0000725	Truite, Barrage à la	Bas-Saint-Laurent (01)	Petit barrage
723	X0001133	Truite, Barrage à la	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
724	X0002410	Truite, Barrage à la	Mauricie (04)	Petit barrage
725	X0002411	Truite, Barrage à la	Mauricie (04)	Faible contenance
726	X0007217	Truite, Barrage à la	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
727	X0007365	Two-Mile, Barrage	Outaouais (07)	Petit barrage
728	X0007508	Vachon, Digue	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
729	X0002012	Valade, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
730	X0003202	Varin, Barrage	Côte-Nord (09)	Forte contenance
731	X0001843	Vase, Barrage à la	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
732	X0007510	Venimeux, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
733	X0007163	Venteux, Digue du	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
734	X0007185	Vesta, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
735	X0003084	Victorine, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
736	X0005147	Vieille-Ménard, Barrage de la	Laurentides (15)	Petit barrage
737	X0007138	Vienne, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Faible contenance
738	X0002309	Vieux, Barrage du	Mauricie (04)	Forte contenance
739	X0001893	Viking, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
740	X2100731	Violon en bas, Barrage au *	Lanaudière (14)	Faible contenance
741	X0001282	Wabano, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
742	X0001865	Waben, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
743	X0001433	Walsh, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Forte contenance
744	X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	Estrie (05)	Forte contenance
745	X0001029	Wapishish, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance
746	X0007463	Warbonne, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Petit barrage
747	X0001385	Warren, Barrage	Capitale-Nationale (03)	Faible contenance
748	X0005737	Waterloo, Barrage de	Montérégie (16)	Forte contenance
749	X0002635	Waterville, Barrage de	Estrie (05)	Forte contenance
750	X0002362	Windigo-Ouest, Barrage	Mauricie (04)	Petit barrage
751	X0003034	Yves, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
752	X0003090	Zaza-Inférieur, Barrage	Abitibi-Témiscamingue (08)	Petit barrage
753	X0007164	Zoé, Barrage	Saguenay--Lac-Saint-Jean (02)	Forte contenance

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0002983	Achigan, Barrage de l'	MELCC	2	2			IR_2019-06-26				VR_2019-10-08						
X0001988	Aigles, Barrage des	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0001848	Alexandre, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-10							
X0007193	Alliés, Barrage des	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0001281	Allioux, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-24				VR_2019-09-17							
X0003021	Allouez, Barrage	MELCC	2	2			VR_2019-06-05				IR_2019-10-10						
X0003105	Anse-à-l'Eau-3, Barrage de l'	MELCC	2	2				IS_2019-07-08			VR_2019-10-03						
X0001577	Ariane, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0002415	Arm, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-09									
X0002339	Armand, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-25										
X2125965	Armand, Digue *	MELCC	1	1			IR_2019-06-25										
X0001280	Arthabaska, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0003199	Arthur, Barrage	MELCC	2	2				IS_2019-07-09			VR_2019-10-01						
X0002572	Aylmer, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-06		VR_2019-07-12	IR_2019-08-16		IR_2019-10-22		VR_2019-12-20		VR_2020-02-14		
X0002372	Ayotte, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-09									
X0002015	Baie, Barrage de la	MELCC	2	2				IR_2019-07-03		VR_2019-09-26							
X0003163	Baie-Trinité, Barrage de	MELCC	1	1				IR_2019-07-10									
X0007140	Balsamine, Barrage de la	MELCC	1	1			IR_2019-06-26										
X0003926	Barbue, Barrage de la	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0001269	Barley, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0002206	Beaudet, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-07		VR_2019-07-12	IR_2019-08-13		IR_2019-10-24		VR_2019-12-16		VR_2020-02-10		
X0001859	Blanc, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-16				VR_2019-09-11							
X0002807	Blanche, Barrage la	MELCC	2	2		IR_2019-05-13					VR_2019-10-15						
X0003033	Bleu, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-17									
X0000857	Boilleau, Barrage	MELCC	2	2		VR_2019-05-28				IS_2019-09-25							
X0000895	Bois-Joli, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0002597	Bombardier, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-28					VR_2019-10-23						
X0000763	Bonhomme, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0007152	Bonhomme, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-27										
X0002357	Bostonnais, Barrage	MELCC	2	2			VR_2019-06-05			IS_2019-09-25							
X0003136	Boucher, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-22								
X2009502	Bouteroue, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-27										
X0005502	Brodrick, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-17		IS_2019-09-09	IR_2019-10-21		VR_2019-12-11		VR_2020-02-17		
X0005226	Brûlé, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-22						
X0003140	Brûlé, Barrage	MELCC	2	2					IR_2019-08-22		VR_2019-10-02						
X2075287	Caché, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0003097	Camatose-2, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-17										
X0005425	Campion, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-07		VR_2019-07-18	IR_2019-08-15		IR_201-10-16		VR_2019-12-10		VR_2020-02-21		
X0001017	Canard, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0003892	Canard, Barrage du	MELCC	1	1				IS_2019-07-08									
X0004496	Caribou, Digue du	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-21						
X0001272	Carré, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0000478	Casault, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-28					VR_2019-10-15						
X0000960	Cascouia, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-27		VR_2019-07-04		IS_2019-09-25	IR_2019-10-18		VR_2019-12-16		VR_2020-02-20		

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0005426	Cauchon-A, Digue	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-16						
X0007428	Cauchon-B, Digue	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-16						
X0001412	Champlain, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0005410	Chapleau, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-08					VR_2019-10-02						
X0004479	Charland, Barrage	MELCC	1	1				IS_2019-07-03									
X0001027	Chat, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0003133	Chatignies, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-22								
X0000726	Chaudière, Barrage	MELCC	1	1			IS_2019-05-23										
X0007149	Chevreuil, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0002024	Chienne, Barrage à la	MELCC	2	2			IR_2019-06-05			VR_2019-09-24							
X0003070	Chochocouane, Barrage	MELCC	1	1						IS_2019-09-12							
X0005756	Choinière, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-30		VR_2019-07-08	IS_2019-07-31		IR_2019-10-22		VR_2019-12-16		VR_2020-02-27		
X0005757	Choinière, Digue	MELCC	12	12	VR_2019-04-11	IR_2019-05-30	VR_2019-06-25	IR_2019-07-08	IS_2019-08-02	VR_2019-09-10	IR_2019-10-22	VR_2019-11-04	VR_2019-12-16	VR_2020-01-20	VR_2020-02-27	VR_2020-03-20	
X0005509	Cinq-Doigts, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-23					VR_2019-10-07						
X0005508	Clabo, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0001994	Clelan, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-05			VR_2019-09-24							
X0001878	Coin, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-02											
X0000748	Commissaires, Barrage des	MELCC	2	2		IR_2019-05-14					VR_2019-10-10						
X0005522	Como, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0001268	Coq, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0005255	Cornu, Barrage	MELCC	2	2				IS_2019-07-30			VR_2019-10-22						
X0001874	Coucou, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-11							
X0000932	Coulée-Gagnon, Digue de la	MELCC	12	12	VR_2019-04-16	IR_2019-05-13	VR_2019-06-12	IR_2019-07-08	VR_2019-08-23	IS_2019-09-09	VR_2019-10-10	VR_2019-11-25	IR_2019-12-05	VR_2020-01-10	VR_2020-02-07	VR_2020-03-04	
X0004473	Cousineau, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0007143	Crampe, Barrage de la	MELCC	1	1			IR_2019-06-26										
X0000933	Creek-Outlet-1, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-25		IS_2019-09-09	IR_2019-10-28		VR_2019-12-27		VR_2020-02-05		
X0000934	Creek-Outlet-2, Digue	MELCC	2	4		IR_2019-05-13		VR_2019-07-25		IS_2019-09-09	IR_2019-10-28						
X0000935	Creek-Outlet-3, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-25		IS_2019-09-09	IR_2019-10-28		VR_2019-12-27		VR_2020-02-05		
X2124066	Creek-Outlet-4, Digue *	MELCC	1	1						IS_2019-09-10							
X0001879	Cristal, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-23				VR_2019-09-11							
X0007205	Croche, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0003153	Croche, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-21								
X0007806	Croix (déversoir secondaire), Barrage en	MELCC	2	2		IR2019-05-16					VR_2019-10-01						
X0002123	Croix, Barrage en	MELCC	2	2		IR2019-05-16					VR_2019-10-01						
X0002022	Crow, Barrage	MELCC	1	1				IS_2019-07-16									
X0005450	Curières, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-22					VR_2019-10-10						
X0007527	Custeau, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-26										
X0004481	Cyprès, Barrage des	MELCC	1	1		IR_2019-05-27											
X0000785	Damase, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-27										
X0007166	David (Grand Lac), Barrage *	MELCC	2	2			IR_2019-06-20				VR_2019-10-22						
X0002911	David, Barrage	MELCC	2	2			IS_2019-06-03			VR_2019-09-30							
X2014043	Décharge, Barrage de la	MELCC	2	2		IR_2019-05-17					VR_2019-12-23						
X0000990	Demaux, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0001883	Desliettes, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-02											

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0001015	Desmeules, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0004462	Devenyns, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-29					VR_2019-10-17						
X0002378	Deverick, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-04			VR_2019-09-23							
X0003030	Dixon, Barrage	MELCC	1	1					IS_2019-08-07								
X0005458	Doré, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-16					VR_2019-10-07						
X0001872	Drôle, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-02											
X0003059	Duchat, Barrage	MELCC	2	2			VR_2019-07-08				IR_2019-10-31						
X0001439	Duchesnay, Barrage de	MELCC	1	1		IR_2019-05-16											
X0002941	Dumont, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-25				VR_2019-10-08						
X0001896	Dussault, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-07											
X0000541	Eaux-Mortes, Barrage des	MELCC	2	2		IR_2019-05-22					VR_2019-10-28						
X0001273	Eaux-Mortes, Barrage des	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0002835	Écho, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-17					VR_2019-10-15						
X0001262	Écluse, Barrage à l'	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0001013	Edwards, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-20										
X0005774	Émileville, Barrage d'	MELCC	2	2		VR_2019-05-16			IS_2019-08-01								
X2115819	Émilie, Barrage *	MELCC	1	1						IR_2019-09-09							
X0001149	Érables, Barrage des	MELCC	2	2			IR_2019-06-18			VR_2019-09-18							
X0005517	Escalier, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-21											
X0000515	Étang-à-la-Truite, Barrage de l'	MELCC	6	6		IR_2019-05-24		VR_2019-07-29	IR_2019-08-30		IS_2019-10-17		VR_2019-12-02		VR_2020-02-01		
X0005325	Étang-à-l'Ours, Barrage de l'	MELCC	1	1		IR_2019-05-21											
X0002770	Étang-aux-Cerises, Barrage de l'	MELCC	2	2		IR_2019-05-17					VR_2019-10-23						
X0000746	Étang-de-l'Écluse, Barrage de l'	MELCC	1	1			IR_2019-06-27										
X0001277	Étang-Malbaie, Barrage de l'	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	MELCC	2	2		VR_2019-05-03			IS_2019-08-01								
X0001159	Étangs-des-Îlots, Barrage des	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0000783	Étienniche, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-27										
X0001891	Étoile, Barrage de l'	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0002010	Éveline, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-05			VR_2019-09-24							
X0003023	Fils, Barrage du	MELCC	1	1				IR_2019-07-17									
X2137411	Foster (déversoir secondaire), Barrage *	MELCC	1	1		IR_2019-05-29											
X0005520	Foster, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-29											
X0001980	Fou, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-06										
X0002403	Frémont, Barrage	MELCC	2	2				IR_2019-07-17		VR_2019-09-25							
X0004482	Froid, Barrage	MELCC	2	2				IS_2019-07-04			VR_2019-10-16						
X0001265	Gilbert, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-21										
X0003138	Gorgotton, Barrage	MELCC	2	2					IR_2019-08-22		VR_2019-10-02						
X0001471	Gouat, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-12							
X0002333	Grace-5, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-04										
X2115820	Grandes-Pointes, Barrage aux *	MELCC	2	2			IR_2019-06-27				VR_2019-10-23						
X0000792	Grand-Jourdain, Barrage du	MELCC	2	2			IR_2019-06-28				VR_2019-10-22						
X0004477	Grand-Lac-des-Îles, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-29					VR_2019-10-03						
X0000539	Grand-Lac-Neigette, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-29					VR_2019-10-21						

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0002901	Grénord, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-17										
X0000629	Haut, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-07				VR_2019-09-04							
X0007214	Hélène, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-21				VR_2019-09-12							
X0001417	Honorine, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-23				VR_2019-09-04							
X0001989	Howe, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-05			VR_2019-09-24							
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-08					VR_2019-10-01						
X0001043	Huit-Chutes-2, Barrage des	MELCC	2	2			VR_2019-06-25			IS_2019-09-10							
X0004491	Hull, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0002382	Huot, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-08									
X0004495	Jaune, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-21						
X0001760	Jean-Noël-Côté, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-06				VR_2019-09-30							
X0005518	Joinville, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-14					VR_2019-10-16						
X0003925	Jules-Allard, Barrage	MELCC	12	12	VR_2019-04-11	IR_2019-06-07	VR_2019-06-26	IS_2019-07-05	IR_2019-08-15	VR_2019-09-17	IR_2019-10-18	VR_2019-11-19	VR_2019-12-20	VR_2020-01-13	VR_2020-02-11	VR_2020-03-09	
X0005460	Kiamika, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-27			VR_2019-08-14	IS_2019-09-25	IR_2019-10-15		VR_2019-12-12		VR_2020-02-18		
X0005461	Kiamika-2, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-16			VR_2019-08-14	IS_2019-09-23	IR_2019-10-15		VR_2019-12-12		VR_2020-02-18		
X0005462	Kiamika-5, Digue	MELCC	1	1						IS_2019-09-26							
X0003017	Kikwissi, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-26									
X0002992	Kipawa, Barrage de	MELCC	12	12	VR_2019-04-10	IR_2019-05-14	VR_2019-06-21	VR_2019-07-11	VR_2019-08-28	IS_2019-09-24	IR_2019-10-11	VR_2019-11-14	IR_2019-12-12	VR_2020-01-15	VR_2020-02-13	VR_2020-03-17	
X0001873	La Salle, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-06				VR_2019-09-11							
X0001276	Lac-à-Jack, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-24				VR_2019-09-19							
X0001414	Lac-à-l'Épaule, Barrage du	MELCC	2	2			IR_2019-06-06			VR_2019-09-17							
X0002965	Lac-Antoine, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-25										
X0001155	Lac-au-Plongeon, Barrage du	MELCC	2	2			IR_2019-06-18			VR_2019-09-18							
X0001158	Lac-aux-Îlots, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0007534	Lac-Beauchêne, Barrage du	MELCC	1	1				IR_2019-07-31									
X0000516	Lac-Bonjour, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0004891	Lac-Carillon, Barrage du *	MELCC	2	2		IR_2019-05-07					VR_2019-10-24						
X0000602	Lac-des-Baies, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0000483	Lac-du-Nord, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-20										
X0000518	Lac-Duvivier, Barrage du	MELCC	1	1							IS_2019-10-17						
X0004499	Lac-Long, Barrage du	MELCC	2	2		IR_2019-05-27					VR_2019-10-02						
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	MELCC	6	6		IR_2019-05-31		VR_2019-07-29	IR_2019-08-30		IS_2019-10-17		VR_2019-12-02		VR_2020-02-01		
X0004488	Lac-Provost, Barrage du	MELCC	2	2				IS_2019-07-04			VR_2019-10-15						
X0000600	Lac-Rimouski, Barrage du	MELCC	2	3		ISp_2019-05-27	IS_2019-06-27				VR_2019-10-28						Exposé des correctifs 1 Inspection supplémentaire
X0002426	Lajeunesse, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-25							
X0001881	Landry, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-08											
X0002429	Landry, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-16									
X0003027	Laniel, Barrage de	MELCC	6	6		IR_2019-05-08		VR_2019-07-11	IR_2019-08-28		IR_2019-10-11		VR_2019-12-23		VR_2020-02-10		
X0003570	Laroche, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-19										
X0004490	L'Assomption-1, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-15						
X0004492	L'Assomption-2, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-15						
X0001418	Launière, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-23				VR_2019-09-04							
X0002434	Laval, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-11									

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0004483	Lavigne, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-16						
X0002422	Lavoie, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0004474	Légaré, Barrage	MELCC	1	1				IS_2019-07-03									
X0001018	Léger, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-18				VR_2019-10-22						
X0003083	Léger, Barrage	MELCC	4	4			IR_2019-06-19	VR_2019-07-10		IS_2019-09-11	IR_2019-10-01						
X0007210	Leneuf, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-02											
X0005497	Line, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-28											
X0001997	Livernois, Barrage	MELCC	1	1				IR_2019-07-03									
X0001576	Lombric, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0001871	Lorenzo, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-02											
X2000841	Lou, Barrage *	MELCC	1	1				IR_2019-07-10									
X0001026	Louise, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-19										
X0002013	Louis-Gill, Barrage	MELCC	2	2				IR_2019-07-03		VR_2019-09-26							
X0005202	Ludger, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-21						
X0005203	Ludger, Digue	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-21						
X0000562	Lunettes, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0007413	Lusignan, Barrage	MELCC	2	2				IS_2019-07-03			VR_2019-10-17						
X2175892	Lusignan, Digue	MELCC	2	2				IR_2019-07-03			VR_2019-10-17						
X0007310	Lyster, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-23						
X0001019	Mandan, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-18				VR_2019-10-22						
X0005241	Manitou, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-08											
X0001420	Mare-du-Sault, Barrage de la	MELCC	2	4		IR_2019-05-24		IR_2019-07-17		IR_2019-09-16		VR_2019-11-14					Changement de classe en cours d'année
X0003146	Marot, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-21								
X0001928	Masketsi, Barrage	MELCC	2	2		VR_2019-05-07		IS_2019-07-15									
X0004973	Masson, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-08		IS_2019-07-10	VR_2019-08-15		IR_2019-10-22		VR_2019-12-12		VR_2020-02-19		
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	MELCC	12	12	VR_2019-04-30	IR_2019-05-28	VR_2019-06-28	VR_2019-07-29	IR_2019-08-30	VR_2019-09-24	IS_2019-10-16	IR_2019-11-11	VR_2019-12-02	VR_2020-01-13	VR_2020-02-03	VR_2020-03-02	
X0001028	Maurice, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0003031	McCracken, Barrage	MELCC	2	2			VR_2019-06-05				IR_2019-10-30						
X0002489	Mégantic, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-21						
X0001394	Métascouac, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0005500	Mitchi-Menjo, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-17		IS_2019-09-15	IR_2019-10-21		VR_2019-12-11		VR_2020-02-17		
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-17		IS_2019-09-15	IR_2019-10-21		VR_2019-12-11		VR_2020-02-17		
X0005501	Mitchi-Réal, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-17		IS_2019-09-15	IR_2019-10-21		VR_2019-12-11		VR_2020-02-17		
X0000898	Moncouche, Digue de	MELCC	2	2		IR_2019-05-23					VR_2019-10-25						
X0005511	Monroe, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-21											
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-21						
X0005512	Montjoie, Barrage	MELCC	2	2		VR_2019-05-14				IS_2019-09-24							
X0005513	Montjoie-A, Digue	MELCC	2	2		IR_2019-05-14				IS_2019-09-24							
X0003600	Mont-Louis, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-07				VR_2019-10-08						
X0001857	Montre, Barrage à la	MELCC	2	2		IR_2019-05-08				VR_2019-09-12							
X0005463	Morier, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-16			VR_2019-08-14	IS_2019-09-23	IR_2019-10-15		VR_2019-12-12		VR_2020-02-18		
X0000730	Morin, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-15	IR_2019-06-17		VR_2019-08-29		IR_2019-10-31		VR_2019-12-03		VR_2020-02-19		
X0000731	Morin, Digue	MELCC	6	6		IR_2019-05-15	IR_2019-06-17		VR_2019-08-29		IR_2019-10-31		VR_2019-12-03		VR_2020-02-19		
X0004485	Morissette, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-27					VR_2019-10-16						

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0004638	Moulins, Barrage des	MELCC	1	1		IR_2019-05-03											
X0001423	Neiges, Barrage des	MELCC	2	2		IR_2019-05-24				VR_2019-09-17							
X0000781	Noir, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-28				VR_2019-10-22						
X0000992	Orignal, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-14										
X0002389	Oriskany, Barrage	MELCC	2	2				IR_2019-07-17		VR_2019-09-25							
X0000753	Ouellet 2, Barrage *	MELCC	2	2		VR_2019-05-29				IS_2019-09-25							
X0002353	Ouest, Barrage de l'	MELCC	4	4		IR_2019-05-30		VR_2019-07-31		IS_2019-09-24	IR_2019-10-24						
X2117548	Ouiqui (point bas #15), Digue *	MELCC	1	1		IR_2019-05-15											
X0000962	Ouiqui, Digue	MELCC	12	12	VR_2019-04-30	IR_2019-05-14	VR_2019-06-06	IR_2019-07-04	VR_2019-08-29	IS_2019-09-29	VR_2019-10-18	VR_2019-11-20	IR_2019-12-09	VR_2020-01-16	VR_2020-02-13	VR_2020-03-25	
X0001984	Ours, Barrage à l'	MELCC	2	2		IR_2019-05-07				VR_2019-09-30							
X0000743	Parke, Barrage de	MELCC	2	2		IR_2019-05-21					VR_2019-10-31						
X0001849	Pas-de-Poisson, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-12							
X0007156	Perdreaux, Barrage des	MELCC	1	1			IR_2019-06-26										
X0004457	Petit Collin, Barrage *	MELCC	2	2		IR_2019-05-27					VR_2019-10-16						
X0003889	Petit-Castor, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-28											
X0007524	Petite-Chute, Barrage de la	MELCC	2	2		IR_2019-05-29					VR_2019-10-21						
X0001415	Petit-Lac-à-l'Épaule, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-06										
X0001573	Petit-Lac-Jacques-Cartier, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0000540	Petit-Lac-Neigette, Barrage du	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0001016	Petits-Pins, Barrage des	MELCC	1	1						IS_2019-09-10							
X2133166	Pibrac (point bas #1), Digue *	MELCC	2	2		VR_2019-05-13				IS_2019-09-09							
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	MELCC	6	6	IR_2019-04-23	IS_2019-05-23		VR_2019-07-30			IR_2019-10-29		IR_2019-12-23		VR_2020-02-11		
X0000936	Pibrac-Est, Digue	MELCC	6	6	IR_2019-04-23	IS_2019-05-23		VR_2019-07-30			IR_2019-10-23		VR_2019-12-23		VR_2020-02-11		
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	MELCC	6	6	IR_2019-04-23	IS_2019-05-23		VR_2019-07-02			IR_2019-10-30		IR_2019-12-23		VR_2020-02-10		
X0000938	Pibrac-Ouest, Digue	MELCC	6	6	IR_2019-04-23	IS_2019-05-23		VR_2019-07-30			IR_2019-10-23		VR_2019-12-23		VR_2020-02-10		
X0001278	Pikauba-1, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0001279	Pikauba-2, Digue	MELCC	1	2		IR_2019-05-22				VR_2019-09-05							Exposé des correctifs 1 inspection supplémentaire
X0001261	Pikauba-5, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0003141	Piliers, Barrage des	MELCC	2	2					IR_2019-08-22		VR_2019-10-02						
X2095620	Pimbina, Barrage *	MELCC	1	1		IR_2019-05-28											
X0005422	Pimbina, Barrage du *	MELCC	2	2		IR_2019-05-15					VR_2019-10-16						
X0003137	Pipe, Barrage à la	MELCC	1	1				IS_2019-07-09									
X0007889	Pointe, Barrage de la	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0003155	Polette, Barrage	MELCC	2	2					IR_2019-08-22		VR_2019-10-02						
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	MELCC	6	6		IR_2019-05-13				IS_2019-09-11		IR_2019-11-01	VR_2019-12-20		VR_2020-02-12	VR_2020-03-23	
X0000597	Prime, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-13					VR_2019-10-28						
X0002996	Quinze, Barrage des	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-30	IS_2019-08-06		IR_2019-10-31		VR_2019-12-23		VR_2020-02-12		
X0002997	Quinze, Digue des *	MELCC	6	6		IR_2019-05-13		VR_2019-07-30	IS_2019-08-06		IR_2019-10-03		VR_2019-12-23		VR_2020-02-12		
X0003198	Rambois, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-15								
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	MELCC	12	12	VR_2019-04-17	VR_2019-05-07	IR_2019-06-18	IS_2019-07-22	VR_2019-08-15	IR_2019-09-25	VR_2019-10-16	VR_2019-11-19	IR_2019-12-09	VR_2020-01-20	VR_2020-02-21	VR_2020-03-18	
X0003164	Raquette, Barrage à la	MELCC	1	1					IR_2019-08-15								
X0005466	Reno, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-02					VR_2019-10-07						
X0001850	Renversi, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-08											

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0001371	Retenue, Barrage la	MELCC	2	4		VR_2019-05-21		IS_2019-07-08				VR_2019-11-07		IR_2020-01-28			Changement de classe en cours d'annee
X0005328	Rossignol, Barrage	MELCC	2	2				IS_2019-07-30			VR_2019-10-23						
X0008017	Rotule, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X2000845	Rotule, Digue	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0001425	Ruban, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-24				VR_2019-09-16							
X2123668	Ruban, digue *	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0002025	Sables, Barrage des	MELCC	2	2				IR_2019-07-03		VR_2019-09-26							
X0005204	Sables, Barrage des	MELCC	12	12	VR_2019-04-15	IR_2019-05-08	VR_2019-06-17	IS_2019-07-30	VR_2019-08-15	VR_2019-09-24	IR_2019-10-22	VR_2019-11-20	IR_2019-12-12	VR_2020-01-15	VR_2020-02-20	VR_2020-03-19	
X0004063	Saint-Didace, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-15											
X0001574	Sainte-Anne, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0000870	Saint-Germains, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	MELCC	1	1		IR_2019-05-16											
X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	MELCC	2	2		IR_2019-05-09				VR_2019-09-10							
X0003036	Sangsues, Barrage aux	MELCC	2	2			VR_2019-06-21				IR_2019-10-10						
X0004486	Sarrazin, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0003912	Sartigan, Barrage	MELCC	2	2		VR_2019-05-08		IS_2019-07-03									
X0001431	Sautauriski, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-23				VR_2019-09-16							
X0005510	Savane, Barrage de la	MELCC	1	1		IR_2019-05-21											
X0002978	Schyan, Barrage	MELCC	2	2			IR_2019-06-26				VR_2019-10-08						
X0001889	Scott, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-16											
X2057464	Shackleton, Barrage *	MELCC	1	1					IR_2019-08-14								
X2134473	Shackleton, Digue *	MELCC	1	1					IR_2019-08-14								
X0007234	Shitagoo, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-04										
X2143751	Shitagoo, Digue *	MELCC	1	1			IR_2019-06-04										
X0001011	Silver, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-20										
X0002084	Sincennes, Barrage	MELCC	2	2				IR_2019-07-17		VR_2019-10-22							
X0007208	Sirois, Barrage	MELCC	1	1				IS_2019-07-15									
X0003035	Six-Milles, Barrage	MELCC	2	2			VR_2019-06-21				IR_2019-10-10						
X0000993	Smith, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-14										
X0001780	Soixante-Arpents, Barrage des	MELCC	2	2		VR_2019-05-22				VR_2019-09-10							
X0002313	Sorcier, Barrage au	MELCC	2	2		IR_2019-05-30					VR_2019-10-02						
X0002730	Stukely, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-17					VR_2019-10-23						
X0001985	Suève-2, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0100844	Taché, Barrage *	MELCC	2	2		IR_2019-05-06					VR_2019-10-28						
X0001284	Talbot, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0002991	Tee, Barrage	MELCC	6	6		IR_2019-05-14		VR_2019-07-11		IS_2019-09-24	IR_2019-10-11		VR_2019-12-23		VR_2020-02-13		
X2086704	Tee, Digue *	MELCC	6	6		IR_2019-05-14		VR_2019-07-11		IS_2019-09-24	IR_2019-10-11		VR_2019-12-23		VR_2020-02-13		
X0004489	Tellier, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-19										
X0001924	Ternien, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-07											
X0003032	Tête-d'Orignal, Barrage de la	MELCC	2	2			VR_2019-06-05				IR_2019-10-10						
X0004974	Théodore, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-08					VR_2019-10-22						
X0001430	Thérèse, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0003627	Therrien, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-14											
X0000603	Touradi, Barrage	MELCC	2	2			IS_2019-06-27				VR_2019-10-30						

Activités de surveillance sur les barrages du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 2019-2020

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb insp prescrites par RSB	Nb insp réalisées ou en cours de réalisation	Avril réalisé	Mai réalisé	Juin réalisé	Juillet réalisé	Août réalisé	Septembre réalisé	Octobre réalisé	Novembre réalisé	Décembre réalisé	Janvier réalisé	Février réalisé	Mars réalisé	Commentaire
X0001283	Tourangeau, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-05										
X0001890	Travers, Barrage de	MELCC	1	1		IR_2109-05-08											
X2053989	Travers, Digue de *	MELCC	1	1		IR_2109-05-08											
X0005507	Trego, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-22											
X0007217	Truite, Barrage à la	MELCC	1	1		IR_2019-05-16											
X0003202	Varin, Barrage	MELCC	1	1					IR_2019-08-14								
X0002309	Vieux, Barrage du	MELCC	1	1		IR_2019-05-28											
X0001282	Wabano, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-24											
X0001433	Walsh, Barrage	MELCC	1	1		IR_2019-05-23											
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	MELCC	2	2		IR_2019-05-09					VR_2019-10-16						
X0001029	Wapishish, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
X0005737	Waterloo, Barrage de	MELCC	1	1		IR_2019-05-28											
X0002635	Waterville, Barrage de	MELCC	2	2		VR_2019-05-28			IS_2019-08-02								
X0007164	Zoé, Barrage	MELCC	1	1			IR_2019-06-18										
TOTAL			688	696													

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 71

Depuis le 1er mars 2019, indiquer quels moyens ont été mis de l'avant par le ministère pour permettre une meilleure prise en compte des effets cumulatifs des activités dans le secteur industriel et de la capacité de support du milieu récepteur.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 78 des renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 72

Indiquer si le ministère exige une évaluation des effets cumulatifs des pressions sur l'environnement lors de la délivrance ou du renouvellement d'une autorisation.

Le Ministère, avant la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation, exige plusieurs informations du demandeur. Ces informations permettent de faire une analyse adéquate des projets, notamment en fonction des milieux récepteurs.

Projets visés par la procédure d'évaluation et d'examen des impacts :

L'article 3 du Règlement relatif à l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (RÉEIE), en vigueur depuis le 23 mars 2018, prévoit les renseignements qu'une étude d'impact doit minimalement contenir, en outre de ceux que peut exiger la directive de la ministre prévue à l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). On y retrouve notamment l'identification des principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques que soulève le projet ainsi que analyse des impacts. La description et l'évaluation des impacts cumulatifs sont requis dans la directive du ministre. Ceux-ci sont pris en compte lors de l'analyse de la demande et lors de la délivrance de l'autorisation gouvernementale qui peut comporter des conditions de réalisation.

Projets visés par l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement :

L'article 23 de la LQE spécifie les renseignements et les documents devant accompagner une demande d'autorisation et précise aussi que d'autres renseignements peuvent être exigés par règlement. Le projet de règlement de règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE), qui doit contenir cette liste, fait l'objet d'une consultation publique du 19 février au 19 avril 2020. Bien que celui-ci n'est pas encore édicté, le projet de règlement démontre la possibilité d'évaluer les effets cumulatifs à partir des renseignements et documents à soumettre au ministre afin qu'une demande d'autorisation soit recevable pour en effectuer l'analyse. Parmi ces documents et renseignements, les éléments liés aux contaminants et aux milieux visés par une demande concernaient :

- une description du site concernant notamment la présence de milieux humides et hydriques ou d'un habitat particulier, les principales caractéristiques des milieux concernés et une indication de leur emplacement;

  La nature, la source, la quantité et la concentration de tous les contaminants susceptibles d'être rejetés;

- une description des impacts anticipés sur l'environnement;

- une description des mesures d'atténuation, de suivi, de surveillance et de contrôle proposées.

Des études spécifiques sont également requises pour certaines activités en autorisation. Par exemple, dans le cadre d'une demande relative à un prélèvement d'eau, un avis hydrogéologique permettant d'évaluer les propriétés hydrauliques du milieu exploité, ainsi que l'impact du prélèvement sur les autres usagers et sur l'environnement doit être présenté au Ministère. Dans le cadre d'une demande relative à des travaux dans un milieu humide ou hydrique, une description des perturbations ou des pressions anthropiques subies par les milieux affectés par le projet de même que la capacité des milieux visés à se rétablir ou la possibilité de les restaurer en tout ou en partie une fois le projet complété, doit être fournie en appui de la demande d'autorisation.

L'article 25 de la LQE permet au ministre de prescrire toute condition dans l'autorisation qu'il délivre. Une condition relative à la mise en place d'un programme de suivi environnemental qui concernerait spécifiquement le suivi de la capacité de support du milieu récepteur est par conséquent possible si un tel suivi s'avère nécessaire. De plus, l'article 26 de la LQE permet au ministre d'imposer toute condition différente de celles prescrites dans les règlements s'il juge que ces dernières sont insuffisantes pour respecter la capacité de support du milieu.

L'article 24 de la LQE permet au ministre d'exiger tout renseignement, document ou étude supplémentaire nécessaire pour connaître les impacts d'un projet sur la qualité de l'environnement avant de prendre sa décision. Afin de respecter les principes de clarté et prévisibilité du nouveau régime d'autorisation, cet article sera utilisé de façon exceptionnelle, mais pourrait tout de même permettre d'exiger une telle évaluation des effets cumulatifs des pressions sur l'environnement dans le cadre d'un projet spécifique.

Les établissements industriels importants, notamment les fabriques de pâtes et papiers, les mines, les alumineries, les cimenteries, les usines de chaux, certaines usines de métallurgie, sont encadrés par le Programme de réduction des rejets industriels (PRRI).

Une autorisation renouvelable est prévue pour ces établissements industriels, laquelle établit les conditions environnementales sous lesquelles ceux-ci doivent exercer leurs activités. Lors des renouvellements d'autorisation, les effets cumulatifs et les besoins du milieu sont pris en compte pour établir des cibles de réduction des rejets. Le Ministère peut ainsi formuler des normes de rejet de contaminants ou d'autres exigences tenant compte de l'évolution des standards technologiques de réduction reconnus et de la capacité des milieux récepteurs (eau, air, eau souterraine, air ambiant, sols) dans lequel se situe l'établissement industriel.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 73

Indiquer le nombre d'autorisations environnementales octroyées par le MELCC depuis le 1er mars 2019.

Nombre d'autorisations environnementales octroyées
par le MELCC depuis le 1er mars 2019

	Nombre d'autorisations
2019-2020	2749

Notes sur les périodes de référence :

2019-2020 : Ces données quantitatives représentent les interventions fermées (DT) dont le statut est délivrance pour la période du 1er mars 2019 au 29 février 2020.

Le chiffre de 2749 dans ce tableau est plus élevé du fait qu'il inclut les données de mars 2019, soit pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2019 (12 mois).

Il est important de mentionné que dans la QP-16 le résultat est de 2506 et correspond à la période du 1er avril 2019 au 28 février 2019 (11 mois).

Indiquer quels mécanismes ont été mis en place afin de rendre disponible plus facilement et plus rapidement l'information nécessaire aux citoyen(ne)s afin qu'ils et elles puissent évaluer les risques environnementaux dans le secteur industriel auxquels ils et elles sont exposé(e)s.

La modernisation du régime d'autorisation vient améliorer significativement l'accès à l'information et la transparence des processus d'autorisation. Depuis le 23 mars 2017, la Loi sur la qualité de l'environnement fait en sorte que les demandes d'autorisation et les nouvelles autorisations ainsi que tous les documents qui en font partie intégrante ont un caractère public, sous réserve des secrets industriels et commerciaux confidentiels et de localisation d'espèces menacées ou vulnérables.

Le nouveau régime d'autorisation prévoit que le contenu des autorisations ministérielles sera bonifié afin que celles-ci contiennent des informations plus complètes et que ces informations soient disponibles pour le public, soit :

- La description de l'activité et sa localisation;
- La description et la source des contaminants de même que les points de rejets dans l'environnement;
- Les conditions, restrictions, interdictions et normes particulières applicables à la réalisation de l'activité;
- Les mesures de suivi, de surveillance et de contrôle applicables, telles que les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul de tout rejet de contaminants ainsi que les méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons.

À l'exception des renseignements concernant la localisation d'espèces menacées ou vulnérables ainsi que ceux qui concernent des secrets industriels et commerciaux confidentiels, les informations citées seront publiées au registre public qui sera créé. Il en va de même pour toutes les demandes de délivrance, de modification ou de renouvellement d'autorisation ainsi que pour les déclarations de conformité, notamment. En attendant la création du registre en question, ces informations sont disponibles sur demande.

Par ailleurs, un registre public des évaluations environnementales, dans lequel les documents relatifs à un projet à risque élevé assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PEEIE) sont rendus accessibles au public, a été créé et est disponible depuis le 23 mars 2018. Ce registre contient tous les documents déposés au cours de la PEEIE par l'initiateur et produits par le Ministère. Ainsi, les documents sont accessibles au public à toutes les étapes de la PEEIE afin de s'assurer de mieux informer la population.

Indiquer le nombre de consultations s'étant tenues sur le site Web du Ministère afin de sensibiliser les intervenant(e)s du milieu agricole et les citoyen(ne)s à l'utilisation rationnelle et sécuritaire des pesticides les plus à risque.

Pour faciliter la mise en place de la réglementation, dont certaines dispositions sont entrées en vigueur en 2019, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a développé des outils pour la clientèle visée afin de les informer et de les aider à s'orienter dans les nouvelles exigences notamment pour le milieu agricole tels que :

- Des avis circulaires (au nombre de onze) expliquant pour chaque clientèle visée les modifications réglementaires qui les concernent;
- Modèles et exemples de registre d'utilisation de pesticides tenu par un agriculteur et modèles de justification et de prescription agronomiques, ainsi qu'un exemple respectif;
- Liste des noms commerciaux des pesticides visés par une justification et une prescription agronomiques;
- Des présentations PowerPoint des nouvelles exigences réglementaires pour les principaux secteurs visés;
- Webinaire réalisé par le MELCC, d'une durée d'une heure et trente minutes, pour former les agriculteurs;
- Un guide de bonnes pratiques visant à réduire l'utilisation et les risques des insecticides de la famille des néonicotinoïdes dans la culture de la pomme de terre.

D'autres documents et informations ont été mis en ligne au cours de 2019-2020, notamment sur le site Web du MELCC – Rubrique pesticides :

- Guide de l'aménagement de brise-vent pour réduire la dérive de pesticides lors de l'utilisation de pulvérisateur à jet porté;
- Utilisation des pesticides en milieu aquatique – Guide d'apprentissage;
- Dépliant Puits existants en milieu agricole – Protégez la qualité de l'eau souterraine destinée à la consommation humaine;
- Publication dans Agri-Réseau sur l'application de pesticides au moyen de pulvérisateur à jet porté ou pneumatique pour réduire la dérive de manière sécuritaire;
- Publication dans Agri-Réseau sur le maintien de la justification malgré le retard des semis pour la saison 2019;
- Publication sur la gestion des pesticides dans le numéro 2, volume 41 de l'hiver 2019 de la revue L'Abeille.

Du 1er avril 2019 au 30 mars 2020, 3 671 clics (nombre de consultations) sur les pages Web du MELCC hébergeant les documents précédemment mentionnés ont été faits par 2 907 visiteurs uniques.

Activités d'information et de sensibilisation auprès de la clientèle pour la mise en œuvre de la réglementation

Depuis le début de la mise en œuvre réglementaire, le MELCC a réalisé près d'une quarantaine de présentations (dont huit en 2019-2020) pour former l'ensemble des partenaires externes visés par les modifications réglementaires sur les pesticides. Ces activités ont permis de former près de 1 800 partenaires.

Le MELCC coordonne également un comité de mise en œuvre de la justification et de la prescription agronomiques, le comité de suivi ainsi qu'un comité consultatif élargi dont la première rencontre a eu lieu le 23 mai 2019. Ces comités réunissent 25 partenaires du milieu agricole dans le but de documenter l'indépendance professionnelle des agronomes, de communiquer l'état d'avancement de la mise en œuvre et de développer les outils nécessaires à l'atteinte des objectifs reliés au concept de justification et de prescription agronomiques. Les principaux partenaires sont le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, l'Ordre des agronomes du Québec, l'Union des producteurs agricoles et ses fédérations régionales, les fabricants et les fournisseurs d'intrants agricoles ainsi les groupes environnementaux.

Dès le début de la mise en œuvre, le MELCC s'est adressé aux deux universités qui offrent une formation en agronomie, l'Université Laval et l'Université McGill, afin que celle-ci soit bonifiée pour répondre aux objectifs poursuivis par les modifications réglementaires en matière de pesticides. Un suivi a été effectué en décembre 2019, pour réitérer l'importance d'intégrer à l'offre de formation en agronomie un cours présentant la démarche agronomique en matière de recommandation en phytoprotection, menant, dans certains cas, à l'obligation de justifier l'utilisation de l'un des pesticides visés par la réglementation.

Indiquer les résultats de l'évaluation annuelle de l'effet des mesures mises en place pour réduire la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques.

Suivi de la qualité de l'eau

L'impact des pesticides sur la qualité de l'eau des rivières est mesuré annuellement à quatre stations localisées dans des secteurs où les superficies en culture de maïs et de soya sont importantes. La fréquence d'échantillonnage est de 30 fois par été et plus de 100 pesticides sont analysés en laboratoire. D'autres rivières sont aussi échantillonnées sur une base régulière, mais non annuelle, dans des zones où des cultures sont aussi de grandes utilisatrices de pesticides. Il s'agit ici des cultures de la pomme de terre, des vergers et des zones de cultures maraîchères. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques effectue aussi un suivi des eaux souterraines des secteurs agricoles à proximité de cultures ciblées parmi les plus grandes utilisatrices de pesticides. L'évolution de la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques constitue un indicateur de l'efficacité des mesures mises en place.

Le rapport *Présence de pesticides dans l'eau au Québec : Portrait et tendances dans les zones de maïs et de soya – 2015 à 2017*, fait état des résultats obtenus lors de la dernière période d'échantillonnage et est un moyen de diffusion d'information auprès de la clientèle visée. Les résultats des suivis en rivières pour l'année 2019 et les suivantes (après l'entrée en vigueur de la réglementation) devraient permettre de vérifier l'efficacité des nouvelles mesures réglementaires pour réduire la présence et la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour les pesticides les plus à risque.

Mise en œuvre de la nouvelle réglementation en milieu agricole

Le milieu agricole est le plus grand utilisateur de pesticides au Québec. En 2017, les ventes de pesticides pour ce milieu représentaient 81,6 % des ventes totales. Les indicateurs de risque pour la santé et pour l'environnement ont diminué respectivement de 14 % et de 3 % par rapport à la période de référence 2006-2008. Les indicateurs de risque subissent des variations annuelles en fonction des quantités de pesticides vendus et des indices de risque que présente chacun de ces pesticides.

En vigueur depuis mars 2018, les modifications réglementaires resserrent les conditions d'utilisation des pesticides les plus à risque, dont les insecticides néonicotinoïdes, l'herbicide atrazine et l'insecticide chlorpyrifos; des pesticides qui dépassent souvent les critères de qualité de l'eau visant à protéger les espèces aquatiques. La mise en terre des semences enrobées de trois néonicotinoïdes (clothianidine, imidaclopride et thiaméthoxame) ainsi que l'application de ces mêmes néonicotinoïdes, de l'atrazine ou du chlorpyrifos, doivent être justifiées au préalable par un agronome membre de l'Ordre des agronomes du Québec.

L'objectif est de réduire leur utilisation et conséquemment, à moyen terme, leur présence dans les cours d'eau et les dépassements des critères quant à la qualité de l'eau. La réglementation est entrée en vigueur de manière progressive jusqu'au 1er avril 2019.

Appui des agriculteurs

Le Plan économique du Québec a alloué au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec des crédits additionnels de 14 millions de dollars sur cinq ans en soutien aux agriculteurs afin de les aider à réduire concrètement les risques liés à l'utilisation des pesticides et de leur permettre de s'adapter aux nouvelles mesures introduites. En 2018, cette enveloppe a servi entre autres à bonifier le montant de l'aide financière associée au service-conseil ainsi qu'à réaliser un projet pilote de réduction des risques des pesticides qui a fait appel à la participation de plus d'une centaine d'entreprises dans les secteurs des grandes cultures et de l'horticulture. En termes de recherche, de développement et de transfert technologique, des vitrines de démonstration de gestion à moindre risque dans le secteur horticole ont été mises sur pied ainsi qu'un réseau de vitrines à la ferme pour favoriser la réduction des risques liés aux pesticides dans les grandes cultures.

En 2019-2020, plusieurs actions ont également été posées dans le cadre de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture, notamment d'informer les agriculteurs sur les risques associés à l'usage de semences traitées et de la disponibilité de semences non traitées ainsi que de réaliser des activités de démonstration à la ferme pour favoriser le recours aux alternatives à moindre risque. Diverses activités de sensibilisation sur les risques des pesticides et sur les mesures préventives à appliquer dans les entreprises agricoles ont également été effectuées.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 77

Fournir l'ensemble des études et rapports produits par le ministère concernant d'éventuels incitatifs économiques pour encourager l'adoption de meilleures pratiques. Indiquer les actions prises pour la mise en place des meilleures pratiques par le ministère depuis le 1er mars 2019.

Tel qu'indiqué en réponse à la question particulière 84, un document sur les instruments économiques pour un usage rationnel des pesticides a été publié en août 2019 :

http://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/strategie2015-2018/instruments-economiques.htm

Le document présente les options envisageables selon le contexte du Québec, comme le prévoyait l'une des actions contenues dans la Stratégie québécoise des pesticides. Une analyse comparative par rapport aux autres pays présentant les avantages et les inconvénients des différents instruments est également fournie. Le MELCC est présentement en réflexion sur la nature des instruments économiques à implanter au Québec.

L'objectif d'utiliser les instruments économiques est de responsabiliser les utilisateurs de pesticides par le principe de pollueur-payeur, donc en faisant assumer aux utilisateurs des pesticides les plus à risque une plus grande part des coûts environnementaux et des coûts associés à la santé.

Cela inciterait les utilisateurs de pesticides à réduire les quantités qu'ils utilisent, d'améliorer l'offre des pesticides moins à risque lors de l'achat ainsi que favoriser les pratiques alternatives à l'usage des pesticides.

Aucun autre document n'a été produit par le ministère concernant d'éventuels incitatifs économiques pour encourager de meilleures pratiques.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 78

Indiquer le nombre d'inspections en 2019-2020 visant l'utilisation des pesticides en milieu agricole dans les programmes de contrôle.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 1 800 inspections visant l'utilisation des pesticides en milieu agricole dans les programmes de contrôle ont été réalisées.

Concernant les pesticides de la classe 3A (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame, atrazine et les insecticides à base de chlorpyrifos), spécifier :

a) Les quantités vendues au Québec en 2019-2020, ventilées par région administrative;

b) Les concentrations observées dans les cours d'eau testés en 2019-2020, en spécifiant également la région où se situe le cours d'eau;

c) IRE (indice de risque pour l'environnement);

d) IRS (indice de risque pour la santé);

e) Les cibles de réduction pour l'année 2020-2021.

Concernant les pesticides à usages restreints, fournir la liste complète des 110 pesticides restreints (classe 2), en spécifiant pour chacun :

a) IRE (indice de risque pour l'environnement);

b) IRS (indice de risque pour la santé);

c) Les quantités vendues pour chacun d'eux en 2019-2020, au Québec;

d) Les concentrations observées dans les cours d'eau testés en 2019-2020, en spécifiant également la région où se situe le cours d'eau;

e) Les cibles de réduction pour l'année 2020-2021.

Depuis 2018, grâce à l'introduction de la justification et la prescription agronomiques, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques obtient de nouvelles déclarations à chaque 31 janvier, pour les ventes au détail de certains pesticides. Cette nouvelle réglementation est entrée en vigueur selon le calendrier progressif suivant :

- 8 mars 2018, tous les pesticides contenant de l'atrazine;
- 8 septembre 2018, tous les pesticides de la classe 3A (semences enrobées de certains pesticides);
- 1er avril 2019, tous les pesticides des classes 1 à 3 contenant de la clothianidine, de l'imidaclopride, du thiaméthoxame et du chlorpyrifos.

Le bilan 2018 (http://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/bilan/bilan-ventes-pesticides-2018.pdf) permet de présenter notamment les ventes par région administrative de l'atrazine, le premier ingrédient actif visé. Pour les autres ingrédients actifs visés, les ventes seront comptabilisées dans le prochain bilan.

Concernant les pesticides de la classe 3A (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame, atrazine et les insecticides à base de chlorpyrifos) :

a) Les quantités vendues au Québec en 2019-2020, ventilées par région administrative

Le bilan 2018 permet de présenter les ventes par région administrative de l'atrazine, le premier ingrédient actif visé. Pour la saison 2018, la quantité totale vendue au détail est de 35 796 kg.

b) Les concentrations observées dans les cours d'eau testés en 2019-2020, en spécifiant également la région où se situe le cours d'eau

Douze rivières ont fait l'objet d'un suivi en 2019 pour déterminer les concentrations de certains pesticides. Les concentrations des cinq pesticides visés par la prescription peuvent être consultées dans l'Atlas interactif de la qualité des eaux et des écosystèmes aquatiques :

http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/Atlas_interactif/donnees_recentes/donnees_pesticides.asp#onglets

c) et d) IRE (indice de risque pour l'environnement) et IRS (indice de risque pour la santé)

Le calcul de l'IRE et l'IRS s'effectue à partir de données toxicologiques provenant de plusieurs sources fiables de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire et l'United States Environmental Protection Agency par exemple. Si ces données ne sont pas disponibles, il n'est pas possible de calculer les indices.

L'IRS est déterminé par les différents critères retenus de toxicité aiguë (DL_{50} orale, DL_{50} cutanée, CL_{50} inhalation, irritation cutanée, irritation oculaire et sensibilisation) et de toxicité chronique (cancérogénécité, génotoxicité, perturbation endocrinienne, reproduction et développement), ainsi que par le facteur de persistances et de bioaccumulation chez l'humain. Il tient aussi compte de la formulation, de la concentration de la matière active dans la préparation commerciale et de la dose appliquée. L'IRE est issu de six variables, soit l'impact sur les invertébrés terrestres, l'impact sur les oiseaux, l'impact sur les organismes aquatiques, la mobilité, la persistance dans le sol et la bioaccumulation.

De plus, les indices peuvent varier en fonction de la culture traitée, du type de traitement, de la technique d'application et de la dose appliquée, ainsi une grande variabilité de valeurs peut être observée pour un même ingrédient actif. La plateforme Web de SAgE pesticides offre aux exploitations agricoles et aux conseillers plusieurs outils pour mesurer leurs impacts sur la santé et l'environnement. Il est notamment possible de connaître précisément l'indice de risque qui s'applique pour un produit en particulier en fonction des caractéristiques d'utilisation nommées plus haut.

Ingrédient actif	IRE	IRS
Atrazine	5 à 454	60 à 2031
Chlorpyrifos	38 à 900	169 à 1121
Clothianidine*	211 à 517	42 à 409
Imidaclopride*	56 à 430	4 à 734
Thiaméthoxame*	37 à 653	33 à 725

*Les indices de risque tiennent compte des différentes formulations des ingrédients actifs (soit les semences de la classe 3A ainsi que les autres formulations à base de néonicotinoïdes).

e) Les cibles de réduction pour l'année 2020-2021

La Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture (SPQA) 2011-2021 a pour cible une réduction de 25 %, d'ici 2020, des risques associés à l'utilisation des produits phytosanitaires.

En 2018, l'indicateur de risque pour la santé montre une diminution de 28 % par rapport à la période de référence 2006-2008, atteignant ainsi l'objectif de la SPQA. Ce résultat est prometteur, mais il y a lieu d'attendre quelques années avant de conclure que cette tendance à la baisse se maintiendra. Quant à l'indicateur pour l'environnement, il affiche une réduction de 15 % par rapport à cette même période.

Concernant les pesticides à usages restreints, fournir la liste complète des 110 pesticides restreints (classe 2), en spécifiant pour chacun :

a) IRE (indice de risque pour l'environnement)

b) IRS (indice de risque pour la santé)

Les pesticides de la classe 2 sont des produits phytosanitaires à usage « restreint » compte tenu des risques sanitaires ou environnementaux liés au produit et se distingue des classes commerciales et domestiques. Pour cette classe particulièrement, un permis est obligatoire pour les vendre de même que pour les acheter et cela est vérifié par le détaillant. Plusieurs produits de la classe 2 sont des pesticides utilisés dans le secteur aquatique, en extermination, en bâtiments agricoles, en foresterie et en horticulture ornementale (par exemple, des répulsifs, des avicides ou des larvicides). Pour les pesticides utilisés dans les secteurs autres qu'agricole (49 des 110), il n'y a pas toujours d'IRE et IRS disponible. Ainsi, ils ne sont pas présentés dans le tableau.

Nom du pesticide	Ingrédient actif	Groupe chimique	IRE	IRS	Catégorie de vente en 2018	Secteur d'utilisation
Vapam Fumigant de sol Solution liquide	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D/aucune vente pour ce produit	Agricole
Insecticide Lannate Toss-N-Go	METHOMYL	Oximes-carbamates	488 à 491	196 à 400	B	Agricole
Terr-o-gas 67 fumigant de sol de préplantation	CHLOROPICRINE	Organochlorés	361 à 986	828	Aucune vente	Agricole

Nom du pesticide	Ingrédient actif	Groupe chimique	IRE	IRS	Catégorie de vente en 2018	Secteur d'utilisation
Terr-o-gas 67 fumigant de sol de préplantation	BROMURE DE METHYLE	Organohalogénés	986	ND	Aucune vente	Agricole
Basamid Granular	DAZOMET	Dithiocarbamates	324	29	B/aucune vente de ce produit	Agricole
Esteron herbicide	2,4-D PRESENT SOUS FORME D'ESTERS PEU VOLATILS	Acides arylocarboxyliques et dérivés	7 à 218	208 à 988	C/aucune vente de ce produit	Agricole
Vydate L insecticide/nématocide	OXAMYLE	Oximes-carbamates	482	158	Aucune vente	Agricole
Busan 1020	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D/aucune vente pour ce produit	Agricole
Goal 2XL herbicide	OXYFLUORFENE	Nitrobenzène	121	30 à 35	B	Agricole
Busan 1236	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D	Agricole
Busan 1180	MÉTAM POTASSIUM	Dithiocarbamates	324	130	Aucune vente	Agricole
Chloropicrine 100 fumigant de sol liquide	CHLOROPICRINE	Organochlorés	361 à 986	828	Aucune vente	Agricole
Metam Sodium Agricole	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D/aucune vente pour ce produit	Agricole
FUMIGANT PIC PLUS	CHLOROPICRINE	Organochlorés	361 à 986	828	Aucune vente	Agricole
THIMET 20-G	PHORATE	Dithiophosphates	625	320 à 461	Aucune vente	Agricole
Vapam HL	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D	Agricole
Engage Agro Enfuse M 510	METAM-SODIUM	Dithiocarbamates	225 à 324	130 à 259	D/aucune vente pour ce produit	Agricole
CARZOL SP INSTAPAK	CHLORHYDRATE DE FORMÉTANATE	Carbamates	59 à 361	138 à 314	Aucune vente	Agricole
ENFUSE K 690	MÉTAM POTASSIUM	Dithiocarbamates	324	130	Aucune vente	Agricole
Interox Paramove 50	PEROXYDE D'HYDROGÈNE	Inorganiques	138	250	B/aucune vente de ce produit	Agricole
Gramoxone 200 SL	PARAQUAT	Ammoniums quaternaires	72 à 200	344 à 1037	Aucune vente	Agricole
Fumigant Strike 85CP	CHLOROPICRINE	Organochlorés	361 à 986	828	Aucune vente	Agricole
Strike 100CP Fumigant de sol liquide	CHLOROPICRINE	Organochlorés	361 à 986	828	Aucune vente	Agricole
Dursban 2,5 Insecticide	CHLORPYRIFOS	Thiophosphates	722 à 754	194 à 394	D/aucune vente pour ce produit	Aquatique
Larvicide biologique Vectobac 200g Granules	Bacillus thuringiensis var. israelensis sérotype H-14 souche AM65-52	Microorganismes	1	12	C	Aquatique
Prentox Nusyn-Noxfish agent ichtyotoxique	BUTOXYDE DE PIPERONYLE	Autres	16	110	C/aucune vente de ce produit	Aquatique
Vectobac 1200L larvicide biologique suspension aqueuse	Bacillus thuringiensis var. israelensis sérotype H-14 souche AM65-52	Microorganismes	1	12	C	Aquatique
Altosid pastilles regulateur de croissance des moustiques	(S)-MÉTHOPRÈNE	Phéromones	4	10	B/aucune vente de ce produit	Aquatique
Altosid granules	(S)-MÉTHOPRÈNE	Phéromones	4	10	B/aucune vente de ce produit	Aquatique
Reward Herbicide aquatique	DIQUAT	Ammoniums quaternaires	169 à 248	48 à 90	D/aucune vente pour ce produit	Aquatique
Aquabac XT Larvicde biologique	Bacillus thuringiensis var. israelensis sérotype H-14 souche BMP-144	Microorganismes	1	12	C	Aquatique
Aquabac (200G) Larvicide biologique (10/14) (5/8)	Bacillus thuringiensis var. israelensis sérotype H-14 souche BMP-144	Microorganismes	1	12	C/aucune vente de ce produit	Aquatique
ALTOSID XR BRIQUETTES	(S)-MÉTHOPRÈNE	Phéromones	4	10	B/aucune vente de ce produit	Aquatique
ALTOSID LARVICIDE LIQUIDE	(S)-MÉTHOPRÈNE	Phéromones	4	10	B/aucune vente de ce produit	Aquatique

Nom du pesticide	Ingrédient actif	Groupe chimique	IRE	IRS	Catégorie de vente en 2018	Secteur d'utilisation
SUMMIT BRIQUETTES BTI	Bacillus thuringiensis var. israelensis sérotype H-14 souche BMP-144	Microorganismes	1	12	C/aucune vente de ce produit	Aquatique
MOSQUIRON 0,12P	NOVALURON	Acylurées	49	4	B/aucune vente de ce produit	Aquatique
MOSQUIRON 0,12CRD	NOVALURON	Acylurées	49	4	B/aucune vente de ce produit	Aquatique
TCC Fumigant au bromométhane	BROMURE DE METHYLE	Organohalogénés	986	ND	Aucune vente	Bâtiments agricoles
Meth-o-gas Fumigant	BROMURE DE METHYLE	Organohalogénés	986	ND	Aucune vente	Extermination
Zp tracking powder tue les souris	PHOSPHURE DE ZINC	Inorganiques	20 à 39	32 à 38	B/aucune vente de ce produit	Extermination
Pastilles Degesch Phostoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C	Extermination
Comprimés Degesch phostoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Rodenticide en comprimés ronds phostoxin de Degesch	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Comprimés prepac degesch phostoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Gastoxin Phosphure d'aluminium comprimés	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Gastoxin Phosphure d'aluminium pastilles	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Pastilles Fumitoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Comprimés fumitoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Bande prepac Degesch phostoxin	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Gastoxin Phosphure d'aluminium comprimés pour marmottes et écureuils	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Gastoxin Phosphure d'alumimium sachets	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
Comprimées Weevil-Cide	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C/aucune vente de ce produit	Extermination
WEEVIL-CIDE	PHOSPHURE D'ALUMINIUM	Inorganiques	1	32	C	Extermination
BLOC DE CONSERVATIONDE BRODIFACOUM	BRODIFACOUM	Chrométones	163	63 à 64	B/aucune vente de ce produit	Extermination
PASTILLES DE CONSERVATION BRODIFACOUM 25W	BRODIFACOUM	Chrométones	163	63 à 64	B/aucune vente de ce produit	Extermination
Prozap 10 % zinc phosphide tracking powder	PHOSPHURE DE ZINC	Inorganiques	20 à 39	32 à 38	B	Extermination
Virtuss insecticide biologique à base du nucléopolyhédrovirus	VIRUS DE LA POLYEDROSE NUCLEAIRE DE LA CHENILLE A HOUPPES DU DOUGLAS	Microorganismes	1	5	Aucune vente	Foresterie
TM Biocontrol-1 Nucléopolyhédrovirus	VIRUS DE LA POLYEDROSE NUCLEAIRE DE LECONTE	Microorganismes	1	5	Aucune vente	Foresterie
Mimic 240lv insecticide forestier	TEBUFENOZIDE	Benzamides	133 à 161	5 à 8	Aucune vente	Foresterie
ABIETIV INSECTICIDE BIOLOGIQUE À DISPERSION LIQUIDE	NUCLÉOPOLYHEDROVIRUS CONTRE LE NEODIPRION ABIETIS (neabNPV)	Microorganismes	1	5	Aucune vente	Foresterie
Limit 240 Insecticide	TEBUFENOZIDE	Benzamides	133 à 161	5 à 8	Aucune vente	Foresterie

Échelle de vente (kg i.a.) : B : ventes > 0 à 1 000 C : ventes > 1 000 à 10 000 D : ventes > 10 000 à 100 000 E : ventes > 100 000 à 1 000 000 F : ventes > 1 000 000.

c) Les quantités vendues pour chacun d'eux en 2019-2020, au Québec

Les plus récentes quantités d'ingrédients actifs vendues peuvent être consultées à l'annexe 1 du bilan 2018. Le tableau présente la catégorie de vente pour chaque ingrédient actif vendu selon leur groupe chimique.

d) Les concentrations observées dans les cours d'eau testés en 2019-2020, en spécifiant également la région où se situe le cours d'eau

Parmi les 110 pesticides de la classe 2, seulement le 2,4-D, le chlorpyrifos et le phorate ont été analysés dans le cadre des suivis réalisés pour l'année 2019. Les résultats ne permettent pas de déterminer la forme de 2,4-D retrouvée. Le phorate n'a été détecté dans aucune des rivières échantillonnées en 2019.

Les concentrations du 2,4-D et du chlorpyrifos retrouvées en 2019 lors du suivi de douze rivières peuvent être consultées dans l'Atlas interactif de la qualité des eaux et des écosystèmes aquatiques.

http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/Atlas_interactif/donnees_recentes/donnees_pesticides.asp#onglets

e) Les cibles de réduction pour l'année 2020-2021

La Stratégie québécoise sur les pesticides vise une réduction globale des risques d'utilisation de l'ensemble des pesticides. Il n'y a pas de cible spécifique pour les pesticides de classe 2 qui peuvent être vendus pour le milieu urbain ou le milieu agricole. Pour le milieu agricole, la cible établie de la SPQA n'est pas dissociée par classe de pesticides.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 80

Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées en 2019-2020 par le ministère au « Programme de suivi de la qualité de l'eau de surface et de l'eau souterraine dans les zones des principales cultures agricoles utilisatrices de pesticides ». Fournir une prévision du nombre d'ETC et des sommes consacrées pour l'année 2020-2021.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques réalise des suivis de la qualité de l'eau de surface et des eaux souterraines dans des zones agricoles utilisatrices de pesticides.

En 2019-2020, le Ministère a réalisé un suivi des pesticides dans des zones agricoles à dominance de maïs-soya, dans des zones de cultures maraîchères et, enfin, à des stations d'échantillonnage où l'eau est impactée par une variété de cultures.

Le nombre d'ETC impliqués dans ce programme est de 5,5. Les sommes consacrées au suivi environnemental des pesticides dans les rivières et l'eau souterraine totalisait 649 036 $ pour l'année financière 2019-2020, ce qui inclut notamment les salaires des ETC.

En 2020-2021, une somme de 717 752 $ était initialement prévue. Toutefois, en raison des délais imposés par le confinement, l'un des six projets prévus en 2020-2021 ne pourra pas être réalisé ce qui réduira légèrement ce montant.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 81

Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2019-2020 et de celles qui le seront en 2020-2021 pour vérifier la présence de pesticides. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

En 2019-2020, 12 rivières, 3 stations dans le lac Saint-Pierre et 29 puits ont été échantillonnés.

Liste des rivières échantillonnées :

- Secteurs en maïs-soya : rivières Chibouet, Des Hurons, Saint-Régis et Saint-Zéphirin
- Secteurs en cultures maraichères : ruisseaux Gibeault-Delisle et Norton
- Autres rivières : rivières Salvail, David, Pot-au-Beurre et Saint-Louis, Du Chicot et Du Chêne

En 2020-2021, il était prévu d'échantillonner l'eau de 12 rivières, 3 stations dans le lac Saint-Pierre et entre 25 puits et 30 puits. Toutefois, en raison de la COVID-19, 6 rivières ne pourront pas être réalisées.

Liste des rivières prévues :

- Secteurs en maïs-soya : rivières Chibouet, des Hurons, Saint-Régis et Saint-Zéphirin
- Secteurs de cultures maraîchères : ruisseaux Gibeault-Delisle et Norton
- Autres rivières prévues en 2020-2021 mais dont l'échantillonnage a été reporté en 2021-2022 : rivières Nicolet Sud-Ouest, À la Guerre, Saint-Louis, Beaudette, Raquette Delisle, ruisseau Au Castor

QUESTION PARTICULIÈRE N° 82

Bilan des réalisations du Ministère pour mettre en œuvre la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021. Préciser les actions mises en œuvre en 2020-2021, ainsi que les démarches prévues en 2021-2022, pour :

a. **l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides);**
b. **l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux);**
c. **l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action;**
d. **l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action;**
e. **l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures);**
f. **l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures);**
g. **l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information).**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a lancé en avril 2011 la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 (SPQA), de concert avec les différents partenaires de cette stratégie, soit le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Union des producteurs agricoles. Le Ministère est impliqué dans cinq orientations sur le total des sept orientations de la SPQA.

La SPQA vise une réduction de 25 % des indicateurs de risque d'ici 2021 par rapport à la moyenne de la période de référence 2006-2008.

Le MELCC est responsable de produire les indicateurs de suivis du risque des pesticides à partir des bilans des ventes de pesticides. Le MELCC a publié, entre 2011 et 2020, onze bilans des ventes de pesticides (2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 [ensemble], 2015, 2016, 2017 et 2018) incluant les indicateurs de risque de pesticides.

Le MELCC a mis en place une prestation électronique de services pour la déclaration de vente de pesticides. Cette prestation électronique permet au Ministère d'améliorer le temps nécessaire à l'analyse et à la publication des indicateurs de suivi de la SPQA. Ces indicateurs sont essentiels à la mise en œuvre de la SPQA.

Les actions ont été réalisées en 2019-2020 à même les budgets du MELCC.

a. l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides)

En décembre 2019, l'Institut de recherche en santé et sécurité au travail a publié un rapport découlant des projets de recherche sur l'exposition cutanée des travailleurs agricoles dans les vergers ainsi qu'un mémoire portant sur l'utilisation sécuritaire des pesticides. Le rapport démontre que la peau est la voie d'entrée la plus importante en matière de contamination par les pesticides et établit des liens avec les différentes techniques de travail et d'utilisation des équipements de protection individuels.

b. l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux)

Le MELCC collabore à l'action 2.1.4 coordonnée par le MAPAQ, soit de « Mettre en œuvre des activités de sensibilisation auprès des producteurs en vue de diminuer les résidus de pesticides dans les aliments (respect des bonnes pratiques agricoles, respect des doses prescrites, délai avant la récolte, etc.) ».

c. l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action

Au sein du comité scientifique SAgE pesticides, le MELCC s'assure du maintien et de l'amélioration des outils d'information et des indicateurs (SAgE pesticides et IRPeQ) pour que le MAPAQ puisse offrir des formations sur ces outils aux différents intervenants du secteur agricole.

Le MELCC participe également au comité de protection des pollinisateurs face aux pesticides sous la responsabilité du MAPAQ et collabore à l'action 3.3.2. qui consiste à renforcer les activités d'information sur la protection des pollinisateurs et des organismes non ciblés.

Plusieurs représentants du MELCC ont assisté au 46e congrès international d'apiculture (APIMONDIA) à Montréal en septembre 2019 dans le but de dresser le portrait actuel de tous les enjeux, dont les pesticides, liés à la santé des pollinisateurs.

d. l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action

Trois actions de cette orientation relèvent du MELCC.

- Comité provincial sur la protection de l'eau souterraine, dont le mandat sera d'établir le portrait de la situation et le choix de pratiques agricoles souhaitables pour la protéger.

  Le MELCC coordonne le comité provincial sur la protection de l'eau souterraine. Un programme d'échantillonnage et d'analyse des pesticides a été mis sur pied où 25-35 puits en milieu agricole sont analysés annuellement depuis 2012.

  Une revue de littérature et une analyse des exigences réglementaires sur les pesticides pour la protection des eaux souterraines dans d'autres juridictions ont été réalisées, en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal, au courant des années 2018 et 2019.

  Un document de sensibilisation visant à prévenir la contamination de l'eau souterraine destinée à la consommation humaine par les puits individuels existants en milieu agricole a été publié sur le site Web du MELCC en juillet 2019. Le rapport final a été déposé le 3 mars 2020.

  http://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/eau-sout/puits-milieu-agricole.pdf

- Suivi des pesticides en rivières dans les secteurs en grandes cultures (maïs-soya).

  Le MELCC échantillonne et analyse annuellement quatre stations (plus de 100 pesticides analysés) en milieu agricole soit à la rivière Chibouet, des Hurons, Saint-Régis et Saint-Zéphirin.

  Les campagnes d'échantillonnage 2015-2017 ont fait l'objet d'un rapport publié en février 2019.

- Suivi des pesticides en rivières dans des secteurs de productions maraîchères et fruitières (y compris la culture de la pomme de terre).

  Le MELCC échantillonne et analyse de façon récurrente six stations en alternance, dont deux près de vergers, trois près de cultures de pommes de terre et deux près de cultures maraîchères. Un rapport est prévu en 2020 pour faire état des résultats du suivi de 2017 et 2018 dans les secteurs en culture de pommes de terre.

e. l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures)

Aucune action de cette orientation ne relève du MELCC. Cette orientation est appuyée par l'orientation 7 à laquelle le MELCC collabore.

f. l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures)

Aucune action de cette orientation ne relève du MELCC.

g. l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information)

Cette orientation relève du comité de mise en œuvre de la SPQA. Le MELCC est responsable, au sein du comité de mise en œuvre de la SPQA, de deux actions de cette orientation (action 7.2.1 « Définir et faire valoir les besoins de formation en matière de gestion intégrée des ennemis des cultures » et action 7.2.2 « Accroître et promouvoir des activités de formation continue adaptées aux différentes clientèles »). Le document synthétisant les besoins de formation en matière de gestion intégrée des ennemis des cultures a été remis aux membres du comité de la SPQA en décembre 2019. Les suites de cette action, soit d'élaborer et d'offrir des formations adéquates en adéquation avec les besoins déterminés, seront complétées en 2020 dans le cadre de la SPQA.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 83

Depuis le 1er mars 2019, l'ensemble des avis, des rapports, des notes et des analyses produits par le Ministère ou tout autre organisme mandaté par celui-ci, au sujet des impacts du glyphosate sur la qualité de l'environnement, plus spécifiquement sur la qualité de l'eau, la qualité des sols ainsi que les résidus qui se retrouvent dans l'alimentation.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 84

Indiquer l'état de situation concernant le bilan de phosphore des exploitations agricoles :

a) le pourcentage des exploitations agricoles soumises à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore annuel. Ventilé par type de production et de culture;

b) le pourcentage des exploitations agricoles dont le bilan de phosphore annuel ne respecte pas l'équilibre durant toute la durée de la campagne annuelle de culture. Ventilé par type de production et de culture;

c) le pourcentage des exploitations agricoles ayant effectué les correctifs nécessaires, l'année suivant l'envoi des lettres « États de situation ».

Selon la banque de données du MELCC, le pourcentage des lieux d'élevage soumis à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore est de l'ordre de 37 % tandis que pour les lieux d'épandage (agriculture), ce pourcentage est de 13 %.

Au 31 mars 2020, pour les bilans de phosphore de l'année 2019, le MELCC a informé la FADQ et le MAPAQ de 3 dossiers de bilan non transmis et de 12 dossiers de bilan transmis en retard, soit reçu après le 15 mai 2019.

En 2019, aucun bilan n'a été considéré en surplus.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 85

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre, son cabinet et/ou le ministère de l'Agriculture concernant les pesticides et le CÉROM. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 86

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre et/ou le ministère de l'Énergie et des ressources naturelles concernant le projet Énergie Saguenay. Détailler également les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question de semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 87

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre et/ou le ministère de l'Énergie et des ressources naturelles concernant le projet Transition Énergétique Québec. Détailler également les rencontres et les personnes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 88

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre et/ou et la table des parties prenantes de Transition Énergétique Québec depuis le 1er mars 201. Détailler également les rencontres et les personnes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2019-2020 et de celles qui le seront en 2020-2021 pour vérifier la présence de phosphore. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi. Spécifier les rivières pour lesquelles la concentration était supérieure à la concentration admise.

En 2019-2020, 188 rivières faisaient l'objet d'un suivi pour le phosphore total. Ces rivières étaient réparties dans une centaine de bassins versants de niveau 1 et 2 (un bassin versant de niveau 1 se draine vers le système Saint-Laurent et un bassin versant de niveau 2 se draine vers un bassin de niveau 1).

Un total de 261 sites de prélèvement répartis sur ces rivières ont servi à documenter mensuellement les concentrations de phosphore : 75 sites étaient suivis tout au long de l'année et 186 d'avril à novembre, inclusivement. Le phosphore dissous (forme du phosphore la plus disponible pour la croissance des végétaux) était analysé à 218 sites.

Aucun site n'a été échantillonné en avril et en mai 2020 en raison de la pandémie. Les activités d'échantillonnage ont repris en juin à 52 sites. D'autres sites vont s'ajouter probablement en juillet et progressivement au cours de l'année 2020-2021, mais il est possible que les activités ne puissent pas reprendre dans l'ensemble du réseau. Si les activités reprennent normalement, 261 sites seront échantillonnés en 2020-2021.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 90

Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le Ministère en 2019-2020 pour corriger les dépassements du critère de concentration de phosphore pour la prévention de l'eutrophisation.

Agriculture

En 2019-2020, le MELCC a poursuivi la mise en œuvre du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) qui vise notamment à améliorer et à protéger la qualité des eaux de surface du Québec en diminuant les pertes de phosphore découlant des activités agricoles. Le REA édicte des normes quant aux installations d'élevage, au stockage et aux modes de disposition des déjections animales, au retrait des animaux des cours d'eau et de leur bande riveraine et interdit l'augmentation des superficies cultivées dans les bassins versants dégradés par le phosphore.

Le MELCC intervient dans le secteur agricole avec trois programmes de contrôle distincts (conformité des installations d'élevage, équilibre en phosphore et la vérification des activités d'épandages de déjections animales). S'ajoutent le traitement des plaintes et les inspections de conformité (inspections visant à s'assurer du respect des autorisations et des avis de projet).

Le MELCC cible les suivis à réaliser auprès des entreprises agricoles en fonction du risque environnemental associé aux éléments qui doivent être corrigés.

Eaux usées

Le MELCC poursuit la mise en œuvre du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) en effectuant un suivi des exigences de ce règlement et en planifiant le contrôle et les inspections en ce sens.

Un programme de contrôle est également mis en œuvre pour contrôler les installations septiques de plus de 3 240 litres par jour.

Industriel

Le MELCC intervient, dans le cadre de programmes de contrôle, auprès des industries qui rejettent des eaux usées pouvant contenir du phosphore, telles que les usines de transformation de produits marins et les établissements agroalimentaires (les abattoirs par exemple).

Milieux hydriques, humides et naturels

Le CCEQ réalise plusieurs interventions de contrôle dans les milieux hydriques, humides et naturels qui ont un impact sur la qualité de l'eau, comme des piscicultures et des étangs de pêche.

Le CCEQ met également en œuvre le Plan de gestion des épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries.

Finalement, le MELCC effectue le suivi de la qualité de l'eau de certaines rivières du Québec, dont un grand nombre sont susceptibles d'être impactées par les activités agricoles sur le territoire.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 91

Budget prévu à la phase 2 de l'étude pour la désignation de l'aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Fournir un état de situation quant à l'avancement de la phase 2 sachant que l'analyse des besoins budgétaires faisait déjà l'objet de discussions avec Parcs Canada en mars 2019.

Le Groupe bilatéral sur les aires marines protégées Canada-Québec (GBAMP) a convenu d'une entente intergouvernementale qui encadre la collaboration entre les gouvernements du Québec et du Canada et favorisera la désignation de futures aires marines protégées (AMP). Celle-ci est entrée en vigueur le 19 mars 2018.

Le 27 juin 2019, les gouvernements du Québec et du Canada ont émis un communiqué annonçant le lancement d'une étude pour évaluer la faisabilité d'établir une aire marine protégée autour des Îles-de-la-Madeleine. Une première rencontre du comité consultatif visant à réaliser une étude de faisabilité pour une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine a eu lieu le 16 décembre 2019 à Cap-aux-Meules. Une seconde rencontre s'est tenue le 5 mars 2020. Le MELCC dispose des budgets requis pour compléter la phase 2 du projet en collaboration avec Parcs Canada.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 92

État de situation, au 31 mars 2020, de la désignation d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Fournir les actions posées par le ministère depuis le 1er mars 2019 dans le dossier. Fournir également les prochaines étapes.

Le 27 juin 2019, les gouvernements du Québec et du Canada ont émis un communiqué annonçant le lancement d'une étude pour évaluer la faisabilité d'établir une aire marine protégée autour des Îles-de-la-Madeleine. Une première rencontre du comité de concertation visant à réaliser une étude de faisabilité pour une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine a eu lieu le 16 décembre 2019 à Cap-aux-Meules. Une seconde rencontre s'est tenue le 5 mars 2020.

Le MELCC entend compléter l'étude de faisabilité en collaboration avec Parcs Canada et les intervenants concernés de la communauté maritime en vue d'établir une aire marine protégée sur ce territoire.

Les activités des trois tables de travail (pêche et mariculture, mise en valeur et éducation ainsi que gouvernance) explorant les différents volets du projet se poursuivront ou s'amorceront au cours des prochains mois. La troisième rencontre du comité de concertation aura lieu à l'automne 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 93

Indiquer le plan de travail pour atteindre les objectifs de 17 % d'aires protégées terrestres et 10 % d'aires marines protégées d'ici la fin de l'année 2020, date à laquelle les cibles internationales viennent à échéance. Détailler également le plan et les mesures à venir concernant le renouvellement des cibles d'aires protégées terrestres et marines.

La protection de 20 % du territoire du Plan Nord par l'entremise d'aires protégées fait l'objet de démarches dont une au Nunavik, une en Eeyou Istchee Baie-James et également de démarches de concertation régionale dans les régions administratives concernées telles que la Côte-Nord et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, notamment pour la création d'une grande aire protégée pour le caribou forestier.

La cible visant à protéger 10 % du milieu marin du Québec fait partie des engagements prévus à la Stratégie maritime du Québec. Des travaux, en collaboration avec le fédéral, sont en cours et permettront de créer des aires marines protégées d'ici la fin 2020, dont la prochaine sera celle du banc des Américains.

Pour la portion du Québec située sous la limite du territoire du Plan Nord, des démarches de concertation régionale en matière d'aires protégées ont été implantées dans toutes les régions du Québec. Ces travaux terminés, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) dispose d'un portrait global de tous les projets d'aires protégées potentielles qui permettraient de compléter le réseau des aires protégées de cette portion méridionale du Québec.

Le MELCC dispose donc d'un éventail de territoires suffisamment complet pour atteindre toutes les cibles gouvernementales en matière d'aires protégées.

Différentes démarches administratives et légales sont en cours afin de concrétiser plusieurs projets d'aires protégées. En parallèle les discussions se poursuivent entre les principaux ministères concernés afin de concilier les enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui permettront de compléter le réseau d'aires protégées et au Québec d'atteindre ces cibles.

Le Québec s'est déclaré lié à la Convention sur la diversité biologique (CDB) dès 1992. Il a d'ailleurs fait sienne les cibles proposées par le plan stratégique 2011-2020 de la CDB. De nouvelles cibles internationales plus ambitieuses d'aires protégées seront en élaboration et devraient être confirmées en 2021 lors de la prochaine Conférence des parties reportée à 2021. Le gouvernement du Québec suit de près les discussions internationales à cet égard afin d'être en mesure de se positionner lorsqu'elles seront adoptées. Le projet de loi n° 46 – Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions propose différents outils afin de relever ces nouveaux défis en matière de conservation de la biodiversité notamment en accélérant les processus de création d'aires protégées et en élargissant l'éventail des outils de protection des milieux naturels.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 94

Concernant les aires protégées, fournir la liste des projets d'aires protégées au Québec ainsi que l'état d'avancement de ceux-ci. Pour chacune des aires protégées existantes ou à l'étude, fournir l'ensemble des projets de développement d'une industrie forestière ou minière sur le territoire de ces aires. Finalement, fournir l'évaluation des retombées économiques des projets qui pourraient se trouver sur une aire protégée à l'étude ou déjà enregistrée comme telle.

Différentes démarches administratives et légales sont en cours afin de concrétiser plusieurs projets d'aires protégées. Ainsi, les travaux se poursuivent afin de protéger près de 30 000 km^2 de territoire au Nunavik. La signature de la Grande Alliance entre le gouvernement du Québec et le Gouvernement de la nation Crie a ouvert la porte à la protection de plus de 28 400 km^2 d'aires protégées. La candidature de l'île d'Anticosti comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO prévoit, dans un premier temps, la création d'une importante réserve de biodiversité de 1 651 km^2 et éventuellement la protection de l'île dans sa totalité, pour un ajout de l'ordre de 5 700 km^2. La concrétisation de la grande aire protégée des Caribous-Forestiers-de-Manouane-Manicouagan située dans les régions administratives de la Côte-Nord et du Saguenay –Lac-Saint-Jean totaliserait environ 6 788 km^2 en superficie additionnelle protégée.

Un statut permanent pourrait également être accordé à quelques 20 réserves de biodiversité dans les prochains mois, ajoutant ainsi, par leurs agrandissements, environ 4 000 km^2 au Registre des aires protégées au Québec. Plusieurs dizaines d'autres projets se trouvant dans les diverses régions du Québec méridional sont en cours de développement et totalisent environ 20 000 km^2.

Le gouvernement du Québec poursuit également ses démarches en vue de l'octroi du premier statut de paysage humanisé projeté au Québec, à la portion ouest de l'île Bizard de l'agglomération de Montréal. La reconnaissance de ce paysage humanisé projeté permettra d'ajouter environ 11 km^2 à la superficie totale protégée au Québec.

En parallèle, les discussions se poursuivent entre les principaux ministères concernés afin de concilier les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Ainsi, 50 projets d'aires protégées ayant fait l'objet de recommandations régionales à l'issue des travaux de concertation réalisés avec les acteurs dans les régions du Québec présentent des contraintes à la protection en raison des droits et de potentiels liés à l'exploitation des ressources naturelles. Ces projets couvrent environ 13 000 km^2 et, s'ils étaient concrétisés, ajouteraient environ 0,86% au réseau d'aires protégées du Québec continental (terrestre et eaux douces), alors que la somme de tous les autres projets mentionnés précédemment permettraient d'atteindre une proportion d'un peu plus de 16 %.

En milieu marin, le projet de réserve aquatique projetée du Banc-des-Américains, qui fera 1 000 km^2, en est à l'étape de la consultation autochtone et devrait pouvoir être désigné par le gouvernement d'ici la fin 2020. Le Québec poursuit son travail en collaboration avec le Canada dans le but de créer sept aires marines protégées dans le golfe du Saint-Laurent et huit aires marines protégées dans l'estuaire du Saint-Laurent. Les projets du golfe totaliseraient 7 090 km^2 alors que ceux de l'estuaire couvriraient 5 140 km^2. La concrétisation de tous ces projets permettra d'atteindre la cible de 10 % d'aires marines protégées au Québec.

Les informations concernant les projets de développement d'une industrie forestière doivent faire l'objet d'une requête au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. En ce qui a trait aux données sur les projets de développement d'une industrie minière, elles doivent faire l'objet d'une demande au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Le ministère ne dispose pas d'une évaluation des retombées économique des projets qui pourraient se retrouver sur une aire protégée à l'étude ou déjà enregistrée comme telle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 95

Indiquer quels montants ont été alloués en 2019-2020 :

a) la mise en œuvre des plans de rétablissement des espèces menacées ou vulnérables;
b) les rencontres et le travail des équipes de rétablissement existantes. Fournir les dates de rencontre.

En 2019-2020, aucun montant n'a été alloué pour la mise en œuvre des plans de rétablissement des espèces menacées ou vulnérables élaboré par le fédéral.

En 2019-2020, un montant de 3000 a été alloué pour la tenue de rencontres de groupes de mise en œuvre du rétablissement pour :

- le ginseng cinq folioles, une espèce menacée (22 novembre 2019);
- la flore menacée de l'estuaire d'eau douce du Saint-Laurent qui vise près d'une vingtaine d'espèces en situation précaire au Québec (26 mars 2019);
- la polémoine de Van Brunt, une espèce menacée (3 mai 2019).

Mesures prises par le ministère depuis le 1er mars 2019 pour tenir compte des milieux humides et hydriques lors des différentes étapes de planification du développement et de l'aménagement du territoire dans le but d'assurer leur conservation et leur gestion durable.

Le Plan économique du Québec 2018-2019 présenté en mars 2018 a attribué une somme de 16,2 M$ pour soutenir les MRC dans leurs efforts de protection des milieux humides et hydriques. Cette enveloppe servira sur 5 ans à appuyer les MRC dans l'élaboration de leur premier plan régional des milieux humides et hydriques tel que le prévoit la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques (LCMHH). Cet appui se concrétise ainsi par un soutien financier aux MRC et par le développement de la connaissance sur les milieux humides et hydriques.

Soutien financier

Le gouvernement du Québec octroie 8,5 M$ aux municipalités régionales de comté (MRC) pour l'élaboration de leur premier plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH). Ce soutien financier a été annoncé le 26 février 2019 par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. Benoit Charette, dans le cadre du Forum sur les plans régionaux des milieux humides et hydriques tenu à Québec. Le Programme d'aide pour l'élaboration d'un plan régional des milieux humides et hydriques met une somme de 83 300 $ à la disposition de chacune des 87 MRC et des 14 villes et agglomérations qui assument les responsabilités d'une MRC.

Le PRMHH constitue un outil de planification des actions de conservation des milieux humides et hydriques sur le territoire d'une MRC. Il détermine les actions à mettre de l'avant afin de pérenniser les différents bénéfices qu'ils rendent à la collectivité. Il contribuera à l'atteinte du principe d'aucune perte nette de ces milieux sensibles au Québec, introduit par la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques adoptée en juin 2017.

Le Ministère est à traiter les demandes de financement reçues des MRC et poursuivra sa démarche pour la durée du programme, soit jusqu'au 31 mars 2021.

Acquisition de connaissance

Cet appui se manifeste également par l'acquisition de nouvelles connaissances cartographiques. Le Ministère a entamé des démarches pour préparer des outils d'accompagnement qui seront nécessaires aux MRC pour élaborer les plans régionaux.

Ces produits cartographiques permettent de tenir compte de ces milieux naturels lors de la planification du développement et de l'aménagement du territoire. Ils visent à fournir des outils pour travailler en amont du développement afin de minimiser les conflits d'usage entre le développement du territoire et la conservation des milieux naturels.

État de situation au 31 mars 2020, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies. Indiquer:

a) La région administrative;
b) L'objet du document délivré;
c) Le nom du demandeur;
d) La date de réception;
e) La date de délivrance;
f) Le numéro du document;
g) La perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha);
h) La description de la mesure de compensation;
i) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur le site même (en ha);
j) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur un site adjacent (en ha);
k) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques ailleurs (en ha).

Autorisations ministérielles (22, LQE) avec impact sur des milieux humides ou hydriques délivrées entre le 1er avril 2019 et le 29 février 2020 (demandes reçues avant le 16 juin 2017)

					Localisation des compensations		
Région administrative	**22 délivrés**	**Pertes autorisées de milieux humides (ha)**	**22 avec compensation**	**Superficies en compensation (ha)**	**Sur le site**	**Site adjacent**	**Autre**
Bas Saint-Laurent	2	0,1					
Gaspésie-IDM							
Saguenay-Lac Saint-Jean							
Capitale-Nationale	3	7,2	2	9,6			2
Chaudière-Appalaches	1	0,0					
Mauricie	1	0,1	1	6,3	1		
Centre-du-Québec	3	28,0	1	181,8	1		
Estrie	1	0,4	1	5,9	1		
Montérégie	5	3,5	3	23,7	1	2	2
Montréal							
Laval	1	0,9	1	0,9	1		
Lanaudière							
Laurentides							
Outaouais	1	0,1	1	1,3	1		
Abitibi-Témiscamingue	2	656,6	1	2,0		1	1
Nord-du-Québec							
Côte-Nord	2	0,0					
Total	**22**	**696,9327**	**11**	**231,4327**	**6**	**3**	**5**

***Autre:** autre site ou autre type de compensation telle une contribution à des travaux de recherche, réalisation d'inventaires, zonage de conservation municipal.

État de situation au 31 mars 2020, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies. Indiquer:

a) La région administrative;
b) L'objet du document délivré;
c) Le nom du demandeur;
d) La date de réception;
e) La date de délivrance;
f) Le numéro du document;
g) La perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha);
h) La description de la mesure de compensation;
i) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur le site même (en ha);
j) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur un site adjacent (en ha);
k) La superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques ailleurs (en ha).

Autorisations ministérielles (22, LQE) avec impact sur des milieux humides ou hydriques traitées selon la section V.1 de la LQE délivrées entre le 1er avril 2019 et le 28 février 2020

Région administrative	22 délivrés	Pertes autorisées de milieux humides (m²)	22 avec compensation	Contribution financière $$$	Travaux de remplacement (art. 10, RCAMHH)
Bas Saint-Laurent	25	526764	14	287 011,50 $	4
Gaspésie-IDM	19	16128	4	28 680,76 $	
Saguenay-Lac Saint-Jean	8	26198	4	224 800,08 $	
Capitale-Nationale	56	96859	34	4 075 965,09 $	2
Chaudière-Appalaches	50	70499	14	771 777,43 $	1
Mauricie	21	16862	11	180 405,90 $	
Centre-du-Québec	30	729706	10	456 842,60 $	1
Estrie	34	65759	29	1 920 079,20 $	1
Montérégie	72	101199	23	1 204 342,29 $	
Montréal	12	4892	2		
Laval	10	44964	8	2 974 962,52 $	
Lanaudière	24	26376	9	637 840,73 $	
Laurentides	55	65033	21	2 278 218,43 $	
Outaouais	35	60197	16	2 300 087,16 $	
Abitibi-Témiscamingue	16	121580	5	577 987,66 $	1
Nord-du-Québec	1	163	0		
Côte-Nord	25	230276	4	1 285 447,02 $	2
Total	**493**	**2203455**	**208**	**19 204 448,37 $**	**12**

Lorsque des mesures de compensations sont demandées par le MFFP, les superficies visées par celles-ci sont déduites des superficies établies pour l'application du RCAMHH. Lorsque ces superficies sont égales ou plus grandes, les montants de contribution financières demandées par le MELCC sont portés à zéro.

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 28 février 2020 pour des demandes reçues avant le 16 juin 2017 (entrée en vigueur de la LCMHH)

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte de MH autorisée (ha)	Comp proj.	Description de la compensation	Sup. Compensée (ha)	Localisation
Bas Saint-Laurent	Travaux de restauration d'un ruisseau	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	13-oct-16	02-avr-19	401795516	0,115	N			
Bas Saint-Laurent	Aménagement d'une prise d'eau sèche dans le lac Rouge pour la protection incendie	Municipalité de la paroisse de Saint-Alexandre-des-Lacs	23-août-16	15-avr-19	401799284	0,002	N			
2						**0,117**			**0**	
Capitale-Nationale	Remblayage d'une partie d'un milieu humide pour la construction d'un chalet (développement chalets en bois rond)	Charron, Lucie	17-mars-16	24-avr-19	401800017	0,5	N			
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide de 4,8 ha pour la réalisation d'un développement commercial - industriel	9174-3641 Québec inc.	19-janv-10	24-juil-19	401775112	4,76	O	56 546 m2 de milieu humide et 20 640 m2 d'écotone (zone tampon terrestre adjacente).	7,719	Autre site
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour le développement résidentiel Le Bois Enchanté	87220 Canada ltée	08-août-14	11-déc-19	401876237	1,89	O	cession à la Ville le lot 6 115 367 zonage de conservation	1,89	Autre site
3						**7,15**	**2**		**9,609**	
Mauricie	Travaux d'aménagement d'habitats fauniques	Municipalité régionale de comté Des Chenaux	22-sept-15	01-mai-19	401802607	0,1188	O	Bande riveraine élargie+servitude de conservation	6,328	Sur le site
1						**0,1188**	**1**		**6,328**	
Estrie	Intervention en milieux humides pour l'ensemble résidentiel «Le Petit Quartier»	Coopérative d'habitation le Petit Quartier	13-juin-17	26-août-19	401846235	0,42	O	Protection d'un milieu naturel de 5,9 ha incluant des MH, cours d'eau et du milieu boisé.	5,9	Sur le site
1						**0,42**	**1**		**5,9**	

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte de MH autorisée (ha)	Comp proj.	Description de la compensation	Sup. Compensée (ha)	Localisation
Outaouais	Projet de développement résidentiel	3223701 Canada inc.	14-avr-16	06-août-19	401840470	0,142	O	milieux terrestres et humides en servitude de compensation	1,338	Sur le site
1						**0,142**	**1**		**1,338**	
Abitibi-Témiscamingue	Lotissement industriel en milieu humide - Rue Finlay, Val-d'Or	Corporation de développement industriel de Val-d'Or	04-avr-17	04-avr-19	401794463	42,6	O	Réhabiliation d'un ancien dépotoire en milieu humide et hydrique	2	Site adjacent, autre site
Abitibi-Témiscamingue	Exploitation de tourbe - Champneu	Tourbières Lambe	02-déc-15	03-mars-20	401826640	614	N			
2						**656,6**	**1**		**2**	
Côte-Nord	Modernisation des infrastructures	Coopérative communautaire de fruits de mer de la Basse Côte-Nord	02-août-16	16-mai-19	401805425	0,0114	N			
Côte-Nord	Travaux correctifs - Eau brute, trop plein et émissaire	Bande indienne des montagnais de Pakua Shipi	01-mars-17	06-juin-19	401814923	0,0243	N			
1						**0,0357**				
Chaudière-Appalaches	Travaux dans la rive et la plaine inondable de la Rivière du Sud pour la réhabilitation environnementale des sols de l'ancien dépôt d'Irving - Ville de Montmagny	683025 N.B. Ltd.	05-mai-17	09-juil-19	401827751	0	N			
1									**0**	
Laval	Remblayage de marécages et tourbières pour un développement résidentiel au Bois de l'Équerre	Les immeubles l'Équerre inc.	25-avr-17	20-janv-20	401888334	0,8547	O	Protection par une servitude de non-construction et à des fins de conservation.	0,8597	Sur le site

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte de MH autorisée (ha)	Comp proj.	Description de la compensation	Sup. Compensée (ha)	Localisation
1						**0,8547**	**1**		**0,8597**	
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement du secteur Sud-Est de la zone aéroportuaire	Ville de Longueuil	22-nov-16	22-mai-19	401557929	1,92	O	Conservation de 14,13 ha dont 4,81 ha de milieux humide et 9,32 ha de milieu terrestre sur le lot 4 640 879 à Longueuil	14,13	Site adjacent, autre site
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement du parc industriel de Chambly	Ville de Chambly	17-août-16	01-oct-19	401641259	1,44	O	Conservation réelle et perpétuelle de 34 600 m2 de milieux humides et 57 800 m2 de milieux terrestres	9,24	Sur le site
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la mise aux normes des infrastructures d'eau potable, à Warden	Municipalité du village de Warden	18-oct-16	01-oct-19	401836310	0,15	O	Servitude de consevation de 3000 m2 (1500 m2 humide et 1500 m2 de terrestre)	0,3	Site adjacent, autre site
3						**3,51**	**3**		**23,67**	
Centre-du-Québec	Construction d'un réservoir et construction d'un champ de canneberges dans un milieu humide	Les canneberges Demco (2003) inc.	19-avr-17	12-juin-19	401814814	0,132	N			
Centre-du-Québec	Installation de conduites d'aqueduc et d'égout et d'un bassin de rétention des eaux pluviales	Ville de Drummondville	28-juil-16	26-juin-19	401820958	0,233	N			
Centre-du-Québec	Travaux d'agrandissement de la ferme en milieu humide	Nature Canneberge inc.	16-janv-17	12-déc-19	401837968	27,63	O	Par le biais du PRMHH (résolution de la MRC).	181,78	Sur le site
3						**27,995**	**1**		**181,78**	
Total:										
22						**696,9**			**231,43**	

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Bas Saint-Laurent	Travaux d'entretien à la confluence des rivières Neigette et Sud-Ouest	Municipalité régionale de comté Les Basques	15-nov-18	04-avr-19	401795344	150	N		
Bas Saint-Laurent	Reconstruction d'un enrochement sur la rivière Ouelle (chemin de la Pointe)	Municipalité de Rivière-Ouelle	18-juin-18	17-avr-19	401800540	386,7	O	Contribution financière	1 841,48 $
Bas Saint-Laurent	Aménagement d'un cours d'eau en aval du ponceau 164323	Ministère des Transports	03-déc-18	01-mai-19	401802222	260	O	Contribution financière	6 351,80 $
Bas Saint-Laurent	Reconstruction du pont P-04554 en pont acier-bois (P-19275) traversant la rivière Saint-Pierre	Ministère des Transports	15-oct-18	03-mai-19	401803172	427	O	Contribution financière	2 396,80 $
Bas Saint-Laurent	AM4 - Travaux de terrassement - Tronçon 2 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	21-déc-18	08-mai-19	401807339	62900	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	Travaux de dragage au havre de Rimouski-Est	Ministère des Pêches et Océans Canada	11-sept-18	23-mai-19	401810513	110000	N		
Bas Saint-Laurent	Restauration du milieu côtier et aménagement d'habitats fauniques - secteur des Grèves	Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges	14-déc-18	30-mai-19	401809885	1285	N		
Bas Saint-Laurent	Demande d'autorisation générale - Travaux d'entretien de la branche 24 de la rivière à la Fourche	Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup	22-août-18	04-juin-19	401814872	441	N		
Bas Saint-Laurent	AM5 - Construction du tronçon 1 km 85,4 à 88,8 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	24-janv-19	21-juin-19	401823615	54100	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	AM6 - Construction du tronçon 6, km 57,2 à km 63,0 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	15-mars-19	25-juil-19	401836625	211700	O	Plan compensatoire global (décret)	

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Bas Saint-Laurent	Ajout d'un système de déphosphatation à la station d'épuration	Municipalité de Saint-Vianney	06-déc-17	15-août-19	401812663	5	N		
Bas Saint-Laurent	Dragage du lit de la rivière Ouelle - secteur des ponts de l'autoroute 20	Ministère des Transports	08-févr-19	15-août-19	401843528	4999	O	Contribution financière	242 251,54 $
Bas Saint-Laurent	Réfection d'un débarcadère au lac Montagnais	Société de gestion des ressources du Bas-St-Laurent	18-juin-18	16-août-19	401843859	38	O	Contribution financière	943,57 $
Bas Saint-Laurent	Remplacement des installations de la marina de Rimouski	Ville de Rimouski	20-déc-18	16-août-19	401844060	423	O	Contribution financière	18 458,00 $
Bas Saint-Laurent	Destruction de milieux humides pour un développement domicilaire (rue Pelletier)	Municipalité de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha!-Ha!	17-déc-18	22-août-19	401846088	589	O	Contribution financière	2 373,67 $
Bas Saint-Laurent	AM7 - Construction du tronçon 3, km 73,3 à 77,3 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Hubert-de-Rivière-Loup	Ministère des Transports	30-avr-19	29-août-19	401848460	61250	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	Restauration de l'aménagement faunique du Petit lac Sainte-Anne	Canards Illimités Canada	08-avr-19	16-sept-19	401852480	455	N		
Bas Saint-Laurent	Restauration de la biodiversité d'origine des lacs Landry, Grand Trinité et Petit Trinité	Le Territoire populaire Chénier inc.	23-juil-19	30-sept-19	401856814	0	N		
Bas Saint-Laurent	Stabilisation riveraine le long de la route 132	Ministère des Transports	05-mars-19	03-oct-19	401857860	607	O	Contribution financière	2 413,95 $
Bas Saint-Laurent	Recharge sédimentaire de plage	Ministère des Transports	26-mars-19	04-oct-19	401858232	626	N		
Bas Saint-Laurent	Travaux en milieux humides et hydriques - Remplacement d'une conduite d'égout	Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	29-août-19	23-oct-19	401862359	0	N		
Bas Saint-Laurent	Construction d'une nouvelle rampe de mise à l'eau	Ville de Pohénégamook	17-déc-18	13-nov-19	401861921	155	O	Contribution financière	3 848,76 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Bas Saint-Laurent	Reconstruction du pont P-07530 (P-19430) au-dessus de la Petite rivière Bleue	Ministère des Transports	18-févr-19	13-déc-19	401879489	456	O	Contribution financière	6 131,93 $
Bas Saint-Laurent	AM1 Reconstruction de la Route 132 à Val-Brillant (phase 2)	Ministère des Transports	27-juin-19	06-janv-20	401884589	0	N		
Bas Saint-Laurent	Demande d'autorisation générale - Entretien des décharges d'aboiteau	Municipalité régionale de comté de Kamouraska	21-juin-19	09-janv-20	401884091	15511	N		
25						**526764**	**14**		**287 011,50 $**
Saguenay-Lac Saint-Jean	Construction d'une ligne électrique	Arianne Phosphate inc.	22-févr-18	17-mai-19	401808391	470	N		
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux dans un marais pour l'entretien d'une conduite de gaz naturel	Énergir, s.e.c.	10-oct-18	23-mai-19	401810914	10	N		
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux dans une tourbière pour l'aménagement d'un terrain à Alma	La Tour de garde, société de Bibles et de Traités du Québec	26-nov-18	30-mai-19	401812211	2000	O	Contribution financière	45 917,08 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux en rive et littoral de la rivière Shipshaw et d'un lac sans nom pour la stabilisation de la digue Murdock-Willson	PF Résolu Canada inc.	10-avr-19	22-juil-19	401831675	3000	O	Contribution financière	145 160,69 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux de remblai dans deux marécages pour un développement résidentiel - Domaine de l'éducation phases 4 et 5	Le Domaine du Saguenay inc.	12-févr-19	24-juil-19	401833786	900	O	Contribution financière	22 324,84 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	AM-2 Renaturalisation et mise en valeur des berges La Petite Décharge	Ville d'Alma	22-août-19	26-nov-19	401874730	16409	N		
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux dans le littoral du lac Kénogami pour la restauration d'une plage	Gouvernement (Autorité publique)	23-janv-19	30-janv-20	401893006	2840	N		
Saguenay-Lac Saint-Jean	AM4 - Ligne à 735 kV Micoua-Saguenay - Déboisement section 4	Hydro-Québec	06-janv-20	06-mars-20	401905922	569	O	Contribution financière	11 397,47 $
8						**26198**	**4**		**224 800,08 $**
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation du développement résidentiel du littoral de la Rivière-aux-Chiens	2967-0957 Québec inc.	21-juil-17	01-avr-19	401795086	1049	O	Contribution financière	18 451,91 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Reconstruction du pont P-08819 sur le chemin de la Vallée au-dessus de la rivière Jaune	Ministère des Transports	24-oct-18	03-avr-19	401794338	75	N		
Capitale-Nationale	Creusage dans un cours d'eau et dans des milieux humides pour l'aménagement d'émissaires pluviaux	Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	15-mars-18	10-avr-19	401793957	1518	O	Contribution financière	36 799,32 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un développement résidentiel sur la rue des Camarades à Québec	9225-2675 Québec inc.	21-mars-18	17-avr-19	401797840	2067	O	Contribution financière	128 067,18 $
Capitale-Nationale	Réaménagement de l'échangeur entre le boulevard Wilfrid-Hamel et l'autoroute Henri-IV Nord - Québec, arrondissement des Rivières	Ministère des Transports	22-nov-18	23-avr-19	401793637	264	O	Contribution financière	6 995,53 $
Capitale-Nationale	Travaux de réhabilitation des ouvrages de retenue, phase 2 - Barrage de Clermont	PF Résolu Canada inc.	01-mars-19	01-mai-19	401804241	8	N		
Capitale-Nationale	Travaux d'enlèvement des sédiments d'un bassin de sédimentation dans un tributaire du lac Sainte-Marie	Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	23-nov-18	07-mai-19	401806222	50	N		
Capitale-Nationale	Stabilisation de la rive de la rivière Sainte-Anne longeant la route 354 à St-Raymond	Ministère des Transports	14-janv-19	13-mai-19	401807990	4177	O	Contribution financière	113 447,32 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un développement résidentiel et commercial - Place du Semoir	Logisco inc.	31-janv-19	17-mai-19	401800554	2488	O	Contribution financière	131 217,12 $
Capitale-Nationale	Dragage d'entretien du bassin de la marina de Neuville	Club nautique Vauquelin inc.	17-déc-18	28-mai-19	401809170	0	N		
Capitale-Nationale	Aménagement de deux plateformes sur le marais de la Réserve naturelle du Marais-Léon-Provancher à Neuville	Société Provancher d'histoire naturelle du Canada	24-avr-19	31-mai-19	401807786	1	N		
Capitale-Nationale	Reconstruction d'une rampe de mise à l'eau - Marina Havre Jacques-Cartier	Havre Jacques Cartier, Île aux Coudres inc.	11-avr-19	06-juin-19	401809355	0	N		
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un projet de développement multi-usages à Québec	Construction Gely inc.	07-mars-18	12-juin-19	401817721	16640	O	Contribution financière	744 473,60 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de l'avenue des Catherine et le développement des terrains adjacents	Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	31-janv-19	12-juin-19	401807761	2850	O	Contribution financière	60 729,00 $
Capitale-Nationale	Travaux d'aménagement d'un cours d'eau et d'un milieu humide	Espaces Lebourgneuf S.E.C.	07-déc-18	21-juin-19	401822167	0	N		
Capitale-Nationale	Travaux d'entretien du gazoduc dans des milieux humides et hydriques à Neuville	Gazoduc Trans Québec & Maritimes inc.	26-févr-19	31-juil-19	401834316	0	N		
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une résidence sur le lot 4 366 854 à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Ménard, Dave	09-mai-19	21-août-19	401841292	929	O	Contribution financière	21 125,46 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un site de microproduction de cannabis	Groupe Fuga inc.	01-août-19	23-août-19	401845795	66	O	Contribution financière	972,84 $
Capitale-Nationale	Réparation des murs de bloc de béton en aval et en amont du barrage McDougall sur la rivière Jacques-Cartier à Pont-Rouge	R.S.P. Énergie inc.	06-mai-19	26-août-19	401846638	307	N		
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du Ruisseau-Rouge	Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	05-déc-18	17-sept-19	401852862	490	O	Contribution financière	25 852,40 $
Capitale-Nationale	Réparation de pertuis du barrage Bird sur la rivière Jacques-Cartier	R.S.P. Énergie inc.	02-avr-19	20-sept-19	401829791	0	N		
Capitale-Nationale	Remplacement de la conduite de la prise d'eau au barrage Bird	La Cie materiaux de construction BP Canada	23-juil-19	24-sept-19	401854933	0	N		
Capitale-Nationale	Travaux de prolongement d'une ligne de distribution en milieux humides et en rive en bordure du chemin Cartier à Saint-Hilarion	Hydro-Québec	30-juil-19	27-sept-19	401845140	10	N		
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un immeuble commercial sur la rue Semple à Québec	Placement immobilier Semple inc.	20-août-19	04-oct-19	401856980	128	O	Contribution financière	6 750,72 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides sur le lot 4 790 291 pour l'implantation d'un commerce à Saint-Augustin-de-Desmaures	Gestion Immobilière Bégin inc.	22-juil-19	07-oct-19	401855190	6456	O	Contribution financière	372 724,10 $
Capitale-Nationale	Forages géotechniques et relevés de sismique-réfraction dans le fleuve St-Laurent pour le projet de nouveau lien routier entre Québec et Lévis	Ministère des Transports	16-juil-19	15-oct-19	401858467	7,11	N		
Capitale-Nationale	Remplacement d'un émissaire pluvial - Servitude Pie-XI	Ville de Québec	21-mars-18	15-oct-19	401859383	56	O	Contribution financière	4 521,44 $
Capitale-Nationale	Reconstruction du pont 45 sur la rivière à l'Île	Séminaire de Québec	04-avr-19	23-oct-19	401863591	0	N		
Capitale-Nationale	Reconstruction du pont 47 sur la rivière à l'Île	Séminaire de Québec	04-avr-19	23-oct-19	401863596	0	N		
Capitale-Nationale	Aménagement d'un seuil de blocs au KM 24 dans la rivière Sainte-Anne à St-Raymond	Ville de Saint-Raymond	13-août-19	01-nov-19	401862349	650	O	Contribution financière	16 139,96 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un développement résidentiel près des rues Villonet et Seigneuriale à Québec	Les Aménagements René Drouin inc. et 9012-6749 Québec inc.	26-juin-17	08-nov-19	401864960	29062	O	Contribution financière	1 762 225,88 $
Capitale-Nationale	Stabilisation temporaire de la rive du fleuve Saint-Laurent au niveau du Parc de la Plage Jacques-Cartier, tronçons 1 et 3	Ville de Québec	07-oct-19	13-nov-19	401869469	0	N		
Capitale-Nationale	Retrait des caissons de drave de la rivière Sainte-Anne à Saint-Raymond	Ville de Saint-Raymond	22-oct-19	13-nov-19	401870737	3890	N		
Capitale-Nationale	Aménagement des rives Est et Ouest, et mise en place d'une passerelle semi-submergée au pied de la chute Montmorency	Société des établissements de plein air du Québec	06-mai-19	14-nov-19	401869337	1051	O	Contribution financière	14 838,59 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une résidence sur le lot 4 009 298 à Pont-Rouge	Dion, Guylaine	05-août-19	19-nov-19	401862035	780	O	Contribution financière	14 944,80 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Remplacement du pont P-06125 situé sur le chemin du Tour-du-Lac Sud, au-dessus de la décharge du lac Sergent	Ministère des Transports	16-avr-19	21-nov-19	401872722	32	O	Contribution financière	1 061,12 $
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du lac Saint-Thomas	Club St-Vincent	18-sept-18	29-nov-19	401872750	225	O	Contribution financière	7 366,50 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour l'aménagement d'un bassin de rétention sur le lot 4 988 730 à Québec	Groupe Dallaire inc.	20-août-19	11-déc-19	401871055	1985	O	Contribution financière	88 808,90 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour permettre la construction d'une résidence à Fossambault-sur-le-Lac	Sophie Tremblay et Stéphane Doiron	13-févr-19	12-déc-19	401830124	755	O	Contribution financière	21 396,70 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un projet résidentiel près de la rue Turmel à L'Ancienne-Lorette	9094-2285 Québec inc.	16-mars-18	13-déc-19	401879076	1611	O	Contribution financière	97 852,14 $
Capitale-Nationale	Installation d'une prise d'eau sèche dans le lac Morasse	Municipalité de Rivière-à-Pierre	27-août-19	16-déc-19	401873007	10	N		
Capitale-Nationale	Déblai dans un cours d'eau intermittant pour permettre l'agrandissement de la carrière.	Sitec Amérique du Nord inc.	11-avr-19	09-janv-20	401872532	243	O	Contribution financière (MFFP)	0,00 $
Capitale-Nationale	Reconstruction du mur P-11385 sur la rue Tessier (Route 354) aux abords de la rivière Niagarette à Saint-Casimir	Ministère des Transports	18-sept-19	10-janv-20	401885173	0	N		
Capitale-Nationale	Construction d'une passerelle et d'une piste cyclopiétonne au parc des Saules à Québec	Ville de Québec	04-juil-19	13-janv-20	401882873	2189	O	Travaux de remplacement et contribution financière	141 033,66 $
Capitale-Nationale	Remplacement du pont P-06125 situé sur le chemin du Tour-du-Lac Sud, au-dessus de la décharge du lac Sergent	Ministère des Transports	16-avr-19	16-janv-20	401872722	32	O	Contribution financière	1 061,12 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le projet d'agrandissement du bâtiment et du stationnement de Dectro International	Dectro International	09-août-19	27-janv-20	401864950	1227	O	Contribution financière	77 564,98 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	AM - RÉALISATION de certains travaux et activités de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlsin - LOT DE TRAVAIL DE DÉBOISEMENT - MAI 2019 (phase "A") décret août 2018	Commission de la Capitale nationale	29-mai-19	05-févr-20	401897163	10200	O	Travaux de remplacement (décret)	
Capitale-Nationale	Installation de pierres dans la rivière Saint-Charles près de la passerelle du pont Scott afin de créer des abris pour les poissons	Organisme des bassins versants de la Capitale	15-nov-19	07-févr-20	401895847	35	N		
Capitale-Nationale	Canalisation d'une section de cours d'eau et reconstruction d'un émissaire - Rue des Gadelliers	Ville de Québec	23-juil-19	07-févr-20	401872959	183	O	Contribution financière	14 775,42 $
Capitale-Nationale	Construction d'une passerelle cyclo-piétonne à la Pointe-aux-Lièvres	Ville de Québec	09-août-19	07-févr-20	401882419	245	O	Contribution financière	19 781,30 $
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du lac Saint-Thomas	Club St-Vincent	18-sept-18	10-févr-20	401872750	225	O	Contribution financière	7 366,50 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une usine CorActive High-Tech inc. à Québec	CorActive High-Tech inc.	17-oct-19	25-févr-20	401879112	1245	O	Contribution financière	55 701,30 $
Capitale-Nationale	Reconstruction d'un émissaire pluvial - Rue des Dériveurs à Fossambault-sur-le-Lac	Ville de Fossambault-sur-le-Lac	27-juin-19	13-mars-20	401845688	26	N		
Capitale-Nationale	Aménagement d'une installation de prélèvement d'eau dans la rivière Sainte-Anne à des fins d'irrigation agricole à Saint-Alban	Cultures H. Dolbec inc.	16-oct-19	13-mars-20	401896208	0	N		
Capitale-Nationale	Canalisation d'un cours d'eau sans nom près de la rue des Entrepreneurs à Québec	Société Immobilière G.R. inc.	07-mars-19	10-mars-20	401906579	77	O	Contribution financière	6 216,98 $
56						**95614**	**34**		**4 020 263,79 $**
Mauricie	Stabilisation et reprofilage d'un cours d'eau	Ville de Trois-Rivières	27-mars-18	02-avr-19	401787554	3216	O	Contribution financière	69 468,17 $
Mauricie	Travaux dans un milieu humide	Hydro-Québec	25-mars-19	06-mai-19	401805691	23	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Mauricie	Exploitation d'une charbonnerie et d'une aire d'entreposage et de tronçonnage de billes de bois /Travaux en milieu humide et hydrique/ Installation et exploitation d'un dépoussiéreur à filtres	Xylo-Carbone inc.	05-mai-17	06-mai-19	401803374	1187	O	Contribution financière	18 685,33 $
Mauricie	Travaux dans le littoral pour la réfection du barrage	Hydro-Québec	15-août-18	06-mai-19	401789872	205	O	Contribution financière	645,60 $
Mauricie	Travaux dans le littoral pour l'aménagement d'une mise à l'eau	Association Nature inc.	21-nov-18	13-mai-19	401806388	40	N		
Mauricie	Travaux de réfection du pont	Ville de Shawinigan	10-août-18	27-mai-19	401809489	10	N		
Mauricie	Réaménagement et stabilisation de la route	Ministère des Transports	20-déc-18	28-mai-19	401789226	1151	O	Contribution financière	8 279,74 $
Mauricie	Reconstruction d'un barrage	Direction générale des barrages (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	23-avr-18	04-juin-19	401795654	995	O	Contribution financière	9 559,82 $
Mauricie	Travaux dans des milieux humides	Ville de Trois-Rivières	18-oct-18	11-juin-19	401806711	1036	O	Compensation financière	41 968,36 $
Mauricie	Stabilisation d'un talus sur la rive gauche de la rivière Saint-Maurice	Hydro-Québec	28-sept-18	12-juin-19	401815394	2362	N		
Mauricie	Interception des eaux pluviales des rues des Estacades et Vachon et aménagement d'un nouvel émissaire	Ville de Trois-Rivières	23-nov-18	18-juin-19	401783978	43,01	N		
Mauricie	Prolongement du coursier aval et travaux correctifs de la fosse de dissipation pour le barrage Cinconsine	Hydro-Québec	09-janv-19	15-juil-19	401827959	32	O	Contribution financière	794,58 $
Mauricie	Implantation d'une marina sur la rivière Saint-Maurice	Yacht Club de Trois-Rivières inc.	23-juil-18	17-juil-19	401821387	100	O	Contribution financière	6 083,07 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Mauricie	Travaux de reconstruction du barrage	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	21-déc-18	19-août-19	401837835	622,9	O	Contribution financière	8 228,93 $
Mauricie	Travaux dans les rives et le littoral	Ville de Louiseville	20-déc-18	19-déc-19	401879157		N		
Mauricie	Installation de conduites d'aqueduc et d'égout et d'un poste de pompage	Ville de Trois-Rivières	20-août-19	20-déc-19	401879412		N		
Mauricie	Travaux de stabilisation en rives	Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	20-déc-19	16-janv-20	401887903	0	N		
Mauricie	Réalisation de travaux de protection cathodique sur le gazoduc	Gazoduc Trans Québec & Maritimes inc.	12-sept-18	27-janv-20	401849355	0,2	N		
Mauricie	Stabilisation de talus	Municipalité de Saint-Stanislas	18-sept-19	19-févr-20	401886823	436,08	O	Contribution financière	5 146,02 $
Mauricie	Travaux dans les rives pour le remplacement du pont P-11201	Ministère des Transports	30-mai-19	20-févr-20	401900750	1043,1	O	Contribution financière	11 546,28 $
Mauricie	Réalisation de travaux de dragage du chenal d'accès	Dragage Océan DM inc.	18-juil-18	12-mars-20	401817704	4359,9	N		
21						**16862**	**11**		**180 405,90 $**
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques dans le cadre de la construction d'une nouvelle usine de papier tissu	Kruger Brompton S.E.C.	12-déc-18	02-avr-19	401793269	31016	O	Contribution financière	1 348 766,15 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour l'aménagement d'un sentier piétonnier	Ville de Sherbrooke	15-oct-18	08-avr-19	401795975	100	O	Contribution financière	4 561,00 $
Estrie	Travaux en milieux humides en lien avec le développement domiciliaire entre la route du Domaine et l'avenue Sainte-Marie	Municipalité de Courcelles	05-mars-19	16-avr-19	401800441	2230	O	Contribution financière	22 233,10 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour le remplacement d'un portique en bois	Hydro-Québec	17-avr-19	30-avr-19	401801758	10	N		
Estrie	Travaux en rives et dans le littoral de la rivière Niger pour la réhabilitation du site de la centrale de la Chute-Burroughs	Hydro-Québec	17-janv-19	03-juin-19	401814276	160	O	Contribution financière	4 932,91 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Estrie	Canalisation d'un ruisseau sans nom en bordure du chemin Duplessis	Ville de Sherbrooke	31-janv-19	11-juin-19	401810188	949	O	Contribution financière	62 263,89 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour la reconstruction du pont P-19704 au-dessus du ruisseau des Vases	Ministère des Transports	18-juin-19	24-juin-19	401821016	200	O		4 258,60 $
Estrie	Travaux d'entretien du ruisseau Paré	Ville de Sherbrooke	11-mars-19	03-juil-19	401823236	400	N		
Estrie	Intervention en milieux humides pour le prolongement de la rue Quatre-Saisons	Groupe Sélect ltée	24-janv-19	16-juil-19	401817744	400	O		13 163,50 $
Estrie	Construction d'un bâtiment et aménagement des aires d'entreposage et de circulation - Gestion des eaux pluviales	Kruger Brompton S.E.C.	18-avr-19	22-août-19	401845297	1149	O	Contribution financière	43 773,89 $
Estrie	Détournement d'un tronçon du ruisseau Giroux	Ville de Sherbrooke	31-oct-18	23-août-19	401845638	269	O	Contribution financière	17 649,09 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction d'une habitation	Chrystian Dulude, Jocelyn Dulude Marie-Ève Dulude	04-déc-18	06-sept-19	401845566	135	O		899,10 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques dans le cadre du projet Harmonie	Graymont (Qc) inc.	18-janv-19	30-sept-19	401853086	12500	O	Contribution financière	140 741,12 $
Estrie	Remblai en milieu humide pour la construction d'une résidence	Arsenault, Lise	01-avr-19	02-oct-19	401818758	321	O	Contribution financière	3 200,37 $
Estrie	Aménagement de sentiers pédestres pour compléter le projet « Le coeur nature de Sawyerville »	Ville de Cookshire-Eaton	14-juin-19	08-oct-19	401858608	10	N		
Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction de chemins d'accès	Bernard Lemay et Manon Legris	17-juin-19	10-oct-19	401857478	1400	O	Contribution financière	38 444,00 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour le prolongement du chemin Panorama et d'un chemin secondaire	Destination Owl's Head inc.	21-mai-19	21-oct-19	401856564	1343	O	Contribution financière	10 555,98 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Estrie	Intervention en rives et en littoral de la rivière Sauvage pour la construction du pont P-18783 et la démolition du pont P-02622	Ministère des Transports	29-avr-19	21-oct-19	401852906	170	O	Contribution financière	4 221,22 $
Estrie	Remblai de milieux humides pour un développement domiciliaire	Côté, Denis	10-avr-19	31-oct-19	401866209	413	O	Contribution financière	5 534,20 $
Estrie	Retrait de sédiments dans la rivière Magog	Ville de Magog	23-sept-19	08-nov-19	401867960	30	N		
Estrie	Travaux en milieux humides pour l'implantation d'une résidence unifamiliale	Bertrand, Anick	21-oct-19	13-nov-19	401867871	95	O	Contribution financière	746,70 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour le réaménagement du sentier régional 10-521	Club de Motoneige Harfang de l'Estrie	13-août-19	13-déc-19	401879320	590	O	Contribution financière	22 189,90 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour l'agrandissement d'une cour d'école	Commission scolaire de la région-de-Sherbrooke	01-oct-19	13-déc-19	401876327	1040	O	Contribution financière	7 571,20 $
Estrie	Travaux en milieu hydrique pour l'entretien de la branche 15 de la rivière Ulverton	Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François	05-sept-19	20-déc-19	401881870	450	N		
Estrie	Déplacement d'un cours d'eau pour un projet immobilier	Canton de Stratford	07-août-19	03-janv-20	401867880	133	O	Contribution financière	3 720,01 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour le prolongement de la rue Darche à Ascot Corner	Municipalité d'Ascot Corner	28-nov-19	18-févr-20	401900047	3406	O	Contribution financière	24 795,68 $
Estrie	Travaux de stabilisation de trois chemins riverains de cours d'eau tributaires du lac Nick	Municipalité de Bolton-Est	14-déc-18	24-févr-20	401899792	426	O	Contribution financière	11 016,00 $
Estrie	Intervention en rive et en littoral pour la reconstruction de la rampe de mise à l'eau Sachs-Mercier	Municipalité de Frontenac	20-nov-19	24-févr-20	401894183	195	O	Contribution financière	4 841,99 $
Estrie	Travaux de stabilisation du chemin de la Rivière en rive de la rivière Saint-François	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	24-sept-19	13-mars-20	401868648	192	O	Contribution financière	6 028,80 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Estrie	Intervention en rive et en littoral pour la reconstruction de la rampe de mise à l'eau Sachs-Mercier	Municipalité de Frontenac	20-nov-19	24-févr-20	401894183	195	O	Contribution financière	4 841,99 $
Estrie	Travaux de stabilisation de trois chemins riverains de cours d'eau tributaires du lac Nick	Municipalité de Bolton-Est	14-déc-18	24-févr-20	401899792	426	O	Contribution financière	11 016,36 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour le prolongement de la rue Darche à Ascot Corner	Municipalité d'Ascot Corner	28-nov-19	10-mars-20	401900047	3406	O	Contribution financière	24 795,68 $
Estrie	Travaux en zone inondable pour la construction d'un nouveau plateau multi-sport	Municipalité de Stoke	18-nov-19	24-mars-20	401901076	63	O	Contribution financière	466,20 $
Estrie	Demande d'autorisation pour le prolongement des services d'aqueduc et d'égouts - Construction des rues Wright-Gibson et Yvon-Bibeau dans le secteur du boulevard René-Lévesque	Gestion L. Elias inc.	01-mars-19	18-mars-20	401908011	1937	O	Contribution financière	72 850,57 $
34						**65759**	**29**		**1 920 079,20 $**
Montréal	Travaux en rives, en zones inondables et en littoral de la rivière des Prairies pour la réfection du pont Pie-IX	Ministère des Transports	11-févr-19	05-juin-19	401814804	0	N		
Montréal	DM-CA4- Travaux pour le chemin d'accès traversant le littoral et le cours d'eau LE-06/ Antenne Deux Montagnes / Projet de réseau express métropolitain (REM)	CDPQ infra inc.	13-mai-19	21-juin-19	401822970	573	O	Contribution financière (MFFP)	0
Montréal	Travaux de réaménagement de l'étang de la Maison de l'arbre Frédéric-Back au Jardin botanique	Ville de Montréal	19-nov-18	25-juil-19	401835091	0	N		
Montréal	Aménagement d'une passerelle et plateforme sur pieux en rive et littoral du lac des Battures	Ville de Montréal	12-avr-19	16-sept-19	401848452	1370	N		
Montréal	Travaux sur la conduite de prélèvement d'eau pour l'usine SANIMAX LOM inc.	Sanimax Lom inc.	19-juin-19	19-sept-19	401852250	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Montréal	Travaux dans un marécage pour le déplacement d'une conduite de gaz pour le Réseau express métropolitain - Conflit SAB-C-13	Énergir, s.e.c.	28-mars-19	26-sept-19	401856452	0	N		
Montréal	Installation d'une conduite de drainage en rive et littoral du lac Saint-Louis	Ville de Baie-d'Urfé	21-août-19	21-oct-19	401863179	13	N		
Montréal	Sondages géotechniques et relevés de sismique réfraction préalables à la reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes	Ministère des Transports	03-sept-19	05-nov-19	401866382	0	N		
Montréal	Intervention en rive et en littoral du canal de Lachine pour le remplacement de la ligne souterraine de 120 kV entre les postes Viger et Adélard-Godbout	Hydro-Québec	01-mars-19	13-nov-19	401866059	811,6	N		
Montréal	RS-CA14- Travaux dans le secteur de la Montée Gobeil /Pont d'étagement A-10 // Projet de réseau express métropolitain (REM)	CDPQ infra inc.	09-sept-19	20-nov-19	401873092	2095	O	Plan de compensation général (décret)	
Montréal	Travaux de construction d'égout pluvial des rues Paquin, Roy, Monique, Montclair et Sacré-Coeur et d'un émissaire dans la rivière des Prairies	Ville de Montréal	28-nov-18	17-déc-19	401800775		N		
Montréal	Travaux en zones inondables, en rive et en littoral de la rivière des Prairies pour le retrait de trois tronçons d'émissaires, la mise en place d'un nouvel émissaire et la modification de la topographie des rues Paquin, Roy, Montclair et la Terrasse Sacré-Coeur	Ville de Montréal	30-nov-18	17-déc-19	401802478	29	N		
12						**4892**	**2**		**0**
Outaouais	Remblais de milieux humides pour la construction d'une nouvelle école secondaire	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	05-nov-18	10-avr-19	401785870	1347	O	Contribution financière	59 604,75 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Outaouais	Travaux correctifs entre les rues Pinot et St-Émilion	Cima+ S.E.N.C.	29-juin-18	30-avr-19	401803059	1300	N		
Outaouais	Tests de mise en eau, opération et fermeture de chantier	Société en commandite Boralex Énergie	22-févr-19	13-mai-19	401804204	0	N		
Outaouais	Restauration de l'ancien site minier - Lot 3 Exploitation d'une sablière Exploitation d'une carrière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	23-juil-18	23-mai-19	401810992	750	O	Contribution financière	5 123,00 $
Outaouais	Projet Aquascreen Lac des Îles	Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk	23-nov-18	28-mai-19	401811238	0	N		
Outaouais	Installation de quais	Municipalité du Lac-Simon	26-févr-18	30-mai-19	401813908	100	O	Contribution financière (MFFP)	0,00 $
Outaouais	Destruction d'une portion de milieu humide	10761036 Canada inc.	20-févr-19	11-juin-19	401814209	62,3	O	Contribution financière	316,00 $
Outaouais	Augmentation du prélèvement d'eau pour le restaurant	Restaurant L'Orée du Bois ltée	15-févr-19	28-juin-19	401822372	0	N		
Outaouais	Prolongement d'un aqueduc existant	4017927 Canada inc.	16-avr-19	28-juin-19	401824201	0	N		
Outaouais	Remblai de milieux humides pour projet résidentiel Carrefour Saint-Louis - phases 8, 9 et 10	2869-4289 Québec inc.	12-févr-19	28-juin-19	401822078	5023	O	Contribution financière	181 483,75 $
Outaouais	Travaux en milieux humides et hydriques - Le plateau - phase 55	10233293 CANADA INC.	12-avr-19	12-juil-19	401828975	58	O	Contribution financière	4 190,50 $
Outaouais	Développement domiciliaire Les Presqu'îles du Parc	6296947 Canada inc.	21-déc-18	23-juil-19	401827979	325	O	Contribution financière	23 481,25 $
Outaouais	Réhabilitation de structures du côté amont de la Centrale Hull-2	Énergie Hull S.E.C.	18-mars-19	24-juil-19	401832270	5254	N		
Outaouais	Prolongement du sentier Champlain	Ville de Gatineau	23-févr-18	25-juil-19	401816874	29	N		
Outaouais	Projet d'aménagement faunique Lanthier	Canards Illimités Canada	26-juil-18	25-juil-19	401834017	0	N		
Outaouais	Installation de toiles de jute	Municipalité de Déléage	16-mars-18	29-juil-19	401836507	0	N		
Outaouais	Réfection de l'émissaire King	Ville de Maniwaki	15-mars-19	14-août-19	401842223	20	N		
Outaouais	Égouts et aqueduc pour développement résidentiel La Croisée Ouest - Phase 1A	Maisons Richcraft ltée	19-sept-18	09-sept-19	401850173		N		
Outaouais	Remblai milieux humides pour le projet de développement résidentiel La Croisée	Maisons Richcraft ltée	21-nov-18	09-sept-19	401849735	4390	O	Contribution financière	194 257,50 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Outaouais	Stabilisation de talus et réparation de la route	Ministère des Transports	15-mai-19	18-sept-19	401853254	221,13	N		
Outaouais	Remblai d'un milieu humide - Projet Destination Vanier	2869-4289 Québec inc.	23-avr-19	18-sept-19	401842076	187	O	Contribution financière	8 274,75 $
Outaouais	Stabilisation des berges de l'exutoire pluvial	Ville de Gatineau	26-sept-18	23-oct-19	401852194	235	O	Contribution financière	16 978,75 $
Outaouais	Travaux de stabilisation le long du sentier communautaire, secteur du chemin Welka	Municipalité de Chelsea	11-juil-19	07-nov-19	401868467	33	O	Contribution financière	1 609,74 $
Outaouais	Remblai d'un milieu humide	8331456 Canada inc.	28-déc-17	08-nov-19	401868656	370	O	Contribution financière	2 064,00 $
Outaouais	Travaux de réparation du chemin Paugan	Municipalité de Denholm	16-oct-19	12-nov-19	401870170	14250	N		
Outaouais	Sécurisation de la montée Lafontaine par mise en place de palplanches temporaires (P-18733)	Ministère des Transports	13-juin-19	19-nov-19	401872025	3	N		
Outaouais	Travaux de restauration de la rive et du littoral suite à un déversement d'hydrocarbures	Kenauk nature X S.E.C.	23-juil-19	13-déc-19	401879942	43	N		
Outaouais	Projet Rapibus, secteur du parc du Lac-Beauchamp, entre les boulevards Labrosse et Lorrain	Société de transport de l'Outaouais	10-oct-18	13-déc-19	401875568	25052	O	Contribution financière	1 771 731,00 $
Outaouais	Mise en place de services municipaux - Rue Amherst	Ville de Gatineau	29-août-19	08-janv-20	401885162	253	N		
Outaouais	Construction d'un domicile dans une tourbière	Leclair, Gene	20-nov-19	16-janv-20	401887811	157	O	Contribution financière	2 761,63 $
Outaouais	Stabilisation de talus au ponceau P-257644	Ministère des Transports	17-oct-19	21-janv-20	401889677	368	O	Contribution financière	17 951,04 $
Outaouais	Contrôle du myriophylle à épi	Association du lac Castor Blanc d'Aumond	21-août-18	22-janv-20	401890544	0	N		
Outaouais	Restauration d'un milieu humide dégradé	6590942 Canada inc.	25-janv-19	19-févr-20	401900190		N		
Outaouais	Stabilisation de rives et du littoral pour le remplacement d'un ponceau	Ville de Gatineau	29-nov-19	10-mars-20	401897517	142	O	Contribution financière	10 259,50 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Outaouais	Stabilisation d'une section de berges de la rivière La Pêche	Municipalité de La Pêche	18-nov-19	09-mars-20	401906162	225	N		
35						**60197**	**16**		**2 300 087,16 $**
Abitibi-Témiscamingue	Développement d'un secteur industriel de la rue Georges-Dumont en milieux humides - Val-d'Or	Corporation de développement industriel de Val-d'Or	26-nov-18	01-avr-19	401793772	22900	O	Contribution financière	110 149,00 $
Abitibi-Témiscamingue	Développement domiciliaire Domaine Boréal	Gestion Emabby Inc.	10-déc-18	08-mai-19	401798895	11375	O	Contribution financière	99 438,10 $
Abitibi-Témiscamingue	Travaux de stabilisation et de rehaussement des digues du parc à résidus miniers Sigma (travaux en milieu humide)	Or Intégra (Québec) inc.	20-déc-18	28-mai-19	401808281	62690	O	Contribution financière	307 911,00 $
Abitibi-Témiscamingue	Remblai du secteur sud de la halde mixte	Canadian Malartic GP	08-févr-19	05-juin-19	401815260	15807	O	Compensation (décret)	
Abitibi-Témiscamingue	Traitement des eaux de lixiviation et leur rejet dans la rivière Kinojévis - LET de Rouyn-Noranda	3766063 Canada inc.	20-févr-19	05-juin-19	401814343	0	N		
Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et milieu humide (décharge) - 2 sites - Routes 395 et 111 - CS Amos	Ministère des Transports	28-mars-19	20-juin-19	401821228	0	N		
Abitibi-Témiscamingue	Réparation du pont P-06839 - Route 101, Rouyn-Noranda	Ministère des Transports	05-mars-19	21-juin-19	401821595	4	N		
Abitibi-Témiscamingue	Réfection majeure du pont P-00249 - 8e et 9e rang, La Sarre - Réf.: 154071818	Ministère des Transports	13-févr-19	25-juin-19	401821384	35	N		
Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et en milieu humide (décharges) - 8 sites - CS de Rouyn-Noranda	Ministère des Transports	05-avr-19	26-juin-19	401821932	0	N		
Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et milieu humide (décharge) 5 sites - CS de Ville-Marie - Réf: 40370 (9110)	Ministère des Transports	12-avr-19	11-juil-19	401828569	0	N		
Abitibi-Témiscamingue	Creusage en cours d'eau et en milieux humides (décharges et fossés latéraux) 6 sites - CS de Macamic	Ministère des Transports	10-avr-19	12-juil-19	401825509	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Abitibi-Témiscamingue	Projet de villégiature en bordure de la rivière La Sarre - Palmarolle	Lemieux, Simon	28-mai-18	08-nov-19	401807817	13	N		
Abitibi-Témiscamingue	Forages sur glace en rive et littoral - Lac Limpide	Ressources Métanor inc.	23-nov-18	08-nov-19	401775197	0,03	N		
Abitibi-Témiscamingue	Construction d'un pont P-19598 (ancien P-09469) - Route 19250, 8e et 9e rang Est - Sainte-Gertrude-Manneville	Ministère des Transports	25-juin-19	27-nov-19	401872922	346	O	Contribution financière	932,80 $
Abitibi-Témiscamingue	Stabilisation de rive du parc public - Lac Témiscamingue - Saint-Bruno-de-Guigues	Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	14-janv-20	12-févr-20	401894225	296	N		
Abitibi-Témiscamingue	Développement domiciliaire au sud-est de l'avenue Terry-Fox	Les Entreprises Trémoy ltée	22-mars-19	30-mars-20	401909342	8114	O	Contribution financière	59 556,76 $
16						**121580**	**5**		**577 987,66 $**
Côte-Nord	Installation et exploitation d'un séparateur eau-huile et travaux en rive et littoral de la rivière du Moulin à Baude	Nutrinor Coopérative	22-nov-18	09-avr-19	401797057	2	N		
Côte-Nord	Réalisation de sondages géotechniques à Gros-Mécatina	Ministère des Transports	03-avr-19	16-avr-19	401798670	0	N		
Côte-Nord	Stabilisation talus de la route 138 - secteur de la rivière Blanche	Ministère des Transports	20-nov-18	02-mai-19	401804240	1405	O	Contribution financière (MFFP)	
Côte-Nord	Remplacement de portiques en bois en milieu humide	Hydro-Québec	15-juin-18	17-mai-19	401809092	60	O	Contribution financière	85,84 $
Côte-Nord	Travaux préparatoire sur le site du concentrateur - Phase 1	Mason Graphite inc	17-juil-18	03-juin-19	401814744	88000	O	Travaux de remplacement.	
Côte-Nord	Démantèlement d'un pont acier-bois (comprenant une pile)	Ministère des Transports	05-avr-19	07-juin-19	401816720	0	N		
Côte-Nord	Recharge de la plage McCormick	Ville de Port-Cartier	22-févr-19	14-juin-19	401818487	1550	N		
Côte-Nord	Restauration d'un enrochement et réfection de la fondation d'une station de pompage	Municipalité de Baie-Johan-Beetz	23-avr-19	29-juil-19	401832746	49	N		
Côte-Nord	Démantèlement d'un embâcle au niveau du pont de la rivière Pentecôte	Association des utilisateurs du chemin du Lac Profond	17-juil-19	09-août-19	401841131	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Côte-Nord	Remplacement du pont de la rivière Hall à Sept-Iles	Ville de Sept-Îles	19-juil-19	11-sept-19	401850275	0	N		
Côte-Nord	Aménagement du bassin Sud-C	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada s.e.n.c.	27-juin-19	19-sept-19	401853377	3,06	N		
Côte-Nord	Remplacement du seuil gonflable au barrage de la centrale RSP-2	Société en commandite Boralex Énergie	30-juil-19	20-sept-19	401853881	0	N		
Côte-Nord	AM3 - Terrassement / Amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-2 (km 0 au km 22)	Ministère des Transports	29-janv-19	24-sept-19	401855134	131734	O	Contribution financière	1 285 361,18 $
Côte-Nord	Consolidation et protection du seuil de l'étang du ruisseau du Mille 45 - Bersimis-2 - Digue 2	Hydro-Québec	02-août-19	25-sept-19	401855105	20	N		
Côte-Nord	Aménagement de voies d'accès pour la réalisation de forages géotechniques dans le cadre de l'aménagement futur d'un bassin d'accumulation d'eau	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada s.e.n.c.	05-août-19	07-oct-19	401857821	6235	N		
Côte-Nord	Accès publics à des plans d'eau	L'Association des chasseurs et pêcheurs Manic-Outardes inc.	11-juin-19	22-oct-19	401863314	9,2	N		
Côte-Nord	Accès publics à des plans d'eau	L'Association des chasseurs et pêcheurs Manic-Outardes inc.	11-juin-19	24-oct-19	401863314	9,2	N		
Côte-Nord	Dragage quai RTFT - HSP 2019	Rio Tinto Fer et Titane inc.	17-juil-19	09-déc-19	401875514	0	N		
Côte-Nord	Réaménagement d'une rampe de mise à l'eau - Romaine-2	Hydro-Québec	11-déc-19	05-févr-20	401894886	0	N		
Côte-Nord	Restauration d'une frayère de capelan à Val-Marguerite	Comité zone d'intervention prioritaire (ZIP) Côte-Nord du Golfe	16-mai-19	18-févr-20	401841100	0	N		
Côte-Nord	Remplacement de portiques de la ligne 1618	Hydro-Québec	22-nov-19	21-févr-20	401900663	16,1	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Côte-Nord	Mise à niveau des infrastructures de collecte, d'interception et de traitement des eaux usées	Ville de Port-Cartier	19-nov-19	25-févr-20	401897376	1183	N		
Côte-Nord	Mise à niveau des infrastructures de collecte, d'interception et de traitement des eaux usées	Ville de Port-Cartier	19-nov-19	25-févr-20	401897376	1183	N		
Côte-Nord	Remplacement de portiques de la ligne 1618	Hydro-Québec	22-nov-19	21-févr-20	401900663	16,1	N		
Côte-Nord	Déboisement de l'emprise du projet A de la route 389 entre Fire Lake et Fermont	Ministère des Transports	15-août-19	17-mars-20	401908667	8,07	N		
25						**230276**	**4**		**1 285 447,02 $**
Nord-du-Québec	Exploitation de la carrière Q05 sur le site du p	Glencore Canada Corporati	07-mai-19	17-mars-20	401859865	163	O	Plan compensatoire	0,00 $
1						**163**			**0,00 $**
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Remplacement d'un émissaire d'un poste de pompage	Ville de Gaspé	25-avr-18	15-avr-19	401777151	502,5	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine et reconstruction d'un quai - Rivière Saint-Jean, secteur Home Pool	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	05-juil-18	13-mai-19	401807596	127	O	Contribution financière	3 153,00 $
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Restauration du pédoncule du banc de Saint-Omer	Comité ZIP Gaspésie	04-janv-19	29-mai-19	401782932	1470	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine - Anse de Mont-Saint-Pierre	Ministère des Transports	11-mars-19	19-juin-19	401821044	357	O	Contribution financière	8 864,56 $
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Décapage et aménagement des aires de travail et des chemins et mise en place des fondations	Parc Éolien de la Dune-du-Nord S.E.C.	24-août-18	11-juil-19	401829282	1	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Réfection d'un quai et aménagement d'un quai flottant	Municipalité de Port-Daniel-Gascons	12-avr-19	17-juil-19	401831250	14,76	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine - Petite rivière Cascapédia	Rexforêt inc.	27-mai-19	12-sept-19	401851273	341	O	Contribution financière	0
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Mise en valeur du lac Vachon	Ville de Chandler	15-août-19	10-oct-19	401860124	0	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Remblai en milieu humide	Carole Arsenault et Denis Clairmont	05-avr-19	18-oct-19	401862207	3180	O	Contribution financière	16 663,20 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Aménagement d'un cours d'eau - Le Petit Ruisseau	Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	27-sept-19	04-nov-19	401866318	0	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine et rampe de mise à l'eau - Ruisseau Glenburnie	Municipalité de Maria	18-sept-19	11-déc-19	401879549	0	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Aménagement d'une piste cyclable dans la plaine inondable de la rivière au Renard	Groupe Beau Village de Rivière-au-Renard	09-oct-18	16-déc-19	401880433	283	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Travaux de dragage au quai municipal de Grande-Vallée	Municipalité de Grande-Vallée	24-janv-19	20-déc-19	401882932	4205	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Travaux de dragage dans une marina - 2020, 2021 et 2022	Ville de Chandler	18-sept-19	20-déc-19	401882846	4950	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Reconstruction d'un pont - Ruisseau Kilmore	Ministère des Transports	26-mars-19	24-janv-20	401890644	27,9	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Remplacement d'un pont ferroviaire et d'un ponceau - Ruisseau Watt	Ministère des Transports	18-nov-19	24-janv-20	401889821	12,9	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Réfection d'un pont ferroviaire - Rivière Port-Daniel	Ministère des Transports	10-déc-19	06-mars-20	401904753	178	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine sur la Petite rivière Cascapédia Ouest	Rexforêt inc.	30-déc-19	06-mars-20	401904920	392	N		
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Travaux d'aménagement dans un cours d'eau - Ruisseau McKoy	Ministère des Transports	22-nov-19	13-mars-20	401907579	86	N		
19						**16128**	**4**		**28 680,76 $**
Chaudière-Appalaches	Travaux de démolition d'un pont (P-16412) et d'aménagement d'un chemin temporaire de déviation - Ruisseau sans nom - Municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse	Ministère des Transports	28-janv-19	02-avr-19	401795791	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de démolition d'un pont (P-16412) et d'aménagement d'un chemin temporaire de déviation - Ruisseau sans nom - Municipalité de Saint-Nérée-de-Bellechasse	Ministère des Transports	28-janv-19	02-avr-19	401795791	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien des branches 6 et 7 du ruisseau Malbrook - Saint-Lambert-de-Lauzon	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	04-mars-19	02-avr-19	401795467	1250	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage d'un milieu humide - Projet de développement domiciliaire Hérisson - Ville de Lévis	Groupe immobilier MGE inc.	18-déc-18	09-avr-19	401796507	1240	O	Contribution financière	35 749,20 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de stabilisation des rives - Rivière Chaudière - Ville de Saint-Georges	Ville de Saint-Georges	13-déc-18	17-avr-19	401800471	240	N		
Chaudière-Appalaches	Contrôle du myriophylle à épi - Lac des Abénaquis	Municipalité de Sainte-Aurélie	06-mars-19	18-avr-19	401800705	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux d'aménagement d'un muret de soutènement en rive d'un cours d'eau sans nom tributaire de la rivière Famine - Ville de Saint-Georges	9179-2036 Québec inc.	08-févr-19	23-avr-19	401801245	0,19	N		
Chaudière-Appalaches	Reconstruction d'une conduite d'égout sanitaire et déviation d'aqueduc sur la route 269 - Saint-Théophile	Ministère des Transports	25-janv-19	24-avr-19	401801584	7	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien - Cours d'eau Théberge - Branche du Trait-Carré	Municipalité régionale de comté de Montmagny	21-mars-19	24-avr-19	401801739	0	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien de la branche 13 de la rivière des Îles Brûlées	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	04-mars-19	26-avr-19	401802475	0	N		
Chaudière-Appalaches	Remplacement et entretien d'une clôture en rive du fleuve Saint-Laurent - Terminal maritime - Raffinerie Jean-Gaulin	Énergie Valero inc.	11-mars-19	02-mai-19	401804717	105	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien du cours d'eau Marceau - Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	Municipalité régionale de comté de Montmagny	21-mars-19	08-mai-19	401806070	165	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien du cours d'eau Campagna - Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	Municipalité régionale de comté de Montmagny	21-mars-19	08-mai-19	401806086	816	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux dans un milieu humide, la rive et la plaine inondable de la rivière Chaudière pour l'espace Carpe Diem - Phase 2	Ville de Saint-Georges	02-oct-18	08-mai-19	401806723	120,5	O	Contribution financière	1 639,55 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de démolition du pont P-04680 sur le ruisseau Salaberry et aménagement d'un canal de dérivation en milieu humide - Ville de Thetford Mines	Ministère des Transports	02-avr-19	10-mai-19	401807422	0	N		
Chaudière-Appalaches	Remblayage d'un milieu humide - Développement résidentiel Lespinay - Ville de Montmagny	9349-8970 Québec inc.	28-févr-19	13-mai-19	401808200	460	O	Contribution financière	9 710,60 $
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien du cours d'eau Hunter	Municipalité régionale de comté de Montmagny	26-mars-19	31-mai-19	401813267	0	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien des branches 7, 10 et 11 du cours d'eau Vincelotte - Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Municipalité régionale de comté de Montmagny	25-avr-19	31-mai-19	401813281	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de réfection de la cour d'école Saint-François-Xavier - Littoral et plaine inondable du Fleuve Saint Laurent - Municipalité de L'Islet	Commission scolaire de la Côte-du-Sud	07-juin-19	27-juin-19	401823078	2100	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux dans la rive et la plaine inondable de la Rivière du Sud pour la réhabilitation environnementale des sols de l'ancien dépôt d'Irving - Ville de Montmagny	683025 N.B. Ltd.	05-mai-17	09-juil-19	401827751	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un garage - Ville de Thetford Mines	Graindlair, Steve	27-déc-18	10-juil-19	401828121	304	O	Contribution financière	6 551,20 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de stabilisation - Rivière Chaudière	Ville de Saint-Georges	07-juin-19	22-juil-19	401833959	394	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien de la branche 50 du ruisseau des Ormes - Saint-Jules	Municipalité régionale de comté de Robert-Cliche	03-juil-19	06-août-19	401839798	425	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'enlèvement de sédiments dans le cours d'eau Saint-André - Saint-Lambert-de-Lauzon	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	25-juil-19	14-août-19	401843021	170	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de réfection d'un émissaire pluvial et stabilisation par enrochement - Littoral et rive de la rivière Etchemin - Municipalité de Saint-Henri	Municipalité de Saint-Henri	25-avr-19	15-août-19	401843125	175	O	Contribution financière	4 780,00 $
Chaudière-Appalaches	AM1 - Projet de prolongation de la rue St-Omer à Lévis sur le territoire de la ville de Lévis	Ville de Lévis	29-mai-19	16-août-19	401844466	27900	O	Travaux de remplacement (décret)	
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage de milieux humides pour un projet de développement commercial - Ville de Lévis	Les Développements de Demain inc.	27-févr-18	19-août-19	401844265	3229	O	Contribution financière	157 672,07 $
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'enlèvement de sédiments dans la rivière des Gagnon - Sainte-Perpétue	Municipalité régionale de comté de L'Islet	25-juil-19	21-août-19	401845152	168	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien de la branche 1 du ruisseau Guay	Ville de Lévis	24-juil-19	22-août-19	401845702	850	N		
Chaudière-Appalaches	Nettoyage des conduites d'eau brute à la prise d'eau de la rivière Chaudière - Secteur Charny	Ville de Lévis	08-août-19	30-août-19	401847516	1500	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de stabilisation de talus - Rivière Chaudière - Ville de Lévis	Ministère des Transports	12-juil-19	09-sept-19	401850167	110	O	Contribution financière	20 052,63 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage de milieux humides pour un projet de développement résidentiel - Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Maison Cap d'Espoir	16-août-19	19-sept-19	401853676	29	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'enlèvement de sédiments dans le ruisseau des Graines et le cours d'eau du Temps Perdu - Vallée-Jonction	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	05-août-19	20-sept-19	401854056	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de réparation du parement aval du barrage Jean-Guérin - Municipalité de Saint-Henri	Société d'énergie Columbus inc.	16-août-19	20-sept-19	401853943	1400	N		
Chaudière-Appalaches	Déplacement d'une portion d'un cours d'eau - Développement résidentiel dans le secteur de la rue de la Coupe - Ville de Lévis	Les Immeubles Champs-Bois inc.	26-juin-19	08-oct-19	401859145	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux d'aménagement d'une section du ruisseau de la Savane	Ville de Lévis	30-août-19	10-oct-19	401859085	167	O	Contribution financière	481,61 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblai et de déblai d'un marécage pour l'agrandissement d'une école	Municipalité de Saint-Apollinaire	24-sept-19	21-oct-19	401862704	941	O	Contribution financière	10 426,28 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de retrait d'une section d'une canalisation dans le ruisseau de la Piscine et dans le fleuve Saint-Laurent - Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	Municipalité régionale de comté de Bellechasse	19-sept-19	24-oct-19	401863924	0	N		
Chaudière-Appalaches	Remblayage de milieux humides - Développement récréotouristique du Mont-Orignal - Municipalité de Lac-Etchemin	Développement YMCO inc.	04-avr-19	12-nov-19	401869346	10149	O	Contribution financière	73 606,14 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage de milieux humides pour un accès temporaire à un bâtiment commercial, en vue du futur prolongement du boulevard Wilfrid-Carrier - Ville de Lévis	9156-6901 Québec inc.	18-sept-19	18-nov-19	401871565	2152	O	Contribution financière	100 542,96 $
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'enlèvement de sédiments dans six cours d'eau entre la route 271 et la rivière Palmer	Municipalité régionale de comté des Appalaches	20-sept-19	28-nov-19	401875065	768	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Remblayage d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Phase de la rue de la Vanille - Ville de Lévis	Les Développements de Demain inc.	16-avr-19	16-déc-19	401877463	34	O	Contribution financière	1 932,22 $
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien du cours d'eau de la Longue Pointe - Municipalité de Beaulac-Garthby	Municipalité régionale de comté des Appalaches	22-oct-19	17-déc-19	401881111	307	N		
Chaudière-Appalaches	AM2 - Phases 2 et 3 - secteur rural / Réaménagement de la route 277 entre Saint-Henri et Saint-Anselme	Ministère des Transports	28-janv-19	20-déc-19	401883147	12372	O	Contribution financière	368 685,60 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de dragage et d'enrochement dans un tributaire innommé de la rivière Famine - Municipalité de Saint Philibert	Ministère des Transports	25-juil-19	15-janv-20	401887726	60	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien de la rivière Savoie - Municipalité de Saint-Elzéar	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	19-nov-19	15-janv-20	401887073	47	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien du cours d'eau Saint-Jacques - Municipalité de Saint-Elzéar	Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce	19-nov-19	15-janv-20	401887146	25	N		
Chaudière-Appalaches	Autorisation générale - Travaux d'entretien de la branche A de la rivière des Mères - Municipalité de La Durantaye	Municipalité régionale de comté de Bellechasse	16-janv-20	07-févr-20	401895389	225	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de rétablissement du lit d'écoulement original d'un affluent du Lac à la Truite - Ville de Thetford Mines	Ville de Thetford-Mines	05-nov-19	17-mars-20	401908351	0	N		
Chaudière-Appalaches	Travaux de réfection d'un pont (P-04685) - Rivière Palmer - Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	Ministère des Transports	20-déc-19	18-mars-20	401909552	94,8	O	Contribution financière	3 040,90 $
50						**70499**	**15**		**774 818,33 $**
Laval	Interventions en littoral et en zones inondables de faible et de grand courant de la rivière des Mille Îles afin d'améliorer le drainage de la Terrasse Viau	Ville de Laval	08-nov-17	17-avr-19	401778529	9	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Laval	Installation d'une conduite de gaz naturel sous le cours d'eau Bas St-François	Énergir, s.e.c.	13-août-18	28-mai-19	401811920	0	N		
Laval	Travaux de remblayage d'un marécage dans le cadre d'un développement commercial près de la jonction des rues Lucien-L'Allier et Louis-B.-Mayer	Développement Cité Urbaine inc.	06-mai-19	12-sept-19	401851831	6015	O	Contribution financière	391 696,80 $
Laval	Construction d'un collecteur pluvial et d'un émissaire à la rivière des Prairies	Ville de Laval	28-nov-18	16-oct-19	401855668	290	O	Contribution financière	6 569,72 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de la rue Tousignan à Laval	9249-9417 Québec inc.	03-avr-18	15-nov-19	401864533	3427	O	Contribution financière	236 486,24 $
Laval	Remblayage de milieux humides au coin des boulevards St-Elzéar et Curé-Labelle, à Laval	Développement Cité Urbaine inc.	21-févr-19	21-févr-20	401900044	8708	O	Contribution financière	587 552,96 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour la mise en place d'un centre d'hébergement de soins longue durée au nord du boulevard Robert-Bourassa	Entreprises L.D.J. Inc.	17-oct-18	24-févr-20	401898782	7190	O	Contribution financière	464 308,80 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de la rue Tousignan à Laval	9249-9417 Québec inc.	03-avr-18	02-mars-20	401864533	3427	O	Contribution financière	236 486,24 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour la mise en place d'un centre d'hébergement de soins longue durée au nord du boulevard Robert-Bourassa	Entreprises L.D.J. Inc.	17-oct-18	24-févr-20	401898782	7190	O	Contribution financière	464 308,80 $
Laval	Remblayage de milieux humides au coin des boulevards St-Elzéar et Curé-Labelle, à Laval	Développement Cité Urbaine inc.	21-févr-19	21-févr-20	401900044	8708	O	Contribution financière	587 552,96 $
10						**44964**	**8**		**2 974 962,52 $**
Lanaudière	Travaux en littoral du lac Cloutier pour le contrôle du myriophylle à épi	A.P.E.L.C. (ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU LAC CLOUTIER)	03-déc-18	15-avr-19	401762546	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Lanaudière	Aménagement de chemins de plus d'un kilomètre impliquant des travaux en rives et établissement d'un système de gestion des eaux pluviales	Gestion Perron et Fils inc.	02-mai-18	18-avr-19	401694078	767,26	N		
Lanaudière	Travaux en rive et littoral pour la réfection de rampes de mise à l'eau et de quais	Municipalité régionale de comté de Matawinie	09-juil-18	01-mai-19	401714730	29,28	N		
Lanaudière	Tavavaus dans un marécage dans le cadre de l'aménagement d'une passerelle sur pilotis	9229-3174 Québec inc.	27-déc-18	15-mai-19	401773005	14,4	N		
Lanaudière	Extension d'installation de gestion des eaux avec émissaire pluvial	Municipalité de Saint-Paul	02-nov-18	21-mai-19	401754788	6	N		
Lanaudière	Travaux dans un milieu hydrique dans le cadre de la réfection de murs de soutènement	Ville de Joliette	20-déc-18	24-mai-19	401772969	22,2	N		
Lanaudière	Travaux en milieu humide pour la construction d'un entrepôt frigorifique	Première Design-Construction inc.	20-sept-18	12-juin-19	401742471	1410	O	Contribution financière	55 286,10 $
Lanaudière	Travaux en milieu hydrique dans le cadre de la réfection d'un barrage	Municipalité de Saint-Donat	30-janv-19	18-juin-19	401778330	247	N		
Lanaudière	Travaux dans un milieu hydrique dans le cadre de la réfection du barrage X0004060	Municipalité de la paroisse de Saint-Didace	15-déc-17	19-juin-19	401653494	730	O	Contribution financière	17 833,90 $
Lanaudière	Travaux dans le littoral d'un cours d'eau pour le retrait de sédiments	Municipalité de Saint-Côme	16-oct-18	20-juin-19	401749035	60	N		
Lanaudière	Travaux en milieux humides et hydriques dans le cadre de la réfection d'un barrage	Municipalité de Saint-Donat	01-févr-19	13-août-19	401778702	1878	O	Contribution financière	3 604,76 $
Lanaudière	Travaux dans un milieu hydrique	Municipalité régionale de comté de L'Assomption	23-mai-19	17-sept-19	401812258	222	N		
Lanaudière	Travaux dans un milieu humide	Rawdon Auto Perfection inc.	25-avr-19	25-sept-19	401804355	850	O	Contribution financière	4 216,00 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Lanaudière	Travaux dans un milieu hydrique dans le cadre de la réfection d'un barrage	Direction générale des barrages (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	01-août-19	02-oct-19	401838887	0,2	N		
Lanaudière	Travaux en rive et en littoral dans le cadre d'une stabilisation	Produits Kruger S.E.C.	29-août-19	05-oct-19	401849513	116,19	N		
Lanaudière	Travaux en littoral pour l'aménagement d'un cours d'eau	Municipalité régionale de comté de Montcalm	11-juil-19	08-oct-19	401830828	1865	N		
Lanaudière	Travaux en rive et littoral pour l'aménagement d'un cours d'eau	Ville de Terrebonne	26-oct-18	22-oct-19	401750934	4538	O	Contribution financière	322 152,62 $
Lanaudière	Travaux dans un marécage dans le cadre du prolongement d'une rue dans un développement résidentiel	9174-0316 Québec inc.	15-mars-19	23-oct-19	401793053	679	O	Contribution financière	15 922,55 $
Lanaudière	Établissement d'une instalaltion de traitement des eaux usées	Martel, Rock	01-févr-19	25-oct-19	401782717	0	N		
Lanaudière	Travaux dans un milieu humide dans le cadre d'un développeemnt résidentiel	Ressource de Lanaudière inc.	21-oct-19	04-nov-19	401864075	4203	O	Contribution financière	147 062,97 $
Lanaudière	Travaux dans un marécage dans le cadre d'un développement résidentiel	9357-0059 Québec inc.	06-août-18	13-déc-19	401727791	1995	O	Contribution financière	47 201,70 $
Lanaudière	Travaux d'aménagement d'un cours d'eau sans nom	Municipalité régionale de comté de L'Assomption	15-avr-19	07-janv-20	401802365	6250	N		
Lanaudière	Travaux dans des marécages dans le cadre de l'aménagement de sentiers	Ville de Terrebonne	17-sept-19	04-mars-20	401854205	6,5	N		
Lanaudière	Travaux dans des marécages dans le cadre de la construction d'une résidence	Michel Laurin et Karine Montbriand	26-sept-19	12-mars-20	401857999	487	O	contribution financière	24 560,13 $
24						**26376**	**9**		**637 840,73 $**
Laurentides	Travaux en rives et littoraux pour la réfection du barrage du lac Therrien (X0005215)	Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	23-août-18	01-avr-19	401733178	71	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Travaux en littoral et rives du ruisseau Charron dans le cadre de la rénovation de la Polyvalente Sainte-Thérèse	Commission Scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	02-nov-18	16-avr-19	401753918	303	N		
Laurentides	Aménagement de chemins de plus d'un kilomètre, travaux dans un milieu humide et établissement d'un système de gestion des eaux pluviales	9291-5578 Québec inc.	26-nov-18	18-avr-19	401761846	246	O	Contribution financière	1 542,42 $
Laurentides	Établissement d'une installation de gestion et de traitement des eaux usées	Ville de Sainte-Adèle	08-mai-18	30-avr-19	401695204	16	N		
Laurentides	Travaux en milieux humides, en littoral et en rives de cours d'eau pour l'aménagement d'un chemin et construction d'un chemin d'une longueur de plus d'un kilomètre	Club de motoneiges Diable et Rouge inc.	13-sept-18	30-avr-19	401740560	174	O	Contribution financière	6 606,01 $
Laurentides	Travaux dans un milieu humide dans le cadre de l'aménagement d'un espace commercial	Gestion immobilière Écono inc.	12-déc-18	06-mai-19	401765882	1471	O	Contribution financière	9 914,54 $
Laurentides	Travaux dans deux milieux humides pour l'agrandissement de l'aire d'exploitation d'une carrière	Groupe CRH Canada inc.	23-déc-15	07-mai-19	401321908	46100	O	Contribution financière	2 140 872,90 $
Laurentides	Travaux en marécage et établissement d'un système de gestion des eaux pluviales pour l'implantation d'un développement résidentiel (Berges du lac Léon)	8718385 Canada inc.	24-sept-18	07-mai-19	401743741	609	O	Contribution financière	18160,12 $
Laurentides	Travaux en rive et littoral pour l'installation de quais, d'une plateforme de baignade et aménagement d'un sentier au réservoir du Poisson Blanc	Corporation du parc du Poisson-Blanc	26-sept-18	22-mai-19	401744249	0	N		
Laurentides	Travaux de stabilisation des rives du cours d'eau Phelan	Ville de Saint-Colomban	13-sept-18	23-mai-19	401740605	1960,36	N		
Laurentides	Travaux en milieux humides et hydriques pour l'inspection d'un gazoduc	Gazoduc Trans Québec & Maritimes inc.	30-oct-18	27-mai-19	401752168	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Travaux en littoral pour l'entretien d'un cours d'eau	Ville Saint-Sauveur	27-déc-18	29-mai-19	401771446	0	N		
Laurentides	Travaux dans des marécages dans le cadre de l'aménagement d'une gare de raclage	TransCanada Pipelines limited	19-déc-18	04-juin-19	401770029	106	O	Contribution financière	4 368,26 $
Laurentides	Travaux en rive et en littoral pour le dragage du lac Lafontaine	Parkbridge Lifestyle Communities inc.	10-janv-19	14-juin-19	401772057	4800	N		
Laurentides	Travaux en bande riveraine de la rivière des Outaouais pour le retrait d'un réservoir et la reconstruction d'un escalier. Travaux en littoral et en zone inondable de la rivière des Outaouais pour la reconstruction d'une passerelle (Anse à Martha)	9353-4386 Québec inc.	19-févr-19	18-juin-19	401783637	0	N		
Laurentides	Travaux en rive, en littoral et en zone inondable du lac des Deux-Montagnes pour l'enlèvement d'un mur de gabions	Société des établissements de plein air du Québec	15-janv-19	10-juil-19	401772757	0	N		
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales et remblayage partiel d'une tourbière pour l'implantation d'un développement résidentiel	Développement du Vieux Verger inc.	11-févr-19	11-juil-19	401783124	401	O	Contribution financière	2 686,70 $
Laurentides	Travaux de stabilisation en rive et en littoral de la rivière du Nord (Parc des Amoureux)	Municipalité du village de Val-David	11-mars-19	18-juil-19	401789787	8,3	N		
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre et établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales pour l'implantation d'un développement résidentiel (chemin du Bord-de-l'Eau)	Club de golf Mountain Acres inc.	18-mars-19	18-juil-19	401793168	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales et remblayage de milieux humides pour l'implantation d'un développement résidentiel	7800444 Canada inc.	12-juin-18	21-août-19	401705171	1111	O	Contribution financière	27 441,70 $
Laurentides	Travaux de stabilisation en rive et littoral de la rivière du Nord (chemin de la Rivière)	Municipalité de Piedmont	24-juil-19	23-août-19	401837204	0	N		
Laurentides	Remblayage d'un milieu humide pour l'implantation d'un bâtiment résidentiel (Projet Eaux Vives, phase 2)	9208-6180 Québec inc.	12-févr-19	26-août-19	401783251	1395	O	Contribution financière	12 094,65 $
Laurentides	Travaux en rive et en littoral du ruisseau des Vases	Municipalité Régionale de Comté d'Argenteuil	01-août-19	29-août-19	401840478	552	N		
Laurentides	Travaux en littoral du lac des Iles pour le prolongement d'une rampe de mise à l'eau et l'ajout d'un quai flottant	Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	02-avr-19	03-sept-19	401797545	25	N		
Laurentides	Travaux en rives et littoral de la rivière Kiamika	INVESTISSEMENTS MÉCHANTES CABANES INC.	18-avr-19	05-sept-19	401802832	23	N		
Laurentides	Travaux en littoral du lac Lesage pour la réfection d'une rampe de mise à l'eau	Municipalité de La Minerve	02-avr-19	06-sept-19	401797477	0	N		
Laurentides	Travaux en littoral du lac Lesage pour la réfection d'une rampe de mise à l'eau	Municipalité de La Minerve	02-avr-19	06-sept-19	401797477	0	N		
Laurentides	Travaux en bande riveraine du lac à la Truite pour la réfection d'une rampe de mise à l'eau	Municipalité de La Minerve	02-avr-19	06-sept-19	401797526	0	N		
Laurentides	Travaux en milieux humides et en rives de plusieurs cours d'eau sans nom	Hydro-Québec	04-avr-19	06-sept-19	401798208	36	N		
Laurentides	Travaux en rive et littoral de la rivière aux Chiens et en milieu humide pour le passage d'une conduite d'aqueduc	9247-4394 Québec inc.	11-juin-19	06-sept-19	401847490	0	N		
Laurentides	Travaux en tourbière et en rives du ruisseau Windigo	Parc régional Montagne du Diable	11-juin-19	21-oct-19	401839646	753,08	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Travaux en rives et littoral du ruisseau Laurin pour l'implantation d'un projet domiciliaire	6168191 Canada ltée	18-mai-18	29-oct-19	401697994	433	O	Contribution financière	27 049,51 $
Laurentides	Remblayage partiel d'un milieu humide pour l'implantation d'unn projet résidentiel	9341-9927 Québec inc.	01-avr-19	05-nov-19	401797116	239	O	Contribution financière	13 673,19 $
Laurentides	Travaux en rive de la rivière du Nord pour la réfection de la promenade riveraine Jardin des Arts	Ville de Saint-Jérôme	03-mai-19	18-nov-19	401807141	549	N		
Laurentides	Travaux en rive et littoral dde la rivière Rouge	Canton de Harrington	14-juin-19	25-nov-19	401824936	370	O	Contribution financière	9 187,36 $
Laurentides	Extension des installations de gestion des eaux et travaux en rive et en littoral du ruisseau Jasmin	Groupe immobilier Grilli inc.	14-juin-19	06-déc-19	401826239	7,1	N		
Laurentides	Réhabilitation environnementale par traitement in situ	Laforge environnement inc.	02-juil-19	06-déc-19	401828797	100	N		
Laurentides	Extension d'une installation d gestion des eaux usées et travaux dans la bande riveraine	Ministère des Transports Canada	05-sept-19	09-déc-19	401852116	7	N		
Laurentides	Remblayage d'un marécage arborescent pour le prolongement de la rue Delorme	Ville de Saint-Jérôme	30-mai-19	12-déc-19	401816994	16,5	N		
Laurentides	Travaux en rives et littoral du ruisseau Saint-Denis pour la démolition du pont P-05680	Ministère des Transports	11-juil-19	16-déc-19	401835047	0	N		
Laurentides	Travaux en littoral du lac Tapani pour le remplacement d'un quai public	Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	02-mai-19	18-déc-19	401806574	6,6	N		
Laurentides	Travaux en milieu humide, en bande riveraine et en zones inondable de la rivière du Nord pour l'aménagement de sentiers et travaux en littoral de la rivière du Nord pour l'installation de quais	Ville de Prévost	17-avr-19	20-déc-19	401802058	124	O	Contribution financière	1 819,08 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Remblayage partiel d'un marécage et établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales pour le prolongement de la rue du Boisé-Vermont	Ville de Saint-Colomban	03-mai-19	20-déc-19	401807530	305	O	Contribution financière	10 574,34 $
Laurentides	Travaux en marécage arbustif (aménagement d'une passerelle)	Gross, Berish	24-juil-19	08-janv-20	401837175	15	N		
Laurentides	Travaux en marécage pour l'immplantation d'un développement résidentiel	Gestion Lalande-Lajeunesse	27-sept-18	13-janv-20	401744555	820	O	Contribution financière	34 989,40 $
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion de eaux pluviales et remblayage de milieux humides pour l'implantation d'un développement résidentiel	9222-0482 Québec inc.	23-juil-19	13-janv-20	401837436	737	O	Contribution financière	6 135,39 $
Laurentides	Travaux en marais pour la construction d'une allée d'accès véhiculaire	Dethier, Luc	05-juil-19	04-févr-20	401829169	157	O	Contribution financière	1 064,46 $
Laurentides	Travaux en marais pour l'inspection d'un gazoduc	Pipelines Enbridge inc.	09-sept-19	10-févr-20	401852016	0	N		
Laurentides	Travaux en marécage pour l'implantation d'un batîment accessoire	9291-5578 Québec inc.	28-août-19	10-févr-20	401851401	71	O	Contribution financière	615,57 $
Laurentides	Travaux en tourbière boisée pour l'aménagement d'une entrée charretière	Bissonnette, Jacques	29-août-19	13-févr-20	401851623	190	O	Contribution financière	963,30 $
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre et établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales pour l'implantation d'un développement résidentiel	9226-7327 Québec inc.	08-mai-19	19-févr-20	401811727	0	N		
Laurentides	Extension d'une installation de gestion des eaux	Daniel et Dominic Asselin s.e.n.c.	13-juin-19	16-mars-20	401825729	0	N		
Laurentides	Travaux en rive et litoral pour la réfection du barrage du lac Saint-François	Ville de Prévost	02-juil-19	28-févr-20	401828659	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Travaux en littoral du lac Tibériade pour le contrôle du myriophylle à épi	Ville de Rivière-Rouge	03-sept-19	10-mars-20	401851619	0	N		
Laurentides	Travaux en marécage pour l'agrandissement d'un bâtiment industriel	9374-0272 Québec inc.	27-sept-19	31-mars-20	401858267	725	O	Contribution financière	29 050,75 $
55						**65033**	**21**		**2 278 218,43 $**
Montérégie	Remplacement de la conduite d'aqueduc de la rue de l'Industrie	Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	27-avr-18	05-mars-19	401785152	0	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la relocalisation d'une conduite de transmission de gaz naturel, à Contrecoeur	Énergir, s.e.c.	10-sept-18	05-mars-19	401775045	507	O	Contribution financière	22 465,17 $
Montérégie	Intervention en rive et littoral de la rivière Yamaska pour la réfection et stabilisation du rang de la Pointe du Nord-Est, à Yamaska	Municipalité de Yamaska	04-mai-18	06-mars-19	401787132	400	O	Contribution financière	17 845,09 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement du lot 2 702 129 à Brossard	Ville de Brossard	03-août-17	12-mars-19	401699526	8200	O	Contribution financière	392 298,00 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un développement résidentiel sur le lot 3 355 640	Gestions Daniel Bélanger inc.	20-mars-18	26-mars-19	401702661	2215	O	Contribution financière	31 475,15 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la mise en place d'une passerelle sur pilotis au centre écologique Fernand-Séguin, à Châteauguay	Héritage Saint-Bernard inc.	20-août-18	28-mars-19	401793871	0	N		
Montérégie	Intervention en littoral pour le dragage de l'embouchure S-6 du canal de navigation, à Saint-Zotique	Municipalité de Saint-Zotique	28-janv-19	29-mars-19	401794856	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Rehaussement et élargissement de la 67e avenue en littoral, en rive, en zone inondable 0-20 et 20 -100 et en milieu humide dans la municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	29-mars-17	02-avr-19	401793040	393	O		18 503,40 $
Montérégie	Agrandissement d'une carrière et modification de l'exploitation de cette carrière	Concassage Methe inc.	12-juin-15	03-avr-19	401791856	2230	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un projet industriel à La Prairie	Groupe CRH Canada inc.	12-déc-16	08-avr-19	401762872	2317	O	Contribution financière	126 994,77 $
Montérégie	Démolition du pont ferroviaire - rivière Quinchien, à Vaudreuil-Dorion	Réseau de transport métropolitain	19-avr-18	24-avr-19	401800745	0	N		
Montérégie	Élargissement d'un sentier et reconstruction d'une passerelle au Centre de la nature	Ville de Farnham	05-déc-18	02-mai-19	401805091	19	N		
Montérégie	Mise en conformité d'une canalisation du cours d'eau sans nom 02, à Carignan	Municipalité Régionale de Comté de La Vallée-du Richelieu	28-nov-18	21-mai-19	401792889	9	N		
Montérégie	AM-1 Agrandissement de la marina Le Nautique St-Jean située à St-Jean-sur-Richelieu	Le Nautique St-Jean inc.	09-avr-15	22-mai-19	401811168	188	O	Contribution financière	11 436,17 $
Montérégie	Intervention en milieux hydriques pour le faucardage des plantes aquatiques des canaux de navigation, à Saint-Zotique	Municipalité de Saint-Zotique	27-févr-19	24-mai-19	401811017	0	N		
Montérégie	Intervention en littoral et en rive pour l'entretien de la plage de Longueuil	Ville de Longueuil	18-mars-19	27-mai-19	401810897	0	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides et hydriques pour le remplacement d'un tronçon d'un oléoduc	Pipelines Trans-Nord inc.	11-oct-18	11-juin-19	401776154	600	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'aménagement d'un espace de stationnement à la gare EXO, au 555, rue Boileau, à Vaudreuil-Dorion	Réseau de transport métropolitain	20-déc-18	14-juin-19	401810289		N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le projet d'extension du réseau gazier d'Énergir, à Saint-Rémi et Sainte-Clotilde	Énergir, s.e.c.	16-nov-18	18-juin-19	401793913	0	N		
Montérégie	Remplacement des quais et du platelage des passerelles des quais de la navette fluviale, à la promenade René-Lévesque et au Parc de l'Île-Charron, à Longueuil	Ville de Longueuil	20-févr-19	20-juin-19	401821063	0	N		
Montérégie	AM-1 - Demande d'autorisation pour le projet stabilisation des talus et des berges de la Rivière Quinchien		19-oct-18	20-juin-19	401822224	2	N		
Montérégie	Intervention en littoral du fleuve St-Laurent pour l'aménagement de deux jetées pour la compensation dans le cadre du corridor du nouveau pont Champlain, aux Îles-de-la-Paix	Infrastructure Canada	04-mars-19	27-juin-19	401822354	0	N		
Montérégie	Reconstruction du pont P-04822 surplombant la rivière aux Brochets sur le chemin de la Rivière	Ministère des Transports	01-nov-18	27-juin-19	401823266	560	O	Contribution financière	23 985,19 $
Montérégie	Intervention en milieux humides et détournement d'un cours d'eau pour le projet domiciliaire Alcee-Rocheleau	Graymont (Qc) inc.	02-oct-17	09-juil-19	401781346	2000	O	Contribution financière	65 321,40 $
Montérégie	Entretien d'un cours d'eau, rue Guertin	Municipalité Régionale de Comté de La Haute-Yamaska	24-avr-19	16-juil-19	401819454	679	N		
Montérégie	Prolongement du réseau d'égout sanitaire pour le raccordement d'une quincaillerie (Phase 1 du développement commercial Carrefour Saint-Eugène)	9289-1357 Québec inc.	17-avr-18	19-juil-19	401833405		N		
Montérégie	Intervention en littoral pour des travaux de faucardage au port de plaisance Réal-Bouvier, à Longueuil	Ville de Longueuil	17-juin-19	23-juil-19	401832818		N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Remplacement et prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire sur l'île d'Embarras	Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	12-déc-18	26-juil-19	401832550	15	N		
Montérégie	Réaménagement de l'intersection de la route 139 et de la rue Brodeur	Ministère des Transports	23-mai-19	16-août-19	401843190	1030	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un développement résidentiel, coin des rues Brock et J. André Déragon	9248-7107 Québec inc.	20-nov-18	21-août-19	401832759	800	N		
Montérégie	Prolongement du réseau d'égout sanitaire pour le raccordement d'une quincaillerie (Phase 1 du développement commercial Carrefour Saint-Eugène)	9289-1357 Québec inc.	17-avr-18	03-sept-19	401833405	10	N		
Montérégie	Entretien de la branche 44 du ruisseau Beloeil	Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville	12-nov-18	03-sept-19	401847389	0	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le remplacement de portiques en bois	Hydro-Québec	21-juin-19	03-sept-19	401848531	30	N		
Montérégie	Stabilisation de la rive face au 173, rang de l'Île-du-Domaine Est, à Yamaska	Municipalité de Yamaska	14-nov-18	19-sept-19	401850046	530	N		
Montérégie	Ajout d'une prise d'eau et de la conduite d'adduction à l'usine de production d'eau potable	Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	28-nov-18	26-sept-19	401831298	44	O	Contribution financière(MFFP)	0,00 $
Montérégie	AM1 - Projet de réfection de la digue de la centrale des Cèdres	Hydro-Québec	28-mai-19	08-oct-19	401859823	10670	O	Contribution financière(MFFP)	0,00 $
Montérégie	Intervention en littoral pour le dragage des embouchures S-2 et S-3 des canaux de navigation, à Saint-Zotique	Municipalité de Saint-Zotique	19-juin-19	09-oct-19	401852008	1364	N		
Montérégie	Intervention en rive et en littoral du Ruisseau des Prairies pour l'alimentation de la station terminale de la rive sud du réseau électrique métropolitain (REM), à Brossard	Hydro-Québec	12-avr-19	11-oct-19	401858692	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire sous le prolongement de la rue Industrielle	Ville de Contrecoeur	27-nov-17	18-oct-19	401839374	527	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'alimentation de CEZ inc en vapeur de l'usine de cogénération de la compagnie 8953546 Canada inc., à Sallabery-de-Valeyfield	Zinc Électrolytique du Canada limitée	01-févr-19	24-oct-19	401812648	2250	O	Contribution financière	111 420,00 $
Montérégie	Intervention en rive et en littoral pour la stabilisation du chemin du chenal-du-Moine, à Sainte-Anne-de-Sorel	Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	09-févr-18	30-oct-19	401864866	448	O	Contribution financière	9 780,15 $
Montérégie	Intervention en rive et littoral de la rivière Yamaska Sud-Est pour la stabilisation d'un talus et la mise en place d'une clé d'enrochement à Lac-Brome	Ville de Lac-Brome	24-avr-18	30-oct-19	401740824	58	O	Contribution financière	1 520,18 $
Montérégie	Installation et exploitation d'une centrale photovoltaïque	Hydro-Québec	20-févr-19	01-nov-19	401838683	2340	O	Contribution financière	67 623,84 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'implantation d'une garderie	Les Immeubles CGF (2019) Inc.	26-août-19	07-nov-19	401867698	1535	O	Contribution financière	21 812,35 $
Montérégie	Travaux d'entretien des branches 20, 21 et 22 de la rivière Delorme, à St-Dominique et St-Liboire	Municipalité Régionale de Comté des Maskoutains	04-déc-18	11-nov-19	401853519	38900	N		
Montérégie	Intervention en littoral pour des travaux de dragage d'entretien au port de Valleyfield	Société du port de Valleyfield	12-mars-19	20-nov-19	401871410	4,8	N		
Montérégie	Remise en état du cours d'eau au 825 rue Crémazie, à Saint-Hyacinthe	Constructions Grantham (2007) inc.	27-déc-18	26-nov-19	401874363	0	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le prolongement de la rue de Beauharnois	9264-8112 Québec inc.	29-avr-19	29-nov-19	401874662	2114	O	Contribution financière	13 626,02 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la construction d'une résidence unifamiliale	Blais-Guérette, Myriam	14-août-19	05-déc-19	401877055	295	O	Contribution financière	8 203,95 $
Montérégie	Intervention en rive pour l'installation d'une passerelle cyclable et piétonnière au-dessus de la rivière Quinchien	Ville de Vaudreuil-Dorion	06-févr-19	17-déc-19	401881860	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement de la rue Ronald pour l'implantation d'une usine	Ville de Bromont	11-févr-19	18-déc-19	401813170	7160	O	Contribution financière	199 119,60 $
Montérégie	Intervention en rive pour l'expansion des aménagements du Vieux Canal de Beauharnois	Société du Vieux-Canal de Beauharnois	08-août-19	19-déc-19	401880330	0	N		
Montérégie	Intervention en rive pour stabiliser une section du cours d'eau des Prémontés, une tributaire de la rivière Saint-Pierre, à Saint-Constant	Ville de Saint-Constant	06-mars-19	19-déc-19	401879988	60	O	Contribution financière	4 488,60 $
Montérégie	Aménagement pour le contrôle de l'érosion et rechargement de la plage du parc national de la Yamaska	Société des établissements de plein air du Québec	03-sept-19	20-déc-19	401877129	4800	N		
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un projet d'aménagement de sentiers dans le parc des Étangs-Antoine-Charlebois, à Sainte-Julie	Ville de Sainte-Julie	18-juil-19	16-janv-20	401884632	7,93	N		
Montérégie	Entretien d'une prise d'eau sèche	Ville de Sutton	02-oct-19	29-janv-20	401890811	77	N		
Montérégie	Prolongement du réseau d'égout pluvial dans le cadre du projet de réhabilitation d'infrastructures 2019 et travaux dans le littoral et les rives des cours d'eau Bernard et Charbonneau Bernard	Ville d'Otterburn Park	06-juin-19	04-févr-20	401894149	5,4	N		
Montérégie	Modifications aux installations de production d'eau potable	Ville de Contrecoeur	21-oct-19	04-févr-20	401888376	0,4	N		
Montérégie	Intervention dans un cours d'eau pour réaliser des travaux correctifs de protection d'une conduite	Les Pipe-lines Montréal limitée	20-sept-19	04-févr-20	401882767	96	O	Contribution financière	5 972,16 $
Montérégie	Intervention en milieux humides et hdyriques de la rivière de la Tortue pour l'aménagement du parc du Centenaire	Ville de Delson	14-août-19	12-févr-20	401895029	1	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Intervention en rive et plaine inondable de la rivière à la Tortue pour l'aménagement du sentier de la Découverte, à Candiac	Ville de Candiac	18-déc-18	18-févr-20	401886264	0,27	N		
Montérégie	Intervention en milieu hydrique pour la démolition du pont Sherrington (P-03115) au-dessus de la rivière aux Outardes Est, à Franklin	Ministère des Transports	27-août-18	03-mars-20	401902045		N		
Montérégie	Prolongement du réseau d'aqueduc sur la route 202 et implantation d¿un poste de la Sûreté du Québec, comportant des interventions en milieux humides et hydriques	Ville de Dunham	26-sept-18	11-mars-20	401813662	1097	N		
Montérégie	Intervention en rive et littoral pour la réalisation de haltes découvertes dans le parc des Îles-de-Boucherville	Société des établissements de plein air du Québec	15-janv-19	09-mars-20	401886978	81,43	N		
Montérégie	Intervention en milieu hydrique de la rivière Châteauguay pour la démolition et la construction d'un mur de soutènement et d'un stationnement sur le lot 4 279 322, à Châteauguay	Commission Scolaire des Grandes-Seigneuries	17-déc-18	28-févr-20	401895454	1224	N		
Montérégie	Construction d'un égout pluvial dans le cadre du projet de construction d'un garage sur la montée Picardie	9365-8201 Québec inc.	21-nov-18	06-mars-20	401897436	25	N		
Montérégie	Remplacement des conduites d'un cours d'eau canalisé par une seule conduite et un seul émissaire au lac Waterloo	Ville de Waterloo	31-oct-19	10-mars-20	401901149	270	O	Contribution financière	18 956,70 $
Montérégie	Intervention en milieu hydrique pour la démolition du pont Sherrington (P-03115) au-dessus de la rivière aux Outardes Est, à Franklin	Ministère des Transports	27-août-18	26-mars-20	401902045	0	N		
Montérégie	Intervention en milieu humide pour la construction d'un nouveau poste de livraison de gaz naturel, à Contrecoeur	Énergir, s.e.c.	06-févr-19	20-mars-20	401906618	2222	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Prolongement des réseaux d'aqueduc, d'égout pluvial et d'égout sanitaire, et comportant des intervention en milieux humides, dans le cadre du projet de développement Habitation avantage	9263-6026 Québec inc.	13-mars-19	12-mars-20	401906876	760	O	compensation financière	31 494,40 $
Montérégie	Intervention dans la rive et le littoral de la rivière Missisquoi pour la stabilisation d'un chemin d'accès	9229-4685 Québec inc.	21-nov-19	31-mars-20	401910822	28	N		
Montérégie	Remblayage de milieux humides pour un projet domiciliaire, 7e rue à l'Île-Perrot	Houde Allard-Ménard inc.	17-avr-18	31-mars-20	401912392		N		
72						**101199**	**23**		**1 204 342,29 $**
Centre-du-Québec	Aménagement d'habitats pour la perchaude	Groupe de concertation des bassins versants de la Zone Bécancour (GROBEC)	03-août-17	09-avr-19	401757230	5562	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral	9143-8697 Québec inc.	21-nov-18	09-avr-19	401798014	0	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Ministère des Transports	26-oct-18	23-avr-19	401791300	3868	O	Contribution financière	22 219,35 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	L'Espérance, Élisabeth	29-oct-18	01-mai-19	401803706	501,49	O	Contribution financière	8 905,48 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides et la zone inondable	Ministère des Transports	20-déc-18	01-mai-19	401791342	0	N		
Centre-du-Québec	Victoriaville / Développement de la rue Beaudet / 9182-1512 Québec inc. / Installation de conduites d'égout pluvial	9182-1512 Québec inc.	07-nov-18	06-mai-19	401804853	0	N		
Centre-du-Québec	Aménagement d'une cannebergière	Canneberge LMK S.E.N.C.	17-janv-18	15-mai-19	401808836		N		
Centre-du-Québec	Développement d'un parc industriel pour PME	Ville de Bécancour	21-févr-18	16-mai-19	401808206	7402	O	Travaux de remplacement	0,00 $
Centre-du-Québec	Implantation d'une cannebergière	Gestion des Mésanges inc.	27-déc-17	27-mai-19	401803790	338200	N		
Centre-du-Québec	Entretien d'une conduite de transmission	Énergir, s.e.c.	10-déc-18	04-juin-19	401801518	0	N		

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Centre-du-Québec	Installation d'un système de traitement d'eaux usées, de conduites d'aqueduc et d'égout et aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales	Ministère des Transports	17-déc-18	05-juin-19	401798119	0	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides dans le cadre d'une agrandissement d'un terrain industriel	Kefiplant inc.	13-déc-18	12-juin-19	401813002	2736	O	Contribution financière	77 562,40 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Les canneberges Boivin inc.	10-mai-17	12-juin-19	401808306	60000	N		
Centre-du-Québec	Reconstruction de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées avec désinfection	Municipalité de Sainte-Eulalie	20-déc-18	26-juin-19	401817492	12	N		
Centre-du-Québec	Travaux d'aménagement de cours d'eau	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	30-nov-18	10-juil-19	401821712	0	N		
Centre-du-Québec	Travaux de remblayage de milieux humides	9275-6717 Québec inc.	01-févr-18	11-juil-19	401820747	3874	O	Contribution financière	85 865,50 $
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour le remplacement d'un mur de soutènement	Ministère des Transports	23-nov-18	12-juil-19	401828384	322,9	O	Contribution financière	11 532,78 $
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour la reconstruction de la structure P-05255	Ministère des Transports	26-avr-19	27-août-19	401843185	648	O	Contribution financière	19629,34
Centre-du-Québec	Travaux d'aménagement dans les rives et le littoral	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	27-déc-18	26-sept-19	401839009	0	N		
Centre-du-Québec	Implantation d'une cannebergière	Fruitoca S.E.N.C.	12-mars-18	28-oct-19	401862119	33	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour l'aménagement d'une rampe de mise à l'eau	Municipalité de L'Avenir	14-janv-19	15-nov-19	401869217	443	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans les rives et le littoral	Desmarais, Gaétan	08-mars-19	16-déc-19	401879578	12,3	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Le Vigneron inc.	04-févr-19	18-déc-19	401877339	6485	O	Contribution financière	142 335,55 $
Centre-du-Québec	Aménagement d'une cannebergière	Les Bassins Rouges S.E.N.C.	17-janv-18	18-déc-19	401808836	274500	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	6565051 Canada inc.	18-mars-19	08-janv-20	401879510	0,03	O	Contribution financière	9 286,20 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Les Entreprises Greentone Inc.	29-janv-19	14-janv-20	401877786	6300	O	Contribution financière	79 506,00 $
Centre-du-Québec	Agrandissement d'une cannebergière	Cran-Québec Original, S.E.C.	15-janv-18	20-janv-20	401885717	18800	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour un évènement Biergarten	Ville de Plessisville	14-juin-19	24-févr-20	401900104	0	N		
Centre-du-Québec	Extension des systèmes d'aqueduc, d'égouts sanitaire et d'égouts pluvial et aménagement de deux bassins de rétention des eaux pluviales et d'un émissaire dans le littoral et la rive d'un cours d'eau	Gestion L. Audet inc.	09-août-19	16-mars-20	401905247	6	N		
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral	Municipalité Régionale de Comté de Drummond	06-févr-19	23-mars-20	401910416	0	N		
30						**729706**	**10**		**456 842,60 $**
Total: 493						**2203455**	**208**		**19 204,37 $**

QUESTION PARTICULIÈRE N° 98

État de situation, au 31 mars 2020, sur le suivi des dossiers du Ministère pour déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (pour des demandes reçues avant le 16 juin 2017), le MELCC a délivré 22 autorisations ministérielles pour des projets avec des impacts sur des milieux humides dont 11 avec des mesures de compensation selon la *Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique* (M.11.4). Ce qui représente 50% des autorisations délivrées. Pour cette même période, les superficies données en guise de compensation représentent 231 ha et les pertes autorisées représentent 697 hectares.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (pour des demandes reçues le 16 juin 2017 et après), le MELCC a délivré 493 autorisations ministérielles pour des projets avec des impacts sur des milieux humides et hydriques dont 208 avec une contribution financière en vertu de l'article 46.0.5 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (entré en vigueur le 20 septembre 2018). Ce qui représente 42% des autorisations délivrées. Pour cette période, les contributions financières reçues en guise de compensation représentent 19 215 994.65$ et les pertes autorisées représentent 220 hectares (2 203 455 m²).

Les annexes 1 et 1-Section V.1 de la question particulière 89 présentent une brève description des mesures de compensation associées aux autorisations délivrées.

Fournir une ventilation des sommes engagées en 2019-2020 pour la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre.

La participation des ministères à la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre (SIALSP) se fait à même les crédits réguliers des ministères.

La Table de concertation régionale (TCR) du lac Saint-Pierre a poursuivi ses activités de concertation, avec l'aide financière du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Le suivi environnemental des pesticides dans le lac Saint-Pierre s'est poursuivi à 3 stations en 2019-2020. Le MELCC a investi 59 136 $ en fonctionnement pour de l'échantillonnage sur le terrain et la réalisation d'analyses en laboratoire.

Le Plan économique du Québec 2017-2018 a prévu une aide de 14 M$ sur cinq ans afin de soutenir la restauration de milieux prioritaires au lac Saint-Pierre. Cette aide financière vise la mise en œuvre de mesures visant notamment la restauration des rives en milieu agricole ainsi que des milieux humides de la zone littorale. À cet égard, des crédits additionnels de 3 M$ ont été alloués au MELCC en 2019-2020.

Le gouvernement a annoncé le 16 mars 2018 un plan financé à même la mesure budgétaire de 14 M$ et s'articulant en deux volets. Le premier volet consiste à mettre en œuvre le Programme pour la conservation du lac Saint-Pierre, un programme d'aide financière destiné aux acteurs du milieu qui souhaitent mener des initiatives de conservation ou de restauration de la biodiversité et de la qualité de l'eau du lac Saint-Pierre. Il est administré par la Fondation de la faune du Québec. À cette fin, le MELCC lui a octroyé une subvention de 9 545 000 $ au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022, dont un montant de 1 950 000$ en 2019-2020.

Le second volet consiste en la création du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre visant à définir et promouvoir une agriculture durable en zone littorale et compatible avec l'écosystème. À cette fin, le MELCC a octroyé une subvention de 2,66 M$ à l'Université du Québec à Trois-Rivières, à l'Université McGill et à l'Université Laval au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2021-2022, dont 665 000 $ en 2019-2020.

Le plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030, annoncée le 27 juin 2018, inclut une sous-mesure visant à soutenir les travaux du Pôle d'expertise multidisciplinaire en ce qui a trait à l'évaluation de la performance environnementale globale de certaines pratiques culturales en expérimentation. L'octroi par le Ministère à l'UQTR d'une somme totale de près de 400 000 $ est prévu au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2022-2023, dont environ 67 500 $ en 2019--2020.

Dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent, le MELCC a investi 9 350 $ pour l'organisation conjointe, avec Environnement et Changement climatique Canada, d'un atelier d'échanges sur le lac Saint-Pierre tenu en mars 2019.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 100

État de situation, au 31 mars 2020, de la mise en œuvre des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGBD), notamment :

a. l'élaboration d'outils économiques favorables au maintien de la diversité biologique;
b. la protection des espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats;
c. la prise en compte de la diversité biologique par les entreprises;
d. la protection des écosystèmes afin de maintenir la production des services écologiques essentiels;
e. la restauration et l'aménagement des écosystèmes pour optimiser les services écologiques rendus;
f. l'acquisition de connaissances pour soutenir une prise de décision éclairée;
g. la sensibilisation, l'information et l'éducation relatives à l'importance de conserver la diversité biologique et à la valeur des services écologiques.

Les orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB) ont été adoptées en 2013. Les sept orientations proposées s'articulent autour de trois enjeux reflétant chacune des dimensions du développement durable (environnementale, économique et sociale) et visent la prise en compte de la biodiversité lors de la planification et de la mise en œuvre des actions du gouvernement du Québec. Les OGDB sont également des lignes directrices pour la prise en compte de certains principes de la *Loi sur le développement durable*, notamment ceux sur la préservation de la biodiversité, le respect de la capacité de support des écosystèmes et l'internalisation des coûts.

Les OGDB répondent aux engagements internationaux du gouvernement du Québec à l'égard de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et ils constituent un premier geste concret afin d'atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, prévus au Plan stratégique 2011-2020 de la CDB. En effet, les OGDB offrent un cadre flexible pour agir dans l'ensemble des champs d'action prévus aux Objectifs d'Aichi. Elles permettent également au Québec de consolider son rôle de leader à l'échelle canadienne en matière de diversité biologique dans le cadre de ses compétences constitutionnelles.

La mise en œuvre des OGDB relève de chacun des ministères et organismes (MO). Chaque MO concerné est responsable, selon ses champs de compétences, ses échéanciers et ses ressources, des activités qu'il entend mener pour mettre en œuvre les OGDB. Ces derniers doivent se doter de cibles et d'indicateurs ainsi que réaliser une reddition de comptes appropriée, idéalement dans les rapports annuels de gestion.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) exerce un rôle-conseil auprès des MO dans la prise en compte des OGDB et des principes de développement durable. À l'instar d'autres ministères, le MELCC réalise des actions diverses en lien avec les orientations gouvernementales et sa mission, notamment en ce qui concerne la sauvegarde des espèces floristiques menacées ou vulnérables, la mise en place d'un réseau représentatif d'aires protégées, la protection des milieux humides, l'acquisition de connaissances et la valorisation des connaissances écologiques dans la prise de décision, etc. Le MELCC fait état de sa prise en compte des OGDB dans divers documents de planification stratégique, dont son plan d'action de développement durable pour la période 2015-2020. Le MELCC dressera un bilan global de la mise en œuvre des OGDB d'ici l'automne 2020.

La mise en place d'un Comité directeur sur la diversité biologique (CDDB) constitue l'élément central pour assurer une concertation interministérielle adéquate. Un groupe de travail relevant du CDDB prépare un bilan des actions du Québec au regard des Objectifs d'Aichi et des OGDB. Ce bilan sera l'occasion d'identifier des actions complémentaires potentielles afin de contribuer activement à l'élaboration du prochain Cadre mondial sur la biodiversité pour l'après-2020, qui sera adopté en Chine en octobre 2020.

Ventilation de toutes les aires protégées créées et en cours de réalisation pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :

a. **nom de l'aire protégée créée en 2019-2020;**
b. **désignation;**
c. **superficie ajoutée en km^2;**
d. **superficie en pourcentage du territoire;**
e. **le cas échéant, l'état d'avancement;**
f. **le cas échéant, la date et un descriptif de la prochaine étape.**

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, 15 réserves naturelles ont été reconnues, représentant une superficie totale de 6,26 km^2. La réserve naturelle est un statut de protection en milieu privé, dont la gestion est assurée par le propriétaire des terres concernées, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. De plus, 27 nouveaux milieux naturels de conservation volontaire, couvrant au total 37,87 km^2, ont été inscrits au Registre des aires protégées au Québec.

Pour la même période, 17 écosystèmes forestiers exceptionnels et 56 refuges biologiques ont été ajoutés au Registre des aires protégées au Québec, représentant respectivement des superficies de 13,3 km^2 et 133,89 km^2. L'écosystème forestier exceptionnel et le refuge biologique sont des statuts de protection dont la gestion est assurée par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP).

Au 31 mars 2020, on compte au Québec :

- 78 réserves de biodiversité projetées, couvrant une superficie totale de 62 447,79 km^2;
- 10 réserves de biodiversité permanentes, couvrant une superficie totale de 4 088,05 km^2;
- 12 réserves aquatiques projetées, couvrant une superficie totale de 12 746,93 km^2;
- 1 réserve aquatique permanente, couvrant une superficie de 1,28 km^2;
- 3 réserves écologiques projetées, couvrant une superficie totale de 616,34 km^2;
- 72 réserves écologiques permanentes, couvrant une superficie totale de 964,21 km^2;
- 243 réserves naturelles reconnues, couvrant une superficie totale de 232,67 km^2.
- 31 habitats floristiques, couvrant une superficie de 36,19 km^2;
- 4 réserves de territoire aux fins d'aire protégée, couvrant une superficie de 17 212,89 km^2;
- ainsi que toutes les aires protégées relevant du MFFP (parcs nationaux, habitats fauniques, refuges biologiques, écosystèmes forestiers exceptionnels);
- et de nombreuses aires protégées créées et gérées par des acteurs externes.

Au total, le réseau d'aires protégées en date du 31 mars 2020 est d'une superficie de 167 395 km^2, ce qui équivaut à 10,04 % de la superficie totale du Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 102

Fournir les scénarios étudiés par Dunsky Expertise, dans le cadre du mandat qui lui a été confié, afin de produire des scénarios de trajectoire des émissions de GES pour les horizons 2020 et 2030.

Le rapport du consultant a été rendu public.

Il est disponible à (en date du 18 juin 2020):
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/trajectoires-emissions-ges.pdf

QUESTION PARTICULIÈRE N° 103

Indiquer l'état d'avancement, au 31 mars 2020, des travaux de la phase 2 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) et indiquer, le cas échéant, si différents programmes et actions du PACC 2013-2020 ont été évalués et pourraient être modifiés.

Le Bilan de mi-parcours du PACC 2013-2020, rendu public le 23 mars 2018, visait notamment à formuler des constats sur la contribution observée et anticipée du PACC 2013-2020 aux objectifs du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques. Cet exercice rigoureux et transparent dressait divers constats pour guider les ajustements à faire d'ici la fin du PACC 2013-2020. De manière générale, le Bilan soulignait la nécessité de renforcer plusieurs mesures existantes, d'optimiser les programmes, d'identifier des mesures additionnelles et, plus globalement, de recentrer notre action sur les mesures à fort potentiel de réduction d'émissions de GES et d'adaptation aux impacts des changements climatiques.

Le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) a émis un avis sur ce bilan de mi-parcours. Par ailleurs, il a rendu publiques, en décembre 2018, des recommandations sur des ajustements budgétaires au PACC 2013-2020.

Le Bilan de mi-parcours, de même que les avis du CGFV, servent d'assise à la réflexion du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), du CGFV et du gouvernement dans son ensemble, en ce qui concerne des améliorations à apporter au PACC 2013-2020, d'ici à 2020.

À la suite du Budget 2019-2020, deux mémoires et décrets modifiant le PACC 2013-2020 ont été adoptés afin de maximiser les réductions des émissions de GES sur le territoire du Québec, de renforcer les interventions en matière d'adaptation et de mettre en place des mesures structurantes dans un contexte de transition climatique. Il s'agit notamment de la bonification du PACC 2013-2020, du déploiement d'une série de mesures d'accompagnement de l'industrie au sein du PACC 2013-2020 et de l'intégration d'une contribution fédérale de 208,28 millions de dollars au cadre financier du PACC 2013-2020.

Le gouvernement prépare actuellement la fermeture du PACC 2013-2020 dans le contexte où un prochain plan sera bientôt annoncé.

Voir l'annexe de la QP_103 : liens entre plusieurs annonces du Budget 2019-2020, les constats du Bilan de mi-parcours du PACC 2013-2020 et les recommandations sur les ajustements budgétaires à apporter au PACC 2013-2020 présentées par le CGFV.

ÉTAT D'AVANCEMENT, AU 31 MARS 2020, DES TRAVAUX DE LA PHASE 2 DU PLAN D'ACTION 2013-2020 SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PACC 2013-2020)

(Programmes et actions évalués qui pourraient être modifiés)

Le budget de dépenses 2019-2020, du 21 mars 2019, apporte plusieurs réponses à des constats du Bilan mi-parcours ainsi que des recommandations sur les ajustements budgétaires à apporter au PACC 2013-2020 faites par le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV).

En matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES)

Secteur des transports

- Le bilan mi-parcours mentionne la nécessité de s'appuyer sur une approche gouvernementale intégrée et axée sur une vision à long terme, afin de réaliser le virage requis dans le secteur des transports et de renverser la tendance actuelle axée sur l'utilisation de véhicules individuels énergivores.

- Les recommandations du CGFV soulèvent la nécessité d'accélérer le déploiement des infrastructures permettant l'offre de services de transport actif (en instaurant notamment des projets pilotes permettant d'alimenter la réflexion sur la mise en place de nouveaux moyens de déplacement) et de mieux soutenir le réseau de bornes de recharge. De plus, il souligne que les actions du PACC 2013-2020 reliées au transport de marchandises devraient être repensées et le programme Écocamionnage amélioré.

  Le Plan budgétaire du Québec de mars 2019 prévoit près de 465 M$ pour encourager le transport durable dont :

  - 433,8 M$ pour prolonger le programme Roulez vert visant l'acquisition de véhicules électriques et l'installation bornes de recharge à domicile ainsi qu'au travail, d'ici 2021, afin de mieux connaître les enjeux opérationnels et techniques avant leur mise en œuvre à plus grande échelle;
  - 26 M$ pour valoriser le transport actif en milieu urbain et appuyer le développement de nouvelles mobilités;
  - 5,5 M$ pour favoriser l'électrification des transports dans les écoles de conduite et tester des infrastructures de recharge dans les parcs de véhicules électriques.

Secteur industriel

- Programmes ÉcoPerformance et Biomasse forestière résiduelle : Le bilan indique que ces programmes ont un bon potentiel de réduction d'émissions de GES, qu'ils répondent à des besoins de l'industrie, mais que les demandes pour ces programmes excèdent les budgets disponibles.

- Le CGFV recommande de réserver des enveloppes budgétaires à la mise en place de mesures d'accompagnement propres aux grands émetteurs industriels en soutenant notamment les technologies innovantes favorisant la transition énergétique vers une économie sobre en carbone.

- Le Plan budgétaire du Québec de mars 2019 prévoit un financement de 410 M$, afin de favoriser la transition énergétique des entreprises dont :

  - 30 M$ pour la bonification du programme Technoclimat, afin de soutenir davantage de projets innovants;
  - 27,7 M$ pour la bonification du programme ÉcoPerformance, afin de soutenir davantage de projets devant améliorer le bilan énergétique et environnemental du Québec;
  - 30 M$ pour le Programme de biomasse forestière résiduelle, afin de réduire la consommation de produits pétroliers en faveur d'énergies renouvelables;
  - 319,8 M$ pour des mesures d'accompagnement destinées aux grandes entreprises industrielles introduisant notamment :

- un volet pour les projets de plus grandes tailles au programme Technoclimat;
- un volet pour les grands projets industriels au programme ÉcoPerformance;
- l'examen et la mise en place de mesures d'accompagnement adaptées aux besoins et aux défis des grandes entreprises industrielles.

- 2,4 M$ pour appuyer la recherche industrialo-universitaire en biocombustibles et bioproduits.

- L'examen des mesures concernant l'accompagnement des grands émetteurs industriels a été complété et leur mise en place amorcée avec l'adoption d'un décret de modification du PACC 2013-2020 précisant les modalités d'intégration de ces nouvelles mesures, soit :
  - 5 M$ pour l'accompagnement des établissements assujettis au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES par un Groupe d'intervention GES;
  - 48 M$ pour soutenir la décarbonisation du secteur industriel québécois (mesure transitoire);
  - 81 M$ pour financer des projets de grande envergure pouvant générer d'importantes réductions d'émissions de GES (Défi GES);
  - 56 M$ pour bonifier le nouveau volet du programme ÉcoPerformance et appuyer la réalisation de projets industriels de grande envergure permettant des réductions d'émissions de GES et qui ne répondent pas aux critères d'admissibilité actuels du programme.

Autres mesures

- Le Bilan mi-parcours identifie certaines interventions porteuses à long terme en matière de réduction d'émissions de GES dont l'aménagement et la gestion des forêts, la mise en œuvre de mesures de réduction de la dépendance au diesel dans les communautés et la nécessité d'y favoriser l'émergence de solutions novatrices pour réduire les émissions de GES, l'appui financier aux technologies visant la récupération et le traitement des halocarbures provenant d'appareils électroménagers, ainsi que le détournement des matières organiques de l'enfouissement.
- Le CGFV recommande que des efforts soient déployés dans le secteur du bâtiment.
- Le Plan budgétaire du Québec de mars 2019 prévoit près de 105 M$ dans le but de valoriser la matière organique, de réduire les halocarbures et de favoriser la sylviculture, soit :
  - 80 M$ dans le domaine forestier pour la réalisation de travaux sylvicoles additionnels, afin d'augmenter la productivité des forêts québécoises et pour le développement des connaissances et des outils visant à maximiser le potentiel de ce secteur en matière de réduction d'émissions de GES;
  - 1,1 M$ pour étudier la performance énergétique des bâtiments dans le Nord (au Nunavik), afin d'élaborer des mesures de réduction de la consommation d'énergie fossile ainsi que de proposer et soutenir des interventions qui amélioreront l'efficacité énergétique des bâtiments nordiques;
  - 24,2 M$ pour des mesures visant la valorisation de la matière organique (aide au compostage domestique et communautaire) et la réduction des halocarbures (financement du programme FrigoClimat permettant la récupération et le traitement des halocarbures contenus dans les appareils électroménagers).

En matière d'adaptation aux changements climatiques

- Le Bilan mi-parcours insiste sur l'importance de renforcer les interventions pour augmenter la résilience des communautés, de l'économie et de l'environnement aux impacts des changements climatiques. De façon spécifique, il est recommandé de renforcer les interventions préventives visant à mieux comprendre et prévenir les risques d'inondation, et à lutter contre les îlots de chaleur urbains.
- Le CGFV souligne la préoccupation grandissante que constituent les îlots de chaleur urbains et recommande la mise en place de mesures visant le verdissement.
- Le Plan budgétaire du Québec de mars 2019 prévoit près de 30 M$ en investissements pour favoriser l'adaptation du Québec aux impacts des changements climatiques :
  - 10 M$ pour poursuivre les initiatives de verdissement qui réduisent les impacts des îlots de chaleur sur la santé;
  - 6,5 M$ pour renforcer la capacité de prédiction des crues et d'évaluation de la vulnérabilité des sources d'eau potable aux changements climatiques;

- 2,2 M$ pour soutenir les municipalités dans la réalisation de projets de prévention de sinistres;
- 1,5 M$ pour consolider la capacité de recherche sur le dégel du pergélisol dans le Nord;
- 5 M$ pour étendre la portée de nos connaissances sur les impacts combinés sur la santé des changements climatiques et de la dégradation de la qualité de l'air.

En matière communication, mobilisation et coopération internationale

- Le Bilan mi-parcours recommande davantage de communication et de sensibilisation pour engager pleinement la société québécoise sur la voie d'une économie résiliente, sobre en carbone et prospère.
- Le CGFV propose quant à lui une campagne de marketing social pour induire des changements de comportements;
- Québec a annoncé, le 27 septembre 2018, un appui financier de 1,5 M$ à Réseau Environnement pour poursuivre le développement du média Unpointcinq, un média Web couvrant l'action en matière de lutte contre les changements climatiques et en perfectionner le volet recherche;
- Le Plan budgétaire du Québec de mars 2019 prévoit :
  - 10,3 M$ pour la bonification du programme Action-Climat Québec, lequel permet la mise en place de partenariats structurants en matière de sensibilisation et de mobilisation dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques;
  - 12,1 M$ pour soutenir le Programme de coopération climatique internationale qui permet à des entreprises, à des organismes à but non lucratif ainsi qu'à des instituts de recherche du Québec de réaliser, sur la scène internationale, des projets visant la réduction d'émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques dans les pays francophones vulnérables.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 104

Depuis l'abandon de l'Ontario de rejoindre le protocole de crédits compensatoires, fournir la liste des rencontres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement ontarien.

Le marché du carbone de l'Ontario est entré en vigueur le 1er janvier 2017 et s'est lié à celui du de la Western Climate Initiative (Québec-Californie) le 1er janvier 2018. Le 3 juillet 2018, le gouvernement de l'Ontario publiait une réglementation confirmant la révocation immédiate de la réglementation concernant la mise en œuvre du marché du carbone ontarien. Le 31 octobre 2018, la loi 4, The Cap-and-Trade Cancellation Act of 2018, était adoptée, officialisant la fin du SPEDE de l'Ontario.

En septembre 2015, une entente avait été conclue entre le Québec et l'Ontario pour l'adaptation conjointe de plusieurs protocoles de crédits compensatoires.

En juin 2018, l'Ontario a suspendu le projet, suite à son retrait du marché du carbone de la Western Climate Initiative (WCI). L'Ontario a formellement mis fin au contrat avec le consultant du projet en mars 2019, mettant donc aussi formellement fin au projet conjoint Québec-Ontario d'adaptation de protocoles.

Depuis la suspension du projet en juin 2018, il n'y a pas eu de rencontres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement ontarien en lien avec le projet d'adaptation de protocoles de crédits compensatoires.

Plus de détails sur les travaux en cours sont fournis dans la fiche QP3-117 « Indiquer l'état d'avancement des travaux d'implantation de nouveaux protocoles de crédits compensatoires pour l'Ontario et le Québec ».

QUESTION PARTICULIÈRE N° 105

Depuis le 1er mars 2019, l'ensemble des avis, notes, rapports qui ont été produits par le Ministère ou tout autre organisme mandaté par le ministère concernant le marché du carbone.

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N°106

Depuis le 1er mars 2019, l'ensemble des actions posées par le ministère dans l'optique d'adopter une politique québécoise de l'air ainsi que l'avancement des travaux visant la mise en place d'une approche de gestion intégrée de l'air.

Le Québec dispose de certains outils réglementaires pour contrôler, limiter ou réduire la pollution de l'air. En vigueur depuis le 30 juin 2011, le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère en constitue un bon exemple.

Ainsi, au cours de 2019-2020, des travaux visant la mise en place d'une approche de gestion intégrée de l'air se sont poursuivis.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 107

Ventiler, en date du 31 mars 2020, en fonction de la ventilation de l'article 15.4.40 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, les sommes annuelles portées aux crédits du Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

Prévision de revenus 2019-2020 : 46 589,2 k$

Ventilation des LET en activité au 31 mars 2020, en fonction :

a. **des émissions de GES de chaque LET (à jour);**
b. **de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.**

---

a. des émissions de GES de chaque LET (à jour);

Voir annexe

b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.

Contribution des émissions de gaz à effet de serre (GES) des lieux d'enfouissement technique (LET) en 2017 dans l'inventaire québécois des émissions de GES 1990-2017 :

L'inventaire 1990-2017 se base sur une compilation de données conforme aux Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, comme le requiert la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dans la version révisée de ses directives pour la notification des inventaires, entérinée lors de la Conférence des Parties tenue à Varsovie en 2013.

Ainsi, les valeurs actualisées de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) sont utilisées par les gouvernements dans la préparation de l'inventaire 2017 pour normaliser les émissions de tous les GES par rapport au gaz de référence, le CO_2. Puisque ces PRP ne sont pas les mêmes que ceux utilisés par les entreprises pour la déclaration en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère, le ministère a utilisé les données déclarées par contaminants (CO_2, CH_4 et N_2O) en tonnes, pour quantifier, à l'aide des nouveaux PRP, la contribution de chaque LET au total des émissions du sous-secteur de l'enfouissement des déchets dont les émissions sont égales à 4 551 860 tonnes en équivalent CO_2, soit 5,2 % des émissions totales en 2017. Les émissions de CO_2 provenant de la biomasse (combustion et fermentation) ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire québécois conformément aux normes internationales et n'ont donc pas été utilisées pour quantifier la contribution de chaque LET.

Lieux d'enfouissement technique (LET)	Contribution de chaque LET aux émissions de GES du sous-secteur de l'enfouissement des déchets solides en 2017
LET/Armagh	0,7 %
LET/Champlain	1,2 %
LET/Cowansville	1,3 %
LET/Drummondville	3,6 %
LET/Frampton	0,7 %
LET/Hébertville-Station	0,4 %
LET/Lachute	6,8 %
LET/L'Ascension-de-notre-Seigneur	0,1 %
LET/Montréal	0,4 %
LET/Neuville	1,1 %
LET/Pierrefonds	2,1 %
LET/Rimouski	1,2 %
LET/Saguenay	1,6 %
LET/St-Côme-Linière	0,8 %
LET/Ste-Cécile-de-Milton	1,8 %
LET/Ste-Sophie	2,6 %
LET/St-Étienne-des-Grés	1,7 %
LET/St-Flavien	0,3 %
LET/St-Joachim	0,9 %
LET/St-Lambert-de-Lauzon	0,6 %
LET/St-Thomas	0,4 %
LET/Val-d'Or	0,4 %

Annexe : Émissions de GES déclarées par les lieux d'enfouissement technique (LET) en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère pour les années 2012 à 2018

Lieux d'enfouissement technique (LET)	GES 2012 (t éq. CO_2)[1]		GES 2013 (t éq. CO_2)[1]		GES 2014 (t éq. CO_2)[1]		GES 2015 (t éq. CO_2)[1]		GES 2016 (t éq. CO_2)[1]		GES 2017 (t éq. CO_2)[1]		GES 2018 (t éq. CO_2)[1]	
	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse
LET/Armagh	32 333	28 419	28 580	23 731	29 314	24 494	29 405	24 021	30 043	24 731	30 145	24 878	25 590	20 525
LET/Champlain	67 599	59 573	68 532	60 328	53 618	44 993	52 812	41 638	50 838	42 802	50 017	39 695	46 383	35 470
LET/Cowansville	75 086	60 200	74 674	59 176	82 761	62 878	88 141	67 441	95 449	74 054	64 245	43 846	76 925	50 582
LET/Drummondville	283 355	59 243	271 965	41 411	239 670	36 768	207 252	25 267	153 864	16 494	254 229	123 612	208 648	86 228
LET/Frampton	20 279	17 950	21 424	18 963	23 204	20 538	24 322	21 527	25 332	22 420	30 465	25 372	19 738	12 587
LET/Hébertville-Station	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 900	13 212	14 367	12 226
LET/Lachute	192 239	152 639	249 606	223 941	256 177	227 398	228 974	200 179	267 096	234 625	259 619	232 730	204 926	183 897
LET/L'Ascension-de-notre-Seigneur	16 971	15 030	20 790	18 412	8 689	7 464	760	492	3 525	3 112	3 348	2 961	0	0
LET/Montréal	28 205	23 083	27 230	21 614	102 090	33 330	81 605	25 150	77 842	16 684	55 938	14 032	22 617	13 545
LET/Pierrefonds	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84 888	70 652	80 047	68 160
LET/Neuville	47 163	41 355	48 303	41 894	46 268	39 309	47 716	39 987	45 032	37 010	43 168	36 554	34 883	26 570
LET/Ragueneau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 267	16 768
LET/Rimouski	44 845	39 669	46 236	40 918	46 630	40 987	47 820	41 382	50 061	43 559	47 709	40 565	35 493	29 201
LET/Saguenay	78 860	69 836	82 810	72 875	83 475	72 193	77 524	62 224	75 839	59 147	71 904	54 645	64 200	48 047
LET/St-Côme-Linière	40 263	35 445	39 570	34 805	39 802	35 188	31 739	28 627	31 787	28 551	31 303	28 695	30 847	28 164
LET/Ste-Cécile-de-Milton	90 762	79 195	51 446	45 330	50 897	46 717	56 310	48 573	55 078	43 956	78 587	62 295	65 201	47 143
LET/Ste-Sophie	135 888	32 336	136 280	28 856	200 117	59 107	189 911	59 895	115 455	46 892	168 597	89 356	149 540	60 074
LET/St-Étienne-des-Grés	98 959	65 313	105 819	70 409	127 173	91 555	148 759	113 767	157 797	122 707	103 203	57 707	158 571	112 663
LET/St-Flavien	24 048	21 290	24 287	21 489	24 707	21 868	25 069	22 188	21 478	17 854	15 019	11 676	15 472	12 110
LET/St-Joachim	11 307	9 469	12 328	10 903	13 742	12 154	15 583	13 782	28 041	24 801	34 956	31 500	15 921	13 902
LET/St-Lambert-de-Lauzon	28 419	14 030	28 101	14 022	31 851	18 238	35 721	21 379	36 109	21 162	36 765	20 337	36 151	19 961
LET/St-Thomas	93 894	81 528	64 945	56 900	69 975	62 453	123 492	110 676	4 660	1 699	17 896	13 115	7 072	4 761
LET/Val-d'Or	0	0	0	0	0	0	12 746	12 746	22 123	19 718	17 435	13 884	12 874	8 034
Total LET	**1 410 475**	**905 603**	**1 402 926**	**905 977**	**1 530 160**	**957 632**	**1 525 661**	**980 941**	**1 347 449**	**901 978**	**1 514 336**	**1 051 319**	**1 346 733**	**910 618**

[1] Le seuil de déclaration est de 10 000 tonnes en équivalent CO_2 en incluant le CO_2 attribuable à la combustion ou à la fermentation de la biomasse.

Ventilation des LES en activité au 31 mars 2020, en fonction :

a. **des émissions de GES de chaque LES (à jour);**
b. **de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec;**
c. **durée de vie estimée des dépôts en tranchée;**
d. **durée de vie des dépôts de matériaux secs;**
e. **durée de vie des dépotoirs et des sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés;**

Fournir une ventilation par direction régionale avec le nombre de visites et le nombre d'infractions constatées.

---

a. des émissions de GES de chaque LES (à jour)

Voir annexe 1

b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec

Contribution des émissions de gaz à effet de serre (GES) des lieux d'enfouissement sanitaire (LES) en 2017 dans l'inventaire québécois des émissions de GES 1990-2017

L'inventaire 1990-2017 se base sur une compilation de données conforme aux Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, comme le requiert la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dans la version révisée de ses directives pour la notification des inventaires, entérinée lors de la Conférence des Parties tenue à Varsovie en 2013.

Ainsi, les valeurs actualisées de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) sont utilisées par les gouvernements dans la préparation de l'inventaire 2017 pour normaliser les émissions de tous les GES par rapport au gaz de référence, le CO_2. Puisque ces PRP ne sont pas les mêmes que ceux utilisés par les entreprises pour la déclaration en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère, le ministère a utilisé les données déclarées par contaminants (CO_2, CH_4 et N_2O) en tonnes, pour quantifier, à l'aide des nouveaux PRP, la contribution de chaque LES au total des émissions du sous-secteur de l'enfouissement des déchets dont les émissions sont égales à 4 551 860 tonnes en équivalent CO_2, soit 5,2 % des émissions totales en 2017. Les émissions de CO_2 provenant de la biomasse (combustion et fermentation) ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire québécois conformément aux normes internationales et n'ont donc pas été utilisées pour quantifier la contribution de chaque LES.

Lieux d'enfouissement sanitaire (LES)	Contribution de chaque LES aux émissions de GES du sous-secteur de l'enfouissement des déchets solides en 2017
LES/Chibougamau	0,3 %
LES/Gatineau	0,8 %
LES/L'Ascension-de-Notre-Seigneur	0,4 %
LES/Magog	1,7 %
LES/Sherbrooke	1,4 %
LES/St-Tite-des-Caps	N/A
LES/Terrebonne	2,4 %

c. durée de vie estimée des dépôts en tranchée

Le terme « dépôt en tranchée » a été remplacé en 2006 par «lieux d'enfouissement en tranchée». **Pour connaître la liste des lieux d'enfouissement en tranchée en exploitation vous pouvez vous référer à l'annexe 1 de la question particulière 134B.**

L'information quant à la durée de vie de chacun de ces lieux n'est pas comptabilisée par le Ministère. Lorsqu'on autorise ce type de lieu, on autorise une superficie. Des tranchées d'une profondeur variable y sont aménagées pour l'enfouissement des matières résiduelles. L'achalandage à ces lieux peut être très variable d'une année à l'autre. Bien que les exploitants de ces lieux doivent doit tenir un registre d'exploitation, la pesée des matières résiduelles qui y sont acheminées n'est pas exigée. Aucun relevé d'arpentage périodique n'est effectué.

d. durée de vie des dépôts de matériaux secs

Les durées de vie de ces lieux **sont estimées** en comparant les données sur les tonnages de matières enfouis (incluant les matériaux de recouvrement) et les volumes résiduels qui sont obtenus à partir de données d'arpentages et d'analyses volumétriques des lieux. Ces renseignements sont contenus dans les rapports annuels transmis par les exploitants. L'achalandage à ces lieux peut être très variable d'une année à l'autre ce qui peut avoir un impact sur la durée de vie.

Direction régionale	Nom du lieu	Durée de vie estimée
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Excavation Dolbeau	5 ans
	Jean Tremblay et fils	2 ans
04 - Mauricie	Sables des Forges	21 ans
06 - Montréal	Les entreprises environnementales de Pierrefonds (LEEP)	1 an
07 - Outaouais	Thibault démolition	20 ans
14- Lanaudière	Sainte Julienne	75 ans
	Gestion intégrée des matériaux secs de Lanaudière	26 ans
16-Montérégie	Éco Service Tria	Fermé
17- Centre du Québec	Lemay-Bec	5 ans

e. durée de vie des dépotoirs et des sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés

Dépotoirs :
Les dépotoirs sont des anciens lieux d'élimination qui pouvaient être en exploitation avant l'entrée en vigueur du Règlement sur les déchets solides (adopté en 1978) et qui a été remplacé par le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles entré en vigueur en 2006. Ces lieux (dépotoirs) ne sont donc plus en exploitation.

Sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés

Direction régionale	Nom du lieu	Durée de vie
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	**Services Matrec inc. (Larouche)**	**22 ans**
04 - Mauricie	**Horizon Environnement inc. 120, route 155 Grandes-Piles**	**1 ans**

Direction régionale	Nom du lieu	Durée de vie
06 - Montréal	Cintec Environnement inc. 5505, rue Irwin Montréal	Fermé
	Cintec Environnement inc. 5505, rue Irwin Montréal	Fermé
09 - Côte-Nord	Alcoa Canada cie	Indéterminé
14 - Lanaudière	Signaterre Environnement inc. (anciennement Écolosol inc.) 155 boul. Labelle Bureau 101 Rosemère	5 ans
	Vitaliterre inc. 1410, rang St-Charles L'Épiphanie	8 ans
15 - Laurentides	Stablex Canada inc. 760, boulevard Industriel Blainville	19 ans
16 - Montérégie	ArcelorMittal Montréal inc div. Contrecoeur-Ouest 2050, route des Aciéries Contrecoeur (décret 747-2006)	17 ans
	ArcelorMittal Montréal inc. div. Contrecoeur 3900, route des Aciéries Contrecoeur (décret 504-2008)	17 ans
	Axiall Canada inc. – Cellule d'enfouissement #12 Case postale 2010 Beauharnois	4 ans
17 - Centre-du-Québec	Enfoui-bec inc. 18055, rue Gauthier Bécancour	2 ans

Ventilation par direction régionale avec le nombre de visites et le nombre d'infractions constatées

Voir les annexes suivantes :

Annexe 2
- Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Annexe 3
- Avis de non-conformités sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2018 au 31 mars2020

Annexe 4
- Avis de réclamation de SAP sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2018 au 31 mars 2020

Annexe 5
- Inspections de contrôle sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2018 au 31 mars 2020

Annexe 6
- Avis de non-conformités sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2018 au 31 mars 2020

Annexe 7
- Avis de réclamation de SAP sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2018 au 31 mars 2020

Annexe 8

- Répertoire des condamnations pénales pour les lieux demandés pour la période du 1er avril 2019 au 29 février 2020

Annexe 1 : Émissions de GES déclarées par les lieux d'enfouissement sanitaire (LES) en vertu du Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère pour les années 2012 à 2018

Lieux d'enfouissement sanitaire (LES)	GES 2012 (t éq. CO_2)[1]		GES 2013 (t éq. CO_2)[1]		GES 2014 (t éq. CO_2)[1]		GES 2015 (t éq. CO_2)[1]		GES 2016 (t éq. CO_2)[1]		GES 2017 (t éq. CO_2)[1]		GES 2018 (t éq. CO_2)[1]	
	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Incluant le CO_2 attribuable à la biomasse	Excluant le CO_2 attribuable à la biomasse
LES/Chibougamau	15 979	14 133	15 061	13 320	14 202	12 561	13 389	11 842	12 624	11 166	11 904	10 528	11 225	9 928
LES/Gatineau	37 588	34 217	35 075	31 860	33 851	30 828	34 482	30 419	31 396	28 159	29 547	26 521	28 240	25 581
LES/L'Ascension-de-Notre-Seigneur	28 171	25 549	14 518	13 167	14 362	12 698	14 933	13 706	15 676	14 382	13 692	12 593	9 023	7 871
LES/Magog	63 014	52 325	59 530	49 433	56 225	46 688	53 110	44 101	50 167	41 657	66 556	57 426	51 050	43 886
LES/Sherbrooke	58 744	39 610	59 662	42 338	62 528	47 423	62 064	48 205	62 738	50 394	59 873	48 302	58 650	48 090
LES/St-Tite-des-Caps	62 649	55 209	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LES/Terrebonne	545 549	226 772	579 984	292 348	427 892	233 107	115 645	71 750	92 913	67 284	107 245	81 448	68 154	47 701
Total LES	**811 694**	**447 815**	**763 830**	**442 466**	**609 060**	**383 305**	**293 623**	**220 023**	**265 514**	**213 042**	**288 817**	**236 818**	**226 342**	**183 057**

[1] Le seuil de déclaration est de 10 000 tonnes en équivalent CO_2 en incluant le CO_2 attribuable à la combustion ou à la fermentation de la b

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
dépôt de matériaux secs	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Dépôt de matéraux secs (Service Matrec inc.)	X0200321	1
		Dépôt de matériaux secs (Ferme Jules Poulin inc.)	90312273	1
		Dépôt matériaux secs - Léon Maurice Villeneuve Excavation inc.	16476079	1
		Dépôt de matériaux secs (Entreprises Jean Tremblay & Fils inc.)	90164484	3
		Dépôt de matériaux secs (Excavation de Chicoutimi inc.)	12460754	1
		Dépôts de matériaux secs (Ferme Gilaro)	90487828	2
		Dépôt de matériaux secs (Léon Lavoie entrepreneur général)	90076134	5
				S.-total région: 13
	03 - Capitale-Nationale	DMS St-Alban	X0303339	1
		Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury (DMS)	X0300088	1
		Frankat inc.. DMS Lac Saint-Charles	90357385	1
		Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Charlevoix-Est (DMS Clermont)	X0300118	1
		Veolia Es matières résiduelles inc. (DMS Lac Saint-Charles)	90231564	1
		Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (DMS Neuville)	X0300800	1
		Veolia Es matières résiduelles inc. (D.M.S. Sainte-Foy)	90390261	1
				S.-total région: 7
	04 - Mauricie	Les enfouissement Shawinigan inc.	21608526	1
		Terrain d'Alain Fournier (Lot 3 158 189)	X0400159	1
				S.-total région: 2
	06 - Montréal	Ancienne carrière Meloche - Kirkland (Ancien DMS)	X0600390	1
				S.-total région: 1
	07 - Outaouais	2332-4197 Québec inc.	23324197	47
				S.-total région: 47
	12 - Chaudière-Appalaches	DMS Lévis	X1200159	1
				S.-total région: 1
	13 - Laval	Ville de Laval (Dépôt de matériaux secs fermé)	90234493	2
				S.-total région: 2
	14 - Lanaudière	Les Entreprises Daniel Pimparé inc.	23266141	2
		DMS ville deTerrebonne	90241852	1
				S.-total région: 3
	15 - Laurentides	Recyclage Ste-Adèle inc.	13481288	11
		Dépot de matériaux secs intersan inc. (chatam)	90532342	1
		DEPOT DE MATERIAUX SECS (VILLE DE SAINTE-THERESE)	90234501	1
				S.-total région: 13
	16 - Montérégie	9060-5460 Québec inc.	29531746	21
		9007-5193 Québec inc.	90341314	1
		Les Entreprises Antoine Stabile & Fils inc.	18426239	1
				S.-total région: 23

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
	17 - Centre-du-Québec	Enfoui-Bec inc. Dépot de matériaux secs	18592139	1
		Services sanitaires Gaudreau inc. Dépôt de matériaux secs Saint-Christophe d'Arthabaska	90306143	1
				S.-total région: 2
				S.-total type de lieu: 114
dépôt en tranchée	05 - Estrie	Dépôt en tranchée (Canton de Potton)	90306036	1
				S.-total région: 1
				S.-total type de lieu: 1
dépotoir à ciel ouvert	04 - Mauricie	Dépotoir Michel L'Heureux	X0401703	2
		Dépotoir municipal (Ste-Marthe-du-Cap) et industriel (Reynolds)	X2002936	1
				S.-total région: 3
	09 - Côte-Nord	DÉPOTOIR DU CAP BLANC	X0900129	1
		Dépotoir municipal (avant 1976)	X2002014	1
				S.-total région: 2
	10 - Nord-du-Québec	Dépotoir de Kuujjuarapik	X0801780	1
				S.-total région: 1
	12 - Chaudière-Appalaches	Ancien Dépotoir à ciel ouvert de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	90266164	1
				S.-total région: 1
	16 - Montérégie	9148-6811 Québec inc. (Mélimax)	52982113	2
				S.-total région: 2
	17 - Centre-du-Québec	Arseneault, Serge (Excavations St-Célestin) Lot 212 Saint-Célestin	90471426	1
				S.-total région: 1
				S.-total type de lieu: 10
lieu d'enfouissement de débris de construction ou démolition	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	LEDCD (Excavation Dolbeau inc.)	90357096	2
				S.-total région: 2
	04 - Mauricie	9052-6757 Québec inc. (LEDCD Pointe-du-Lac)	90572629	8
		Sable des Forges inc.	90552878	28
				S.-total région: 36
	06 - Montréal	Services Matrec	90563644	16
				S.-total région: 16
	07 - Outaouais	Thibault Démolition ltée	90148883	14
				S.-total région: 14
	14 - Lanaudière	2845-5103 Québec inc.	90202961	13
		Gestion intégrée de Matériaux secs Lanaudière inc	90250655	8
				S.-total région: 21
	16 - Montérégie	Dépôt de matériaux secs (Danis Construction inc.)	90140658	1
		Écoservices Tria inc. (LEDCD)	28550051	10
				S.-total région: 11
	17 - Centre-du-Québec	Lemay-Bec inc	90371634	12

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
				S.-total région: 12
				S.-total type de lieu: 112
lieu d'enfouissement en milieu nordique (dépôt milieu nord)	09 - Côte-Nord	DEPOT EN MILIEU NORDIQUE (LA TABATIERE)	90354853	1
		Lieu d'enfouissement en milieu nordique, ancien dépôt en tranchée (Ville de Schefferville)	90339938	2
				S.-total région: 3
	10 - Nord-du-Québec	Dépôt en milieu nordique (Inukjuak)	X0801774	1
		Dépôt en milieu nordique (Kangiqsualujjuaq)	X0801775	1
		Dépôt en milieu nordique (Umiujaq)	X0801786	1
		Lieu d'enfouissement en milieu nordique (Inukjuak)	X2140030	1
				S.-total région: 4
				S.-total type de lieu: 7
lieu d'enfouissement en tranchée	04 - Mauricie	LEET - canton Bardy (Lac Flamand)	X2102972	6
		LEET - Opitciwan	X2161300	6
		LEET - RELAIS 22, R0450, Km 56.6, La Tuque	X0401668	5
		LEET - Secteur de la Baie Jean-Pierre, KM 38,4 R0400, La Tuque	X2010586	6
		LEET - Secteur lac Chateauvert, R0457, La Tuque	X0401460	6
		LEET - Secteur Parent, R0450 La Tuque	X2101608	6
		LEET - Wemotaci	90487323	6
				S.-total région: 41
	08 - Abitibi-Témiscamingue	Lieu d'enfouissement en tranchée de Lebel-sur-Quévillon (LEET)	90153776	5
				S.-total région: 5
	09 - Côte-Nord	Dépot en tranchée (Arcelormittal Mines Canada inc. - 2en LEET	90026261	4
		Lieu d'enfouissement en tranchée de Natashquan (LEET)	X2072505	3
		Lieu d'enfouissement en tranchée (lot 230) Anticosti (LEET)	90403015	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée (ouest de la Minganie)	90228198	5
				S.-total région: 14
	10 - Nord-du-Québec	Lieu d'enfouissement en tranchée de Némiscau (HQ)	X2094101	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée Eastmain-1 (SEBJ)	X2008536	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée (Waswanipi)	X2154258	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Propriété Éléonore	X2145709	3
		Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Site Renard	X2159853	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Site Troïlus	X2159876	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée LG-4 (HQ)	90457334	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée Matagami	90164377	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée Miquelon (Exploitation terminée)	X0800164	3
		Lieu d'enfouissement en tranchée Radisson	X0800244	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Eastmain (Km 10)	X0007819	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Mistissini	90373135	1

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
		Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Nemaska	X0800381	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Oujé-Bougoumou	90312752	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée VVB	X0800165	1
				S.-total région: 23
				S.-total type de lieu: 83
lieu d'enfouissement sanitaire	01 - Bas-Saint-Laurent	LES Ville d'Amqui	90049990	1
		LES par atténuation Ville de Matane	90109190	1
		LES Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	90033481	1
		LES Ville Dégelis	90279852	1
		LES Ville de Cabano	90271172	1
		LES Ville de Rivière-du-Loup	90095530	1
				S.-total région: 6
	03 - Capitale-Nationale	Lieu d'enfouissement sanitaire de la MRC de Charlevoix.	90356890	1
		Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury (LES Stoneham)	21292651	1
		Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (LES Saint-Raymond)	90356940	1
		Lieu d'enfouissement sanitaire de St-Tites des Caps	90502394	1
		Régie régionale de gestion des matières résiduelle de Portneuf (LES Saint-Alban)	90226168	1
				S.-total région: 5
	04 - Mauricie	Lieu d'enfouissement sanitaire (LES) de Ville de La Tuque	X0400111	5
				S.-total région: 5
	05 - Estrie	Lieu d'enfouissement sanitaire (F. & M. Bessette inc.)	15079031	13
				S.-total région: 13
	06 - Montréal	Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	54202395	3
		Sintra inc.	23327307	3
		Lieu d'élimination de déchets solides (Rivière-des-Prairies)	90132077	1
				S.-total région: 7
	08 - Abitibi-Témiscamingue	Lieu d'enfouissement sanitaire La Sarre (Exploitation terminée)	90043241	1
				S.-total région: 1
	09 - Côte-Nord	Enfouissement sanitaire (Ville de Port-Cartier)	90111311	1
				S.-total région: 1
	10 - Nord-du-Québec	Lieu d'enfouissement sanitaire de Chibougamau (Exploitation terminée)	90039330	1
		Lieu d'enfouissement sanitaire (ville de Chapais) (exploitation terminée)	X0800130	2
				S.-total région: 3
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Lieu d'enfouissement sanitaire de New Richmond (fermé)	22430300	1
		Lieu d'enfouissement sanitaire - MRC de La Haute-Gaspésie	90027988	1
				S.-total région: 2
	12 - Chaudière-Appalaches	LES de Robertsonville	90273137	1

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
				S.-total région: 1
	14 - Lanaudière	L.E.S. St-Jean-de-Matha Anciennement Construction Bérou inc.	55161723	2
				S.-total région: 2
	16 - Montérégie	Les Enfouissements de Saint-Valérien inc.	23198229	1
		Roland Thibault inc. (LES)	13294384	1
				S.-total région: 2
	17 - Centre-du-Québec	WM Québec inc. L.E.S. Bécancour	90202474	1
		Gaudreau environnement inc. Lieu d'enfouissement sanitaire Saint-Rosaire	90170143	2
				S.-total région: 3
				S.-total type de lieu: 51
lieu d'enfouissement technique	01 - Bas-Saint-Laurent	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Dégelis	X2109656	5
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Matane	X2080874	8
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rimouski	X2080807	5
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna)	X2110298	6
				S.-total région: 24
	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lieu d'enfouissement technique de L'Ascension	X2110042	4
		Lieu d'enfouissement technique (Services Matrec inc. - Division Centre technologiques AES)	90497538	2
		Lieu enfouissement technique, Hébertville-Station	X2123455	13
				S.-total région: 19
	03 - Capitale-Nationale	Lieu d'enfouissement Technique de la MRC de Charlevoix-Est (LET Clermont)	X0300091	3
		Lieu d'enfouissement technique de Saint-Joachim	X2017901	4
		Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (LET Neuville)	90114273	16
				S.-total région: 23
	04 - Mauricie	Lieu enfouissement technique de Champlain	21964465	41
		Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie - LET Saint-Étienne-des-Grès	X0400149	53
				S.-total région: 94
	05 - Estrie	Lieu d'enfouissement sanitaire (Municipalité régionale du comté de Val-Saint-François)	90291907	1
		Lieu d'enfouissement technique (Régie interm. de gestion des déchets solides de Coaticook)	90126921	13
		Régie inter. de valorisation des mat. rés. du Haut-St-François et Sherbrooke	90153370	11
				S.-total région: 25
	06 - Montréal	Lieu d'enfouissement technique (LET)	90236977	1
				S.-total région: 1
	08 - Abitibi-Témiscamingue	Lieu d'enfouissement technique Amos	90284266	2
		Lieu d'enfouissement technique Rouyn-Noranda	X0800970	4
		Lieu d'enfouissement technique Vallée-de-l'Or	X2093322	2
				S.-total région: 8
	09 - Côte-Nord	Lieu d'enfouissement technique (Ville de Sept-Îles)	90129305	26
		Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan	90234279	38

Question 109 - ANNEXE 2
Inspections de contrôle sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
				S.-total région: 64
	10 - Nord-du-Québec	Lieu d'enfouissement technique (LET) de Chibougamau	X2103364	6
				S.-total région: 6
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Lieu d'enfouissement technique de Gaspé (secteur Wakeham)	X2008515	9
		Lieu d'enfouissement technique de Saint-Alphonse	X2082213	6
				S.-total région: 15
	12 - Chaudière-Appalaches	Écocentre et LET de Saint-Édouard-de-Frampton	90255340	1
		LET de Armagh	90292129	3
		LET de Saint-Côme-Linière	90285628	4
		LET de Saint-Flavien	X1200157	6
		LET de Saint-Lambert-de-Lauzon	90356635	5
				S.-total région: 19
	14 - Lanaudière	Complexe Enviro Connexions Ltée	90234220	93
		Dépôt Rive-Nord inc. (Saint-Thomas)	X2020596	29
				S.-total région: 122
	15 - Laurentides	Lieu d'enfouissement technique (Régie intermunicipale des déchets de la Rouge)	90210865	10
		lieu d'enfouissement technique (RIDL)	90213000	7
		Lieu d'enfouissement technique (WM Québec inc.)	19032028	16
		Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes (RIADM)	28283505	21
				S.-total région: 54
	16 - Montérégie	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi	27674142	27
		Services Matrec inc. (LET)	X2109574	25
				S.-total région: 52
	17 - Centre-du-Québec	Olin Produits de chloralcalis - LET	X2107177	12
		Société de développement durable d'Arthabaska inc. Lieu d'enfouissement technique	X2093344	32
		WM Québec inc. Drummondville	90192055	37
		Gestion 3 L B inc. - Lieu d'enfouissement technique MRI Bécancour	90267857	14
				S.-total région: 95
				S.-total type de lieu: 621
			Nombre d'inspection de contrôle total :	999

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109 - ANNEXE 3

Avis de non-conformités sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'ANC
dépôt de matériaux secs	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Dépôt de matériaux secs (Ferme Jules Poulin inc.)	90312273	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	14 - Lanaudière	DMS ville deTerrebonne	90241852	1
		Les Entreprises Daniel Pimparé inc.	23266141	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 2
	15 - Laurentides	Recyclage Ste-Adèle inc.	13481288	5
			S.-total région: 1	S.-total région: 5
	16 - Montérégie	9060-5460 Québec inc.	29531746	4
			S.-total région: 1	S.-total région: 4
			S.-total type: 5	S.-total type: 12
dépotoir à ciel ouvert	04 - Mauricie	Dépotoir Michel L'Heureux	X0401703	2
			S.-total région: 1	S.-total région: 2
	16 - Montérégie	9148-6811 Québec inc. (Mélimax)	52982113	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
			S.-total type: 2	S.-total type: 3
lieu d'enfouissement de débris de construction ou démolition	04 - Mauricie	Sable des Forges inc.	90552878	2
		9052-6757 Québec inc. (LEDCD Pointe-du-Lac)	90572629	2
			S.-total région: 2	S.-total région: 4
	07 - Outaouais	Thibault Démolition ltée	90148883	7
			S.-total région: 1	S.-total région: 7
	14 - Lanaudière	2845-5103 Québec inc.	90202961	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	16 - Montérégie	Écoservices Tria inc. (LEDCD)	28550051	3
			S.-total région: 1	S.-total région: 3
	17 - Centre-du-Québec	Lemay-Bec inc	90371634	3
			S.-total région: 1	S.-total région: 3
			S.-total type: 6	S.-total type: 18
lieu d'enfouissement en milieu nordique (dépôt milieu nord)	09 - Côte-Nord	DÉPÔT EN MILIEU NORDIQUE (KÉGASKA)	90228180	1
		Lieu d'enfouissement en milieu nordique, ancien dépôt en tranchée (Ville de Schefferville)	90339938	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 2
			S.-total type: 2	S.-total type: 2
lieu d'enfouissement en tranchée	04 - Mauricie	LEET - Opitciwan	X2161300	1
		LEET - canton Bardy (Lac Flamand)	X2102972	1
		LEET - Wemotaci	90487323	1
			S.-total région: 3	S.-total région: 3
	09 - Côte-Nord	Dépot en tranchée (Arcelormittal Mines Canada inc. - 2en LEET	90026261	2
		Lieu d'enfouissement en tranchée de Natashquan (LEET)	X2072505	1
		Lieu d'enfouissement en tranchée (ouest de la Minganie)	90228198	1

Question 109 - ANNEXE 3

Avis de non-conformités sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'ANC
			S.-total région: 3	S.-total région: 4
			S.-total type: 6	S.-total type: 7
lieu d'enfouissement sanitaire	04 - Mauricie	Lieu d'enfouissement sanitaire (LES) de Ville de La Tuque	X0400111	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	06 - Montréal	Sintra inc.	23327307	2
			S.-total région: 1	S.-total région: 2
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Enfouissement sanitaire (Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Anses)	90109208	1
		Lieu d'enfouissement sanitaire (Ville de Percé)	90087370	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 2
	14 - Lanaudière	L.E.S. St-Jean-de-Matha Anciennement Construction Bérou inc.	55161723	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	16 - Montérégie	Les Enfouissements de Saint-Valérien inc.	23198229	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	17 - Centre-du-Québec	Gaudreau environnement inc. Lieu d'enfouissement sanitaire Saint-Rosaire	90170143	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
			S.-total type: 7	S.-total type: 8
lieu d'enfouissement technique	01 - Bas-Saint-Laurent	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna)	X2110298	2
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Dégelis	X2109656	1
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rimouski	X2080807	1
		Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Matane	X2080874	1
			S.-total région: 4	S.-total région: 5
	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lieu d'enfouissement technique de L'Ascension	X2110042	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	03 - Capitale-Nationale	Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (LET Neuville)	90114273	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	04 - Mauricie	RGMRM, lieu d'enfouissement technique de Champlain	21964465	4
		Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie - LET Saint-Étienne-des-Grès	X0400149	4
			S.-total région: 2	S.-total région: 8
	05 - Estrie	Lieu d'enfouissement technique (Régie interm. de gestion des déchets solides de Coaticook)	90126921	2
		Régie inter. de valorisation des mat. rés. du Haut-St-François et Sherbrooke	90153370	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 3
	09 - Côte-Nord	Lieu d'enfouissement technique (Ville de Sept-Îles)	90129305	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	10 - Nord-du-Québec	Lieu d'enfouissement technique (LET) de Chibougamau	X2103364	2
			S.-total région: 1	S.-total région: 2
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Lieu d'enfouissement technique de Gaspé (secteur Wakeham)	X2008515	2

Question 109 - ANNEXE 3

Avis de non-conformités sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'ANC
		Lieu d'enfouissement technique de Saint-Alphonse et écocentre	X2082213	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 3
	12 - Chaudière-Appalaches	LET de Saint-Côme-Linière	90285628	1
		LET de Armagh	90292129	1
		LET de Saint-Flavien	X1200157	2
			S.-total région: 3	S.-total région: 4
	17 - Centre-du-Québec	Olin Produits de chloralcalis - LET	X2107177	1
		Société de développement durable d'Arthabaska inc. Lieu d'enfouissement technique	X2093344	5
		WM Québec inc., Saint-Nicéphore	90192055	1
			S.-total région: 3	S.-total région: 7
			S.-total type: 19	S.-total type: 35
				Nombre d'ANC total : 85

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109 - ANNEXE 4

Avis de réclamation de SAP sur les DMS, LEMN (DMN), DET, DCO, LES, LET, LEET et LEDCD du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre de SAP
dépôt de matériaux secs	13 - Laval	Ville de Laval (Dépôt de matériaux secs fermé)	90234493	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	15 - Laurentides	Recyclage Ste-Adèle inc.	13481288	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
			S.-total type: 2	S.-total type: 2
lieu d'enfouissement de débris de construction ou démolition	04 - Mauricie	Sable des Forges inc.	90552878	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	17 - Centre-du-Québec	Lemay-Bec inc., Bécancour	90371634	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
			S.-total type: 2	S.-total type: 2
lieu d'enfouissement en tranchée	08 - Abitibi-Témiscamingue	Lieu d'enfouissement en tranchée de Lebel-sur-Quévillon (LEET)	90153776	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	09 - Côte-Nord	Lieu d'enfouissement en tranchée de Natashquan (LEET)	X2072505	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
			S.-total type: 2	S.-total type: 2
lieu d'enfouissement technique	01 - Bas-Saint-Laurent	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna)	X2110298	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	04 - Mauricie	Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie - LET Saint-Étienne-des-Grès	X0400149	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	10 - Nord-du-Québec	Lieu d'enfouissement technique (LET) de Chibougamau	X2103364	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Lieu d'enfouissement technique de Gaspé (secteur Wakeham)	X2008515	1
			S.-total région: 1	S.-total région: 1
	12 - Chaudière-Appalaches	LET de Saint-Côme-Linière	90285628	1
		LET de Saint-Lambert-de-Lauzon	90356635	1
			S.-total région: 2	S.-total région: 2
			S.-total type: 6	S.-total type: 6
				Nombre de SAP totale : 12

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109- ANNEXE 5

Inspections de contrôle sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Région	Propriétaire du lieu	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'inspections de contrôle
02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Parc environnemental AES inc. (Larouche)	Parc environnemental AES inc. (Larouche)	X0200242	7
				S.-total région: 7
04 - Mauricie	Horizon Environnement inc.	Horizon environnement inc.	90364407	9
				S.-total région: 9
06 - Montréal	Cintec Environnement inc.	Cintec Environnement inc.	26450494	1
	Horizon Environnement inc.	Horizon Environnement inc.	90364407	1
				S.-total région: 2
09 - Côte-Nord	Alcoa Canada Cie	Alcoa Canada Cie	90202292	2
				S.-total région: 2
14 - Lanaudière	Signaterre Environnement inc.	Signaterre Environnement inc. (ancien Écolosol inc.)	X2075381	4
	Vitaliterres inc.	Vitaliterres inc.	X2131508	3
				S.-total région: 7
15 - Laurentides	Orica Canada inc.	Orica Canada inc.	X2002516	5
				S.-total région: 5
16 - Montérégie	ArcelorMittal Produits longs Canada S.E.N.C.	Dépôt définitif de poussières (AMCO) - Dépôt #2, Usine Ouest (Décret 747-2006)	X2082912	18
	ArcelorMittal Produits longs Canada S.E.N.C.	Dépôt définitif de poussières (AMC)- Dépôt #1, Usine Est (Décret 504-2008)	X2118959	20
	Services environnementaux Clean Harbors Mercier, inc.	Cellule Boliden	X2018420	1
				S.-total région: 39
17 - Centre-du-Québec	Enfoui-bec inc.	Enfoui-Bec inc. - Lieu d'enfouissement de sols contaminés / Bécancour	X2010997	6
				S.-total région: 6
				Nombre d'inspection de contrôle total : 77

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109- ANNEXE 6

Avis de non-conformités sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Région	Propriétaire du lieu	Nom du lieu	No du lieu	Nombre d'ANC	
04 - Mauricie		Horizon environnement inc.	90364407	1	x
				S.-total région: 1	
16 - Montérégie	ArcelorMittal Produits longs Canada S.E.N.C.	Dépôt définitif de poussières (AMC)- Dépôt #1, Usine Est (Décret 504-2008)	X2118959	1	x
				S.-total région: 1	
				Nombre d'inspection d'ANC total : 2	

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109- **ANNEXE 7**

Avis de réclamation de SAP sur les sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Région	Nom du propriétaire	Nom du lieu	No du lieu	Nombre de SAP
				Nombre d'inspection de SAP totale : Aucune SAP

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

Question 109 - ANNEXE 8

Répertoire des condamnations pénales pour les lieux demandés pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020*

Type de lieu	Région	Nom du lieu	No du lieu	Nombre de condamnation
dépôt de matériaux secs	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Dépôt de matériaux secs (Léon Lavoie entrepreneur général)	90076134	3
			S.-total région: 1	S.-total région: 3
			S.-total type: 1	S.-total type: 3
				Nombre totale : 3

* En raison de la suspension des activités des tribunaux dus à la pandémie de la COVID-19, les informations relatives aux condamnations pénales pour l'année 2019-2020 s'avèrent incomplètes et sont sujettes à être revues à la hausse.

Ian Courtemanche
418 644-8844 poste 354

QUESTION PARTICULIÈRE N° 110

État de situation, au 31 mars 2020, du bannissement de l'enfouissement papier/carton/bois. Spécifier l'échéancier d'adoption de révision du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles pour 2019-2020.

Le gouvernement maintient toujours son intention de valoriser l'ensemble de la matière organique. Le Ministère entend présenter à court terme la voie privilégiée pour augmenter le détournement de l'élimination de la matière organique dans une stratégie, en prévision de 2020. Le projet de stratégie reposera sur une approche progressive et une responsabilisation partagée des intervenants. Elle visera à favoriser d'abord la mise en place des infrastructures de traitement des matières organiques adaptées au contexte régional et des services de collecte, ce qui est amplement débuté.

Des consultations ciblées se sont déroulées en 2019 et ont permis d'une part, d'assurer une plus grande adhésion de la part des générateurs de matières organiques et d'autre part, de recueillir les commentaires des acteurs impliqués dans le domaine afin de bonifier le contenu.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 111

État de situation, au 31 mars 2020, des débouchés du verre au Québec. Fournir les avis et les études produites par le ministère ou commandées par le ministère afin :

a) **d'améliorer le traitement et le recyclage du verre au Québec;**

b) **la possibilité de consigner tous les contenants de verre.**

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 112

État de la mise en place, au 31 mars 2020, de l'élargissement de la consigne au Québec. Fournir avis, études et analyses produites par le ministère ou commandés par celui-ci afin :

a) **D'évaluer le nombre d'entreprises qui auront la responsabilité financière, opérationnelle et communicationnelle du nouveau système;**
b) **D'identifier les projets pilotes qui seront mis en place dans certaines municipalités du Québec afin d'évaluer le nouveau système de consigne;**
c) **D'évaluer les objectifs de récupération prévus par le ministères;**
d) **Fournir une ventilation des sommes engagées en 2020-2021 pour l'élargissement de la consigne.**

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 113

Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts des mesures pour la mise en place et la pérennisation de l'élargissement de la consigne.

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 114

Sommes dépensées en 2019-2020 pour favoriser le traitement et le recyclage de verre ainsi que les sommes prévues pour 2020-2021.

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 115

État de situation, au 31 mars 2020, de la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 116

Depuis le 1er mars 2019, détailler les mesures mises en place par le ministère afin de bonifier l'offre de service des centres de tri et d'augmenter l'efficacité de ceux-ci ainsi que les sommes dépensées en 2019-2020. Fournir les prévisions budgétaires liées aux coûts de ces mesures pour la mise en place et pour la pérennisation des actions en 2020-2021 et pour les années subséquentes.

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 117

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre, et l'entreprise Rebus Solides Canadiens (RSC) depuis le 1er mars 2019. Détailler les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 118

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2019-2020.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 119

Fournir, pour 2019-2020, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de Recyc-Québec.

Le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation des organismes municipaux ainsi que ceux de RECYC-QUÉBEC sont calculés sur la base d'une année civile. Ce sont les entreprises contributrices au régime de compensation qui assument ces coûts.

Les municipalités se sont vues accorder une indemnisation de 12,56 M$ en 2019 pour les frais de gestion et les autres dépenses connexes encourus en 2018. Quant à RECYC-QUÉBEC, le montant équivaut à 3 M$, soit le maximum prévu par règlement.

Les frais de gestion et d'étude d'Éco Entreprises Québec (ÉEQ) s'élèvent à 6,7 M$ pour l'année de compensation 2019 (basée sur les coûts 2018). Ceux de RecycleMédias s'élèvent à 249 000 $.

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines, récupérées par les services municipaux et indiquer les démarches de Recyc-Québec et du Ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines. Fournir les résultats de l'étude produite en 2018 concernant le taux de matière non visée dans la collecte sélective.

Les matières orphelines, ou non visées, représentaient en 2018, 13,2 % des matières récupérées par la collecte sélective municipale, en baisse par rapport à 15 % en 2014.

Une nouvelle étude de caractérisation des matières visées et non visées par le régime de compensation pour la collecte sélective municipale a été complétée en 2018. À la lumière de cette étude, le taux de matières non visées passerait de 13,2 % à 12,9 %, soit une baisse de 0,3 %.

Un projet de règlement modifiant le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles* a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 26 décembre 2019 pour une période de consultation publique de 45 jours qui s'est terminée le 8 février 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 121

Depuis le 1er mars 2019, les actions par le ministère pour la mise en place d'un système de traçabilité des sols contaminés. Tout avis, études, analyses relatives au projet de traçabilité des sols contaminés par GPS. Détailler les prévisions budgétaires étant associées aux mesures qui seront mises en place.

Le gouvernement s'est engagé à offrir davantage d'options de valorisation des sols traités ou faiblement contaminés dans le Plan d'action 2017-2021 de la Politique. Il est important de mieux contrôler la provenance, le mouvement et la destination de tels sols. Le recours à un système de traçabilité contribuera à éviter les situations de disposition illégales et à contrôler de manière plus efficace les mouvements de sols contaminés au Québec.

Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un plan d'action visant à mieux prévenir et sanctionner les infractions environnementales dont les axes visent notamment le développement d'une traçabilité obligatoire et performante, un programme d'inspection renforcé et une réglementation plus coercitive.

Le 24 avril 2019, le gouvernement a publié pour consultation publique le projet de Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés; les mémoires déposés ont été analysés et on procède aux ajustements nécessaires.

Le 8 août 2019, sont entrées en vigueur les modifications au Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains et au Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés de façon à encadrer la valorisation de sols faiblement contaminés, de permettre davantage d'options de valorisation en plus de renforcer le contrôle des lieux de disposition de sols contaminés et les pouvoirs d'intervention du gouvernement en cas de gestion illégale.

Le Ministère a annoncé qu'il renforçait son contrôle et sa gestion des sols contaminés, notamment en augmentant de plus de 50 % le nombre d'inspections réalisées dans le cadre de programmes de contrôle spécifiques aux sols contaminés pour l'année 2018-2019. Le Ministère poursuit et accentue ses interventions pour veiller à ce que les intervenants dans le domaine des sols contaminés respectent les lois et règlements applicables en matière environnementale.

Le gouvernement a publié sur son site Internet un document présentant les bonnes pratiques en matière de traçabilité des sols contaminés excavés à l'intention de tout intervenant qui entend utiliser ou développer un système de traçabilité.

Le gouvernement a participé à deux projets pilotes sur la traçabilité des sols contaminés en partenariat avec la Ville de Montréal et Réseau Environnement. Les projets pilotes ont été mis en œuvre à Montréal et ont servi à préciser les caractéristiques auxquelles doit répondre un système de traçabilité dans l'optique de les requérir éventuellement dans un contexte réglementaire.

Le MELCC a amorcé les travaux nécessaires pour la mise en place du système informatique de traçabilité. D'ici à ce que le système gouvernemental soit mis en place, les systèmes Traces Québec développé par Réseau Environnement ou TraceNet supporté par la firme Référence systèmes seront utilisés dans les projets de réhabilitation subventionnés par le gouvernement et demeurent accessibles sur une base volontaire à quiconque veut s'assurer de la bonne gestion de ses sols contaminés.

Le gouvernement a ajouté des clauses dans les cadres normatifs du programme d'aide financière ClimatSol-Plus afin d'exiger que les bénéficiaires utilisent un système de traçabilité des sols contaminés excavés qui satisfera aux exigences du Ministère. Le Programme a été bonifié d'une enveloppe de 25 M$ sur 5 ans dans le budget 2020-2021. Ces clauses ont aussi été ajoutées dans l'entente pour l'octroi d'une subvention de 75 M$ à la ville de Montréal pour la réhabilitation des terrains contaminés et dans l'entente de 5 M$ pour la restauration des sédiments du projet Plage de l'Est par la Ville de Montréal.

Dans le cadre du 320 M$ d'investissement qui a été octroyé au budget 2019-2020 afin de transformer des terrains contaminés en zones d'innovation, les projets devront recourir à un système de traçabilité pour tous les sols contaminés excavés et transportés à l'extérieur du terrain.

Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du ministère. Ventiler par type d'activité :

a. liste des cas;
b. date;
c. coûts cumulés de l'intervention pris en charge par l'État au 31 mars 2020;
d. montants réclamés aux fautifs pour 2019-2020;
e. articles de loi et/ou de règlement impliqués;
f. cas ayant nécessité l'intervention de la Santé publique.

Liste des cas apparaissant au Registre des interventions d'Urgence-Environnement sur le site Web du MELCC:

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
31 mars 2020	Saint-Germain-de-Grantham - Déversement de produits pétroliers	1		
29 mars 2020	Saint-Placide - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
29 mars 2020	Saint-Maurice - Déversement de déjections animales	1		
18 mars 2020	Saint-Pie - Épandage de déjections animales	1		
14 mars 2020	Pointe-aux-Outardes - Émission de poussières	1		
11 mars 2020	L'Ange-Gardien - Déversement de produits pétroliers	1		
11 mars 2020	Châteauguay - Accident routier	1		
10 mars 2020	Saint-Denis-sur-Richelieu - Déversement de produits pétroliers	1		
8 mars 2020	Farnham - Dépôt illicite de matières dangereuses	1		
6 mars 2020	Ancienne-Lorette - Déversement de produits pétroliers	1		
6 mars 2020	Drummondville - Déversement de produits pétroliers	1	X	
5 mars 2020	Québec - Déversement de produits pétroliers	1		
5 mars 2020	Longueuil - Déversement de produits pétroliers	1		
4 mars 2020	Québec - Déversement de produits pétroliers	1	X	
29 février 2020	Trois-Rivières - Dépôt de neiges usées	1		
28 février 2020	Drummondville - Incendie	2	X	*
27 février 2020	Sherbrooke - Bris d'équipement	1		
26 février 2020	Municipalité de La Martre - Brûlage de matières résiduelles	1		
26 février 2020	Gatineau (secteur Masson-Angers) - Déversement de produits pétroliers	1		
25 février 2020	Trois-Rivières - Déversement de produits pétroliers	1		
25 février 2020	Gatineau - Déversement de produits pétroliers	1		
20 février 2020	Shawinigan - Déversement de produits pétroliers	1		
19 février 2020	La Prairie - Accident routier	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
18 février 2020	Rouyn-Noranda (secteur McWatters) - Accident routier	1		
17 février 2020	TNO Passes Dangereuses - Accident routier	1		
7 février 2020	Saint-Augustin-de-Desmaures - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
6 février 2020	Drummondville - Déversement de produits pétroliers	1		
3 février 2020	Magog - Motoneiges coulées dans un lac	1		
31 janvier 2020	Thurso - Déversement d'eaux de lixiviation	1		
31 janvier 2020	Sainte-Catherine - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
30 janvier 2020	Stoneham-et-Tewkesbury - Déversement de produits pétroliers	1		
28 janvier 2020	Montmagny - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
28 janvier 2020	Saguenay - Jonquière - Déversement d'eaux de procédé	1		
24 janvier 2020	Ripon - Travaux en milieu hydrique	1		
24 janvier 2020	Sept-Îles - Émission de fumée noire	1		
24 janvier 2020	Dorval - Déversement de produits pétroliers	1		
23 janvier 2020	Bécancour - Signalement d'odeur	1		
23 janvier 2020	Saint-Janvier-de-Joly - Accident routier	1		
23 janvier 2020	Montréal - Déversement d'huile biodégradable	1		
22 janvier 2020	Fermont - Gel de conduite	1		
18 janvier 2020	Île-aux-Noix - Incendie	1		
17 janvier 2020	Bécancour - Déversement de produits pétroliers	1	X	
16 janvier 2020	Lévis (secteur Saint-Romuald) - Incendie impliquant des produits pétroliers	1		
15 janvier 2020	Saint-Narcisse-de-Beaurivage - Déversement de déjections animales	1		
15 janvier 2020	Saint-Mathieu-de-Rioux - Incendie	1		
15 janvier 2020	Saint-Zénon - Déversement de produits pétroliers	1		
12 janvier 2020	Trois-Rivières - Déversement de produits pétroliers	1		
10 janvier 2020	Varennes - Fuite de gaz	1		
8 janvier 2020	Saint-Bruno - Accident routier	1		
8 janvier 2020	Chesterville - Accident routier	1		
7 janvier 2020	Vaudreuil-Dorion - Déversement de matières dangereuses	1		
6 janvier 2020	Rouyn-Noranda (quartier Montbeillard) - Accident routier	1		
3 janvier 2020	Gatineau - Dépôt de neiges usées	1		
31 décembre 2019	Gatineau - Déversement d'eaux usées	1		
30 décembre 2019	Saint-Jacques-le-Mineur - Déversement de produits pétroliers	1		
28 décembre 2019	Drummondville - Déversement de produits pétroliers	1		
27 décembre 2019	Saint-Chrysostome - Accident routier	1		
27 décembre 2019	Saint-Georges - Accident routier	1		*
26 décembre 2019	Longueuil - Bris d'équipement	1		
19 décembre 2019	Québec - Émission de poussières	1		
18 décembre 2019	Saint-Célestin - Accident routier	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
16 décembre 2019	Montréal-Est - Déversement de produits pétroliers	1		
15 décembre 2019	Déléage - Déversement de produits pétroliers	1		
12 décembre 2019	Gatineau - Déversement de produits pétroliers	1		
12 décembre 2019	Rivière-du-Loup - Incendie impliquant des matières dangereuses	2		
10 décembre 2019	Rimouski - Déversement de produits pétroliers	1		4 544,43$
7 décembre 2019	Saint-Henri - Déversement de produits pétroliers	1		
5 décembre 2019	Beauharnois - Incendie	1		
3 décembre 2019	Morin-Heights - Accident routier	1		
28 novembre 2019	Papineauville - Travaux en milieu hydrique	1		
26 novembre 2019	Gatineau - Incendie impliquant des matières toxiques	1		
25 novembre 2019	Saguenay (arrondissement Jonquière) - Déversement de produits pétroliers	1		
25 novembre 2019	Marsoui - Accident routier	1		
25 novembre 2019	Rimouski - Déversement de produits pétroliers	1		
25 novembre 2019	Kingsey Falls - Déversement d'eaux de procédé	1		
23 novembre 2019	Pointe-Lebel - Déversement de produits pétroliers	1		
20 novembre 2019	Saint-Georges - Déversement de produits pétroliers	1		
19 novembre 2019	Boisbriand - Déversement de matières liquides	1		
19 novembre 2019	Marieville - Accident routier	1		
18 novembre 2019	Roberval - Déversement de produits pétroliers	1		
17 novembre 2019	Ville de Québec - Bateau coulé	1		
17 novembre 2019	Marieville - Déversement de déjections animales	1		
14 novembre 2019	L'Ancienne-Lorette - Déversement de matières dangereuses	1		
10 novembre 2019	Saint-Théodore-d'Acton - Épandage de déjections animales	1		
9 novembre 2019	Victoriaville - Incendie	1		
8 novembre 2019	Terrebonne - Déversement de produits pétroliers	1		
8 novembre 2019	Sainte-Catherine-de-Hatley - Accident routier	1		
7 novembre 2019	Trois-Rivières - Déversement de produits pétroliers	1		
7 novembre 2019	Saint-Denis-de-Brompton - Accident routier	1		
7 novembre 2019	Lévis - Déversement de produits pétroliers	1		
7 novembre 2019	Rimouski - Accident routier	1		
4 novembre 2019	Gatineau - Déversement de matières solides	1		
4 novembre 2019	Québec (arrondissement Cité-Limoilou) - Déversement de produits pétroliers	1		
2 novembre 2019	Sherbrooke - Déversement d'eaux usées	1		
2 novembre 2019	Métabetchouan - Dépôt illicite de matières résiduelles	1		
1 novembre 2019	Val d'Or - Accident routier	1		
31 octobre 2019	Rimouski - Déversement de produits pétroliers	1		
31 octobre 2019	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean - Brûlage de matières résiduelles	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
30 octobre 2019	Cantley - Déversement de produits pétroliers	1		
28 octobre 2019	Montréal - Déversement de produits pétroliers	1		
28 octobre 2019	Les Hauteurs Saint-Gabriel-de-Rimouski Saint-Donat-de-Rimouski - Déversement de produits pétroliers	1		
28 octobre 2019	Gatineau (secteur Hull) - Déversement de produits pétroliers	1		
27 octobre 2019	Lachute - Incendie impliquant des matières dangereuses	1	X	4 426,02$
23 octobre 2019	Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Déversement de matières dangereuses	1		
23 octobre 2019	Saint-Bruno-de-Montarville - Déversement d'eaux usées	1		
22 octobre 2019	Drummondville - Déversement de produits pétroliers	1		
22 octobre 2019	Val-d'Or - Déversement de produits pétroliers	1		
20 octobre 2019	Saint-Jean de l'Île-d'Orléans - Présence d'algues blanchâtres	1		
18 octobre 2019	Longueuil - Signalement d'hydrocarbures	1		
17 octobre 2019	Sainte-Luce - Déversement de produits pétroliers	1		
17 octobre 2019	Saint-Mathieu-de-Beloeil - Déversement de produits pétroliers	1		
15 octobre 2019	Cantley - Présence de matières inconnues	1		
15 octobre 2019	Saint-Félicien - Déversement d'eaux de procédé	1		
12 octobre 2019	Île-aux-Noix - Travaux en milieu hydrique	1		
11 octobre 2019	Shawinigan - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
11 octobre 2019	Saint-Elzéar - Déversement de déjections animales	1		
11 octobre 2019	Stoneham - Accident routier	1		
10 octobre 2019	Shawinigan - Incendie d'un véhicule	1		
9 octobre 2019	Gatineau - Déversement de matières contaminées	1		
9 octobre 2019	Sainte-Hélène-de-Chester - Brûlage de matières résiduelles	1		
9 octobre 2019	Vaudreuil-Dorion - Déversement de produits pétroliers	1		
8 octobre 2019	Ville de Québec (arrondissement de Beauport) - Déversement de produits pétroliers	1		
8 octobre 2019	Trois-Rivières - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
7 octobre 2019	Shannon - Déversement de produits pétroliers	1		
6 octobre 2019	Trois-Rivières - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
4 octobre 2019	Gaspé (secteur Saint-Maurice-de-l'Échouerie) - Déversement de produits pétroliers	1		
4 octobre 2019	Boucherville - Déversement de produits pétroliers	1		
3 octobre 2019	Saint-Martin - Accident routier	1		
3 octobre 2019	Saint-Jean-sur-Richelieu - Déversement de produits pétroliers	1		
26 septembre 2019	Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers	1		
26 septembre 2019	Salaberry-de-Valleyfield - Déversement de matières dangereuses	1		
23 septembre 2019	Sainte-Hélène-de-Bagot - Déversement d'eaux usées	1		
21 septembre 2019	Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
20 septembre 2019	Cloridorme - Excavation de sols contaminés	1		
20 septembre 2019	Varennes - Incendie	1		
20 septembre 2019	Saint-Henri - Incendie	1		
17 septembre 2019	Québec (arrondissement Beauport) - Signalement d'hydrocarbures	1		
17 septembre 2019	Boucherville - Déversement de produits pétroliers	1		
12 septembre 2019	Beauharnois - Accident maritime	1		
12 septembre 2019	Trois-Rivières - Déversement de produits pétroliers	1		
11 septembre 2019	Marieville - Accident routier	1		
11 septembre 2019	Sainte-Catherine-de-Hatley - Déversement de produits pétroliers	1		
10 septembre 2019	Saint-Georges - Déversement de produits pétroliers	1		
9 septembre 2019	Ville de Québec - Déversement d'huile végétale	1		
7 septembre 2019	Mirabel (Saint-Canut) - Travaux en milieu hydrique	1		
7 septembre 2019	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix - Travaux en milieu hydrique	1		
6 septembre 2019	Pierreville - Épandage de déjections animales	1		
6 septembre 2019	Municipalité de La Doré - Déversement de produits pétroliers	1		
3 septembre 2019	Sherbrooke - Déversement d'eaux usées	1	X	
1 septembre 2019	La Pêche - Déversement de produits pétroliers	1		
1 septembre 2019	Québec - Signalement d'odeur	1		
31 août 2019	Gatineau - Déversement d'eaux usées	1		
30 août 2019	Saint-Jean-sur-Richelieu - Mortalité de poissons	1		
29 août 2019	Saguenay (arrondissement Chicoutimi) - Signalement d'une matière sur un lieu sensible	1		
28 août 2019	Québec (arrondissement les Rivières) - Déversement de produits pétroliers	1		
23 août 2019	Cap-chat (Secteur Les Capucins) - Déversement de matières dangereuses	1		
23 août 2019	Dorval - Émission de gaz	1		
22 août 2019	Laval - Déversement de produits pétroliers	1		
19 août 2019	Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James - Déversement de matières dangereuses	1		
18 août 2019	Gatineau - Secteur de Gatineau - Bateau échoué	1		
17 août 2019	Sainte-Anne-du-Sault - Excavation de sols contaminés	1		
17 août 2019	Warwick - Déversement de produits pétroliers	1		
17 août 2019	Gatineau - Secteur de Hull - Signalement d'hydrocarbures	1		
16 août 2019	Gracefield - Présence de matières inconnues	1		
15 août 2019	Saint-Hyacinthe - Accident routier	1		
14 août 2019	Lévis - Signalement d'odeur	1		
10 août 2019	L'Islet - Brûlage de matières résiduelles	1		
10 août 2019	Sainte-Angèle-de-Mérici - Incendie	1		
9 août 2019	Saguenay (arrondissement Chicoutimi) - Signalement d'hydrocarbures	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
7 août 2019	Montréal - Déversement de produits pétroliers	1		
7 août 2019	Baie-du-Febvre - Brûlage de matières résiduelles	1		
6 août 2019	Municipalité de Lemieux - Brûlage de matières résiduelles	1		
6 août 2019	L'Anse-Saint-Jean - Déversement de produits pétroliers	1		
5 août 2019	Saint-Alexandre-de-Kamouraska - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
4 août 2019	Henryville - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
4 août 2019	Huntingdon - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
4 août 2019	Shawinigan - Signalement d'odeur	1		
3 août 2019	Saint-Hyacinthe - Mortalité de poissons	1		
3 août 2019	Municipalité de Bégin - Déversement de produits pétroliers	1		
2 août 2019	Shawinigan - Déversement d'eaux usées	1		
1 août 2019	Sainte-Anne-de-la-Pérade - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
31 juillet 2019	Ville de Québec - Signalement d'hydrocarbures	1		
31 juillet 2019	Gatineau - Secteur Masson-Angers - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
30 juillet 2019	Gatineau - Secteur Masson-Angers - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
30 juillet 2019	Amos - Signalement d'odeur	1		
30 juillet 2019	Rimouski - Déversement de produits pétroliers	1		
29 juillet 2019	Gatineau - Secteur Masson-Angers - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
29 juillet 2019	Gatineau - Secteur Masson-Angers - Mortalité de poissons	1		
28 juillet 2019	Henryville - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
28 juillet 2019	Saguenay - Rejet de matières en suspension	1		
26 juillet 2019	Sherbrooke - Déversement d'eaux contaminées aux hydrocarbures	1		
24 juillet 2019	Richmond - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
23 juillet 2019	Saint-Bruno-de-Montarville - Fuite de gaz	1		
22 juillet 2019	Ville de Gatineau - secteur Masson Angers - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
22 juillet 2019	Morin-Heights - Rejet de matières en suspension	1		
22 juillet 2019	Plessisville - Brûlage de matières résiduelles	1		
21 juillet 2019	Gatineau - secteur Masson-Angers - Déversement d'eaux usées	1		
20 juillet 2019	Ville de Gatineau - Déversement de produits pétroliers	1		
20 juillet 2019	La Conception - Exploitation d'une sablière sans autorisation	1		
20 juillet 2019	Saint-Hippolyte - Bateau échoué	1		
20 juillet 2019	Trois-Rivières - Incendie impliquant des matières résiduelles	2	X	10 969,36$
19 juillet 2019	Ville de Gatineau, secteur Buckingham - Déversement de matières dangereuses	1		
19 juillet 2019	Ville de Gatineau, secteur Masson-Angers - Mortalité de poissons	1		
18 juillet 2019	Ville d'Alma - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
18 juillet 2019	Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers	1		
18 juillet 2019	Richmond - Déversement de produits pétroliers	1		
16 juillet 2019	Trois-Rivières - Fuite de gaz	1		
16 juillet 2019	Victoriaville - Déversement de produits pétroliers	1		
15 juillet 2019	Trois-Rivières - Signalement d'une coloration sur un cours d'eau	1		
15 juillet 2019	Austin - Déversement de produits pétroliers	1		
15 juillet 2019	Saint-Simon - Déversement de produits pétroliers	1		
13 juillet 2019	Saguenay (Lac-Kénogami) - Déversement de produits pétroliers	1		
13 juillet 2019	Henryville - Incendie impliquant des matières résiduelles	1		
12 juillet 2019	Tingwick - Écoulement d'eaux de ruissellement chargées de matières en suspension	1		
12 juillet 2019	Lachute - Accident routier	1		
10 juillet 2019	Réservoir Dozois (Réserve faunique La Vérendrye) - Accident routier	1		
10 juillet 2019	Saint-Alfred - Déversement de déjections animales	1		
9 juillet 2019	Masson-Angers - Mortalité de poissons	1	X	
9 juillet 2019	Saguenay (secteur Jonquière) - Déversement d'huiles usées suite à un incendie	1		
8 juillet 2019	Upton - Déversement d'eaux usées	1		
8 juillet 2019	Québec (arrondissement Les Rivières) - Rejet de matières en suspension	1		
7 juillet 2019	Saint-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud - Bris d'équipement	1		
6 juillet 2019	Saint-Adolphe-d'Howard - Écoulement d'eaux de ruissellement chargées de matières en suspension	1		
5 juillet 2019	Mascouche - Déversement de matières solides	1		
5 juillet 2019	Le Bic - Déversement de pesticides	1		
5 juillet 2019	Lac Kénogami - Déversement de produits pétroliers	1		
5 juillet 2019	Saint-Louis-de-Blandford - Déversement de matières liquides	1		
5 juillet 2019	Notre-Dame-de-Montauban - Déversement de produits pétroliers	1		
5 juillet 2019	Mascouche - Signalement d'hydrocarbures	1		
4 juillet 2019	Trois-Rivières - Rejet d'eaux de lixiviation contaminées	1		
4 juillet 2019	Canton de Hatley - Incendie d'un véhicule	1		
3 juillet 2019	Rouyn-Noranda - Accident routier	1		
2 juillet 2019	Grandes-Piles - Déversement de produits pétroliers	1		
1 juillet 2019	Saguenay - Déversement de produits pétroliers	1		
29 juin 2019	Ville de Québec - Déversement de produits pétroliers	1		
28 juin 2019	Trois-Rivières - Accident routier	1		
28 juin 2019	Ville de Québec - Déversement de matières liquides	1		
28 juin 2019	Ville de Québec - Rejet de matières en suspension	1		
27 juin 2019	Québec (arrondissement Beauport) - Déversement de produits pétroliers	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
26 juin 2019	Disraeli - Travaux en milieu hydrique	1		
26 juin 2019	Les Éboulements - Bris d'équipement	1		
24 juin 2019	Saguenay (arrondissement de Lac Kénogami) - Accident d'avion	1		
24 juin 2019	Beauharnois - Incendie	1		
22 juin 2019	Montréal - Accident routier	1		
21 juin 2019	Gatineau - Accident routier	1		
21 juin 2019	Municipalité de Saint-Sixte - Accident routier	1		
21 juin 2019	Québec (arrondissement de La Cité-Limoilou) - Émission de poussières	1		
21 juin 2019	Lévis - Signalement d'odeur	1		
21 juin 2019	Val-des-Monts - Accident d'avion	1		
19 juin 2019	Shawinigan - Déversement de produits pétroliers	1		
19 juin 2019	Longueuil - Incendie	1		
19 juin 2019	Trois-Rivières - Incendie	1		
18 juin 2019	Sainte-Anne-des-Monts - Déversement de produits pétroliers	1		
18 juin 2019	Trois-Rivières - Accident d'avion	1		
14 juin 2019	Québec - Déversement de matières contaminées	1		
14 juin 2019	Rouyn-Noranda - Déversement de produits pétroliers	1		
12 juin 2019	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson - Déversement de produits pétroliers	1		
11 juin 2019	Drummondville - Incendie	1		
11 juin 2019	Lachute - Déversement de matières contaminées	1		
10 juin 2019	Saint-Sylvère - Déversement de produits pétroliers	1		
10 juin 2019	Lévis - Signalement d'odeur	1		
9 juin 2019	Lingwick - Déversement de produits pétroliers	1		
9 juin 2019	Wakefield, La Pêche - Travaux en milieu hydrique	1		
8 juin 2019	Canton de Stanstead - Présence de matières inconnues	1		
7 juin 2019	Saint-Norbert - Accident routier	1		
7 juin 2019	Bois-Franc - Présence de sols contaminés	1		
7 juin 2019	Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers	1		
6 juin 2019	Wakefield, La Pêche - Travaux en milieu hydrique	1		
5 juin 2019	Sherbrooke - Déversement de produits pétroliers	1		
5 juin 2019	Sainte-Hélène-de-Kamouraska - Déversement de matières dangereuses	1		
5 juin 2019	Sainte-Agathe-des-Monts - Bateau coulé	1		
4 juin 2019	Mont-Saint-Hilaire - Déversement de produits pétroliers	1		
4 juin 2019	Boucherville - Déversement de produits pétroliers	1		
30 mai 2019	Ville de Québec - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
30 mai 2019	Ville de Québec - Déversement de produits pétroliers	1		
30 mai 2019	Drummondville - Incendie	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
30 mai 2019	Sherbrooke - Signalement d'hydrocarbures	1		
28 mai 2019	Carignan - Travaux en milieu hydrique	1		
27 mai 2019	Gatineau - Déversement de produits pétroliers	1		
27 mai 2019	Sainte-Flavie - Signalement d'hydrocarbures	1		
27 mai 2019	Drummondville - Déversement de produits pétroliers	1		
27 mai 2019	Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James - Déversement d'eaux usées	1		
27 mai 2019	Saint-Jean-sur-Richelieu - Déversement de produits pétroliers	1		
26 mai 2019	Notre -Dame-de-Ham - Déversement de produits pétroliers	1		
25 mai 2019	Marsoui - Travaux en milieu hydrique	1		
25 mai 2019	Sainte-Anne-des-Monts - Brûlage de matières résiduelles	1		
25 mai 2019	Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Dépôt illicite de matières résiduelles	1		
25 mai 2019	Montréal - Incendie impliquant des matières dangereuses	1	X	
25 mai 2019	Saint-Jean-sur-Richelieu - Déversement de déjections animales	1		
24 mai 2019	Gatineau - Dépôt illicite de matières résiduelles	1		
24 mai 2019	Normandin - Déversement de produits pétroliers	1		
24 mai 2019	Carignan - Accident routier	1		
23 mai 2019	Pierrefonds - Signalement d'une matière sur un lieu sensible	1		
22 mai 2019	Yamachiche - Déversement de matières dangereuses	1		
22 mai 2019	Sainte-Flavie - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
22 mai 2019	Chicoutimi - Présence de mousse sur un cours d'eau	1		
21 mai 2019	Wickham - Déversement de produits pétroliers	1		
21 mai 2019	Sainte-Émélie-de-l'Énergie - Déversement de produits pétroliers	1		
21 mai 2019	Gatineau - Dépôt illicite de matières résiduelles	1		
18 mai 2019	Saint-Hippolyte - Déversement de produits pétroliers	1		
17 mai 2019	Richmond - Déversement de produits pétroliers	1		
16 mai 2019	Coteau-du-Lac - Déversement de produits pétroliers	1		
16 mai 2019	Baie-Comeau - Brûlage de matières résiduelles	1		
16 mai 2019	Hébertville - Accident routier	1		5 512,51$
16 mai 2019	Saint-Édouard-de-Lotbinière - Déversement de matières liquides	1		
15 mai 2019	Bécancour - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
15 mai 2019	Rimouski - Fuite de gaz	1	X	
15 mai 2019	Amqui - Déversement d'eaux de procédé	1		
12 mai 2019	Granby - Mortalité de poissons	1		
11 mai 2019	Saint-Adolphe-d'Howard - Rejet de matières en suspension	1		
11 mai 2019	Sainte-Agathe-des-Monts - Déversement de produits pétroliers	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
10 mai 2019	Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Inondation	1		
10 mai 2019	Sainte-Catherine - Rejet dans un réseau d'égout municipal	1		
9 mai 2019	Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Rejet dans un réseau d'égout municipal	1		
9 mai 2019	Sainte-Marie-de-Beauce - Signalement d'une coloration sur un cours d'eau	1		
7 mai 2019	Adstock - Déversement de produits pétroliers	1		
7 mai 2019	Mirabel - Signalement d'hydrocarbures	1		
6 mai 2019	Saint-Bruno - Dépôt illicite de matières dangereuses	1		
4 mai 2019	Saint-Adolphe d'Howard - Écoulement d'eaux de ruissellement chargées de matières en suspension	1		
4 mai 2019	Château-Richer - Déversement de matières solides	1		
2 mai 2019	Fossambault-sur-le-Lac - Déversement de produits pétroliers	1		
1 mai 2019	Warwick - Incendie impliquant des matières dangereuses	1		
1 mai 2019	Cookshire-Eaton - Déversement de produits pétroliers	1		
1 mai 2019	Salaberry-de-Valleyfield - Déversement de matières liquides	1		
1 mai 2019	Saint-Ambroise - Signalement d'odeur	1		
1 mai 2019	Saint-Honoré - Déversement de produits pétroliers	1		
28 avril 2019	Sainte-Anne-de-Sorel - Inondation	1		
28 avril 2019	Vaudreuil-Dorion - Inondation	1		
28 avril 2019	Saint-Joseph-des-Érables - Déversement de déjections animales	1		
27 avril 2019	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix - Inondation	1		
27 avril 2019	Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Armand - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Armand - Inondation	1		
27 avril 2019	Pike River - Inondation	1		
27 avril 2019	Venise-en-Québec - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Georges-de-Clarenceville - Inondation	1		
27 avril 2019	Lacolle - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Blaise-sur-Richelieu - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix - Inondation	1		
27 avril 2019	Henryville - Inondation	1		
27 avril 2019	Henryville - Inondation	1		
27 avril 2019	Sainte-Anne-de-Sabrevois - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Jean-sur-Richelieu - Inondation	1		
27 avril 2019	Noyan - Inondation	1		
27 avril 2019	Saint-Georges-de-Clarenceville - Inondation	1		
27 avril 2019	Venise-en-Québec - Inondation	1		
27 avril 2019	Venise-en-Québec - Inondation	1		
27 avril 2019	Noyan - Inondation	1		
26 avril 2019	Saint-André-Avellin - Déversement de produits pétroliers	1		

Date	Événement	Catégorie	Intervention de la santé publique	Montants réclamés
24 avril 2019	Ville de L'Assomption - Déraillement de train	1		
24 avril 2019	L'Anse-Saint-Jean - Rejet dans un réseau d'égout municipal	1		
24 avril 2019	Saint-Alexandre-de-Kamouraska - Épandage de déjections animales	1		
23 avril 2019	Vallée-Jonction - Nappes d'hydrocarbures	1		
22 avril 2019	Bécancour - Bris d'équipement	1		
22 avril 2019	Fermont - Déversement de matières dangereuses	1		5 339,06$
21 avril 2019	St-Adolphe-D'Howard et Ste-Adèle - Écoulement d'eaux de ruissellement chargées de matières en suspension	1		
21 avril 2019	Saint-Bruno-de-Montarville - Inondation	1		
19 avril 2019	Stanbridge Station - Déversement de matières liquides	1		
19 avril 2019	Notre-Dame-du-Mont-Carmel - Travaux en milieu hydrique	1		
19 avril 2019	Pierrefond - Déversement de produits pétroliers	1		
17 avril 2019	Sept-Iles - Déversement de produits pétroliers	1		
17 avril 2019	Saint-Stanislas-de-Champlain - Déversement de produits pétroliers	1		
17 avril 2019	Bécancour - Incendie suite à une explosion	1	X	
16 avril 2019	Pike-River - Déversement de déjections animales	1		
15 avril 2019	Bromont - Déversement de produits pétroliers	1		
15 avril 2019	Ville de Québec - Déversement de produits pétroliers	1		
15 avril 2019	Ville de Québec - Présence de mousse	1		
15 avril 2019	Drummondville - Présence de matières diverses	1		
15 avril 2019	Canton de Gore - Déversement de produits pétroliers	1		
14 avril 2019	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland - Déversement de déjections animales	1		
14 avril 2019	Notre-Dame-du-Bon-Conseil - Déversement de produits pétroliers	1		
11 avril 2019	Gatineau - Déversement d'eaux usées	1		
11 avril 2019	Baie-Comeau - Déversement de produits pétroliers	1		
11 avril 2019	Drummondville - Signalement d'hydrocarbures	1		
10 avril 2019	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans - Déversement de produits pétroliers	1		
9 avril 2019	Gatineau - Déversement d'eaux usées	1		
8 avril 2019	L'Île-du-Grand-Calumet - Déversement de produits pétroliers	1		
8 avril 2019	Bécancour - Rejet d'eaux de lixiviation contaminées	1		
4 avril 2019	Saguenay (arrondissement La Baie) - Émission de poussières	1		
4 avril 2019	Chertsey - Déversement de produits pétroliers	1		
4 avril 2019	Lévis - Déversement de produits pétroliers	1		
3 avril 2019	Rimouski - Odeurs d'hydrocarbures	1		
2 avril 2019	Sherbrooke - Signalement d'hydrocarbures	1		
2 avril 2019	Saguenay (arrondissement Chicoutimi) - Déversement de déjections animales	1		

Date	Événement	**Catégorie**	**Intervention de la santé publique**	**Montants réclamés**
Total	384 inscriptions au registre	3	11	30 791,38$

** Ces réclamations sont en préparation*

Les situations d'urgence sont classées selon trois catégories qui reflètent la gravité et l'ampleur de l'événement. La définition des catégories se trouve sur le site Web du Ministère.

En 2019-2020, on dénombre 3 interventions de catégorie 2, les autres étant toutes de catégorie 1.

Total des interventions d'urgence impliquant une intervention terrain et ne nécessitant pas une inscription au registre : 180 interventions.

- Note : Les événements impliquant un accident routier qui aurait pour conséquences uniquement le déversement des liquides nécessaires au fonctionnement d'un véhicule ne sont pas inscrits au Registre.

Total : 564 interventions terrain

Coûts de l'intervention :

Conformément à la procédure de compilation des frais d'intervention et de suivi découlant d'une situation d'urgence environnementale (application de l'article 115.0.1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* [LQE]), aucun montant n'est réclamé aux fautifs si la facture s'élève à moins de 1 000 $. Tous les autres frais engendrés par des travaux de décontamination sont assumés par le pollueur.

Articles de la loi et/ou du règlement impliqués :

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2), article 21 :
Quiconque est responsable d'un rejet accidentel dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20 doit, sans délai, faire cesser le rejet et aviser le ministre.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 123

Nombre de certificats d'autorisation délivrés par le MELCC concernant l'exploration ou l'exploitation de pétrole conventionnel ou de pétrole non conventionnel, de gaz non conventionnel et de gaz non conventionnel au Québec. Liste des entreprises ou des personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise ou par personne et par région. Fournir la date de chacune des certificats octroyés.

Il n'y a eu aucune autorisation délivrée en 2019-2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124

Nombre d'avis de non-conformité à la Loi sur la qualité de l'environnement émis par le ministère pour les travaux de recherche d'hydrocarbures depuis 2010. Ventiler par puits.

En 2019-2020, le MELCC n'a émis aucun avis de non-conformité à la Loi sur la qualité de l'environnement émis par le ministère pour les travaux de recherche d'hydrocarbures.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 125

Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (Phase II) : liste des investissements, montants et bénéficiaires en 2018-2019 et 2019-2020. Nombre de tonnes de GES réduites, ventilé par projet. Prévisions pour 2020-2021.

L'objectif principal du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) est de réduire la quantité de matières organiques destinée à l'élimination afin de favoriser la réalisation des objectifs environnementaux prévus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR).

Le PTMOBC permet également de réduire les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES) afin de contribuer aux objectifs québécois en matière de lutte contre les changements climatiques.

Le Programme est financé entièrement par le Fonds vert, principalement par les redevances supplémentaires exigibles pour l'élimination de matières résiduelles. Plus en détail, le financement est réparti ainsi :

- redevances pour l'élimination de matières résiduelles (43,6 %);
- fédéral (24,5 %);
- autres sources autorisées, mais à déterminer plus tard (18,2 %);
- PACC (13,7 %).

Pour de plus amples descriptions des projets, veuillez consulter le site Web du Ministère au http://www.environnement.gouv.qc.ca/programmes/biomethanisation/liste-projets.htm, qui comprend notamment les informations suivantes :

- le territoire couvert;
- la date de mise en exploitation une fois que celle-ci est attestée par un certificat d'ingénieur;
- leur localisation;
- la description de la matière organique entrante ainsi que la prévision de quantité traitée par an;
- les quantités de digestat et de compost maximales prévues au certificat d'autorisation;
- la prévision de la quantité générée de biométhane;
- la prévision de réduction de GES par an;
- les aides financières et investissements totaux;
- les contributions de l'État pour l'atteinte des objectifs environnementaux soit la réduction de la quantité de matières organiques destinée à l'élimination et la réduction des émissions de GES.

Le tableau 1 à la page 2 présente les aides financières attribuées ainsi que les versements en 2017-2018 et 2018-2019 et 2019-2020, les bénéfices environnementaux attendus et matières organiques traitées des projets pour lesquels une subvention a été octroyée dans le cadre du PTMOBC.

TABLEAU 1 INFORMATIONS RELATIVES SUR LES PROJETS POUR LESQUELS UNE SUBVENTION A ÉTÉ OCTROYÉE DANS LE CADRE DU PTMOBC

Projets	Volet *	Subventions octroyées ou engagements au 31 mars 2019 (incluant la part fédérale) ($)	Aide financière attribuée ou versements entre le 1er avril 2017 et le 31 mars 2018 ($)	Aide financière attribuée ou versements entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019 ($)	Aide financière attribuée ou versements entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 ($)	Réduction annuelle d'émissions de GES** (CO_2 éq)	Quantité traitée** (t)	Aide financière maximale / Quantité traitée sur 20 ans ($/t)
MRC du Rocher-Percé	C	1 659 869	324 348 (versement)	10 664 (versement)		5 758	4 060	20
Multitech Environnement (Rouyn-Noranda)	C	268 600	111 602 (versement)		48 045 (versement)	9 006	6 000	2
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (RAEVR)	B	7 938 339	2 381 502 (versement)			1 243	7 560	53
Société d'économie mixte de l'est de la Couronne sud (SEMECS) Couronne sud-est	B	30 502 000			14 323 933 (versements)	8 528	35 000	44
Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SEMER)	B	15 539 660				8 816	25 742	30
Ville de Québec	B	60 209 970				9 512	182 600	16
Ville de Rimouski	C	3 145 785				1 467	8 117	19
Ville de St-Hyacinthe (les 2 phases)	B	53 565 459			1 133 333 (versement) 15 966 264 (versement 13 066 401 $ (versement)	49 121	206 850	13
Régie intermunicipale des déchets solides de la Lièvre (Mont-Laurier)	C	1 387 000	300 868 (versement)		381 601 (versement)	5 507	4 430	16
MRC d'Abitibi	C	705 244				2 507	3 200	11
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (RIGDSC)	C	1 677 915	559 305 (versement)		486 462 (versement)	555	6 983	12
Régie intermunicpale des déchets de La Rouge	C	1 460 361	1 460 361 (aide financière)		486 787 (versement)	515	2 914	25
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi	C	4 020 895		4 020 895 (aide financière) 1 340 298 (versement)	1 236 802 (versement)	3 041	18 230	11
Ville de Laval	B	65 550 000		65 550 000 (aide financière)		14 736	123 156	27
Ville de Montréal	B et C	101 596 005			101 596 005 (aide financière)	20 563	99 000	51
SOUS-TOTAL		**349 227 102**				**140 875**	**733 842**	
PROJET APPROUVÉ HORS PTMOBC								
Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie (RAEBL)	B	9 138 112		2 741 434 (versement)		1 196	16 560	28
TOTAL		**358 365 214**	**Versements 3 677 625** **Aide financière 1 460 361**	**Versements 4 092 625** **Aide financière 69 570 895**	**Versements 44 129 628** **Aide financière 101 596 005**	**142 071**	**750 402**	

* B : biométhanisation et C : compostage

** Pour ces calculs, sont considérées les quantités de m.o. traitées et les réductions de GES à la cinquième année d'exploitation, lorsque le projet sera à pleine capacité.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 126

Le nombre d'entreprises assujetties au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE) en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021

Le SPEDE fonctionne sur des années calendrier (1er janvier au 31 décembre).

La liste des établissements et des distributeurs de carburants et combustibles assujettis au SPEDE est publiée sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/etablissements-SPEDE.pdf

Le nombre exact d'émetteurs visés par le SPEDE en 2019, en 2020 et en 2021 sera connu uniquement suite au dépôt des déclarations d'émission de GES des émetteurs pour les années 2019, 2020 et 2021 attendues respectivement le 31 juillet 2020 et les 1er juin 2021 et 2022.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 127

Le budget et les effectifs relatifs à la gestion du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec (SPEDE) pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Budget et effectifs 2019-2020

La Direction du marché du carbone du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) est responsable du développement, de la mise en œuvre et de la gestion des opérations du Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Au cours de l'exercice financier 2019-2020, cette direction était composée de 29 effectifs autorisés, incluant le directeur.

En date du 6 mai 2020, des dépenses totales de 3,6751 M$ ont été affectées à la mise en œuvre du marché du carbone. De ce montant, 3,5 M$ ont été dépensés en rémunération et 170 k$ en fonctionnement. À ces coûts de fonctionnement s'ajoutent 2,52 M$ en subvention (contribution du gouvernement du Québec à WCI Inc. pour l'année budgétaire 2019 de l'organisme).

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 128

Combien d'entreprises se sont vu accorder gratuitement des unités d'émission dans le cadre du Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE) en 2019-2020.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 des renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N°129

Nombre d'entreprises ayant émis des GES en-deçà de la quantité d'allocations reçue et qui ont pu vendre leurs unités excédentaires à d'autres entreprises sur le marché du carbone en 2019-2020.

La quantité d'allocation gratuite versée à chaque entreprise annuellement est confidentielle. L'information relative aux unités vendues ou achetées par une entreprise est aussi confidentielle.

Les émissions de GES déclarées par chaque établissement industriel visé par le RSPEDE et les émissions de GES totales attribuables à l'utilisation de carburants et combustibles distribués au Québec sont disponibles sur le site Internet du MELCC à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/documentation.htm sous le titre « Couverture des émissions ».

La quantité totale d'allocation gratuite versée annuellement ainsi que la liste des bénéficiaires en ayant bénéficié sont disponibles à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/documentation.htm sous le titre « Allocation gratuite d'unités d'émission ».

De plus, le nom des entreprises qui se sont inscrites aux ventes aux enchères est disponible dans chacun des rapports des résultats des ventes aux enchères à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/ventes-encheres/avis-resultats.htm

QUESTION PARTICULIÈRE N°130

Toutes ententes avec la Ville de Montréal et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) concernant l'inspection et la surveillance de la qualité de l'atmosphère. Indiquer :

a. les sommes allouées pour l'année 2019-2020 et les prévisions 2020-2021;
b. l'état de situation au 31 mars 2020.

A) Les sommes allouées pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021

En vertu du décret n° 1040-2018, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) octroie une aide financière annuelle de 3,3 M$ pour les exercices financiers 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

B) État de situation au 31 mars 2020

La contribution annuelle du MELCC est de 3,3 M$ depuis 2009 afin que la CMM puisse assurer la surveillance et la préservation de la qualité de l'atmosphère sur le territoire de l'île de Montréal.

Hors du territoire de l'île de Montréal, le MELCC est responsable de l'application de la réglementation sur la qualité de l'atmosphère par le biais du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère.

Liste d'achat de tous les véhicules zéro émission et hybrides pour chaque ministère, pour l'année 2019-2020, indiquer :

a. **le ministère acquéreur;**
b. **le nombre de véhicules achetés par ministère;**
c. **le coût par véhicule;**
d. **la marque des véhicules;**
e. **le nombre de véhicules ministériels hybrides.**

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques			
ANNÉE	NOMBRE	MARQUE	COÛTS MOYENS
2011-2012	4	FORD ESCAPE	36 738,00 $
	4	TOYOTA PRIUS	28 045,00 $
	2	TOYOTA CAMRY	28 144,00 $
2012-2013	1	CHEVROLET SILVERADO	37 289,00 $
	5	FORD FUSION	28 799,00 $
	1	TOYOTA HIGHLANDER	40 730,00 $
	7	TOYOTA PRIUS	24 989,00 $
2013-2014	5	CHEVROLET VOLT	36 993,00 $
	3	FORD FUSION	25 619,00 $
	1	TOYOTA HIGHLANDER	40 695,00 $
	8	TOYOTA PRIUS	25 931,00 $
2014-2015*	0		
2015-2016*	0		
2016-2017	2	TOYOTA HIGHLANDER	43 465,00 $
2017-2018*	0		
2018-2019*	0		
2019-2020	2	CHEVROLET BOLT EV	43 431,00 $
	2	CHRYSLER PACIFICA PHEV EV	52 098,00 $
	3	KIA NIRO PHEV EX	35 460,00 $
	9	MITSUBISHI OUTLANDER PHEV SE	40 746,00 $
	3	TOYOTA PRIUS PHEV	32 810,00 $

*Étant donnée la révision de la « Politique sur la gestion et l'utilisation des moyens de transport », aucun véhicules hybrides ou électriques n'a été acquis par le MELCC au cours des années financières 2014-2015, 2015-2016, 2017-2018 et 2018-2019. Les quelques véhicules à essence qui ont été acquis lors de cette période visaient essentiellement à remplacer des véhicules en fin de vie utile pour des considérations de sécurité.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 132

Programme « Climatsol plus» : liste des investissements, montants et bénéficiaires pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 13 des renseignements particuliers.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 133

Liste des groupes environnementaux ayant reçu du financement du MELCC pour 2019-2020 et prévision pour 2020-2021. Indiquer:

a) **le nom du groupe;**
b) **le montant alloué par groupe;**
c) **liste des groupes ayant été exclus du financement pour 2019-2020.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux et à la réponse de la question 13 des renseignements particuliers.

Liste des sites d'enfouissement au Québec. Indiquer :

a. lieu géographique;
b. type de déchets et matières résiduelles;
c. volume de stockage.

Liste des lieux d'élimination des matières résiduelles pour chacune des directions régionales du MELCC

Voir ANNEXE I – Liste des lieux autorisés et en exploitation par type soit, dépôts de matériaux secs (DMS), lieux d'enfouissement de débris de construction et démolition (LEDCD), lieux d'enfouissement en milieu nordique (LEMN), dépôts en tranchée (DET), lieux d'enfouissement en tranchée (LEET), lieux d'enfouissement sanitaire (LES) et technique (LET) et par région, par MRC, par municipalité.

Le type de matières résiduelles est celui défini à l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) :

« 1, (...)

« matière résiduelle » : tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon; (...) »

À l'exclusion des matières résiduelles précisées au REIMR. À titre d'exemple d'exclusion : matières dangereuses, matières liquides, sols contaminés, pneus hors d'usage, fumier, etc.

Capacité de stockage des lieux d'enfouissement sanitaire et des lieux d'enfouissement technique au Québec

Voir ANNEXE II – Synthèse des capacités des lieux d'enfouissement autorisées.

Question 134 - ANNEXE 1

Lieux d'enfouissement (DMS, LEMN (DMN), DET, LES, LET, LEET et LEDCD) exploités et autorisés

Type de lieu	Région	MRC	Municipalité	Nom du lieu	No du lieu
dépôt de matériaux secs	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy	Saint-Félicien	Dépôt de matériaux secs (Entreprises Jean Tremblay & Fils inc.)	90164484
		Ville de Saguenay	Saguenay	Dépôt de matériaux secs (Léon Lavoie entrepreneur général)	90076134
					S.-total région: 2
	15 - Laurentides	Les Pays-d'en-Haut	Sainte-Adèle	Recyclage Ste-Adèle inc.	13481288
					S.-total région: 1
					S.-total type de lieu: 3
lieu d'enfouissement de débris de construction ou démolition	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine	Dolbeau-Mistassini	LEDCD (Excavation Dolbeau inc.)	90357096
					S.-total région: 1
	04 - Mauricie	Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières	Sable des Forges inc.	90552878
					S.-total région: 1
	06 - Montréal	Ville de Montréal	Montréal	Services Matrec	90563644
					S.-total région: 1
	07 - Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Val-des-Monts	Thibault Démolition ltée	90148883
					S.-total région: 1
	14 - Lanaudière	Matawinie	Saint-Félix-de-Valois	Gestion intégrée de Matériaux secs Lanaudière inc	90250655
		Montcalm	Sainte-Julienne	2845-5103 Québec inc.	90202961
					S.-total région: 2
	17 - Centre-du-Québec	Bécancour	Bécancour	Lemay-Bec inc	90371634
					S.-total région: 1
					S.-total type de lieu: 7
lieu d'enfouissement en milieu nordique (dépôt milieu nord)	09 - Côte-Nord	Caniapiscau	Schefferville	Lieu d'enfouissement en milieu nordique, ancien dépôt en tranchée (Ville de Schefferville)	90339938
		Le Golfe-du-Saint-Laurent	Blanc-Sablon	Dépôt en milieu nordique (Blind Cliff) Blanc-Sablon	90218439
			Bonne-Espérance	Dépôt en milieu nordique (Salmon Bay)	90218496
			Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	DÉPÔT EN MILIEU NORDIQUE (CHEVERY)	90226630
				DÉPÔT EN MILIEU NORDIQUE (KÉGASKA)	90228180
				lieu d'enfouissement en milieu nordique (Conseil des montagnais de la Romaine)	X0900791
				LIEU D'ENFOUISSEMENT EN MILIEU NORDIQUE (HARRINGTON HARBOUR)	90218488
				Lieu d'enfouissement en milieu nordique (ouest du village - Tête-à-la-Baleine)	X2085639
			Gros-Mécatina	DEPOT EN MILIEU NORDIQUE (BAIE-DES-MOUTONS)	90354887
				DEPOT EN MILIEU NORDIQUE (LA TABATIERE)	90354853
				Lieu d'enfouissement en milieu nordique (La Tabatière)	X2104479
			Saint-Augustin	Lieu d'enfouissement en milieu nordique de PaKuashipi	90379843
		Le Golfe-du-Saint-Laurent	Saint-Augustin	Lieu d'enfouissement en milieu nordique (Saint-Augustin)	X0900095
					S.-total région: 13

Question 134 - ANNEXE 1

Lieux d'enfouissement (DMS, LEMN (DMN), DET, LES, LET, LEET et LEDCD) exploités et autorisés

Type de lieu	Région	MRC	Municipalité	Nom du lieu	No du lieu
lieu d'enfouissement en milieu nordique (dépôt milieu nord)	10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	Akulivik	Dépôt en milieu nordique (Akulivik)	X0801772
			Aupaluk	Dépôt en milieu nordique (Aupaluk)	X0801773
			Inukjuak	Dépôt en milieu nordique (Inukjuak)	X0801774
			Ivujivik	Dépôt en milieu nordique (Ivujivik)	X0801609
			Kangiqsualujjuaq	Dépôt en milieu nordique (Kangiqsualujjuaq)	X0801775
			Kangiqsujuaq	Dépôt en milieu nordique (Kangiqsujuaq)	X0801776
			Kangirsuk	Dépôt en milieu nordique (Kangirsuk)	X0801777
			Kuujjuaq	Lieu d'enfouissement en milieu nordique (Kuujjuaq)	X0801778
			Puvirnituq	Dépôt en milieu nordique (Puvirnituq)	X0801782
			Quaqtaq	Dépôt en milieu nordique (Quaqtaq)	X0801783
			Salluit	Lieu d'enfouissement en milieu nordique (Salluit)	X0801784
			Tasiujaq	Dépôt en milieu nordique (Tasiujaq)	X0801785
			Umiujaq	Dépôt en milieu nordique (Umiujaq)	X0801786
					S.-total région: 13
					S.-total type de lieu: 26
lieu d'enfouissement en tranchée	04 - Mauricie	La Tuque	La Tuque	LEET - canton Bardy (Lac Flamand)	X2102972
				LEET - RELAIS 22, R0450, Km 56.6, La Tuque	X0401668
				LEET - Secteur de la Baie Jean-Pierre, KM 38,4 R0400, La Tuque	X2010586
				LEET - Secteur lac Chateauvert, R0457, La Tuque	X0401460
				LEET - Wemotaci	90487323
					S.-total région: 5
	08 - Abitibi-Témiscamingue	La Vallée-de-l'Or	Senneterre	Lieu d'enfouissement en tranchée de Lebel-sur-Quévillon (LEET)	90153776
					S.-total région: 1
	09 - Côte-Nord	Caniapiscau	Fermont	Dépot en tranchée (Arcelormittal Mines Canada inc. - 2en LEET	90026261
		Minganie	Lac-Jérôme	Lieu d'enfouissement en tranchée de Natashquan (LEET)	X2072505
			L'Île-d'Anticosti	Lieu d'enfouissement en tranchée (lot 230) Anticosti (LEET)	90403015
			Longue-Pointe-de-Mingan	Lieu d'enfouissement en tranchée (ouest de la Minganie)	90228198
					S.-total région: 4
	10 - Nord-du-Québec	Jamésie (terr. conventionné)	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	Lieu d'enfouissement en tranchée de Némiscau (HQ)	X2094101
				Lieu d'enfouissement en tranchée Eastmain-1 (SEBJ)	X2008536
				Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Propriété Éléonore	X2145709
	10 - Nord-du-Québec	Jamésie (terr. conventionné)	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Site Renard	X2159853
				Lieu d'enfouissement en tranchée (LEET) - Site Troïlus	X2159876
				Lieu d'enfouissement en tranchée LG-4 (HQ)	90457334
				Lieu d'enfouissement en tranchée Matagami	90164377
				Lieu d'enfouissement en tranchée Radisson	X0800244

Question 134 - ANNEXE 1

Lieux d'enfouissement (DMS, LEMN (DMN), DET, LES, LET, LEET et LEDCD) exploités et autorisés

Type de lieu	Région	MRC	Municipalité	Nom du lieu	No du lieu
				Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Eastmain (Km 10)	X0007819
				Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Mistissini	90373135
				Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Nemaska	X0800381
				Lieu d'enfouissement en tranchée Village Cri Oujé-Bougoumou	90312752
				Lieu d'enfouissement en tranchée VVB	X0800165
					S.-total région: 13
					S.-total type de lieu: 23
lieu d'enfouissement technique	01 - Bas-Saint-Laurent	La Matanie	Matane	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Matane	X2080874
		Rimouski-Neigette	Rimouski	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rimouski	X2080807
		Rivière-du-Loup	Cacouna	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna)	X2110298
		Témiscouata	Dégelis	Lieu d'enfouissement technique (LET) Ville de Dégelis	X2109656
					S.-total région: 4
	02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est	Hébertville-Station	Lieu enfouissement technique, Hébertville-Station	X2123455
		Ville de Saguenay	Saguenay	Lieu d'enfouissement technique (Services Matrec inc. - Division Centre technologiques AES)	90497538
					S.-total région: 2
	03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Est	Clermont	Lieu d'enfouissement Technique de la MRC de Charlevoix-Est (LET Clermont)	X0300091
		La Côte-de-Beaupré	Saint-Joachim	Lieu d'enfouissement technique de Saint-Joachim	X2017901
		Portneuf	Neuville	Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (LET Neuville)	90114273
					S.-total région: 3
	04 - Mauricie	Les Chenaux	Champlain	Lieu enfouissement technique de Champlain	21964465
		Maskinongé	Saint-Étienne-des-Grès	Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie - LET Saint-Étienne-des-Grès	X0400149
					S.-total région: 2
	05 - Estrie	Coaticook	Coaticook	Lieu d'enfouissement technique (Régie interm. de gestion des déchets solides de Coaticook)	90126921
		Le Haut-Saint-François	Bury	Régie inter. de valorisation des mat. rés. du Haut-St-François et Sherbrooke	90153370
					S.-total région: 2
	06 - Montréal	Ville de Montréal	Montréal-Est	Lieu d'enfouissement technique (LET) Communauté urbaine de Montréal	90236977
					S.-total région: 1
	08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi	Amos	Lieu d'enfouissement technique Amos	90284266
		La Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	Lieu d'enfouissement technique Vallée-de-l'Or	X2093322
lieu d'enfouissement technique	08 - Abitibi-Témiscamingue	Ville de Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	Lieu d'enfouissement technique Rouyn-Noranda	X0800970
					S.-total région: 3

Question 134 - ANNEXE 1

Lieux d'enfouissement (DMS, LEMN (DMN), DET, LES, LET, LEET et LEDCD) exploités et autorisés

Type de lieu	Région	MRC	Municipalité	Nom du lieu	No du lieu
	09 - Côte-Nord	Manicouagan	Ragueneau	Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan	90234279
		Sept-Rivières	Sept-Îles	Lieu d'enfouissement technique (Ville de Sept-Îles)	90129305
					S.-total région: 2
	10 - Nord-du-Québec	Jamésie (terr. conventionné)	Chibougamau	Lieu d'enfouissement technique (LET) de Chibougamau	X2103364
					S.-total région: 1
	11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Saint-Alphonse	Lieu d'enfouissement technique de Saint-Alphonse	X2082213
		La Côte-de-Gaspé	Gaspé	Lieu d'enfouissement technique de Gaspé (secteur Wakeham)	X2008515
					S.-total région: 2
	12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan	Saint-Côme-Linière	LET de Saint-Côme-Linière	90285628
		Bellechasse	Armagh	LET de Armagh	90292129
		La Nouvelle-Beauce	Frampton	Écocentre et LET de Saint-Édouard-de-Frampton	90255340
			Saint-Lambert-de-Lauzon	LET de Saint-Lambert-de-Lauzon	90356635
		Lotbinière	Saint-Flavien	LET de Saint-Flavien	X1200157
					S.-total région: 5
	14 - Lanaudière	D'Autray	Sainte-Geneviève-de-Berthier	Dépôt Rive-Nord inc. (Saint-Thomas)	X2020596
		Les Moulins	Terrebonne	Complexe Enviro Connexions Ltée	90234220
					S.-total région: 2
	15 - Laurentides	Antoine-Labelle	Mont-Laurier	lieu d'enfouissement technique (RIDL)	90213000
			Rivière-Rouge	Lieu d'enfouissement technique (Régie intermunicipale des déchets de la Rouge)	90210865
		Argenteuil	Lachute	Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes (RIADM)	28283505
		La Rivière-du-Nord	Sainte-Sophie	Lieu d'enfouissement technique (WM Québec inc.)	19032028
					S.-total région: 4
	16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Cowansville	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi	27674142
		La Haute-Yamaska	Granby	Services Matrec inc. (LET)	X2109574
					S.-total région: 2
	17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Saint-Rosaire	Société de développement durable d'Arthabaska inc. Lieu d'enfouissement technique	X2093344
		Bécancour	Bécancour	Olin Produits de chloralcalis - LET	X2107177
				Gestion 3 L B - Lieu d'enfouissement technique mat. Résiduelles industriels	90267857
		Drummond	Drummondville	WM Québec inc. Drummondville	90192055
					S.-total région: 4
					S.-total type de lieu: 39
					Décompte des valeurs distinctes: 98

SYNTHÈSE DES CAPACITÉS DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT AUTORISÉS

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire / Exploitant	Capacité autorisée volume (m^3)
Région administrative : Bas-Saint-Laurent (01)			
1	Matane (080)	Ville de Matane	1 346 000
		Ville de Matane	
2	Rimouski-Neigette (100)	Ville de Rimouski	3 713 750
		Ville de Rimouski	
3	Rivière-du-Loup (120)	Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna)	2 340 000
		Ville de Rivière-du-Loup	
4	Témiscouata (130)	Régie intermunicipale de déchets de Témiscouata (Dégelis)	532 956
		Régie intermunicipale de déchets de Témiscouata	
Région administrative : Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)			
5	Lac St-Jean Est (930)	Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean (Hébertville-Station)	2 500 000
		Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean	
Région administrative : Capitale-Nationale (03)			
6	Charlevoix-Est (150)	MRC de Charlevoix-Est	532 000
		MRC de Charlevoix-Est	
7	La-Côte-de-Beaupré (210)	Ville de Québec	6 669 065
		Ville de Québec	
8	Portneuf (340)	Régie régionale des matières résiduelles de Portneuf (Neuville)	2 940 000
		Régie régionale des matières résiduelles de Portneuf	
Région administrative : Mauricie (04)			
9	Les Chenaux (372)	Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (Champlain)	1 490 000
		GFL Environnement	
10	Maskinongé (510)	Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (Saint-Étienne-des-Grès)	10 400 000
		Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie	
Région administrative : Estrie (05)			
11	Coaticook (440)	Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook	900 000
		Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (R.I.G.D.S.C.)	
12	Le Haut-Saint-François (410)	MRC du Haut-Saint-François (Bury)	1 300 000
		MRC du Haut-Saint-François	
Région administrative : Montréal (06)			
13	Ville de Montréal (660) (hors MRC)	Ville de Montréal	1 720 000
		Ville de Montréal	
Région administrative : Outaouais (07)			
---	**Aucun lieu**	---	---

Région administrative : Abitibi-Témiscamingue (08)			
14	Abitibi (880)	Ville d'Amos	1 055 440
		Ville d'Amos	
15	Ville de Rouyn-Noranda (860) (hors MRC)	Multitech Environnement (3766063 Canada inc.)	1 400 000
		Multitech Environnement (3766063 Canada inc.)	
16	Vallée-de-l'Or (890)	MRC Vallée de l'Or	1 219 000
		MRC Vallée de l'Or	
Région administrative : Côte-Nord (09)			

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire Exploitant	Capacité autorisée volume (m^3)
17	Manicouagan (960)	Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan (RIESM) (Ragueneau) Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan (RIESM)	1 499 800
18	Sept-Rivières (971)	Ville de Sept-Îles Ville de Sept-Îles	1 253 500
Région administrative : Nord-du-Québec (10)			
19	Jamésie (991)	Ville de Chibougamau Ville de Chibougamau	300 000
Région administrative : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)			
20	La Côte-de-Gaspé (030)	Ville de Gaspé (Wakeham) Ville de Gaspé	920 000
21	Bonaventure	Municipalité de Saint-Alphonse Municipalité de Saint-Alphonse	1 420 544
Région administrative : Chaudière-Appalaches (12)			
22	Beauce-Sartigan (290)	Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud (Saint-Côme) Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud	2 779 000
23	Bellechasse (190)	MRC de Bellechasse (Armagh) MRC de Bellechasse	1 113 000
24	Lotbinière (330)	MRC de Lotbinière (Saint-Flavien) MRC de Lotbinière	785 000
25	La Nouvelle-Beauce (260)	MRC de La Nouvelle-Beauce (Frampton) MRC de La Nouvelle-Beauce	1 161 388
26	La Nouvelle-Beauce (260)	Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière (Saint-Lambert) Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière	2 778 000
Région administrative : Laval (13)			
---	**Aucun lieu**	--- ---	---
Région administrative : Lanaudière (14)			
27	Les Moulins (640)	Complexe Environ Connexions Ltée / Usine de triage Lachenaie ltée Complexe Environ Connexions Ltée	23 892 000
28	D'Autray (520)	Dépôt Rive-Nord inc. (Saint-Thomas) Dépôt Rive-Nord inc.	12 7580 000
Région administrative : Laurentides (15)			
29	Antoine-Labelle (790)	Régie intermunicipale de déchets de la Lièvre (Mont-Laurier) Régie intermunicipale de déchets de la Lièvre	1 750 000
30	Antoine-Labelle (790)	Régie intermunicipale de déchets de la Rouge Régie intermunicipale de déchets de la Rouge	1 200 000
31	Argenteuil (760)	Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute) WM Québec inc	12 400 000
32	La Rivière-du-Nord (750)	WM Québec inc (Sainte-Sophie) WM Québec inc	17 400 000
Région administrative : Montérégie (16)			
33	Brome-Missisquoi (460)	Régie intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi (Cowansville) Régie intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi	3 787 000
34	La Haute-Yamaska (470)	GFL Environmental inc. (Sainte-Cécile-de-Milton)	6 840 000

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire Exploitant	Capacité autorisée volume (m^3)
		GFL environmental inc. inc	
Région administrative : Centre-du-Québec (17)			
35	Drummond (490)	WM Québec inc./Drummondville WM Québec inc	8 300 000
36	Bécancour (380)	Olin Canada ULC Olin Canada ULC	252 000
37	Arthabaska (390)	Société de développement durable d'Arthabaska Société de développement durable d'Arthabaska	5 995 075
38	Bécancour (380)	Gestion 3 LB Gestion 3 LB	1 114 202

SYNTHÈSE DES CAPACITÉS RÉSIDUELLES DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2018

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire / Exploitant	Capacité résiduelle*1 volume (m^3)	Capacité résiduelle*1 tonne (t) (a)	Quantité annuelle*2 volume (m^3) (b)	Quantité annuelle*2 tonne (t) (c)	Capacité autorisée volume (m^3)
Région administrative : Bas-Saint-Laurent (01)							
1	Matane (080)	Ville de Matane Ville de Matane	1 072 038	1 286 446	23 795	29 320	1 346 000
2	Rimouski-Neigette (100)	Ville de Rimouski Ville de Rimouski	56 589	67 907	46 280	41 230	3 713 750
3	Rivière-du-Loup (120)	Ville de Rivière-du-Loup (Cacouna) Ville de Rivière-du-Loup	562 842	675 410	44 053	81 824	2 340 000
4	Témiscouata (130)	Régie intermunicipale de déchets de Témiscouata (Dégelis) Régie intermunicipale de déchets de Témiscouata	386 080	463 296	16 864	15 740	532 956
Région administrative : Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)							
5	Lac-Saint-Jean-Est (930)	Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean (Hébertville-Station) Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean	2 129 488	2 555 386	150 739	149 703	2 500 000
Région administrative : Capitale-Nationale (03)							
6	Charlevoix-Est (150)	Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est	128 792	154 550	10 413	13 814	532 000
7	La Côte-de-Beaupré (210)	Ville de Québec Ville de Québec	5 670 440	6 804 528	33 499	74 698	6 669 065
8	Portneuf (340)	Régie régionale des matières résiduelles de Portneuf (Neuville) Régie régionale des matières résiduelles de Portneuf	2 340 662	2 808 794	65 091	90 684	2 940 000

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire Exploitant	Capacité résiduelle*1 volume (m^3)	 tonne (t) (a)	Quantité annuelle*2 volume (m^3) (b)	 tonne (t) (c)	Capacité autorisée volume (m^3)
Région administrative : Mauricie (04)							
9	Les Chenaux (372)	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (Champlain) GFL Environnement	791 260	949 512	104 890	123 931	1 490 000
10	Maskinongé (510)	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (Saint-Étienne-des-Grès) Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de la Mauricie	2 540 000	3 048 000	251 000	236 929	10 400 000
Région administrative : Estrie (05)							
11	Coaticook (440)	Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (R.I.G.D.S.C.) Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (R.I.G.D.S.C.)	218 935	262 722	24 964	22 144	900 000
12	Le Haut-Saint-François (410)	MRC du Haut-Saint-François (Bury) MRC du Haut-Saint-François	185 760	222 912	61 070	66 728	1 300 000
Région administrative : Montréal (06)							
13	Ville de Montréal (660) (hors MRC)	Ville de Montréal Ville de Montréal	928 174	1 113 809	40 198	42 043	1 720 000
Région administrative : Outaouais (07)							
---	**Aucun lieu**	--- ---	---	---	---	---	---
Région administrative : Abitibi-Témiscamingue (08)							
14	Abitibi (880)	Ville d'Amos Ville d'Amos	718 295	861 954	16 455	23 395	1 055 440
15	Ville de Rouyn-Noranda (860) (hors MRC)	Multitech Environnement (3766063 Canada inc.) Multitech Environnement (3766063 Canada inc.)	911 900	1 094 280	55 530	49 742	1 400 000

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire Exploitant	Capacité résiduelle*[1] volume (m^3)	 tonne (t) (a)	Quantité annuelle*[2] volume (m^3) (b)	 tonne (t) (c)	Capacité autorisée volume (m^3)
16	Vallée-de-l'Or (890)	MRC Vallée de l'Or MRC Vallée de l'Or	735 840	883 008	44 329	45 284	1 219 000
Région administrative : Côte-Nord (09)							
17	Manicouagan (960)	Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan (RIESM) (Ragueneau) Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan	1 026 466	1 231 759	31 380	26 807	1 449 800
18	Sept-Rivières (971)	Ville de Sept-Îles Ville de Sept-Îles	600 000	720 000	55 300	62 046	1 253 500
Région administrative : Nord-du-Québec (10)							
19	Jamésie (991)	Ville de Chibougamau Ville de Chibougamau	184 494	221 393	11 373	15 791	300 000
Région administrative : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)							
20	La Côte-de-Gaspé (030)	Ville de Gaspé (Wakeham) Ville de Gaspé	579 226	695 071	24 787	33 937	920 000
21	Bonaventure	Municipalité de Saint-Alphonse Municipalité de Saint-Alphonse	1 205 227	1 446 272	19 772	22 550	1 420 544
Région administrative : Chaudière-Appalaches (12)							
22	Beauce-Sartigan (290)	Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud (Saint-Côme) Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud	2 321 685	2 786 022	30 086	30 745	2 779 000
23	Bellechasse (190)	MRC de Bellechasse (Armagh) MRC de Bellechasse	non disponible	non disponible	non disponible	33 110	1 113 000
24	Lotbinière (330)	MRC de Lotbinière (Saint-Flavien) MRC de Lotbinière	314 817	377 780	23 450	33 447	785 000
25	La Nouvelle-Beauce (260)	MRC de La Nouvelle-Beauce (Frampton) MRC de La Nouvelle-Beauce	460 400	552 480	36 377	34 431	1 161 388
26	La Nouvelle-Beauce (260)	Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière (Saint-Lambert) Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière	1 389 544	1 667 453	64 435	85 439	2 778 000

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire Exploitant	Capacité résiduelle*[1] volume (m^3)	 tonne (t) (a)	Quantité annuelle*[2] volume (m^3) (b)	 tonne (t) (c)	Capacité autorisée volume (m^3)
Région administrative : Laval (13)							
---	Aucun lieu	--- ---	---	---	---	---	---
Région administrative : Lanaudière (14)							
27	Les Moulins (640)	Complexe Enviro Connexions ltée (Lachenaie) Complexe Enviro Connexions ltée	2 441 689	2 930 027	1 378 100	1 736 535	23 892 000
28	D'Autray (520)	Dépôt Rive-Nord inc.(Saint-Thomas) Dépôt Rive-Nord inc.	2 393 000	2 871 600	601 800	859 204	12 750 000
Région administrative : Laurentides (15)							
29	Antoine-Labelle (790)	Régie intermunicipale de déchets de la Lièvre (Mont-Laurier) Régie intermunicipale de déchets de la Lièvre	110 116	132 139	17 954	12 752	1 750 000
30	Antoine-Labelle (790)	Régie intermunicipale de déchets de la Rouge (Marchand) Régie intermunicipale de déchets de la Rouge	336 142	403 370	26 835	38 254	1 200 000
31	Argenteuil (760)	Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute) WM Québec inc.	6 513 437	7 816 124	287 110	454 910	12 400 000
32	La Rivière-du-Nord (750)	WM Québec inc. (Sainte-Sophie) WM Québec inc.	4 936 462	5 923 754	1 287 251	1 455 910	17 400 000
Région administrative : Montérégie (16)							
33	Brome-Missisquoi (460)	Régie intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi (Cowansville) Régie intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi	2 278 221	2 733 865	87 980	91 493	3 787 000
34	La Haute-Yamaska (470)	GFL Environmental inc. (Sainte-Cécile-de-Milton) GFL Environmental inc.	5 223 860	6 268 632	176 820	202 034	6 840 000

	Municipalité régionale de comté	Propriétaire / Exploitant	Capacité résiduelle*1 volume (m³)	Capacité résiduelle*1 tonne (t) (a)	Quantité annuelle*2 volume (m³) (b)	Quantité annuelle*2 tonne (t) (c)	Capacité autorisée volume (m³)
Région administrative : Centre-du-Québec (17)							
35	Drummond (490)	WM Québec inc./Drummondville WM Québec inc.	718 836	862 603	526 536	653 168	8 300 000
36	Bécancour (380)	Olin Canada ULC Olin Canada ULC	229 199	275 039	427	1 996	252 000
37	Arthabaska (390)	Société de développement durable d'Arthabaska Société de développement durable d'Arthabaska	4 849 478	5 819 374	80 000	151 174	5 945 075
38	Bécancour (380)	Gestion 3 LB Gestion 3 LB	1 059 502	1 271 402	23 220	36 030	1 114 202

NOTES EXPLICATIVES :

*1 La capacité résiduelle des lieux est calculée en volume (m³) à l'aide de relevés d'arpentages et d'analyses volumétriques.

*2 La quantité annuelle en tonne est obtenue par la pesée des matières résiduelles et des matériaux de recouvrement journalier à l'entrée des lieux d'élimination.

(a) La capacité résiduelle en tonne (t) est une estimation qui est obtenue en multipliant le volume résiduel (m³) par 1,2 (t/m³) soit la densité moyenne des déchets compactés dans le lieu incluant les matériaux de recouvrement journalier.

(b) La quantité annuelle en volume (m³) est une estimation qui est calculée à partir des relevés d'arpentages et des analyses volumétriques.

(c) Ces données comprennent le tonnage des matières résiduelles éliminées et les matériaux de recouvrement journalier utilisés.

Le 15 juin 2020
Michel Morency
514 873-3636, poste 276

Pour chaque certificat d'autorisation délivré en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour l'année 2019-2020 et nécessitant une compensation proportionnelle à la valeur écologique du milieu humide détruit ou perturbé en vertu du document « Traitement des demandes d'autorisation des projets dans les milieux humides », nous désirons obtenir; le numéro de référence du certificat d'autorisation, le nom du demandeur, la date de la demande, la date de délivrance, le type de compensation (versement au Fonds vert, acquisition de terrain, aménagement de terrain, etc.), l'emplacement du site choisi pour compenser, sa superficie ainsi que son lien hydrologique avec le bassin versant.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (pour des demandes reçues avant le 16 juin 2017), le MELCC a délivré 22 autorisations ministérielles pour des projets avec des impacts sur des milieux humides dont 11 avec des mesures de compensation selon la *Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique* (M.11.4). Ce qui représente 50% des autorisations délivrées. Pour cette même période, les superficies données en guise de compensation représentent 231 ha et les pertes autorisées représentent 697 hectares.

Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (pour des demandes reçues le 16 juin 2017 et après), le MELCC a délivré 493 autorisations ministérielles pour des projets avec des impacts sur des milieux humides et hydriques dont 208 avec une contribution financière ou des travaux de remplacements en vertu de l'article 46.0.5 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Ce qui représente 42% des autorisations délivrées. Pour cette période, les contributions financières reçues en guise de compensation représentent 19 204 448.37$ et les pertes autorisées représentent 220 hectares (2 203 455 m²).

Les annexes 1 et 1-Section V.1 présentent une brève description des mesures de compensation associées aux autorisations délivrées.

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Bas Saint-Laurent	Reconstruction d'un enrochement sur la rivière Ouelle (chemin de la Pointe)	Municipalité de Rivière-Ouelle	18-juin-18	17-avr-19	401800540	386,7	O	Contribution financière	1 841,48 $
Bas Saint-Laurent	Aménagement d'un cours d'eau en aval du ponceau 164323	Ministère des Transports	03-déc-18	01-mai-19	401802222	260	O	Contribution financière	6 351,80 $
Bas Saint-Laurent	Reconstruction du pont P-04554 en pont acier-bois (P-19275) traversant la rivière Saint-Pierre	Ministère des Transports	15-oct-18	03-mai-19	401803172	427	O	Contribution financière	2 396,80 $
Bas Saint-Laurent	AM4 - Travaux de terrassement - Tronçon 2 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	21-déc-18	08-mai-19	401807339	62900	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	AM5 - Construction du tronçon 1 km 85,4 à 88,8 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	24-janv-19	21-juin-19	401823615	54100	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	AM6 - Construction du tronçon 6, km 57,2 à km 63,0 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Louis-du Ha! Ha!	Ministère des Transports	15-mars-19	25-juil-19	401836625	211700	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	Dragage du lit de la rivière Ouelle - secteur des ponts de l'autoroute 20	Ministère des Transports	08-févr-19	15-août-19	401843528	4999	O	Contribution financière	242 251,54 $
Bas Saint-Laurent	Réfection d'un débarcadère au lac Montagnais	Société de gestion des ressources du Bas-St-Laurent	18-juin-18	16-août-19	401843859	38	O	Contribution financière	943,57 $
Bas Saint-Laurent	Remplacement des installations de la marina de Rimouski	Ville de Rimouski	20-déc-18	16-août-19	401844060	423	O	Contribution financière	18 458,00 $
Bas Saint-Laurent	Destruction de milieux humides pour un développement domicilaire (rue Pelletier)	Municipalité de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha!-Ha!	17-déc-18	22-août-19	401846088	589	O	Contribution financière	2 373,67 $
Bas Saint-Laurent	AM7 - Construction du tronçon 3, km 73,3 à 77,3 / Construction d'une autoroute dans l'axe de la route 185 entre le territoire des paroisses de Saint-Antonin et de Saint-Hubert-de-Rivière-Loup	Ministère des Transports	30-avr-19	29-août-19	401848460	61250	O	Plan compensatoire global (décret)	
Bas Saint-Laurent	Stabilisation riveraine le long de la route 132	Ministère des Transports	05-mars-19	03-oct-19	401857860	607	O	Contribution financière	2 413,95 $
Bas Saint-Laurent	Construction d'une nouvelle rampe de mise à l'eau	Ville de Pohénégamook	17-déc-18	13-nov-19	401861921	155	O	Contribution financière	3 848,76 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Bas Saint-Laurent	Reconstruction du pont P-07530 (P-19430) au-dessus de la Petite rivière Bleue	Ministère des Transports	18-févr-19	13-déc-19	401879489	456	O	Contribution financière	6 131,93 $
14						**398291**	**14**		**287 011,50 $**
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux dans une tourbière pour l'aménagement d'un terrain à Alma (salle des Témoins de Jéhova)	La Tour de garde, société de Bibles et de Traités du Québec	26-nov-18	30-mai-19	401812211	2000	O	Contribution financière	45 917,08 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux en rive et littoral de la rivière Shipshaw et d'un lac sans nom pour la stabilisation de la digue Murdock-Willson	PF Résolu Canada inc.	10-avr-19	22-juil-19	401831675	3000	O	Contribution financière	145 160,69 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	Travaux de remblai dans deux marécages pour un développement résidentiel - Domaine de l'éducation phases 4 et 5	Le Domaine du Saguenay inc.	12-févr-19	24-juil-19	401833786	900	O	Contribution financière	22 324,84 $
Saguenay-Lac Saint-Jean	AM4 - Ligne à 735 kV Micoua-Saguenay - Déboisement section 4	Hydro-Québec	06-janv-20	06-mars-20	401905922	569	O	Contribution financière	11 397,47 $
4						**6469**	**4**		**224 800,08 $**
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation du développement résidentiel du littoral de la Rivière-aux-Chiens	2967-0957 Québec inc.	21-juil-17	01-avr-19	401795086	1049	O	Contribution financière	18 451,91 $
Capitale-Nationale	Creusage dans un cours d'eau et dans des milieux humides pour l'aménagement d'émissaires pluviaux	Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	15-mars-18	10-avr-19	401793957	1518	O	Contribution financière	36 799,32 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un développement résidentiel sur la rue des Camarades à Québec	9225-2675 Québec inc.	21-mars-18	17-avr-19	401797840	2067	O	Contribution financière	128 067,18 $
Capitale-Nationale	Réaménagement de l'échangeur entre le boulevard Wilfrid-Hamel et l'autoroute Henri-IV Nord - Québec, arrondissement des Rivières	Ministère des Transports	22-nov-18	23-avr-19	401793637	264	O	Contribution financière	6 995,53 $
Capitale-Nationale	Stabilisation de la rive de la rivière Sainte-Anne longeant la route 354 à St-Raymond	Ministère des Transports	14-janv-19	13-mai-19	401807990	4177	O	Contribution financière	113 447,32 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour un développement résidentiel et commercial - Place du Semoir	Logisco inc.	31-janv-19	17-mai-19	401800554	2488	O	Contribution financière	131 217,12 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un projet de développement multi-usages à Québec	Construction Gely inc.	07-mars-18	12-juin-19	401817721	16640	O	Contribution financière	744 473,60 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de l'avenue des Catherine et le développement des terrains adjacents	Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	31-janv-19	12-juin-19	401807761	2850	O	Contribution financière	60 729,00 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une résidence sur le lot 4 366 854 à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Ménard, Dave	09-mai-19	21-août-19	401841292	929	O	Contribution financière	21 125,46 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un site de microproduction de cannabis	Groupe Fuga inc.	01-août-19	23-août-19	401845795	66	O	Contribution financière	972,84 $
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du Ruisseau-Rouge	Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	05-déc-18	17-sept-19	401852862	490	O	Contribution financière	25 852,40 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un immeuble commercial sur la rue Semple à Québec	Placement immobilier Semple inc.	20-août-19	04-oct-19	401856980	128	O	Contribution financière	6 750,72 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides sur le lot 4 790 291 pour l'implantation d'un commerce à Saint-Augustin-de-Desmaures	Gestion Immobilière Bégin inc.	22-juil-19	07-oct-19	401855190	6456	O	Contribution financière	372 724,10 $
Capitale-Nationale	Remplacement d'un émissaire pluvial - Servitude Pie-XI	Ville de Québec	21-mars-18	15-oct-19	401859383	56	O	Contribution financière	4 521,44 $
Capitale-Nationale	Aménagement d'un seuil de blocs au KM 24 dans la rivière Sainte-Anne à St-Raymond	Ville de Saint-Raymond	13-août-19	01-nov-19	401862349	650	O	Contribution financière	16 139,96 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un développement résidentiel près des rues Villonet et Seigneuriale à Québec	Les Aménagements René Drouin inc. et 9012-6749 Québec inc.	26-juin-17	08-nov-19	401864960	29062	O	Contribution financière	1 762 225,88 $
Capitale-Nationale	Aménagement des rives Est et Ouest, et mise en place d'une passerelle semi-submergée au pied de la chute Montmorency	Société des établissements de plein air du Québec	06-mai-19	14-nov-19	401869337	1051	O	Contribution financière	14 838,59 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une résidence sur le lot 4 009 298 à Pont-Rouge	Dion, Guylaine	05-août-19	19-nov-19	401862035	780	O	Contribution financière	14 944,80 $
Capitale-Nationale	Remplacement du pont P-06125 situé sur le chemin du Tour-du-Lac Sud, au-dessus de la décharge du lac Sergent	Ministère des Transports	16-avr-19	21-nov-19	401872722	32	O	Contribution financière	1 061,12 $
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du lac Saint-Thomas	Club St-Vincent	18-sept-18	29-nov-19	401872750	225	O	Contribution financière	7 366,50 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour l'aménagement d'un bassin de rétention sur le lot 4 988 730 à Québec	Groupe Dallaire inc.	20-août-19	11-déc-19	401871055	1985	O	Contribution financière	88 808,90 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour permettre la construction d'une résidence à Fossambault-sur-le-Lac	Sophie Tremblay et Stéphane Doiron	13-févr-19	12-déc-19	401830124	755	O	Contribution financière	21 396,70 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour la réalisation d'un projet résidentiel près de la rue Turmel à L'Ancienne-Lorette	9094-2285 Québec inc.	16-mars-18	13-déc-19	401879076	1611	O	Contribution financière	97 852,14 $
Capitale-Nationale	Déblai dans un cours d'eau intermittant pour permettre l'agrandissement de la carrière.	Sitec Amérique du Nord inc.	11-avr-19	09-janv-20	401872532	243	O	Contribution financière (MFFP)	0,00 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Capitale-Nationale	Construction d'une passerelle et d'une piste cyclopiétonne au parc des Saules à Québec	Ville de Québec	04-juil-19	13-janv-20	401882873	2189	O	Travaux de remplacement et contribution financière	141 033,66 $
Capitale-Nationale	Remplacement du pont P-06125 situé sur le chemin du Tour-du-Lac Sud, au-dessus de la décharge du lac Sergent	Ministère des Transports	16-avr-19	16-janv-20	401872722	32	O	Contribution financière	1 061,12 $
Capitale-Nationale	Remblayage de milieux humides pour le projet d'agrandissement du bâtiment et du stationnement de Dectro International	Dectro International	09-août-19	27-janv-20	401864950	1227	O	Contribution financière	77 564,98 $
Capitale-Nationale	AM - RÉALISATION de certains travaux et activités de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlsin - LOT DE TRAVAIL DE DÉBOISEMENT - MAI 2019 (phase "A") décret août 2018	Commission de la Capitale nationale	29-mai-19	05-févr-20	401897163	10200	O	Travaux de remplacement (décret)	
Capitale-Nationale	Canalisation d'une section de cours d'eau et reconstruction d'un émissaire - Rue des Gadelliers	Ville de Québec	23-juil-19	07-févr-20	401872959	183	O	Contribution financière	14 775,42 $
Capitale-Nationale	Construction d'une passerelle cyclo-piétonne à la Pointe-aux-Lièvres	Ville de Québec	09-août-19	07-févr-20	401882419	245	O	Contribution financière	19 781,30 $
Capitale-Nationale	Réfection du barrage du lac Saint-Thomas	Club St-Vincent	18-sept-18	10-févr-20	401872750	225	O	Contribution financière	7 366,50 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une usine CorActive High-Tech inc. à Québec	CorActive High-Tech inc.	17-oct-19	25-févr-20	401879112	1245	O	Contribution financière	55 701,30 $
Capitale-Nationale	Remblayage d'un milieu humide pour la construction d'une usine CorActive High-Tech inc. à Québec	CorActive High-Tech inc.	17-oct-19	25-févr-20	401879112	1245	O	Contribution financière	55 701,30 $
Capitale-Nationale	Canalisation d'un cours d'eau sans nom près de la rue des Entrepreneurs à Québec	Société Immobilière G.R. inc.	07-mars-19	10-mars-20	401906579	77	O	Contribution financière	6 216,98 $
34						**92440**	**34**		**4 075 965,09 $**
Mauricie	Stabilisation et reprofilage d'un cours d'eau	Ville de Trois-Rivières	27-mars-18	02-avr-19	401787554	3216	O	Contribution financière	69 468,17 $
Mauricie	Exploitation d'une charbonnerie et d'une aire d'entreposage et de tronçonnage de billes de bois /Travaux en milieu humide et hydrique/ Installation et exploitation d'un dépoussiéreur à filtres	Xylo-Carbone inc.	05-mai-17	06-mai-19	401803374	1187	O	Contribution financière	18 685,33 $
Mauricie	Travaux dans le littoral pour la réfection du barrage	Hydro-Québec	15-août-18	06-mai-19	401789872	205	O	Contribution financière	645,60 $
Mauricie	Réaménagement et stabilisation de la route	Ministère des Transports	20-déc-18	28-mai-19	401789226	1151	O	Contribution financière	8 279,74 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Mauricie	Reconstruction d'un barrage	Direction générale des barrages (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	23-avr-18	04-juin-19	401795654	995	O	Contribution financière	9 559,82 $
Mauricie	Travaux dans des milieux humides	Ville de Trois-Rivières	18-oct-18	11-juin-19	401806711	1036	O	Compensation financière	41 968,36 $
Mauricie	Prolongement du coursier aval et travaux correctifs de la fosse de dissipation pour le barrage Cinconsine	Hydro-Québec	09-janv-19	15-juil-19	401827959	32	O	Contribution financière	794,58 $
Mauricie	Implantation d'une marina sur la rivière Saint-Maurice	Yacht Club de Trois-Rivières inc.	23-juil-18	17-juil-19	401821387	100	O	Contribution financière	6 083,07 $
Mauricie	Travaux de reconstruction du barrage	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	21-déc-18	19-août-19	401837835	622,9	O	Contribution financière	8 228,93 $
Mauricie	Stabilisation de talus	Municipalité de Saint-Stanislas	18-sept-19	19-févr-20	401886823	436,08	O	Contribution financière	5 146,02 $
Mauricie	Travaux dans les rives pour le remplacement du pont P-11201	Ministère des Transports	30-mai-19	20-févr-20	401900750	1043,1	O	Contribution financière	11 546,28 $
11						**10024**	**11**		**180 405,90 $**
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques dans le cadre de la construction d'une nouvelle usine de papier tissu	Kruger Brompton S.E.C.	12-déc-18	02-avr-19	401793269	31016	O	Contribution financière	1 348 766,15 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour l'aménagement d'un sentier piétonnier	Ville de Sherbrooke	15-oct-18	08-avr-19	401795975	100	O	Contribution financière	4 561,00 $
Estrie	Travaux en milieux humides en lien avec le développement domiciliaire entre la route du Domaine et l'avenue Sainte-Marie	Municipalité de Courcelles	05-mars-19	16-avr-19	401800441	2230	O	Contribution financière	22 233,10 $
Estrie	Travaux en rives et dans le littoral de la rivière Niger pour la réhabilitation du site de la centrale de la Chute-Burroughs	Hydro-Québec	17-janv-19	03-juin-19	401814276	160	O	Contribution financière	4 932,91 $
Estrie	Canalisation d'un ruisseau sans nom en bordure du chemin Duplessis	Ville de Sherbrooke	31-janv-19	11-juin-19	401810188	949	O	Contribution financière	62 263,89 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour la reconstruction du pont P-19704 au-dessus du ruisseau des Vases	Ministère des Transports	18-juin-19	24-juin-19	401821016	200	O		4 258,60 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour le prolongement de la rue Quatre-Saisons	Groupe Sélect ltée	24-janv-19	16-juil-19	401817744	400	O		13 163,50 $
Estrie	Construction d'un bâtiment et aménagement des aires d'entreposage et de circulation - Gestion des eaux pluviales	Kruger Brompton S.E.C.	18-avr-19	22-août-19	401845297	1149	O	Contribution financière	43 773,89 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m^2)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Estrie	Détournement d'un tronçon du ruisseau Giroux	Ville de Sherbrooke	31-oct-18	23-août-19	401845638	269	O	Contribution financière	17 649,09 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction d'une habitation	Chrystian Dulude, Jocelyn Dulude Marie-Ève Dulude	04-déc-18	06-sept-19	401845566	135	O		899,10 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques dans le cadre du projet Harmonie	Graymont (Qc) inc.	18-janv-19	30-sept-19	401853086	12500	O	Contribution financière	140 741,12 $
Estrie	Remblai en milieu humide pour la construction d'une résidence	Arsenault, Lise	01-avr-19	02-oct-19	401818758	321	O	Contribution financière	3 200,37 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour la construction de chemins d'accès	Bernard Lemay et Manon Legris	17-juin-19	10-oct-19	401857478	1400	O	Contribution financière	38 444,00 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour le prolongement du chemin Panorama et d'un chemin secondaire	Destination Owl's Head inc.	21-mai-19	21-oct-19	401856564	1343	O	Contribution financière	10 555,98 $
Estrie	Intervention en rives et en littoral de la rivière Sauvage pour la construction du pont P-18783 et la démolition du pont P-02622	Ministère des Transports	29-avr-19	21-oct-19	401852906	170	O	Contribution financière	4 221,22 $
Estrie	Remblai de milieux humides pour un développement domiciliaire	Côté, Denis	10-avr-19	31-oct-19	401866209	413	O	Contribution financière	5 534,20 $
Estrie	Travaux en milieux humides pour l'implantation d'une résidence unifamiliale	Bertrand, Anick	21-oct-19	13-nov-19	401867871	95	O	Contribution financière	746,70 $
Estrie	Intervention en milieux humides et hydriques pour le réaménagement du sentier régional 10-521	Club de Motoneige Harfang de l'Estrie	13-août-19	13-déc-19	401879320	590	O	Contribution financière	22 189,90 $
Estrie	Intervention en milieux humides pour l'agrandissement d'une cour d'école	Commission scolaire de la région-de-Sherbrooke	01-oct-19	13-déc-19	401876327	1040	O	Contribution financière	7 571,20 $
Estrie	Déplacement d'un cours d'eau pour un projet immobilier	Canton de Stratford	07-août-19	03-janv-20	401867880	133	O	Contribution financière	3 720,01 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour le prolongement de la rue Darche à Ascot Corner	Municipalité d'Ascot Corner	28-nov-19	18-févr-20	401900047	3406	O	Contribution financière	24 795,68 $
Estrie	Travaux de stabilisation de trois chemins riverains de cours d'eau tributaires du lac Nick	Municipalité de Bolton-Est	14-déc-18	24-févr-20	401899792	426	O	Contribution financière	11 016,00 $
Estrie	Intervention en rive et en littoral pour la reconstruction de la rampe de mise à l'eau Sachs-Mercier	Municipalité de Frontenac	20-nov-19	24-févr-20	401894183	195	O	Contribution financière	4 841,99 $
Estrie	Travaux de stabilisation du chemin de la Rivière en rive de la rivière Saint-François	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	24-sept-19	13-mars-20	401868648	192	O	Contribution financière	6 028,80 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Estrie	Intervention en rive et en littoral pour la reconstruction de la rampe de mise à l'eau Sachs-Mercier	Municipalité de Frontenac	20-nov-19	24-févr-20	401894183	195	O	Contribution financière	4 841,99 $
Estrie	Travaux de stabilisation de trois chemins riverains de cours d'eau tributaires du lac Nick	Municipalité de Bolton-Est	14-déc-18	24-févr-20	401899792	426	O	Contribution financière	11 016,36 $
Estrie	Intervention en milieu humide pour le prolongement de la rue Darche à Ascot Corner	Municipalité d'Ascot Corner	28-nov-19	10-mars-20	401900047	3406	O	Contribution financière	24 795,68 $
Estrie	Travaux en zone inondable pour la construction d'un nouveau plateau multi-sport	Municipalité de Stoke	18-nov-19	24-mars-20	401901076	63	O	Contribution financière	466,20 $
Estrie	Demande d'autorisation pour le prolongement des services d'aqueduc et d'égouts - Construction des rues Wright-Gibson et Yvon-Bibeau dans le secteur du boulevard René-Lévesque	Gestion L. Elias inc.	01-mars-19	18-mars-20	401908011	1937	O	Contribution financière	72 850,57 $
29						**64859**	**29**		**1 920 079,20 $**
Montréal	DM-CA4- Travaux pour le chemin d'accès traversant le littoral et le cours d'eau LE-06/ Antenne Deux Montagnes / Projet de réseau express métropolitain (REM)	CDPQ infra inc.	13-mai-19	21-juin-19	401822970	573	O	Contribution financière (MFFP)	0
Montréal	RS-CA14- Travaux dans le secteur de la Montée Gobeil /Pont d'étagement A-10 // Projet de réseau express métropolitain (REM)	CDPQ infra inc.	09-sept-19	20-nov-19	401873092	2095	O	Plan de compensation général (décret)	
2						**2668**	**2**		**0**
Outaouais	Remblais de milieux humides pour la construction d'une nouvelle école secondaire	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	05-nov-18	10-avr-19	401785870	1347	O	Contribution financière	59 604,75 $
Outaouais	Restauration de l'ancien site minier - Lot 3 Exploitation d'une sablière Exploitation d'une carrière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	23-juil-18	23-mai-19	401810992	750	O	Contribution financière	5 123,00 $
Outaouais	Installation de quais	Municipalité du Lac-Simon	26-févr-18	30-mai-19	401813908	100	O	Contribution financière (MFFP)	0,00 $
Outaouais	Destruction d'une portion de milieu humide	10761036 Canada inc.	20-févr-19	11-juin-19	401814209	62,3	O	Contribution financière	316,00 $
Outaouais	Remblai de milieux humides pour projet résidentiel Carrefour Saint-Louis - phases 8, 9 et 10	2869-4289 Québec inc.	12-févr-19	28-juin-19	401822078	5023	O	Contribution financière	181 483,75 $
Outaouais	Travaux en milieux humides et hydriques - Le plateau - phase 55	10233293 CANADA INC.	12-avr-19	12-juil-19	401828975	58	O	Contribution financière	4 190,50 $
Outaouais	Développement domiciliaire Les Presqu'îles du Parc	6296947 Canada inc.	21-déc-18	23-juil-19	401827979	325	O	Contribution financière	23 481,25 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Outaouais	Remblai milieux humides pour le projet de développement résidentiel La Croisée	Maisons Richcraft ltée	21-nov-18	09-sept-19	401849735	4390	O	Contribution financière	194 257,50 $
Outaouais	Remblai d'un milieu humide - Projet Destination Vanier	2869-4289 Québec inc.	23-avr-19	18-sept-19	401842076	187	O	Contribution financière	8 274,75 $
Outaouais	Stabilisation des berges de l'exutoire pluvial	Ville de Gatineau	26-sept-18	23-oct-19	401852194	235	O	Contribution financière	16 978,75 $
Outaouais	Travaux de stabilisation le long du sentier communautaire, secteur du chemin Welka	Municipalité de Chelsea	11-juil-19	07-nov-19	401868467	33	O	Contribution financière	1 609,74 $
Outaouais	Remblai d'un milieu humide	8331456 Canada inc.	28-déc-17	08-nov-19	401868656	370	O	Contribution financière	2 064,00 $
Outaouais	Projet Rapibus, secteur du parc du Lac-Beauchamp, entre les boulevards Labrosse et Lorrain	Société de transport de l'Outaouais	10-oct-18	13-déc-19	401875568	25052	O	Contribution financière	1 771 731,00 $
Outaouais	Construction d'un domicile dans une tourbière	Leclair, Gene	20-nov-19	16-janv-20	401887811	157	O	Contribution financière	2 761,63 $
Outaouais	Stabilisation de talus au ponceau P-257644	Ministère des Transports	17-oct-19	21-janv-20	401889677	368	O	Contribution financière	17 951,04 $
Outaouais	Stabilisation de rives et du littoral pour le remplacement d'un ponceau	Ville de Gatineau	29-nov-19	10-mars-20	401897517	142	O	Contribution financière	10 259,50 $
16						**38599**	**16**		**2 300 087,16 $**
Abitibi-Témiscamingue	Développement d'un secteur industriel de la rue Georges-Dumont en milieux humides - Val-d'Or	Corporation de développement industriel de Val-d'Or	26-nov-18	01-avr-19	401793772	22900	O	Contribution financière	110 149,00 $
Abitibi-Témiscamingue	Développement domiciliaire Domaine Boréal	Gestion Emabby Inc.	10-déc-18	08-mai-19	401798895	11375	O	Contribution financière	99 438,10 $
Abitibi-Témiscamingue	Travaux de stabilisation et de rehaussement des digues du parc à résidus miniers Sigma (travaux en milieu humide)	Or Intégra (Québec) inc.	20-déc-18	28-mai-19	401808281	62690	O	Contribution financière	307 911,00 $
Abitibi-Témiscamingue	Remblai du secteur sud de la halde mixte	Canadian Malartic GP	08-févr-19	05-juin-19	401815260	15807	O	Compensation (décret)	
Abitibi-Témiscamingue	Construction d'un pont P-19598 (ancien P-09469) - Route 19250, 8e et 9e rang Est - Sainte-Gertrude-Manneville	Ministère des Transports	25-juin-19	27-nov-19	401872922	346	O	Contribution financière	932,80 $
Abitibi-Témiscamingue	Développement domiciliaire au sud-est de l'avenue Terry-Fox	Les Entreprises Trémoy ltée	22-mars-19	30-mars-20	401909342	8114	O	Contribution financière	59 556,76 $
5						**121232**	**5**		**577 987,66 $**
Côte-Nord	Stabilisation talus de la route 138 - secteur de la rivière Blanche	Ministère des Transports	20-nov-18	02-mai-19	401804240	1405	O	Contribution financière (MFFP)	
Côte-Nord	Remplacement de portiques en bois en milieu humide	Hydro-Québec	15-juin-18	17-mai-19	401809092	60	O	Contribution financière	85,84 $
Côte-Nord	Travaux préparatoire sur le site du concentrateur - Phase 1	Mason Graphite inc	17-juil-18	03-juin-19	401814744	88000	O	Travaux de remplacement.	

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Côte-Nord	AM3 - Terrassement / Amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-2 (km 0 au km 22)	Ministère des Transports	29-janv-19	24-sept-19	401855134	131734	O	Contribution financière	1 285 361,18 $
4						**221199**	**4**		**1 285 447,02 $**
Nord-du-Québec	Exploitation de la carrière Q05 sur le site du r	Glencore Canada Corporati	07-mai-19	17-mars-20	401859865	163	O	Plan compensatoire	0,00 $
1						**163**			**0,00 $**
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine et reconstruction d'un quai - Rivière Saint-Jean, secteur Home Pool	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	05-juil-18	13-mai-19	401807596	127	O	Contribution financière	3 153,00 $
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine - Anse de Mont-Saint-Pierre	Ministère des Transports	11-mars-19	19-juin-19	401821044	357	O	Contribution financière	8 864,56 $
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Stabilisation riveraine - Petite rivière Cascapédia	Rexforêt inc.	27-mai-19	12-sept-19	401851273	341	O	Contribution financière	0
Gaspésie-Îles de la Madeleine	Remblai en milieu humide	Carole Arsenault et Denis Clairmont	05-avr-19	18-oct-19	401862207	3180	O	Contribution financière	16 663,20 $
4						**4005**	**4**		**28 680,76 $**
C+140:154haudière-Appalaches	Travaux de remblayage d'un milieu humide - Projet de développement domiciliaire Hérisson - Ville de Lévis	Groupe immobilier MGE inc.	18-déc-18	09-avr-19	401796507	1240	O	Contribution financière	35 749,20 $
Chaudière-Appalaches	Travaux dans un milieu humide, la rive et la plaine inondable de la rivière Chaudière pour l'espace Carpe Diem - Phase 2	Ville de Saint-Georges	02-oct-18	08-mai-19	401806723	120,5	O	Contribution financière	1 639,55 $
Chaudière-Appalaches	Remblayage d'un milieu humide - Développement résidentiel Lespinay - Ville de Montmagny	9349-8970 Québec inc.	28-févr-19	13-mai-19	401808200	460	O	Contribution financière	9 710,60 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage d'un milieu humide pour la construction d'un garage - Ville de Thetford Mines	Graindlair, Steve	27-déc-18	10-juil-19	401828121	304	O	Contribution financière	6 551,20 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de réfection d'un émissaire pluvial et stabilisation par enrochement - Littoral et rive de la rivière Etchemin - Municipalité de Saint-Henri	Municipalité de Saint-Henri	25-avr-19	15-août-19	401843125	175	O	Contribution financière	4 780,00 $
Chaudière-Appalaches	AM1 - Projet de prolongation de la rue St-Omer à Lévis sur le territoire de la ville de Lévis	Ville de Lévis	29-mai-19	16-août-19	401844466	27900	O	Travaux de remplacement (décret)	
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage de milieux humides pour un projet de développement commercial - Ville de Lévis	Les Développements de Demain inc.	27-févr-18	19-août-19	401844265	3229	O	Contribution financière	157 672,07 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de stabilisation de talus - Rivière Chaudière - Ville de Lévis	Ministère des Transports	12-juil-19	09-sept-19	401850167	110	O	Contribution financière	20 052,63 $
Chaudière-Appalaches	Travaux d'aménagement d'une section du ruisseau de la Savane	Ville de Lévis	30-août-19	10-oct-19	401859085	167	O	Contribution financière	481,61 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblai et de déblai d'un marécage pour l'agrandissement d'une école	Municipalité de Saint-Apollinaire	24-sept-19	21-oct-19	401862704	941	O	Contribution financière	10 426,28 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Chaudière-Appalaches	Remblayage de milieux humides - Développement récréotouristique du Mont-Orignal - Municipalité de Lac-Etchemin	Développement YMCO inc.	04-avr-19	12-nov-19	401869346	10149	O	Contribution financière	73 606,14 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de remblayage de milieux humides pour un accès temporaire à un bâtiment commercial, en vue du futur prolongement du boulevard Wilfrid-Carrier - Ville de Lévis	9156-6901 Québec inc.	18-sept-19	18-nov-19	401871565	2152	O	Contribution financière	100 542,96 $
Chaudière-Appalaches	Remblayage d'un milieu humide pour un projet de développement résidentiel - Phase de la rue de la Vanille - Ville de Lévis	Les Développements de Demain inc.	16-avr-19	16-déc-19	401877463	34	O	Contribution financière	1 932,22 $
Chaudière-Appalaches	AM2 - Phases 2 et 3 - secteur rural / Réaménagement de la route 277 entre Saint-Henri et Saint-Anselme	Ministère des Transports	28-janv-19	20-déc-19	401883147	12372	O	Contribution financière	368 685,60 $
Chaudière-Appalaches	Travaux de réfection d'un pont (P-04685) - Rivière Palmer - Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	Ministère des Transports	20-déc-19	18-mars-20	401909552	94,8	O	Contribution financière	3 040,90 $
15						**59448**	**15**		**774 818,33 $**
Laval	Travaux de remblayage d'un marécage dans le cadre d'un développement commercial près de la jonction des rues Lucien-L'Allier et Louis-B.-Mayer	Développement Cité Urbaine inc.	06-mai-19	12-sept-19	401851831	6015	O	Contribution financière	391 696,80 $
Laval	Construction d'un collecteur pluvial et d'un émissaire à la rivière des Prairies	Ville de Laval	28-nov-18	16-oct-19	401855668	290	O	Contribution financière	6 569,72 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de la rue Tousignan à Laval	9249-9417 Québec inc.	03-avr-18	15-nov-19	401864533	3427	O	Contribution financière	236 486,24 $
Laval	Remblayage de milieux humides au coin des boulevards St-Elzéar et Curé-Labelle, à Laval	Développement Cité Urbaine inc.	21-févr-19	21-févr-20	401900044	8708	O	Contribution financière	587 552,96 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour la mise en place d'un centre d'hébergement de soins longue durée au nord du boulevard Robert-Bourassa	Entreprises L.D.J. Inc.	17-oct-18	24-févr-20	401898782	7190	O	Contribution financière	464 308,80 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour le prolongement de la rue Tousignan à Laval	9249-9417 Québec inc.	03-avr-18	02-mars-20	401864533	3427	O	Contribution financière	236 486,24 $
Laval	Remblayage de milieux humides pour la mise en place d'un centre d'hébergement de soins longue durée au nord du boulevard Robert-Bourassa	Entreprises L.D.J. Inc.	17-oct-18	24-févr-20	401898782	7190	O	Contribution financière	464 308,80 $
Laval	Remblayage de milieux humides au coin des boulevards St-Elzéar et Curé-Labelle, à Laval	Développement Cité Urbaine inc.	21-févr-19	21-févr-20	401900044	8708	O	Contribution financière	587 552,96 $
8						**44955**	**8**		**2 974 962,52 $**

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Lanaudière	Travaux en milieu humide pour la construction d'un entrepôt frigorifique	Première Design-Construction inc.	20-sept-18	12-juin-19	401742471	1410	O	Contribution financière	55 286,10 $
Lanaudière	Travaux dans un milieu hydrique dans le cadre de la réfection du barrage X0004060	Municipalité de la paroisse de Saint-Didace	15-déc-17	19-juin-19	401653494	730	O	Contribution financière	17 833,90 $
Lanaudière	Travaux en milieux humides et hydriques dans le cadre de la réfection d'un barrage	Municipalité de Saint-Donat	01-févr-19	13-août-19	401778702	1878	O	Contribution financière	3 604,76 $
Lanaudière	Travaux dans un milieu humide	Rawdon Auto Perfection inc.	25-avr-19	25-sept-19	401804355	850	O	Contribution financière	4 216,00 $
Lanaudière	Travaux en rive et littoral pour l'aménagement d'un cours d'eau	Ville de Terrebonne	26-oct-18	22-oct-19	401750934	4538	O	Contribution financière	322 152,62 $
Lanaudière	Travaux dans un marécage dans le cadre du prolongement d'une rue dans un développement résidentiel	9174-0316 Québec inc.	15-mars-19	23-oct-19	401793053	679	O	Contribution financière	15 922,55 $
Lanaudière	Travaux dans un milieu humide dans le cadre d'un développeemnt résidentiel	Ressource de Lanaudière inc.	21-oct-19	04-nov-19	401864075	4203	O	Contribution financière	147 062,97 $
Lanaudière	Travaux dans un marécage dans le cadre d'un développement résidentiel	9357-0059 Québec inc.	06-août-18	13-déc-19	401727791	1995	O	Contribution financière	47 201,70 $
Lanaudière	Travaux dans des marécages dans le cadre de la construction d'une résidence	Michel Laurin et Karine Montbriand	26-sept-19	12-mars-20	401857999	487	O	contribution financière	24 560,13 $
9						**16770**	**9**		**637 840,73 $**
Laurentides	Aménagement de chemins de plus d'un kilomètre, travaux dans un milieu humide et établissement d'un système de gestion des eaux pluviales	9291-5578 Québec inc.	26-nov-18	18-avr-19	401761846	246	O	Contribution financière	1 542,42 $
Laurentides	Travaux en milieux humides, en littoral et en rives de cours d'eau pour l'aménagement d'un chemin et construction d'un chemin d'une longueur de plus d'un kilomètre	Club de motoneiges Diable et Rouge inc.	13-sept-18	30-avr-19	401740560	174	O	Contribution financière	6 606,01 $
Laurentides	Travaux dans un milieu humide dans le cadre de l'aménagement d'un espace commercial	Gestion immobilière Écono inc.	12-déc-18	06-mai-19	401765882	1471	O	Contribution financière	9 914,54 $
Laurentides	Travaux dans deux milieux humides pour l'agrandissement de l'aire d'exploitation d'une carrière	Groupe CRH Canada inc.	23-déc-15	07-mai-19	401321908	46100	O	Contribution financière	2 140 872,90 $
Laurentides	Travaux en marécage et établissement d'un système de gestion des eaux pluviales pour l'implantation d'un développement résidentiel (Berges du lac Léon)	8718385 Canada inc.	24-sept-18	07-mai-19	401743741	609	O	Contribution financière	18160,12 $
Laurentides	Travaux dans des marécages dans le cadre de l'aménagement d'une gare de raclage	TransCanada Pipelines limited	19-déc-18	04-juin-19	401770029	106	O	Contribution financière	4 368,26 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales et remblayage partiel d'une tourbière pour l'implantation d'un développement résidentiel	Développement du Vieux Verger inc.	11-févr-19	11-juil-19	401783124	401	O	Contribution financière	2 686,70 $
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales et remblayage de milieux humides pour l'implantation d'un développement résidentiel	7800444 Canada inc.	12-juin-18	21-août-19	401705171	1111	O	Contribution financière	27 441,70 $
Laurentides	Remblayage d'un milieu humide pour l'implantation d'un bâtiment résidentiel (Projet Eaux Vives, phase 2)	9208-6180 Québec inc.	12-févr-19	26-août-19	401783251	1395	O	Contribution financière	12 094,65 $
Laurentides	Travaux en rives et littoral du ruisseau Laurin pour l'implantation d'un projet domiciliaire	6168191 Canada ltée	18-mai-18	29-oct-19	401697994	433	O	Contribution financière	27 049,51 $
Laurentides	Remblayage partiel d'un milieu humide pour l'implantation d'unn projet résidentiel	9341-9927 Québec inc.	01-avr-19	05-nov-19	401797116	239	O	Contribution financière	13 673,19 $
Laurentides	Travaux en rive et littoral dde la rivière Rouge	Canton de Harrington	14-juin-19	25-nov-19	401824936	370	O	Contribution financière	9 187,36 $
Laurentides	Travaux en milieu humide, en bande riveraine et en zones inondable de la rivière du Nord pour l'aménagement de sentiers et travaux en littoral de la rivière du Nord pour l'installation de quais	Ville de Prévost	17-avr-19	20-déc-19	401802058	124	O	Contribution financière	1 819,08 $
Laurentides	Remblayage partiel d'un marécage et établissement d'une installation de gestion des eaux pluviales pour le prolongement de la rue du Boisé-Vermont	Ville de Saint-Colomban	03-mai-19	20-déc-19	401807530	305	O	Contribution financière	10 574,34 $
Laurentides	Travaux en marécage pour l'immplantation d'un développement résidentiel	Gestion Lalande-Lajeunesse	27-sept-18	13-janv-20	401744555	820	O	Contribution financière	34 989,40 $
Laurentides	Construction d'un chemin de plus d'un kilomètre, établissement d'une installation de gestion de eaux pluviales et remblayage de milieux humides pour l'implantation d'un développement résidentiel	9222-0482 Québec inc.	23-juil-19	13-janv-20	401837436	737	O	Contribution financière	6 135,39 $
Laurentides	Travaux en marais pour la construction d'une allée d'accès véhiculaire	Dethier, Luc	05-juil-19	04-févr-20	401829169	157	O	Contribution financière	1 064,46 $
Laurentides	Travaux en marécage pour l'implantation d'un batîment accessoire	9291-5578 Québec inc.	28-août-19	10-févr-20	401851401	71	O	Contribution financière	615,57 $
Laurentides	Travaux en tourbière boisée pour l'aménagement d'une entrée charretière	Bissonnette, Jacques	29-août-19	13-févr-20	401851623	190	O	Contribution financière	963,30 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Compensation	Description de la compensation	Contribution financière
Laurentides	Travaux en marécage pour l'agrandissement d'un bâtiment industriel	9374-0272 Québec inc.	27-sept-19	31-mars-20	401858267	725	O	Contribution financière	29 050,75 $
21						**55784**	**21**		**2 278 218,43 $**
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la relocalisation d'une conduite de transmission de gaz naturel, à Contrecoeur	Énergir, s.e.c.	10-sept-18	05-mars-19	401775045	507	O	Contribution financière	22 465,17 $
Montérégie	Intervention en rive et littoral de la rivière Yamaska pour la réfection et stabilisation du rang de la Pointe du Nord-Est, à Yamaska	Municipalité de Yamaska	04-mai-18	06-mars-19	401787132	400	O	Contribution financière	17 845,09 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement du lot 2 702 129 à Brossard	Ville de Brossard	03-août-17	12-mars-19	401699526	8200	O	Contribution financière	392 298,00 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un développement résidentiel sur le lot 3 355 640	Gestions Daniel Bélanger inc.	20-mars-18	26-mars-19	401702661	2215	O	Contribution financière	31 475,15 $
Montérégie	Rehaussement et élargissement de la 67e avenue en littoral, en rive, en zone inondable 0-20 et 20 -100 et en milieu humide dans la municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	29-mars-17	02-avr-19	401793040	393	O		18 503,40 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour un projet industriel à La Prairie	Groupe CRH Canada inc.	12-déc-16	08-avr-19	401762872	2317	O	Contribution financière	126 994,77 $
Montérégie	AM-1 Agrandissement de la marina Le Nautique St-Jean située à St-Jean-sur-Richelieu	Le Nautique St-Jean inc.	09-avr-15	22-mai-19	401811168	188	O	Contribution financière	11 436,17 $
Montérégie	Reconstruction du pont P-04822 surplombant la rivière aux Brochets sur le chemin de la Rivière	Ministère des Transports	01-nov-18	27-juin-19	401823266	560	O	Contribution financière	23 985,19 $
Montérégie	Intervention en milieux humides et détournement d'un cours d'eau pour le projet domiciliaire Alcee-Rocheleau	Graymont (Qc) inc.	02-oct-17	09-juil-19	401781346	2000	O	Contribution financière	65 321,40 $
Montérégie	Ajout d'une prise d'eau et de la conduite d'adduction à l'usine de production d'eau potable	Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	28-nov-18	26-sept-19	401831298	44	O	Contribution financière(MFFP)	0,00 $
Montérégie	AM1 - Projet de réfection de la digue de la centrale des Cèdres	Hydro-Québec	28-mai-19	08-oct-19	401859823	10670	O	Contribution financière(MFFP)	0,00 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'alimentation de CEZ inc en vapeur de l'usine de cogénération de la compagnie 8953546 Canada inc., à Sallabery-de-Valeyfield	Zinc Électrolytique du Canada limitée	01-févr-19	24-oct-19	401812648	2250	O	Contribution financière	111 420,00 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Montérégie	Intervention en rive et en littoral pour la stabilisation du chemin du chenal-du-Moine, à Sainte-Anne-de-Sorel	Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	09-févr-18	30-oct-19	401864866	448	O	Contribution financière	9 780,15 $
Montérégie	Intervention en rive et littoral de la rivière Yamaska Sud-Est pour la stabilisation d'un talus et la mise en place d'une clé d'enrochement à Lac-Brome	Ville de Lac-Brome	24-avr-18	30-oct-19	401740824	58	O	Contribution financière	1 520,18 $
Montérégie	Installation et exploitation d'une centrale photovoltaïque	Hydro-Québec	20-févr-19	01-nov-19	401838683	2340	O	Contribution financière	67 623,84 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour l'implantation d'une garderie	Les Immeubles CGF (2019) Inc.	26-août-19	07-nov-19	401867698	1535	O	Contribution financière	21 812,35 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le prolongement de la rue de Beauharnois	9264-8112 Québec inc.	29-avr-19	29-nov-19	401874662	2114	O	Contribution financière	13 626,02 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour la construction d'une résidence unifamiliale	Blais-Guérette, Myriam	14-août-19	05-déc-19	401877055	295	O	Contribution financière	8 203,95 $
Montérégie	Intervention en milieux humides pour le développement de la rue Ronald pour l'implantation d'une usine	Ville de Bromont	11-févr-19	18-déc-19	401813170	7160	O	Contribution financière	199 119,60 $
Montérégie	Intervention en rive pour stabiliser une section du cours d'eau des Prémontés, une tributaire de la rivière Saint-Pierre, à Saint-Constant	Ville de Saint-Constant	06-mars-19	19-déc-19	401879988	60	O	Contribution financière	4 488,60 $
Montérégie	Intervention dans un cours d'eau pour réaliser des travaux correctifs de protection d'une conduite	Les Pipe-lines Montréal limitée	20-sept-19	04-févr-20	401882767	96	O	Contribution financière	5 972,16 $
Montérégie	Remplacement des conduites d'un cours d'eau canalisé par une seule conduite et un seul émissaire au lac Waterloo	Ville de Waterloo	31-oct-19	10-mars-20	401901149	270	O	Contribution financière	18 956,70 $
Montérégie	Prolongement des réseaux d'aqueduc, d'égout pluvial et d'égout sanitaire, et comportant des intervention en milieux humides, dans le cadre du projet de développement Habitation avantage	9263-6026 Québec inc.	13-mars-19	12-mars-20	401906876	760	O	compensation financière	31 494,40 $
23						**44880**	**23**		**1 204 342,29 $**
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Ministère des Transports	26-oct-18	23-avr-19	401791300	3868	O	Contribution financière	22 219,35 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	L'Espérance, Élisabeth	29-oct-18	01-mai-19	401803706	501,49	O	Contribution financière	8 905,48 $
Centre-du-Québec	Développement d'un parc industriel pour PME	Ville de Bécancour	21-févr-18	16-mai-19	401808206	7402	O	Travaux de remplacement	0,00 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides dans le cadre d'une agrandissement d'un terrain industriel	Kefiplant inc.	13-déc-18	12-juin-19	401813002	2736	O	Contribution financière	77 562,40 $
Centre-du-Québec	Travaux de remblayage de milieux humides	9275-6717 Québec inc.	01-févr-18	11-juil-19	401820747	3874	O	Contribution financière	85 865,50 $

Autorisations ministérielles délivrées entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 (demandes reçues après le 16 juin 2017).

Région administrative	Objet du document	Nom du demandeur	Date de réception	Date de délivrance	No du document	Perte MHH autorisée (m²)	Com pensa tion	Description de la compensation	Contribution financière
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour le remplacement d'un mur de soutènement	Ministère des Transports	23-nov-18	12-juil-19	401828384	322,9	O	Contribution financière	11 532,78 $
Centre-du-Québec	Travaux dans le littoral pour la reconstruction de la structure P-05255	Ministère des Transports	26-avr-19	27-août-19	401843185	648	O	Contribution financière	19629,34
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Le Vigneron inc.	04-févr-19	18-déc-19	401877339	6485	O	Contribution financière	142 335,55 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	6565051 Canada inc.	18-mars-19	08-janv-20	401879510	0,03	O	Contribution financière	9 286,20 $
Centre-du-Québec	Travaux dans des milieux humides	Les Entreprises Greentone Inc.	29-janv-19	14-janv-20	401877786	6300	O	Contribution financière	79 506,00 $
10						**32137**	**10**		**456 842,60 $**
Total: 208						**1213923**	**208**		**19 204 448,37 $**

L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

---

a. **Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent.**

b. **Entreprendre des travaux de décontamination des terrains qui sont sous la responsabilité du gouvernement, afin de les rendre disponibles pour des investissements dans des zones industrialo-portuaires.**

c. **Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie marine, entre autres, en ajoutant, au Québec, des aires marines protégées répondant, notamment, aux enjeux de biodiversité et d'espèces à statut précaire du Saint-Laurent, dont le béluga.**

d. **Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains, en Gaspésie.**

e. **Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.**

f. **Poursuivre les efforts de la stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées.**

g. **Structurer une approche visant à doter le Québec d'une capacité d'intervention adéquate pour contrer les menaces posées par les espèces aquatiques envahissantes, notamment les carpes asiatiques en provenance des Grands Lacs. Cette approche inclut la prévention, la détection précoce et les actions de contrôle et d'éradication.**

h. **Organiser un atelier de spécialistes sur la sécurité du transport maritime réunissant les principaux ministères provinciaux et fédéraux concernés par les efforts de préparation et de planification des interventions sur le territoire maritime du Québec.**

i. **Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec. À cet égard, l'appui du gouvernement sera de 3,4 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.**

j. **Poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels, dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile.**

k. **Créer un centre d'expertise aux Îles-de-la-Madeleine, spécialisé dans la prévention, la préparation et les interventions d'urgence environnementale relativement au déversement maritime de matières dangereuses sur le Saint-Laurent.**

l. **Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence, pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière, en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.**

m. **S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.**

La mise en œuvre de la Stratégie maritime se base sur l'utilisation des ressources humaines et matérielles disponibles au sein de l'appareil gouvernemental.

Pour quelques actions spécifiques des crédits supplémentaires ont été consentis.

Dans le cadre de la Stratégie maritime, le Plan économique 2015-2016 annonçait des crédits additionnels de 2,8 M$ au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour la mise en œuvre de l'action « Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec ». Des crédits additionnels de 2,645 M$ ont été alloués au MELCC sur 5 ans, dont 300 000 $ en 2019-2020.

De plus, le Plan économique 2017-2018 a prévu une aide de 14 M$ sur cinq ans afin de soutenir la restauration de milieux prioritaires au lac Saint-Pierre. Cette aide financière permet la mise en œuvre de mesures visant notamment la restauration des rives en milieu agricole ainsi que des milieux humides de la zone littorale. À cet égard, des crédits additionnels de 2 M$ ont été alloués au MELCC en 2017-2018 et de 3 M$ par année de 2018-2019 à 2021-2022 (voir sous-question particulière *f*).

À cela doivent s'ajouter les montants dévolus à même la mise en œuvre des actions « Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes » et « Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 M$ pour 2015-2016 ». Ces sommes proviennent toutefois du Fonds vert dans le cadre de la priorité 2 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques.

S'ajoutent également 6,6 M$ imputés au passif environnemental pour des travaux de décontamination de terrains dans des zones industrialo-portuaires sous la responsabilité du gouvernement de 2015-2016 à 2019-2020, dont 5,6 M$ en 2019-2020. Ces travaux sont financés à même une provision pour le passif environnemental inscrite aux états financiers du gouvernement (voir sous-question particulière *b*).

a) Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent.

Cette action est mise en œuvre via la mesure 2.6 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques destinée à « Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 millions de dollars » et financée à l'aide d'une enveloppe de huit millions de dollars provenant du Fonds vert, soit 5,5 M$ pour le volet maritime et 2,5 M$ pour le volet fluvial (mesure 2.6.2).

La révision des zones inondables est en effet l'un des trois axes de ce dernier volet fluvial, comprenant également l'érosion des berges, les zones inondables et la réduction de la vulnérabilité future des communautés riveraines face aux changements climatiques. Différents travaux sont en cours pour ces trois thématiques depuis 2017-2018. En ce qui concerne les zones inondables, le MELCC réalise une cartographie des zones sujettes aux inondations en climat actuel et futur. Le volet fluvial se poursuivra en 2020-2021.

b) Entreprendre des travaux de décontamination des terrains qui sont sous la responsabilité du gouvernement, afin de les rendre disponibles pour des investissements dans des zones industrialo-portuaires

Cette action est sous la responsabilité du Secrétariat du conseil du trésor. Le MELCC agit en appui en fournissant son expertise et poursuit ses actions menant, à terme, à la réhabilitation de terrains contaminés inscrits à son passif environnemental, et ce, en suivant le plan d'action qu'il établit annuellement en fonction de ses priorités d'intervention selon un ordre de priorité qui prend notamment en compte des facteurs tels que les risques immédiats ou futurs à la santé et au bien-être de l'être humain, à la sécurité publique et à l'environnement. Des activités sont en cours pour certains terrains qui se trouvent dans les zones industrialo-portuaires de Bécancour et de Sorel-Tracy. Pendant la durée du Plan d'action 2015-2020 de la Stratégie maritime, une somme totale de 6,628 M$a été imputée au passif environnemental, dont 5,628 M$ en 2019-2020. Ce financement provient d'une provision pour le passif environnemental déjà inscrite aux états financiers du gouvernement.

c) Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie marine, entre autres, en ajoutant, au Québec, des aires marines protégées répondant, notamment, aux enjeux de biodiversité et d'espèces à statut précaire du Saint-Laurent, dont le béluga.

Une entente de collaboration Canada-Québec pour l'établissement d'un réseau d'aires marines protégées au Québec entrée en vigueur le 19 mars 2018 et annoncée en juin 2018 permettra d'en accélérer la désignation.

Un accord intergouvernemental relatif à la désignation conjointe d'une aire marine protégée au Banc-des-Américains, qui portera la superficie du milieu marin protégée à 2 %, est entré en vigueur le 6 mars 2019.

Le Groupe bilatéral sur les aires marines protégées au Québec a identifié des territoires d'intérêt pour la création d'aires marines protégées conjointes dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent qui permettraient au Québec d'atteindre la cible internationale de 10 % d'ici la fin 2020. Des séances d'information sur les projets d'aires marines protégées Canada-Québec à l'étude ont été organisées en juin 2019 avec l'ensemble des communautés autochtones et des intervenants concernés.

d) Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains, en Gaspésie.

Un accord intergouvernemental relatif à la désignation conjointe d'une aire marine protégée au Banc-des-Américains est entré en vigueur le 6 mars 2019. Le statut fédéral de zone de protection marine a été désigné le 6 mars 2019, tandis que le statut de réserve aquatique projetée du Québec sera désigné d'ici la fin 2020.

e) Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.

Le 27 juin 2019, les gouvernements du Québec et du Canada annonçaient le lancement d'une étude pour évaluer la faisabilité d'établir une aire marine protégée autour des Îles-de-la-Madeleine. L'étude, qui s'étendra sur quelques années, permettra de définir les avantages et les contraintes à la désignation d'une éventuelle aire marine protégée, les secteurs propices, les mesures de conservation et les modalités de gestion envisageables, adaptées à la réalité du milieu. À l'automne 2019, un comité de concertation local représentant divers secteurs d'activités de la communauté est constitué afin que ces acteurs soient partie prenante de l'analyse de faisabilité d'une éventuelle aire marine protégée.

f) Poursuivre les efforts de la Stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées.

Le Plan économique 2017-2018 a prévu une aide de 14 M$ sur cinq ans afin de soutenir la restauration de milieux prioritaires au lac Saint-Pierre. Le gouvernement a annoncé le 16 mars 2018 un plan financé à même cette mesure budgétaire, développé en concertation avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ce dernier plan s'articule en deux volets :

- le premier volet du plan consiste à mettre en œuvre le Programme pour la conservation du lac Saint-Pierre, un programme d'aide financière destiné aux acteurs du milieu qui souhaitent mener des initiatives de conservation ou de restauration de la biodiversité et de la qualité de l'eau du lac Saint-Pierre. Il est administré par la Fondation de la faune du Québec, dont la mission est la promotion de la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats. À cette fin, le MELCC lui a octroyé une subvention de 9 545 000 $ au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022, dont un montant maximal de 1 745 000 $ au cours de l'année 2017-2018 et 1 950 000 $ pour les quatre années suivantes. La liste des projets soutenus est disponible sur le site web de la Fondation[1].
- Le second volet consiste en la création du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre visant à définir et à promouvoir une agriculture durable en zone littorale et compatible avec l'écosystème. À cette fin, le MELCC a octroiera des subventions à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), l'Université McGill et l'Université Laval au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2021-2022, à raison de 665 000 $ par année. À cet investissement total de 2,66 M$ s'ajoute une subvention du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de 2 M$. Les travaux scientifiques ont débuté au printemps 2019 et se poursuivront en 2020 et 2021. De plus, un site web a été mis en ligne à l'hiver 2020 (*polelsp.ca*) et rend disponible de la documentation, notamment sa programmation de recherche.

Le Ministère poursuit également les efforts de la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint Pierre à même ses crédits réguliers, notamment par sa participation et son financement des travaux de la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre devant mener à la production d'un Plan de gestion intégrée régional. Le MELCC poursuit également son suivi des pesticides au lac Saint-Pierre. Dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent, le MELCC a organisé, conjointement avec Environnement et Changement climatique Canada, un atelier d'échanges sur

---

[1] URL : https://fondationdelafaune.qc.ca/la-fondation/projets-soutenus/?fyear=&project=&region=&sujet=&organisme=&programme=CONSERVATION+LAC+ST-PIERRE

le lac Saint-Pierre en mars 2019. Les conclusions de cet atelier serviront à orienter les prochaines actions en matière d'acquisition de connaissances et de mesures concrètes favorisant un rétablissement de l'intégrité écosystémique du lac. Le MELCC travaille avec les ministères partenaires et les partenaires régionaux à l'identification de solution.

Des détails sur cette action sont également présentés en réponse à la question particulière n° 99 du premier groupe d'opposition.

g) Structurer une approche visant à doter le Québec d'une capacité d'intervention adéquate pour contrer les menaces posées par les espèces aquatiques envahissantes, notamment les carpes asiatiques en provenance des Grands Lacs. Cette approche inclut la prévention, la détection précoce et les actions de contrôle et d'éradication.

Cette action est sous la responsabilité du MFFP. Celui-ci a la responsabilité des espèces fauniques aquatiques envahissantes, notamment des carpes asiatiques.

Toutefois le MELCC, qui a la responsabilité des espèces floristiques aquatiques envahissantes, a pu, dans le cadre de ses activités, avoir une certaine contribution à la mise en œuvre de cette action.

Le MELCC permet notamment de favoriser l'acquisition et le partage d'information et de données sur les espèces exotiques envahissantes grâce à son site web et à l'application Sentinelle. Cet outil permet d'identifier les espèces les plus préoccupantes, de signaler la présence de ces espèces et de consulter les signalements. Vous pouvez y accéder à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/especes-exotiques-envahissantes/sentinelle.htm.

De plus, le MELCC a annoncé le 18 juillet 2018 qu'il consacrait 8 M$ sur 5 ans à la lutte contre les plantes exotiques envahissantes (PEE). De cette somme 6,25 M$ ont été attribués à la Fondation de la faune du Québec pour la mise en place et la gestion du *Programme pour la lutte contre les plantes exotiques envahissantes* au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2022-2023.

h) Organiser un atelier de spécialistes sur la sécurité du transport maritime réunissant les principaux ministères provinciaux et fédéraux concernés par les efforts de préparation et de planification des interventions sur le territoire maritime du Québec.

Cette action complétée était sous la responsabilité du secrétariat à la Stratégie maritime. L'atelier s'est tenu en 2015 et le MELCC a participé et mis en valeur ses connaissances et expertises.

i) Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec. À cet égard, l'appui du gouvernement sera de 3,4 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Dans le cadre de la Stratégie maritime, le Plan économique 2015-2016 annonçait des crédits additionnels de 2,8 M$ au MELCC pour la mise en œuvre de cette action. Des crédits additionnels de 2,645 M$ ont été alloués au MELCC sur 5 ans, dont 445 000 $ en 2015-2016, 700 000 $ en 2016-2017 et 2017-2018, de 500 000 $ en 2018-2019 et de 300 000 $ en 2019-2020. Ce budget a permis la mise en œuvre du programme de recherche (prévu sur 5 ans) et comportant trois volets, soit :

- l'évaluation des risques écotoxicologiques (évaluation des effets des hydrocarbures sur les écosystèmes);
- l'amélioration des modèles hydrodynamiques;
- l'amélioration des connaissances sur les écosystèmes.

j) Poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels, dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile.

Cette action est sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

k) Créer un centre d'expertise aux Îles-de-la-Madeleine, spécialisé dans la prévention, la préparation et les interventions d'urgence environnementale relativement au déversement maritime de matières dangereuses sur le Saint-Laurent.

Cette action sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique est complétée. Sur pied depuis l'automne 2017, la mission du Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) est d'assurer un rôle d'expert-conseil auprès des intervenants en matière

de prévention, de planification, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents maritimes dans le Saint-Laurent.

En 2019-2020, le MELCC a contribué à la mise en place du CEGRIM, à la planification de ses actions d'ici 2020 et au développement de son expertise en acquisition de connaissances écosystémiques. Des professionnels du MELCC font partie de ses équipes d'expertise, dédiées aux urgences environnementales et à l'acquisition de connaissances écosystémiques. En 2019-2020, le MELCC a travaillé à l'acquisition de connaissances écosystémiques en établissant des collaborations notamment avec les acteurs académiques, gouvernementaux et municipaux. Le MELCC a également travaillé à l'élaboration d'une formation maritime, au développement d'un projet d'évaluation du risque et à l'organisation, le 19 février 2020, du 72e Forum Science Environnement sur le thème *Une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes pour mieux préserver l'environnement*.

l) Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence, pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière, en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.

Cette action est sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

m) S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.

Le Ministère a poursuivi ses activités régulières dans le dossier en vue de conclure une entente intergouvernementale concernant le plan de régularisation qui est le plus conforme possible aux intérêts du Québec. L'entente a été signée le 8 décembre 2016 et le Plan est en opération depuis le 7 janvier 2017.

Le MELCC est présent à deux comités techniques canado-américains : Le Conseil international Lac Ontario - Fleuve Saint-Laurent, chargé de mettre en œuvre ces plans de régularisation ainsi que le Comité de gestion adaptative des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (GAGL) qui est chargé de l'évaluation des plans à moyen terme auprès de la CMI et du Conseil de contrôle.

En 2019-2020, le MELCC a continué à s'assurer que les intérêts du Québec inclus dans le Plan 2014 sont respectés, dans un contexte de très forte hydraulicité historique et de risques d'inondations accrues.

Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert en 2019-2020, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 91 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 138

La liste de tous les contrats avec des entreprises et/ou des consultants externes en lien avec la gestion ou relatif à des travaux de recherche ou d'analyse concernant le Fonds Vert en 2019-2020, depuis le 1er mars 2019. Fournir :

a) le nom de l'entreprise ou du consultant;
b) le montant du contrat;
c) la date de signature du contrat;
d) la durée du contrat;
e) le détail du travail fourni et/ou du livrable déposé.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des renseignements généraux.

Le montant total des sommes recueillies et déposées dans le Fonds vert au 31 mars 2020, ventilé par année, et selon:

a) les sommes recueillies provenant des recettes du marché du carbone;
b) les sommes recueillies provenant des redevances sur l'enfouissement;
c) les sommes recueillies provenant des redevances sur les hydrocarbures;
d) les sommes recueillies provenant des amendes et les sanctions administratives;
e) les sommes recueillies provenant des autres sources de financement.

Revenus au Fonds vert en 2019-2020

Activités	Prévision au 31 mars 2020
Changements climatiques	1 097 018 189
Matières résiduelles	150 062 644
Eau	3 125 000
TOTAL ($)	**1 250 205 833**

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 140

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par l'entremise du Fonds vert en 2019-2020, ventilé par ministère. Fournir la liste de tous les projets ayant bénéficié d'aide financière, les critères d'évaluation de ceux-ci, ainsi que les objectifs poursuivis.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 141

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Depuis le 1er mars 2019, l'ensemble des nouveaux projets mis en place dans le cadre du Plan d'action. Fournir la ventilation suivante :

a) **l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2019 - base annuelle (Mt éq. CO2);**
b) **le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (Mt éq. CO2);**
c) **le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministère;**
d) **la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (Kt éq. CO2);**
e) **les investissements totaux des projets (en millions $);**
f) **les aides financières totales du ministère (en millions $);**
g) **le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**

Le Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020 (PACC 2013-2020) permet de mettre en œuvre des programmes d'aide financière visant la réduction des émissions de GES, l'adaptation aux impacts des changements climatiques, la recherche et l'innovation en changements climatiques ainsi que la sensibilisation et la mobilisation de la société civile face à cet enjeu.

Les programmes sont portés par différents ministères et organismes partenaires de la mise en œuvre du PACC 2013-2020. Le site web du ministère présente les données liées aux émissions de GES http://www.environnement.gouv.qc.ca/cgfv/documents/fiches-suivi/index.htm, mais ces données ne sont pas validées. Ces informations sont compilées deux fois par année par le Conseil de gestion du fonds vert, soit en décembre et en juin. Ainsi les données au 31 mars 2020 ne seront disponibles qu'après l'exercice de suivi de juin.

Une fois compilées, les données relatives aux émissions de GES sont analysées par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et présentées dans les bilans annuels du PACC 2013-2020, disponibles sur le site web du ministère, http://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/bilan.htm. Le dernier bilan publié est pour l'année 2017-2018 et le bilan 2018-2019 est en cours de préparation.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 142

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par l'entremise le Fonds vert, en 2019-2020 ventilé par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant:

a) **de la description du projet;**

b) **de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires;**

c) **du ministère responsable de l'octroi de l'aide financière;**

d) **du programme concerné, le cas échéant;**

e) **du montant déboursé;**

f) **de la date du déboursement;**

g) **pour chacun des programmes, indiquer l'objectif de réduction des GES;**

h) **pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 143

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2019-2020 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

a) **la date de conclusion du contrat;**

b) **la date de fin du contrat;**

c) **la description du contrat;**

d) **le nom du contractant;**

e) **le montant du contrat initial;**

f) **tout montant additionnel versé;**

g) **la date de versement du montant additionnel.**

Cette question sera répondue par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 144

Concernant le Conseil de gestion du Fonds vert, fournir :

a) **Tous les cadres de gestion relatifs au Fonds vert;**
b) **Pour 2018-2019, la grille d'évaluation des projets;**
c) **Pour 2019-2020, les objectifs poursuivis;**
d) **Les états financiers du Fonds vert.**

Les points a, b, c, de cette question seront répondus par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 144

Concernant le Conseil de gestion du Fonds vert, fournir :

a) Tous les cadres de gestion relatifs au Fonds vert;

b) Pour 2018-2019, la grille d'évaluation des projets;

c) Pour 2019-2020, les objectifs poursuivis;

d) Les états financiers du Fonds vert.

Les points a, b, c, de cette question seront répondus par le Conseil de gestion du Fonds vert.

d) État de situation sur la gestion des opérations du Fonds vert et la préparation des états financiers audités :

- Créé en 2006, le Fonds vert a été institué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (M-30.001) (« LMDDEP ») afin de favoriser le développement durable du Québec par la protection de l'environnement, la préservation de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques.
- La gestion du FV a donc été confiée au Ministre sans pour autant lui octroyer les ressources nécessaires afin de pouvoir mettre en place les processus pouvant assurer une saine gestion des deniers publics.
- Bien que les revenus du Fonds, aient été plutôt modestes la première année d'opération (50 M$), ceux –ci ont connus une augmentation considérable dès la deuxième année pour atteindre près de 220 M$, et ont continué d'augmenté par la suite pour atteindre près de 997 M$ au 31 mars 2016.
- Bien que la gestion du Fonds soit effectuée par le Ministère, à l'époque, 14 ministères et organismes partenaires du Plan d'action sur les changements climatiques ont la possibilité d'octroyer des subventions par le biais des programmes offerts par l'entremise du Fonds vert.
- Malgré ce fait aucun processus n'a été mis en place, au Ministère, par manque de ressources, pour s'assurer de la conformité des transactions inscrites par ces entités et organismes et recevoir les pièces justificatives appuyant ces transactions. Aucune directive en ce sens n'avait été transmis à ces 14 ministères et organismes à cette époque (avant la sanction du PL-102 du 23 mars 2017).
- Le Ministère a régulièrement demandé une augmentation d'effectifs afin d'améliorer la gestion des opérations financières du Fonds surtout considérant que ses opérations ont considérablement augmenté avec le temps. Le gouvernement, ayant été en période d'austérité budgétaire, a toujours refusé ces demandes.
- La sanction de la loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour renforcer la Gouvernance du Fonds vert (RLRQ, 2017, chapitre 4) a introduit d'importants changements à la loi constitutive du Ministère concernant la gouvernance du Fonds vert le 23 mars 2017. La création du FPEDHÉ issue de la scission du Fonds vert constitue l'un des changements importants introduits par la Loi modifiée de même que la création du Conseil de gestion du Fonds vert. Les modifications à cette Loi ont également introduit l'obligation que des états financiers audités soient préparés.
- Malgré ces modifications importantes, aucun effectif additionnel n'a été autorisé, au Ministère, pour qu'il puisse assurer une saine gestion des opérations du Fonds.
- À l'heure actuelle, je ne peux que comme vous, constater l'échec, des gouvernements précédents à mettre en place une structure et des mesures afin d'assurer une bonne gouvernance et gestion des activités financières du Fonds vert qui sont primordiales pour le Québec afin de nous aider à atteindre les objectifs en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

- Cet échec nous démontre bien que des correctifs doivent être apportés, et ce, rapidement afin de rectifier la situation d'où l'importance des modifications demandées par le biais de notre projet de loi.
- Le fait que les états financiers audités du Fonds, au 31 mars 2018, ne soient pas encore disponibles vient appuyer les constats précédents.
- Ce qui est bien important de comprendre, c'est que les états financiers constituent une photo à une date précise, dans notre cas au 31 mars, reflétant la situation financière du Fonds ainsi que sa capacité de générer des revenus pour être en mesure de réaliser ces activités.
- Bien que les états financiers constituent un outil essentiel de reddition de comptes, ils ne nous permettent pas de juger de l'atteinte de nos objectifs que nous nous sommes donnés afin de lutter contre les changements climatiques.
- À l'heure actuelle, le surplus cumulé du Fonds atteint plus de 1 milliard de dollars, considérant les sommes attribuées à chacun des programmes du Fonds et les liquidités du fonds sont sensiblement du même montant. Nous sommes donc à même de constater que le Fonds est en très bonne santé financière. De plus, le Fonds est en mesure de générer plus de 1 milliard de revenus par année dont près de 70 % de ceux-ci sont immédiatement redistribués en subvention. Environ 4% des revenus sont utilisés pour couvrir les frais d'administration et la différence servira à augmenter le surplus cumulé et utiliser au cours des prochaines années.
- Cette information nous permet donc de nous assurer que l'on a la capacité de nos ambitions, mais ne nous indique pas si les mesures financées nous permettent d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.
- L'information contenue dans les états financiers a donc ses limites quant à l'évaluation de la performance du Fonds ainsi que de l'atteinte de nos objectifs.
- L'obtention des revenus prévisionnels du Fonds ainsi que la liste des subventions octroyées constituent une information plus détaillée et pertinente nous permettant de mieux évaluer sa performance.
- Il s'agit ici d'information que nous sommes en mesure de vous fournir.
- On peut donc constater l'urgence et la nécessité d'apporter des correctifs à la structure de gouvernance et la gestion administrative du Fonds.
- Le ministère a procédé depuis l'automne 2019, à la régularisation de sa situation ainsi, il a ajouté des ressources additionnelles à l'équipe responsable de la comptabilité du Fonds vert, il a révisé ses processus clés et implanté des mesures de contrôle et de conformité des opérations financières effectuées aux Fonds spéciaux. Il a également transmis des directives à l'intention des ministères et organismes partenaires du PACC.
- Conséquemment, le ministère a refait tous les travaux nécessaires à la comptabilisation adéquate des opérations au Fonds vert pour 2017-2018 et 2018-2019 afin que le Vérificateur général du Québec (VGQ) puisse reprendre rapidement ses travaux d'audit.
- Depuis mai 2020, le VGQ a repris les travaux d'audit du Fonds vert du 31 mars 2018 et prévoit les compléter d'ici le mois aout 2020. Il poursuivra par la suite ses travaux d'audits du Fonds vert au 31 mars 2019 qui devraient être complétés au cours de l'automne 2020.
- Au cours de la même période, l'équipe du ministère a également exécuté les travaux requis pour l'audit des états financiers du Fonds de la protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État du 31 mars 2018 permettant au VGQ de déposer au 31 janvier 2020 un rapport d'auditeur sans réserve.

Concernant le rapport du Conseil de gestion du Fonds vert sur les ajustements budgétaires à apporter au Fonds vert, publié à la fin 2018, préciser :
a) les recommandations retenues;
b) les recommandations rejetées et la raison du rejet;
c) les sommes prévues en 2020-2021 pour le suivi des mesures.

Concernant le rapport du Conseil de gestion du Fonds vert sur les ajustements budgétaires à apporter au Fonds vert, publié à la fin 2018, préciser :

a) les recommandations retenues;

Les mesures retenues ont été identifiées dans le cadre du budget 2019-2020. Les sommes consacrées à des mesures de lutte contre les changements climatiques dans le cadre du budget sont, en grande partie, de nouvelles sommes découlant d'une révision à la hausse des revenus réels et anticipés en provenance des ventes aux enchères du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE) d'ici 2020. Certaines mesures moins porteuses ont également été arrêtées et des budgets ont été revus à la baisse. Pour effectuer ses choix, le gouvernement a tenu compte de plusieurs recommandations du CGFV.

b) les recommandations rejetées et la raison du rejet;

Voir la réponse donnée à la question a)

c) les sommes prévues en 2020-2021 pour le suivi des mesures.

La mesure 31.3, sous la responsabilité du CGFV, est associée au suivi des mesures du PACC 2013-2020 et comprend essentiellement les dépenses de rémunération et de fonctionnement telles que le loyer, les déplacements, les photocopies. En 2020-2021, 1,03 M$ sont prévus dans cette mesure.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 146

Date, fréquence et nature des échanges entre le ministre, son cabinet et/ou le ministre, puis le Conseil de Gestion du Fonds vert depuis le 1er mars 2019. Détailler les rencontres et personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 147

État d'avancement des négociations avec le milieu concernant l'utilisation de motoneige dans les parcs nationaux du Québec et les sommes allouées pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Cette question sera répondue par le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

QUESTION PARTICULIÈRE N^{O} 148

État d'avancement des négociations avec le milieu concernant l'utilisation de motoneige dans les parcs nationaux du Québec et les sommes allouées pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Cette question sera répondue par le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 149

Fournir les avis et études relatifs à l'application d'un BAPE pour les projets : Authier de Sayona Mining.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 150

Fournir les avis et études relatifs à l'application d'un BAPE pour le projet GNL Québec d'Énergie Saguenay

---

Les documents sont disponibles sur le Registre des évaluations environnementales (https://www.ree.environnement.gouv.qc.ca/projet.asp?no_dossier=3211-10-021).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 151

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les représentants d'Énergie Saguenay pour le projet GNL Québec. Détailler les sujets abordés et personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N°152

Concernant la filière Lithium au Québec, fournir l'état de situation, les investissements octroyés par le gouvernement, le nombre d'emplois potentiels en jeu, des projets suivants :

a) Nemaska Lithium;
b) North american Lithium inc.;
c) Projet Authier de Sayona mining;
d) Fournir la liste des projets en développement au Québec.

---

a) Nemaska Lithium

État de situation :

Le projet développé par Nemaska Lithium vise l'exploitation et le traitement d'un gisement de spodumène, un minéral riche en lithium. Le site minier est situé à environ 300 km au nord de Chibougamau, sur le territoire du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James. Le concentré serait ensuite acheminé à l'usine de transformation de Nemaska lithium située à Shawinigan afin d'être transformé en hydroxyde et en carbonate de lithium. Ces produits sont principalement destinés aux marchés des batteries au lithium. La durée de vie du projet est estimée à 26 ans.

Le projet minier a été autorisé en septembre 2015 par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, après la recommandation du Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX) conformément à l'article 164 de la Loi sur la qualité de l'environnement. En octobre 2019, en raison de difficultés financières, les activités de construction en cours sur le site minier ont été suspendues. L'usine de démonstration de Shawinigan, mise en opération en février 2017, a également été mise à l'arrêt. Le 23 décembre 2019, l'entreprise a obtenu la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC). Depuis, Nemaska Lithium poursuit ses efforts de restructuration et de financement.

Investissements :

Selon les informations reçues du ministère de l'Économie et de l'Innovation, un montant de 10 M$ a été investi en capital action dans l'entreprise pour la réalisation de l'usine de démonstration à Shawinigan. Une contribution non remboursable de 3 M$ du programme Technoclimat a également été octroyée et faisait partie du montage financier de l'usine de démonstration.

En mai 2018, le gouvernement a annoncé une injection de 130 M$ dans Nemaska Lithium pour la mise en service de la mine de Whabouchi ainsi que le passage à la phase commerciale pour l'usine de Shawinigan.

Emplois :

Selon l'initiateur, le projet prévoit jusqu'à 400 emplois directs au site minier et entre 200 à 400 emplois à l'usine de Shawinigan pendant la phase de construction. En exploitation, le projet pourrait générer environ 150 emplois au site minier et 85 à l'usine.

b) Lithium Amérique du Nord

État de situation :

Le projet minier de l'entreprise Lithium Amérique du Nord (LAN) consiste en l'exploitation d'un gisement de spodumène à partir d'une fosse à ciel ouvert, dans la municipalité de La Corne en Abitibi-Témiscamingue. À la suite de difficultés financières, LAN a cessé ses opérations minières en février 2019, tandis que les opérations de l'usine ont été arrêtées en mars 2019. En mai 2019, LAN a obtenu la protection de la LACC. L'objectif poursuivi par LAN est de relancer l'exploitation de la mine, sous réserve de la conclusion d'un arrangement avec ses créanciers et de la recapitalisation de l'entreprise. Une prolongation de la protection a été accordée jusqu'au 30 juin 2020.

Investissements :
Selon les informations reçues du ministère de l'Économie et de l'Innovation, Investissement Québec (IQ), à titre de mandataire du gouvernement, est actionnaire de LAN à une hauteur de 5 %.

Le gouvernement détient des créances de 99 M$ dans le projet de LAN. Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles dispose également d'une créance de 23,6 M$ pour la restauration du site minier.

En août 2019, IQ fonds propres a autorisé un financement intérimaire garanti de 7 M$ afin d'assurer les liquidités nécessaires pour poursuivre le processus de la LACC jusqu'en juillet 2020.

Emplois :
L'arrêt des activités de la mine en février 2019 s'est traduit par la perte de 327 emplois.

c) Projet Authier de Sayona Québec inc.
État de situation :
Sayona Québec inc., une filiale de la compagnie australienne Sayona Mining, projette d'exploiter le gisement Authier située à 7 km au nord-ouest du village de La Motte en Abitibi-Témiscamingue. Le projet Authier est un projet de mine à ciel ouvert qui vise l'exploitation d'un gisement de spodumène. Le taux d'extraction et de production visé est de 2 600 tonnes de minerai par jour. Sayona prévoit débuter les travaux de construction en 2021 pour une mise en opération en 2022. La durée de vie de la mine est estimée à 14 ans.

Le projet Authier est assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Sayona a déposé l'étude d'impact de son projet en janvier 2020. Les experts du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, en collaboration avec les autres ministères, ont entamé l'analyse de la recevabilité de l'étude d'impact. Dans le cadre cette analyse, des questions et commentaires ont été adressés à l'initiateur en mars 2020 afin qu'il apporte des précisions et des compléments d'information à son étude. Lorsque l'étude d'impact aura été jugée recevable (complète), le projet sera soumis à une période d'information publique pendant laquelle les citoyens pourront demander une audience publique menée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Sayona est engagée dans un processus pour faire l'acquisition de la mine Lithium Amérique du Nord (LAN), actuellement placée sous la protection de la LACC. Sayona a déposé une soumission pour l'acquisition de LAN le 21 janvier 2020 et le processus est encore en cours.

Investissements:
Selon Sayona, le projet Authier nécessite un investissement initial évalué à 120 M$.

Emplois :
Selon les informations présentées dans l'étude d'impact, le projet Authier pourrait générer environ 150 emplois pendant la phase de construction et une moyenne annuelle de 128 emplois pendant l'exploitation.

d) Liste des projets de lithium en développement au Québec :

Projet	Entreprise	État
Authier	Sayona Québec inc.	En développement
Baie-James	Galaxy Lithium (Canada) inc.	En développement
Lithium Amérique du Nord	Lithium Amérique du Nord	Maintien des actifs
Moblan	Lithium Guo AO Ltée	En développement
Rose Lithium-Tantale	Corporation Éléments Critiques	En développement
Whabouchi	Nemaska Lithium	Construction interrompue

QUESTION PARTICULIÈRE N° 153

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les représentants de Sayona Mining pour le projet Authier de mine de lithium à proximité de l'Esker Saint Mathieu-Berry. Détailler aussi les sujets et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 154

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les opposants au projet Authier de mine de lithium à proximité de l'Esker Saint MathieuBerry. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 155

État de situation et suivi des processus quant au Projet pétrolier GALT en Gaspésie.

Le projet d'exploration et de mise en production du gisement Galt sud-ouest est situé sur le territoire non-organisé de Rivière-Saint-Jean dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de la Côte-de-Gaspé, à environ 20 kilomètres à l'ouest de la ville de Gaspé. Le projet est également situé à proximité de la communauté Mi'gmaq de Gespeg. Le site est accessible par des chemins forestiers reliés à la route provinciale 198.

À la suite de la fusion des entreprises Junex et Cuda Energy en août 2018, puis de la vente de tous les actifs de Cuda Pétrole et Gaz inc. au Québec en juillet 2019, le projet est désormais en voie d'être contrôlé par Ressources Utica inc.

Le projet d'exploitation est assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement en vertu du premier alinéa de l'article 13 (travaux liés à la production et au stockage d'hydrocarbures) et de l'article 9 (oléoduc et gazoduc) du Règlement relatif à l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (chapitre Q-2, r. 23.1). La mise en production du gisement de Galt sud-ouest est le premier projet de production d'hydrocarbures analysé au Québec dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.

Le 5 décembre 2018, la compagnie Cuda Pétrole et Gaz inc. (Cuda) a déposé un avis de projet concernant la mise en production du gisement Galt sud-ouest.

Le Ministère a transmis, le 20 décembre 2018, une directive précisant les éléments devant être abordés dans l'étude d'impact.

À la suite de l'émission de la directive, une consultation publique sur les enjeux du projet a été réalisée entre le 2 janvier et le 2 février 2019. Les résultats de cette consultation ont été communiqués à l'initiateur du projet, le 22 février 2019, afin que les enjeux soulevés soient pris en compte dans l'étude d'impact. Ce document est également disponible sur le Registre des évaluations environnementales.

Les Mi'gmaqs ont été informés du dépôt du projet Galt au Ministère lequel entraîne le déclenchement de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. La consultation des Mi'gmaqs a débutée le 28 décembre 2018 par l'intermédiaire du processus de consultation général appliqué à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Les Mi'gmaqs ont participé à la période de consultation sur les enjeux par l'entremise du canal de consultation du pôle d'expertise en consultation autochtone. Les enjeux qu'ils ont soulevés ont été communiqués à l'initiateur de projet en février 2019 afin que ce dernier en prenne compte dans l'élaboration de son étude d'impact.

L'initiateur déposera, au cours des prochains mois, l'étude d'impact de son projet. Le Ministère réalisera alors l'analyse de recevabilité de l'étude en collaboration avec les experts du gouvernement. Lorsque l'étude d'impact aura été jugée recevable (complète), le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) recevra le mandat de démarrer une période d'information publique pendant laquelle les citoyens pourront demander une audience publique. Le ministre pourrait également mandater directement le BAPE de tenir une audience publique s'il juge que la nature des enjeux soulevés par le projet rend la tenue d'une audience publique inévitable.

Au terme de l'application de la procédure d'évaluation environnementale du projet, la décision d'autoriser le projet ou non reviendra au gouvernement du Québec. Cette décision sera basée sur le rapport du BAPE et sur l'évaluation environnementale menée par le Ministère, en collaboration avec plusieurs experts gouvernementaux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 156

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les communautés autochtones résidant à proximité du site de forage dans le cadre du projet GALT en Gaspésie. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 157

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les représentants de Junex ou les représentants de Utica Ressources dans le cadre du Projet GALT en Gaspésie. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 158

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les représentants de Casella Waste System dans le cadre des négociations pour l'agrandissement du dépotoir du Coventry au Vermont. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 159

Date, fréquence, nature et copie des échanges entre le ministre, son cabinet, le ministère et/ou ses organismes et les représentants des autorités vermontoises dans le cadre des négociations pour l'agrandissement du dépotoir de Coventry. Détailler aussi les rencontres et les personnes présentes à ces rencontres.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 160

Sommes prévues en 2020-2021 pour soutenir la MRC de Memphrémagog pour les analyses d'eau et l'ajout de mesures et/ou infrastructures pour le traitement des eaux usées, spécialement au lac Memphrémagog.

Depuis plusieurs années, le Ministère réalise le suivi de la qualité de l'eau du lac Memphrémagog à 9 stations et pour maintenir des stations du Réseau rivière dans la rivière Magog à l'embouchure du lac et à l'embouchure de la rivière aux Cerises, tributaire important du lac. Il s'agit d'un engagement du ministère depuis 1996 dans le cadre de l'entente de coopération entre le Québec et l'état du Vermont relativement au lac Memphrémagog. Le ministère fourni habituellement 60 heures de laboratoire annuellement pour le suivi du lac, réalisé en partenariat avec l'organisme Memphremagog Conservation inc. en ce qui regarde l'échantillonnage, et 80 heures annuellement pour le suivi des deux stations du Réseau rivière.

Enfin, si une municipalité avait besoin d'un nouveau système de traitement d'eaux usées ou un réaménagement de son système, ces projets seraient admissibles aux programmes de subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Concernant le plan de gestion des halocarbures et la récupération des électroménagers, fournir :

- **Une .évaluation des coûts supplémentaires dus à la gestion des halocarbures;**
- **Le coût supplémentaire (prévision) pour l'achat d'un nouvel électroménager utilisant des halocarbures, provenant directement de la nouvelle règlementation;**
- **Les différentes technologies évaluées pour la gestion des halocarbures :**
- **Les entreprises fournissant ces différentes technologies;**
- **Le coût de chacune des technologies/litre d'halocarbure;**
- **La raison du rejet pour chacune des technologies évaluées.**

Évaluation des coûts supplémentaires dus à la gestion des halocarbures :

Le coût actuel par appareil est d'environ 60 $ pour un appareil de réfrigération ou de congélation et de 6 $ pour un appareil de climatisation, mais il existe des économies d'échelles lors du traitement d'un nombre important d'appareils, permettant de réduire ce coût du tiers. Par exemple, pour un appareil de réfrigération ou de congélation, le coût unitaire pourrait diminuer à environ 40 $. Ce coût comprend le traitement des halocarbures et substances de remplacement en tant que réfrigérants et agents de gonflement des mousses isolantes.

Le coût supplémentaire (prévision) pour l'achat d'un nouvel électroménager utilisant des halocarbures, provenant directement de la nouvelle règlementation :

En vertu du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, les entreprises qui mettent en marché des appareils ménagers et de climatisation devront mettre œuvre et financer des programmes de récupération et de valorisation de ces appareils au plus tard le 5 décembre 2020. Ces entreprises recevront un soutien financier du gouvernement évalué à plus de 52,7 M$ pour les cinq prochaines années. Cette aide vise à réduire l'impact financier de ces nouvelles obligations, ce qui limitera la hausse potentiel du prix de ces appareils sur le marché. Cette aide, plus élevée au début, sera régressive au fil des années afin de progressivement transférer la responsabilité financière de ces programmes de récupération et de valorisation aux entreprises jusqu'à une responsabilité complète. Il est donc attendu que la hausse du prix soit plus faible durant les premières années et qu'elle augmente graduellement au fur et à mesure que l'aide du gouvernement diminue. La hausse du prix pour un appareil de réfrigération et de congélation devrait se retrouver entre 0 $ et 40$ et pour un appareil de climatisation entre 0 $ et 6 $, soit plus près de 0 $ durant les premières années et 6 $ ou 40 $ à terme selon le type d'appareil.

Les différentes technologies évaluées pour la gestion des halocarbures;
Les entreprises fournissant ces différentes technologies;
Le coût de chacune des technologies/litre d'halocarbure;
Les raison du rejet pour chacune des technologies évaluées :

Le gouvernement du Québec établi les objectifs environnementaux pour la gestion sécuritaire des halocarbures à travers ses différents outils législatifs et économiques. Il n'évalue ni ne privilégie aucune technologie pour y arriver, dans la mesure où les autorisations requises pour réaliser les activités en lien avec la gestion des halocarbures sont délivrées et permettent l'utilisation de ces technologies.

Le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises élargie la responsabilité des entreprises qui mettent en marché certains produits à leur gestion en fin de vie. Ainsi, ces entreprises doivent mettre en place des programmes de récupération et de valorisation de ces produits sur une base individuelle ou collective. En place au Québec depuis 2001, cette approche de responsabilité élargie des producteurs a été révisée en 2011. Ce règlement a été modifié en 2019 pour inclure les appareils ménagers et de climatisation. Les entreprises qui mettent en marché ces appareils devront mettre en place des programmes de récupération et de valorisation de ces appareils d'ici le 5 décembre 2020. À travers ces programmes, elles devront s'assurer de la gestion optimale des appareils récupérés, incluant le retrait et le traitement sécuritaire des halocarbures et substances de remplacement se retrouvant notamment dans les circuits réfrigérants et la mousse isolante. Le choix des moyens, notamment les technologies retenues, reviendra aux entreprises.

Le Règlement sur les halocarbures encadre notamment la vente et l'installation d'appareils qui fonctionnent avec des halocarbures. Ce Règlement ne prescrit pas le recours à des technologies en particulier, mais fixe des objectifs environnementaux, quantifiés en « potentiel de réchauffement planétaire » (PRP), que doivent respecter ces substances utilisées principalement dans les secteurs qui requièrent de la réfrigération. Le choix de la meilleure technologie pour s'y conformer est une flexibilité laissée aux entreprises concernées. Le secteur résidentiel n'est pas visé par le Règlement sur les halocarbures.

Par ailleurs, le MELCC est aussi responsable du développement et de l'opération du marché du carbone, qui couvre environ 80% de l'ensemble des émissions de GES au Québec. Le marché du carbone comporte un volet « crédits compensatoires ». Dans le cadre d'un projet de crédits compensatoires, le MELCC n'impose pas de technologie à utiliser pour la gestion ou la destruction des halocarbures. La responsabilité incombe donc au promoteur de s'assurer que la technologie choisie soit en conformité avec la règlementation applicable et qu'elle lui permette de rencontrer les exigences du protocole (par exemple, en termes de suivi et de quantification).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 162

Analyses, avis et documents détaillant l'état d'avancement du Plan gouvernemental d'électrification et de changements climatiques

---

La question est non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Les orientations, stratégies et efforts mis en place et prévus par le ministre en matière d'adaptation aux changements climatiques. Fournir les dates et/ou prévisions de date de mise en place pour chacun des efforts

---

Le Québec s'est doté en juin 2012 d'une stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020. La mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) permet d'atteindre une part importante des objectifs visés par la Stratégie.

A l'automne 2019, en préparation du Plan pour une Économie Verte 2030, le MELCC a mené plusieurs consultations auprès de la société civile et des partenaires ministériels afin de faire notamment le point sur les enjeux de l'adaptation et identifier des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour poursuivre la trajectoire d'adaptation du Québec face aux impacts des changements climatiques. Les organisations suivantes ont été consultées :

Groupe de travail/rencontre	Organisations consultées	Date
Groupe de travail de la société civile sur l'aménagement du territoire et l'adaptation	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec, Ouranos, MRC, Université du Québec à Montréal, Fondation David Suzuki, Institut national de recherche scientifique, Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec, Vivre en Ville, Provencher-Roy, Université Laval, Union des producteurs agricoles, Bureau d'assurance du Canada, Association des aménagistes régionaux du Québec, Ordre des urbanistes du Québec, communauté métropolitaine de Montréal, CHUM, CITE-ID LivingLab Gouvernance de la résilience urbaine	29 août, 10 septembre, 16 octobre et 13 novembre 2019
Communautés autochtones	Représentants de communautés ou d'organisations régionales Cries, représentants du Gouvernement de la Nation Crie, plusieurs ministères	26 et 27 novembre 2019
	Rencontre avec les autorités régionales impliquées dans la lutte contre les changements climatiques au Nunavik	10 février 2020
	Représentants des nations Innus, Huron-Wendat, Mohawks, Naskapis.	16 oct. 2019
Milieu municipal	Association des directeurs généraux des MRC du Québec, Union des municipalités du Québec, Association des directeurs municipaux du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	3 octobre 2019
	Ville de Montréal et le Bureau de projet résilience	4 octobre 2019
	Ville de Québec	9 octobre 2019

Travaux interministériels sur les thématiques des risques d'érosion côtière et de submersion, des risques d'inondations, des risques liés à la santé associées à la hausse des températures, des risques associés aux infrastructures, des risques pour les écosystèmes et les services écologiques, les risques pour le Nord du Québec, la thématique de l'adaptation des forêts et la thématique de la climatologie et des réseaux de suivi	MELCC MAMH, MSP, MTQ, MFFP, SPN, SHQ, MERN, INSPQ, MSSS, HQ, MEES, SQI, Ouranos, UQAR	De septembre à novembre 2019

Par ailleurs divers projets ont été complétés ou initiés dans le cadre du PACC 2013-2020. Voici à titre d'exemple des projets réalisés au MELCC :

- Six projets de recherche appliquée développés par Ouranos en appui aux ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'adaptation aux changements climatiques et visaient notamment les infrastructures vertes, la modélisation hydrologique, la régie raisonnée de l'eau pour la culture de bleuet ou des mesures d'adaptation pour les ravageurs et maladies de diverses cultures.

- Des projets d'acquisition et diffusion de connaissances visant à soutenir les promoteurs et analystes du ministère dans le cadre de l'analyse environnementale d'un projet soumis au régime d'autorisation environnementale :

    - Outils et pratiques actuellement utilisés pour adapter les projets développés dans le Nord-du-Québec aux effets des changements climatiques;
    - Intégration des différentes couches de zones de contrainte dans l'atlas géomatique du MELCC afin d'outiller les analystes et chargés de projet;
    - Production en cours d'un guide à l'intention des initiateurs de projet identifiant notamment les éléments en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques à inclure dans leur étude d'impact;
    - Fiche en cours visant à sensibiliser les promoteurs de projets assujettis à une autorisation environnementale, à adapter leur projet afin qu'il prenne en compte les effets des changements climatiques.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
MAMH

État de situation complet, quant à la décontamination des terrains de l'Est de Montréal. Fournir une liste des projets de décontamination en cours et de ceux qui débuteront en 2020-2021.

Cette question sera répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 52
MAMH

État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2019-2020. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

La réponse à la question 52 MAMH apparaît dans les tableaux en annexe 1 et 2.

ANNEXE 1 - OPÉRATION 90

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
RÉGION :	**Bas-Saint-Laurent (01)**	
1	AQUEDUC DESCHENE (RIVIÈRE OUELLE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
2	AQUEDUC DU VILLAGE (RIVIÈRE OUELLE)	
3	AQUEDUC PARADIS-LACHANCE (RIVIÈRE OUELLE)	
4	SAINT-MOISE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
5	SAINT-SIMON	Travaux réalisés. Dossier réglé.
6	SAINT-ADELME	Travaux réalisés. Dossier réglé.
7	SAINT-VIANNEY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
8	SAINT-GODARD-DE-LEJEUNE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
9	LES MÉCHINS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
10	ÉCOLE LA TRINITÉ (PRIM. & SEC.)	Plus de distribution d'eau potable. École désaffectée. Dossier clos.
11	ÉCOLE LA COLOMBE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
12	ÉCOLE SAINT-JUSTE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)**	
13	HÉBERTVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
14	SAINT-DAVID-DE-FALARDEAU	Travaux réalisés. Dossier réglé.
15	CANTON TREMBLAY (Ville de Saguenay)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
16	DESBIENS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
17	ST-PRIME (Aq. Municipal)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
18	ST-PRIME (Aq. Dufour)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
19	SAINT-EUGÈNE D'ARGENTENAY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
20	SAINT-HENRI-DE-TAILLON	Travaux réalisés. Dossier réglé.
21	L'ANSE-SAINT-JEAN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
22	CHAMBORD (Aq DES SABLES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
23	ST-ANDRÉ-DU LAC-ST-JEAN (AQ RGS 3 ET 4	Travaux réalisés. Dossier réglé.
24	ALBANEL (SECT. RG 6 ET 7 NORD)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :	**Capitale Nationale (03)**	
25	SAINT-URBAIN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
26	LES ÉBOULEMENTS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
27	AQ. RIVIÈRE-BLANCHE (ST-ALBAN)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
28	AQ. RIV. LA MARE À LA TRUTE (BAIE-ST-PAUL)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
29	AQ DOM. CHAMPÊTRES (CHATEAU-RICHER)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
30	AQ DU QUAI (ST-JOSEPH-DE LA RIVE)	Travaux réalisés (remplacé par le réseau municipal). Dossier réglé.
31	LA MALBAIE (SOURCES JOYEUSES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
32	LA MALBAIE (POINTE-AU-PIC)	Travaux réalisés. Dossier réglé.

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
33	LA MALBAIE (SOURCE PAQUET)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
34	BAIE-ST-PAUL (AQ DOM. DE LA MONTAGNE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Mauricie (04)**
35	PARENT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION:		**Estrie (05)**
36	VILLAGE STANHOPE (COATICOOK-DIXVILLE)	Le réseau a été abandonné au profit de puits individuels. Dossier réglé.
37	VILLAGE DE HATLEY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
38	SAINTE-EDWIDGE-DE-CLIFTON	Dossier réglé.
39	MARTINVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
40	LA PATRIE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
41	SAWYERVILLE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
42	BURY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
43	SCOTSTOWN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
44	FONTAINEBLEAU	Travaux réalisés. Dossier réglé.
45	SAINT-ROMAIN	Travaux réalisés. Dossier réglé.
46	AUDET	Travaux réalisés. Dossier réglé.
47	ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-TOUTE-AIDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Montréal (06)**
48	SENNEVILLE (AQUEDUC PHILLIPS)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Abitibi-Témiscamingue (08)**
49	LATULIPE ET GABOURY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Côte-Nord (09)**
50	RIVIÈRE-PENTECÔTE	La Ville a opté pour la solution avec eau de surface. Elle a réitéré sa demande au PRIMEAU 1 (dédié aux mises aux normes), mais avec la venue du nouveau programme du MAMH, le FIMEAU, elle veut présenter son projet en infrastructures d'eau à Rivière-Pentecôte pour ses eaux usées et eau potable. Le rapport préliminaire de conception final pour la mise aux normes eau potable a été reçu Le 7 octobre 2019 par le MELCC et MAMH et accepté comme tel par le MELCC. Le dépôt de l'autorisation est prévu en juin 2020 et la fin des travaux de construction en 2022.
51	AYLMER-SOUND	Dossier réglé.
52	HARRINGTON-HARBOUR	Travaux réalisés. Dossier réglé.
53	VIEUX-FORT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
54	RIVIÈRE-SAINT-PAUL	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)**
55	MARSOUI	Travaux réalisés. Dossier réglé.
56	LA MARTRE (SECTEUR OUEST)	Un avis sur l'acceptation de la proposition préliminaire retenue a été envoyé au MAMH le 17 août 2017. Un second avis concernant l'acceptation de la proposition a été envoyé à la municipalité le 23 novembre 2018. Réception d'une lettre en novembre 2019 concernant l'accord du MAMH sur le devis d'appel d'offres pour plans et devis.
57	LA MARTRE (SECTEUR EST)	Voir « LA MARTRE (SECTEUR OUEST) »
58	SAINT-ALPHONSE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
59	ASS. D'AQUEDUC DE MONT-SAINT-PIERRE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
60	ENTRY ISLAND INTERMEDIATE SCHOOL	Travaux réalisés. Dossier réglé.

TRAVAUX PRÉVUS POUR LES 90 RÉSEAUX D'AQUEDUC

No	Nom du réseau	État de situation
61	SHIGAWAKE/PORT-DANIEL SCHOOL	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION:		**Chaudière-Appalaches (12)**
62	AQUEDUC PHILIPPE LABRECQUE	Le réseau a été abandonné au profit de puits individuels. Dossier réglé.
63	AQUEDUC BON EAU ENR. (N.-D. DES PINS)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
64	SAINT-FRANCOIS-DE-LA-RIVIÈRE-DU-SUD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
65	SAINT-MAGLOIRE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
66	BERTHIER-SUR-MER (RÉSEAU DE L'ANSE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
67	SAINT-PAUL-DE-MONTMINY	Travaux réalisés. Dossier réglé.
68	BEAUMONT	Travaux réalisés. Dossier réglé.
69	SAINT-ADRIEN-D'IRLANDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
70	BEAULAC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
71	SAINT-LUC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
72	SAINT-FRÉDÉRIC	Travaux réalisés. Dossier réglé.
73	AQUEDUC POULIN (N.-D. DES PINS)	Autorisation de la cessation d'exploitation du réseau d'aqueduc. Dossier réglé.
	AQUEDUC RANG ST-FRANCOIS (LOTBINIÈRE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
75	AQUEDUC COTÉ-NORD (STE-CLOTILDE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
76	TECEAUSOL INC. (RES. ST-GEORGES EST)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
77	EAST BROUGHTON NORD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
78	SAINT-CÔME-LINIÈRE (DUMAS-POULIN)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
79	ÉCOLE SAINTE-CLOTILDE	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Lanaudière (14)**
80	SAINT-MICHEL-DES-SAINTS	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Laurentides (15)**
81	SAINT-HIPPOLYTE (DOMAINE CABANAC-Privé)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
82	L'ASCENSION	Travaux réalisés. Dossier réglé.
83	AMHERST	Travaux réalisés. Dossier réglé.
84	KIAMIKA	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Montérégie (16)**
85	PORT DE VALLEYFIELD	Travaux réalisés. Dossier réglé.
86	AQUEDUC LAUZON (LES CÈDRES)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
87	CAMPING DU VIEUX FOYER	Travaux réalisés. Dossier réglé.
88	CAMPING GRAND AIR (SAINT-PIE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
RÉGION :		**Centre-du-Québec (17)**
89	COOP. DU CORDEAU (SAINTE-MONIQUE)	Travaux réalisés. Dossier réglé.
90	NOTRE-DAME-DE-HAM	Travaux réalisés. Dossier réglé.

ANNEXE 2 - OPÉRATION 200 (EAU DE SURFACE)

LISTE DES 23 RÉSEAU MUNICIPAUX EN TRAITEMENT

Municipalité (réseau)	État de situation
RÉGION :	**Bas-Saint-Laurent (01)**
Lac-au-Saumon	En attente du devis d'appel d'offres pour l'étude préliminaire. MELCC étudie la question du rejet de saumure dans le lac. Pour l'instant il est regardé la possibilité de puiser l'eau dans un puits contenant beaucoup de fer manganèse et dureté.
Notre-Dame-du-Lac	Travaux réalisés. En attente de l'attestation de conformité
Saint-Donat	Autorisation délivrée le 11 septembre 2019. Les travaux devraient se réaliser en 2020.
Sainte-Félicité	Solution identifiée. Une demande d'avis a été déposée au MELCC et au MAMH.
Saint-Ulric	Solution identifiée. Une demande d'avis sera déposée au MELCC et au MAMH après la réception du rapport hydrogéologique. .
Sayabec	Travaux réalisés. En attente de l'attestation de conformité
RÉGION :	**Mauricie (04)**
Grand-Mère	Travaux en cours
Lac-à-la-Tortue	Travaux en cours
Saint-Tite	Un puits et son système de traitement ont été autorisés en 2019. Demande d'autorisation pour le traitement de l'eau potable de la prise d'eau dans le lac Éric sous étude.
Shawinigan	Travaux en cours
RÉGION :	**Abitibi-Témiscamingue (08)**
Angliers	Le projet d'usine de traitement conçu s'avère trés couteux et hors de portée de la municipalité. La municipalité est retenue pour un projet-pilote pour étudier des solutions alternatives. La municipalité bénéficie d'une aide d'une aide pour de l'eau embouteillée.
Belleterre	Solution identifiée (traitement par filtration membranaire). En attente d'une demande d'autorisation
RÉGION :	**Côte-Nord (09)**
Baie-Johan-Beetz	Recherche de solution. La municipalité est retenue pour un projet-pilote pour étudier des solutions alternatives
Chutes-aux-Outardes	Solution identifiée : Données de caractérisation reçus et commentés. Étude complémentaire révisée et document d'appel d'offre de présélection technologique révisé remis aux MELCC-MAMH. Commentaires MAMH-MELCC remis en février 2020.
Grandes-Bergeronnes	Recherche de solution : Une proposition de la ville, transmise en février 2019 est à l'étude au MAMH au MELCC. Commentaires MAMH-MELCC émis pour le document d'appel d'offre en hydrogéologie et débit pour essais de pompage le 19 février 2020.
Les Escoumins	Recherche de solution : Résultats de recherche en eau non concluants.
Schefferville	Une proposition de la ville, transmise en février 2019 est à l'étude au MAMH au MELCC. Rapport de conception reçu en octobre 2019 et commenté par le MAMH et MELCC.
RÉGION :	**Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)**
Cloridorme	Recherche de solution. MELCC: Réception le 5 décembre 2019 de la caractérisation complémentaire de la source d'eau du printemps 2019. En attente de la réception de l'étude préliminaire.
Gaspé (Gaspé-Centre-Ville)	Travaux réalisés. En attente de l'attestation de conformité
Gaspé (Rivière-au-Renard)	Recherche de solution
Murdochville	Demande d'autorisation sous étude
Percé	Travaux réalisés. En attente de l'attestation de conformité
RÉGION :	**Lanaudière (14)**
Rawdon	Travaux réalisés. En attente de l'attestation de conformité

QUESTION PARTICULIÈRE N° 83
MAMH

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes, par programme, inscrites dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant

---

Veuillez vous référer à la réponse de la question 53 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 86
MAMH

Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités, en indiquant si ceux-ci sont générateurs de revenus ou non.

Les barrages qui sont de propriétés municipales sont répertoriés à l'annexe 1. Certains de ces barrages sont détenus en copropriété.

Ce répertoire est produit à partir des informations qui sont soumises au Ministère et actuellement consignées au Répertoire des barrages qui est accessible à l'adresse https://www.cehq.gouv.qc.ca/barrages/default.asp. Conséquemment, il est possible que l'information relative aux propriétaires ne soient pas en tout point exacte, particulièrement pour les barrages de catégorie « faible contenance » et « petit barrage » qui ne font pas l'objet de vérification systématique de la part du Ministère.

Le Ministère ne détient pas d'information sur les barrages qui génèrent des revenus.

Annexe 1 QP-86_MAMH Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0000468	Faible contenance		Ville d'Amqui	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia
X0000469	Faible contenance	Grand-Réservoir, Barrage du	Municipalité de Lac-au-Saumon	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia
X0000472	Petit barrage		Municipalité de Saint-Vianney	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia
X0000484	Faible contenance		Municipalité de Les Méchins	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0000485	Faible contenance		Municipalité des Grosses-Roches	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0000487	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Félicité	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0000492	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0000499	Petit barrage	Bernier, Barrage	Ville de Matane	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0000519	Faible contenance		Municipalité de La Rédemption	Bas-Saint-Laurent	La Mitis
X0000520	Faible contenance	Mont-Joli, Barrage de	Ville de Mont-Joli	Bas-Saint-Laurent	La Mitis
X0000521	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Donat	Bas-Saint-Laurent	La Mitis
X0000530	Faible contenance	Astle, Barrage	Ville de Métis-sur-Mer	Bas-Saint-Laurent	La Mitis
X0000532	Faible contenance		Municipalité du village de Price	Bas-Saint-Laurent	La Mitis
X0000568	Forte contenance	Neigette, Barrage de la	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000569	Petit barrage	Desrosiers, Barrage	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000570	Forte contenance	Germain-Roy, Barrage	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000572	Forte contenance	Price, Écluse	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000573	Forte contenance	Linda, Barrage à	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000574	Faible contenance		Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000579	Faible contenance	Brûlé, Barrage du	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0000618	Forte contenance	Thériault, Écluse à	Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup
X0000620	Faible contenance		Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup
X0000621	Faible contenance	Hickson, Barrage	Ville de Rivière-du-Loup	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup
X0000631	Faible contenance	Bas, Barrage du	Municipalité de Saint-Modeste	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup
X0000660	Faible contenance	Chute-à-Gauthier, Barrage de la	Ville de Rivière-du-Loup	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup
X0000663	Faible contenance		Ville Dégelis	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata
X0000674	Faible contenance		Municipalité de Rivière-Bleue	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata
X0000747	Petit barrage		La municipalité de Saint-François-de-Sales	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X0000750	Petit barrage		Municipalité de Chambord	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X0000751	Faible contenance	Caron, Écluse des	Ville de Roberval	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X0000757	Faible contenance		Municipalité de Saint-Prime	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X0000758	Faible contenance		Ville de Saint-Félicien	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X0000768	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Augustin	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0000769	Faible contenance		Municipalité du village de Sainte-Jeanne-d'Arc	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine
X0000793	Faible contenance		Ville de Desbiens	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000794	Faible contenance		Municipalité de Saint-Gédéon	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000795	Faible contenance		Municipalité de Saint-Gédéon	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000796	Forte contenance		Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000797	Forte contenance		Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000798	Faible contenance		Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000799	Faible contenance		Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000800	Faible contenance		Municipalité d'Hébertville	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000801	Petit barrage		Municipalité d'Hébertville	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000806	Forte contenance		Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000807	Forte contenance		Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000825	Forte contenance		Municipalité de Labrecque	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000852	Faible contenance		Municipalité de Petit-Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000858	Forte contenance		Municipalité de Ferland-et-Boilleau	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000869	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Rose-du-Nord	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000871	Faible contenance		Municipalité de Saint-Fulgence	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000872	Faible contenance		Municipalité de Saint-Fulgence	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000885	Forte contenance	Murailles, Barrage des	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000890	Faible contenance	Saumons, Barrage aux	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000897	Forte contenance	Côté, Barrage des	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000901	Faible contenance	Henriette, Barrage	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000903	Forte contenance	Pont-Arnaud, Barrage de	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000908	Forte contenance	Chute-Garneau, Barrage de la	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000912	Faible contenance	Aqueduc, Barrage de l'	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000931	Forte contenance	De La Jonquière, Barrage	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000959	Forte contenance	Charnois, Barrage	Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X0000963	Faible contenance		Municipalité du village d'Hébertville-Station	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000964	Forte contenance		Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000965	Forte contenance	Sabot-de-la-Vierge, Barrage du	Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0000966	Forte contenance		Municipalité de Larouche	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000968	Faible contenance		Municipalité de Saint-Ambroise	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0000973	Forte contenance		Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0001055	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001065	Petit barrage	Gauthier, Barrage	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0001066	Faible contenance	Corail, Barrage du	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001067	Forte contenance	Réservoir-Kane, Barrage du	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001072	Petit barrage	Sources-Joyeuses, Barrage des	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001073	Petit barrage	Réservoir-Gagnon, Barrage du	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001100	Faible contenance		Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001101	Petit barrage	Pied-des-Monts, Barrage du	Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001113	Faible contenance	Rivière-Malbaie, Barrage de	Ville de La Malbaie	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001137	Petit barrage	Lac-Noir, Barrage du	Municipalité de Saint-Siméon	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001145	Faible contenance		Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0001203	Faible contenance	Bois-Blanc, Barrage du	Ville de Baie-Saint-Paul	Capitale-Nationale	Charlevoix
X0001220	Faible contenance	Mare, Barrage de la	Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	Capitale-Nationale	Charlevoix
X0001221	Faible contenance	Ruisseau-Rouge, Barrage du	Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	Capitale-Nationale	Charlevoix
X0001225	Faible contenance	Rang-Saint-Marc, Barrage du	Municipalité Les Éboulements	Capitale-Nationale	Charlevoix
X0001322	Faible contenance		Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X0001323	Faible contenance		Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X0001340	Forte contenance		Ville de Beaupré	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X0001348	Faible contenance		Ville de Château-Richer	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X0001372	Forte contenance		Municipalité de Boischatel	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X0001472	Faible contenance		Cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001517	Petit barrage		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001518	Forte contenance		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001523	Faible contenance		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001524	Petit barrage		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001527	Petit barrage		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001528	Forte contenance		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001534	Faible contenance		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001537	Petit barrage		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001552	Faible contenance		Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0001586	Forte contenance	Monette, Barrage à	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001587	Faible contenance	Giroux, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001598	Faible contenance	Roches, Barrage des	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001599	Faible contenance	Lac-Caché, Barrage du	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001608	Faible contenance	Lac-du-Pied-de-la-Montagne, Barr	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001609	Faible contenance	Keet, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001610	Forte contenance	Bégon, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0001635	Petit barrage		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001638	Petit barrage	Lac-Manick, Barrage du	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001640	Forte contenance	Cyrille-Delage, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001641	Forte contenance	Lac-de-l'Aqueduc, Barrage du	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001643	Forte contenance	Château-d'Eau, Barrage du	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001644	Faible contenance	Passerelle, Barrage de la	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001695	Petit barrage	Moulin, Barrage du	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0001731	Petit barrage	Saint-Charles, Barrage	Ville de Portneuf	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001742	Faible contenance		Municipalité de Saint-Casimir	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001743	Forte contenance	Niagarette-2, Barrage	Municipalité de Saint-Casimir	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001744	Faible contenance	Niagarette-1, Barrage	Municipalité de Saint-Casimir	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001766	Faible contenance		Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001828	Forte contenance		Ville de Saint-Raymond	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001856	Faible contenance		Municipalité de Rivière-à-Pierre	Capitale-Nationale	Portneuf
X0001910	Forte contenance	Bertrand, Barrage	Ville de Plessisville	Centre-du-Québec	L'Érable
X0001931	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe	Mauricie	Mékinac
X0001951	Forte contenance		Municipalité de la paroisse d'Hérouxville	Mauricie	Mékinac
X0001952	Faible contenance		Municipalité de la paroisse d'Hérouxville	Mauricie	Mékinac
X0001960	Forte contenance	Lac-Éric, Barrage du	Ville de Saint-Tite	Mauricie	Mékinac
X0001961	Petit barrage	Ruisseau-Éric, Barrage du	Ville de Saint-Tite	Mauricie	Mékinac
X0001964	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Thècle	Mauricie	Mékinac
X0001965	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Thècle	Mauricie	Mékinac
X0001969	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Thècle	Mauricie	Mékinac
X0002072	Forte contenance		Municipalité de Saint-Boniface	Mauricie	Maskinongé
X0002073	Faible contenance		Municipalité de Saint-Boniface	Mauricie	Maskinongé
X0002114	Faible contenance		Ville de Shawinigan	Mauricie	Ville de Shawinigan
X0002118	Forte contenance		Ville de Shawinigan	Mauricie	Ville de Shawinigan
X0002156	Petit barrage		Ville de Trois-Rivières	Mauricie	Ville de Trois-Rivières
X0002162	Faible contenance		Ville de Trois-Rivières	Mauricie	Ville de Trois-Rivières
X0002178	Faible contenance		Ville de Bécancour	Centre-du-Québec	Bécancour
X0002180	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford	Centre-du-Québec	Bécancour
X0002185	Forte contenance		Municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens	Centre-du-Québec	Arthabaska
X0002196	Faible contenance		Ville de Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska
X0002203	Faible contenance		Ville de Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska
X0002204	Faible contenance	Zachée-Langlais, Barrage	Ville de Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0002205	Faible contenance	Jean-Trottier, Barrage	Ville de Victoriaville	Centre-du-Québec	Arthabaska
X0002230	Faible contenance		Ville de Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond
X0002232	Forte contenance		Ville de Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond
X0002233	Faible contenance		Ville de Drummondville	Centre-du-Québec	Drummond
X0002238	Forte contenance	Pithiganitekw, Barrage	Ville de Nicolet	Centre-du-Québec	Nicolet-Yamaska
X0002275	Forte contenance		Municipalité de Saint-Paulin	Mauricie	Maskinongé
X0002277	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Mauricie	Maskinongé
X0002278	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Mauricie	Maskinongé
X0002279	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Mauricie	Maskinongé
X0002280	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Mauricie	Maskinongé
X0002303	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	Mauricie	Maskinongé
X0002315	Faible contenance		Ville de La Tuque	Mauricie	La Tuque
X0002317	Forte contenance	Wayagamac, Barrage	Ville de La Tuque	Mauricie	La Tuque
X0002483	Forte contenance		Ville de Lac-Mégantic	Estrie	Le Granit
X0002500	Faible contenance	Poulin, Barrage	Municipalité de Lac-Drolet	Estrie	Le Granit
X0002501	Forte contenance		Municipalité de Lac-Drolet	Estrie	Le Granit
X0002508	Faible contenance		Municipalité de Courcelles	Estrie	Le Granit
X0002528	Forte contenance		Ville de Danville	Estrie	Les Sources
X0002545	Forte contenance	Sawyerville, Barrage de	Ville de Cookshire-Eaton	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002559	Forte contenance	Westbury, Barrage de	Ville de Sherbrooke	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002573	Faible contenance	Vaseux, Barrage	Municipalité de Weedon	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002574	Forte contenance	Weedon, Barrage de	Ville de Sherbrooke	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002578	Faible contenance		Municipalité de Dudswell	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002579	Forte contenance	Lac-Adolphe, Barrage du	Municipalité de Dudswell	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002580	Forte contenance		Municipalité de Dudswell	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0002587	Petit barrage		Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002592	Petit barrage		Municipalité de Saint-Denis-de-Brompton	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002595	Faible contenance		Municipalité de Saint-Denis-de-Brompton	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002608	Faible contenance		Municipalité du village de Lawrenceville	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002615	Forte contenance		Municipalité du village de Kingsbury	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002626	Forte contenance	Charles, Barrage	Ville de Windsor	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002627	Forte contenance	Poudrière, Barrage de la	Ville de Windsor	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002628	Forte contenance	Watopeka, Barrage	Ville de Windsor	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002631	Forte contenance	Lac-Boissonneault, Barrage du	Municipalité de Saint-Claude	Estrie	Le Val-Saint-François
X0002637	Forte contenance	Eustis, Barrage d'	Ville de Sherbrooke	Estrie	Coaticook

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0002645	Forte contenance	Abénaquis, Barrage des	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X0002646	Forte contenance	Paton, Barrage de la	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X0002647	Forte contenance	Frontenac, Barrage	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X0002649	Forte contenance	Drummond, Barrage	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X0002652	Forte contenance	Rock Forest, Barrage de	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X0002664	Petit barrage	Lac-Lippé, Barrage du	Municipalité de Saint-Herménégilde	Estrie	Coaticook
X0002667	Faible contenance	Dixville, Barrage de	Municipalité de Dixville	Estrie	Coaticook
X0002670	Forte contenance	Penman, Barrage	Ville de Coaticook	Estrie	Coaticook
X0002671	Forte contenance	Belding-Corticelli, Barrage de la	Ville de Coaticook	Estrie	Coaticook
X0002672	Forte contenance	Saint-Paul, Barrage	Ville de Coaticook	Estrie	Coaticook
X0002687	Forte contenance		Municipalité de Martinville	Estrie	Coaticook
X0002709	Forte contenance	Lovering, Barrage	Canton de Stanstead	Estrie	Memphrémagog
X0002729	Forte contenance	Memphrémagog, Barrage du	Ville de Magog \ Ville de Sherbrooke	Estrie	Memphrémagog
X0002731	Forte contenance	Grande-Dame, Barrage la	Ville de Magog	Estrie	Memphrémagog
X0002741	Petit barrage	Lac-d'Argent, Barrage du	Municipalité d'Eastman	Estrie	Memphrémagog
X0002744	Forte contenance	Lac-Orford, Barrage du	Municipalité d'Eastman	Estrie	Memphrémagog
X0002759	Faible contenance		Municipalité du village de Stukely-Sud	Estrie	Memphrémagog
X0002767	Forte contenance		Municipalité du Canton d'Orford	Estrie	Memphrémagog
X0002776	Petit barrage		Ville de Valcourt	Estrie	Memphrémagog
X0002788	Faible contenance		Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix	Outaouais	Papineau
X0002794	Faible contenance		Municipalité de Saint-André-Avellin	Outaouais	Papineau
X0002798	Faible contenance	Bonhomme, Barrage à	Municipalité de Papineauville	Outaouais	Papineau
X0002800	Forte contenance		Ville de Thurso	Outaouais	Papineau
X0002813	Forte contenance		Municipalité du Lac-Simon	Outaouais	Papineau
X0002826	Forte contenance		Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk	Outaouais	Papineau
X0002843	Forte contenance	Château-d'Eau, Barrage du	Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X0002859	Forte contenance	Katimavik, Barrage	Municipalité Régionale de Comté des Collines-de- l'Outaouais	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais
X0002893	Forte contenance		Municipalité de Blue Sea	Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau
X0002998	Forte contenance		Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue
X0003063	Faible contenance		Municipalité de Barraute	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi
X0003069	Faible contenance		Ville de Malartic	Abitibi-Témiscamingue	La Vallée-de-l'Or
X0003103	Forte contenance		Village de Tadoussac	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord
X0003104	Forte contenance		Village de Tadoussac	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord
X0003166	Forte contenance		Municipalité de Franquelin	Côte-Nord	Manicouagan
X0003169	Forte contenance	Amédée, Barrage	Ville de Baie-Comeau	Côte-Nord	Manicouagan

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0003204	Forte contenance		Conseil des Innus de Pessamit	Côte-Nord	Manicouagan
X0003560	Faible contenance		Ville de Percé	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003563	Forte contenance	Lac-Valpy, Barrage du	Ville de Chandler	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003564	Forte contenance	Lac-Elbow, Barrage du	Ville de Chandler	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003565	Forte contenance		Ville de Chandler	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003566	Faible contenance		Ville de Chandler	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003568	Petit barrage	Rivière-de-l'Anse-aux-Canards, Ba	Ville de Chandler	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé
X0003579	Faible contenance		Ville de Gaspé	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003580	Forte contenance		Ville de Gaspé	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003581	Faible contenance		Ville de Gaspé	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003585	Faible contenance		Canton de Cloridorme	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003586	Faible contenance		Municipalité de Petite-Vallée	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003587	Faible contenance		Municipalité de Grande-Vallée	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003589	Forte contenance		Ville de Murdochville	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003591	Forte contenance		Ville de Murdochville	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003592	Forte contenance		Ville de Murdochville	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003593	Faible contenance		Ville de Murdochville	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé
X0003595	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Haute-Gaspésie
X0003598	Faible contenance	Petite-Rivière-Sainte-Anne, Barrag	Ville de Sainte-Anne-des-Monts	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Haute-Gaspésie
X0003605	Petit barrage		Municipalité de Saint-Elzéar	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure
X0003608	Faible contenance		Municipalité de Caplan	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure
X0003609	Faible contenance	Municipalité, Barrage de la	Municipalité de Saint-Alphonse	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure
X0003613	Forte contenance	Éperlan, Barrage de l'	Ville de Carleton-sur-Mer	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Avignon
X0003618	Faible contenance		Municipalité de Nouvelle	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Avignon
X0003625	Faible contenance		Ville de Saint-Pamphile	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X0003632	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X0003640	Forte contenance		Municipalité de Saint-Aubert	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X0003643	Faible contenance	Seigneurie-des-Aulnaies, Barrage (	La municipalité de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X0003661	Faible contenance		Ville de Montmagny	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003664	Faible contenance		Ville de Montmagny	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003665	Petit barrage		Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003675	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-Sud	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003677	Forte contenance		Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003678	Forte contenance		Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0003685	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckla	Chaudière-Appalaches	Bellechasse

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0003704	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X0003706	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X0003707	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X0003736	Faible contenance		Municipalité de Beaumont	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X0003743	Faible contenance	Lac-Baie-d'Or, Barrage du	Ville de Lévis	Chaudière-Appalaches	Ville de Lévis
X0003769	Forte contenance		Municipalité de Vallée-Jonction	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce
X0003774	Faible contenance		Ville de Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce
X0003777	Faible contenance		Municipalité de Vallée-Jonction	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce
X0003818	Forte contenance	Lac-Fortin, Barrage du	Ville de Beauceville	Chaudière-Appalaches	Robert-Cliche
X0003829	Forte contenance	Doyon, Barrage	Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	Chaudière-Appalaches	Robert-Cliche
X0003851	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Aurélie	Chaudière-Appalaches	Les Etchemins
X0003896	Faible contenance		Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan
X0003924	Faible contenance	Lac-Canard, Barrage du	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0003929	Forte contenance	Lac-du-Huit, Barrage du	Municipalité d'Adstock	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0003930	Forte contenance	Étang-Madore, Barrage de l'	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0003931	Forte contenance	3e-Rang, Barrage du	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0003937	Faible contenance	Sources, Barrage des	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0003952	Petit barrage		Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	Chaudière-Appalaches	Lotbinière
X0003953	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	Chaudière-Appalaches	Lotbinière
X0003981	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Barthélemy	Lanaudière	D'Autray
X0003995	Petit barrage		Municipalité de Saint-Cuthbert	Lanaudière	D'Autray
X0004014	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Norbert	Lanaudière	D'Autray
X0004025	Faible contenance		Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon	Lanaudière	D'Autray
X0004073	Forte contenance		Ville de l'Épiphanie	Lanaudière	L'Assomption
X0004081	Forte contenance		Ville de Joliette	Lanaudière	Joliette
X0004085	Petit barrage		Municipalité de Sainte-Mélanie	Lanaudière	Joliette
X0004086	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Mélanie	Lanaudière	Joliette
X0004138	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Béatrix	Lanaudière	Matawinie
X0004153	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Béatrix	Lanaudière	Matawinie
X0004171	Forte contenance		Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière	Matawinie
X0004174	Forte contenance		Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière	Matawinie
X0004178	Forte contenance		Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière	Matawinie
X0004182	Forte contenance		Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière	Matawinie
X0004187	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	Lanaudière	Matawinie
X0004195	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	Lanaudière	Matawinie

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0004199	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	Lanaudière	Matawinie
X0004204	Forte contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004207	Faible contenance	Kildare, Barrage	Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004240	Faible contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004241	Forte contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004243	Faible contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004244	Forte contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004245	Forte contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004246	Forte contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004247	Petit barrage		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004250	Petit barrage	Vail, Barrage	Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X0004251	Faible contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004254	Forte contenance	Dupuis, Barrage	Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004255	Faible contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004264	Forte contenance	Beaulne, Barrage	Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004268	Forte contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004291	Faible contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004297	Forte contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004298	Faible contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004299	Forte contenance	Cerfs, Barrage des	Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004302	Forte contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0004313	Forte contenance		Municipalité d'Entrelacs	Lanaudière	Matawinie
X0004337	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004338	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004341	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004342	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004343	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004344	Forte contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X0004347	Forte contenance		Municipalité de Saint-Côme	Lanaudière	Matawinie
X0004388	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Lanaudière	Matawinie
X0004396	Faible contenance	Barrage X0004396 - Rivière noire	Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Lanaudière	Matawinie
X0004408	Forte contenance		Municipalité de Saint-Damien	Lanaudière	Matawinie
X0004413	Forte contenance		Municipalité de Saint-Damien	Lanaudière	Matawinie
X0004419	Faible contenance		Municipalité de Saint-Damien	Lanaudière	Matawinie
X0004435	Forte contenance		Municipalité de Saint-Zénon	Lanaudière	Matawinie

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0004445	Petit barrage		Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	Lanaudière	Matawinie
X0004504	Faible contenance	Domaine-du-Repos, Barrage du	Municipalité de Saint-Alexis	Lanaudière	Montcalm
X0004506	Forte contenance	Achigan, Barrage de l'	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004509	Faible contenance	Castor, Barrage du	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004510	Faible contenance	Charbonneau, Barrage	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004511	Faible contenance	Hervé-Lapierre, Barrage	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004512	Faible contenance		Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004513	Faible contenance	Auger, Barrage	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004514	Faible contenance		Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004515	Faible contenance		Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004518	Faible contenance	Brisebois, Barrage	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Lanaudière	Montcalm
X0004524	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004527	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004528	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004531	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004532	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004537	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004544	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004551	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004554	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004555	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004562	Petit barrage		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004563	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004564	Forte contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004565	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004566	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004574	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X0004581	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004584	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004586	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004593	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004595	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004596	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004597	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004598	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0004604	Forte contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004605	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004606	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004609	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004622	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004623	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004626	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X0004642	Petit barrage		Ville de Mascouche	Lanaudière	Les Moulins
X0004643	Forte contenance		Ville de Mascouche	Lanaudière	Les Moulins
X0004649	Faible contenance		Ville de Saint-Eustache	Laurentides	Deux-Montagnes
X0004652	Petit barrage		Ville de Mirabel	Laurentides	Mirabel
X0004673	Forte contenance		Ville de Saint-Colomban	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004677	Forte contenance		Ville de Saint-Colomban	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004679	Faible contenance		Ville de Saint-Colomban	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004686	Forte contenance		Ville de Saint-Colomban	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004695	Faible contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004709	Faible contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004710	Faible contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004714	Faible contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004718	Faible contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004722	Petit barrage		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004724	Forte contenance		Ville de Saint-Jérôme	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004730	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Sophie	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004747	Faible contenance	Clearview, Barrage	Municipalité de Sainte-Sophie	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004764	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Sophie	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004767	Forte contenance		Municipalité de Saint-Hippolyte \ Ville de Prévost	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004775	Forte contenance		Ville de Prévost	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004781	Forte contenance		Municipalité de Saint-Hippolyte \Comité des citoyens du lac Maille	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004789	Faible contenance	Renoir, Barrage	Municipalité de Saint-Hippolyte	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004801	Faible contenance		Municipalité de Saint-Hippolyte	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004808	Faible contenance		Municipalité de Saint-Hippolyte	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0004832	Forte contenance		Ville de Lachute	Laurentides	Argenteuil
X0004836	Forte contenance		Ville de Lachute	Laurentides	Argenteuil
X0004841	Faible contenance		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X0004842	Forte contenance		Ville de Lachute	Laurentides	Argenteuil

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0004842	Forte contenance		Ville de Lachute	Laurentides	Argenteuil
X0004844	Faible contenance		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X0004845	Forte contenance		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X0004846	Petit barrage		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X0004852	Forte contenance		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X0004872	Petit barrage		Canton de Wentworth	Laurentides	Argenteuil
X0004888	Forte contenance	Diane, Barrage	Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004891	Forte contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004907	Forte contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004911	Faible contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004914	Faible contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004915	Faible contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004921	Forte contenance	Monaco, Barrage	Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X0004928	Forte contenance		Municipalité du village de Grenville	Laurentides	Argenteuil
X0004931	Faible contenance		Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge	Laurentides	Argenteuil
X0004950	Forte contenance		Canton de Harrington	Laurentides	Argenteuil
X0004953	Forte contenance		Canton de Harrington	Laurentides	Argenteuil
X0004983	Faible contenance	Richer, Barrage	Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0004987	Faible contenance	Matley, Barrage	Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0004995	Faible contenance		Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005002	Faible contenance		Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005003	Petit barrage	Violon, Barrage	Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005005	Faible contenance	Décharge-du-Lac-Violon, Barrage	Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005017	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005018	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005020	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005027	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005028	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005033	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005034	Forte contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005035	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005038	Forte contenance		Ville Saint-Sauveur	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005042	Forte contenance		Ville Saint-Sauveur	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005070	Faible contenance		Municipalité de Morin-Heights	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005073	Faible contenance		Municipalité de Morin-Heights	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0005076	Forte contenance		Municipalité de Morin-Heights	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005087	Forte contenance		Municipalité de Wentworth-Nord \ Municipalité Régionale de Con	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005106	Forte contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005107	Forte contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005110	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005117	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005128	Forte contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005130	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005131	Forte contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X0005137	Faible contenance		Municipalité de Val-Morin	Laurentides	Les Laurentides
X0005143	Faible contenance		Municipalité de Val-Morin	Laurentides	Les Laurentides
X0005153	Faible contenance		Municipalité du village de Val-David	Laurentides	Les Laurentides
X0005197	Forte contenance		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X0005198	Faible contenance		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X0005199	Faible contenance		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X0005215	Faible contenance		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X0005245	Faible contenance		Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	Laurentides	Les Laurentides
X0005246	Faible contenance		Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	Laurentides	Les Laurentides
X0005261	Forte contenance		Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	Laurentides	Les Laurentides
X0005265	Forte contenance		Ville de Barkmere	Laurentides	Les Laurentides
X0005275	Petit barrage		Canton de Arundel	Laurentides	Les Laurentides
X0005288	Faible contenance		Canton d'Amherst	Laurentides	Les Laurentides
X0005300	Faible contenance	Rue-Émond, Barrage de la	Ville de Mont-Tremblant	Laurentides	Les Laurentides
X0005303	Faible contenance	Lac-de-l'Aqueduc, Barrage du	Ville de Mont-Tremblant	Laurentides	Les Laurentides
X0005372	Forte contenance		Municipalité de Val-des-Lacs	Laurentides	Les Laurentides
X0005373	Petit barrage		Municipalité de Val-des-Lacs	Laurentides	Les Laurentides
X0005382	Forte contenance	Bellevue, Barrage	Ville de Mont-Tremblant	Laurentides	Les Laurentides
X0005385	Forte contenance	Lac-Tremblant, Barrage du	Ville de Mont-Tremblant	Laurentides	Les Laurentides
X0005395	Petit barrage		Municipalité de Labelle	Laurentides	Les Laurentides
X0005401	Forte contenance	Lac-Labelle, Barrage du	Municipalité de Labelle	Laurentides	Les Laurentides
X0005402	Forte contenance		Municipalité de La Minerve	Laurentides	Les Laurentides
X0005429	Forte contenance	Jean-Baptiste-Dubé, Barrage	Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005446	Forte contenance	Lac-Chaud, Barrage du	Municipalité de La Macaza	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005447	Petit barrage		Municipalité de L'Ascension	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005448	Faible contenance		Municipalité de L'Ascension	Laurentides	Antoine-Labelle

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0005454	Forte contenance		Municipalité du village de Lac-Saguay	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005456	Forte contenance		Municipalité du village de Lac-Saguay	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005464	Petit barrage	Lac-Rond, Barrage du	Municipalité de Lac-des-Écorces	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005480	Forte contenance	Lac-de-la-Dame, Barrage du	Ville de Mont-Laurier	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005486	Petit barrage		Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	Laurentides	Antoine-Labelle
X0005540	Faible contenance	Bedford-1, Barrage de	La ville de Bedford	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005541	Faible contenance	Bedford-2, Barrage de	La ville de Bedford	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005542	Faible contenance	Bedford-3, Barrage de	La ville de Bedford	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005543	Faible contenance	Bedford-4, Barrage de	La ville de Bedford	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005544	Faible contenance	Bedford-5, Barrage de	La ville de Bedford	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005545	Forte contenance		Municipalité de Stanbridge East	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005567	Forte contenance		Ville de Dunham	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005624	Faible contenance	Boulanger, Barrage	Ville de Sutton	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005633	Faible contenance		Ville de Lac-Brome	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005651	Forte contenance		Ville de Lac-Brome	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005658	Faible contenance		Ville de Lac-Brome	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005678	Forte contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005679	Faible contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005682	Forte contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005683	Forte contenance		Municipalité de Brigham	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005684	Forte contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005685	Forte contenance		Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005687	Forte contenance	Éva-Dulude, Barrage	Ville de Farnham	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005713	Faible contenance		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005716	Forte contenance		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005719	Forte contenance		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005722	Faible contenance		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0005724	Faible contenance		Ville de Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005725	Faible contenance		Ville de Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005726	Forte contenance		Ville de Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005740	Forte contenance		Ville de Granby	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005752	Forte contenance		Municipalité de Roxton Pond	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005753	Faible contenance		Municipalité de Roxton Pond	Montérégie	La Haute-Yamaska
X0005762	Faible contenance	Saint-André, Barrage	Ville d'Acton Vale	Montérégie	Acton
X0005763	Forte contenance	Moulin, Barrage du	Ville d'Acton Vale	Montérégie	Acton

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0005765	Forte contenance		Municipalité d'Upton	Montérégie	Acton
X0005775	Forte contenance	Penman's, Barrage	Ville de Saint-Hyacinthe	Montérégie	Les Maskoutains
X0005776	Forte contenance	Georges-Maurice, Barrage à	Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton	Montérégie	Les Maskoutains
X0005784	Forte contenance		Ville de Saint-Pie	Montérégie	Rouville
X0005809	Petit barrage	Lacolle-2, Barrage de	Municipalité de Lacolle	Montérégie	Le Haut-Richelieu
X0005817	Faible contenance	Lac-du-Ruisseau, Barrage du	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	Montérégie	Ville de Longueuil
X0005818	Faible contenance	Village, Barrage du	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	Montérégie	Ville de Longueuil
X0005826	Faible contenance		Ville de Sainte-Julie	Montérégie	Marguerite-D'Youville
X0005831	Forte contenance	Châteauguay-1, Barrage de la	Ville de Châteauguay	Montérégie	Roussillon
X0005838	Forte contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0005851	Faible contenance		Municipalité de Franklin	Montérégie	Le Haut-Saint-Laurent
X0005876	Forte contenance		Ville de Huntingdon	Montérégie	Le Haut-Saint-Laurent
X0005879	Forte contenance	Dunn, Barrage	Municipalité de Sainte-Martine	Montérégie	Beauharnois-Salaberry
X0005882	Forte contenance	Boyer, Barrage	Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry	Montérégie	Beauharnois-Salaberry
X0005883	Forte contenance	Avenue-du-Centenaire, Barrage d	Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Montérégie	Beauharnois-Salaberry
X0005915	Faible contenance		Ville d'Hudson	Montérégie	Vaudreuil-Soulanges
X0005916	Faible contenance		Ville d'Hudson	Montérégie	Vaudreuil-Soulanges
X0007114	Petit barrage	Petit-Réservoir, Barrage du	Municipalité de Lac-au-Saumon	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia
X0007116	Petit barrage	Bernier, Digue	Ville de Matane	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0007117	Faible contenance	Vieux-Moulin, Barrage du	Ville de Matane	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X0007123	Forte contenance	Neigette, Digue de la	Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X0007172	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0007199	Faible contenance		Cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0007206	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0007207	Faible contenance	Jean-Perrin, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0007227	Faible contenance		Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	Centre-du-Québec	Bécancour
X0007259	Faible contenance	Cloutier, Barrage	Ville de Cookshire-Eaton	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0007278	Petit barrage	Ruisseau-Weedon, Barrage du	Municipalité de Weedon	Estrie	Le Haut-Saint-François
X0007340	Forte contenance	North Hatley, Barrage de	Canton de Hatley	Estrie	Memphrémagog
X0007353	Faible contenance		Municipalité de Bolton-Est	Estrie	Memphrémagog
X0007359	Petit barrage		Municipalité de Montebello	Outaouais	Papineau
X0007392	Forte contenance	Lac-Bécancour, Barrage du	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0007393	Forte contenance	Lac-à-la-Truite, Barrage du	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0007398	Forte contenance	Jaune, Barrage	Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X0007399	Forte contenance (parent)		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0007405	Forte contenance		Municipalité d'Entrelacs	Lanaudière	Matawinie
X0007439	Forte contenance	Lac-du-Moulin, Barrage du	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	Montérégie	Ville de Longueuil
X0007443	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007444	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007445	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007446	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007447	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007448	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Brome-Missisquoi
X0007449	Faible contenance		Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0007485	Forte contenance	Pionniers, Barrage des	Ville de Port-Cartier	Côte-Nord	Sept-Rivières
X0007487	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0007498	Petit barrage	Lac-Paquet, Barrage du	Ville de Rivière-Rouge	Laurentides	Antoine-Labelle
X0007500	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Sophie \ Comité des loisirs du Lac Breen de	Laurentides	La Rivière-du-Nord
X0007556	Forte contenance		Municipalité de L'Île-d'Anticosti	Côte-Nord	Minganie
X0007565	Forte contenance	Madore, Barrage	Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X0007699	Faible contenance		Municipalité de Lac-Beauport	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier
X0007700	Forte contenance	Joseph-Samson, Barrage	Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0007738	Faible contenance		Municipalité de Bégin	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X0007776	Forte contenance		La municipalité de Val-des-Monts	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais
X0007846	Forte contenance	Petite-Décharge-4, Barrage de la	Ville d'Alma	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0007848	Faible contenance	Petite-Décharge-2, Barrage de la	Ville d'Alma	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0007849	Faible contenance	Petite-Décharge-1, Barrage de la	Ville d'Alma	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X0007851	Petit barrage		Ville de Clermont	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0007854	Faible contenance		Ville de Clermont	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est
X0007859	Forte contenance		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X0007868	Faible contenance		Municipalité de Lacolle	Montérégie	Le Haut-Richelieu
X0007929	Faible contenance	Sept-Chutes, Barrage des	Ville de Saint-Pascal	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska
X0007998	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X0008008	Petit barrage		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X0008012	Faible contenance		Ville de Montmagny	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X0008025	Forte contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	L'Assomption
X0008026	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008027	Faible contenance	Barrage numéro 1452010901	Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008028	Faible contenance	Barrage X0008028	Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008029	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X0008030	Forte contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008031	Forte contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008032	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008033	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008034	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008035	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0008036	Faible contenance		Municipalité régionale de comté d'Autray	Lanaudière	D'Autray
X0701688	Forte contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2000655	Faible contenance		Ville de Louiseville	Mauricie	Maskinongé
X2001289	Faible contenance		Ville de Baie-Comeau	Côte-Nord	Manicouagan
X2002370	Forte contenance		Municipalité de Saint-Côme	Lanaudière	Matawinie
X2003664	Petit barrage		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2006945	Faible contenance		Municipalité de La Pêche	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais
X2009283	Faible contenance		Municipalité des Grosses-Roches	Bas-Saint-Laurent	La Matanie
X2009734	Forte contenance		Ville de La Pocatière	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X2009914	Forte contenance		Municipalité de Saint-Aubert	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X2010260	Faible contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2010306	Forte contenance		Ville de Repentigny	Lanaudière	L'Assomption
X2010313	Petit barrage	Petite-Rivière-Sainte-Marguerite,	Ville de Sept-Îles	Côte-Nord	Sept-Rivières
X2012489	Forte contenance	Lac-Maskinongé, Barrage du	Ville de Mont-Tremblant	Laurentides	Les Laurentides
X2014056	Faible contenance	Rivière-Dufresne, Barrage de la	Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	Lanaudière	Matawinie
X2014090	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014092	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014096	Petit barrage		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014131	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014133	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014137	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Roussillon
X2014139	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014142	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Roussillon
X2014143	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Roussillon
X2014145	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Roussillon
X2014148	Faible contenance		Municipalité Régionale de Comté des Jardins-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014150	Faible contenance		Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014151	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville
X2014152	Faible contenance		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Montérégie	Les Jardins-de-Napierville

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X2014157	Petit barrage		Municipalité du village de Lac-Saguay	Laurentides	Antoine-Labelle
X2016944	Forte contenance		Ville de Saint-Georges	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan
X2018633	Faible contenance		Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	Chaudière-Appalaches	Montmagny
X2019137	Faible contenance	Ruisseau-Sauvage, Barrage du	Municipalité de L'Islet	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X2020397	Petit barrage		Municipalité de Weedon	Estrie	Le Haut-Saint-François
X2020989	Forte contenance	Lac-Sergent, Barrage du	Ville du Lac-Sergent	Capitale-Nationale	Portneuf
X2045702	Forte contenance		Ville de Danville	Estrie	Les Sources
X2048254	Faible contenance		Municipalité de Beaumont	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X2048351	Faible contenance		Municipalité de Saint-Côme	Lanaudière	Matawinie
X2050571	Petit barrage		Municipalité de Beaumont	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X2054575	Forte contenance		Ville de Schefferville	Côte-Nord	Caniapiscau
X2054633	Petit barrage		Municipalité de Lac-Etchemin	Chaudière-Appalaches	Les Etchemins
X2056771	Faible contenance		Ville de Sutton	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2056774	Faible contenance		Ville de Sutton	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2056968	Faible contenance		Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X2057669	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2057670	Forte contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2059128	Faible contenance		Ville de Princeville	Centre-du-Québec	L'Érable
X2063633	Forte contenance		Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X2066881	Faible contenance		Ville de Donnacona	Capitale-Nationale	Portneuf
X2074737	Faible contenance		Municipalité de Chambord	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy
X2075327	Faible contenance		Ville de Beaupré	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré
X2076998	Petit barrage		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X2079255	Petit barrage		Municipalité de Saint-Marcel	Chaudière-Appalaches	L'Islet
X2081889	Forte contenance		Canton de Shefford	Montérégie	La Haute-Yamaska
X2081893	Forte contenance		Canton de Shefford	Montérégie	La Haute-Yamaska
X2087261	Faible contenance		Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X2087719	Forte contenance		Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	Lanaudière	Matawinie
X2087776	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm
X2088316	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2088324	Forte contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2088325	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2089110	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X2092719	Faible contenance		Municipalité de L'Île-d'Anticosti	Côte-Nord	Minganie
X2095004	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Julienne	Lanaudière	Montcalm

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X2095113	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X2095420	Forte contenance (parent)	l'Île, Barrage de	Ville de Windsor	Estrie	Le Val-Saint-François
X2096718	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	Estrie	Le Granit
X2098370	Faible contenance		Ville de Coaticook	Estrie	Coaticook
X2099041	Forte contenance		Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X2099042	Forte contenance (parent)		Municipalité de Saint-Bruno	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est
X2099681	Faible contenance	Rivière noire	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	Lanaudière	Matawinie
X2103807	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2104463	Forte contenance (parent)		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2106094	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106096	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106098	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106099	Forte contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106100	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106105	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106106	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106107	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106111	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106119	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106121	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106127	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106128	Forte contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2106616	Forte contenance		Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X2107010	Forte contenance (parent)		Municipalité du village de Lac-Saguay	Laurentides	Antoine-Labelle
X2108166	Faible contenance		Ville de Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	Ville de Rouyn-Noranda
X2110495	Forte contenance (parent)	Rivière La Guerre et rivière Saint-L	Municipalité de Saint-Anicet	Montérégie	Le Haut-Saint-Laurent
X2111375	Forte contenance		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X2111488	Forte contenance (parent)		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	Laurentides	Les Laurentides
X2112019	Forte contenance		Ville de Carleton-sur-Mer	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Avignon
X2114139	Faible contenance		Ville de Shawinigan	Mauricie	Ville de Shawinigan
X2114222	Faible contenance		Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X2115951	Faible contenance		Ville de Saint-Gabriel	Lanaudière	D'Autray
X2116661	Faible contenance		Ville de Terrebonne	Lanaudière	Les Moulins
X2116719	Forte contenance		Municipalité de Chelsea	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais
X2117730	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X2120113	Faible contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X2121353	Forte contenance		Ville de Cowansville	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2122235	Petit barrage		Municipalité de Lac-des-Écorces	Laurentides	Antoine-Labelle
X2123217	Petit barrage		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123218	Petit barrage		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123219	Petit barrage (parent)		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123220	Petit barrage (parent)		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123221	Petit barrage		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123222	Petit barrage (parent)		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123223	Petit barrage		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123224	Faible contenance		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2123225	Faible contenance		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2125593	Faible contenance		Ville de Blainville	Laurentides	Thérèse-De Blainville
X2128183	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X2129698	Forte contenance		Ville de Bromont	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2130529	Faible contenance		Ville de Gatineau	Outaouais	Ville de Gatineau
X2131172	Forte contenance		Canton de Wentworth	Laurentides	Argenteuil
X2131176	Faible contenance		Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge	Laurentides	Argenteuil
X2132336	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2132694	Faible contenance		Ville de Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette
X2132782	Faible contenance		Municipalité de Wentworth-Nord	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2132983	Forte contenance		Ville d'Estérel	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2133122	Petit barrage		Ville de Saint-Georges	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan
X2133384	Faible contenance		Ville de Lévis	Chaudière-Appalaches	Ville de Lévis
X2133669	Faible contenance		Ville de Mont-Saint-Hilaire	Montérégie	La Vallée-du-Richelieu
X2133670	Faible contenance		Ville de Mont-Saint-Hilaire	Montérégie	La Vallée-du-Richelieu
X2134653	Faible contenance		Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2134884	Petit barrage		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X2135012	Petit barrage		Ville de Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	Ville de Rouyn-Noranda
X2135017	Faible contenance		Ville de Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce
X2135018	Faible contenance		Ville de Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce
X2135143	Faible contenance (parent)		Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent
X2135275	Forte contenance		Municipalité régionale de comté de L'Érable	Centre-du-Québec	L'Érable
X2136170	Petit barrage		Ville de Saint-Georges	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan
X2136516	Petit barrage		Ville de Montréal	Montréal	Ville de Montréal

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X2137126	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckla	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X2137182	Faible contenance		Municipalité de la paroisse de Saint-Malachie	Chaudière-Appalaches	Bellechasse
X2137212	Faible contenance		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X2137400	Forte contenance		Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X2137421	Faible contenance		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X2138433	Petit barrage		Ville de Saint-Honoré	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay
X2139551	Faible contenance		Municipalité de Saint-Calixte	Lanaudière	Montcalm
X2142354	Faible contenance		Ville de Shawinigan	Mauricie	Ville de Shawinigan
X2143147	Faible contenance		Municipalité de Rawdon	Lanaudière	Matawinie
X2143158	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2143735	Forte contenance	Joseph-Choquette, Barrage	Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X2145341	Petit barrage		Municipalité de Saint-Malo	Estrie	Coaticook
X2145365	Faible contenance		Municipalité de Bury	Estrie	Le Haut-Saint-François
X2148488	Forte contenance		Municipalité Régionale de Comté du Haut-Saint-Laurent	Montérégie	Le Haut-Saint-Laurent
X2148497	Petit barrage		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X2148498	Petit barrage		Municipalité de Saint-Donat	Lanaudière	Matawinie
X2148501	Forte contenance		Conseil des Innus de Pessamit	Côte-Nord	Manicouagan
X2148503	Forte contenance (parent)		Ville de Québec	Capitale-Nationale	Ville de Québec
X2148522	Forte contenance		Conseil des Innus de Pessamit	Côte-Nord	Manicouagan
X2148527	Faible contenance		Ville de Shawinigan	Mauricie	Ville de Shawinigan
X2149122	Forte contenance	Barrage du Lac Noir	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2149126	Forte contenance		Ville de Lac-Brome	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2151390	Faible contenance		Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2151399	Faible contenance		Municipalité de Chertsey	Lanaudière	Matawinie
X2151413	Forte contenance		Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue
X2151418	Faible contenance		Ville de Thetford-Mines	Chaudière-Appalaches	Les Appalaches
X2151433	Forte contenance		Conseil des Innus de Pessamit	Côte-Nord	Manicouagan
X2152867	Forte contenance		Ville d'Asbestos	Estrie	Les Sources
X2154855	Forte contenance		Conseil des Innus de Pessamit	Côte-Nord	Manicouagan
X2157023	Petit barrage		Canton de Gore	Laurentides	Argenteuil
X2161448	Petit barrage		Ville de Sainte-Adèle	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2161450	Forte contenance		Municipalité de Wentworth-Nord	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2163746	Petit barrage		Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	Centre-du-Québec	L'Érable
X2167778	Faible contenance		Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	Laurentides	Les Laurentides
X2167809	Forte contenance (parent)		Municipalité de Les Escoumins	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord

Numéro barrage	Catégorie Administrative	Nom du barrage	Propriétaire / Mandataire	Région administrative	MRC
X2167810	Forte contenance		Municipalité de Les Escoumins	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord
X2167811	Forte contenance		Municipalité Les Bergeronnes	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord
X2167813	Faible contenance		Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X2167814	Faible contenance (parent)		Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X2167815	Faible contenance (parent)		Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X2168237	Faible contenance (parent)		Ville de Sherbrooke	Estrie	Ville de Sherbrooke
X2171021	Forte contenance (parent)		Ville de Brownsburg-Chatham	Laurentides	Argenteuil
X2171686	Faible contenance		Ville de Trois-Rivières	Mauricie	Ville de Trois-Rivières
X2172808	Faible contenance		Ville de Saguenay	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
X2172816	Faible contenance		Municipalité de Bolton-Ouest	Montérégie	Brome-Missisquoi
X2174905	Petit barrage		Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut
X2175890	Faible contenance		Ville d'Amqui	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia
X2176113	Forte contenance		La nation crie de Wemindji	Nord-du-Québec	Eeyou Istchee

QUESTION PARTICULIÈRE N°100
MAMH

Produire un état de situation des travaux concernant l'élaboration du nouveau cadre normatif pour la gestion des zones inondables.

De par sa mission et son mandat, c'est le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques qui est responsable d'établir les normes concernant les zones inondables. Ces normes sont actuellement prévues dans la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, qui est en vigueur depuis 1987. Un exercice de refonte de cette politique avait été entamé à la suite des inondations de 2017, et les inondations de 2019 ont mis en évidence la nécessité d'accélérer cet important chantier.

Le Plan de protection du territoire face aux inondations prévoit l'entrée en vigueur de ce nouveau cadre normatif, qui prendra la forme d'un règlement provincial d'application municipale, dès 2021. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques est donc à pied d'œuvre pour coordonner ce chantier règlementaire avec les ministères collaborateurs, notamment les ministères des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Sécurité publique, de l'Énergie et des Ressources naturelles, de l'Agriculture et des Pêcheries et de l'Alimentation et des Forêts, de la Faune et des Parcs.

La nouvelle règlementation adoptera une approche par gestion de risque qui s'appliquera sur de nouvelles cartes de zones inondables présentant un indice de danger plutôt que des récurrences d'inondation. Ainsi, cette règlementation s'appliquera graduellement sur le territoire au fur et à mesure que les nouvelles cartes deviendront disponibles. Il est donc prévu qu'un régime transitoire accompagnera la nouvelle règlementation pour continuer d'appliquer des normes similaires à celles de l'actuelle Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables sur les anciennes cartes en attendant leur mise à jour.

Ce chantier règlementaire vise principalement à assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi qu'à diminuer les coûts des inondations pour l'ensemble de la société, dans un contexte de changements climatiques. Pour s'assurer de rencontrer ces objectifs, le ministère a mis en place un comité consultatif, composé de cinq membres issus du milieu municipal et de cinq membres issus du milieu scientifique pour le conseiller dans l'élaboration du nouveau cadre normatif. Ce comité a débuté ses travaux le 10 mars dernier et continuera de conseiller le ministère tout au long de l'élaboration de la nouvelle règlementation.